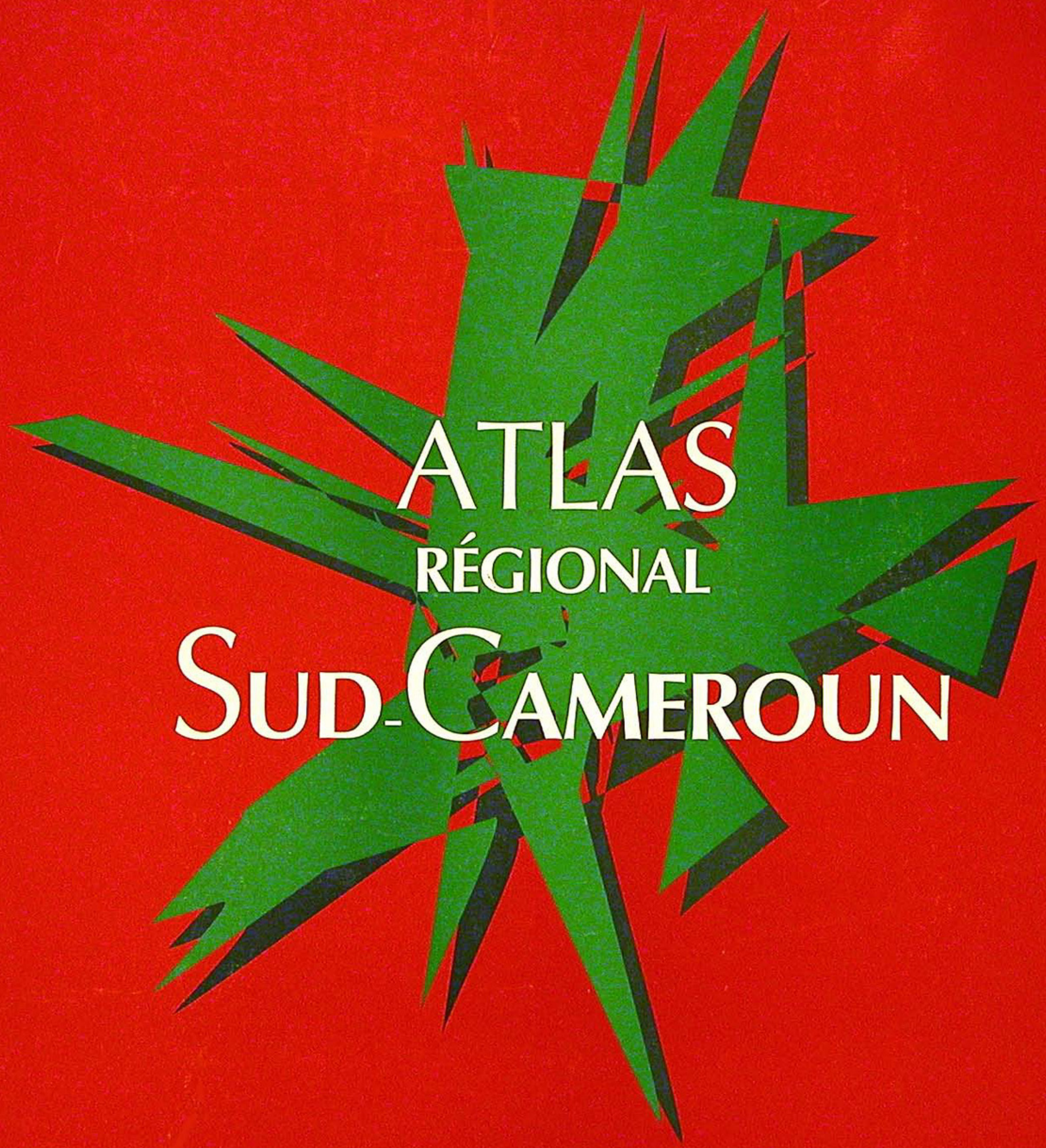
ATLAS RÉGIONAL SUD-CAMEROUN



ORSTOM éditions

République du Cameroun
MINREST
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
INSTITUT NATIONAL DE CARTOGRAPHIE

ATLAS
RÉGIONAL
SUD-CAMEROUN

Coordinateurs

Christian SANTOIR et Athanase BOPDA

Éditions de l'Orstom

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Paris, 1995

République du Cameroun
MINREST
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
INSTITUT NATIONAL DE CARTOGRAPHIE

Coordination des travaux

Christian SANTOIR, chargé de recherche à l'Orstom
Athanase BOPDA, chargé de recherche
à l'Institut national de cartographie, Yaoundé

Réalisation des maquettes
et de la cartographie

Unité de cartographie, Orstom, Bondy, France
Michel ARQUIER
Catherine VALTON

Maquette de la couverture
Michelle SAINT-LÉGER

Secrétariat d'édition
Marie-Odile CHARVET RICHTER

Le code de la propriété intellectuelle (loi du 1er juillet 1992) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© ORSTOM éditions et MINREST, Cameroun 1995

ISBN 2-7099-1271-6

Sommaire

1- L'oro-hydrographie
Christian SANTOIR 4

2- La pédologie
Michel VALLERIE 6

3- La climatologie
Jean-Bernard SUCHEL et Maurice TSALEFAC 8

4- La végétation
Jean-François VILLIERS et *Christian* SANTOIR 10

5- Les divisions administratives
Christian SANTOIR 12

6 I- Les groupes socio-culturels (par signes)
Christian SANTOIR 15

6 II- Les groupes socio-culturels (par zones)
Christian SANTOIR 15

7- Le peuplement en 1910
Christian SANTOIR 19

8- La population I. Évolution 1967-1976
Christian SANTOIR 22

9 I- La population II. Répartition en 1976 (par points)
Christian SANTOIR 26

9 II- La population II. Densités rurales en 1976 (par isolignes)
Christian SANTOIR 26

10 I- Un terroir du pays eton : Yemesoa I
Christian SANTOIR 28

10 II- Un terroir du pays bulu : Alen-Zalengang
Christian SANTOIR 28

11- Les cultures vivrières
Christian SANTOIR 31

12- Les cultures industrielles : cacao, café
Christian SANTOIR 33

13- L'exploitation forestière
Christian SANTOIR 35

14- Les équipement collectifs (situation au 1er juillet 1985)
Christian SANTOIR 37

15- L'infrastructure scolaire en 1982
Christian SANTOIR 40

16- L'encadrement religieux
Athanase BOPDA 42

17- Yaoundé : organisation de l'espace urbain (1980)
Athanase BOPDA 44

18- Yaoundé : densité de la population en 1976
Athanase BOPDA et *Christian* SANTOIR 46

19- Yaoundé : commerces, industries, artisanat (1983-1984)
Athanase BOPDA et *Christian* SANTOIR 48

20 I- Yaoundé : voirie, bâtiments administratifs (1983)
Athanase BOPDA 50

20 II- Yaoundé : services (1983)
Athanase BOPDA et *Christian* SANTOIR 50

21- Yaoundé : approvisionnement en vivres
Christian SANTOIR 52

Avant-propos

L'*Atlas régional du Sud-Cameroun* a été élaboré dans le cadre d'un programme de recherches du Centre géographique national de Yaoundé. Son but était d'actualiser les anciens atlas régionaux réalisés par l'Orstom entre 1965 et 1975. La région traitée ici avait fait l'objet de l'*Atlas Sud-Ouest 2*, réalisé par J. CHAMPAUD en 1965. Les atlas régionaux étaient conçus à l'époque comme des inventaires de l'état économique et humain des régions ; ils étaient principalement destinés à la planification.

Cependant, ce nouvel atlas n'est pas une simple mise à jour. Malgré son intérêt, la comparaison carte par carte avec l'ancien atlas n'a pu être possible que pour quelques planches . La documentation utilisée, une nouvelle présentation, la nécessité d'introduire de nouveaux thèmes, ainsi qu'une conception différente, ne permettent pas un tel parallèle.

Cet atlas du Sud-Cameroun n'est pas un atlas provincial. Ses limites pourront paraître artificielles de prime abord : il couvre, totalement ou en partie, plusieurs provinces et départements et sa dénomination correspond à une région géographique plutôt qu'à un découpage administratif. Nous n'avons apporté que quelques corrections aux divisions orthogonales effectuées antérieurement pour l'ancien *Atlas régional Sud-Ouest 2*. Le présent atlas comprend le pays s'étendant au sud de la Sanaga, situé sur la bordure occidentale du plateau central camerounais. Sur le plan humain, il correspond assez étroitement au peuplement bëti (pris au sens large). Sur le plan économique, il englobe le cœur de la région cacaoyère et la majeure partie de la « région migratoire » de la capitale, puissant centre de polarisation.

L'ouvrage se présente sous la forme d'un atlas classique ; c'est donc un inventaire des données disponibles sur un espace déterminé, à un moment donné, s'exprimant par une succession de cartes thématiques. Cependant, les notices ne sont pas uniquement descriptives et s'efforcent d'analyser les faits régionaux en profondeur en tenant compte de leur évolution. Tout en commentant les cartes, elles les complètent en situant les données cartographiées dans les évolutions en cours ; les commentaires donnent ainsi aux faits une dimension que la seule cartographie ne peut leur fournir. L'atlas a été conçu comme un instrument de travail et un prélude à des études plus approfondies. Il s'adresse ainsi à un large public : étudiants, enseignants, mais aussi responsables administratifs, planificateurs...

Cet atlas ne constitue pas une « synthèse » régionale. Il nous est vite apparu qu'il fallait disposer d'une information beaucoup plus complète et abondante que celle existant actuellement, pour réaliser une synthèse digne de ce nom. Contrairement au nord du Cameroun, la documentation disponible sur la région forestière s'étendant au sud de la Sanaga est particulièrement faible : pas de photographies aériennes postérieures à 1954 (excepté pour les villes), une couverture cartographique incomplète, aucune carte pédologique (à l'exception de la feuille Bafia à 1/200 000 ne couvrant que la Lékié), peu d'informations sur la population en dehors du recensement national de 1976 (au moment de la fabrication des cartes) et des études faites à la même époque par les chercheurs de l'Orstom, auxquelles il convient d'ajouter quelques rares études de terroirs inédites. Ces carences diverses ont constitué autant de difficultés majeures, tout au long de notre travail. La recherche dans le sud du Cameroun a un énorme retard à rattraper. Il convient de préciser également que nous avons commencé notre travail *ab nihilo*, sans aucune archive ni information de base. L'« équipe » de l'atlas étant restreinte, il n'était pas possible avec les moyens dont nous disposions, et dans un laps de temps relativement limité (4 ans), de mener toutes les enquêtes originales nécessaires ; celles que nous avons entreprises ont concerné des sujets sur lesquels nous ne disposions d'aucune information précise, notamment sur la ville de Yaoundé et les terroirs. Force a donc été d'avoir recours à la documentation existante.

La majeure partie de cette documentation a été obtenue auprès des différents ministères et organismes para-administratifs divers qui mènent des études sur des thèmes précis. Issue de rapports multigraphiés, de valeur très inégale, elle ne peut être utilisée sans un sérieux examen critique. La collecte des données a pris beaucoup de temps, d'autant que, le plus souvent, nous nous sommes heurtés à de délicats problèmes d'accès, malgré (ou à cause de ?) notre qualité de chercheurs « officiels ». Obtenir le moindre rapport, la moindre statistique, parfois inutilisable, a demandé un travail d'approche harassant, malgré recommandations, lettres d'introduction acheminées par voie hiérarchique, etc. Il s'agit là d'un réel problème dont sont victimes tous ceux (chercheurs, étudiants, enseignants) que leur travail oblige à utiliser une information toujours jalousement gardée. La réalité de ces « barrages » omniprésents, dus à un cloisonnement excessif des services, et à des raisons qu'il ne convient pas d'approfondir ici, nous a obligés à rechercher l'information à la source, c'est-à-dire au niveau des départements et des arrondissements.

La collecte de la documentation destinée à l'élaboration des cartes s'est effectuée de 1983 à 1986, c'est-à-dire que les données représentées datent, selon les cas, de 1980 à 1986. Mais les cartes de population sont basées sur le recensement national de 1976, seule enquête disponible au moment de l'élaboration de l'atlas. Les premiers résultats du recensement de 1987 ne nous sont parvenus qu'en 1991. L'impossibilité de réaliser sur place les cartes, l'encombrement du service de cartographie de l'Orstom à Bondy (France) sont en grande partie responsables des importants délais de publication de cet ouvrage.

Pour finir, nous voudrions remercier ici tous ceux qui nous ont aidés à réaliser ce travail, en particulier les fonctionnaires, agents des ministères ou de l'administration provinciale et départementale, les experts étrangers, qui ont bien voulu nous consacrer quelques instants et contribuer à ce travail. Un remerciement tout particulier va à M. J. F. LOUNG qui nous a accueilli à l'Institut des sciences humaines en tant que directeur, à MM. TCHAMUKONG, ancien chef du Centre géographique national (CGN), P. TJEEGA, chef adjoint du CGN et coordinateur du programme « Synthèses régionales » au moment de son lancement, ainsi qu'à MM. H. ELINGUI et N. MEBENGA, techniciens de ce même centre, et enfin à M. P. MOBY-ETIA; actuellement directeur de l'Institut national de cartographie, qui nous a constamment soutenu tout au long de ces années.

Christian Santoir
Mai 1995

*N. B.: Il est apparu nécessaire, dans cet atlas, d'homogénéiser l'orthographe des ethnies et des toponymes. Ces derniers sont conformes, dans leur majorité, à l'ancienne transcription française, bien imparfaite mais désormais consacrée par l'usage. Les différences observées çà et là dans les cartes, sont d'ailleurs minimes. Beaucoup plus délicate est la transcription des noms des groupes humains dont l'orthographe s'avère très changeante et pas encore fixée. Aussi nous sommes-nous basés sur l'orthographe adoptée par la carte des groupes humains de l'*Atlas national du Cameroun. *Cependant la transcription de certains noms y semble très discutable (Bané, Babouté, Enoah...) aussi l'avons-nous rectifiée selon quelques principes phonétiques simples, utilisant des caractères standards pour plus de facilité :*

ë = eu
e = é (il n'y a pas de è)
u = ou
j = dj (comme dans *J*ohn)
g = gue (comme dans ba*gue*)
ñ = ng (comme dans l'anglais ki*ng*)
ny = gne (comme dans pa*gne*)
w = wo (comme dans l'anglais *wh*at)

*Seule, la carte des groupes humains présente des ethnonymes orthographiés de façon plus conforme aux règles définies par l'*Alphabet des Langues camerounaises *dont l'utilisation est possible pour les ethnies concernées, à de rares exceptions près (comme les Mangisa, qui parlent le njowi et le leti, et non le « mangisa »). Mais cet alphabet a l'inconvénient d'employer une série de signes conventionnels difficiles à reproduire sur les cartes ; en outre, la généralisation à toutes les planches et notices de certaines transcriptions risquait de gêner les lecteurs peu avertis.*

L'ORO-HYDROGRAPHIE

Christian SANTOIR

Le relief

La zone circonscite par cet atlas appartient au plateau qui occupe la majeure partie du Cameroun méridional. Cette vaste surface d'érosion est inclinée vers le bassin du Congo, au sud-est ; à l'ouest, elle s'achève brusquement par un escarpement, sur la surface côtière. L'altitude moyenne est d'environ 650 m, mais à Yaoundé, elle est proche de 750 m ; elle diminue vers le sud, comme si la surface avait été affectée d'un vaste mouvement d'ondulation, sous l'effet de poussées tectoniques. Celles-ci ont perturbé le réseau hydrographique, phénomène particulièrement visible dans le bassin du Nyong.

Le soubassement de la surface intérieure est d'âge précambrien et se compose essentiellement de roches cristallines (granites, gneiss, micaschistes) qui ont subi un aplanissement très poussé, responsable d'un relief peu marqué.

Sur ses marges, le plateau est échancré de vallées plus ou moins larges. Au nord, la Sanaga a creusé une vaste plaine basse d'une altitude moyenne de 450 m. L'origine de cette dépression peut s'expliquer par un changement du niveau de base du fleuve, qui aurait provoqué une reprise de l'érosion régressive ; ses effets sont remarquables au nord de Yaoundé, entre Obala et Nachtigal. Simultanément fut modelé un gradin intermédiaire, entre le plateau et la plaine s'étendant en aval. Tout au sud, les autres vallées : Ntem et ses affluents, notamment la rivière Kom, n'ont pas la même ampleur, et leur fond ne descend pas au-dessous de 500 m. Néanmoins, sur la rive droite du Ntem, la Mvila et la Mboro ont fortement disséqué le plateau, et creusé une large dépression (altitude inférieure à 600 m), parsemée d'inselbergs isolés dépassant largement 700 m. Plus à l'est, les affluents du Kom, Nlobo, Mboua, ont des vallées plus étroites, mais leurs réseaux digités pénètrent profondément à l'intérieur de la surface centrale. Toutes ces vallées sont occupées par de vastes marécages, dont la formation est favorisée par des pentes très faibles.

Dans sa plus grande étendue, le plateau central a le faciès caractéristique des pénéplaines forestières équatoriales ; il apparaît sous l'aspect d'un moutonnement de collines (*nkol* en

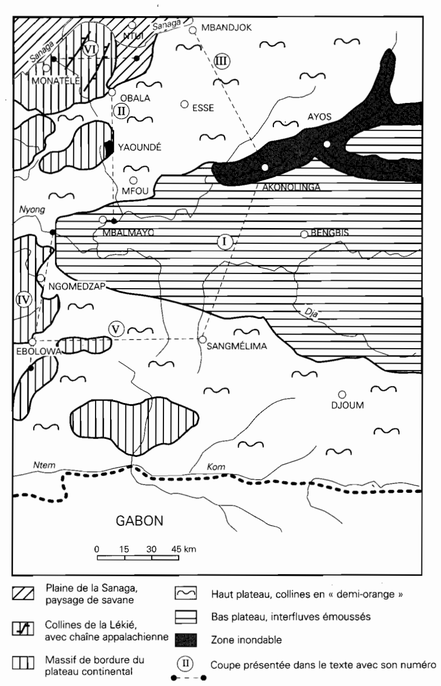


FIGURE 1
Croquis morphologique de la zone étudiées.

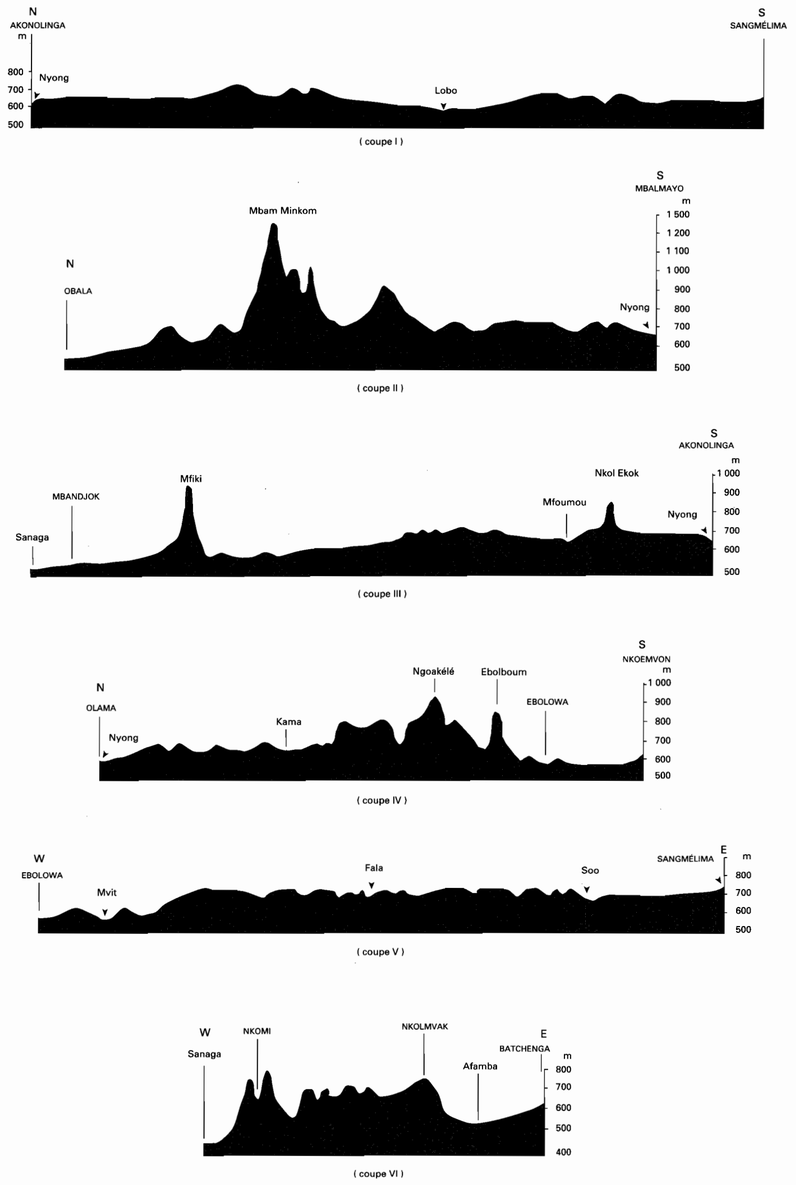


FIGURE 2
Coupes remarquables nord-sud et est-ouest dans les reliefs « montagneux » du Sud-Cameroun (cf. croquis morphologique).

ewondo) séparées par un dédale de vallons relativement amples et profonds, parfois élargis en cuvettes marécageuses (*etetak, elobi*). Ces collines, grossièrement circulaires, dominent les vallées de 50 à 100 m. Leurs versants sont généralement convexes avec des pentes fortes ; le raccord avec la vallée est assez brutal. Le substratum est masqué par un épais manteau d'altération. En forme de calottes hémisphériques, ou de « demi-orange », elles culminent à peu près à la même altitude. Parfois, on observe aussi des collines au sommet plus ou moins tabulaire, recouvert d'une épaisse cuirasse (*bikok*) ; la partie convexe du versant est alors absente. Ce type de relief est bien caractérisé entre Esse et la Sanaga (fig. 1).

Au sud du Nyong, et à l'est d'une ligne Mbalmayo-Djoum, dans une région qui affecte la forme d'un vaste triangle, le modelé de collines fait place à des plateaux bas, dominant les fonds de vallée, de 40 à 50 m. Les interfluves (*ayene*) ont des sommets allongés et légèrement ondulés, parfois surmontés de collines basses. Cette zone correspond à la partie centrale du plateau méridional ; c'est une région plate, où les altitudes s'établissent autour de 600 m. Le Nyong y déploie ses méandres au milieu d'une large vallée marécageuse. La ligne de partage des eaux entre Nyong et Dja dépasse rarement 700 m (fig. 2, coupe I).

La monotonie du relief du plateau central est rompue, à sa périphérie, par l'existence de massifs et de buttes résiduelles, témoins de surfaces d'aplanissement antérieures. Les reliefs les plus marquants se situent à l'ouest de Yaoundé ; ils dominent la ville de quelques centaines de mètres, leur altitude moyenne atteignant 1 000 m (Mbam Minkom : 1 295 m, Nkolondom : 1 221 m, Eloumnden : 1 169 m). Ce sont là les points culminants de tout le plateau camerounais. Ces hautes collines composées de roches cristallines très dures (granites, embréchites) ont des versants abrupts, de forme convexe, présentant parfois des flancs nus ; certaines, plus rares, ont la forme caractéristique des « pains de sucre » (fig. 2, coupe II). Ces reliefs aux formes tranchées, se poursuivent, sans la même ampleur, vers l'est, à la limite des bassins du Nyong et de la Sanaga (fig. 2, coupe III).

Les reliefs « montagneux » réapparaissent au sud du Nyong, dans la région de Ngomedzap (Nkol Akok : 983 m, Nkolmekok : 971 m), jusqu'à Ebolowa (Nkolmendim : 934 m), en bordure de la vallée du Ntem, vers Oveng et Djoum. Plus à l'intérieur, à l'est de Sangmélima, des inselbergs (*akom, akok*) dépassent 1000 m, mais ils ne constituent que des accidents sans incidence sur le modelé environnant (fig. 2, coupe IV et V).

Enfin, la boucle de la Sanaga (département de la Lékié), bien qu'appartenant au plateau, a une altitude inférieure (500-600 m). Mais le relief y est vigoureux et caractérisé par de hautes collines (Nkol Loua : 809 m), dont les versants ont des formes et des pentes variables. La complexité de la topographie est due notamment à la nature des roches (quartzites, micaschistes, gneiss). Les collines, disséquées par des rivières aux tracés orthogonaux, forment de petites chaînes parallèles, NNE-SSW, de type appalachien (fig. 2, coupe VI).

En définitive, le relief n'est pas un facteur de différenciation régional primordial dans la zone étudiée. Sa monotonie et sa platitude, héritées de sa structure massive et maintes fois soulignées par les voyageurs et les géographes, s'accommodent cependant de variations de détail. Ces nuances micro-régionales, discrètes, constituent une série de paysages très localisés, qui se succèdent de façon insensible : collines vigoureuses de la Lékié ; « montagnes » et vallées des environs de Yaoundé ; reliefs tourmentés de Ngomedzap et Biwong-Bané ; hauts plateaux vallonnés entre Nyong et Sanaga ; pénéplaine disséquée, dominée par des buttes isolées dans le sud du Ntem et du Dja et Lobo ; vallées marécageuses du Ntem, du Nyong central ; plaine large de la Sanaga, coupée de chutes et de rapides.

Le relief ne constitue pas une contrainte particulière pour le peuplement. Cependant, le relief accidenté de la Lékié n'est pas sans rapport avec sa population dense, même si les causes historiques sont plus déterminantes. Les autres reliefs des massifs de bordure, comme à Yaoundé, ou vers Ngomedzap, ou encore en pays basaa, accueillent également une population plus importante que leur périphérie. Ces lieux sont des endroits privilégiés. Les sommets de collines sont des sites traditionnels d'habitat, choisis pour leur position défensive, constituant un milieu plus aéré et plus sain, avec des sols mieux drainés et plus variés. Ainsi, malgré la faiblesse des dénivelés et la mollesse du modelé, le relief n'a pas été sans influence sur le peuplement. La moindre élévation a été utilisée avec avantage par les populations.

Notons que le contact entre les Basaa et les Bëti correspond à peu près aux reliefs du bord occidental du plateau intérieur. En dehors des collines, le plateau ne connaît pas de concentrations humaines remarquables. Les groupes migratoires y ont essaimé librement, au gré des scissions familiales, des rivalités claniques, des contraintes administratives, aucun lieu n'étant préférable à un autre. La forêt, et surtout le réseau hydrographique très dense, ont constitué des obstacles autrement plus difficiles à franchir.

L'hydrographie

Les fleuves et les rivières de la région étudiée appartiennent à quatre grands bassins-versants, ceux de la Sanaga, du Nyong, du Ntem, et celui des tributaires du Congo, comme le Dja. Ces cours d'eau forment un chevelu hydrographique très dense, favorisé par une pluviométrie abondante, ainsi que par l'imperméabilité du soubassement cristallin. Le réseau hydrographique apparaît confus, formé d'une multitude de petites vallées ramifiées dont les têtes se touchent presque. L'absence de hiérarchisation traduit l'insignifiance de l'érosion fluviatile dans les roches résistantes, phénomène propre aux cours d'eau équatoriaux.

À l'exception du Dja, sur une partie de son cours, tous les principaux fleuves coulent d'est en ouest, en direction de la mer. Leurs affluents suivent deux directions privilégiées : NE-SW, pour ceux de la rive droite ; NW-SE, pour ceux de la rive gauche. En dehors de ce schéma, le réseau manifeste une étroite soumission aux contraintes de la structure géologique. Les tracés apparaissent très irréguliers. Ainsi, les fractures du socle se traduisent-elles par des tracés rectilignes, des courbes, ou encore des tracés en « baïonnettes », comme dans la Lékié.

Les profils en long présentent une succession de rapides et de biefs correspondant aux gradins entre les surfaces d'érosion (Sanaga), ou à la différence de résistance des roches composant le socle (Ntem).

Enfin, les bassins versants se distinguent par leur grande dissymétrie, étroits sur la rive gauche des drains principaux, très développés sur leur rive droite. Cette particularité est sans doute liée à la tectonique et, plus précisément, à un basculement, ou à un fléchissement du socle vers le SSE.

La Sanaga

La Sanaga est le fleuve le plus important du Cameroun ; il draine, aux chutes de Nachtigal, un bassin de 65 000 km², dont la zone étudiée ne comprend qu'une très faible partie. À partir du confluent de la Ntiou (à peu près à la limite nord de l'atlas), le profil en long accuse une brusque augmentation de pente ; sur 20 km, la dénivellation atteint 110 mètres. Ce décrochement aboutit aux chutes de Nachtigal (8 m de dénivelé). À partir des chutes, la Sanaga effectue une boucle de 53 km vers le nord pour franchir perpendiculairement les barres appalachiennes de la Lékié et du Mbam, avant de reprendre sa direction antérieure NE-SW. La pente moyenne reste forte : 50 m de dénivelé entre le confluent du Mbam et le pont de Kikot. Dans ce secteur, la largeur du lit passe de 1 à 4 km. La portion du fleuve comprise dans les limites de l'étude n'est pas navigable, la succession des rapides délimitant des biefs trop courts. Par contre, les chutes de Nachtigal ont fait l'objet d'une prospection hydroélectrique, et la construction d'un barrage y a été projetée.

Le Nyong

Le Nyong, deuxième fleuve camerounais, a un bassin versant beaucoup moins étendu (27 800 km² au total) que celui de la Sanaga ou du Ntem. Ce bassin, orienté ENE-WSW, a une largeur d'environ 70 km, mais peut atteindre 120 km au sud de Mbalmayo. Le Nyong draine la partie nord du plateau central (600-700 m). Il se caractérise dans son cours supérieur par une très faible pente. Le relief est plat et les limites du bassin versant dépassent rarement 700 m. En aval d'Atok, il reçoit sur sa droite le Kom, qui n'est qu'un vaste marécage. Le Kom est le témoin d'un affluent plus important dont la partie supérieure du bassin (Téré) a été capturée par les tributaires de la Sanaga. La zone de capture s'est déplacée de plus de 10 km, vers le sud, capturant la Mbangda et menaçant directement le haut Nyong, à plus ou moins long terme. En aval d'Ayos, le Nyong reçoit un de ses plus importants affluents de la rive gauche, le Nlong Mefok, dont le lit de 71 km est en majeure partie marécageux. Au niveau d'Akonolinga, le cours est toujours sinueux, mais le bief est bien marqué, et dépasse parfois une centaine de mètres de largeur. En aval d'Akonolinga, le couloir marécageux tend à se rétrécir, pour disparaître peu avant le confluent de la Mfoumou. La pente est toujours faible : 3 m pour 61 km entre Ayos et Akonolinga. Le Nyong coule ensuite au cœur de la forêt. En amont de Mbalmayo, il reçoit sur sa rive droite l'Afamba, l'Ato et la Méfou, qui draine la région de Yaoundé. Sur la rive gauche, il ne reçoit que des affluents secondaires. En aval de Mbalmayo, le Nyong reçoit son affluent le plus important, le Soo.

Prenant sa source à l'WSW de Sangmélima, le Soo a une longueur de 120 km. Ses affluents de rive gauche, Fala, Manefala, comportent des zones marécageuses importantes dans leurs hauts bassins. Une zone de capture s'observe entre un affluent du Soo, l'Awout et le Mintélé, tributaire de la Lobo et du Dja. En aval du pont d'Olama, la pente du Nyong commence à s'accentuer, et ses sinuosités sont imposées par le relief ; des rapides apparaissent jusqu'aux chutes de Mpoumé (arrondissement de Makak).

Durant l'époque coloniale, jusqu'en 1951, le Nyong, entre Abong-Mbang et Mbalmayo, fut une grande voie de navigation. La concurrence des axes routiers, l'existence de seuils rocheux limitant le tirant d'eau des bateaux, les difficultés d'un désherbage incessant, firent abandonner son utilisation. Actuellement, les graminées aquatiques (essentiellement *Echinochloa stagnina*) ont bouché le chenal entre Ayos et Abong-Mbang. Ce barrage végétal a pour conséquence d'élever le niveau du fleuve en amont (jusqu'à 1,7 m en moyenne, à Abong-Mbang) et de régulariser les débits.

Le Dja

Le Dja a un bassin versant orienté vers l'est. Il draine la partie médiane du plateau central camerounais. Prenant sa source à la cote 800, au sud d'Abong-Mbang, le Dja coule d'abord vers l'ouest selon la direction des autres cours, puis il infléchit brusquement sa course vers le sud, pour repartir en direction de l'est, et rejoindre la Sangha. Un basculement du socle vers le SE et la cuvette congolaise peut expliquer ce phénomène de capture du Dja supérieur par le bassin du Congo. Le Dja se dirigeait à l'origine vers le Nyong, par la Lobo, la Mintélé, franchissait le seuil d'Abangkok et suivait le cours du Soo jusqu'au Nyong. On remarque que le tracé de la Lobo, comme celui du Dja en aval de leur confluent, est déterminé par des lignes de fractures. Le profil en long du Dja est mal connu, mais dans la zone étudiée la pente est faible. Le changement de direction du Dja s'accompagne d'un changement de pente, avec l'apparition de rapides, au nord de Djoum. Du confluent de la Lobo jusqu'à Bi, la pente moyenne est de 0,67 ‰.

Le Ntem

Le Ntem prend sa source au Gabon. D'abord orienté NNW-SSE, son cours s'infléchit brusquement vers l'ouest, dès la frontière camerounaise. Jusqu'à la hauteur d'Olamzé, il est coupé de nombreux rapides, mais sa pente est faible (0,2 ‰). Son profil est d'ailleurs assez semblable à celui du Nyong. Le tracé quasi rectiligne suivi par son affluent le Kom et la rivière Ayina, située dans l'axe des deux premiers cours, laisse supposer l'existence d'une faille importante ouest-est, utilisée par le drainage. Certains affluents de la rive droite du Ntem et du Kom (Nlobo, Mboro) sont également orientés selon d'autres failles importantes, de direction différente NE-SW. Le Kom semble avoir communiqué autrefois avec l'Ayina, coulant actuellement vers l'est. Un couloir marécageux d'une vingtaine de kilomètres, situé entre les deux cours, suggère une capture du cours de l'Ayina supérieur par le bassin de l'Ogoué. L'Ayina a une pente plus forte que celle du Kom (0,7 ‰ contre 0,2 ‰, selon la carte à 1/200 000) ce qui implique une érosion régressive plus forte.

Les régimes hydrologiques

La courbe de variation des débits mensuels de ces cours d'eau permet de les classer selon différents régimes hydrologiques :

— Le régime équatorial proprement dit, représenté par le Ntem. Il se caractérise par deux périodes de hautes eaux, séparées par deux étiages correspondant aux quatre saisons du climat équatorial. La seconde période de crue (septembre-décembre) est la plus importante, et l'étiage de la petite saison sèche (juillet-août), plus prononcé (fig. 3) ;

Planche 1

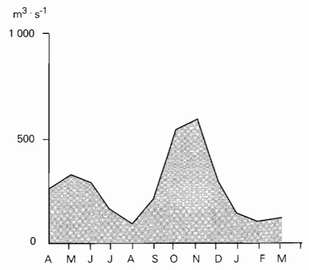


FIGURE 3
Débits moyens mensuels du Ntem à Ngoazik.

— le régime équatorial de transition, représenté par le Nyong et le Dja, mais aussi par certains affluents de la rive gauche de la Sanaga. La durée de la saison sèche de juillet-août diminue très vite quand on remonte vers le nord ; l'étiage correspondant est donc moins important. La grande saison sèche dure plus longtemps au détriment de la grande saison des pluies. Les périodes de crue sont inégales. Sur les grands bassins, elles commencent en mars-avril et sont moins fortes qu'en novembre (fig. 4) :

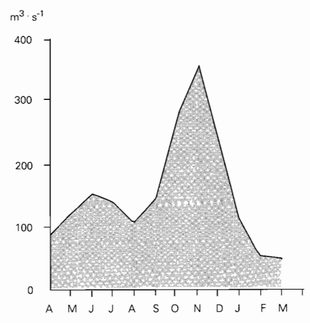


FIGURE 4
Débits moyens mensuels du Nyong à Mbalmayo.

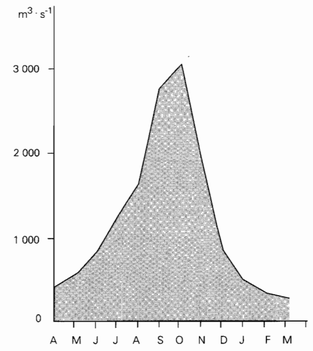


FIGURE 5
Débits moyens mensuels de la Sanaga à Nachtigal.

— le régime tropical de transition est celui de la Sanaga. Ce fleuve traverse des régions beaucoup moins arrosées (1 650 mm de pluie par an, en moyenne, sur le bassin versant). La courbe des débits ne comporte qu'une période de basses eaux, de décembre à mars. Les crues débutent avec les pluies, en avril, et les débits croissent jusqu'en octobre (fig. 5).

À une irrégularité saisonnière plus ou moins grande des crues correspond une irrégularité interannuelle très faible dans l'ensemble, mais néanmoins plus marquée sur le bassin de la Sanaga que sur celui du Nyong. Les maxima des crues varient relativement peu d'une année sur l'autre. Cependant, si l'on considère, depuis le début des années 1950, l'évolution des débits moyens annuels ainsi que celle des moyennes mobiles (calculées sur 5 ans), on décèle l'existence de périodes assez nettement différenciées, et à peu près identiques pour les trois grands fleuves. Les moyennes ont augmenté régulièrement jusqu'au milieu des années 1960, ce qui correspond à un cycle hydrologique observable dans toute la zone tropicale septentrionale. Jusqu'en 1968, elles se maintiennent à un haut niveau pour décroître jusqu'en 1972-73. Les crues ont alors des moyennes comparables, voire inférieures, à celles du début des années 1950 (fig. 6).

Les bassins versants accusent donc nettement la sécheresse. Dans les grands fleuves, comme la Sanaga ou le Nyong, la baisse des débits est surtout préjudiciable à la production hydroélectrique. Encore plus sensible pour l'homme est la diminution des crues dans les innombrables rivières et ruisseaux qui approvisionnent les villes et les villages. Les centres urbains les plus importants du Sud-Cameroun ne possèdent pas de forages hydrauliques et sont alimentés en eau par pompage direct dans les rivières (Méfou pour Yaoundé, Afamba pour Sangmélima, Mfiendé pour Ebolowa). Lors de la dernière sécheresse de 1983, l'approvisionnement de ces

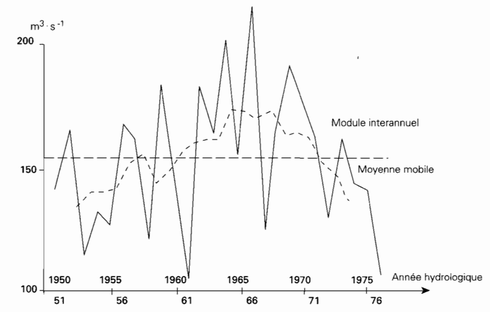


FIGURE 6
Variation des modules du Nyong à Mbalmayo
(d'après J.-C. OLIVRY).

villes a suscité de sérieuses difficultés. Dans les villages, les sources ont tari, les rivières se sont asséchées. Si le Sud-Cameroun est bien le pays des rivières, il convient de retenir que même dans un milieu aussi humide cet élément précieux peut, sinon se raréfier, du moins devenir moins accessible.

Cependant, ce n'est pas la rareté de l'eau, mais plutôt son abondance, qui a déterminé, dans une certaine mesure, le peuplement actuel. Bien que les migrations se soient faites uniquement par voie terrestre, les principaux cours d'eau ont servi d'axes de progression dans la forêt, leur traversée n'étant tentée qu'à certains endroits favorables et sous la contrainte. La densité du chevelu hydrographique a été, et est encore, la principale contrainte à la circulation, obligeant à multiplier les ponts.

Sur les fleuves, les rapides constituent une difficulté majeure pour la navigation qui n'est praticable que sur de courts tronçons de fleuve. D'autre part, ils empêchent toute pénétration à partir de la mer.

Présente partout, l'eau a été un élément répulsif pour l'homme dans le Cameroun du Sud. L'habitat se concentre rarement à proximité des cours d'eau. Il s'agit sans doute là d'un problème de salubrité (présence de la trypanosomiase), mais plus encore d'un problème de civilisation. L'eau est considérée comme un milieu néfaste par les populations, venues pour la plupart des savanes du nord. Aussi n'est-il pas surprenant de constater que chez ces groupes l'activité halieutique est peu répandue et que le milieu aquatique n'y exerce aucune attirance, contrairement à ce que l'on observe chez les populations maka du haut Nyong.

En définitive, malgré l'uniformité d'ensemble de ses conditions oro-hydrographiques, le Cameroun méridional offre néanmoins des milieux dont les qualités ont retenu la population. Il s'agit principalement des zones les plus élevées, situées en dehors des grands axes fluviaux et en bordure du plateau central.

Indications bibliographiques

Annuaire Hydrologique du Cameroun, année 1973-74.— Yaoundé, Orstom-Ircam, 90 p., 66 graph.

OLIVRY (J. C.), 1986.— *Régimes hydrologiques des fleuves et rivières du Cameroun*. Paris, MESRES-Orstom, coll. Monographies hydrologiques n° 9, 733 p.

PELLERAY (C.), 1959.— « Fleuves et rivières du Cameroun ». *In : Atlas du Cameroun*, Yaoundé, Orstom-Ircam, 7 p., 1 carte, 9 graph., 1 tabl.

SEGALEN (P.), 1967.— Les sols et la géomorphologie du Cameroun. *Cah. Orstom, sér. Pédol.*, vol. V, n° 2 : 137-188.

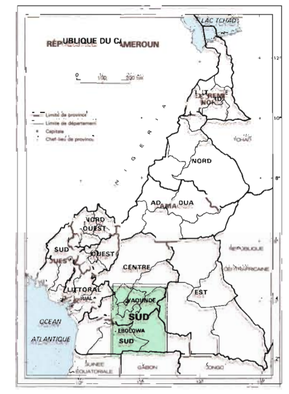
VALLERIE (M.), 1973.— *Contribution à l'étude des sols du Centre-Sud Cameroun*. Paris, Orstom, coll. Trav. et Doc. n° 29.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
MRST
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

ORO-HYDROGRAPHIE

C. SANTOIR



1 000 mètres
800
700
600
500

Limite de bassin versant

Zone marécageuse

653 △ Point géodésique

682 • Point coté

Nkolekok ▲ 852 Mont

Equidistance des courbes : 100 mètres

Echelle 1 : 500 000

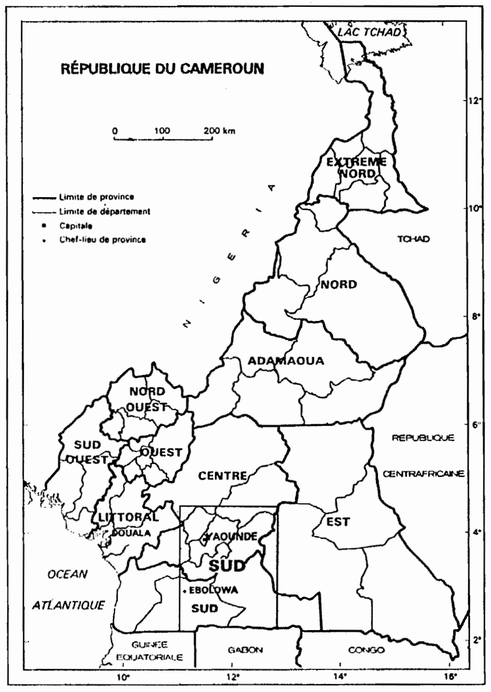
0 20 50 100 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE : M. ARQUIER C. VALTON

IMPACT GRAPHIC • 45.09.18.50 • FRANCE



LA PÉDOLOGIE

Michel VALLERIE *

L'élaboration de la carte

La carte des sols de cet atlas, dont l'échelle retenue est de 1/500 000, devrait être une carte de synthèse, réalisée à partir de cartes de sols existantes, si possible à une échelle plus grande.

En fait, nous n'avons pu utiliser qu'une seule carte de ce genre disponible dans la zone concernée : la carte de Bafia à 1/200 000 (VALLERIE, 1973). Une autre carte disponible est la carte du Cameroun oriental (MARTIN et SEGALEN, 1966) ; mais celle-ci a l'inconvénient d'être une simple carte de reconnaissance à l'échelle de 1/1 000 000.

Nous nous sommes référés aussi à des cartes de sols couvrant des zones limitrophes à la région concernée, en particulier la carte des sols de Nanga-Eboko à Bertoua à 1/200 000 (MARTIN, 1966), limitrophe dans la région nord-est, et la carte des sols du Gabon à 1/200 000 (MARTIN *et al.*, 1981) bordant la partie sud.

Les connaissances sur les sols de la région concernée sont donc diverses, hétérogènes et partielles. D'ailleurs, une partie de la région, celle du Dja et Lobo, n'a pu être cartographiée par manque de connaissances.

Les cartes topographiques à 1/200 000 (IGN), la carte géologique à 1/100 000 (GAZEL, 1956) et la carte de végétation à 1/500 000 (figurant dans cet atlas) ont été exploitées aussi pour aider à délimiter et à définir les unités cartographiques de la carte des sols.

Nous avons choisi de représenter sur la carte à 1/500 000 des unités de paysages pédologiques. Celles-ci sont des unités physiographiques relativement cohérentes, comportant des sols dominants et des sols associés, dénommés les uns et les autres en se référant aux unités taxonomiques de la classification française CPCS (1967). À l'intérieur de ces unités de paysage pédologique, il existe des toposéquences de sols, plus ou moins connues, dont la gamme de variations le long des versants est trop grande pour être représentée directement sur une carte des sols à l'échelle de 1/500 000. Des données qualitatives sommaires sur la nature de ces toposéquences sont parfois indiquées dans le texte.

La pédogenèse

Le climat équatorial chaud et très pluvieux a orienté l'altération des matériaux originels vers une pédogenèse de type ferrallitique où tous les éléments de la roche mère sont hydrolysés et la plus grande partie des bases exportée. Les éléments résiduels (quartz, kaolinite, hydroxydes de fer) forment l'essentiel du sol. Il en résulte, dans l'ensemble, des sols de faible richesse chimique mais dont les caractéristiques physiques sont correctes lorsque les teneurs en argile sont suffisantes.

Sur les surfaces d'aplanissement anciennes couvrant la majeure partie de la zone étudiée, les sols ferrallitiques sont très évolués, épais et ils ont subi une induration ferrugineuse plus ou moins forte ; leur évolution minéralogique est monosiallitique (kaolinite). Les horizons concrétionnés ou indurés sont le plus souvent situés en profondeur mais ils peuvent localement affleurer sous l'effet de l'érosion, soit en sommet d'interfluve soit en rupture de pente.

Sur les surfaces plus récentes, formées vraisemblablement lors d'un abaissement du niveau de base du fleuve Sanaga, une érosion régressive a déclenché un rajeunissement des sols avec la formation de sols faiblement désaturés et peu épais au-dessus de l'horizon d'altération. Ces sols occupent une large échancrure dans la pénéplaine générale qui s'étend de part et d'autre de la Sanaga et du Mbam au nord-ouest de la zone d'étude. Dans les zones les plus basses se développent parfois des sols hydromorphes contenant des argiles bisiallitiques du type montmorillonites.

Les unités cartographiques

Les hauts reliefs

On distingue quatre unités cartographiques. Les sols peu épais sont généralement dominants.

Unité 1

Cette unité est constituée de petites chaînes de montagnes, de forme généralement linéaire et à relief très vigoureux. D'altitude de 800 à 1 000 mètres, dominant la pénéplaine de 200 à 400 mètres, ces chaînes sont alignées suivant des lignes structurales SSW-NNE. Les sols, développés principalement sur des quartzites, sont fortement érodés ; ils ne sont représentés que dans le nord de la région et ne forment jamais de grandes surfaces d'un seul tenant. On les rencontre dans la région de Saa ainsi qu'au nord de Nkoteng (Monts Mifik, Angoumo, Meza...). Entre Essé et la Sanaga, de nombreuses petites collines très isolées les unes des autres, mais d'une altitude relativement constante, sont surmontées d'une cuirasse affleurante plus ou moins démantelée. On observe une grande variabilité dans les profils allant des sols ferrallitiques moyennement désaturés et fortement rajeunis aux lithosols. Cette unité est recouverte de forêts très dégradées et de plantes saxicoles sur les sols les plus érodés. Ces zones ne représentent qu'un faible intérêt pratique et devraient être mises en défens.

Unité 2

Une chaîne, aux versants relativement abrupts, s'élève à quelques centaines de mètres au-dessus de la pénéplaine générale dans la région de Matomb. Dans la région de Yaoundé, et se prolongeant vers le nord-est, des collines complexes ou des dômes isolés (monts Meboa, Mvé, Dzenzala...) occupent la dorsale large de quelques kilomètres qui marque la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Sanaga et celui du Nyong. Les versants, d'allure générale convexe, ont des pentes fortes (30 à 50 %) et sont incisés par des vallées étroites et encaissées. Toutefois, les vallées du premier ordre, au pied des massifs, sont souvent à fonds larges et plats. Des faces nues, et plus rarement des inselbergs, témoignent de glissements importants du manteau d'altération qui, par ailleurs, peut être très épais. En piedmont, le manteau meuble colluvionné recouvre fréquemment d'anciens sols hydromorphes. La couverture pédologique est formée de sols ferrallitiques rajeunis avec érosion et remaniement, intimement associés à des sols minéraux bruts et à des sols peu évolués. Les profils sont remarquables par leur faible épaisseur (de 80 à 150 cm). Le relief accidenté ne permet une culture paysanne, vivrière ou arbustive, que dans les bas de pente et dans les vallées les plus larges.

Unité 3

Les reliefs montagneux au sud du Nyong, qui s'étendent de la région de Ngomedzap jusqu'au sud d'Ebolowa, correspondent à une zone d'orthogneiss et de granite à pyroxène. Ces massifs, situés à la périphérie ouest du plateau central, sont recouverts d'une forêt dense sempervirente. L'altération ferrallitique est partout présente, mais le rajeunissement sur les plus fortes pentes et le colluvionnement en bas de pente jouent un rôle important. Sur les reliefs on distingue essentiellement des sols peu évolués d'érosion avec affleurements rocheux et des sols ferrallitiques fortement désaturés, ocre à jaunes, plus ou moins rajeunis par érosion. Les bas de pentes colluviaux et les fonds de vallée sont recouverts de sols ferrallitiques marqués le plus souvent par l'hydromorphie. Seules les cultures vivrières peuvent utiliser localement ces reliefs accidentés : les bas de pente et les vallées, malgré leur faible fertilité naturelle, sont utilisables en petites surfaces dispersées. Les pentes les plus fortes doivent être réservées à la forêt.

Unité 4

L'unité précédente se prolonge vers le sud-sud-est par tout une série de collines complexes associées à des inselbergs. Le réseau de drainage est dense et le relief marqué par la présence de collines étroites à forts dénivelés. La forêt qui recouvre cette zone devient mixte avec l'apparition de nombreux arbres caducifoliés. Les inselbergs présentent souvent un flanc rocheux associé, en piedmont, à des sols profonds et homogènes reposant directement sur l'altérite. Les sols de collines sont plus complexes avec une dominance de sols ferrallitiques fortement désaturés jaunes, et plus ou moins indurés selon leur position topographique. Cette induration peut prendre la forme soit de gravillons ferrugineux ou de blocs cuirassés en rupture de pente, soit de cuirasses plus ou moins démantelées en sommet de colline. La présence d'un horizon tacheté plus ou moins induré est assez fréquente en bas de pente. Les fortes pentes généralisées incitent à réserver cette zone à la forêt.

La pénéplaine

Les sols ferrallitiques faiblements et moyennement désaturés

Unités 5 et 6

Ces unités correspondent à une dépression dans la pénéplaine générale aux abords du Mbam et de la Sanaga (nord-ouest de la zone étudiée). D'une altitude moyenne de 500 m, cette dépression semble correspondre à une reprise d'érosion par suite d'une modification du niveau de base de la Sanaga. L'unité 5 est recouverte d'une savane arbustive à peuplement de rôniers, alors que l'unité 6, à bas-fonds très étendus et souvent inondés, porte une flore caractéristique, uniquement herbacée. Les sols sont peu profonds (100 à 150 cm au-dessus de l'horizon d'altération), faiblement désaturés, et présentent à leur partie supérieure un horizon de couleur claire plus ou moins sableux. Le potentiel chimique de ces sols est beaucoup plus favorable que celui des sols ferrallitiques typiques. Toutefois leur faible épaisseur, souvent associée à des horizons de surface sableux, doit inciter à la prudence en ce qui concerne l'alimentation hydrique des plantes, en particulier sur l'unité 5. En revanche, dans les sols de l'unité 6, souvent imbriqués avec les précédents, la nappe phréatique peut remonter assez haut dans le sol et gêner certaines cultures arbustives pour lesquelles il faudra rechercher les zones les mieux drainées. Des essais d'agrumiculture pourraient être effectués sur les deux unités. Les cultures vivrières, en particulier celle de l'igname, doivent être pratiquées sur de larges billons.

Unités 7 et 8

Le paysage est constitué de petites collines et de plateaux fortement ondulés (unité 7), entourant des reliefs plus accidentés (unité 8). Ces zones sont très peuplées et la forêt a beaucoup régressé au profit des cultures arbustives (cacaoyers). Les sols sont relativement profonds mais présentent un horizon de matériaux grossiers (quartz, gravillons ferrugineux) sur les reliefs les plus accidentés. Ces sols ont un potentiel de fertilité physique et chimique satisfaisant. Les cultures arbustives, en particulier les cacaoyers, trouvent sur ces sols un milieu favorable. Sur les reliefs (unité 8), les sols remaniés sont très sensibles à l'érosion. De plus, l'horizon grossier joue très souvent le rôle de drain, aussi ces sols sont-ils sensibles à la sécheresse. Sur l'unité 7 des essais d'agrumiculture pourraient être entrepris dans un cadre de diversification.

Unité 9

Des plaines faiblement ondulées se sont développées le long de la Sanaga et au nord-ouest d'Okola. Elles sont recouvertes d'une végétation forestière domestiquée et de nombreuses cultures arbustives (cacaoyers). Les sols sont moyennement désaturés, souvent hydromorphes en profondeur et de faciès jaune. Ils sont relativement épais, sans horizon d'altération. Au contraire des sols jaunes ferrallitiques très désaturés, leurs propriétés physiques sont favorables aux cultures arbustives comme aux cultures vivrières ou maraîchères lorsque la nappe n'est pas trop proche de la surface. Toutefois, les sols les plus mal drainés engendrent un microclimat très humide, aussi la lutte phytosanitaire devra être renforcée en particulier dans les cacaoyères. Enfin, des sols hydromorphes recouvrent des superficies non négligeables le long des cours d'eau et leur mise en valeur implique la culture sur billons ou planches bien surélevés.

Les sols ferrallitiques fortement désaturés

Unité 10

Cette zone, localisée aux bassins supérieurs du Nyong et de la Sanaga, forme une dorsale dans la pénéplaine. Des collines et plateaux dominent les vallées de 40 à 80 m. Les versants d'allure générale convexe ont des pentes accusées, mais ne dépassant que rarement 30 %, sauf au raccordement avec les vallées où elles peuvent atteindre 50 %. Certaines de ces collines, isolées dans un paysage de plateaux, sont indurées à leur sommet et prennent un aspect plus ou moins tabulaire ; cela s'observe particulièrement bien dans toute la région comprise entre le village d'Essé et le fleuve Sanaga. Les sols ferrallitiques rouges et fortement désaturés ont une épaisseur variant de 4 à 20 m au-dessus de l'horizon d'altération. Des horizons concrétionnés s'observent à une profondeur plus ou moins importante (de 2 à 7 m). Ces sols ont des propriétés physiques assurant un bon drainage interne et une capacité de rétention en eau correcte. Toutefois, un déficit de l'alimentation hydrique des plantes peut se produire dans les régions de savane à pédoclimat plus sec ; il faudra alors veiller à protéger et même à développer l'horizon humifère (exemple de la plantation de canne à sucre de Mbandjok). Du point de vue chimique, en culture traditionnelle, les apports minéraux provenant des brûlis suffisent à assurer des récoltes satisfaisantes dans le cadre de l'autoconsommation. En revanche, dans une économie de marché et en culture intensive, le potentiel minéral très faible est nettement insuffisant et des apports d'engrais sont alors indispensables. Cette remarque est valable pour toutes les unités suivantes.

Unité 11

Très comparable à la précédente, cette zone diffère néanmoins par sa géomorphologie. Les vallées s'élargissent et les versants, d'allure générale convexe beaucoup plus adoucie, deviennent concaves au raccordement avec les vallées. Les sols sont identiques aux précédents mais l'horizon concrétionné apparaît en surface aux ruptures de pente. À l'approche des bas-fonds le sol a souvent tendance à s'éclaircir, devenant parfois nettement jaune, et présente une texture plus sableuse en surface. Les sols de bas-fonds très sableux, et plus ou moins humifères, sont le plus souvent hydromorphes, la nappe phréatique étant proche de la surface. Les cultures arbustives ne devront être établies ni sur les surfaces concrétionnées, à cause du risque de dessèchement des arbres, ni en bas de pente, à cause d'une nappe phréatique trop proche de la surface. Les cultures vivrières autres que le manioc peuvent être implantées dans les bas-fonds humifères, à condition d'aménager de larges billons.

Unité 12

Cette unité présente un paysage composé de collines de forme convexe classique (profil en demi-orange) dont les altitudes relatives sont le plus souvent comprises entre 30 et 40 m. Les caractéristiques des horizons supérieurs des sols sont très voisines de celles des sols ferrallitiques typiques rouges. Seul un horizon induré introduit une nette discontinuité dans les profils ; la profondeur de cet horizon est très variable puisqu'on peut le trouver depuis la surface jusqu'à 7 m de profondeur. La végétation est variée dans toute la région (forêt, savane herbeuse et recrû forestier). Il semble y avoir une corrélation assez nette entre la présence de la savane et l'importance des affleurements de l'horizon induré (savane à l'est de Minga, par exemple). Les affleurements de cet horizon, que ce soit sous forme de dalles cuirassées ou de gravillons, stérilisent une partie des sols. Lorsque cet horizon est à plus de un mètre de profondeur, les cultures vivrières et arbustives sont possibles.

Unité 13

Cette unité recouvre une grande partie des bassins moyens de la Sanaga et du Nyong. Elle présente une morphologie de collines ou de plateaux à profil convexe, d'altitude relative de 40 à 60 m et à pente moyenne. Les vallées plus ou moins larges sont souvent marécageuses dans les zones de plateaux (région de Njoré, par exemple). La végétation normale est la grande forêt, mais l'influence humaine a dégradé la végétation sur des superficies importantes. On observe des savanes arbustives dans le bassin de la Sanaga entre Obala et Njoré. Le type de sol dominant est un sol ferrallitique fortement désaturé de faciès ocre, présentant un horizon concrétionné qui peut affleurer en sommet des collines. En bas de pente, un horizon induré apparaît, auquel fait suite un sol jaune de pente, sableux en surface, d'autant plus étendu que la pente est plus faible. Les bas-fonds parfois inondés sont occupés par des sols hydromorphes plus ou moins humifères. Au sujet de la répartition des cultures, on peut préconiser l'installation de cacaoyères en sommet de collines, lorsque le sol est meuble sur 80 cm au minimum, et sur les parties supérieures des versants ; au-delà, les sols concrétionnés ou indurés ainsi que les sols jaunes doivent être évités. La riziculture peut être envisagée dans les bas-fonds les plus humifères.

* *Orstom, Paris.*

Unité 14

Aux environs d'Akono et jusqu'à Ngoulemakong, dans un paysage de collines et de plateaux largement ondulés, se développent des sols jaunes à ocre qui deviennent franchement rouges en profondeur. Cet horizon rouge, parfois faiblement concrétionné, surmonte un horizon induré. La végétation forestière de divers types (semi-caducifoliée, sempervirente) présente un faciès de dégradation prononcée. Les horizons supérieurs sont moins bien structurés que dans les sols précédents. Leurs caractéristiques les rapprochent des sols ferrallitiques jaunes (unité 15). L'horizon meuble au-dessus de l'horizon induré est toujours relativement épais et permet d'envisager aussi bien les cultures arbustives que vivrières. Il faudra, ici encore, éviter les affleurements concrétionnés apparaissant sur la partie inférieure des pentes.

Unité 15

Cette unité se développe sur une surface plane dans son ensemble, mais souvent découpée en petites collines dont les versants sont d'abord convexes puis concaves, la pente de raccordement étant le plus souvent assez forte. Ces paysages sont localisés dans le bassin du Ntem, mais remontent jusqu'à Ebolowa. La végétation est forestière mais avec tous les intermédiaires possibles entre la forêt mixte et les plantations arbustives, en passant par des jachères et des recrûs forestiers. Les sols fortement désaturés, de faciès franchement jaune, rappellent ceux qui recouvrent les roches métamorphiques dans la région ouest et sud-ouest du Cameroun, ainsi que dans la région frontalière avec le Gabon. Ils présentent un horizon meuble d'épaisseur variable, mais le plus souvent supérieure à 100 cm, surmontant un horizon hétérogène formé de quartz plus ou moins grossier, de morceaux de roche altérée et ferruginisée, et de concrétions ferrugineuses. Des taches d'hydromorphie peuvent apparaître dès 150 cm. Ces sols, comme les précédents, ont un faible potentiel organique et minéral. Leur structure est très médiocre, associée le plus souvent à un lessivage de l'argile dans l'horizon de surface. Il ne faut pas espérer des rendements élevés pour des cultures exigeantes comme le cacaoyer et le caféier. Malheureusement, le palmier à huile, qui dans la région littorale est cultivé sur des sols sensiblement identiques, manquera ici d'ensoleillement.

Unité 16

Des collines et plateaux largement ondulés sont recouverts de sols ferrallitiques fortement désaturés jaunes, indurés en profondeur. La végétation est toujours forestière avec tous les intermédiaires possibles entre la forêt sempervirente ou caducifoliée et les plantations arbustives. Dans ce secteur, il est à noter la présence de hautes collines (à l'est de Sangmélima et au sud de Djoum) sur lesquelles affleurent, en sommet ou sur la partie moyenne de la pente, des blocs reliques de cuirasse quasi tabulaire, dure et épaisse. Sur le sommet des interfluves peuvent subsister des sols rouges identiques à ceux décrits dans l'unité 10. La présence quasi permanente d'un horizon concrétionné, affleurant sur une grande partie des pentes, gêne considérablement les cultures arbustives qui ne devraient se cantonner qu'aux sommets d'interfluves, en particulier sur les reliquats de sols rouges.

Unité 17

Ces sols, colluvionnés et (ou) alluvionnés, sont localisés dans des paysages très plats au voisinage des grands axes de drainage (bassin inférieur du Nyong et du Ntem). Ils sont souvent associés à des sols hydromorphes qu'ils ne dominent que de quelques mètres. Ces sols recouvrent des superficies d'autant plus importantes que les vallées sont plus larges et peu encaissées. Ce sont des sols ferrallitiques fortement désaturés, jaunes, sableux en surface et hydromorphes en profondeur. Ils sont pour la plupart soumis à des risques d'engorgement saisonnier. Ce phénomène d'une intensité irrégulière, selon le profil de la nappe et le modelé du paysage, ne permet pas, à l'échelle de cette étude, de délimiter les sols pour lesquels les horizons supérieurs restent suffisamment bien drainés pour permettre telle ou telle culture.

Les vallées alluviales

Unité 18

Des alluvions s'étendent de chaque côté de la Sanaga sous forme de bande discontinue et le plus souvent très étroite. Toutefois, au niveau et en aval du confluent avec le Mbam, ces formations s'étalent sur des superficies plus importantes. Elles sont recouvertes de savanes herbeuses ou arbustives et de cultures arbustives sous forêts. Selon l'importance de l'hydromorphie, les sols sont soit peu évolués hydromorphes soit hydromorphes *stricto sensu* (unité 19). Ce sont des sols très meubles, permettant un très bon enracinement des plantes ; leur potentiel de fertilité chimique est généralement plus élevé que celui des sols ferrallitiques fortement désaturés. Les risques d'engorgement des horizons proches de la surface peuvent constituer un obstacle à l'enracinement du cacaoyer par exemple (ces arbustes ont en effet besoin d'un sol bien drainé sur au moins 80 cm). Il faut donc éviter les sols dans lesquels la nappe phréatique est trop proche de la surface.

Unité 19

Des sols hydromorphes, relativement riches en matière organique, se développent particulièrement dans la vallée du Nyong, ainsi que dans les larges vallées marécageuses de la région de Ndjoré et de la vallée inférieure de l'Afamba. La végétation est constituée de savanes herbeuses avec ou sans raphiales, de savanes arbustives et de forêts marécageuses. Dans les vallées très larges, à réseau diffus, de la « plaine basse » les sols sont beaucoup moins organiques. Ils constituent les termes aval de la majeure partie des toposéquences ayant pour terme amont des sols ferrallitiques faiblement désaturés. Ces sols ne sont actuellement que très peu exploités et presque uniquement pour la riziculture sur défriche de raphiales. Il serait intéressant de faire des essais de riziculture plus intensive en sélectionnant les variétés les mieux adaptées aux diverses conditions de ce milieu.

Conclusion

Toute la région concernée par cette étude est située dans le domaine des sols ferrallitiques. Ce sont le plus souvent des sols ferrallitiques moyennement à fortement désaturés en bases. Toutefois, au nord-ouest de la zone (région de la Lékié), se sont développés des sols fortement rajeunis par suite d'une reprise d'érosion de la Sanaga et du Mbam ; ces sols sont alors faiblement désaturés en bases. Il n'était pas possible dans un ouvrage tel qu'un atlas de donner la description des profils pédologiques et leurs propriétés physico-chimiques détaillées ; ces données seront trouvées en particulier dans les travaux de MARTIN et SÉGALEN (1966), ainsi que dans ceux de VALLERIE (1973).

Les sols ferrallitiques *stricto sensu*, tous très pauvres en bases, présentent une grande variabilité de leur potentiel de fertilité ; cette variabilité est due en particulier à la présence d'horizons concrétionnés ou indurés à plus ou moins grande profondeur et (ou) à la fluctuation de la nappe phréatique plus ou moins proche de la surface.

Les sols rouges, de bonne structure, conviennent bien aux cultures arbustives (cacaoyers, caféiers de basse altitude) ainsi qu'aux cultures vivrières ; en revanche, les sols jaunes, aux horizons plus sableux en surface et à structure plus massive au-dessous, sont moins productifs même en culture traditionnelle ; il faudra ainsi choisir les sols les plus meubles tout en évitant, pour les cultures arbustives, les sols les plus sableux en surface qui induisent un pédoclimat souvent trop sec.

Les sols faiblement et moyennement désaturés ont un potentiel de fertilité bien meilleur et devraient permettre, dans les zones les plus favorables, d'intensifier l'agriculture. La pression démographique très forte dans la Lékié montre que les paysans ont conscience de la potentialité de ces sols.

Cependant, les régions de savane sont souvent délaissées par les populations habituées à l'environnement forestier. Dans ces régions, des essais d'élevage et (ou) de remise en état des troupeaux de zébus descendus du nord du pays devraient intéresser les pasteurs. Il serait également judicieux de pratiquer des essais d'agrumiculture et de riziculture dans les zones respectivement les plus favorables ; si les résultats s'avèrent positifs, il conviendrait alors d'encourager les populations à s'implanter peu à peu dans ces savanes périforestières. Déjà de timides tentatives ont été effectuées dans la région de Bafia, plus au nord.

Indications bibliographiques

CURIS (M.), GLAISSE (G.), 1956.— *Étude pédologique de la station de Nkoemvome*. Yaoundé, Orstom-Ircam, 21 p.

GLAISSE (G.), 1953.— *Étude de l'axe cacaoyer de la subdivision de Sangmélima*. Yaoundé, Orstom-Ircam, 12 p.

MARTIN (D.), 1966.— *Études pédologiques dans le centre Cameroun : Nanga-Eboko à Bertoua*. Paris, Orstom, coll. Mémoires n° 19, 90 p., photogr. h.t., fig. h.t., cart. h.t.

MARTIN (D.), SEGALEN (P.), 1966.— *Carte pédologique du Cameroun oriental à 1/1 000 000*. Paris, Orstom, Notice explicative n° 26, 133 p., 2 cartes h.t.

MARTIN (D.), 1967.— Géomorphologie et sols ferrallitiques dans le centre Cameroun. *Cahiers Orstom, série Pédologie*, vol. V, n° 2 : 189-218.

MARTIN (D.), 1981.— *Les sols du Gabon à 1/2 000 000. Pédogenèse, répartition et aptitudes*. Paris, Orstom, Notice explicative n° 92, 66 p., graph., 2 cartes h.t.

MOUKOURI-KUOH (H. Ng.), 1969.— *Contribution à l'étude du passage des sols ferrallitiques rouges aux sols ferrallitiques jaunes*. Yaoundé, Paris, Orstom, 166 p., fig. h.t.

MULLER (J.P.), 1979.— *Rapport de mission dans le sud Cameroun. Région de Djoum-Mintom (1977)*. Yaoundé, Onarest-IRA P 206, 6 p.

PELLIER (J.L.), 1969.— *Données générales sur la répartition des principaux types de sols de la région de Yaoundé*. Yaoundé, Orstom-IRA P 174, 24 p., fig. h.t.

SEGALEN (P.), LETOUZEY (R.), 1959.— *Les sols plantés en cacaoyers de la région centrale du Cameroun*. Yaoundé, FOM-Orstom.

VALLERIE (M.), 1962.— *Étude pédologique du lieu-dit Binguela dans la subdivision de Djoungolo*. Yaoundé, Ircam-IRA P 127, 16 p.

VALLERIE (M.), 1965.— *Enquête pédologique dans la région de Mbandjock en vue de l'implantation de la culture de la canne à sucre*. Yaoundé, Ircam, 9 p., carte h.t.

VALLERIE (M.), 1966.— *Reconnaissance pédologique dans le canton d'Afamba-Libi. Vocation cacaoyère des sols*. Yaoundé, Orstom-IRA P. 150, 34 p.

VALLERIE (M.), 1966.— *Reconnaissance pédologique dans l'arrondissement de Dzeng. Vocation cacaoyère des sols*. Yaoundé, Orstom-IRA P 149, 36 p.

VALLERIE (M.), 1973.— *Contribution à l'étude des sols du Centre-Sud-Cameroun. Types de différenciation morphologique et pédogénétique sous climat subéquatorial*. Paris, Orstom, Coll. Trav. et Doc. n° 29, 111 p., carte h.t. à 1/50 000 et à 1/20 000.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

PÉDOLOGIE

M. VALLERIE

U.C.	MODELÉ	MATÉRIAU ORIGINEL	VÉGÉTATION	NATURE DU SOL-SOLS DOMINANTS
1	Reliefs résiduels Hautes collines	Micaschistes à deux micas Faciès quartzitique	Forêt très dégradée Plantes saxicoles	Ferrallitiques moyennement désaturés Ocres à jaunes, peu épais et caillouteux
2	Reliefs résiduels de 900 à 1 000 m fortement découpés par l'érosion	Ectinites, migmatites	Forêt mixte sempervirente et caducifoliée Plantes saxicoles	Rochers nus, sols peu évolués lithiques Ferrallitiques fortement désaturés, faciès rouge rajeunis avec érosion et remaniement
3	Hautes collines complexes à sommets supérieurs à 900 m	Complexe calco-magnésien Orthogneiss, granite à pyroxène	Forêt dense sempervirente	Rochers nus, sols peu évolués lithiques Ferrallitiques fortement désaturés typiques ou rajeunis, ocres à jaunes
4	Hautes collines complexes à sommets de 700 à 900 m		Forêt mixte sempervirente et caducifoliée	Ferrallitiques fortement désaturés typiques jaunes, plusieurs niveaux d'induration
5	Petites collines surbaissées et plateaux légèrement ondulés	Embréchites	Savane arbustive à raphiales	Sols faiblement désaturés rajeunis
6	Plaine à thalwegs très peu marqués Réseau diffus et souvent marécageux		Savane herbacée à hyppartheñia, cypéracées ou graminées diverses	Sols faiblement désaturés rajeunis, appauvris et hydromorphes
7	Collines et plateaux fortement ondulés	Ectinites, migmatites	Paysage forestier domestiqué Cultures arbustives	Ferrallitiques moyennement désaturés appauvris, faciès ocre
8	Collines relativement accidentées			Ferrallitiques moyennement désaturés avec érosion et remaniement, faciès ocre
9	Plaine faiblement ondulée Larges bas-fonds	Embréchites		Ferrallitiques moyennement désaturés, faciès jaune Hydromorphes de bas-fonds
10	Collines largement ondulées à vallées étroites		Forêt semi-caducifoliée dégradée, savane arbustive	Ferrallitiques fortement désaturés typiques rouges
11	Collines largement ondulées à vallées larges			Ferrallitiques fortement désaturés typiques rouges Hydromorphes de bas-fonds
12	Collines moyennement ondulées	Gneiss supérieur, embréchites	Forêt semi-caducifoliée dégradée, savane herbeuse, recrus forestiers	Ferrallitiques fortement désaturés, faciès rouge à ocre
13	Collines ou plateaux largement ondulés	Ectinites, migmatites, micaschistes, schistes	Forêt semi-caducifoliée dégradée, savane arbustive	Ferrallitiques fortement désaturés, faciès ocre Indurés faciès jaune, en bas de pente
14	Collines largement ondulées	Complexe calco-magnésien Orthogneiss, granite à pyroxène	Forêt mixte dégradée	Ferrallitiques fortement désaturés, faciès jaune/rouge, ocre et jaune en bas de pente
15	Collines convexes à vallées étroites		Forêt sempervirente dominante	Ferrallitiques fortement désaturés, faciès jaune
16	Collines largement ondulées		Faciès de dégradation de forêt mixte	Ferrallitiques fortement désaturés, indurés, jaune
17	Plaine très faiblement ondulée Très larges vallées	Roches acides diverses	Forêt plus ou moins dégradée, recrus forestiers Zones d'inondation à raphiales	Ferrallitiques fortement désaturés, hydromorphes, faciès jaune Hydromorphe de bas-fonds
18	Plaine alluviale de la SANAGA	Alluvions	Savane herbeuse ou arbustive, forêt dégradée Zones d'inondation à raphiales	Peu évolués d'apport hydromorphes Hydromorphes minéraux variés
19	Plaine alluviale du NYONG		Forêt marécageuse à raphiales	Hydromorphes organiques dominants

U.C. Unités Cartographiques

JUXTAPOSITIONS

unités 6-19
unités 7-18
unités 10-13
unités 10-19
unités 15-17

Echelle 1 : 500 000

0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

IMPACT GRAPHIC • 45.05.15.50 • FRANCE

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - C. VALTON

LA CLIMATOLOGIE

Jean-Bernard SUCHEL*
avec la collaboration de Maurice TSALEFAC **

L'habituelle variété des climats du Cameroun sur de courtes distances (SUCHEL, 1988 a) ne serait-elle pas mise en défaut dans la partie du territoire couverte par le présent atlas ? De fait, sur ce vaste plateau sud-camerounais essentiellement forestier, l'idée de monotonie climatique s'impose spontanément à l'esprit : monotonie de la chaleur humide tout au long de l'année et d'un bout à l'autre de l'espace représenté, marque irréfragable de l'ambiance équatoriale.

Pourtant, cette première impression est trompeuse. Même si les conditions naturelles ne sont pas particulièrement propices aux forts contrastes climatiques, les facteurs de différenciation ne manquent pas et leur intérêt didactique est évident. L'extension en latitude est suffisante pour introduire plus que de simples nuances entre le climat typiquement équatorial de la zone méridionale et le climat à affinités tropicales de la partie nord. Cette évolution méridienne interfère subtilement avec les signes très instructifs du relâchement progressif de l'influence atlantique d'ouest en est. Le relief enfin, qui oppose, à diverses échelles, larges interfluves et grandes vallées, massifs en archipel et cuvettes abritées, multiplie les phénomènes d'adaptation différentielle, auxquels la pluviométrie est très sensible : la façon dont la « petite saison sèche » de l'hiver austral s'insinue sur le Sud-Cameroun est sans doute la meilleure illustration. Bref, il suffit de dépasser les apparences pour découvrir une diversité climatique insoupçonnée et riche de signification.

Mais il convient, dans un premier temps, de saisir ce qui fait l'unité du climat régional.

La région dans son contexte météorologique

Par sa situation entre le 2e et le 5e degré de latitude N, le domaine étudié appartient globalement à la zone climatique équatoriale, au sens large du terme. Cela implique d'abord inéluctablement la permanence de la chaleur, légèrement atténuée par l'altitude dans le cas présent, et l'égalité thermique saisonnière. Mais, c'est tout autant par une certaine dynamique de l'atmosphère que se définit cette appartenance climatique. Dans le contexte météorologique de l'Afrique occidentale et centrale, la position de l'équateur en tant que tel importe moins que celle du front intertropical (FIT) dans sa phase d'avancée extrême vers le sud au cœur de l'hiver boréal. Cette discontinuité fondamentale sépare, sur le continent, la masse d'air très sèche entraînée par l'harmattan issu des hautes pressions sahariennes de la masse d'air humide apportée par la mousson atlantique originaire de l'anticyclone de Sainte-Hélène, ou élaborée sur place au contact de la forêt pluviale.

En janvier, la « trace au sol » du FIT sur le centre-sud du Cameroun est proche, en moyenne, du 5e parallèle, qu'elle recoupe sous un angle faible au nord de Bafia, pour se raccorder progressivement à la grande courbure vers le sud qu'elle dessine sur l'est du Zaïre. Elle tend ainsi à épouser approximativement la limite de la forêt dense continue, dont le rôle de repoussoir des masses d'air sèches a bien été mis en évidence (LEROUX, 1983 et 1988). Cette position saisonnière du FIT en limite de la région qui nous intéresse a donc pour conséquence théorique de maintenir cette dernière à longueur d'année dans la touffeur de l'air tropical maritime ou équatorial. Mais, en pratique, elle autorise des incursions plus ou moins puissantes de l'air sec continental en direction du sud, de décembre à février, voire mars.

La longitude du plateau sud-camerounais en fait, par ailleurs, un domaine de transition entre les plaines océaniques occidentales et les immenses espaces continentaux du bassin du Zaïre. La façade atlantique reçoit de plein fouet le flux de mousson, qui y déverse des pluies surabondantes de juin à octobre, à l'époque où s'établit un fort gradient de pression entre l'anticyclone de Sainte-Hélène renforcé et les dépressions thermiques sahariennes. Les régions méridionales intérieures échappent de justesse à ce déluge, mais non à l'hyperhumidité atlantique, qui fait alors chuter les durées d'insolation et se réduire l'amplitude thermique diurne, à la faveur d'une nébulosité tenace.

Par un paradoxe apparent, cette ambiance maussade va de pair, en juillet-août, avec le répit pluviométrique de la « petite saison sèche » et ses bruines diffuses, au moment même où les pluies de mousson atteignent leur paroxysme sur la partie nord de la bordure océanique toute proche. L'explication de cette distorsion réside dans le dynamisme de la mousson et de la masse d'air associée, qui évolue rapidement de la stabilité à l'instabilité atmosphérique en progressant sur des eaux marines de plus en plus chaudes, puis sur le substratum continental. La situation du Sud-Ouest camerounais lui permet de profiter encore de la stabilité résiduelle de la mousson au cœur de l'hiver austral. Mais il est clair que l'influence restrictive sur la pluviogenèse ne s'étendrait pas si loin vers le nord à la surface du plateau sud-camerounais si l'escarpe montagneuse occidentale qui le limite ne suscitait un effet de fœhn efficace par affaissement des courants humides venant de l'ouest.

Même si la tutelle océanique se fait sentir ici en toutes saisons, certains traits de continentalité climatique peuvent s'exprimer avec vigueur en dehors de l'été boréal. Les fugitives poussées d'harmattan au cœur de l'hiver n'en sont qu'une manifestation marginale, en regard des assauts répétés des perturbations mobiles d'est, connues sous le nom de ligne de grains, qui apportent l'essentiel des précipitations des deux saisons pluvieuses, surtout de la première (printemps), en exploitant l'humidité de la mousson. La dégénérescence habituelle de ces systèmes défilant en juillet-août sur les confins orientaux de la région souligne, *a contrario*, l'affaiblissement de l'influence continentale face à la puissance de l'advection atlantique. En revanche, dans la mousson encore épaisse mais fortement instabilisée de la deuxième saison pluvieuse (automne), abats océaniques et grosses averses de perturbations se conjuguent sans entrave pour porter la pluviométrie à son plus haut niveau annuel. Bien typiques de la continentalité en milieu humide sont aussi les pluies orageuses de convection thermique, rythmées par l'échauffement diurne, qui fournissent fidèlement leur part au bilan annuel, en constituant, le cas échéant, le seul apport notable de la « saison sèche » hivernale. Mais il n'est pas toujours facile de les distinguer des précipitations liées à des aires d'instabilité orageuse diffuse ou à des perturbations mal structurées.

L'évolution spatiale des températures et de l'humidité atmosphérique

À la lumière de ces réalités météorologiques fondamentales, les différents documents présentés sur la planche « Climatologie » deviennent aisément intelligibles.

La répartition spatiale et temporelle des températures est sans ambiguïté : elle traduit parfaitement l'ambiance équatoriale ou subéquatoriale, modérée par l'influence discrète mais incontestable de l'altitude, le plus généralement comprise entre 500 et 900 mètres. La moyenne annuelle des maxima journaliers se tient pour l'essentiel entre 28 °C (27,9 à Yaoundé) et 30 ° (valeur dépassée dans la dépression où confluent le Mban et la Sanaga ; celle des minima s'écarte peu de 19 ° et n'excède 20 ° que dans cette même cuvette et probablement dans la vallée de Ntem à la limite sud-ouest de la carte. Les valeurs correspondantes des plaines côtières, par rapport au plateau sud-camerounais, révéleraient un écart de quelques degrés, plus sensible pour les températures nocturnes que diurnes : on relève, par exemple, 30,8 et 22,4 à Edéa. Cette plus grande différenciation des maxima est intéressante à souligner : elle traduit le relâchement progressif de l'influence de l'océan et de sa très forte humidité d'ouest en est, et, sans doute aussi, le poids croissant de la « grande saison sèche » (d'hiver) dans le même sens. L'orientation générale de l'isotherme de 19 ° trouve ainsi sa justification. Ainsi, l'évolution spatiale de l'amplitude diurne moyenne constitue, en fait, l'un des meilleurs révélateurs de cette organisation méridienne que le carton 3 B s'applique à montrer : de 7,1 ° à Douala, elle passe à 7,9 à Eséka, puis 9,0 à Yaoundé, 9,9 à Abong-Mbang et 10,6 à Yokadouma. L'organisation zonale n'est pas oblitérée pour autant, qui, pour une altitude très comparable, attribue comme température maximale 29,2 ° à Nanga-Eboko (622 m) et 28,1 ° à Ambam (601 m).

Ces différences non négligeables sont plus compréhensibles à la lecture des graphiques indiquant la distribution mensuelle des températures. Mais le premier regard confirme avant tout la subégalité thermique saisonnière propre aux climats de basse latitude. Les courbes des minima surtout apparaissent remarquablement uniformes ; celles des maxima ne présentent d'inflexion marquée qu'en été boréal. Les moyennes des deux séries révéleraient une amplitude thermique annuelle (écart entre les moyennes du mois le plus chaud et du mois le moins chaud) très caractéristique du climat équatorial : 1,9 ° à Sangmélima, 2,0 à Abong-Mbang, 2,1 à Ambam, 2,4 à Yaoundé, 2,8 à Bafia.

Un examen plus attentif laisse pourtant transparaître des modes d'évolution non identiques. Ainsi, un léger creux hivernal se dessine sur la courbe des minima d'Abong-Mbang, station la plus orientale, et plus discrètement sur celle de Bafia, la plus septentrionale, alors que celles d'Ambam et de Sangmélima ébauchent un fléchissement en juillet-août. Quant aux maxima, ils mettent en relief soit surtout la culmination de début de printemps (Bafia, Abong-Mbang), soit plutôt l'inflexion estivale (Yaoundé, Ambam). Il s'agit là assurément de nuances subtiles, mais sans doute révélatrices de l'inégale emprise des deux saisons « sèches », aux caractères thermiques très différents, sur l'espace régional.

Au demeurant, les minima et maxima absolus confirmeraient assez bien le sens général des évolutions spatiales : pour une période homogène de 30 ans, les plus basses températures ont été relevées, parmi les stations principales, à Nanga-Eboko : 11,4 ° (février) et à Abong-Mbang : 11,4 également (mars), la plus haute à Bafia : 37,8 ° (février), puis Nanga-Eboko : 36,6 (mars), tandis que les valeurs extrêmes les moins accentuées : 14,2 ° (janvier) et 34,0 (avril) appartiennent à Ebolowa, station méridionale et subocéanique [1] .On remarque à ce sujet que l'écart réalisé reste relativement modéré : il donne la mesure des possibilités d'« incartade » thermique de ce climat équatorial africain.

Il est manifeste que les limites de ces possibilités sont imposées par le filtre de la forte humidité atmosphérique, efficacement entretenue par l'évapotranspiration sur la forêt dense. Le carton 3 A montre toutefois que cet élément du climat est de ceux qui font ressortir l'organisation zonale : le nombre de mois de l'année dont les minima moyens journaliers d'humidité relative sont inférieurs à 60 % s'élève rapidement de zéro à six des confins méridionaux au bassin de la Sanaga. L'inflexion que dessinent les isolignes au voisinage du 12e méridien est vraisemblablement la marque discrète de l'évolution dynamique du flux de mousson « sous le vent » du rebord occidental redressé du plateau sud-camerounais. On la retrouverait dans la répartition de l'humidité relative moyenne annuelle, qui passe de 81 % à Ebolowa et Sangmélima à 80 % à Abong-Mbang, mais seulement 79 % à Akonolinga et Yaoundé, puis à 78 % à Bafia et 77 % à Nanga-Eboko. Au demeurant, ces taux élevés et, somme toute, peu différenciés traduisent bien, par leur association aux fortes températures, la touffeur caractéristique du climat équatorial.

La discrimination zonale est un peu plus sensible pour la moyenne des minima journaliers, qui s'abaisse de 64 % à 57 % entre Ebolowa et Nanga-Eboko. Mais elle s'affirme bien davantage pour les minima absolus, qui, pour une période de 13 ans, s'échelonnent de 32 à 13 % entre les deux mêmes stations. L'occurrence possible de valeurs extrêmes inférieures à 20 % jusqu'à Abong-Mbang et Yaoundé (corrélativement à des minima de tension de vapeur inférieurs à 10 hPa) montre jusqu'où peuvent se faire sentir les plus fortes poussées boréales d'hiver avant que ne se dénature véritablement la masse d'air.

D'autres éléments du climat en rapport avec l'humidité atmosphérique obéissent plutôt au principe d'organisation méridienne. Il en est ainsi de la nébulosité, très influencée par l'océan (carton 3 B). C'est ce que suggère, directement, il est vrai, son évolution d'Ebolowa (6,6 octas [2]) à Sangmélima (6,3), de Yaoundé (6,7) à Abong-Mbang (5,8), de Bafia (6,3) à Nanga-Eboko (6,1). Par-delà ces modestes différences, on notera l'importance globale de l'ennuagement, autre caractère marquant du milieu équatorial. Il est résulte inévitablement une insolation médiocre : 1 637 heures par an en moyenne à Yaoundé. Mais, pour autant que la très faible densité du réseau d'observation permet de le savoir, ce dernier paramètre climatique serait plus sensible à la latitude, en fonction de la durée croissante de la grande saison sèche en direction du nord alors que le fort ennuagement nocturne des régions océaniques pèse sur la nébulosité globale.

Il n'est pas surprenant, par ailleurs, que la répartition du nombre moyen annuel de jours pluvieux (recevant au moins 0,1 mm de précipitations) soit conforme, dans ses grandes lignes, à celle de la densité du couvert nuageux. D'Ebolowa (164 jours) à Sangmélima (153), de Yaoundé (153) à Akonolinga (142) et Abong-Mbang (131), sinon de Bafia (134) à Nanga-Eboko (133), c'est bien le même type de disposition qui réapparaît.

Mais on aborde par ce biais le thème fondamental de la pluviométrie, qui mérite de retenir toute notre attention, à l'aide de la carte principale.

Répartition et variabilité des précipitations

La distribution des précipitations moyennes annuelles sur le domaine étudié nous est assez bien connue, surtout pour la partie ouest, grâce à un réseau relativement dense de postes climatologiques, complétant les stations principales. Elle révèle globalement une pluviosité abondante et assez bien répartie : les valeurs extrêmes pour les postes pris en considération vont de 1 905 mm à Nkoemvone, au sud d'Ebolowa, à 1 351 mm à Saa, dans la grande boucle de la Sanaga. Il est possible que l'aire (ou les aires) recueillant plus de 1 900 mm soi(en)t plus étendue(s), compte tenu du semis de petits massifs susceptibles de renforcer la pluviogenèse. À l'opposé, un ensemble d'indications concordantes, reposant aussi sur la botanique, conduisent à tenir pour certaine l'existence d'une vaste enclave de moins de 1 400 mm dans la zone de confluence du Mbam et de la Sanaga.

Le tracé général des isohyètes traduit un double gradient : S-N (Ebolowa : 1 876 mm, Yaoundé : 1 654 mm, Bafia : 1 483 mm) et O-E (Ebolowa : 1 876 mm, Sangmélima : 1 687 mm, Djoum : 1 631 mm), passablement perturbé par la topographie. Le regroupement des principaux reliefs saillants à l'ouest amplifie vraisemblablement la tendance excédentaire de la bordure occidentale, tandis que chacune des grandes vallées se distingue peu ou prou par la présence de cellules déficitaires. Celles-ci sont plus marquées au nord, dans le bassin de la Sanaga (Batschenga : 1 465 mm, Natchtigal : 1 361 mm), mais il est probable que la pluviométrie s'abaisse aussi, localement, à moins de 1 500 mm dans la vallée du Nyong (Ayos : 1 467 mm [3]) et à moins de 1 600 dans celles du Dja et du Kom.

Tout compte fait, l'éventail des hauteurs de pluies observées sur l'ensemble de la région ne paraît pas entièrement représentatif du climat équatorial au sens strict. La forêt dense révélatrice de ce milieu ne peut guère s'accommoder d'un total annuel de moins de 1 400 mm. De fait, elle cède la place aux savanes dans la dépression de la Sanaga. En revanche, les valeurs de 1 600 à 1 900 mm, qui concernent toute la partie sud du domaine, s'intègrent parfaitement à la pluviométrie caractéristique de l'Afrique équatoriale intérieure. Il se confirme donc que cette portion du territoire camerounais bénéficie d'un climat équatorial de transition, qui mériterait pleinement l'appellation de subéquatorial dans le bassin de la Sanaga.

En réalité, il n'est pas possible d'établir une typologie climatique précise sans examiner la distribution mensuelle des précipitations. Les diagrammes pluviothermiques de la carte principale individualisent par la couleur bleue les régimes pluviométriques moyens. Tous font clairement ressortir le rythme bimodal des précipitations, qui oppose deux saisons pluvieuses légèrement décalées par rapport aux équinoxes, la première plus longue, mais moins puissante, la seconde davantage concentrée sur la culmination d'octobre, et deux saisons « sèches » ou plus exactement moins pluvieuses, assimilables à l'été et l'hiver. Mais la saison sèche hivernale l'emporte partout en intensité et en durée. C'est le style de répartition passant pour le plus représentatif du climat équatorial africain, disons plutôt équatorial de transition dans le cas présent, compte tenu du déséquilibre entre les deux « saisons sèches ».

Point n'est besoin pourtant d'un grand discernement pour percevoir les différences d'organisation dans ce type de régime à l'intérieur du territoire concerné. Les deux graphiques les plus dissemblables sont ceux de Bafia et Ambam, ce qui souligne le rôle majeur de la latitude. La première station possède une vraie saison sèche hivernale de trois mois : les précipitations cumulées du trimestre décembre-février n'atteignent pas 50 mm (47 mm) : en revanche, le médiocre fléchissement de la pluviométrie estivale, qui accorde encore 383 mm au trimestre juin-août, ne mérite aucunement le non de « petite saison sèche ». À Ambam, par contre, les deux saisons les moins pluvieuses tendent à se faire équilibre : le trimestre d'hiver recueille 197 mm, son homologue d'été 230 mm. Si l'on ne considère que le bimestre le moins bien pourvu, juillet-août (102 mm) se trouve même en position d'infériorité par rapport à décembre-janvier (114). Les mois de transition sont influencés par cette substitution progressive : novembre et mars sont plus arrosés à Ambam qu'aux quatre autres stations : c'est l'inverse pour juin et septembre. Ce rythme bimodal avec deux répits d'importance sensiblement équivalente, mais sans véritable saison sèche, apparaît comme une sorte d'archétype du régime pluviométrique équatorial. On ne peut évidemment en dire autant de la courbe de Bafia, qui ébauche déjà le rythme tropical.

Bien que moins perceptible, l'évolution d'ouest en est n'est pas contestable : elle se traduit surtout par l'atténuation de la « petite saison sèche » d'été en fonction de la continentalité : juillet et août reçoivent 149 mm de pluie à Yaoundé et 194 à Abong-Mbang, ou encore 121 mm à Ebolowa et 171 à Sangmélima. Cette rémission pluviométrique estivale et les modalités de son extension dans l'espace régional constituent indéniablement l'un des traits originaux et discriminants du climat sud-camerounais. C'est pourquoi un carton leur est consacré (n° 2). Il montre bien la disposition complexe et très contrastée de cette influence restrictive, qui s'insinue loin vers le nord à l'abri des bourrelets occidentaux , notamment dans la cuvette de la moyenne Sanaga soumise à l'effet de fœhn. C'est ici qu'apparaît l'opposition la plus tranchée entre l'escarpe océanique, où la pluviométrie des deux mois s'enfle rapidement jusqu'à plus de 500 mm (à Ngambé, à peine plus à l'ouest, elle atteint déjà 855 mm), et le secteur déprimé d'Obala, où elle semble bien s'effondrer localement au-dessous de 100 mm. Il importait, en l'occurrence, de déborder un peu les limites de la région étudiée pour faire ressortir l'ampleur du contraste réalisé, l'un des plus spectaculaires que suscite le relief camerounais.

Au nord de la Sanaga, la latitude finit par reprendre ses droits, tandis que, dans la moitié sud du domaine, la saison sèche australe tend à s'imposer sur toute la largeur prise en considération, et surtout cette fois du côté ouest, sous l'effet de la stabilité persistante du flux de mousson. En direction de l'est, l'augmentation progressive des précipitations se fait au rythme de l'évolution dynamique de la masse d'air atlantique, que la vallée du Nyong paraît ralentir sensiblement.

Au demeurant, l'aire circonscrite par l'isohyète de 150 mm sur le carton 2 peut être considérée comme exposée à une tendance sèche estivale marquée. Celle-ci, à vrai dire, est toute relative et fort peu comparable aux conditions de la saison sèche hivernale. On ne doit, en effet, jamais perdre de vue que la stabilité atmosphérique qui contrarie la pluviogenèse estivale est l'expression d'une tutelle océanique renforcée, augmentant l'humidité et la nébulosité. Rien n'est plus instructif à cet égard que la fréquence relative de la bruine, qui passe par un très net maximum annuel de juillet à septembre dans toutes les stations de la région : ainsi, à Bafia, 12 jours de ce trimestre sont concernés sur un total annuel de 18 jours, à Yaoundé 34 sur 44, à Ebolowa 27 sur 43, etc., tandis que le nombre de jours d'orage se réduit corrélativement, au moins en juillet et août. À l'inverse, l'influence saharienne caractéristique de l'hiver se manifeste par la très forte occurrence relative de la brume sèche durant le trimestre décembre-février : 18 jours sur 21 à Bafia, 20 sur 23 à Yaoundé, 22 sur 24 à Abong-Mbang, 13 sur 16 à Ebolowa... Bref, bruine et brume sèche font office de « marqueurs » pour chacune des deux « saisons sèches », en soulignant leurs différences fondamentales.

L'intérêt porté à ces deux phases du cycle annuel se justifie par leur pouvoir de discrimination spatiale à l'intérieur du domaine examiné. Mais, en l'espèce, il serait très imprudent de s'en tenir à l'image statique tirée des valeurs moyennes : la situation marginale de la région par rapport au champ d'extension privilégiée des saisons sèches boréale et australe est responsable de leur forte variabilité interannuelle. Au vrai, la pluviométrie, par essence, est marquée du sceau de l'irrégularité, à laquelle toutes les saisons sont assujetties à des degrés divers. Il ne serait guère concevable d'éluder ce thème capital de la climatologie tropicale.

C'est pourquoi les graphiques de régime pluviométrique de la carte principale comportent les quintiles supérieurs (Q.S.) et inférieurs (S.I.) des hauteurs de pluies mensuelles, pour la période trentenaire prise en compte. La longueur relative de la bande hachurée de chaque mois permet de se faire une idée du degré de variabilité, qu'il est aisé de préciser grâce au rapport Q.S./Q.I. On constate de la sorte une correspondance quasi générale et parfaitement logique entre abondante pluviosité mensuelle et faible inconstance et réciproquement. Partout, octobre apparaît comme le point d'ancrage le plus sûr de la pluviométrie annuelle (le rapport Q.S./Q.I. s'abaisse à 1,35 à Abong-Mbang). Le plus souvent, un autre mois fort s'individualise, moins nettement, en première saison pluvieuse : mai à Bafia et Yaoundé, avril à Abong-Mbang et Ambam.

La variabilité des mois de saisons moins pluvieuses est plus anarchique : ainsi, les distorsions par rapport à la règle de proportionnalité précédemment énoncée deviennent très instructives. On voit notamment que les mois d'été peuvent encore se montrer relativement réguliers à l'extrémité septentrionale du domaine (août à Bafia se classe en deuxième position dans l'ensemble des mois, avec un rapport de 1,66) alors qu'ils deviennent rapidement très fantasques en direction du sud-ouest : à Ambam, juillet est beaucoup plus irrégulier que janvier, dont la moyenne est pourtant plus faible (rapports Q.S./Q.I. de 6,07 et 3,64 : à une autre station, Ebolowa, l'écart est encore plus accentué (13,56 et 4,03), malgré l'ordre inverse des moyennes. Déjà, à Sangmélima, les deux mois sont presque à égalité de condition (3,91 et 3,94), en dépit d'une moyenne de juillet deux fois supérieure.

D'autres indices, tels que le nombre de jours consécutifs sans pluie (SUCHEL, 1990) confirmeraient que l'apport pluviométrique de l'été est plus aléatoire que celui de l'hiver dans l'angle sud-ouest du territoire camerounais. C'est reconnaître dans les faits la versatilité du régime estival de mousson, face à la relative fidélité hivernale de l'instabilité convective en milieu proprement équatorial. Il reste que le nombre de mois entiers à pluviométrie nulle est insignifiant, aussi bien en été qu'en hiver, dans l'extrême sud du pays (à Ambam, un cas en juillet et un en janvier seulement, sur 30 ans). Dans le bassin de la Sanaga, en revanche, un mois d'hiver sans une goutte d'eau est chose banale : à Bafia, cela s'est produit 14 fois sur 30 en janvier, 11 fois en décembre, 5 fois en février.

Étant donné l'importance de l'enjeu lié à la variabilité des précipitations, il a semblé utile de présenter en complément des graphiques deux cartes d'écart à la moyenne de la pluviométrie de deux années restées mémorables dans l'ensemble de l'Afrique par l'ampleur de leurs anomalies, 1983 et 1984, afin d'apprécier la manière dont le domaine étudié réagit à des dérèglements climatiques majeurs (carton 1) (SUCHEL, 1988 b). En vue d'une meilleure analyse, l'espace cartographié a été étendu jusqu'au littoral atlantique.

On constate avec le plus grand intérêt que le comportement de la pluviométrie du Centre-Sud est fort différent pour chacune de ces deux années, caractérisées presque partout par d'importants déficits : la région participe « normalement » à ces derniers en 1983, surtout pour sa partie occidentale ; elle se singularise, au contraire, par de confortables excédents en 1984, ceux-ci dépassant de 30 % la moyenne annuelle à Yaoundé. L'aire d'extension de ce surplus évoque celle de la « petite saison sèche » d'été. De fait, les courbes en gras du carton 1 B confirment que le trimestre juin-août a la plus grande part de responsabilité, puisque l'excédent de ce trimestre par rapport à la moyenne est localement supérieur à 100 % (il atteint 140 % à Yaoundé, qui ne recueille pas moins de 712 mm, pour une moyenne de 296). Autrement dit, la petite saison sèche ne s'est pas manifestée dans son domaine habituel. Ce fait insolite doit être mis en relation avec la forte anomalie positive de la température de surface de l'océan le long des côtes du Congo et du Gabon : on a pu parler à ce sujet d'un véritable « el niño » atlantique en réponse au fameux « el niño » pacifique de 1982-83. Évaporation et mouvements convectifs se trouvent ainsi précocement exacerbés dans le flux de mousson progressant sur l'océan. Dans le même temps où le plateau sud-camerounais est copieusement arrosé, on observe une grave défection des pluies paroxysmiques caractéristiques des régions de la côte nord, où le secteur du mont Cameroun enregistre des déficits records. L'année 1984 se distingue donc avant tout par une répartition aberrante des pluies estivales, soulignant les liens de dépendance étroits entre la mousson et le milieu océanique.

Bien que moins originales pour notre domaine d'étude, les anomalies de 1983 n'en sont pas moins intéressantes, puisqu'elles font apparaître une opposition inverse de celle de 1984 : déficit très accentué sur le sud-ouest, excédent à proximité du mont Cameroun. Là encore, le trimestre d'été se trouve largement impliqué : faisant suite à une saison sèche hivernale d'une intensité-durée tout à fait inaccoutumée, les défaillances estivales de la mousson, durablement stabilisée par des eaux océaniques plus fraîches que d'habitude, n'ont pu qu'accentuer la tendance déficitaire sur les régions océaniques méridionales.

En fin de compte, ces deux exemples annuels mettent pleinement en lumière l'ampleur possible du risque attaché à la variabilité pluviométrique jusqu'aux plus basses latitudes, en montrant bien que le régime de mousson fait de l'été une saison particulièrement sensible.

Aperçu des bilans hydriques

S'il a paru légitime d'insister sur les précipitations et leur variabilité, c'est qu'elles ont une influence décisive, conjointement aux températures, sur les bilans hydriques, qui définissent les disponibilités en eau pour la végétation et les cultures tout au long de l'année. L'apport inégal des précipitations est plus ou moins apte à faire équilibre au prélèvement de l'évapotranspiration potentielle (ETP). Celle-ci correspond à la « demande atmosphérique » en vapeur d'eau, en fonction de l'énergie disponible grâce aux radiations solaires principalement. Elle intègre, en fait, de nombreuses variables météorologiques : insolation, température, déficit de saturation, vent..., qui en font un paramètre synthétique de grand intérêt climatique. Elle représente, de toute manière, une valeur plafond, à laquelle doit être comparée l'évapotranspiration réelle (ETR), dépendant exclusivement de l'eau fournie par les précipitations et les réserves utilisables du sol. Tout écart négatif entre ETP et ETR exprime donc une « déficience hydrique », qui est un excellent indicateur de sécheresse écologique. Selon les climats, les valeurs de cette déficience s'échelonnent de zéro à plusieurs milliers de millimètres en moyenne annuelle.

Quelques isolignes de ces déficiences ont été tracées sur le carton 3 A, car cette donnée synthétique est de celles qui font le mieux ressortir l'organisation zonale des climats du Cameroun intérieur (SANTIAGO et SUCHEL, 1990). L'évolution méridienne se révèle très rapide : la déficience à Bafia est au moins six fois plus forte qu'à Ambam, ce qui atteste le poids décisif de la grande saison sèche (d'hiver), que le tracé concernant les humidités relatives minimales montrait déjà fort bien. L'orientation des courbes sur la moitié sud du domaine ne laisse que faiblement transparaître l'influence océanique. Au demeurant, le niveau modeste de la déficience annuelle, y compris sur la limite nord de l'espace régional, témoigne de la dominante humide de ces climats du sud.

L'évolution mensuelle de l'état hydrique est indiquée par le graphique de Yaoundé présenté comme carton 4. Celui-ci précise les indications grossières des diagrammes pluviothermiques, construits délibérément selon le rapport d'échelles P = 5 (T-10), jugé significatif du point de vue écologique (SUCHEL, 1982). La déficience à Yaoundé n'apparaît qu'au cours des mois d'hiver. Elle atteint 60 mm en janvier et s'atténue déjà en février grâce à l'apport plus importants des précipitations et malgré le quasi-épuisement de la réserve utile du sol (conventionnellement fixée à 100 mm à pleine capacité). Les précipitations de mars dépassent déjà

* *Université de Saint-Etienne, CNRS, Dijon.*
** *Université de Yaoundé.*

[1] Tous les records de « froid » antérieurs ont été battus en janvier 1983. Mais la sévérité du phénomène s'atténue toujours dans la même direction : la température a chuté jusqu'à 8,3 ° à Nanga-Eboko, pour 13 ° à Ebolowa.

[2] On considère comme « jours de ciel clair » ceux où la nébulosité ne dépasse pas 2 octas, soit 2/8 de l'étendue du ciel. Les « jours de ciel couvert » ont une nébulosité supérieure à 6 octas.

[3] La fameuse « anomalie d'Ayos », signalée par de nombreux auteurs (dont LETOUZEY, 1968) paraît bien avoir été fallacieusement accentuée par la médiocre qualité des relevés de ce poste. En l'espèce, n'est-il pas excessif de parler d'anomalie pour un phénomène qui relève de l'influence du relief sur la pluviosité ?

l'ETP, ce qui permet un début de reconstitution de la réserve. À partir d'avril, celle-ci est pleine et le surplus profite directement à l'écoulement. La « petite saison sèche » se signale tout juste par un modeste déficit pluviométrique, compensé sans peine par un prélèvement sur la réserve, avant les gros excédents de la deuxième saison pluvieuse. Au total, l'ETP annuelle [4] s'élève à 1 156 mm et l'ETR à 1 029 mm. La différence ne donne qu'une faible déficience de 127 mm (à titre de comparaison : 1 288 mm à Maroua-Salak dans la province de l'Extrême-Nord). Le niveau des précipitations (1 596 mm pour la période considérée) par rapport à l'ETR dégage donc un surplus de 567 mm disponible pour l'écoulement de surface. Ce sont bien des conditions caractéristiques d'un climat équatorial de transition modéré par l'altitude, qui ne souffre d'aucune pénurie grave au regard du bilan hydrique. Mais n'oublions pas qu'il faut toujours compter avec la variabilité interannuelle, qui peut susciter de mauvaises surprises !

Essai de synthèse pour un découpage climatique régional

Tout compte fait, ce type de climat, dont le graphique de bilan hydrique de Yaoundé nous a aidé à préciser les traits essentiels, paraît largement représentatif de l'ensemble du domaine soumis à notre attention. Du moins peut-il être considéré comme le modèle régional à partir duquel un certain nombre de nuances plus ou moins affirmées pourront être définies.

Par sa latitude, la région de Yaoundé fait effectivement transition entre la zone forestière méridionale au climat typiquement équatorial et la zone plus ouverte de la moyenne Sanaga, qu'on peut qualifier de subéquatoriale. Le rythme des températures, aux faibles amplitudes annuelles et aux minima journaliers uniformes, est déjà bien caractéristique des plus basses latitudes. On ne peut davantage compter sur l'humidité relative pour révéler de réels contrastes saisonniers. Par contre, l'évolution mensuelle des précipitations laisse apparaître encore le déséquilibre subéquatorial entre les deux répits annuels : certes, celui de l'été est déjà profondément creusé, mais la seule vraie saison sèche est bien celle d'hiver ; elle se traduit par une déficience hydrique marquée et assez longue et de fréquentes incursions de la masse d'air tropicale continentale, laissant durablement séjourner la brume sèche.

Ce climat équatorial de transition se nuance de traits océaniques, illustrés notamment par la relative abondance des précipitations annuelles et le nombre élevé de jours pluvieux, la médiocrité de l'insolation et la forte nébulosité, l'écrasement de l'amplitude thermique diurne moyenne, la prépondérance tenace des vents d'ouest tout au long de l'année. Ceux-ci expriment clairement la forte dépendance de la région vis-à-vis du régime de mousson. Plus significative encore à cet égard est la remarquable emprise de la « saison sèche » australe, avec ses ciels gris et ses bruines insolites, en juillet-août.

On sait pourtant à quel point le relief contribue à cette extension grâce à l'évolution dynamique de la masse d'air « sous le vent » des massifs occidentaux. Plus généralement, l'altitude confère une tonalité quelque peu montagnarde au climat de ce large seuil topographique, qui bénéficie ainsi de températures relativement modérés limitant la tension de vapeur et la sensation de touffeur. En somme, ce modèle climatique représenté par Yaoundé n'est pas sans complexité : s'il mérite, en première approximation, l'appellation d'équatorial, ses affinités à la fois subéquatoriales, océaniques et montagnardes en font un cas spécifique.

Le climat de la partie médio-orientale du domaine étudié, correspondant à la vallée supérieure du Nyong et ses abords, n'est guère qu'une forme altérée de celui de la capitale, dans le sens d'un affermissement de l'influence continentale, associé aux effets d'une topographie quelque peu déprimée. Ainsi, à Abong-Mbang, l'amplitude thermique diurne moyenne est plus forte qu'à Yaoundé, principalement en raison d'un fléchissement plus marqué des minima de grande saison sèche. Par ailleurs, la nébulosité est moins insistante et le nombre de jours pluvieux est en nette diminution : c'est le signe de l'émergence d'un nouveau style de pluviosité, qui laisse une grande part aux gros abats orageux ; même en été, malgré la persistance d'une profonde récession pluviométrique, la raréfaction de la bruine au profit des orages témoigne de l'ambiance plus continentale.

L'incidence de la topographie de cuvette, pour sa part, se manifeste par le niveau un peu plus élevé des températures (Akonolinga) et surtout par une sensible diminution du volume global des précipitations, du moins en aval d'Abong-Mbang ; il est significatif que le renforcement des pluies d'été reste relativement timide dans l'axe de la vallée. Même si « l'anomalie d'Ayos » n'est pas aussi accusée que ne le laissent supposer les relevés de ce poste, il y a là apparemment la dernière cellule de pluviométrie indigente, de type subéquatorial, en direction du sud.

Le climat de la dépression de la moyenne Sanaga tranche davantage sur celui de Yaoundé : il porte de toute évidence la double marque de l'éloignement de l'équateur et d'une disposition du relief en cuvette de médiocre altitude abritée des vents humides. Les données de Bafia ou de Nanga-Eboko définissent en fait un climat typiquement subéquatorial, dans lequel le répit pluviométrique hivernal prend l'allure d'une vraie saison sèche de trois mois, même s'il n'exclut pas quelques averses espacées. De fait, ce caractère de saison sèche ne tient pas uniquement à la modicité des pluies, mais aussi, de manière plus symptomatique, au fléchissement sensible de l'hygrométrie et de la nébulosité, à l'exaltation de l'évaporation et, déjà, à la sévérité de certaines offensives de l'harmattan. Corrélativement, la mollesse de la régression des pluies d'été, empêchant toute référence à la sécheresse (au moins à Bafia et Nanga-Eboko), imprime au régime pluviométrique cet aspect dissymétrique bien caractéristique du rythme subéquatorial.

Sans doute la configuration de cuvette contribue-t-elle à l'affirmation précoce de ces traits climatiques. Elle a du moins pour effet d'abaisser fortement le niveau des précipitations annuelles, tout comme le nombre de jours pluvieux, en favorisant la substitution de la savane à la forêt. Le phénomène d'abri orographique se révèle particulièrement efficace dans la dépression profonde où confluent le Mbam et la Sanaga, à l'est du vaste massif de Ndom ; il justifie la présence très remarquable d'une position avancée de la saison sèche australe de juillet-août, grâce à l'effet de fœhn. Mais les précipitations des deux saisons pluvieuses, la première surtout, subissent elles aussi un laminage sensible. Il n'en reste pas moins que certains traits de la pluviosité de Bafia, tels que la valeur modeste de la pluviométrie moyenne journalière et la rareté relative des très gros abats, trahissent la persistance de l'affinité océanique. Au demeurant, la topographie de bassin est un puissant facteur d'accroissement des températures, et, là encore, c'est surtout la zone de confluence qui s'individualise comme un îlot de forte chaleur, auquel l'effet de foehn ne paraît pas étranger. Cette péjoration thermique concourt assurément à alourdir la déficience hydrique résultant de la sécheresse hivernale. En définitive, si la dépression de la Sanaga offre un bon exemple de climat subéquatorial, il s'agit bien, dans le contexte régional, d'une nuance chaude et pluvio-déficitaire.

Le contraste n'en est que plus saisissant avec le climat proprement équatorial, modéré par l'altitude, qui prévaut au sud du Nyong. Les rythmes thermiques et pluviométriques d'Ambam, Ebolowa et même Sangmélima sont, cette fois, sans ambiguïté. Les courbes de température tendent vers l'uniformité, mise à part la nette inflexion des maxima en été, signe spécifique de l'advection de mousson dans sa phase la plus active : l'amplitude thermique annuelle passe ainsi presque partout sous la barre des 2 degrés. les régimes pluviométriques, pour leur part, ont quasiment acquis la structure bimodale à maxima et minima comparables représentative du type équatorial classique. Il n'empêche qu'en aucune saison les pluies ne font réellement défection. L'humidité relative, du reste, ne trompe pas, qui se maintient tout au long de l'année au plus haut niveau, en se nourrissant de l'évapotranspiration forestière. Elle concourt, avec la chaleur permanente, à cette touffeur sans répit qui serait plus pesante encore si l'altitude ne réduisait quelque peu la tension de vapeur par rapport aux plaines côtières.

L'affirmation du climat équatorial tend à faire passer au second plan les différences induites par l'éloignement de l'océan. Un gradient O-E n'en subsiste pas moins : il se manifeste aussi bien par le lent fléchissement des températures minimales, amplifiant du même coup l'amplitude thermique diurne moyenne, que par la réduction du nombre de jours pluvieux et même de la hauteur des précipitations annuelles, mais perd de sa netteté pour l'augmentation de la pluviométrie estivale. Il interfère de façon très progressive avec le gradient méridien, qui ne laisse apparaître la forme la plus pure du climat équatorial qu'à la frontière du Gabon, où, de surcroît, la grande vallée E-O du Kom abolit pratiquement les privilèges de l'altitude.

Conclusion

Au bout du compte, en dépit de particularités locales ou d'oppositions renforcées résultant d'un relief sans monotonie, ce sont indiscutablement les évolutions lentes et les nuances subtiles qui président pour l'essentiel à l'organisation climatique de l'espace régional analysé. Dans le dosage complexe des variables en jeu, on ne perçoit pourtant aucune distribution anarchique, aucun effet du hasard. Les deux gradients commandés par la latitude et la distance de l'Atlantique, et accentués ou contrariés tout à tour par la topographie fournissent les clés de lecture pour l'identification et la compréhension des différents types de climats. Sur cette portion de territoire où sont concentrées tant de richesses fondamentales pour l'économie d'un pays, on aimerait malgré tout pouvoir accéder à une connaissance plus précise de certains aspects régionaux, ainsi que des phénomènes de variabilité. C'est dire toute l'attention qu'il convient de porter à la qualité, à la configuration et au fonctionnement régulier du réseau d'observation météorologique.

Indications bibliographiques

BINDJI-TSALA (J.), 1968.— *La pluviométrie et l'agriculture dans le Centre-Sud camerounais.* Yaoundé, IRAT.

DHONNEUR (G.), 1974.— *Nouvelle approche des réalités météorologiques de l'Afrique Occidentale et Centrale.* Thèse univ. Dakar, Asecna, 2 vol., 358 et 743 p.

LEROUX (M.), 1983.— *Le climat de l'Afrique tropicale.* Thèse doct. d'État, Paris, Édit. Champion, 2 vol., texte 633 p. et atlas 24 p. + 250 cartes et fig.

LEROUX (M.), 1988.— « L'influence du comportement thermique d'une masse forestière compacte sur l'établissement du champ de pression et sur la circulation de basses couches : l'exemple de la forêt guinéo-congolaise ». *In* : V[e] coll. internat. de l'Assoc. franç. de géogr. phys., Paris, CNRS, 12 p.

LETOUZEY (R.), 1968.— « Étude phytogéographique du Cameroun ». *In* : *Encycl. Biol.* LXIX, Paris, édit. P. Lechevallier, 511 p.

SANTIAGO (A.), SUCHEL (J.-B.), 1990.— Les bilans hydriques au Cameroun : essai de synthèse cartographique. Dijon, Centre de rech. de climatol., *Cah.* n° 13 : 105-138.

SUCHEL (J.-B.), 1982.— Un essai de classification des climats camerounais au moyen d'indices pluvio-hygro-thermiques. *Rev. Geogr. Cameroun*, vol. III, n° 2 : 85-98

SUCHEL (J.-B.), 1988 a.— *Les climats du Cameroun.* Thèse doct. d'État, univ. de St-Etienne, 4 vol., texte 1188 p. + atlas 332 fig. et 18 images Météosat.

SUCHEL (J.-B.), 1988 b.— « Les anomalies climatiques des années 1983 et 1984 au Cameroun ». Actes du coll. d'Aix-en-Provence, *Publ. AIC*, vol. I : 131-142.

SUCHEL (J.-B.), 1990.— Les modalités du passage du régime climatique boréal au régime climatique austral du sud-ouest camerounais. Dijon, Centre de rech.de climatol., *Cah.* n° 13 : 63-77.

TSALEFAC (M.), 1986.— Le déficit pluviométrique du Cameroun pendant l'année sèche 1983. *Rev. Geogr. Cameroun*, vol. VI, n° 1 : 65-79.

TURC (L.), 1961.— Évaluation des besoins en eau d'irrigation, évapotranspiration potentielle. *Ann. Agronom.*, 12 : 13-51.

[4] ETP calculée selona la formule de TURC (1961).

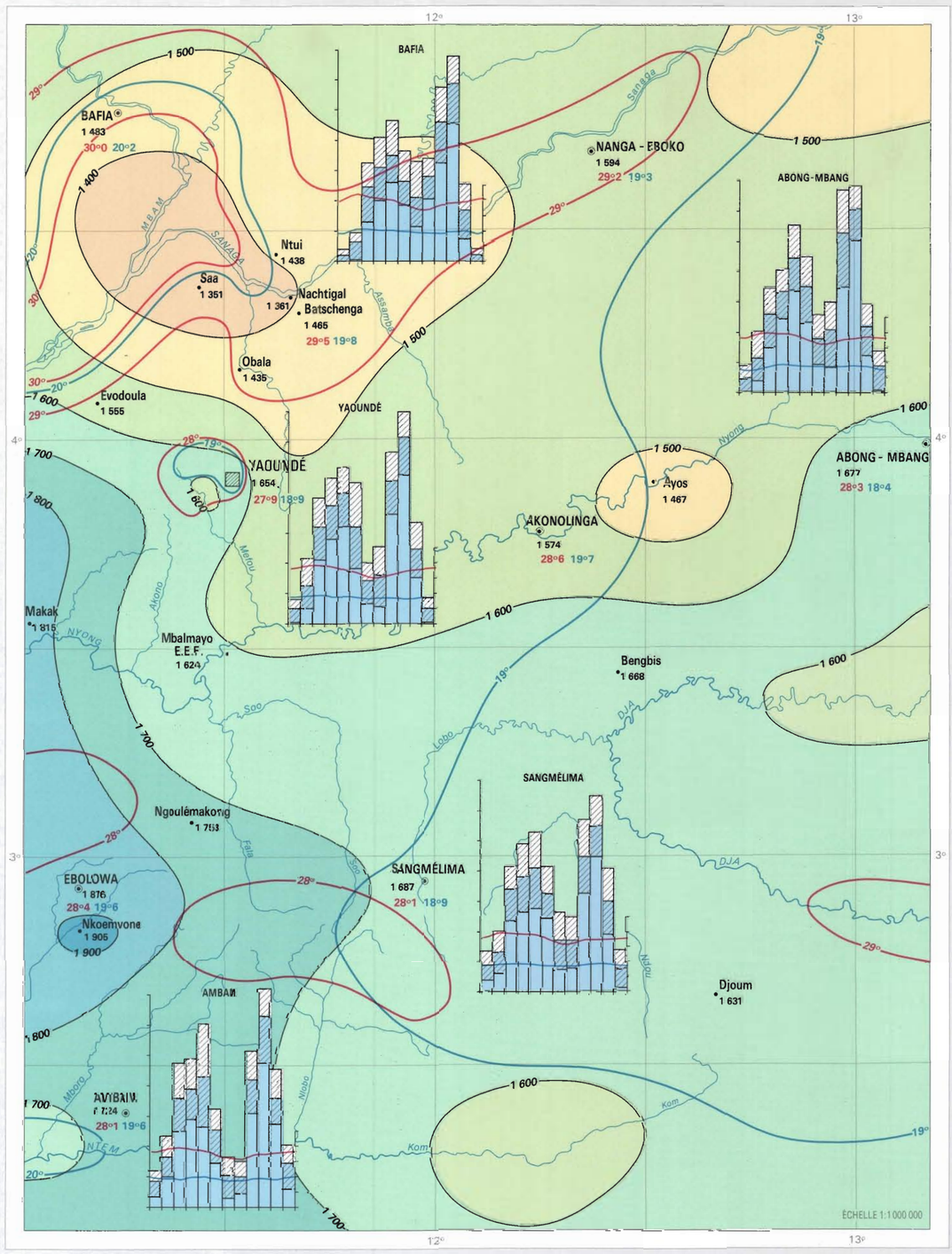
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

CLIMATOLOGIE

J-B. SUCHEL

PRÉCIPITATIONS ET TEMPÉRATURES



Précipitations moyennes annuelles (mm)

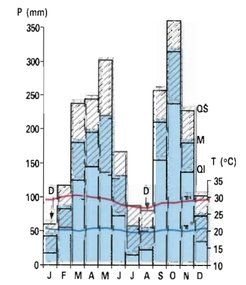
1 900
1 800
1 700
1 600
1 500
1 400

1 654 précipitations d'une station

isohyète

- ⊙ **BAFIA** station de la Météorologie Nationale
- • **Djoum** autre station ou poste climatologique

Répartition mensuelle des précipitations et températures



*Q.S. quintile supérieur
M moyenne
Q.I. quintile inférieur
T^x température maximale journalière moyenne
T^n température minimale journalière moyenne
D mois à déficit hydrique

Q.S. : 1/5e des valeurs de la série lui est supérieur
Q.I. : 1/5e des valeurs de la série lui est inférieur

Températures moyennes annuelles (°C)

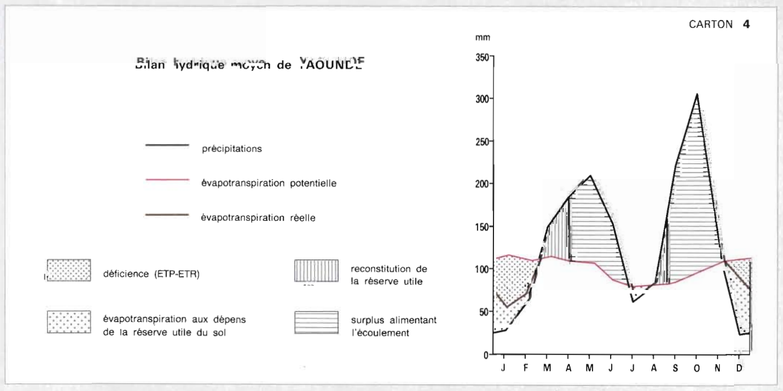
28° isotherme des maximums journaliers

19° isotherme des minimums journaliers

27°9 18°9 températures maximale et minimale journalières d'une station

CARTON 4

Bilan hydrique moyen de YAOUNDÉ



CARTON 1

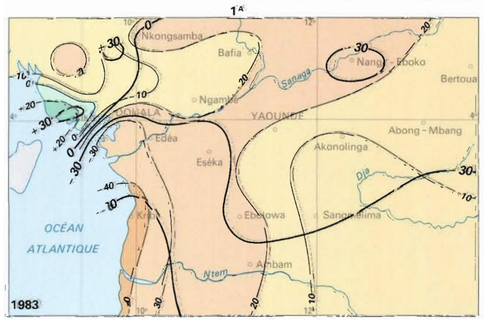
Ecarts (%) de la pluviométrie de deux années de forte anomalie par rapport à la moyenne

+ 20
0
0
- 20
- 40

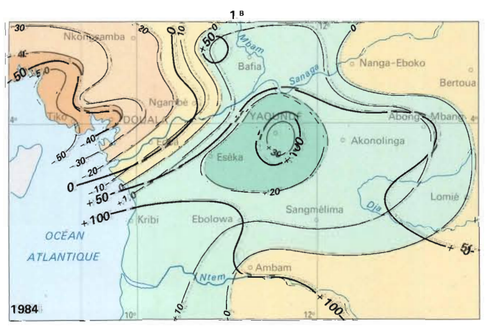
- 30 idem : trimestre juin-août

ÉCHELLE 1:5 000 000

1 A

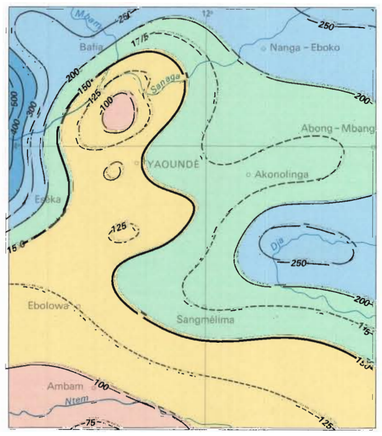


1 B



CARTON 2

Extension régionale de la « petite saison sèche »
(pluviométrie moyenne cumulée de juillet-août)
(mm)



zone à tendance sèche marquée

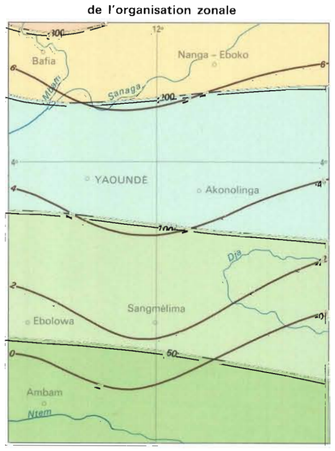
150
100

300
250
200
150

ÉCHELLE 1:3 000 000

CARTON 3

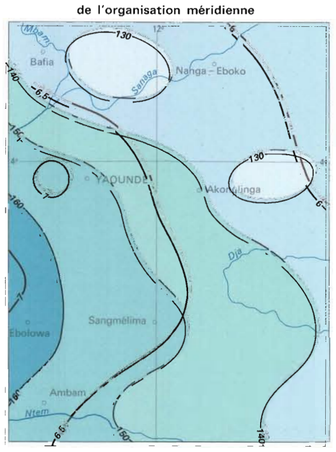
3 A
Quelques révélateurs de l'organisation zonale



déficience hydrique moyenne annuelle : ETP-ETR (mm)

300
200
100
50

3 B
Quelques révélateurs de l'organisation méridienne



nombre moyen annuel de jours pluvieux (précipitation ≥ 0,1 mm)

160
150
140
130

nombre de mois de l'année dont les minimums moyens journaliers d'humidité relative sont inférieurs à 60 %

nébulosité moyenne annuelle (octas)

ÉCHELLE 1:3 000 000

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARDUIER - C. VALTON

LA VÉGÉTATION

Jean-François VILLIERS*

L'ensemble des formations végétales du Sud-Cameroun appartient à la région congo-guinéenne. Ils sont assez diversifiés et cette complexité est encore accentuée par l'action humaine déterminante. On peut cependant reconnaître deux types d'organisation : le domaine de la forêt dense semi-caducifoliée [1] et le domaine de la forêt dense humide toujours verte.

Le domaine de la forêt dense humide semi-caducifoliée guinéo-congolaise

Ce domaine, particulièrement important au Cameroun, est la zone la plus septentrionale de la région congo-guinéenne, au contact avec la région soudano-zambésienne.

Dans la région de Yaoundé, il s'étend vers le sud, profondément dans la forêt dense humide toujours verte qu'il tend à remplacer.

C'est une zone où l'action humaine est particulièrement importante.

Ce domaine se subdivise en savanes périforestières guinéo-soudaniennes et en forêts semi-caducifoliées guinéo-congolaises.

Secteur guinéo-soudanien (savanes périforestières guinéo-soudaniennes)

Il est situé de part et d'autre de la Sanaga, au nord des formations forestières. Ces savanes, soit à dominante herbacée, soit parsemées d'arbres ou d'arbustes plus ou moins denses, sont incontestablement le plus souvent d'origine anthropique. La répartition de la population est extrêmement importante et permet d'expliquer la répartition des différents types, en particulier sur leur frange méridionale.

Les savanes à Pennisetum purpureum (sisongo)

Bien visibles sur d'assez grandes étendues au nord d'Ayos, dans la région de Lembe et à l'ouest de Simban, aussi mais en taches plus restreintes le long des routes et des pistes, elles sont le premier stade savanicole à apparaître à la suite de défrichements : le sous-bois forestier est détruit et la plupart des arbres ont disparu. La jachère est alors constituée presque uniquement par *Pennisetum purpureum*, qui est une grande graminée atteignant 2 à 3 m de hauteur. Dans les zones fortement urbanisées ou intensivement cultivées dans la zone forestière, elle apparaît par taches, mais peut aussi être remplacée par une autre Poacée : *Setaria megaphylla*.

Autour des robustes chaumes des graminées s'enroulent de petites lianes herbacées comme *Abrus canescens, Dioscorea bulbifera, Ipomoea involucrata, Merremia pteryogocaulos, Mucuna Sloanei, Paullinia pinnata* et diverses Asclépiadacées. Les plantes herbacées dressées sont dispersées et peu nombreuses, comme *Aspilia africana, Desmodium velutinum, Hibiscus owariensis, Hyparrhenia cymbaria, Lantana rhodesiensis, Microglossa densiflora, Panicum maximum, Setaria megaphylla*, etc. Quelques arbustes ou suffrutex peuvent se rencontrer à l'occasion de trouées, comme *Albizia actianthifolia, Albizia glaberrima, Albizia zygia, Allophyllus cobbe, Anthocleista schweinfurthii, Dichrostachys cinerea, Ficus* spp., *Harunga madagascariensis, Lippia rugosa, Markhamia lutea, Trema orientalis*, etc. La plupart des plantes sont des espèces à large répartition africaine.

Ces savanes à *Pennisetum purpureum* peuvent évoluer dans deux directions opposées : soit elle sont remises en culture et se transformeront ensuite en savanes à *Imperat cylindrica*, soit elles seront abandonnées et un recrû forestier s'installera qui pourra donner une forêt de type semi-caducifolié.

Les savanes intra- et périforestières à Imperata cylindrica *(herbe baïonnette)*

Elles correspondent à un stade de jachère après une mise en culture des savanes précédemment décrites. Elles se rencontrent sur différents types de sols.

Dans la zone forestière, elles forment de petites taches difficilement cartographiables ; par contre elles couvrent des surfaces importantes à l'ouest d'Ayos.

Ces savanes ont un aspect très caractéristique avec *Imperata cylindrica*, facilement reconnaissable par ses toupets blancs, qui forme près de 80 % du tapis herbacé ; les autres graminées, surtout diverses espèces de *Hyparrhenia*, ont un recouvrement inférieur ou au plus égal à 20 %. *Aframomum latifolium* (Zingibéracée), atteignant une hauteur de 1 m, a un rôle important dans la physionomie de cette formation. Quelques autres espèces compagnes peuvent être signalées comme des Composées (*Blumea perrottetiana, Conyza aegyptica, Lactuca capensis, Laggera heudelotii, Vernonia klingii, Vernonia migeodii*), des légumineuses (*Cassia mimosoïdes, Crotalaria ononoides, Crotalaria pallida* var. *pallida, Desmodium velutinum, Indigofera paniculata*), et aussi *Gomphocarpus fruticosus, Haumaniastrum caeruleum, Mariscus alternifolius, Mitracarpus scaber, Sida veronicifolia*, etc. Les arbustes sont pratiquement inexistants, si ce n'est la présence de *Bridelia ferruginea* et parfois *Annons senegalensis* ; ou encore différentes espèces de *Combretum* sarmenteux, dont les longs rameaux souples se dressent à 2-3 m du sol.

Ces formations ont aussi une double possibilité d'évolution : soit, après culture, retour après recrû forestier à une formation de type forêt dense semi-caducifoliée ; soit, grâce au feu, évolution vers une savane à tapis herbacé formé essentiellement d'Andropogonées, en particulier *Hyparrhenia* du groupe Rufa.

Les savanes périforestières arbustives à Annona senegalensis *et* Bridelia ferruginea

Ce type de formation succède généralement aux savanes à *Imperata cylindrica*. Cette graminée a un recouvrement important qui peut atteindre 75 % tandis que les Andropogonées, en particulier *Hyparrhenia diplandra*, grâce aux feux, s'installent progressivement jusqu'à atteindre un recouvrement de 50 %.

Ces savanes primitivement herbeuses se constellent d'arbustes, très dispersés, appartenant pour la grande majorité à *Annona senegalensis* et *Bridelia ferruginea* (ces deux espèces sont remarquables par leur résistance au feu et par leur multiplication végétative). On rencontre aussi, plus ou moins sporadiquement, *Albizia adianthifolia, Albizia glaberrima, Albizia zygia* (ces trois Mimosacées traduisant une tendance à la reforestation), *Crossopteryx febrifuga, Cussonia arborea, Dichrostachys cinerea, Ficus sur, Hymenocardia acida, Lonchocarpus sericeus, Markhamia tomentosa, Nauclea latifolia, Piliostigma thonningii, Psorospermum febrifugum, Spathodea campanuleta, Terminalia glaucescens, Vitex doniana*... Les *Combretums* sarmenteux des savanes à *Imperata cylindrica* sont ici aussi présents. Cette strate ligneuses n'est jamais très dense (les arbustes sont distants de 20-25 m) et sa hauteur atteint rarement 3 m.

Les savanes à *Annona senegalensis* et *Bridelia ferruginea* sont bien représentées autour de Mbandjok.

Les savanes périforestières arbustives à Terminalia glaucescens

Elles ne sont pas densément boisées, la strate arbustive atteint seulement 20 %. La strate ligneuse ne dépasse pas une hauteur de 10 m.

Terminalia glaucescens est l'espèce la plus abondante de ce type de savanes. On peut aussi rencontrer, outre les espèces signalées pour les savanes à *Annona senegalensis* et *Bridelia ferruginea*, *Lannea barteri, Albizia coriaria, Albizia malacophylla* var. *ugandensis, Bridelia ndellensis, Ficus exasperata, Ficus vallis-choudae, Gardenia ternifolia, Maytenus senegalensis, Phyllanthus muellerianus, Syzygium guineense* var. *macrocarpum, Vitex madiensis*, etc.

Dans ces formations situées autour de Ntui et de Yangben, on observe au niveau de cette strate ligneuse la présence d'éléments soudano-zambéziens tels que *Acacia sieberiana, Combretum collinum, Combretum molle, Combretum nigricans* var. *ellioti, Daniellia oliveri, Ensete gilletii, Entada abyssinica, Erythrina senegalensis, Erythrina sigmoidea, Faurea rochetiana, Ficus glumosa, Lannea schimperi, Lophira lanceolata* (particulièrement abondant au confluent Mbam-Sanaga), *Maprounea africana, Parkia biglobasa, Protea madiensis, Psorospermum glaberrimum, Pterocarpus lucens, Securidaca longepedunculata, Stereospermum kunthianum, Terminalia macroptera, Terminalia mollis, Vitellaria paradoxa, Ximenia americana*.

Le tapis herbacé des savanes à *Terminalia glaucescens* est composé pour une grande part d'*Hyparrhenia diplandra* avec d'autres espèces du même genre. Il peut atteindre une hauteur de 3 m. La composition floristique est plus complexe que pour les savanes précédemment décrites ; outre des graminées telles que *Andropogon gayanus, Andropogon schirensis, Andropogon tectorum, Digitaria diagonalis* var. *hirsuta, Pennisetum hordeoides, Pennisetum purpureum* (qui peut former parfois des faciès dans les savanes à *Terminalia glaucescens*), *Pennisetum unisetum, Schizachyrium brevifolium* (particulièrement importante), *Asparagus flagellaris, Aspilia africana, Cassia abrus, Cassia mimosoides, Clematopsis scabiosifolia, Combretum cinereopetalum, Combretum hispidum, Combretum racemosum, Combretum rhodanthum, Crinum zeylanicum, Cyperus angolensis, Cyphostemma adenocaule, Cyphostemma rubrosetosum, Desmodium velitinum, Dissotis tubulosa, Eriosema psoraleoides, Eulophia buettneri, Eulophia cucullata, Eulophia orthoplecta, Eupatorium africanum, Gomphocarpus fruticosus, Haumaniastrum galeopsifolium, Indigofera paniculata, Lantana trifolia, Lippia rugosa, Mariscus alternifolius, Nephrolepis undulata, Pachycarpus lineolatus, Pseudarthria hookeri, Tephrosia nana, Teramnus uncinatus* spp. *ringoetii, Uraria picta, Urginea altissima, Vernonia glaberrima, Vernonia guineensis, Vernonia klingii, Vernonia plumbaginifolia, Vernonia pumila, Vernonia purpurea*.

Ce tapis herbacé n'est pas modifié lorsque les éléments soudano-zambéziens sont présents dans la strate ligneuse.

L'origine anthropique des savanes à *Terminalia glaucescens* n'est pas évidente. Par formation progressive d'un recrû ligneux, ces formations peuvent évoluer vers une forêt dense humide semi-caducifoliée.

Les milieux particuliers

— De part et d'autre de la Sanaga et autour du confluent Mbam-Sanaga, sur des zones plates ou dépressionnaires, périodiquement inondées lors des crues des cours d'eau, des prairies marécageuses à *Loudetiopsis ambiens* et *Vetiveria nigritana* sont installées (en fait il s'agit d'une mosaïque de savanes à *Terminalia glaucescens* et de prairies marécageuses), tandis que dans les chenaux les plus profonds se développe temporairement une flore aquatique plus ou moins éphémère, avec *Drosera indica, Eichhornia natans, Utricularia* spp., etc. ;

— sur des zones exondées, la savane à *Terminalia glaucescens* se révèle particulièrement dense en *Lophira lanceolata* ;

— au niveau du confluent Mbam-Sanaga et de part et d'autre de la Sanaga, à la hauteur de Monatélé, les prairies marécageuses périodiquement inondées sont riches en *Borassus æthiopum* ; les parties exondées sont parsemées de mamelons sableux, formés par des termitières, et sont occupées par de vieux *Zanthoxylum zanthoxyloides* (cette Rutacée des régions sèches se retrouve, au plus proche, à 1 000 km de là, au Nigeria) ;

— dans la région de Mbandjok, on trouve un paysage complètement anthropisé avec les plantations de *Saccharum officinarum*.

Secteur forestier semi-caducifolié

Il se compose typiquement de forêt dense humide semi-caducifoliée (ou semi-décidue) correspondant à la *drier peripheral semi-evergreen Guineo-Congolian rain forest* de WHITE (1983), ou encore forêt semi-décidue à Sterculiacées-Ulmacées.

La forêt typique à Sterculiacées-Ulmacées

Géographiquement cette forêt se situe entre les formations du district atlantique oriental et central, celles du district atlantique biafréen et les savanes périforestières. Cependant, au moins en ce qui concerne les limites sud, il est difficile de marquer avec précision les frontières entre formations, car la forêt dense semi-décidue, en pleine expansion, gagne sur les autres types de végétation à l'occasion des défrichements culturaux souvent importants dans la zone cacaoyère et à la faveur de trouées naturelles. Vers le nord la limite est beaucoup plus nette puisqu'on passe brutalement de la forêt à la savane, encore que, fréquemment, il ne s'agisse que de recrûs forestiers.

Physionomiquement, la forêt semi-décidue est difficile à séparer de la forêt dense ombrophile. Les arbres sont grands, à fûts nombreux et rectilignes, à écorces souvent uniformément grises, la caducité prolongée des feuillages les plus élevés est un des caractères très typiques ; les contreforts peuvent être hauts. La stratification est mieux marquée et plus simple. Le sous-bois reste toujours vert et est marqué par le grégarisme de certaines espèces. La strate herbacée est relativement plus importante. Au contraire la synusie [2] lianescente et les épiphytes sont peu abondants.

Dans sa forme intacte, telle qu'on peut la rencontrer entre Nyong et les savanes du Mbam, à l'est de l'axe Essé-Awaé, la composition floristique de la forêt semi-caducifoliée est très caractéristique. La place particulière des Sterculiacées et des Ulmacées est à souligner, mais aussi l'absence de certaines familles, en particulier des Caesalpiniacées, très rares et particulières à ce domaine. Parmi les Ulmacées, *Celtis philippensis* est une excellente caractéristique surtout présente sur la frange septentrionale du massif forestier ; *Celtis adolfi-friderici* et *Celtis zenkeri* sont exclusivement de cette formation mais plus liés au faciès de dégradation ; *Celtis gomphophylla* et *Celtis mildbraedii* sont aussi des caractéristiques mais se trouvent épars dans la forêt sempervirente ; *Celtis africana*, bien que submontagnard, est encore fréquent ici, au moins dans les recrûs. D'autres espèces appartenant à cette famille sont aussi importantes, comme *Holoptelea grandis* (caractéristique exclusive de la forêt semi-décidue) et *Chaetacme aristata*, plus abondante sur la limite septentrionale.

Les Sterculiacées sont largement représentées avec le genre *Cola* : *Cola altissima, Cola cordifolia* et *Cola gigantea* sont des caractéristiques exclusives ; *Cola lateritia*, quoique caractéristique, pénètre profondément dans la forêt sempervirente ; *Cola Ballayi, Cola caricaefolia, Cola hispida, Cola philipi-jonesii* sont des espèces arbustives. D'autres taxons sont importants au niveau de la définition floristique : *Chlamydocola chlamydantha, Mansonia altissima* et *Nesogordonia papaverifera* ont des répartitions limitées à la forêt semi-caducifoliée, *Pterygota macrocarpa* se cantonne presque uniquement à cette formation, *Sterculia bequaertii* et *Sterculia rhinopetala* sont des exclusives. La dernière espèce, typique de cette famille, est *Triplochiton scleroxylon*, qui est un excellent colonisateur des forêts toujours vertes, mais qui, par contre, ne semble pas se disperser facilement dans les recrûs septentrionaux.

De multiples autres espèces sont caractéristiques de la strate arborescente et arbustive haute. Quelques-unes appartiennent à des genres monospécifiques en Afrique : *Alangium chinensis, Autranella congolensis, Breviea leptosperma, Ganophyllum giganteum, Keayodendron bridelioides, Lecaniodiscus cupanioides, Majidea fosteri, Mildbraediodendron excelsum, Pterorhachis zenkeri, Trilepisium madagascariense*... D'autres à des genres plurispécifiques : *Afrosersalisia cerasifera, Albizia ferruginea, Albizia zygia, Amphimas pterocarpoides, Aningeria altissima, Copaifera mildbraedii, Cordia platythyrsa, Entandrophragma angolense, Entandrophragma cylindricum, Erythrophloeum suaveolens, Erythroxylum mannii, Fernandoa adolfi-friderici, Gossweilerodendron balsamiferum, Gossweilerodendron joveri, Irvingia wombola, Khaya anthotheca, Ochna calodendron, Omphalocarpum lecomteanum, Parinari excelsa, Parkia filicoidea, Phyllocosmus africanus, Placodiscus boya, Schrebera arborea, Stereospermum acuminatissimum, Ziziphus pubescens* (cette liste n'est pas exhaustive, pour l'ensemble de la flore voir LETOUZEY, 1968, 1985).

La strate arbustive haute et basse est fréquemment constituée localement par une à trois espèces particulièrement abondantes ; ainsi pour *Bertiera, Drypetes, Homalium, Olax, Ouratea, Psychotria* et surtout *Rhinorea, Zanthoxylum*. On peut citer aussi *Angylocalyx pynaertii, Anonidium mannii, Corynanthe pachyceras, Desplatsia dewevrei, Desplatsia mildbraedii, Funtumia elastica, Meiocarpidium lepidotum, Polylathia suavoelens, Strombosia pustulata*, etc.

Dans le sous-bois toujours éclairé et dans les trouées de lumière, on rencontre de nombreuses espèces d'Acanthacées herbacées ou suffrutescentes [3] appartenant aux genres *Acanthus, Adhatoda, Anisotes, Asystasia, Crossandra, Hypoëstes, Kosmosiphon, Lankesteria, Pseuderanthemum, Rhinacanthus, Rungia*... Parmi les autres herbacées, on remarque des *Palisota*, ainsi que *Leptaspis cochleata, Streptogyne crinita* (graminées), et *Olyra latifolia* (graminée bambusoïde), des Marantacées (*Hypselodelphys* spp., *Megaphrynium* spp. et *Sarcophrynium* spp.) qui s'étendent rapidement en taches dans les trouées importantes.

La synusie lianescente présente aussi des espèces particulières à ce milieu : *Abrus* spp., *Agelaea* spp., *Calycolobus mortehanii, Combretum* spp., *Dalbergia hostilis, Friesodielsiaenghiana, Roureopsis obliquifoliolata, Smilax kraussiana, Urera cameroonensis, Urera cordifolia, Zanthoxylum viride*.

Les épiphytes ont quelques taxons intéressants en particulier chez les *Platycerium*, ou *Arthropteris palisotii*.

Cette forêt typique semi-caducifoliée est une formation dynamique qui tend normalement à occuper l'espace laissé libre par la réduction des autres types forestiers denses ; elle tend aussi à gagner sur les savanes guinéo-soudaniennes.

Les formes dégradées de la forêt à Sterculiacées-Ulmacées

L'importance de l'occupation humaine, en particulier dans toute cette zone cacaoyère, a abouti à sa modification sous des formes diverses.

Une large bande de forêt semi-caducifoliée fortement dégradée est présente entre 4° N et 3° 30 N, ainsi que dans la région d'Ebolowa, Sangmélima et Ambam, quoique plus morcelée. En fait, il s'agit d'une maille comportant des zones relativement intactes et des faciès de dégradation, dans lesquels on retrouve la présence de quelques arbres isolés de la forêt primitive et des éléments liés à l'activité humaine comme *Albizia adianthifolia, Albizia glaberrima, Alstonia boonei, Anthocleista schweinfurthii, Ceita pentandra, Bombax buonopozense, Desbordesis glaucescens, Distemonanthus benthamianus, Markhamia lutea, Milicia excelsa, Musanga cecropioides, Rauvolfia vomitoria, Pycnanthus angolensis, Tetrapleura tetraptera*, etc. (LETOUZEY, 1985). La strate lianescente est beaucoup plus importante et plus diverse. Un des traits les plus caractéristiques de ces faciès est l'importance volumétrique prise par les herbacées de grande taille appartenant essentiellement aux Marantacées (*Haumania danckelmanniana, Hypselodelphys* spp., *Megaphrynium* spp., *Sarcophrynium* spp.) et aux Zingibéracées (*Aframomum* spp., *Costus* spp.) qui se développent sous un ombrage léger. Les herbacées sont très diverses, le plus souvent héliophiles et semi-héliophiles.

Au sud d'une ligne passant par Bengbis-Endom-Mbalmayo, on trouve une forme de végétation dégradée un peu plus complexe qui est un mélange de forêt décidue et de forêts toujours vertes, mais où le premier type reste dominant : c'est une zone de transition.

Un stade ultime de dégradation de la forêt semi-caducifoliée est atteint dans les zones d'urbanisation très dense et accentuée, où toute trace de végétation naturelle a disparu si ce n'est quelques arbres relictuels et où la couverture végétale est assurée par des rudérales (LETOUZEY, 1985). Ce type de végétation peut d'ailleurs correspondre aussi à la forêt dense toujours verte. On le rencontre autour des grands centres urbains (Yaoundé, Ebolowa, Sangmélima, Ambam) et, d'une manière plus étendue, dans le sud du Nyon, au sud d'Akonolinga.

Les milieux particuliers

— Les recrûs forestiers semi-caducifoliés tant intraforestiers que savanicoles. Dans la zone forestière ces recrûs se forment après l'abandon des parties cultivées, et les différentes espèces qui s'installent proviennent des porte-graines avoisinantes, avec en particulier *Triplochiton scleroxylon* et *terminalia superba*, mais aussi *Canarium schweinfurthii, Ceiba pentandra, Milicia excelsa, Piptadeniastrum africanum*.
Le dynamisme colonisateur de la forêt semi-décidue est particulièrement évident dans l'afforestation des savanes périforestières à *Terminalia glaucescens*. Il est limité à la zone septentrionale de la forêt. Ces recrûs sont difficiles à définir floristiquement, car en fait ils correspondent à différents stades de reforestation. Il y a d'abord formation de broussailles à l'abri des arbustes ou petits arbres de la savane sous lesquels s'amorce la reconstitution de la forêt ou bien il y a installation dense de semis d'*Albizia adianthifolia, Albizia zygia, Albizia glaberrima*, lorsqu'il existe à proximité un îlot forestier ou une vallée boisée ? Dans les stades ultimes d'afforestation, *Terminalia superba* est une espèces très caractéristique de la voûte.

— Les forêts domestiquées de la région de Saa-Monatélé-Okola-Obala. Il s'agit à l'origine d'îlots forestiers ou de recrûs forestiers dans des savanes périforestières qui ont été défrichées pour installer des cacaoyères. Un ombrage est nécessaire pour ces cultures ; un équilibre est établi qui permet la persistance d'un couvert forestier où on retrouve les caractéristiques de la forêt semi-caducifoliée, mais aussi quelques éléments des forêts toujours vertes et des savanes intraforestières surtout à *Annona senegalensis* et *Bridelia ferruginea*.

— Les groupements saxicoles sont particulièrement abondants dans cette zone forestière. Ils se développent sur les collines et les inselbergs sur des sols nus. Ils sont soit ligneux, soit herbacés, avec de multiples formes de transition ; le microrelief joue un rôle important dans leur installation et leur maintien. Signalons seulement *Microdracoides squamosus*, grande Cypéracée dendroïde de la région de Yaoundé-Akonolinga, *Afrotrolepis pilosa*, autre Cypéracée, rampante ou coralloïde, qui forme de vastes taches jaunes sur les falaises durant les saisons sèches, de multiples Orchidées *(Eulophia, Habenaria, Polystachya, Bulbophyllum)*, de nombreuses plantes à bulbes *(Scadoxus)*, et des graminées (*Loudetiopsis glabrata, Melinis minutiflora*, etc.), des Commélinacées, etc.

— Les raphiales à *Raphia mombuttorum* occupent fréquemment les fonds des vallées et peuvent par endroits s'étendre largement. Outre les Aracées, signalons comme caractéristiques : arbres et arbustes hauts : *Macaranga schweinfurthii, Macaranga staudtii* ; arbustes bas : *Boehmeria macrophylla, Acioa letestui* ; grandes herbacées : *Marantochloa purpurea* ; *Rhynchospora corymba* ; petites herbacées : *Impatiens hians, Asystasia decipiens* ; ptéridophytes : *Diplazium proliferum, Ptéris similis, Stenochlaena mildbraedii* ; et parmi les lianes : *Macaranga saccifera*. Ces raphiales sont fréquemment dégradées lorsqu'elles existent au voisinage d'établissements humains.

Domaine de la forêt dense humide toujours verte guinéo-congolaise

Ce domaine est assez difficile à délimiter sur le terrain compte tenu des imbrications avec des éléments de la forêt dense semi-caducifoliée. En fait, il entoure cette formation approximativement au sud d'une ligne passant par Evodoula-Mbalmayo-Endom-Bengbis-Ayos.

La physionomie de cet ensemble forestier est très caractéristique quand il n'a pas subi de dégradation. Les arbres sont grands, atteignant une hauteur de 50 à 60 m ; les fûts sont droits mais souvent aussi cannelés voire tortueux, avec des contreforts fréquents à la base ; les cimes tabulaires sont bien développées au niveau de la strate émergente avec un feuillage persistant. Les arbustes des sous-bois ont des tiges rectiligne et des feuilles comme précédemment. Les petits arbustes sont souvent monocaules. La strate herbacée est très discontinue et presque limitée aux trouées éclairées. Les lianes sont assez nombreuses et atteignent souvent de gros diamètres. Les épiphytes sur les troncs et les branches sont bien développés. Du point de vue biologique, on observe une relative abondance de la cauliflorie.

Différents types forestiers appartenant au secteur toujours vert atlantique et au secteur toujours vert camerouno-congolais se succèdent d'ouest en est.

Secteur forestier toujours vert nigéro-camerouno-gabonais ou atlantique

Les formations de ce secteur apparaissent à l'ouest d'une ligne Yaoundé-Ebolowa-Mbalmayo-Zoétélé-Sangmélima-Djoum

District atlantique littoral

Les formations forestières de ce district sont caractérisées par la présence de *Lophira alata* et *Saccoglottis gabonensis*. Elles atteignent leur plein développement sur la façade atlantique du Cameroun. Vers l'intérieur, on ne les retrouve entre Makak et Ebolowa, le long des axes routiers, que sous la forme d'un faciès de dégradation prononcée des forêts toujours vertes (LETOUZEY, 1985). Quelques arbres typiques restent sur pied, par contre tout le sous-bois a disparu. Des jachères et des recrûs broussailleux sont installés où on remarque *Desmodium adscendens, Harungana madagascariensis, Haumania danckelmanniana, Hekistocarpa minutiflora, Megaphrynium macrostachyum, Nephrolepis biserrata, Scleria boivinii, Selaginella myosurus*. Des espèces arborescentes anthropophiles sont présentes comme *Albizia adianthifolia, Anthocleista schweinfurthii, Cleistopholis patens, Discoglypremna caloneura, Duboscia macrocarpa, Homalium letestui, Maesopis eminii, Maprounea membranacea, Pycnantus angolensis, Tetrapleura tetraptera, Xylopia aethiopica*. Peu ou pas d'espèces des forêts denses humides semi-caducifoliées sont présentes ; alors qu'elles sont colonisatrices en d'autres régions.

District atlantique biafréen

Il apparaît à l'ouest d'une ligne passant par Yaoundé-Ngoumou-Mbalmayo-Ebolowa, sous la forme de forêt atlantique biafréenne à *Caesalpiniaceae* typique et de forêt dégradée.

La forêt atlantique biafréenne à *Caesalpiniaceae*

Là où elle subsiste intacte (par taches très localisées à l'ouest d'une ligne Yaoundé-Ebolowa), elle présente un très bel aspect et correspond à la description des forêts denses humides toujours vertes guinéo-congolaises. Les arbres peuvent atteindre de grandes tailles comme *Microberlina bisulcata* qui a un tronc d'un diamètre de 4 m au-dessus des contreforts hauts de 4 à 5 m ; les contreforts peuvent être particulièrement importants comme chez *Piptadeniastrum africanum* où ils mesurent 3 à 4 m sur la base du fût et rayonnent autour de l'arbre jusqu'à 15 voire 25 m. Les cimes tabulaires ou en coupole des *Caesalpiniaceae* sont très reconnaissables. Les arbustes ont des tiges rigides portant à leur sommet des feuilles en panache. Les jeunes pousses sont souvent colorées. Les cauliflories sur arbres et arbustes sont fréquentes.

Un des aspects remarquables de cette formation, pour ce qui concerne les *Caesalpiniaceae*, est leur grégarisme. Il s'agit de taches, parfois monospécifiques, regroupant des individus de tous âges, mêlés évidemment avec des arbres d'autres espèces ; elles sont d'ailleurs bien reconnaissables sur les photos aériennes à 1/50 000. Il arrive parfois qu'une colline soit occupée par une seule espèce tandis qu'une colline voisine est peuplée par un autre taxon. Cependant le tempérament grégaire n'est pas général pour toutes les Caesalpiniacées ; mais il concerne au moins 30 % des espèces arborées et arbustives.

La caractéristique floristique principale de la forêt atlantique biafréenne à Caesalpiniacées est l'abondance de ses taxons : 50 % à 60 % des 130 à 140 espèces présentes au Cameroun s'y retrouvent, dont *Brachystegia cynometroides, Brachystegia laurentii, Brachystegia mild-*

[1] Une forêt semi-caducifoliée (ou semi-décidue) est une forêt où une partie notable des arbres perd simultanément l'ensemble de son feuillage.

[2] Le terme « synusie » désigne l'ensemble des plantes d'une même strate.

[3] Le terme « suffrutescentes » désigne des plantes ligneuses de taille inférieure à 1 m.

* *Muséum national d'histoire naturelle, Paris*

braedii, Cryptosepalum staudtii, Cynometra hankei, Didelotia letouzeyi, Gilbertiodendror brachystegioïdes, Hymenostegia afzelii, Julbernardia pellegriniana, Leonardoxa africana, Microberlinia bisulcata, Menopetalanthus hediniki, Monopetalanthus letestui, Tetraberlinia bifoliata, Tetraberlinia polyphylla qui sont pratiquement cantonnées à cette formation. Un nombre important d'espèces est recensé (la liste exhaustive a été établie par R. Letouzey, 1985, dans la notice de la carte phytogéographique du Cameroun à 1/500 000).

Une autre caractéristique floristique est la très grande richesse quant au nombre d'espèces, voire de genres ou même de familles localisées à ce district (Letouzey, 1985).

Une mention spéciale doit être faite pour *Monopetalanthus pellegrinii* qui est la seule Caesalpiniacée grégaire du domaine atlantique biafréen et qui se retrouve dans le domaine central et oriental toujours sous forme de taches.

Faciès de dégradation prononcé de divers types
Forêts mixtes semi-caducifoliées et toujours vertes

Ce faciès se développe au contact des forêts semi-caducifoliées. À la suite de la dégradation due à l'action humaine, percement de routes, plantations industrielles, exploitations forestières, on note l'invasion très forte de divers éléments des forêts semi-caducifoliées. On peut noter l'importance prise dans ces zones par *Lophira alata* et *Pycnantus angolensis*. Il subsiste ça et là quelques éléments caractéristiques comme *Brachystegia cynometroides, Coulea edulis, Julbernardia pellegriniana* ou mêmes des taches de *Monopetalanthus pellegrinii*.

District atlantique oriental et central

La formation la plus caractéristique est la forêt atlantique à *Caesalpiniaceae* rares qui se rencontre entre la frontière avec le Gabon et une ligne passant par Djoum-Sangmélima-Mvangan et aussi par quelques taches plus occidentales. Ce type forestier en mélange avec les éléments d'autres district s s'étend vers l'ouest jusqu'aux formations du district atlantique littoral et biafréen.

Ces forêts sont soumises à une forte pression humaine. En fait elle n'apparaissent vraiment intactes que sur les reliefs. Floristiquement, elles se caractérisent par la rareté voire l'absence des *Caesalpiniaceae* grégaires sauf *Monopetalanthus pelligrinii* et aussi par la présence d'autres éléments atlantiques qui deviennent de plus en plus nombreux de l'est vers l'ouest. Parmi les *Caesalpiniaceae* signalons vers l'extrémité orientale, *Quibourtia tessmannii, Hymenostegia mundungu, Julbernardia seretii, Amphimas ferruginea, Anthonotha fragrans, Hymenostegia afzelii, Leonardoxa africana, Plagiosiphon emarginatus*. Sur la façade ouest du massif, au niveau d'Ebolowa, le nombre d'espèces de *Caesalpiniaceae* est sensiblement plus important : *Baikiea insignis, Crudia gabonensis, Cryptosepalum staudtii, Cynometra* sp., *Daniellia* sp., *Didelotia africana, Erythrophloeum guineense, Gilbertiodendron brachystegioides, Gilbertiodendron mildbraedii, Monopetalanthus letestui, Monopetalanthus microphyllus, Monopetalanthus* sp., *Neochevalierodendron* sp., *Plagiosiphon longitubus, Tetraberlinia bifoliolata*.

D'autres éléments atlantiques sont présents comme *Amphimas ferrugineus, Aporrhiza tessmannii, Callichilia bequaertii, Coula edulis, Cyrtogone argentea, Fillaeopsis discophora, Gambeya africana, Khaya ivorensis, Maranthes gabunensis, Pausinystalia johimbe, Rauvolfia macrophylla*, etc. (Letouzey, 1985).

Cette forêt est fortement dégradée par les nombreuses activités humaines. Son remplacement par la forêt semi-décidue est rapide. Cependant on retrouve les éléments atlantiques dans les taches de *Monopetalanthus pelligrinii* qui occupent les collines ou les chaînes de collines (les formes mixtes avec forêts toujours vertes du district atlantique oriental et central et forêts semi-caducifoliées en mélange sont très abondantes entre Ebolowa et Mvangan).

Milieux particuliers

— Raphiales à *Raphia mombuttorum*. Ces formations azonales se rencontrent le long de très nombreux cours d'eau, en particulier du Ntem et de ses affluents. *Raphia mumbuttorum* est caractéristique ; *Sclerosperma mannii*, palmier typiquement atlantique, lui est associé. Le reste de la composition floristique est très voisin de celle signalée pour le secteur forestier semi-caducifolié.

— Forêts marécageuses périodiquement inondées. On trouve dans ces forêts localisées aux bords des rivières *Albizia laurentii, Anthonotha macrophylla, Antidesma venosum, Beilschmiedia* sp., *Crotonogyne preussii, Cynometra mannii, Diospyros gelletii, Drypetes* sp., *Ficus vogeliana, Gardenia imperialis, Leea guineensis, Macaranga* cf. *heterophylla, Macaranga staudtii, Mammea africana, Manilkara argentea, Mitragyna stipulosa, Pseudospondias microcarpa, Treculia africana* ssp. *africana var. africana*, etc.

— Raphiales ripicoles à *Raphia* sp. Elles se rencontrent sur les bords du Ntem et de ses affluents (Letouzey, 1985).

— Raphiales à *Raphia regalis*. Elles sont assez fréquentes sur les collines et çà et là, vers Djoum, Ebolowa et au sud de Yaoundé.

— Groupements saxicoles. Épars dans les différents secteurs évoqués, leur flore s'apparente à celle des rochers et inselbergs du secteur forestier semi-décidu. *Microdracoides squamosus* n'est plus présent.

— Étage submontagnard. Quelques sommets, près de Yaoundé (surtout Mbam Minkom, alt. 1 295 m), atteignant env. 1 000 m, présentent quelques éléments submontagnards (Letouzey, 1985).

Secteur forestier toujours vert camerouno-congolais

Il n'est représenté au Cameroun que par le district congolais du Dja. Ce dernier est composé par deux types de végétation spatialement séparés : la forêt dense humide du Dja, située à l'est d'une ligne passant par Messaména-Bengbis-Djoum, et les formation marécageuses et prairiales du haut Nyong et de ses affluents.

La forêt du Dja

Du fait de l'absence de toute activité humaine dans la boucle du Dja, c'est dans cette zone que la forêt atteint son plein développement.

Physionomiquement, elle peut se distinguer des autres formations denses humides par sa strate arborescente supérieure (arbres d'un diamètre supérieur à 50 cm) qui paraît clairsemée. La strate arborescente inférieure et arbustive n'a pas de grande originalité si ce n'est la présence en un endroit donné d'une ou deux espèces grégaires. Les strates inférieures ne diffèrent pas de celles des autres formations. La synusie lianescente est extrêmement développée, en particulier avec les rotins qui forment de véritables rideaux. Sur les versants peu escarpés des vallées, on note la présence de *Uapaca paludosa*.

La forêt du Dja se caractérise globalement par l'absence des grandes Caesalpiniacées grégaires (exception faite de *Gilbertiodendron dewevrei*), par l'apparition de nouvelles espèces légumineuses, et de *Baillonella toxisperma* (*moabi*).

Les strates arborescentes et arbustives hautes ont pour caractéristiques : *Afrostyrax lepidophyllus, Anthonotha ferruginea, Baphia pubescens, Beilschmiedia louisii, Cryptosepalum congolanum, Drypetes paxii, Entandrophragma congoense, Erismadelphus exsul* var. *platyphyllus, Fernandoa ferdinandii, Heisteria trillesiana, Irvingia excelsa, Irvingia robur, Lebrunioden-dron leptanthum, Licania elaeosperma, Manilkara letouzeyi, Millettia laurentii, Oddonioden-dron micranthum, Pentaclethra eetveldeana, Pericopsis alata, Pseudospondias microcarpa* var. *longifolia, Tessmannia africana, Tessmannia lescrauwaetii, Vincentella* sp.

Dans la strate arbustive basse et suffrutescente, on notera l'abondance spécifique des *Drypetes* (*Drypetes calvescens, Drypetes capillipes, Drypetes chevalieri*, etc.) et des *Diospyros (Diospyros gilletii, Diospiros hoyleana, Diospiros iturensis). Alchornea floribunda* est particulièrement développé. *Beilschmiedia corbisieri, Bertiera* spp., *Cassipourea congoensis, Cavacoa quintasii, Ficus natalensis* (épiphyte), *Irvingia smithii, Lepidobotrys staudtii, Magnistipula cupheiflora, Oriociopsis glaberrima, Oxystigma buchholzii, Scytopetalum pierreanum, Synsepa-lum letouzeyi, Synsepalum stipulatum, Vepris louisii, Warneckea fosteri*, etc. ont une grande importance dans la forêt du Dja. La raréfaction des *Ouratea* et des *Rinorea* est caractéristique de cette zone ainsi que la disparition des Acanthacées héliophiles.

La synusie lianescente, très importante, montre un fort développement des rotins appartenant aux genres *Ancistrophyllum, Eremospatha, Oncocalamus* et, dans une moindre mesure, à *Calamus. Milletia duchesnei*, grande liane rubanée de la famille des Papilionacées, est constamment présente. Certaines espèces de *Tetracera* sont fréquentes et abondantes. Une mention spéciale est à faire pour *Gilbertiodendron dewevrei* qui est la seule Caesalpiniacée grégaire de la forêt du Dja. Elle forme des peuplements pratiquement monotypiques généralement sur les pentes des vallées, parfois aussi sur les crêtes.

Au nord et au sud de la forêt du Dja intacte, des formations de transition avec la forêt semi-caducifoliée sont bien représentées. Elles comportent des éléments de deux formations ; mais ceux du premier type forestier sont nettement dominants.

Forêt marécageuse à Sterculia subviolacea *et* Macaranga *sp. et prairies aquatiques*

Forêt marécageuse à *Sterculia subviolacea* sp.

Ce groupement, très particulier, est localisé, en amont d'Ayos, sur le haut du bassin du Nyong et à un de ses affluents, le Nlong Mefok. Cette formation subit des inondations périodiques d'importance variable, mais qui peuvent atteindre une hauteur de 3 m et durer plusieurs semaines.

Cette forêt marécageuse comporte une strate arborescente supérieure pratiquement monospécifique formée par les cimes non jointives de *Sterculia subviolacea* (recouvrement n'excédant pas 50 %). La taille des arbres est de 25-30 m pour un fût atteignant parfois un diamètre de 80 cm. La base est formée de nombreux contreforts aliformes hauts de 5 à 6 m, sinueux, ramifiés et enchevêtrés.

La strate arborescente inférieure est essentiellement formée par des arbres élancés hauts de 20-25 m appartenant à *Macaranga* sp. (espèce non encore reconnue), avec quelques autres espèces comme *Macaranga staudtii, Pauridiantha pyramidata, Spondianthus preussii, Wildemaniodoxa laurentii, Xylopia* sp.

Les strates arbustives et suffrutescentes sont peu différenciées physiologiquement. Elles sont relativement denses. Leur richesse floristique est élevée. Elles comportent beaucoup d'Euphorbiacées et de Rubiacées.

Les plantes herbacées et les épiphytes se rattachent aux cortèges des espèces des raphiales marécageuses.

Le peuplement de *Sterculia subviolacea* n'est connu que dans le bassin du haut Nyong au Cameroun ; celui-ci pourrait représenter un « un bassin fossile ».

Prairies aquatiques à *Echinochloa pyramidalis*

Elles sont surtout présentes entre Akonolinga-Ayos-Mayos. Mais des îles flottantes peuvent se rencontrer jusqu'à Mbalmayo.

Entre Ayos et Akonolinga, elles pourraient provenir de la destruction de la forêt marécageuse à *Sterculia subviolacea*, et seraient même plutôt semi-aquatiques. Elles subissent régulièrement le passage de feux provoqués par les chasseurs, entre février et mais, lorsqu'elles sont exondées.

La flore de ces prairies est azonale. À côté de *Echinochloa pyramidalis*, qui forme des taches pures flottantes, on peut trouver *Bacopa egensis, Ceratopteris cornuta, Cyclosurus interruptus, Cyperus* spp., *Carex* sp., *Ethulia conyzoides, Impatiens irvingii, Ipomoea* cf. *arisifolia, Ludwigia leptocarpa, Oxycaryum cubense, Panicum* sp., *Pentondon pentandrus, Polygonum* spp... Dans les zones libres et sans courant sont localisées *Azolla africana, Ceratophyllum demersum, Hydrocharis chevalieri, Nymphaea* spp., *Pistia stratiotes, Utricularia foliosa*, etc. *Trapa natans* est présent près de Yaoundé.

Milieux particuliers

— Les raphiales de terrain sec à *Raphia regalis*. Elles sont assez fréquentes dans la région de Djoum. Ce palmier acaule forme dans la forêt du Dja de vastes taches.

— Les prairies à schistes chloriteux dans la forêt du Dja occupent des surfaces très variables.

— Les raphiales à *Raphia mombuttorum* ou à *Raphia* sp. Elles peuvent former des unités isolées au sein de la forêt du Dja ; ou occuper les vallées et le bord des fleuves (Nyong, Dja).

— Végétation saxicole (voir précédemment). Elle se rencontre surtout au sud-est de Djoum.

Indications bibliographiques

Abah (M.), 1984.— *Dynamique des paysages au contact de la forêt et de la savane dans la région d'Obala-Bafia*. Thèse univ. Bordeaux, *multigr.*

Achoundong (G.), 1985.— *Étude écologique et floristique de la végétation des collines de Yaoundé au-dessus de 1 000 m*. Thèses univ. Yaoundé, *multigr.*

Letouzey (R.), 1968.— *Étude phytogéographique du Cameroun*. Paris, Éd. P. Lechevallier, 508 p., cartes.

Letouzey (R.), 1985.— Notice de la carte phytogéographique du Cameroun au 1/500 000. Institut de la Carte internationale de la végétation, Fasc. 3-4 : 63-142.

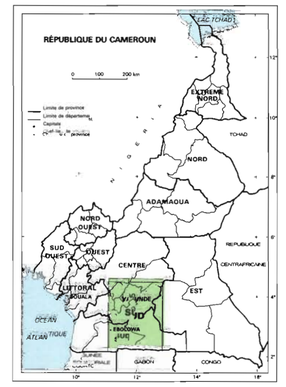
White (F.), 1983.— The vegetation of Africa. A descriptive memoir to accompagny the Unesco/AETFAT/UMSO vegetation map of Africa (1/5 000 000). Paris, Unesco, *Natural Ressources Research* 20, 356 p.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

VÉGÉTATION

C. SANTOIR – J. F. VILLIERS



A. DOMAINE DE LA FORÊT DENSE HUMIDE SEMI-CADUCIFOLIÉE GUINÉO-CONGOLAISE

1. SECTEUR GUINÉO-SOUDANIEN

- Savane herbeuse à *Pennisetum purpureum* et *Imperata cylindrica*
- Savane arbustive à *Annona senegalensis, Bridelia ferruginea* et *Terminalia glaucescens*
- Dépressions marécageuses périodiquement inondées

2. SECTEUR FORESTIER SEMI-CADUCIFOLIÉ

- Forêts semi-caducifoliées à *Sterculiaceae* et *Ulmaceae*
- Forêts mixtes semi-caducifoliées et toujours vertes (atlantiques ou du Dja) avec prédominance d'éléments de forêts semi-caducifoliées
- Faciès de dégradation des forêts semi-caducifoliées et toujours vertes
- Faciès de dégradation prononcée de divers types de forêts mixtes, semi-caducifoliées et toujours vertes
- Faciès de dégradation ultime des forêts semi-caducifoliées et toujours vertes
- Recrus forestiers
- Paysages forestiers "domestiqués"
- Groupements saxicoles divers
- Plantations de *Saccharum officinarum* (canne à sucre)

B. DOMAINE DE LA FORÊT DENSE HUMIDE TOUJOURS VERTE GUINÉO-CONGOLAISE

1. SECTEUR FORESTIER TOUJOURS VERT NIGÉRO-CAMEROUNO-GABONAIS OU ATLANTIQUE

1.a. District atlantique littoral

- Faciès de dégradation prononcée des forêts toujours vertes

1.b. District atlantique biafréen

- Forêts atlantiques biafréennes à *Caesalpiniaceae*
- Faciès de dégradation prononcée de divers types de forêts mixtes, semi-caducifoliées et toujours vertes

1.c. District atlantique oriental et central

- Forêts atlantiques à *Caesalpiniaceae* rares
- Taches de *Monopetalanthus pellegrinii*
- Raphiales de terrain sec à *Raphia regalis*
- Forêts mixtes toujours vertes atlantiques et semi-caducifoliées, avec prédominance des forêts toujours vertes atlantiques
- Faciès de dégradation prononcée de divers types de forêts mixtes, semi-caducifoliées et toujours vertes

2. SECTEUR FORESTIER TOUJOURS VERT CAMEROUNO-CONGOLAIS

- Forêts du Dja
- Forêts mixtes toujours vertes du Dja et forêts semi-caducifoliées, avec prédominance d'éléments de forêts du Dja
- Prairies aquatiques à *Echinochloa pyramidalis* et forêts marécageuses du Haut-Nyong

Institut de la Carte Internationale de la Végétation – TOULOUSE – France R. LETOUZEY – C.N.R.S.
Muséum national d'Histoire naturelle Laboratoire de la Phanérogamie

Echelle 1 : 500 000

0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

IMPACT GRAPHIC • 49 09 16 50 • FRANCE

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARQUIER C. VALTON

LES DIVISIONS ADMINISTRATIVES

Christian SANTOIR

Pendant près d'un siècle, de la colonisation allemande à nos jours, la mise en place des divisions administratives s'est poursuivie avec une remarquable continuité, mais selon des rythmes différents.Quelques dates caractéristiques ont été choisies pour représenter l'évolution de la situation administrative du Sud-Cameroun :

—1910 : pacification du pays et instauration des premiers cadres géo-administratifs ;
—1935 : création des régions et des subdivisions du Cameroun sous mandat français ;
—1955 : année située peu avant l'Indépendance, alors que le maillage administratif se densifie ;
—1965 : situation postérieure aux décrets de 1961 et 1964 qui déterminent les divisions administratives du Cameroun indépendant.

L'époque coloniale

La colonie allemande

Si l'organisation administrative de la côte fut relativement aisée, celle des régions de l'intérieur demanda plus de temps et dépendit de la rapidité de la pénétration, à partir des bases côtières Kribi et Grand-Batanga. En janvier 1888, une première expédition, placée sous la direction de Kund, atteint la Sanaga vers les chutes de Nachtigal, après avoir traversé le pays ngumba. Le site de Yaoundé est repéré et un premier poste y est créé par Tappenbeck. À partir de cette date vont se succéder de nombreuses expéditions. La prise en main progressive du pays par les Allemands se concrétise par la création de postes militaires (stations) reliés entre eux par une ébauche de réseau de pistes praticables (Kribi-Lolodorf-Yaoundé ; Lolodorf-Ebolowa-Sangmélima ; Yaoundé-Akonolinga-Lomié ; Yaoundé-Yoko).

Dès 1894, Yaoundé devient une « station » importante contrôlant tout le nord de la région entre Nyong et Sanaga. Au sud, les postes d'Ebolowa, d'Ambam et d'Akoafem sont tournés face aux colonies françaises et espagnoles ; plus à l'est, Sangmélima, Akonolinga, Nanga-Eboko marquent l'avancée des Allemands dans des contrées encore imparfaitement conquises. Ces localités servent de points d'appui aux expéditions s'enfonçant vers le nord, en pays bafia ou vute, vers l'est en pays maka et djem, ou vers le sud-est en pays fañ. Certains postes sont éphémères et disparaissent dès que le pays est bien reconnu ; il en est ainsi de Nyeng, entre Ebolowa et Sangmélima, de Kam, entre Ngoulemakong et Lomié.

Les stations, tout en assurant la souveraineté allemande, garantissent également la sécurité des commerçants qui parcourent la forêt. Mais leur établissement suit avec retard la pénétration de l'intérieur du pays par les compagnies commerciales qui se livrent une concurrence farouche. Leurs traitants, européens et autochtones, ouvrent très tôt des factoreries, même dans des régions réputées peu sûres et pratiquement inconnues des militaires. La plupart des postes sont des centres de traite. Yaoundé, à la limite du contact forêt-savane, possède, dès 1895, des factoreries trafiquant les noix de palme et le caoutchouc, dont Sangmélima, Akoafem et Ebolowa sont les principaux centres de collecte. Notons qu'à Ebolowa, militaires et traitants ont été précédés par une mission baptiste américaine.

En 1895, le gouverneur von Puttkamer crée dans le Sud-Cameroun sept circonscriptions administratives (*Bezirkämte*). Mais le pays n'est pas encore totalement soumis et il faut compter avec de nombreuses révoltes locales. Les pays basaa et bakoko sont difficiles et dangereux à traverser ; les liaisons entre Yaoundé et la côte doivent contourner ce pôle de résistance et passer par Lolodorf. L'agitation ne cessera vraiment dans ce secteur qu'en 1903. En pays bulu, un état de guerre persiste jusqu'en 1901. À l'est, chez les Maka, il faut attendre 1907 pour que cessent les troubles accompagnés d'attaques de commerçants. Enfin, au nord, ce n'est qu'en 1911 que les Bafia et les Vute abandonnent toute résistance. Ces dates relativement tardives montrent suffisamment que l'organisation administrative n'a pu se mettre que très progressivement en place, d'abord autour de Yaoundé puis, au fur et à mesure de leur « pacification », dans les régions périphériques.

Yaoundé, ville étape, à la croisée des routes, devient un chef-lieu de district en 1904, ainsi qu'Ebolowa. La limite entre ces deux circonscriptions suit la frontière linguistique entre population ewondo et bulu. Dans l'esprit des administrateurs, il s'agit de délimiter des ensembles socioculturels homogènes. Mais Yaoundé et Ebolowa sont assez mal reliés entre eux ; par contre une bonne piste les fait communiquer directement avec Lolodorf. Vers l'est, les deux districts finissent avec le début des aires linguistiques non bëti : maka, so, djem, incluses dans la circonscription de Doumé.

En 1910 est franchi le dernier stade de l'évolution conduisant des postes militaires aux centres administratifs, puis aux chefs-lieux de circonscription. L'administration civile peut s'installer. Le *Kamerun Gebiet* est pratiquement pacifié, mais faiblement occupé. Les Allemands sont peu nombreux, guère plus d'une centaine dans la zone couverte par l'atlas, d'où la nécessité pour eux de recourir plus à la persuasion qu'à la force. Les fonctionnaires se cantonnent dans les chefs-lieux, les problèmes locaux se réglant lors des tournées administratives.

En dehors du poste, l'administration repose directement sur l'autorité de chefs traditionnels parmi lesquels le colonisateur s'efforce de choisir les éléments les plus dynamiques ou les plus coopératifs. Ces derniers, nommés « chefs supérieurs » *(Oberhauptling)*, sont placés à la tête d'un groupe de lignages d'une même « tribu » ou de tribus différentes. Au nord de Yaoundé, les Eton sont placés sous l'autorité du chef supérieur des Ewondo et des Bënë.

La création des « chefferies supérieures » est une pure invention administrative, une solution pratique pour disposer d'un nombre restreint d'interlocuteurs « représentatifs », dans des sociétés foncièrement égalitaires et sans structure politique hiérarchisée. L'envoi systématique des fils des chefs traditionnels dans les écoles de la côte permet de disposer d'un vivier de futurs fonctionnaires. En fait, les chefs administratifs ne doivent leur autorité qu'à l'appui que leur procure le pouvoir colonial, cet appui révocable étant proportionnel à leur docilité. Disposant de forces de police spéciales, ils sont chargés du recrutement des porteurs pour les caravanes, d'entretenir les pistes, de faire rentrer l'impôt et de contrôler le regroupement des gens le long de pistes principales. L'action des « chefs des Blancs » (*nkukuma ntangan*, comme les villageois les appelaient) fut grandement facilitée par une véritable entreprise de déstructuration des sociétés à laquelle se livrèrent les autorités civiles et religieuses. L'interdiction des principaux rites culturels (notamment le Sô) unificateurs en fut l'outil principal.

En 1911, le traité d'Algésiras signé avec la France donne à l'Allemagne une portion des territoires s'étendant au sud de la circonscription d'Ebolowa. Le poste d'Akoafem devient alors le chef-lieu d'un vaste district débordant largement sur l'actuel Gabon. Mais la Première Guerre mondiale mettra fin à cet empiètement.

En 1914, Yaoundé devient la dernière capitale du Cameroun allemand. Le 1er janvier 1916, elle est occupée par les Alliés. L'organisation administrative du Sud-Cameroun entreprise par les Allemands n'a pu être achevée en une dizaine d'années seulement. Dans les régions s'étendant au nord du Nyong, l'encadrement reste très incomplet. Après Yaoundé, on ne trouve, vers le nord, que Yoko, à douze jours de marche ; vers le nord-est, Nanga Eboko, à huit jours. Mais dans le sud, chaque poste administratif se situe au centre d'un « cercle » théorique d'une cinquantaine de kilomètres en moyenne (soit 2 à 3 jours de marche). L'espace administratif allemand est ouvert vers le nord, mais déjà bien quadrillé au sud. Les lignes majeures constituées par les limites des circonscriptions serviront de cadres aux divisions ultérieures.

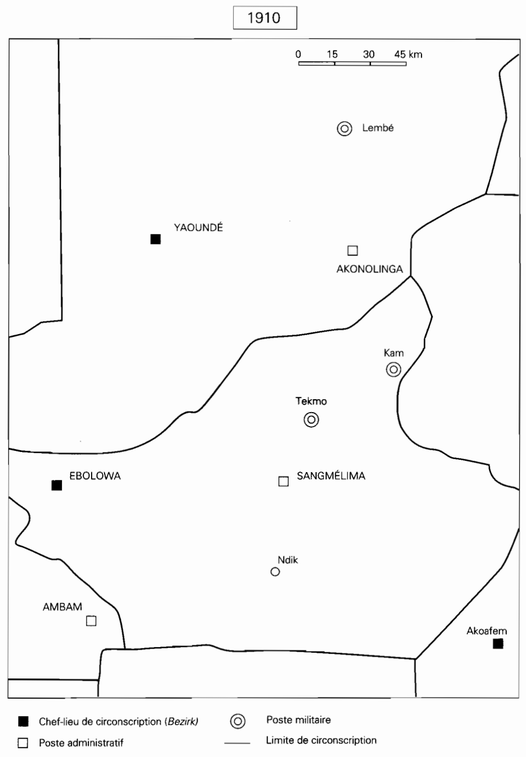


FIGURE 1
La création des circonscriptions administratives dans le sud du Cameroun durant la colonisation allemande.

Le mandat français

En 1916, le sud du Cameroun passe sous commandement français. La guerre terminée et l'Allemagne éliminée du Cameroun, l'autorité de la France continue de s'y exercer dans le cadre d'un mandat accordé par la Société des Nations.

Trois mois après l'occupation de Yaoundé, le 14 mars 1916, un décret divise le territoire occupé par la France en neuf circonscriptions dont celles de Yaoundé et Ebolowa. Celles-ci sont divisées elles-mêmes en subdivisions. Les limites allemandes sont à peu près respectées. Les principaux chefs-lieux et postes administratifs allemands sont aussi conservés, mais Akoafem disparaît au profit de Djoum, ce poste ayant perdu de son intérêt suite à la crise du caoutchouc. D'anciens postes militaires allemands deviennent de simples chefs-lieux de chefferies, comme Tekmo (arrondissement de Sangmélima), Lembé (arrondissement de Nanga). De nouveaux postes sont crées à Ayos (1924), à Saa (1929). Le choix des nouveaux centres administratifs dans un pays où n'existait aucune ville répond à des considérations d'ordre pratique et économique. Ainsi, Mbalmayo sera créé au bord du Nyong, près du terminus de la navigation fluviale venant d'Akonolinga et Abong-Mbang.

Le 1er mai 1921, Yaoundé devient la capitale du territoire sous mandat, grâce notamment à sa position centrale et à son climat. En 1925, est institué un Conseil des notables assistant le chef de circonscription et nommé par lui. Ce conseil est composé des chefs supérieurs et des représentants de chaque groupe ethnique.

Le statut des chefs est révisé en 1922. Des modifications ultérieures introduisent un ordre hiérarchique ; la chefferie est organisée en trois degrés : le premier, pour les chefs supérieurs placés à la tête des régions ; le second, pour les chefs de canton, ou de groupements de fractions de tribus ; enfin le troisième degré, pour les chefs des villages reconnus par l'administration. Les chefs de groupements sont placés sous l'autorité d'un ou plusieurs chefs supérieurs. Leur pouvoir repose principalement sur le système de l'« indigénat » qui leur offre une large autorité sur leurs subordonnés et administrés. Les Eton ont désormais une chefferie supérieure particulière qui sera par la suite divisée en trois nouvelles chefferies : Eton-Ouest, Eton-Est et Mangisa, correspondant vaguement aux grandes divisions socio-politiques de cette ethnie. Beaucoup de cadres laissés par les Allemands reprennent du service auprès de l'administration française, comme Charles Atangana, le célèbre chef supérieur des Ewondo.

Le décret du 8 avril 1935 crée les régions qui remplacent les circonscriptions. Ces régions reçoivent des noms empruntés à l'hydrographie, sur le modèle français. La zone couverte par l'atlas reste toujours divisée en deux grandes parties : au nord, la région du Nyong et Sanaga (chef-lieu : Yaoundé) au sud , la région du Ntem (chef-lieu : Ebolowa). À l'ouest, l'ancienne circonscription d'Eseka devient la région de la Sanaga inférieure (chef-lieu : Edéa) ; à l'est, la circonscription de Doumé, la région du Haut-Nyong (chef-lieu : Abong-Mbang). Seule nouvelle création, la région du Mbam (chef-lieu : Bafia) s'étend au nord de la Sanaga et remplit un vide laissé par les Allemands.

Ces régions correspondent toujours à peu près à des unités géographiques ou ethniques. Mais certaines limites anciennes sont remaniées. Les Bënë habitant le sud de la subdivision de Mbalmayo sont rattachés à la région du Ntem. Les unités secondaires respectent imparfaitement les clivages ethniques, ainsi la subdivision de Mbalmayo, surtout peuplée de Bënë, comprend aussi beaucoup d'Ewondo et de Mbida-Bani ; celle de Yaoundé est partagée entre les Eton, les Ewondo et les Bënë. Les autres subdivisions (Akonolinga, Nanga-Eboko) sont encore plus hétérogènes.

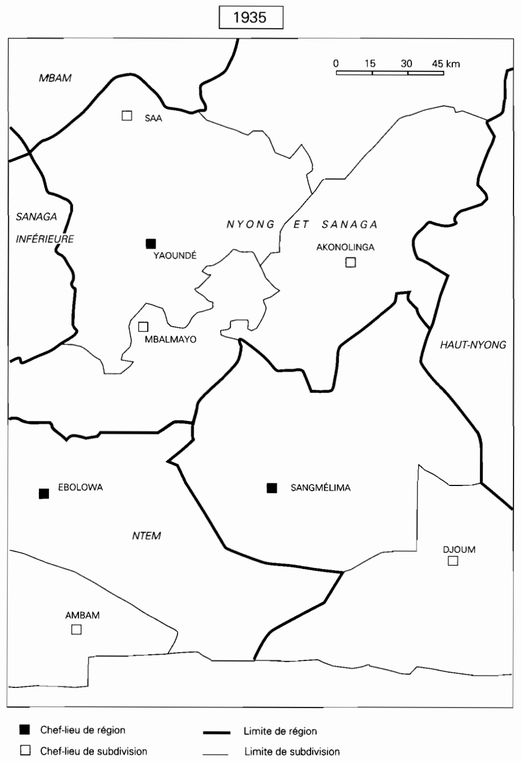


FIGURE 2
La création des régions sur le « modèle » français.

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, le maillage administratif évoluera peu. En 1937, une autre subdivision est crée à Saa. Ce sera la troisième en vingt ans dans la zone couverte par l'atlas. Pendant la guerre, Yaoundé perd, momentanément, son rôle de capitale au profit de Douala.

La période du mandat n'aura pas fait beaucoup évoluer la carte administrative du Sud-Cameroun. On note seulement qu'un intérêt plus grand a été accordé aux régions riveraines du Nyong et de la Sanaga. Par ailleurs, les limites des subdivisions laissent déjà deviner celles des départements actuels.

La tutelle

Au lendemain de la guerre, le Cameroun est placé par l' ONU sous la tutelle de la France et de la Grande-Bretagne.

La carte administrative reste inchangée dans ses grandes lignes. Les régions sont les mêmes, à l'exception toutefois de celle du Ntem qui donne naissance à la région du Dja et Lobo, en 1956 (chef-lieu : Sangmélima). L'évolution est plus nette en ce qui concerne les subdivisions. À l'intérieur des régions, le réseau administratif se densifie rapidement. À part quelques mutations de chefs-lieux (Obala remplace Saa en 1951), de nouvelles unités sont créées autour de nouveaux centres. La vaste région du Nyong et Sanaga est la première à subir des redécoupages ; dès 1952, quatre subdivisions apparaissent autour de Yaoundé (en plus d'Obala) : Esse, Djoungolo, Mfou et Okola. La subdivision de Mbalmayo est réduite avec la création des subdivisions de Ngomedzap (1955) et de Dzeng (1959). Celle de Mvengué est rattachée à la région de Kribi. Ainsi, en une quinzaine d'années, six nouvelles unités ont été créées dans le Nyong et Sanaga. Dans le sud, l'évolution est plus lente ; deux subdivisions créées en 1954 dans la région du Dja et Lobo : Zoétélé et Bengbis.

L'après-guerre est surtout marqué par un essor remarquable des centres urbains. Yaoundé passe de 17 300 habitants en 1945 à 58 000 en 1957. En 1955, la capitale est érigée en « subdivision urbaine » . L'administration essaie de prendre en compte ce phénomène en mettant en place, dès 1952, un système municipal. Des communes urbaines et rurales sont instituées. Il existe désormais, des « communes de plein exercice » (CPE), comme Yaoundé, Ebolowa, Sangmélima et Mbalmayo ; des « Communes de moyen exercice » (CME) et des « communes urbaines mixtes » (CUM). Ces trois types de municipalités se distinguent principalement par leur plus ou moins grande dépendance du pouvoir central. La CPE élit un maire et un conseil municipal. Les « communes mixtes rurales » sont créées en 1959 ; leur territoire correspond le plus souvent à une subdivision.

À la veille de l'Indépendance, la carte administrative traduit un réel effort de décentralisation (12 subdivisions dans le Nyong et Sanaga, contre 5 en 1945). Le découpage administratif varie cependant d'une région à l'autre et essaie de suivre les réalités du milieu : plus dense dans les régions fortement peuplées (environs de Yaoundé, pays eton), plus lâche dans les régions moins occupées (pays bulu, subdivision de Nanga...). Le critère ethnique n'a pas été abandonné, comme le suggère l'homogénéité des nouvelles unités : Dzeng et les Mbida-Bani ; Ngomedzap et les Ewondo ; Mfou et les Bënë ; Zoétélé et les Foñ.

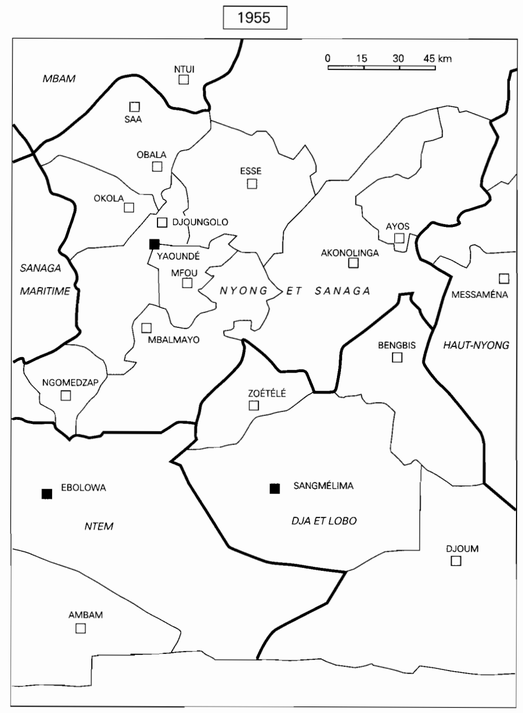


FIGURE 3
Densification du réseau et décentralisation marquent l'après-guerre.

Le Cameroun indépendant

L'Indépendance va accélérer le processus de resserrement du maillage administratif. La politique de régionalisation ébauchée du temps de la colonie est renforcée, afin de rapprocher l'administration des populations, qu'il convient de mieux contrôler pour assurer l'unité nationale.

Ce souci d'unité se traduit d'abord dans le remodelage des anciennes régions. Ainsi sont créées six grandes divisions administratives : les inspections fédérales d'administration. Les régions du Nyong et Sanaga, du Mbam, du Ntem, du Dja et Lobo, de la Sanaga maritime et de Kribi sont regroupées en une seule et immense IFA : le Centre-Sud, placé sous la dépendance directe de Yaoundé.

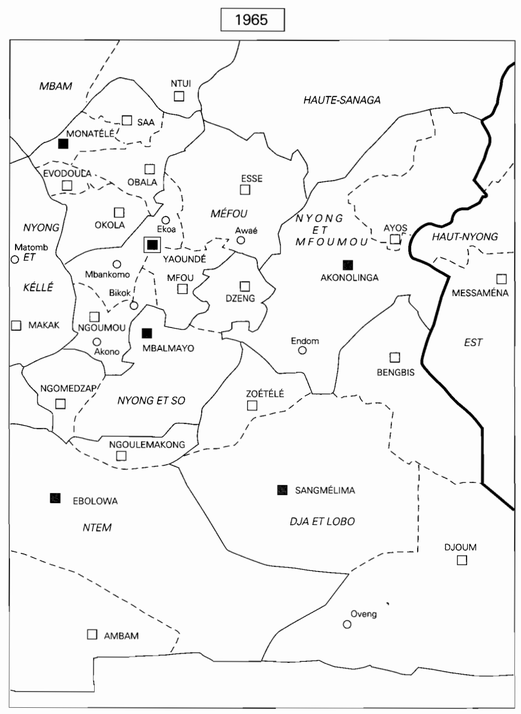


FIGURE 4
L'Indépendance accentue le maillage administratif pour assurer l'unité nationale.

Tableau I
Liste des unités administratives en 1985 (comprises dans le cadre de l'atlas)

Province	Département	Arrondissement ou district	Canton	Chefferie
CENTRE				
Centre	*Lékié*			
Centre	Lékié	Monatélé		Nkolkosse
Centre	Lékié	Monatélé		Ekot
Centre	Lékié	Monatélé		Kougouda
Centre	Lékié	Monatélé		Mvog-Onamenye I
Centre	Lékié	Monatélé		Eyen-Meyong
Centre	Lékié	Monatélé		Abam-Ngoé
Centre	*Lékié*			
Centre	Lékié	Saa		Nkolo
Centre	Lékié	Saa		Ebombo
Centre	Lékié	Saa		Lebamzip
Centre	Lékié	Saa		Nkolmvak
Centre	Lékié	Saa		Engab
Centre	Lékié	Saa		Nkolbogo
Centre	Lékié	Saa		Kouna-Odzolo
Centre	Lékié	Saa		Benyabega
Centre	Lékié	Saa		Abam
Centre	*Lékié*			
Centre	Lékié	Obala		Batchenga
Centre	Lékié	Obala		Obala
Centre	Lékié	Obala		Minkama
Centre	Lékié	Obala		Loua
Centre	Lékié	Obala		Mendoum
Centre	Lékié	Obala		Nkoledouma
Centre	Lékié	Obala		Nkolfeb
Centre	Lékié	Obala		Efok
Centre	Lékié	Obala		Edinding
Centre	Lékié	Obala		Endama
Centre	Lékié	Obala		Nkolossan
Centre	*Lékié*			
Centre	Lékié	Evodoula		Ntsas et Ndo
Centre	Lékié	Evodoula		Mvog-Onamenye II
Centre	Lékié			
Centre	Lékié			
Centre	Lékié	Okola		Mvog-Onamenye III
Centre	Lékié	Okola		Mvog-Nama II
Centre	Lékié	Okola		Mvog-Nama I
Centre	Lékié	Okola		Eton-Beti
Centre	*Méfou*			
Centre	Méfou	Mfou		Mvog-Owondzouli
Centre	Méfou	Mfou		Mvog-Zambo
Centre	Méfou	Mfou		Mvog-Amougou I
Centre	Méfou	Mfou		Mvog-Nomo
Centre	Méfou	Mfou		Mvog-Amougou III
Centre	Méfou	Mfou		Mvog-Amougou II
Centre	Méfou	Mfou		Bané
Centre	Méfou	Mfou		Mvog-Manga II
Centre	Méfou	Mfou		Ndi-Bënë
Centre	Méfou	Mfou		Evondo
Centre	Méfou	Mfou		Mvog-Manga I
Centre	Méfou	Mfou		Tsinga
Centre	*Méfou*			
Centre	Méfou	Mbankomo		Mvog-Nama
Centre	Méfou	Mbankomo		Mvog-Tsoungui-Mballa II
Centre	Méfou	Mbankomo		Mvog-Fouda-Mballa
Centre	Méfou	Mbankomo		Mvog-Tsoungui-Mballa I
Centre	Méfou	Mbankomo		Yanda
Centre	*Méfou*			
Centre	Méfou	Ngoumou		Nkong-Abok
Centre	Méfou	Ngoumou		Nkongmeyos
Centre	Méfou	Ngoumou		Otélé-Centre
Centre	Méfou	Ngoumou		Nkongzok
Centre	Méfou	Ngoumou		Etenga
Centre	Méfou	Ngoumou		Mvog-Tsoungui-Mballa
Centre	*Méfou*			
Centre	Méfou	Akono		Elega
Centre	Méfou	Akono		Mvog-Fouda-Mballa
Centre	Méfou	Akono		Mvog-Tsoungui-Mballa
Centre	Méfou	Akono		Mfida
Centre	*Méfou*			
Centre	Méfou	Bikok		Nyomo
Centre	Méfou	Bikok		Oman
Centre	Méfou	Bikok		Meyila
Centre	Méfou	Bikok		Bikop
Centre	Méfou	Bikok		Evindissi
Centre	*Méfou*			
Centre	Méfou	Essé		Yendobo
Centre	Méfou	Essé		Yembouni
Centre	Méfou	Essé		Assamba
Centre	Méfou	Essé		Yetoulou
Centre	Méfou	Essé		Yembarak
Centre	Méfou	Essé		Bekoua
Centre	Méfou	Essé		Mvog-Nana
Centre	*Méfou*			
Centre	Méfou	Awaé		Yemessomo
Centre	Méfou	Awaé		Minkom
Centre	Méfou	Awaé		Avamanga
Centre	Méfou	Awaé		Atemanga
Centre	Méfou	Awaé		Edouma
Centre	*Méfou*			
Centre	Méfou	Soa		Ebang
Centre	Méfou	Soa		Ngali
Centre	Méfou	Soa		Mbende
Centre	Méfou	Soa		Ntouessong
Centre	*Nyong et So*			
Centre	Nyong et So	Mbalmayo		Bané-Nord
Centre	Nyong et So	Mbalmayo		Bané-Centre
Centre	Nyong et So	Mbalmayo		Bané-Nord-Est
Centre	Nyong et So	Mbalmayo		Bané-Sud-Est
Centre	Nyong et So	Mbalmayo		Bané-Sud I
Centre	Nyong et So	Mbalmayo		Bané-Sud II
Centre	Nyong et So	Mbalmayo		Bané-Ouest
Centre	Nyong et So	Mbalmayo		Enoah et Ngoé
Centre	*Nyong et So*			
Centre	Nyong et So	Dzeng		Mbida-Bani-Nord
Centre	Nyong et So	Dzeng		Mbida-Bani-Centre
Centre	Nyong et So	Dzeng		Mbida-Bani-Sud
Centre	*Nyong et So*			
Centre	Nyong et So	Ngomedzap		Etoudi
Centre	Nyong et So	Ngomedzap		Mvog-Atangana-Mballa
Centre	Nyong et So	Ngomedzap		Mvog-Essomba-Ndana
Centre	Nyong et So	Ngomedzap		Mvog-Fouda-Mballa
Centre	*Haute-Sanaga*			
Centre	Haute-Sanaga	Mbandjok		Ndjoré
Centre	Haute-Sanaga	Mbandjok		Ndo
Centre	Haute-Sanaga	Mbandjok		Mekomba
Centre	*Haute-Sanaga*			
Centre	Haute-Sanaga	Nkoteng		Nkoteng
Centre	Haute-Sanaga	Nkoteng		Simbane
Centre	Haute-Sanaga	Nkoteng		Ouassa-Babouté
Centre	Haute-Sanaga	Nkoteng		Zoa
Centre	Haute-Sanaga	Nkoteng		Lembé-Yézoum
Centre	*Haute-Sanaga*			
Centre	Haute-Sanaga	Nanga-Eboko		Okassang
Centre	Haute-Sanaga	Nanga-Eboko		Déa
Centre	Haute-Sanaga	Nanga-Eboko		Menga
Centre	*Haute-Sanaga*			
Centre	Haute-Sanaga	Minta		Minta
Centre	*Mbam*			
Centre	Mbam	Ntui		Mvélé
Centre	Mbam	Ntui		Batchenga
Centre	*Mbam*			
Centre	Mbam	Bokito		Elip
Centre	Mbam	Bokito		Yangben
Centre	*Nyong et Kéllé*			
Centre	Nyong et Kéllé	Bot-Makak		Ndog-Souga
Centre	Nyong et Kéllé	Bot-Makak		Ndog-Batjeck
Centre	Nyong et Kéllé	Bot-Makak		Mbebé et Loumbé
Centre	*Nyong et Kéllé*			
Centre	Nyong et Kéllé	Makak		Ndog-Béa-Sud
Centre	Nyong et Kéllé	Makak		Liyégue-Est
Centre	Nyong et Kéllé	Makak		Longué
Centre	*Nyong et Kéllé*			
Centre	Nyong et Kéllé	Matomb		Ndog-Send
Centre	*Mfoundi*			
Centre	Mfoundi			Emana
Centre	Mfoundi			Bané
Centre	Mfoundi			Mvog-Belinga
Centre	Mfoundi			Nkolbisson
Centre	*Nyong et Mfoumou*			
Centre	Nyong et Mfoumou	Akonolinga		Yengono
Centre	Nyong et Mfoumou	Akonolinga		So-Centre
Centre	Nyong et Mfoumou	Akonolinga		So-Est
Centre	Nyong et Mfoumou	Akonolinga		Yelinda
Centre	Nyong et Mfoumou	Akonolinga		Yembana
Centre	Nyong et Mfoumou	Akonolinga		Yébékolo-Nord
Centre	Nyong et Mfoumou	Akonolinga		Mvog-Nyengué
Centre	*Nyong et Mfoumou*			
Centre	Nyong et Mfoumou	Ayos		
Centre	Nyong et Mfoumou	Ayos		Omvang
Centre	Nyong et Mfoumou	Ayos		Yébékolo-Est
Centre	Nyong et Mfoumou	Ayos		Maka-Nord
Centre	Nyong et Mfoumou	Ayos		Yébékolo-Nord-Est I
Centre	Nyong et Mfoumou	Ayos		Yébékolo-Nord-Est II
Centre	*Nyong et Mfoumou*			
Centre	Nyong et Mfoumou	Endom		Mbida-Bani
Centre	Nyong et Mfoumou	Endom		Maka-Sud
Centre	Nyong et Mfoumou	Endom		Essankom
SUD				
Sud	*Ntem*			
Sud	Ntem	Ebolowa		Mekoto-Jaman I
Sud	Ntem	Ebolowa		Mvii-Nord I
Sud	Ntem	Ebolowa		Ngoto I
Sud	Ntem	Ebolowa		Eboman II
Sud	Ntem	Ebolowa		Eboman I
Sud	Ntem	Ebolowa		Enguébanyou
Sud	Ntem	Ebolowa		Boulou-Sud
Sud	Ntem	Ebolowa		Mbilbekon
Sud	*Ntem*			
Sud	Ntem	Biwong-Bané		Melangué-Nord
Sud	Ntem	Biwong-Bané		Melangué-Sud II
Sud	*Ntem*			
Sud	Ntem	Ngoulemakong		Bané-Ouest
Sud	Ntem	Ngoulemakong		Bané-Centre
Sud	Ntem	Ngoulemakong		Fong
Sud	*Ntem*			
Sud	Ntem	Mengong		Mvii-Nord II
Sud	Ntem	Mengong		Mvii-Sud
Sud	Ntem	Mengong		Boulou-Nord
Sud	Ntem	Mengong		Falé I
Sud	Ntem	Mengong		Falé II
Sud	*Ntem*			
Sud	Ntem	Mvangan		Boulou-Est
Sud	Ntem	Mvangan		Boulou-Fang
Sud	*Ntem*			
Sud	Ntem	Ambam		Mvaé-Est
Sud	Ntem	Ambam		Ntoumou-Nord
Sud	Ntem	Ambam		Ntoumou-Sud I
Sud	Ntem	Ambam		Ntoumou-Est
Sud	*Ntem*			
Sud	Ntem	Olamzé		Ntoumou-Sud II
Sud	*Dja et Lobo*			
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima		
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Nlobo-Lobo	Essaman
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Nlobo-Lobo	Yembong
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Nlobo-Lobo	Yemevong
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Nlobo-Lobo	Essé
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Nlobo-Lobo	Yémissem
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Nlobo-Lobo	Yekombo-Ntye-Eko
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Nlobo-Lobo	Yekombo-Mvameko
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Nlobo-Lobo	Yemveng
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima		
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Afamba-Libi	Ngoé
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Afamba-Libi	Yemveng
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Afamba-Libi	Yemfek
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Afamba-Libi	Ndong
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima		
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ndou-Libi	Yekombo
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ndou-Libi	Essé
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ndou-Libi	Ndong
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ndou-Libi	Ngoé-Yemessok
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ndou-Libi	Yekoé-Yendjok
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ndou-Libi	Yembong
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima		
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Mepho	Yemvak
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Mepho	Essé
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Mepho	Yembong
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima		
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Tekmo	Yekombo
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Tekmo	Yebaé
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima		
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ngoasse	Yessaman
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ngoasse	Essaman
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ngoasse	Yemfek
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Ngoasse	Yemvam
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima		
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Messok	Yetyang
Sud	Dja et Lobo	Sangmélima	Messok	Yezoum
Sud	*Dja et Lobo*			
Sud	Dja et Lobo	Zoétélé		Mekoto-Ndi
Sud	Dja et Lobo	Zoétélé		So et Lobo
Sud	Dja et Lobo	Zoétélé		Mitélé-So
Sud	Dja et Lobo	Zoétélé		Mitélé-Awout
Sud	Dja et Lobo	Zoétélé		Koumou
Sud	Dja et Lobo	Zoétélé		So
Sud	*Dja et Lobo*			
Sud	Dja et Lobo	Bengbis		Yetyang
Sud	Dja et Lobo	Bengbis		Yekombo
Sud	Dja et Lobo	Bengbis		Makaé
Sud	Dja et Lobo	Bengbis		Dja
Sud	*Dja et Lobo*			
Sud	Dja et Lobo	Djoum		Wo'o
Sud	Dja et Lobo	Djoum		Momo
Sud	Dja et Lobo	Djoum		Akoafem
Sud	*Dja et Lobo*			
Sud	Dja et Lobo	Oveng		Fang-Sud
Sud	*Océan*			
Sud	Océan	Mvengué		Mvog-Tsoungui-Mballa
Sud	Océan	Mvengué		Enoah-Yanda-Centre
Sud	Océan	Mvengué		Yanda-Nord
EST				
Est	*Haut-Nyong*			
Est	Haut-Nyong	Nguelemendouka		Omvang-Sekonda
Est	Haut-Nyong	Nguelemendouka		Maka-Mboans
Est	Haut-Nyong	Nguelemendouka		Omvang-Ngomeya
Est	*Haut-Nyong*			
Est	Haut-Nyong	Abong-Mbang		Maka-Mboans
Est	Haut-Nyong	Abong-Mbang		Maka-Bébend
Est	*Haut-Nyong*			
Est	Haut-Nyong	Messaména		Bikélé-Nord
Est	Haut-Nyong	Messaména		Bikélé-Sud
Est	Haut-Nyong	Messaména		Badjoué-Nord
Est	Haut-Nyong	Messaména		Dja

À l'échelon inférieur, les départements et les arrondissements remplacent les anciennes régions et subdivisions. Par décret du 20 juin 1964, le Nyong et Sanaga est divisé en cinq départements : Lékié, Méfou, Nyong et So, Nyong et Mfoumou et Haute-Sanaga. Dans le sud, les anciennes régions du Ntem et du Dja et Lobo deviennent des départements. De nombreux chefs-lieux d'arrondissements sont créés par la même occasion : Evodoula, Monatélé (également chef-lieu de département, en 1968), dans la Lékié ; Ngoumou, dans la Méfou ; Ngoulemakong, dans le Ntem ; Mbandjok (1968), dans la Haute-Sanaga. Dans les arrondissements sont créés des districts : cinq dans la Méfou (Ekoa [Soa], Mbankomo, Akono, Bikok et Awaé), quatre autres sont répartis dans le Nyong et Mfoumou (Endom), le Dja et Lobo (Oveng, 1965) et le Ntem (Ma'an, hors atlas , et Mvangan, 1966).

Ce nouveau découpage vise à mieux encadrer les régions densément peuplées entourant la capitale, mais aussi les espaces frontaliers peu habités. Les districts de Ma'an, Mvangan, Oveng sont avant tout destinés à affirmer la souveraineté du Cameroun sur des régions périphériques encore peu intégrées au nouvel État. Dans le cas de Mbandjok, l'administration a consacré le développement économique rapide de cette localité, centre de la production sucrière nationale.

En 1972, la réunification du Cameroun occidental anglophone et du Cameroun francophone signifie la fin de la République fédérale. La constitution de la République unie du Cameroun supprime les IFA, pour les remplacer par des provinces, ce qui n'apporte aucun changement dans la zone de l'atlas. Mais les créations administratives se poursuivent dans les départements. Yaoundé est doté de trois arrondissements urbains (décret du 4-04-1972). Deux ans plus tard, la capitale, déjà chef-lieu de province, est à la tête d'un nouveau département : le Mfoundi (décret du 11-03-1974), composé de quatre arrondissements. Mfou devient alors chef-lieu de la Méfou, dont tous les districts sont érigés en arrondissements. Conformément à la politique d'occupation des frontières, deux autres districts sont créés à Olamzé (1975) dans le Ntem et à Mintom (hors carte), dans le Dja et Lobo. En 1981, la CMR de Biwong-Bané devient un district dépendant d'Ebolowa.

En 1983 survient un changement de gouvernement qui conduit à l'instauration de la République du Cameroun. Une nouvelle réforme administrative est entreprise. Bien que récente, elle semble s'orienter vers une certaine décentralisation du pouvoir. Selon ce principe, la province du Centre-Sud est scindée en deux selon les clivages administratifs anciens ; la nouvelle province du Sud, regroupe trois départements (Océan, Ntem et Dja et Lobo), avec pour chef-lieu Ebolowa qui retrouve ainsi une indépendance administrative perdue depuis la colonie. Bien que le Sud connaisse un développement démographique et économique modeste, la création de cette région montre que, désormais, l'encadrement ne se contente plus de suivre le développement régional, mais tente, au contraire, de le devancer en tenant compte des seules potentialités. Dans la province du Sud, la mise en place de l'infrastructure administrative précède la mise en œuvre des futurs projets de développement. Cette nouvelle attitude du gouvernement ne fait, en réalité, que concrétiser les recommandations du V^{e} plan quinquennal. Parallèlement à cette orientation, le renforcement de l'encadrement se poursuit : création de l'arrondissement de Nkoteng (1983), centre d'un important complexe sucrier, et du district de Mengong, ex-CMR de l'arrondissement d'Ebolowa.

L'Indépendance n'a pas supprimé les chefferies. Elles ont, au contraire, été reconnues dès le début, puis réorganisées en 1977. Comme autrefois, leur rôle est de transmettre aux populations les directives de l'administration, d'aider cette dernière dans sa tâche, notamment pour le recouvrement des impôts. Les chefferies ont une assise territoriale (les villages), et leur classification dépend de leur importance démographique et économique. Une chefferie de 1er degré comprend au moins deux chefferies de 2^{e} degré, et son ressort territorial ne dépasse pas un département. Cependant, cette structure de commandement apparaît sans avenir dans le Sud-Cameroun. Les populations, entièrement scolarisées, peuvent dialoguer directement avec l'administration, sans passer par l'intermédiaire des chefs dont l'existence, sur le plan administratif, devient de plus en plus honorifique. Les chefferies de 2^{e} degré ont été nommées en janvier 1982 par le ministère de l'Administration territoriale. Quelques-unes ont été supprimées, mais beaucoup ont été créées : plus d'une vingtaine dans la zone de l'atlas, surtout dans la Méfou (dans les arrondissements de Mfou, Esse, Soa, Ngoumou) et dans le Ntem. Ces chefferies continuent à être appelées improprement, « groupements » voire « cantons », selon leurs anciennes appellations. Par ailleurs, il convient de noter l'existence de villages indépendants ou autonomes, ne relevant d'aucune chefferie.

Les divisions administratives en 1985

La carte administrative du Sud-Cameroun est en constante évolution, et la situation en 1985 ne représente qu'un moment d'une construction encore inachevée. L'espace couvert par l'atlas est divisé en deux ensembles provinciaux très différents de par leur population et leur superficie : 1 100 000 habitants en 1976, sur 68 750 km^2, pour la province du Centre, contre 295 000 habitants sur 47 190 km^2, pour celle du Sud.

La province du Sud s'étend d'ouest en est, avec une large ouverture sur l'océan. Si elle présente, sur les plans physiques et humains, une homogénéité certaine, son unité reste à parfaire. L'influence de Yaoundé est forte à Sangmélima, mieux reliée à la capitale que Ebolowa, chef-lieu de province. Les deux grands centres urbains du Sud communiquent mal entre eux et l'accès à la mer par Akom II est encore trop difficile.

La province du Centre est, au contraire, assez disparate : groupes humains variés (Bëti, Bafia, Basaa...) ; inégale répartition des hommes ; systèmes agricoles différents ; milieu physique passant de la forêt à la savane... L'administration de l'immense Mbam (près de 50 % de la superficie de la province) à partir de Yaoundé pose également un problème délicat. Seul facteur commun des régions composant cette province : la forte attraction qu'exerce sur elles la capitale...

Le découpage en départements (trois pour le Sud, huit pour le Centre) ne semble plus devoir beaucoup évoluer. Ce niveau du maillage administratif est resté le même depuis 1955. L'importance de ces unités est très variable : Lékié : 203 160 habitants pour 2 990 km^2 ; Haute-Sanaga : 56 190 habitants pour 11 850 km^2. Les arrondissements (treize dans le Sud, trente-cinq dans le Centre) varient également assez peu. Depuis 1965, on compte deux créations seulement (Mbandjok et Nkoteng) et sept promotions de districts en arrondissements (Mvangan, Ma'an, Endom, Soa, Mbankomo, Bikok, Akono et Awaé). Les districts (six dans le Sud, trois dans le Centre), plus petites unités administratives, dépendent des arrondissements. Ils sont créés à partir des CMR dans des régions périphériques. C'est pourquoi iis sont plus nombreux et plus récents dans la province frontalière du Sud.

Les chefferies de 1er degré (une dizaine) se maintiennent dans les régions orientales : Haute-Sanaga (Lembé-Yezoum), Haut-Nyong (Maka-Boans, Maka-Bebend, Ebessep, Omvang-Sekonda), Dja et Lobo (Ndou-Libi, Boulou de Bengbis). Ailleurs, elles se situent dans le Mbam (Sanaga), la Lékié (Endinding, Mvog-Nama I) et le Nyong et Kéllé (Ndog - Béa-Nord). Le rôle de ces chefferies « supérieures » est mal défini, et leur poids vis-à-vis de l'administration est fonction de l'autorité, assez théorique, qu'elles détiennent sur les populations. Les chefferies de 2^{e} degré sont beaucoup plus nombreuses : 238 dans le cadre de l'atlas. La Méfou, le Ntem, le Dja et Lobo en possèdent plus d'une trentaine chacun. La division des plus grandes chefferies en unités plus restreintes se poursuit actuellement. L'assise territoriale de ces chefferies est variable, comme le montre la carte. Dans la plupart des cas, elles regroupent des villages dont les terroirs juxtaposés forment de petits territoires, comme dans la Lékié ou la Méfou. Mais dans certains arrondissements (Ngomedzap, Zoétélé, Sangmélima), délimiter de tels territoires devient une gageure. Les villages appartenant à des chefferies différentes sont inextricablement imbriqués. Un tel mélange est le reflet de la diversité et de la complexité du peuplement. Aussi, ces chefferies n'ont pas de territoire à proprement parler ; c'est pourquoi, sur la carte, elles ont été regroupées dans leurs anciens cantons (arr. de Sangmélima) ou localisées approximativement (arr. de Zoétélé, Ngomedzap). Dans le Ntem, la complexité de la répartition des groupes humains n'est pas moindre, mais des regroupements ont été effectués par l'administration pour constituer des unités spatialement homogènes. En outre, les chefferies n'empruntent plus leurs noms aux chefs de lignages placés à leur tête, mais à la toponymie. Dans le Dja et Lobo également, l'administration s'efforce d'éliminer les appellations « tribales ». Ainsi, depuis 1982, à Zoétélé, la chefferie Yemfek est devenue : So et Lobo, la chefferie Mvog-Ela, Koumou, etc. À Djoum, la chefferie Boulou se nomme désormais Wo'o, et la chefferie Fang-Centre : Akoafem, du nom du vieux poste allemand qui retrouve ainsi une existence administrative après soixante ans d'oubli (tabl. I).

Le découpage administratif atteint-il son optimum ? Il est difficile de l'affirmer. Si l'on calcule la population théorique moyenne par arrondissement et district, on remarque que ces unités comprennent entre 17 000 et 50 000 habitants. Cet écart pourrait être réduit (tabl. II).

On remarque que si la densité de la population des unités a augmenté depuis 1976 (hormis la Lékié), la population moyenne par arrondissement, en 1987, est bien inférieure (16 000 habitants). Les arrondissements de la Lékié sont les plus peuplés. Depuis l'Indépendance, ce département n'a connu aucune création administrative, malgré un croît démographique élevé. Dans le Méfou, la Haute-Sanaga, les divisions ont suivi l'essor démographique ou économique. Dans le Ntem, l'infrastructure administrative n'a cessé de s'améliorer depuis vingt ans. Mais la carte administrative du Dja et Lobo, du Nyong et Mfoumou, n'évolue guère. Le découpage ne saurait cependant être jugé d'après ces simples chiffres indicatifs. Les conditions géographiques, le degré d'enclavement, la répartition de la population, l'étendue de l'arrondissement ou du district conditionnent également la qualité de l'encadrement administratif.

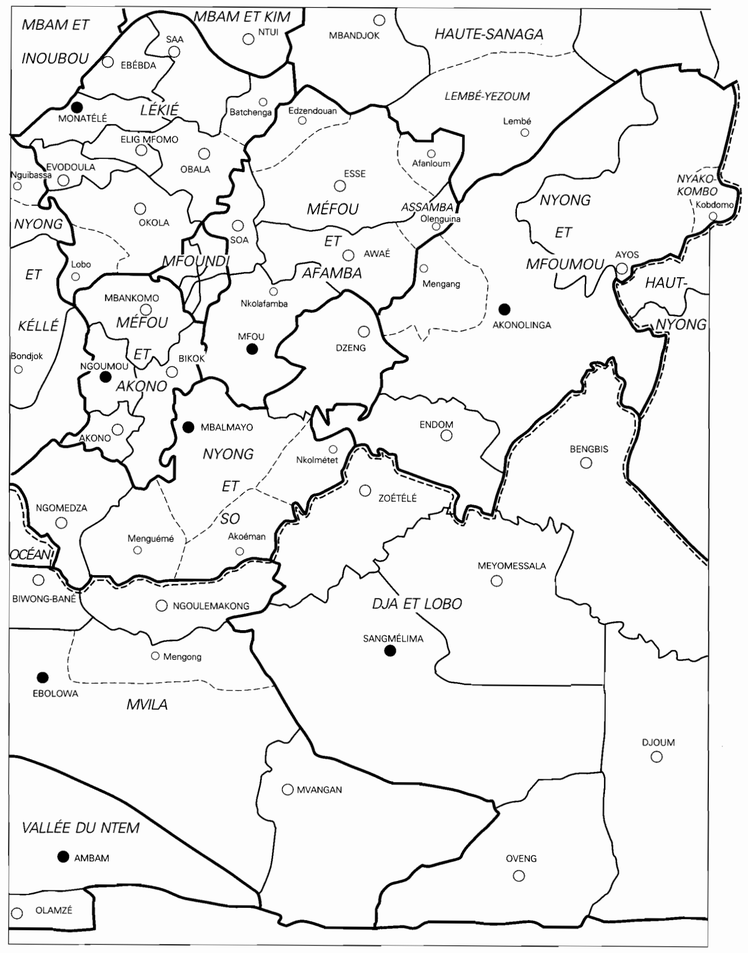
Quoi qu'il en soit, en 1985, la carte des divisions administratives révèle un degré d'encadrement globalement satisfaisant et correspondant d'assez près aux réalités locales. Celles-ci semblent avoir imposé la même politique aux autorités successives, allemandes, françaises et camerounaises. Depuis un siècle et, surtout, depuis l'Indépendance, le maillage administratif est devenu de plus en plus fin, les anciens ensembles se divisant graduellement en unités plus petites. Les populations ont bénéficié directement de ce processus continu de décentralisation du pouvoir, des centres de décision et des moyens d'action, dans la mesure où les infrastructures et les équipements collectifs dépendent étroitement de l'organisation administrative.

Les divisions administratives en 1994

Onze ans après la dernière restructuration administrative, une série de décrets publiés en 1994 a fait sensiblement évoluer la carte des provinces du Centre et du Sud. Dans la première, la Méfou est divisée en deux départements : Méfou et Akono, et Méfou et Afamba. Quatre nouveaux arrondissements voient le jour : deux dans la Lékié (Elig Mfomo et Ebébda) et deux dans le Mfoundi (qui en comporte désormais six). Le fait le plus marquant est la création de douze districts dans les arrondissements les plus étendus (Mbalmayo, Essé, Awaé, Akonolinga, Nkoteng, Okola). Dans la province du Sud, le Ntem fait place à deux nouveaux départements : Mvila et Vallée du Ntem. Dans le Dja et Lobo, l'arrondissement de Sangmélima est divisé en deux (Sangmélima et Meyomessala).

Au total, dans les régions couvertes par l'atlas, la réforme de 1994 (tabl. III) porte sur la création de huit nouveaux départements et, surtout, d'une douzaine de districts qui viennent resserrer les mailles du réseau administratif du Cameroun méridional.

1994



● Chef-lieu de département
○ Chef-lieu de d'arrondissement
○ Chef-lieu de district

Limite de province
Limite de département
Limite d'arrondissement
Limite de district

FIGURE 5
Sans bouleverser véritablement la carte de 1985, la réforme de 1994 affine encore le maillage administratif en scindant les départements les plus étendus
(source : A. BOPDA).

TABLEAU II
Population moyenne et densité (hab./km^2) par arrondissement dans les départements des provinces du Centre et du Sud

	1965		1976		1987	
Département	Population	Densité	Population	Densité	Population	Densité
Dja et Lobo	22 800	4,6	16 560	5,0	17 300	6,6
Haute-Sanaga	20 520	3,4	18 730	4,7	9 700	4,5
Lékié	29 700	49,2	40 630	67,9	41 600	69,8
Méfou	20 900	25,1	15 540	29,9	15 900	35,8
Ntem	30 530	7,6	21 420	8,0	14 700	10,4
Nyong et Mfoumou	31 000	10,0	24 300	11,8	22 400	11,1
Nyong et So	21 250	17,6	25 930	21,7	19 400	18,4
Moyenne	25 240	16,8	23 300	21,3	19 660	24,2

TABLEAU III
Créations d'unités administratives en 1994

Département en 1985	Arrond. 1985	District 1985	Département en 1994	Arrond. 94	District 94	Unité redécoupée	Observations
Lékié	Monatélé		Lékié	Monatélé			
Lékié	Saa		Lékié	Saa			
Lékié	Obala		Lékié	Obala	Batchenga	arr. Obala	
Lékié	Okola		Lékié	Okola			
Lékié	Evoudoula		Lékié	Evodoula	Lobo	arr. Okola	
			Lékié	Ebebda			
			Lékié	Elig Mfomo		arr. Obala	
Méfou	Awaé		Méfou et Afamba	Awaé	Assamba	arr. Awaé	chef-lieu : Olenguina
Méfou	Esse		Méfou et Afamba	Esse	Afanloum	arr. Esse	
Méfou	Mfou		Méfou et Afamba	Esse	Edzendouan	arr. Esse	
			Méfou et Afamba	Mfou	Nkolafamba	arr. Mfou	pas de limite
Méfou	Mbankomo		Méfou et Akono	Mbankomo			
Méfou	Akono		Méfou et Akono	Akono			
Méfou	Ngoumou		Méfou et Akono	Ngoumou			
Méfou	Bikok		Méfou et Akono	Bikok			
Nyong et Mfoumou	Ayos		Nyong et Mfoumou	Ayos	Nyako-Kombo	arr. Ayos	chef-lieu : Kobdomo
Nyong et Mfoumou	Akonolinga		Nyong et Mfoumou	Akonolinga	Mengang	arr. Akonolinga	
Nyong et Mfoumou	Endom		Nyong et Mfoumou	Endom			
Haute-Sanaga	Mbandjok		Haute-Sanaga	Mbandjok			
Haute-Sanaga	Nkoteng		Haute-Sanaga	Nkoteng	Lembé-Yezoum	arr. Nkoteng	
Haute-Sanaga	Nanga-Eboko		Haute-Sanaga	Nanga-Eboko			
Haute-Sanaga	Minta		Haute-Sanaga	Minta			
Nyong et Kéllé	Bot-Makak		Nyong et Kéllé	Bot-Makak	Nguibassal	arr. Bot-Makak	
Nyong et Kéllé	Matomb		Nyong et Kéllé	Matomb	Bondjok	arr. Makak	pas de limite — limite arr .changée
Nyong et Kéllé	Makak		Nyong et Kéllé	Makak			limite arr. changée
Nyong et So	Dzeng		Nyong et So	Dzeng			
Nyong et So	Mbalmayo		Nyong et So	Mbalmayo	Nkolmétet	arr. Mbalmayo	
Nyong et So	Ngomedzap		Nyong et So	Mbalmayo	Akoéman	arr. Mbalmayo	
			Nyong et So	Mbalmayo	Menguémé	arr. Mbalmayo	
			Nyong et So	Ngomedzap			
Ntem	Biwong-Bané		Mvila	Biwong-Bané			
Ntem	Ngoulemakong		Mvila	Ngoulemakong			
Ntem	Ebolowa	Mengong	Mvila	Ebolowa	Mengong		
Ntem	Mvangan		Mvila	Mvangan			
Ntem	Ambam		Vallée du Ntem	Ambam			
Ntem		Olamzé		Olamzé			
Dja et Lobo	Zoétélé		Dja et Lobo	Zoétélé			
Dja et Lobo	Bengbis		Dja et Lobo	Bengbis			
Dja et Lobo	Sangmélima		Dja et Lobo	Sangmélima			
Dja et Lobo	Djoum	Oveng	Dja et Lobo	Oveng		arr. Djoum	
			Dja et Lobo	Meyomessala		arr. Sangmélima	
			Dja et Lobo	Djoum			
Mbam	Bokito		Mbam et Inoubou	Bokito			
Mbam	Ombessa		Mbam et Inoubou	Ombessa			
Mbam	Ntui		Mbam et Kim	Ntui			
			Mbam et Kim	Bongassina			
Haut-Nyong			*inchangé*			dans le cadre de l'atlas	
Mfoundi	4			6			

REPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
MRST
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

DIVISIONS ADMINISTRATIVES

C. SANTOIR

(Situation au 1-1-1987)

- Limite d'état
- Limite de province
- Limite de département
- Limite d'arrondissement
- Limite de district
- Limite de Canton
- Limite de Chefferie de 2ème degré

EST Nom de province
MEFOU Nom de département
ZOÉTÉLÉ Nom d'arrondissement
MENGONG Nom de district
NGOASSE Nom de canton
NKOLOSSAN Nom de chefferie

- YAOUNDÉ Chef-lieu de province
- MBALMAYO Chef-lieu de département
- EVODOULA Chef-lieu d'arrondissement
- OVENG Chef-lieu de district
- Ngoulmakong Village

Echelle 1 : 500 000
0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE M. ARQUIER C. VALTON

LES GROUPES SOCIO-CULTURELS

Christian SANTOIR

L'élaboration des cartes

*Diverses sources ont été utilisées pour la réalisation de ces deux planches. La carte ethno-démographique parue dans l'*Atlas national du Cameroun *ainsi que les croquis contenus dans l'ouvrage de* DUGAST : Inventaire ethnique du Sud-Cameroun *(1949) ont servi de base à ce travail, notamment pour délimiter les aires occupées par les principaux groupes humains. Les* Dictionnaires des villages, *publiés par l'Ircam entre 1965 et 1970, nous ont été également d'un grand secours, dans la mesure où ils indiquent pour chaque village l'ethnie majoritaire, voire parfois le lignage dominant. Les cartes allemandes de* VON STEIN *et* MOISEL *(1900-1913) ont également constitué une source précieuse de par leur précision et la richesse de leur information. Malgré leur ancienneté, elles se sont révélées d'une étonnante actualité dans bien des cas.*

À ces ouvrages de référence, on doit ajouter les rapports et études, souvent inédits, datant de l'époque coloniale ; prenant toujours en compte le fait ethnique, ils sont souvent illustrés de cartes et de croquis de repérage. Parmi ces sources anciennes, citons tout spécialement le Droit coutumier des Boulous *de A.* BERTAUT *et la* Monographie de la région du Haut-Nyong *de M.* SIRET. *Des ouvrages et articles plus récents, à caractère historique ou ethnographique, apportent des précisions nouvelles, voire contradictoires, ainsi l'ouvrage de* ALEXANDRE *et* BINET, Le groupe dit Pahouin. Béti-Boulou-Fang *(1958), et les articles parus dans le deuxième tome de l'ouvrage collectif du CNRS :* Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun *(1973). Enfin, une mine de données nouvelles se trouve dans le livre de Ph.* LABURTHE-TOLRA *:* Les seigneurs de la forêt. *Bien que traitant principalement d'un groupe spécifique, les Bënë de la rive gauche du Nyong, ce travail concerne tout l'ensemble bëti sur lequel il fournit souvent des informations de première main.*

Cette documentation d'origines diverses, inégale, a dû être complétée par des enquêtes directes auprès des chefs de groupement ou de village, dont la précision des renseignements suffirait à montrer la grande vivacité du fait ethnique chez les populations du Sud-Cameroun.

Comme la plupart des cartes de ce type, la carte des groupes humains présente d'abord la répartition spatiale des principaux groupes socio-culturels désignés le plus souvent par le terme d'« ethnie », terme pratique, mais généralement impropre quand il sert, par exemple, à désigner les Ewondo ou les Bënë, peuples partageant une même langue et les mêmes traits culturels. Par ailleurs, il n'existe pas de noms locaux très précis pour recouvrir ce concept.

*Ce premier niveau cartographié représenterait plutôt l'*ayoñ, *mot traduit par les Bëti par « race », « tribu » ou « peuple ». Un* ayoñ *se caractérise par un dialecte propre, des mythes d'origine identiques, ainsi que par certains traits culturels particuliers. Mais ce terme peut aussi, dans les groupes numériquement importants, désigner un clan, une fraction. Malgré cela, l'*ayoñ *dispose généralement d'un territoire déterminé, appelé parfois « pays », mais il ne constitue pas un groupe organique ; autrefois, il n'y avait pas de chef des Bulu ou des Ewondo.*

Ainsi avons-nous retenu 36 ayoñ, *ce qui diffère peu de la carte ethno-démographique de l'*Atlas national du Cameroun. *Aux « ethnies » habituellement reconnues, nous en avons ajouté d'autres incorporées habituellement, par simplification, dans des groupes plus importants, alors qu'elles se reconnaissent une existence propre. C'est le cas des Etudi, des Etenga, des Yanda, Elega, Ndoñ, Ngoe, petits groupes originaux, peu nombreux, mais qui ont, de par leur ancienneté, une importance culturelle certaine. Plusieurs d'entre eux ont conservé jusqu'à maintenant une existence administrative au niveau des chefferies de 2e degré. Il existe d'autres petits groupes similaires (Ola, Obeghe, Esom, Elende...) dispersés dans les grandes ethnies où ils tiennent le rang de* belôa, *c'est-à-dire d'assujettis ; mais leur dispersion et la faiblesse de leurs effectifs ne leur permettent pas d'être représentés à l'échelle utilisée.*

Sur la carte, chaque groupe humain est distingué par une couleur. Les groupes moins importants, et qui sont généralement amalgamés aux autres, ne se distinguent que par leur signe, toujours identique mais adoptant la couleur de l'ethnie assimilatrice.

En dehors de la représentation classique des aires ethniques, la carte essaie également de faire figurer pour chacune d'elles les grandes divisions socio-politiques représentant la structure fondamentale des groupes. La répartition spatiale des clans à l'intérieur d'une aire ethnique permet de mieux comprendre l'histoire du peuplement et le mode d'occupation du sol. Ainsi, pour chaque grand groupe, nous avons sélectionné un certain nombre de clans ou lignages majeurs ; mais à ce niveau également, la dénomination traditionnelle manque de précision. Le lignage s'appelle aussi ayoñ *dans les groupes les plus importants. Le plus souvent, il est appelé* mvog *chez les Bëti,* ndog *chez les Basaa, terme ajouté au nom de l'ancêtre fondateur. Chez les Fañ, il s'agit du préfixe* esa, esi, eba, ebi, *ou encore* ye, *ce dernier prédominant chez les Bulu. Mais beaucoup de lignages ou clans ne suivent pas cette règle, il s'agit alors de groupes d'origine étrangère, le plus souvent. Au départ, le mot* mvog *désigne une unité résidentielle fondée par un homme entouré de ses femmes, enfants, esclaves et clients, d'où l'extension du terme au segment de lignage issu de cette résidence. Les* mvog *descendent les uns des autres, tant que l'ancêtre commun n'est pas oublié. Ils ne constituent pas cependant des unités continues et homogènes ; de nombreux fragments d'un même clan s'éparpillent à travers le territoire de la « tribu » et peuvent même se rencontrer sur celui d'autres tribus.*

Selon les groupes, le nombre de clans est assez variable : près de 50 chez les Bulu, 30 chez les Fañ, 50 chez les Ntumu, mais seulement 21 clans principaux chez les Eton, pourtant beaucoup plus nombreux ; chez les Ewondo, au sens strict, on ne compte que 4 grands mvog, *auxquels se sont agrégés d'autres lignages d'origines diverses.*

Pour les groupes les plus importants, on a établi des listes de villages répartis par clans dominants. Tous les clans n'ont pu être représentés sur la carte ; certains ne sont présents que dans un seul village. Seuls, ceux présents dans au moins trois villages ont été retenus. Chacun d'eux est représenté par un signe de même forme (triangle, rond ou carré) et de même couleur pour une ethnie donnée, placé sur le village correspondant. On aboutit ainsi à une carte ethnique dont l'apparente complexité ne donne qu'une idée d'une réalité encore plus complexe, due à l'extrême imbrication des groupes humains. Malgré la simplification apportée par la cartographie, et pour améliorer la lisibilité, on a élaboré une deuxième carte par zones.

Cette seconde carte, beaucoup plus claire mais beaucoup plus schématique, fait figurer ethnies et clans sous forme de « territoires » définis, sans tenir compte des zones d'imbrication. Cependant, la complexité du peuplement est telle qu'on ne peut pousser trop loin la simplification sans risque d'erreur grave. Pour certains groupe,: Bënë, Bulu du Ntem, Fañ, Ntumu, il a été impossible de discerner des territoires claniques, même de façon approximative ; les noms des clans ont été alors placés là où ils sont le mieux représentés. L'échelle employée ne laissait ici d'autre choix.

Les deux cartes se complètent, la seconde étant une synthèse de la première. Toutes les deux constituent un essai, plus valable pour certains groupes (Eton, Ewondo) que pour d'autres (Bënë, Bulu). Une cartographie plus fine nécessiterait obligatoirement une échelle plus grande, comme le montrent les petites cartes annexes figurant dans la notice. Il conviendrait également de disposer de travaux de synthèse plus nombreux sur les principaux groupes. Les rares études monographiques disponibles sont encore trop contradictoires et d'utilisation délicate.

Les estimations démographiques fournies pour chaque groupe sont basées sur le recensement de 1976 et tiennent compte de la population de chaque village administratif. Seuls les chiffres concernant la population rurale ont été retenus ; la répartition ethnique dans les villes est mal connue, la variable ethnique n'étant plus fournie dans les statistiques, en outre le brassage intense des populations urbaines rend caduque toute extrapolation des recensements. Les chiffres fournis ici ne servent donc qu'à donner une idée du « poids » relatif de chaque groupe humain, ainsi que de sa répartition géographique. Ils sont résumés dans une carte par aire figurant à la fin de la notice et qui montre la place écrasante du groupe eton dans le Cameroun méridional.

*Enfin, précisons que les noms d'*ayoñ *et de* mvog *portés sur la carte sont les formes francisées des noms correspondants dans les différentes langues et dialectes. L'utilisation rigoureuse de l'alphabet phonétique pour la transcription des ethnonymes aurait pu dérouter certains lecteurs non avertis. Les toponymes conservent toujours leur orthographe française, consacrée par l'usage. Néanmoins nous avons tenu à ce que les noms de groupes correctement transcrits figurent dans la notice et dans la légende, en regard de leur version francisée. Pour la transcription et l'orthographe, nous sommes référés à l'*Alphabet général des Langues camerounaises, *dont les conventions d'écriture sont présentées dans l'*Atlas linguistique du Cameroun *(CERDOTOLA-DGRST, 1983). Nous rappelons ici quelques conventions essentielles :*

j comme dans l'anglais John
c comme dans l'anglais church
ô comme dans le français hotte
ñ comme dans l'anglais king
e comme dans le français dé
É comme dans le français dais
u comme dans le français cou
ë comme dans le français petit
ny comme dans le français peigne

La mise en place des groupes humains

L'histoire du peuplement du Sud-Cameroun reste encore à écrire. Jusqu'à présent, les données sont fragmentaires et les hypothèses nombreuses. Dès que l'on veut reconstituer l'histoire d'un groupe, le brassage ancien des populations contribue à mêler les pistes et à favoriser les contradictions. Un énorme travail reste à accomplir pour dépasser le stade des hypothèses contenues dans des ouvrages de DUGAST, ALEXANDRE et BINET, ou dans les publications antérieures. Plusieurs recherches sur les Bënë, Ewondo, Maka sont actuellement en cours et permettront, sans doute, de clarifier le passé de cette vaste région.

Les groupes représentés sur la carte se sont installés au cours d'une longue période dont il est difficile d'estimer la durée. Seules, les couches de population les plus récentes peuvent être discernées avec quelques certitudes. Un « sondage » effectué par LABURTHE-TOLRA (1981) dans la région de Minlaaba (arrondissement de Mbalmayo), c'est-à-dire pratiquement au centre de la zone cartographiée, révèle six niveaux différents de peuplement, correspondant pour la plupart à des vagues migratoires. Les couches les plus récentes ont intégré les précédentes, cette assimilation ne se faisant pas toutefois à sens unique, les peuples assujettis ayant profondément marqué leurs vainqueurs. Les six couches reconnues sont les suivantes :

1. Les Pygmées ;
2. des populations de chasseurs-cueilleurs-pêcheurs, comme les Ola ou Oloa (d'où seraient issus les Duala), vestiges d'une première vague bantou qui aurait occupé toute la forêt entre la côte et le moyen Congo ;
3. les Maka et les Mvumbô, parlant une langue bantou ;
4. les Basaa, qui auraient peuplé le sud du Cameroun en même temps que les précédents.
   Puis viennent les populations dites « pahouines » :
5. les Fañ, venus probablement de l'est et qui ont légué leur langue aux Bëti ;
6. les Bëti, peuple guerrier qui s'est répandu d'abord dans les savanes d'outre-Sanaga, avant de pénétrer en forêt vers le début du XVIIIe siècle ; ils comprennent les Bënë, les Ewondo, les Enoa, une partie des Eton, peut-être les Etudi et les Etenga.
7. L'important groupe Bulu qui n'occupe pas la région de Minlaaba n'est pas mentionné par LABURTHE-TOLRA. Il fait partie de la toute dernière vague des migrations « pahouines ».

La présentation des groupes humains suivra cet ordre d'arrivée dans le sud du Cameroun, que ne contredisent pas les études antérieures. Cette « étude stratigraphique » commencera donc par les couches de peuplement les plus anciennes. Les populations moins importantes, soit qu'elles aient été « pahouinisées », soit qu'elles aient suivi l'invasion pahouine, sont traitées avec le groupe avec lequel elles ont le plus d'affinités, ou qui a la même ancienneté d'installation.

Les Pygmées

Les Pygmées constituent la plus ancienne strate connue de population du Cameroun méridional. Ils ont joué le rôle fondamental d'initiateurs à la vie sylvestre de tous leurs successeurs et envahisseurs. Ils ont eu une influence déterminante dans le domaine de la chasse, de la botanique, de la médecine, de la magie et de la sorcellerie.

Les Pygmées occupaient un très vaste territoire puisqu'on les rencontre loin au nord de la Sanaga, en pays de savane (vers Ngambé, Bangangté). Au sud du fleuve, dans la première moitié du XIXe siècle, ils étaient encore aux alentours de Mbalmayo ; ils ont disparu plus tard des environs de Minlaaba et, sans doute pas avant la Seconde Guerre mondiale, de l'arrondissement de Bengbis, limitrophe des forêts du Dja. La toponymie garde aujourd'hui le souvenir de ces anciens habitants : Akok Bikoé, près d'Akono, Ossoé Bikoé, au sud de Ngoulemakong... Certains Pygmées se seraient dirigés, dans la première moitié du XIXe siècle, vers la région de Lolodorf-Bipindi. À l'heure actuelle, dans la zone inscrite dans les limites de l'atlas, les Pygmées n'apparaissent plus que dans le département du Dja et Lobo (district d'Oveng, arrondissement de Djoum). Nommés « *bëkoe* » par les Ewondo, « *bi-baya* » (surnom quelque peu méprisant) par les Bulu, ils s'appellent eux-mêmes « *Baka* ».

Ils font partie d'un vaste ensemble se poursuivant jusqu'au Gabon : les *Ba-Binga* (« hommes de la lance », terme d'origine djem ; les Pygmées, en effet, ne se servent pas de l'arc). Les Baka parlent une langue très proche de celle des Ngbaka-Mabo de République centrafricaine. Il y a donc de fortes chances pour qu'ils aient occupé, dans un passé assez récent, une région plus orientale. Les Pygmées de l'Océan, ou *Bagyeli*, parlent, au contraire, une langue bantou apparentée au maka.

Autrefois répartis en groupements de chasse de 20 à 100 individus, en moyenne, les Pygmées mènent actuellement une vie semi-nomade, presque sédentaire. Ils établissent leurs campements de chasse en dehors des pistes, mais au voisinage d'un village avec lequel ils entretiennent des relations commerciales. Malgré un intérêt récent pour l'agriculture, ils tirent encore l'essentiel de leurs ressources de la chasse, en ravitaillant les petits centres administratifs en « viande de brousse » (tabl. I).

TABLEAU I
Répartition des Pygmées

Département	Arrondissement	Population
Dja et Lobo	Djoum	950
	Oveng	50
Total		1 000

Les Ola ou Oloa

La strate de chasseurs-cueilleurs aborigènes (comme les Ola du pays bënë et, peut-être, les Esom) n'a laissé que de très faibles traces. Extrêmement dispersés, ils ont été totalement assimilés par les Bëti. Les données les concernant étant trop fractionnées, il n'a pas été possible de les représenter sur la carte, en tant que tels. Les Ola n'apparaissent actuellement que dans le sud de l'arrondissement de Mbalmayo ainsi que dans celui de Ngoulemakong.

Les Maka

Il est difficile de recueillir des informations concernant l'histoire ancienne des Maka, notamment sur l'itinéraire suivi avant leur arrivée dans le haut Nyong. Selon Koch (dans DUGAST, 1949), ils seraient venus du nord (pays bakota) sous la pression des Gbaya, subissant eux-mêmes le contrecoup des invasions fulbe (?). Selon AMET et CORTADELLAS, le point de départ des migrations maka serait à rechercher plutôt dans la région de Yokadouma, à l'extrême sud-est du pays...

Les Maka se fixèrent d'abord au bord du Nyong, notamment à Atok ; puis ils essaimèrent par petits groupes vers le sud et le nord. Ils occupaient vraisemblablement, aux côtés des Basaa, la région de Yaoundé, à une époque très reculée, difficile à dater, mais sans doute bien antérieure au XVIIIe siècle ; les Obeghe du pays bënë seraient d'origine maka. Cette ancienne vague de peuplement, peu importante numériquement, fut par la suite submergée, voire assimilée, par les Pahouins ; certains furent asservis par les Bulu (dans l'arrondissement de Bengbis). Selon ALEXANDRE et BINET, les Pahouins auraient dispersé et divisé en deux le groupe Maka-Ngumba qui formait autrefois un seul peuplement ; les Ngumba partirent vers l'ouest (Lolodorf) alors que les Maka se replièrent vers l'est, repli qui se poursuivit sous la pression des Yebëkôlô et des Omvañ, jusqu'au début du XXe siècle, date de l'arrivée des Allemands. Dispersion et assimilation ont pu être synchrones.

De nos jours, les Maka se répartissent en trois groupes dans le haut Nyong, soit, du nord au sud : les Maka Besep (arr. de Nguelemendouka), les Maka Mbwans (région du Ndjonkol, le long de l'Ayong Yerap, ainsi qu'une enclave en pays yebëkôlô) et les Maka Bëbent sur la rive gauche du Nyong, où ils forment de petits groupes au milieu des populations Mvog Nyenge, Mbida-Mbani et Yebëkôlô (tabl. II).

Les Sô

Les Sô font partie, selon DUGAST, du peuplement maka (compris au sens large). Leur langue fait transition entre le Maka et le Bëti-Fañ. Ce petit groupe est assez homogène dans l'arrondissement d'Akonolinga, où il occupe les deux rives du Nyong. Plus à l'est (arr. de Messaména), les Sô se dispersent dans les villages djem.

Les Sô constituaient une tribu guerrière très forte, formant un avant-poste maka face aux Yetsañ, Bulu et Djem. Au début du siècle, alliés aux Maka, ils s'opposèrent farouchement aux colonnes allemandes.

Les Bikele

Les Bikele appartiendraient à l'ensemble maka (selon Koch *in* DUGAST, 1949 : 98) dont ils parlent l'un des dialectes. L'aire qu'ils occupent, située au nord de l'arrondissement de Messaména, est excessivement hétérogène ; on y rencontre aussi bien des Maka, des Sô, des Bulu, que des populations kôzime. Cette zone, située le long du Nlong Mefok, affluent du Nyong, constituerait le point de rencontre des migrations maka, venues du NE (selon Koch), et des migrations kôzime, venues du SE.

Les Bajwee

Les Bajwee forment avec les Djem et les Dzimu (populations situées en dehors du cadre de l'atlas) le groupe « kôzime ». Ils se rencontrent principalement le long de la piste suivant la rive gauche du Dja (Somalo-Mintom), et aussi le long de celle reliant Messaména à Massia. En fait, l'ouest de la chefferie bajwee est un mélange inextricable de Bajwee, Djem et Dzimu.

Venus à une date indéterminée, mais antérieure aux migrations pahouines, du sud-est ou du sud, secteurs où leur peuplement est beaucoup plus homogène, les Kôzime seraient plus proches des Maka que des Fañ, mais il n'est pas encore possible d'établir un lien certain.

Les Omvañ

L'origine des Omvañ est sujette à caution. Ils ne connaissent pas leur histoire et leurs traditions ne remontent qu'au siècle dernier... DUGAST les classe dans les populations pahouines, et c'est ainsi qu'ils figurent sur la carte. Mais certains indices recueillis dans les traditions orales les font plutôt apparaître comme les « cousins » des Maka.

Ce groupe, fortement pahouinisé, aurait une origine beaucoup plus ancienne, les Omvañ aurait été submergé et colonisé par les Fañ. Contrairement à l'avis de ALEXANDRE et BINET, ils n'auraient pas traversé la Sanaga à la suite des Pahouins, et n'auraient fait qu'assister à la traversée de ces derniers. Notons que le dialecte omvañ se rapproche plus des dialectes bulu-fañ que de l'Ewondo.

Leur histoire récente est mieux connue. Les Omvañ étaient assujettis aux Yebëkôlô jusqu'à ce que leur chef Nkel Selek puisse s'affranchir (vers 1865). Les Omvañ Sekonda, englobant les Omvañ Ngomeya, entreprirent alors d'avancer vers l'est, en direction de Doumé, à travers le pays maka. De nombreuses alliances matrimoniales furent conclues entre Omvañ Sekonda et Maka Besep. Leur expansion ne fut stoppée qu'au début du XXe siècle avec l'arrestation par les Allemands, de leur chef de guerre Nkal Menduga. Peuple guerrier qui donna beaucoup de mal aux Allemands lors de l'insurrection de 1904, les Omvañ savaient être égale-

ment des commerçants actifs ayant trafiqué de bonne heure (dès le milieu du XIX[e]siècle) avec la côte (esclaves, ivoire et caoutchouc, contre fusils, poudre et pagnes).

Beaucoup plus étendue autrefois (*cf.* le village d'Omvañ à l'est de Yaoundé, sur la route d'Akonolinga), l'aire omvañ est constituée de deux noyaux principaux, isolés par les Yebëkôlô ; l'un au NW d'Ayos, l'autre, plus important, de part et d'autre de l'Ayong, affluent du Nyong.

Tableau II
Répartition du groupe des Maka

Groupe	Département	Arrondissement	Population
Maka	Haut-Nyong	Nguelemendouka	4 800
		Abong-Mbang	19 000
	Nyong et Mfoumou	Ayos	780
		Endom	1 350
		Akonolinga	1880
	Dja et Lobo	Bengbis	1 100
Total			*28 910*
Sô	Nyong et Mfoumou	Akonolinga	6 300
Bikele	Haut-Nyong	Messaména	6 200
Bajwee	Haut-Nyong	Messaména	3 400
Omvañ	Nyong et Mfoumou	Ayos	3 200
	Haut-Nyong	Nguelemendouka	8 200
Total			*11 400*

Les Basaa

Ils seraient originaires de la rive droite de la Sanaga, à l'ouest du confluent du Mbam, plus exactement des environs de la « montagne » de Ngog Lituba (= le rocher de la grotte). Sous la poussée de leur expansion naturelle, ou d'autres populations arrivant de l'Adamawa, ils franchirent la Sanaga, vers l'actuel pont de Kikot. Après s'être dispersés vers Bot-Makak, ils se répandirent dans toute la région entre Sanaga et Nyong dans les actuels pays ewondo et eton. Ils occupèrent ainsi le site de Yaoundé. Seuls, quelques lignages passèrent le Nyong. Selon la tradition, ils habitaient encore au début du XIX[e] siècle les environs de Mbalmayo, de Ngoulemakong et de Minlaaba, vers l'embouchure de la rivière Soo et de son confluent avec la Fala.

Les migrations pahouines suivantes gardèrent le souvenir des luttes menées contre les « Mvëlë » (nom que les Bëti donnent aux Basaa). Ces derniers furent, en effet, progressivement repoussés vers l'ouest, tout en exerçant une influence importante sur la culture bëti. Les Allemands furent les témoins des dernières guerres entre Ewondo et Basaa.

Ils occupent maintenant les limites occidentales de la zone couverte par l'atlas qui n'englobe qu'une faible partie de leur population. Leur extension correspond, grosso modo, au département du Nyong et Kéllé. Dans l'arrondissement de Bot-Makak, lieu de leur dispersion, les clans sont très mélangés, sans ordre bien défini ; au contraire, dans l'arrondissement de Makak, ils s'organisent en territoires parallèles, allongés suivant une direction nord-sud caractéristique, correspondant aux axes de migration à partir de la rive gauche de la Sanaga (tabl. III).

Tableau III
Répartition des Basaa

Département	Arrondissement	Population
Nyong et Kéllé	Bot-Makak	13 700
	Makak	17 100
	Matomb	7 700
Total *		

* Dans la limite de cet atlas.

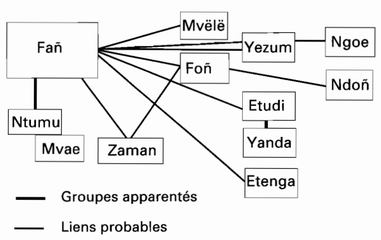
Les Fañ

Ces populations, originellement pahouines, sont probablement venus de l'est, comme les Maka avec lesquels elles ont dû se mêler. Il s'agit là d'une des plus anciennes et des plus importantes vagues de migration ayant pénétré la forêt au sud de la Sanaga. Après s'être heurtés aux Basaa, au nord du Nyong, les Fañ se dirigèrent ensuite vers l'actuel Gabon par les vallées du Kom et de l'Ayina, en traversant le Dja. Certains groupes fañ ont dû errer du nord au sud, combinant à la fois les mouvements venant de l'ESE avec des replis orientés vers le sud.

Les Fañ du Cameroun, au sens strict, et plus particulièrement ceux du Ntem et du Dja et Lobo, forment un ensemble assez vaste, quoique numériquement peu important. Les Fañ sont, en effet, surtout répandus en Guinée équatoriale et au Gabon.

Dans le Sud-Cameroun, l'origine proche des Fañ est à rechercher, selon leur tradition, du côté de la haute Sangha et, plus précisément, vers les sources du Ntem et de l'Ivindo. Ils remontèrent ensuite vers le nord où ils se heurtèrent aux Bulu venus plus tardivement. Ainsi, les Yemvan-Etugan, originaires des sources du Ntem, se dirigèrent d'abord vers le nord (Nkan) au sud de Djoum, puis obliquèrent vers l'ouest en passant par Melan, Aboelon (près de Mvangan) où ils sont encore bien implantés, avant de poursuivre vers Eves (arr. d'Ambam), Mvilla (arr. d'Ebolowa), pour rejoindre enfin Ngovayang (à l'ouest de Lolodorf) (tabl. IV).

Relativement homogène dans le Dja et Lobo, le peuplement fañ du Ntem englobe des villages bulu et mvae. L'organisation socio-spatiale des Fañ apparaît complexe. Ils se répartissent en plus de trente clans dans le Sud-Cameroun, dont les mieux représentés sont les Yemekak, les Yemedjit, les Yemvan et les Esaelan. Tous ces clans sont étroitement imbriqués le long des pistes menant de Djoum à Oveng, d'Oveng à Endengué et de Maamezan à Mebosso.



Les Ntumu

Les Ntumu ont participé aux migrations fañ, mais leurs traditions comme leur dialecte les rapprochent des Ewondo, des Bulu et des Foñ. Leur aire d'expansion semble avoir été très grande. Ils ont très certainement occupé toute la région au nord du Nyong, y compris la partie orientale du pays eton, les régions de Yaoundé, de Mbalmayo, où ils ont laissé des traces importantes (villages d'Ekali II et III), mais aussi à Nkilzok, Dzeng ; à Ngoantet et Awoé (Ntumu Esasum, arr. de Mbalmayo).

Sous la pression des Basaa, puis des Bëti, la plupart des Ntumu passèrent le Nyong et se divisèrent en deux branches : l'une allant vers Ebolowa et Ambam, l'autre passant par Sangmélima pour se rendre au Gabon (Minvoul-Bitam-Oyem), avant de remonter vers le nord par les vallées du Wolo, Ntem et Kyé. Les deux migrations fusionnèrent sur le Ntem au niveau de Ngoazik, très récemment (1905-1910).

Dans leurs migrations, les Ntumu refoulèrent les Mvae vers le nord et l'ouest (luttes entre les Mvae et les Ntumu Eba dans la région de Mendjimi-Abang Minkoo). La fixation des clans n'est achevée que vers 1930. Leur ancienne mobilité se reflète dans le mélange inextricable des lignages, le long des pistes rayonnant autour d'Ambam et Olamzé, comme le montre la figure 1.

Les Ntumu du Ntem comptent une cinquantaine de clans, dont dix-neuf seulement dans les limites de l'étude. Parmi ces derniers, les plus nombreux sont : les Eba, les Eseñ, les Esamengon, les Esakunan, les Efak, les Esambita et les Esañbwak.

Les Mvae

Groupe intermédiaire entre les Fañ et les Bulu, les Mvae seraient originaires du sud, comme les Ntumu dont ils parlent le dialecte. Ils formeraient un des principaux rameaux des Fañ du Gabon. Ceux du Sud-Cameroun viennent du haut Ntem et, plus anciennement, des rives du Nyong et du Dja. Leur groupe a été disloqué par l'arrivée des Ntumu.

Sur une vingtaine de clans dans le Ntem, les Mvae d'Ambam n'en comptent que cinq (Esabedjañ, Esaoken, Angonamvae, Yemfok, Ekañ Yebe) compris dans les limites de l'atlas, dans la périphérie d'Ambam et le long de la piste d'Ambam à Ebolowa.

Les Zaman

Ils sont considérés par certains auteurs, dont Dugast, comme un rameau bulu ayant poussé une pointe jusqu'au Dja. Ils seraient alors issus du clan Yesakok, apparenté aux Yeduk. Les Zaman paraissent cependant plus proches des Fañ, dont ils parlent la langue, et notamment des Zaman du Gabon ; les traditions de ces derniers les font venir en effet du sud du Cameroun par la haute vallée de l'Ivindo et, antérieurement, des régions au-delà du Dja et du Nyong. Bien que peu nombreux, leurs villages échelonnés le long de la piste Djoum-Mintom se répartissent néanmoins en six clans dont les principaux sont les Esafak et les Esamefan.

Tableau IV
Répartition des groupes fañ et supposés fañ

Groupe	Département	Arrondissement	Population
Fañ	Dja et Lobo	Djoum	6 900
		Oveng	2 900
	Ntem	Ebolowa	5 400
		Mvangan	3 500
Total			*18 700*
Ntumu	Ntem	Ambam	10 600
		Olamzé	10 400
	Méfou	Mfou	610
Total			*21 610*
Mvae	Ntem	Ambam	*3 400*
Zaman	Dja et Lobo	Djoum	*1 730*
Mvëlë	Mbam	Ntui	1 900
	Méfou	Awaé	15 400
		Esse	16 800
	Nyong et Mfoumou	Akonolinga	2 500
Total			*36 600*
Foñ	Dja et Lobo	Zoétélé	12 900
	Ntem	Ngoulemakong	3 560
		Biwong-Bané	1 580
Total			*18 040*
Yezum	Haute-Sanaga	Nanga-Eboko	4 900
		Mbandjok	200
	Dja et Lobo	Sangmélima	950
		Bengbis	100
Total			*6 150*
Etudi	Mfoundi		3 000
	Méfou	Soa	450
	Nyong et So	Ngomedzap	2 400
Total			*7 850*
Yanda	Méfou	Soa	200
		Akono	1 800
		Mbankomo	1 050
	Océan	Mvengué	3 500
Total			*6 550*
Etenga	Méfou	Soa	1 400
		Bikok	15 300
Total			*16 700*
Ngoe	Lékié	Monatélé	500
	Nyong et So	Mbalmayo	800
	Dja et Lobo	Sangmélima	1 100
	Ntem	Ebolowa	4 000
		Mvangan	800
Total			*5 600*
Ndoñ	Méfou	Soa	2 600
	Nyong et Mfoumou		1 200
	Ntem	Ebolowa	4 000
		Olamzé	170
	Dja et Lobo	Sangmélima	4 000
Total			*11 970*

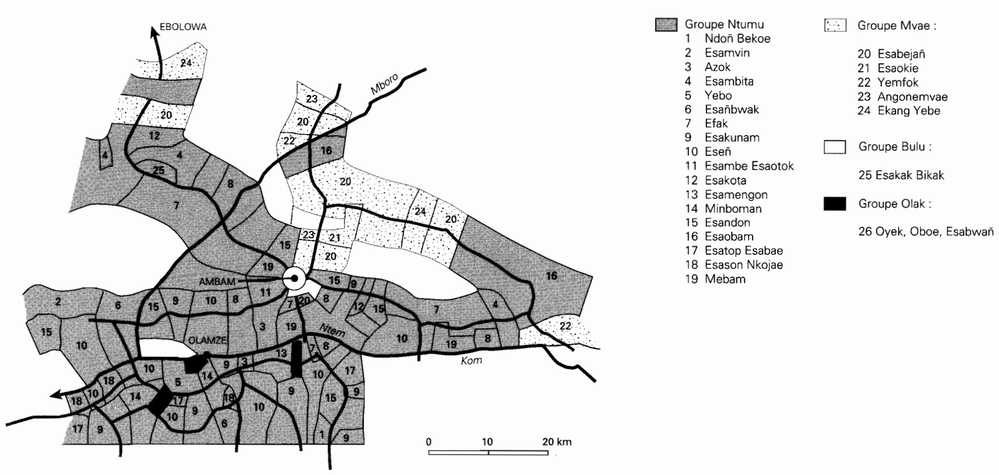


Figure 1
Les groupes ntumu et mvae dans l'arrondissement d'Ambam

Les groupes supposés de souche fañ

L'appartenance des groupes qui suivent au peuplement fañ, pris au sens large, n'est pas clairement établie. Dugast les rattache aux Ewondo ou aux Bulu, c'est-à-dire aux dernières migrations qu'a connu le Sud-Cameroun. Cependant, d'autres auteurs ont recueilli depuis, sinon des preuves, du moins de nombreux indices tirés de la linguistique, des généalogies, ou des traditions orales, militant en faveur d'une ancienneté beaucoup plus grande de ces *ayoñ*, et de leur appartenance à une ancienne souche fañ. Aussi avons-nous choisi d'incorporer à l'ensemble fañ les Mvëlë (Yengono), les Foñ, les Yezum, les Yanda, les Etudi, et les Etenga. Quant aux Ngoe et aux Ndoñ, leur appartenance aux seuls Fañ est plus douteuse. Mais leur présence aussi bien chez les Maka, les Fañ, les Bulu et les Bëti, laisse penser, entre autres indices, qu'ils sont les représentants d'une population relictuelle habitant le Cameroun au sud de la Sanaga avant les invasions pahouines.

Les Etenga

Ce groupe, assez important numériquement, est habituellement considéré comme faisant partie intégrante des Ewondo. Cependant, bien que les Ewondo aient eu des relations étroites avec eux, les Etenga pourraient faire partie des dernières migrations fañ. Dans l'arrondissement de Bikok, les Etenga sont divisés en deux grands clans : les Mvog Basogo et les Mvog Edzigi. Ces derniers sont composés de populations eton d'origine fañ (les Eton *belôa*), qui se seraient alliées aux Ewondo dans leurs migrations, avant de s'assimiler à eux.

Les Etanga ont tantôt combattu les Ewondo (vers 1889), tantôt fait alliance avec eux contre les Bënë Mvog Manze, les Baaba et les Mvëlë. Ils occupent encore un grand territoire allongé, de l'arrondissement de Soa au Nyong, séparant les Ewondo des Bënë.

Les Etudi

Ce petit groupe ferait partie de l'ancienne souche fañ qui a été assimilée par les migrations bëti, après leur traversée de la Sanaga. Les Etudi ont la même origine que les Yetotan bulu et les Yemveñ fañ. Principalement localisés au nord de Yaoundé, ils ont suivi à une époque récente les migrations ewondo au sud du Nyong jusqu'aux environs de Ngomedzap.

Les Foñ

Pour Dugast, les Foñ représentent l'avancée la plus méridionale des Bëti. Alexandre et Binet en font des descendants d'un Bënë et d'une femme pygmée (mais le terme de « pygmée » est vague et il peut s'agir d'une femme issue d'un peuple trouvé sur place). Nekes (1912) considère les Foñ comme des Fañ originaires, identifiables aux Ntumu d'après Bruel (1935). Ils auraient, comme bien d'autres, occupé le site de Yaoundé (vers le terrain d'aviation) d'où ils furent chassés par les Enoa. Certains Foñ Mvog Zomo sont à Nkongdougou (sud de Yaoundé) et à Nyep (arr. de Mbalmayo).

Les Foñ passent traditionnellement pour les clients (*mintombo*) des Bënë auxquels ils auraient servi de guides dans leurs migrations. On remarque par ailleurs qu'ils ont conclu des alliances matrimoniales, de préférence avec les Bënë, les Bulu Yetsang, les Yekombo et les Zaman.

Les Foñ n'ont pas une aire très homogène, on y trouve de nombreux villages bulu yemfek et Bënë. À l'ouest, ils ne forment que deux petits îlots situés à la limite des peuplements bënë et bulu.

Les Mvëlë

La tradition la plus courante indique que les Mvëlë traversèrent la Sanaga au siècle dernier sous la pression des Vute, laissant sur la rive droite une partie des leurs, enclavés au milieu des groupes sanaga. En fait, d'autres traditions relatent une traversée de la Sanaga vers le nord. Il se pourrait ainsi que les Mvëlë soient originaires de la rive gauche, rive qu'ils auraient regagné plus tard, très certainement avant les Bëti ; ils auraient ainsi assisté à leur traversée. Les Mvëlë se sont heurtés aux Bënë ainsi qu'aux Eton qu'ils ont repoussés vers l'ouest. Leur rivalité dura jusqu'à la fin du XIX[e]siècle.

Ils ont eu cependant une grande influence sur les Bëti, leur léguant, en plus de la langue, certaines coutumes, legs favorisés par les alliances matrimoniales. Le dialecte mvëlë se rattache à l'ewondo, mais Nekes remarquait une grande identité avec le bulu parlé à Ebolowa. Les Mvëlë, anciens « Fañ », auraient-ils « pahouinisé » les Bulu ?

Mvëlë est l'appellation administrative, ils s'appellent « Yengono » en réalité. Les Yengono du Nyong et Mfoumou font partie des Mvëlë et non des Bulu, comme les autres Yengono qui occupent le coin SE de l'arrondissement d'Awaé. Les Mvëlë se répartissent en plus de 35 clans très inégaux en importance. Leurs noms commencent par le préfixe « *ye* » comme chez les Bulu et les Fañ. Les mieux représentés sont les Yengono, les Yeduma, les Bekua, les Yemevele, les Yebëkôlô, les Embara. Notons que ces deux derniers constituent les traces des migrations yebëkôlô qui traversèrent l'aire mvëlë d'ouest en est. Les Bekua et les Yemesomo sont aussi des clans Mvae et Ntumu (s'agit-il d'une simple homonymie ?).

Le « territoire » mvëlë est hétérogène. Les Mvëlë du sud (arr. d'Awaé) se répartissent en petits espaces contigus, bien peuplés, aux limites assez distinctes, reprises d'ailleurs par l'administration. Dans le nord, au contraire, les clans se dispersent, s'éparpillent sans grand ordre avec, parfois une prédominance dans un secteur. Cette région de savane coupée de galeries forestières est moins peuplée ; elle a connu de nombreux remous entre Mvëlë et les populations voisines Eton, Tsinga, Yezum, Vute, remous qui ne cessèrent qu'avec l'arrivée des Allemands.

Les Ndoñ

Les Ndoñ forment également un petit *ayoñ* très dispersé aussi bien chez les Maka et Djem que chez les Bëti, les Bulu, les Ngumba, les Ntumu, jusqu'en Guinée équatoriale et au Gabon. Selon Alexandre et Binet, ils auraient franchi la Sanaga avec les Pahouins. Certaines généalogies les font descendre du même ancêtre que les Eton, Mangisa, Betsinga et Yambasa... Dans d'autres, on peut relever des ancêtres portant des noms maka, vute, tikar. Mais peut-être font-ils aussi partie d'un peuplement primitif submergé par les Pahouins ? On compte chez eux beaucoup de forgerons et de magiciens, professions pratiquées surtout par les autochtones. Deux fois plus nombreux que les Ngoe, ils se concentrent comme eux, dans le sud, en pays bulu essentiellement. Ils se divisent en trois clans : Ewuk, Bibak et Yemfom, tous issus du fondateur Mbo Ngende.

Les Ngoe

Selon des traditions recueillies chez les Bënë, les Ngoe auraient traversé la Sanaga avec les premières migrations pahouines. Ce petit groupe est largement représenté dans toute la zone pahouine et bëti, et jusque chez les Bakoko de l'ouest. Ils sont en général totalement intégrés aux groupes dans lesquels ils sont enclavés. Dans la plupart des cas, ils jouent le rôle de clients. Considérés comme *belôa*, ils sont placés sur les marges des grands groupes (Eton, Ewondo, Bulu). Plusieurs indices laissent penser que les Ngoe ne sont pas des Bëti, mais une population très ancienne qui a subi, de bonne heure, l'influence pahouine (notons que la mère de l'ancêtre éponyme des Bënë était d'origine ngoe). Les Ngoe sont peut-être maka d'origine, voire dzimu. À l'heure actuelle, ils forment des enclaves de quelque importance en pays bulu, leur nombre croissant généralement du nord au sud de la zone étudiée.

Les Yanda

Selon la tradition, les Yanda descendraient des Etudi. Ces deux groupes ne sont jamais très éloignés l'un de l'autre dans leurs migrations. Comme les Etudi, les Yanda seraient un *ayoñ* soumis par les Pahouins ; ils joueraient le rôle d'anciens maîtres de la terre. Groupe guerrier, ils ont accompagné les migrations bëti. Plus de la moitié de leurs effectifs se trouve dans l'arrondissement de Mvengué, à la pointe du peuplement ewondo vers l'ouest.

Les Yezum

Comme les *ayoñ* précédents, l'origine des Yezum pose un problème. Classés généralement parmi les Pahouins, tantôt comme un rameau bulu, tantôt comme un clan mvëlë, ils descendraient d'un ancêtre (Ngombo, une femme) vivant dans la région de Djoum. D'autres traditions les font descendre d'un ancêtre omvañ. Chauleur (1933) les rattache aux Fañ.

Les Yezum s'appellent également Yesok (Ntem) et Yeduk (région de Djoum) chez les Bulu. Ils entretiennent des relations de parenté à plaisanterie avec les Bulu Yetotan, Yemboñ, tous groupes apparentés aux Fañ, mais aussi avec les Ngoe et les Ndoñ.

Les Yezum de la Haute-Sanaga sont venus du sud, chassés des environs de Sangmélima par les Bulu. À la fin du XIX[e] siècle, le chef yezum Simekoa réussit à constituer autour de son peuple un royaume éphémère, mais étendu, comprenant les Yengono, les Yekaba et les Yebëkôlô. Leur repli vers le sud est récent ; il a été déterminé par la poussée vute. Les Yezum ont une grande extension par rapport à leurs effectifs. Ils se rencontrent surtout dans le sud des arrondissements de Nanga-Eboko et dans celui de Mbandjok. Au-delà du Nyong, antérieurement, ils venaient peut-être du NE (région de Bertoua) en passant par le pays bajwee où ils ont laissé des traces. Ils se concentrent actuellement à l'est de Sangmélima, près du Dja.

Les Bëti

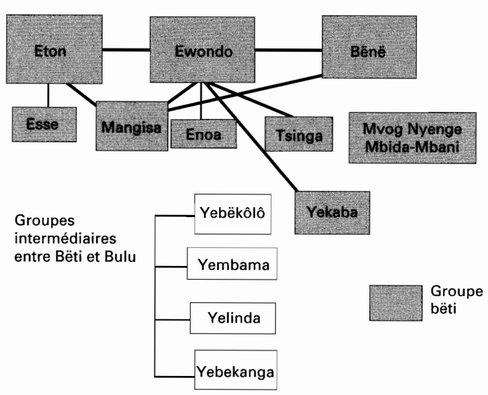
Les migrations bëti (ou bati) constituent la dernière vague de peuplement qui s'est infiltrée progressivement dans la forêt au sud de la Sanaga, à une date imprécise, mais que l'on peut situer d'après les généalogies vers la fin du XVII[e], début du XVIII[e] siècle. Les premiers Bëti, au sens strict, furent sans doute une petite minorité aristocratique de conquérants venus du nord, qui s'imposèrent par leur supériorité militaire et aussi, peut-être, par d'autres avantages technologiques. Ils ne se constituèrent en tant que « Bëti » qu'aux environs de Yaoundé.

Toutes les traditions bëti placent leurs origines dans les savanes, au nord de la Sanaga, près du confluent du Mbam, et aussi, plus en amont, dans les environs de Nditam. Les causes de ces migrations, qui s'étendirent sur plus de deux siècles jusqu'à l'arrivée des Allemands, ne sauraient être simples.

La lente descente des peuples de l'Adamawa vers le sud, consécutive aux invasions fulbe, constitue le grand moteur de ces mouvements. Mais en dehors de l'histoire agitée de la rive droite de la Sanaga, on ne peut éliminer la dynamique interne des groupes qui, sous l'effet de l'évolution démographique, des scissions lignagères, de l'épuisement des terroirs, ou des épidémies, les pousse sans cesse à changer de milieu. Les migrations ont pu résulter aussi, non pas d'une poussée ou d'une répulsion quelconque, mais peut-être d'une attraction, d'une quête. L'attrait de la mer et de ses richesses (dont le sel) a pu jouer dans ce sens. Rappelons que depuis le début du XVI[e] siècle, la côte est fréquentée par les navires européens.

Entrer dans la forêt représentait pour des populations soudaniennes une expérience grave, voire traumatisante. Le passage de la Sanaga, fleuve frontière, a marqué chaque groupe, chaque clan. Tous reproduisent le même mythe, à quelques variantes près (traversée sur le dos d'un python, dans un moment critique) ; ce mythe est d'ailleurs très répandu, non seulement en pays fañ, mais aussi dans toute la zone forestière. Malgré sa difficulté et sa signification, la traversée de la Sanaga, phénomène historique, a été entreprise maintes fois, par de nombreux groupes, dans les deux sens (N-S, S-N) et de façon continue, jusqu'à la pacification allemande.

La descente des populations vute, sous la poussée des Mbum, repoussés par les Fulbe, eut pour conséquence d'accélérer les mouvements des populations riveraines de la Sanaga. À partir de 1830, les Vute maintiennent une pression constante sur les peuples de la rive droite. L'arrivée des Allemands met un point final à une longue histoire de migrations descendues du nord pour venir submerger le sud du Cameroun. Nous disons « submerger », car il convient de remarquer que toutes les populations pygmées, maka, fañ et apparentées ne représentent actuellement qu'une minorité par rapport aux Bëti. Le rapport de force démographique entre les Bëti et les autres groupes, bien que variable dans le temps, n'a sans doute pas radicalement changé (tabl. V).



Les Mangisa

De tous les Bëti, les Mangisa passent pour avoir traversé les premiers la Sanaga sous la poussée des Elip qui occupèrent leur territoire de la rive droite. Les Eton les trouvèrent déjà installés à leur emplacement actuel. Les Mangisa représenteraient les Bëti par excellence, car ils ont conservé l'ancienne langue « *ati* » parlée autrefois par les Bënë et les Ewondo.

Ils ont conclu de nombreuses unions avec les Ewondo, les Bënë et les Eton (notamment les Mvog Kani). Chez ces derniers, les Mangisa ont généralement un statut social plus proche du client (*mintombo*) que de l'esclave (*belôa*).

Les Mangisa ont traversé en groupes homogènes la Sanaga, vers l'actuel Ebébda. Ce n'étaient pas des conquérants comme suffit à le montrer la faible étendue de leur territoire. Ils durent résister aux Eton dans un espace relativement réduit, délimité par la boucle de la Sanaga et un massif de collines, isolé en avant du plateau intérieur sud-camerounais.

Planches 6 I - 6 II

Les Eton

Selon DUGAST, il est difficile de dire si les Eton appartiennent aux Bëti ou aux premiers Fañ ayant traversé la Sanaga. Il semble qu'en fait ils appartiennent aux deux. Il faut, en effet, distinguer entre Eton-Bëti et Eton-Belôa.

Les premiers, comme leur nom l'indique, sont des Bëti originaires de la rive droite qui ont traversé, vraisemblablement, à la suite des Mangisa. Selon les traditions, différents points de passage ont pu être utilisés, à des époques différentes : Ebébda, Nkolbogo et les environs de Monatélé (Ngo Abom). Les Eton-Bëti durent repousser les Mangisa et les Basaa, déjà sur place. Ils sont constitués de plusieurs clans : Mvog Kani, Tom, Bekasa, Benyagda, Mendum, Benyebasa, Esse (ou Essele). Ces clans sont issus d'unions avec des femmes mangisa kombé, bafia et vute, c'est-à-dire toutes originaires d'ethnies de la rive droite.

Les Eton-Belôa sont les descendants des peuples trouvés sur place par les Eton-Bëti. Il s'agit de groupes fañ (les Ndo ?), basaa (les Aji), mais aussi maka ou pygmées (Nkolmbot). D'autres Belôa, arrivés après les Eton, sont originaires de la rive droite, comme les Abam et les Engapet dont les premiers éléments parvinrent très loin vers le sud (on retrouve, en effet, des Engap chez les Bulu et les Fañ). Les clans belôa sont plus nombreux que les clans eton-bëti, mais leurs effectifs sont légèrement inférieurs ; ils représentent néanmoins près de 40 % de la population eton totale.

À l'heure actuelle, le pays eton apparaît comme une zone de peuplement très homogène, un « môle » que les migrations ultérieures n'ont pu entamer. À l'intérieur de ce massif eton, la répartition des clans est caractéristique. Les Eton-Bëti se concentrent dans le centre. Entre Ebébda et Obala, chaque clan « noble » occupe un territoire allongé suivant l'axe de migration. Sur les marges, moins peuplées, les Belôa font face aux populations rivales : au nord-est, Ngoe et Engap contenant les Mangisa ; à l'ouest, forte concentration de clans belôa : Ekot, Endig, Ndo, Mvog Onamenye, Mvog Nog Ayitsele, Mvog Ebode, verrouillant la frontière avec les Basaa ; mais au sud-est, vers Yaoundé, les clans s'éparpillent, les Eton-Bëti alternent avec de petites enclaves de Belôa ; à l'est, le pays eton est plus ouvert, Eton et Ewondo sont en contact et leurs villages sont mélangés. Plus au nord, au contraire, une sorte de *no man's land* forme la frontière entre Eton et Mvëlë.

Les Esse

Cet *ayoñ* important n'apparaît jamais en tant que tel sur les cartes où il est toujours incorporé aux groupes dont il dépend. Les Esse sont pourtant deux fois plus nombreux que les Tsinga, par exemple. Ils constituent un des principaux clans des Eton-Bëti, mais on les retrouve également chez les Basaa (Ndog Send), les Ewondo, les Mvëlë, les Djem et surtout chez les Bulu. Les Esse n'ont pas le statut de *belôa*. Ce groupe « noble » aurait-il traversé la Sanaga en même temps que les Eton, dont il aurait constitué l'avant-garde ? Serait-il une ancienne tribu pahouine assimilée par les Bëti ? Les traditions eton font descendre les Esse (qu'ils appellent Essele) d'une femme vute, ce qui impliquerait une origine nordique.

Les Ewondo

Les Ewondo seraient issus de l'union d'un Betsinga et d'une Mangisa. Ce qui est sûr, c'est qu'ils viennent du nord et que leurs aïeuls furent d'abord Mangisa, Eton et Mvëlë. Ils auraient traversé la Sanaga dans la première moitié du XVIII^{e} siècle (entre 1725 et 1750 d'après les généalogies) à un emplacement difficile à préciser, mais situé entre Batchenga et Ndjoré. À partir de Nkometou, leur itinéraire est mieux connu.

Ils occupent d'abord le site de Yaoundé (vers 1750), puis leurs migrations divergent légèrement en direction du Nyong. Trois itinéraires sont suivis (selon NGOA, 1973) : Yaoundé-Nkongabok-Otélé-Nkolong, voie longeant le pays basaa, empruntée par les Mvog Nama, Mvog Fuda Mbala ; Yaoundé-Oveng-Ngoumou-Akono-Olama, itinéraire central suivi par les Mvog Tsungi Mbala, les Mvog Atangana Mbala ; Nkongdougou-Akono-Zoalouma-Ngali, route empruntée également par les clans précédents.

Ces axes migratoires ne sont pas très cohérents avec les territoires occupés actuellement par les grands *mvog*. On remarque qu'au nord du Nyong, les Mvog Nama, Mvog Fuda Mbala et Mvog Tsungi Mbala ont des aires orientées plus vers l'ouest (axe ENE-WSW), vers le cœur du pays basaa où les clans s'orientent de façon perpendiculaire aux clans ewondo, formant ainsi autant de remparts à franchir (ce qui pourrait expliquer l'imperméabilité du pays basaa dans ce secteur). Seul le territoire des Mvog Tsungi Mbala atteint le Nyong en s'infléchissant vers le sud. Si l'on suit la carte, les Ewondo auraient donc, juste après avoir contourné les Eton, cherché à se diriger vers l'ouest à travers les Basaa, mais la cohérence de leur peuplement aurait rendu impossible cette tentative, et obligé les Ewondo à les contourner par le sud (comme les Eton).

À ce stade des migrations, les alliances nouées par les Ewondo évoluent ; les mères fondatrices des clans sont Esom, Tsinga Ntumu, Etenga, Baaba, Evuzok, Emveñ et Bënë, très rarement Basaa. Le contact entre Ewondo et Basaa paraît être relativement récent et générateur de guerres très dures. Les Ewondo ne se heurtèrent à eux qu'après avoir éprouvé la résistance des Eton. Si les Basaa résistèrent très bien au nord du Nyong, ils se firent repousser au sud, où les Ewondo les chassèrent de la région de Ngomdezap.

Dans la première moitié du XIX^{e} siècle, les Ewondo traversèrent le Nyong en trois endroits différents (Ossoé Bikoko, Olama et Mézali), ils accélérèrent leurs mouvements en direction de l'ouest (enfin libre), mais aussi vers le sud et le sud-est. Ils ne purent se maintenir dans les environs de Minlaaba et durent se replier (vers 1880) sur Abodemveng. Dans l'actuel arrondissement de Ngomedzap, les clans ewondo se dispersent, et ce morcellement contraste avec la relative homogénéité prévalant sur la rive droite. Cette dispersion peut être mise au compte de la plus grande rapidité des déplacements en direction de la mer, attraction ayant entraîné une compétition entre les clans qui effectuent alors « des sauts de mouton » (selon l'expression de ALEXANDRE et BINET) les uns par-dessus les autres, ces sauts pouvant être très longs (fig. 2). En dehors de la piste passant par Akongo, empruntée par les Mvog Fuda Mbala et les Mvog Tsungi Mbala, ce n'est qu'à proximité des Bënë, soit à 20 km du Nyong, que les Ewondo prennent résolument la direction de l'ouest (piste Tiga-Wom). Le territoire occupé par les Esom Ndaana, orienté NW-SE, s'allongeant suivant la piste Akongo-Ayéné, est de création récente ; cette piste transversale n'existait pas au début du siècle.

Autour des grands clans ewondo (Mvog Fuda Mbala : 10 500 personnes, Mvog Tsungi Mbala : 16 100, Mvog Atangana Mbala : 9 500, Mvog Nama : 4 200, Mvog Esom Ndaana : 2 500) gravitent des petits groupes belôa d'origine sanaga, fañ ou maka : Kombe, Esom, Osa, Elega. Seuls, les derniers apparaissent encore en tant que tels dans l'arrondissement d'Akono. Citons également les Yanda et les Etudi, groupes plus importants. Comme ailleurs, les *belôa* ewondo sont placés sur les frontières : Kombe et Yanda face aux Etenga, Etudi face aux Enoa, Yanda face aux Bënë, Etudi face aux Basaa.

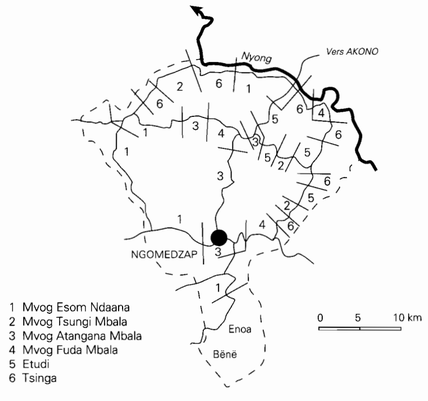


FIGURE 2
Les Ewondo de l'arrondissement de Ngomedzap (département Nyong et So).

Les Enoa

Bien qu'ils affirment n'avoir rien de commun avec les Ewondo, les Enoa n'en sont pas moins très liés avec eux. Ils parlent en outre exactement la même langue, avec le même accent. Originaires de la rive droite, ils habitèrent d'abord au contact des Mangisa (vers Ebébda ?). Les épouses qu'ils prenaient alors étaient Tsinga et Mangisa. Une tradition confirme l'origine servile des Enoa en les faisant descendre d'un couple de *belôa* mangisa.

Ils se fixèrent ensuite à Ebanda, avant de parvenir sur le site de Yaoundé en précédant les Ewondo. À la suite de querelles intestines, ils quittèrent Yaoundé (vers 1800) pour Nsimalen (1820) et Oman. Ils franchirent le Nyong à Zoatoupsi. Les clans enoa se réunirent alors pour former autour d'Ebogo et au bord de la rivière Soo, un petit « empire » : le pays de Man. De cette place forte, bien défendue, les Enoa purent résister à leurs voisins Bënë, les Mvog Manze. De Man, ils lancèrent également des expéditions lointaines qui devancèrent les Bënë ; ils parvinrent à Abam (près de Lolodorf) vers 1840, leur barrant définitivement la route vers la mer. Les migrations enoa, au sud du Nyong, s'effectuent par bonds (d'où la discontinuité de leur peuplement), et dans un climat de compétition intense avec les Bënë, dont ils occupent le flanc gauche. Mais certains Enoa prirent au contraire la direction de l'est ; on en rencontre, en effet, chez les Yelinda d'Akonolinga.

Les Bënë

Les Bënë constituent, avec les Ewondo, un des principaux groupes bëti. Leurs ancêtres, les Bendzo, auraient traversé la Sanaga au même moment que les Ewondo, au niveau des chutes de Nachtigal. Comme les Ewondo, ils durent se frayer un passage entre Eton et Mvëlë, repousser les Basaa, avant de s'installer au nord de Yaoundé, à Nkometou (vers 1730). Le groupe se scinda ensuite en une douzaine de clans. Jusqu'au Nyong, ceux-ci gardent une certaine cohésion, chaque territoire est centré sur un *mvog* fondateur qui essaime d'autres familles tout autour de lui, faisant ainsi « tache d'huile ». On remarque aussi la présence habituelle des clans *belôa* sur les marges (comme les Evondo, face aux Tsinga et Mvëlë). Le pays bënë, au nord du Nyong, mit presque un siècle pour se constituer en tant que tel, la progression des clans ne se faisant que sous le coup de l'expansion naturelle. Les axes de migrations sont orientés vers le sud, voire le sud-est.

Au sud du Nyong, les clans se dispersent, les migrations s'accélèrent, la durée moyenne d'une installation dépassant rarement quinze ans. Parmi les grands clans Bënë, les Mvog Amugu quittent Nkolngok (arr. de Mfou) pour Mbadoumou et Obout où ils constituent une chefferie importante. À partir de ce centre, ils essaiment, par sauts, vers Sep, Ngoulemakong et Minkan.

Les Mvog Manze ont un territoire plus homogène. Partis également des environs de Mfou, ils traversèrent le Nyong pour se fixer entre Enoa et Mvog Amugu. Ils occupèrent les gués des rivières Soo et Fala, et continuèrent vers Menguémé. Les Mvog Manze ont ainsi un territoire compact (appelé Mbombo), s'étendant des abords du Nyong (Akométam) à la rivière Soumou (Mekamba). À Ting, ils se heurtèrent aux Enoa qui leur barraient la route vers la mer. Après avoir contourné Enoa et Ewondo, ils prirent enfin la direction de l'ouest, en débordant largement vers le sud où ils rencontrèrent les Bulu. Repoussés d'Ebolowa (vers 1860-1870), ils conservent une route vers l'ouest en tenant des postes fortifiés le long de la piste Ngoulemakong-Minkan. L'impossibilité de distinguer des aires claniques est due non seulement à la rapidité des déplacements, mais aussi aux turbulences provoquées par les luttes entre Bulu et Bënë, et entre les clans bënë eux-mêmes.

Le pays bënë est parsemé de petits groupes résiduels issus des peuples qui ont été assimilés : Obeghe, Esom, Emveñ, Ola, Yemendim, Emba, Elende, Ekpe, Enkoe, Esa, Abi... Numériquement peu importants, ils se retrouvent aussi bien au nord qu'au sud. Ils sont utilisés par leurs maîtres comme groupes tampons, formant un glacis protecteur contre des voisins hostiles, ou comme guides, accompagnateurs lors des migrations, voire comme réserves d'épouses potentielles.

Les Tsinga

Les Tsinga ou Betsinga (pluriel du précédent), ou encore Batchenga (déformation administrative), font partie du groupe dit « Sanaga » avec les Ngoro et les Kombe. Issus de l'ensemble bati qui occupait toute la rive droite de la Sanaga, ils durent céder peu à peu, au cours du XIX^{e} siècle, à la pression vute ; ils passèrent ainsi par petits groupes sur la rive gauche. La colonisation allemande mit fin prématurément à ce mouvement, de sorte qu'une forte population tsinga se maintient encore sur la rive droite.

Leur langue (le *tuki*) est plus proche de la langue originelle des Bëti (l'*ati*) que de l'Ewondo. Ils apparaissent dans les généalogies des principaux clans ewondo (chez les Mvog Betsi, par exemple), mais pas dans celles des Eton qui se sont alliés de préférence avec un autre groupe sanaga : les Kombe.

Sur la rive gauche de la Sanaga, les Tsinga s'éparpillent en petites concentrations plus ou moins importantes : chutes de Nachtigal, est de Yaoundé entre Mvëlë, Bënë et Mbida-Mbani ; SW de Yaoundé vers Nkolmédjap ; sur la rive gauche du Nyong entre Angoafem et Abang.

Les Mbida-Mbani et Mvog Nyenge

Ces deux groupes partageraient la même origine. Selon DUGAST, ils seraient d'anciens *belôa* ayant fui la rive droite de la Sanaga (avant les Bënë ?). ALEXANDRE et BINET en font des captifs de guerre des Foñ... Les Mbida-Mbani eurent un moment pour « patrons » les Yengono (Mvëlë) d'Akonolinga. Mais ce groupe guerrier sut conquérir son indépendance. Leur grand chef, Mbida Menge († 1908) pouvait réunir une armée de plusieurs milliers d'hommes.

Ils occupent un vaste territoire, traversé en son centre par le Nyong, et possédent une importance stratégique certaine, à la charnière des groupes mvëlë, maka, bënë et bulu. Cependant, Mbida-Mbani et Mvog Nyenge n'usèrent pas de leur force pour percer vers la mer ; leur territoire restera enclavé. Mais à l'époque allemande, ils contrôlaient une partie du Nyong navigable, ainsi que l'importante escale de « Widemenge » (déformation de Mbida Menge), terminus de la navigation en provenance d'Abong-Mbang et départ d'une piste menant directement à Yaoundé.

Les Yekaba

Occupant les savanes s'étendant au sud de la Sanaga, les Yekaba auraient leur souche chez les Yalongo de la rive droite. Les Yekaba font partie du groupe « bajia » dont ils constituent le noyau le plus important. Leur parler *eki*, qu'ils partagent avec les Bafëk et Yangafëk de l'arrondissement de Ntui, se rattache à l'ewondo. Traversant le fleuve sous la pression vute, ils bousculent les Bulu dans la région de Nanga-Eboko (1840 ?).

Population guerrière, ils se heurtent aux Yezum, aux Yebekanga et aux Yebëkôlô. Ces luttes qui ne prirent fin qu'au début du XX^{e}siècle eurent pour résultat un grand brassage de population, entraînant notamment la scission des Yekaba par les Yebekanga, remontés du sud.

Les groupes intermédiaires

Les groupes suivants sont généralement rattachés au grand groupe bulu sans que leur liens soient clairement établis. Mais ils subissent actuellement l'influence des Bëti au milieu desquels ils sont dispersés.

Les Yebëkôlô

Les Yebëkôlô sont originaires de la rive droite de la Sanaga, plus exactement des environs de Yambassa. Ils seraient issus du même ancêtre que les Enoa. Tantôt rattachés aux Bulu ou au complexe mvëlë, selon des critères linguistiques, les Yebëkôlô parlent un dialecte faisant transition entre l'ewondo et le bulu. Appelés autrefois Embadak ou Embarak, ils franchirent la Sanaga en quête de femmes, selon la tradition. Ils bousculèrent et asservirent les Omvañ et les Maka. Traversant le Nyong à Ayos, ils se divisèrent en deux colonnes qui soumirent les Bajwee et les Bikele. Tout en laissant de petits villages sur la rive gauche du Nyong, ils durent par la suite se replier en pays maka (vers Akok).

Au début du siècle, les Yebëkôlô, alliés aux Maka, luttèrent farouchement contre les Allemands qui durent faire appel aux Vute, aux Yekaba et aux Mvëlë pour en venir à bout et les maintenir dans leur territoire actuel.

TABLEAU V
Répartition des Bëti et groupes intermédiaires

Groupe	Département	Arrondissement	Population
Mangisa	Lékié	Saa	21 000
Eton	Lékié	Monatélé	24 800
		Obala	55 000
		Saa	32 000
		Evodoula	13 200
		Okola	38 800
Total			*163 800*
Esse	Lékié	Saa	1 500
		Obala	19 000
	Ntem	Ebolowa	3 000
	Dja et Lobo	Zoétélé	2 900
		Sangmélima	6 200
Total			*32 600*
Ewondo	Méfou	Soa	10 300
		Mbankomo	18 000
		Ngoumou	8 100
		Akono	5 200
	Nyong et So	Ngomedzap	11 600
	Océan	Mvengué	3 200
Total			*56 400*
Enoa	Nyong et So	Mbalmayo	2 800
	Océan	Mvengué	4 800
Total			*7 600*
Bënë	Mfoundi		5 400
	Méfou	Mfou	31 700
	Nyong et So	Mbalmayo	29 400
	Ntem	Ngoulemakong	6 850
		Biwong-Bané	6 350
Total			*79 700*
Tsinga	Mbam	Bokito	200
		Ntui	6 900
	Lékié	Obala	2 800
	Méfou	Mfou	3 800
		Ngoumou	1 000
	Nyong et So	Ngomedzap	1 500
Total			*16 200*
Mbida-Mbani	Nyong et So	Dzeng	7 400
	Nyong et Mfoumou	Endom	9 300
Mvog Nyenge	Nyong et Mfoumou	Akonolinga	8 400
Total			*25 100*
Yekaba	Haute-Sanaga	Nanga Eboko	10 400
		Mbandjok	900
		Minta	2 600
Total			*13 900*
Yebëkôlô	Haut-Nyong	Messaména	1 000
	Méfou	Esse	860
	Nyong et Mfoumou	Akonolinga	5 000
		Ayos	17 250
		Endom	600
Total			*24 710*
Yembama	Nyong et Mfoumou	Akonolinga	6 200
Yelinda	Nyong et Mfoumou	Akonolinga	4 500
Yebekenga	Haute-Sanaga	Nanga Eboko	900

Les Yembama et les Yelinda

Ces deux petits groupes situés au contact des Mvog Nyenge sont généralement rattachés directement aux Bulu dont ils constitueraient des clans relictuels, laissés dans leur grande migration vers le sud.

Les Yebekanga

Ce petit groupe est vraisemblablement originaire du sud, des abords du Nyong, qu'il quitta vers le milieu du XIX^{e} siècle, pour remonter vers la Sanaga. Les Yebekanga sont généralement rattachés aux Yezum, ou aux Bulu, sans qu'il soit possible de déterminer une origine commune.

Les Bulu

Les Bulu sont, après les Eton, le groupe numériquement le plus important du Sud-Cameroun. Ils occupent le sud et l'est de la zone couverte par cet atlas, séparant les Bëti des Fañ. Bien qu'« assimilés » bëti, au même titre que les Ewondo ou les Bënë, ils s'en distinguent néanmoins par un parler bien individualisé, des coutumes différentes et une histoire plus récente. Ils traversèrent en effet, la Sanaga, après les Bëti, à une date assez tardive (vers 1840).

Les Bulu viennent de l'est, de la haute Sanaga, et peut-être au-delà, où l'on trouve les Gbaya « *buli* » (notons d'ailleurs que les Allemands appelèrent les Bulu d'abord « *pangwe* », puis « *buli* » au début du siècle). Toutes les traditions des clans situent leur origine au bord du Lom, qui traverse le pays gbaya. Quoi qu'il en soit, ils passèrent le fleuve Sanaga dans les environs de Nanga-Eboko, sous la pression des populations bëti. Ils se dirigent alors vers le sud, en repoussant les Maka sur leur gauche, mais en se mélangeant aux Mvëlë. La traversée du Nyong leur aurait posé quelques problèmes ; la tradition relate qu'ils auraient contourné le fleuve par l'amont, avant de revenir vers l'aval, en empruntant la rive gauche ! Ce vaste détour en territoire maka et bajwee n'est pas totalement invraisemblable. Il est certain que les Bulu se sont infiltrés dans ces régions jusqu'à atteindre l'arrondissement de Lomié (comme les Yenjok). Il y a encore des Bulu dans l'arrondissement de Messaména (à Kombé, Ntsina, Matol, Makak). Arrivés aux environs d'Akonolinga, ils reprirent leur marche vers le sud, en direction de Sangmélima. Là, ils se divisèrent en deux groupes, l'un s'orientant vers l'ouest, l'autre vers le sud-est, pour atteindre le Dja, le Gabon et le moyen Congo.

Il ne s'agit là que d'un schéma très simplifié. Les migrations bulu sont complexes, faisant alterner des mouvements est-ouest et nord-sud. Les Bulu se sont répandus dans toutes les régions entre Nyong et Dja, Dja et Ivindo. À l'ouest, ils se heurtèrent aux populations déjà bien installées dans leurs territoires actuels : Mvëlë, Mbida-Mbani, Foñ. Ils durent les contourner avant de se précipiter vers la mer (du moins une partie d'entre eux), en bousculant les Bënë qui occupaient Ebolowa. Au sud, ils entrèrent en contact avec les Fañ et les Mvae arrivés peu avant eux ; mais la faiblesse démographique de ces populations n'en fit pas des obstacles importants à franchir, d'autant qu'au niveau d'Ebolowa le front bulu ne dépasse pas 20 km de large.

Comme pour les autres populations, la colonisation allemande figea le peuplement bulu. Son aire s'étend des rives du Dja jusqu'à Ebolowa (dans le cadre de l'atlas) sur une cinquantaine de kilomètres en moyenne, du nord au sud. En pays fañ, dans le Ntem, les Bulu occupent quelques petits villages situés près de la frontière gabonaise.

Dans les départements du Ntem et du Dja et Lobo, on compte 48 clans, une quinzaine n'étant présents que dans un seul village chacun, ce qui est révélateur de l'extrême émiettement du peuplement. On note cependant des différences significatives entre les deux départements.

Dans le Dja et Lobo, où les Bulu dominent largement, les clans forment de petites unités territoriales assez facilement reconnaissables, malgré de nombreuses imbrications. Certains territoires, allongés le long des pistes, montrent clairement les anciens axes de migrations, bien que la carte ne tienne pas compte des anciennes pistes abandonnées à l'époque coloniale et encore visibles sur la carte de MOISEL (1913). Ces axes sont tous orientés vers l'ouest ou le sud-ouest, ils paraissent diverger à partir de l'arrondissement de Bengbis. Les principaux clans dans ce département sont les Yekombo, les Yemboñ, les Yemveñ et les Yemfek, qui à eux seuls représentent près de la moitié de la population bulu du Dja et Lobo. Ces clans sont liés entre eux par une parenté réelle ou mythique, ainsi les Yemvam et les Yesaman seraient issus des Yekombo ; le grand clan Yetsang ne serait qu'un rameau Yemvak (clan peu important de nos jours) ; Yekoe et Yenjok partageraient la même origine.

Les scissions claniques seraient intervenues après la traversée de la Sanaga. L'origine des clans est obscure. Les généalogies indiquent que les mères fondatrices appartenaient à plusieurs peuples : Maka (Yebae), Pygmées (Yemvak), voire Gbaya (Yemboñ) ou apparenté. L'origine des ancêtres est encore plus incertaine, probablement fañ pour les Yenjok, Yemvak, Yebae, certainement fañ pour les Yemveñ. Ce dernier clan a une extension considérable puisqu'on le retrouve aussi bien dans les environs de Yaoundé que chez les Bënë, et jusqu'à Souanké, dans le nord du Congo. Notons que les Yemveñ de Yaoundé sont considérés par Zenker comme faisant partie des Mvëlë, chez lesquels, d'ailleurs, on retrouve certains clans Bulu comme les Yemboñ. Une des fractions Yemveñ, les Yetotan, ne serait que des Etudi. Les Yemfek sont également très dispersés. Doit-t-on les assimiler aux Emfek du pays bënë, ou s'agit-il d'une simple homonymie ? Remarquons que des îlots yemfek font la jonction entre Bënë et Bulu, à travers le pays foñ.

Ces quelques exemples montrent la complexité des migrations bulu. Après la traversée de la Sanaga, les Bulu durent se répandre non seulement vers le sud mais aussi vers l'est et l'ouest. Certains groupes bulu traversèrent le pays mvëlë et yebëkôlô, en assimilant ou en entraînant d'autres petites populations d'origine fañ ou autochtones. En fait, il y aurait assez peu de clans « originellement » bulu (les Yemboñ sont-ils bulu ?). Aux clans d'origine fañ ou prépahouine, il faut ajouter les clans étrangers comme les Ngoe, les Esse, les Ndoñ qui représentent plus de 20 % des Bulu du département.

Comme en pays bëti, les clans d'origine étrangère sont disposés sur les limites de l'aire bulu : les Esse face aux Foñ et Mvog Nyenge ; au sud et au sud-est, les Ngoe, Ndoñ, Esse forment, avec les Yemfek, une importante concentration de clans face aux Fañ. Cette organisation de l'espace ainsi que la relative homogénéité spatiale des unités claniques laissent supposer une occupation d'une certaine durée par des groupes compacts. Comme ailleurs, les migrations se sont faites par sauts de 15 à 20 km en moyenne, les groupes n'avançant que par à-coups, en dépassant ceux qui les précédaient ; ainsi les Yekombo « sautèrent » les Yetsang, les Esaman et les Yemboñ, ceux-ci ayant dépassé les Yekombo, les Esse et les Yemevoñ, etc.

Dans le Ntem, la situation change radicalement, l'éparpillement des clans est la règle. Ils sont mélangés comme « des billets de loterie » selon l'expression de ZIMMERMAN (1904) ! D'un village à l'autre, ils alternent sans aucun ordre apparent et se dispersent sur des distances variables (entre 5 et 20 km).

Sur la piste d'Ebolowa à Sangmélima, on compte 12 clans pour 36 villages sur 60 km. Sur celle de Mvam-Essakoé à Mvangan, on rencontre 9 clans sur 50 km et pour 3 villages ; entre Enongal (est d'Ebolowa) et Endengué, soit 100 km, 14 clans se répartissent dans 41 villages... Néanmoins, certains clans prédominent ; entre Ebolowa et Mvangan, les Yemisem, les Yenjok avec les Ngoe représentent plus de 70 % de la population. La succession rapide des clans le long d'un même axe traduit l'accélération des migrations vers la mer, et sans doute, également, une concurrence plus forte entre les groupes. Aux abords d'Ebolowa, le mélange des clans atteint la confusion. Le relief en est en partie responsable ; on est ici à la limite du plateau continental, et les massifs de bordure délimitent de petits espaces où les groupes sont isolés. Mais des raisons historiques interviennent également ; la proximité du poste militaire d'Ebolowa, la guerre de 1899, les troubles de 1900 sont autant de faits qui ont contribué à mobiliser les populations (fig. 3).

Si l'on retrouve dans le Ntem les grands clans bulu présents dans le Dja et Lobo , Yemboñ, Yekombo, d'autres disparaissent comme les Yetsang ; certains y ont plus d'importance (Yemisem) et de nouveaux groupes apparaissent, comme les Yevol. Esse, Ngoe et Ndoñ sont toujours présents, mais en moins grand nombre.

Parmi ces clans du Ntem, une bonne part sont d'origine étrangère. Ainsi le grand clan Yevol serait issu des Esom que l'on retrouve dispersés dans tout le pays bëti, ainsi que chez les Fañ et les Ntumu. Très vieux peuple (Fañ ? Maka ?), les Esom sont *belôa* chez les Bëti. Les Yevol pourraient donc être issus d'un groupe autochtone assimilé par les Bulu. Les Yemisem, l'autre grand clan du Ntem, seraient les mêmes que les Yemesum, *belôa* des Bënë, que l'on retrouve dans le district de Biwong Bané, à la limite du peuplement bulu. Les Yenjok, apparentés aux Yekoe, se retrouvent chez les Mvëlë et les Yebëkôlô ; ils sont d'origine fañ comme les Yetotan. Les Yengap ne sont autres que les Engap du pays eton ; *belôa* échappés de la rive droite de la Sanaga, ils sont également présents chez les Fañ. Enfin, les Esatolo sont apparentés, par les femmes, au grand clan des Esse.

Les groupes intertribaux, Ndoñ, Ngoe, sont bien représentés dans le Ntem (35 villages) où ils conservent leur rôle de groupes tampons : Ndoñ face aux Bënë ; Ngoe, au sud, face aux Fañ.

Dans le Ntem, le peuplement bulu se caractérise donc par une complexité encore plus grande que dans le Dja et Lobo. Les migrations y ont été plus rapides et l'irruption des Allemands a figé un peuplement qui n'avait pas encore trouvé son équilibre.

En définitive, les Bulu apparaissent comme un groupe essentiellement composite. Il s'agit d'un agrégat de groupes divers : populations assimilées sur place, migrants s'étant joint à eux plus ou moins tardivement, groupes alliés les ayant suivi depuis les rives de la Sanaga... Quant au « noyau » bulu, il est difficile à saisir. Parler de l'origine des Bulu semble une gageure, d'autant que l'espace sur lequel ils se sont déployés est particulièrement vaste (tabl. VI).

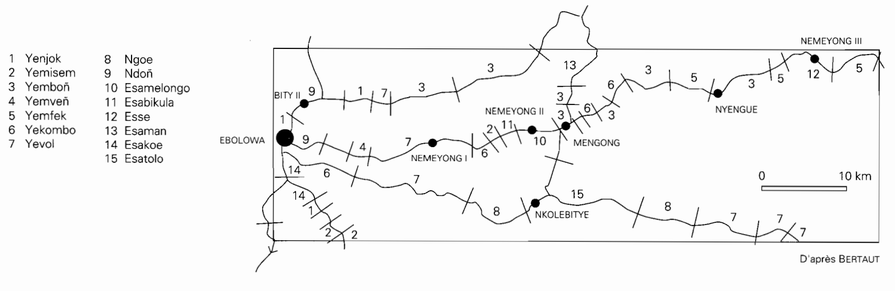


FIGURE 3
Les Bulu du district de Mengong (département du Ntem).

Tableau VI
Répartition des Bulu

Département	Arrondissement	Population
Nyong et Kéllé	Bot-Makak	13 700
Haut-Nyong	Messaména	400
Dja et Lobo	Bengbis	7 600
	Zoétélé	900
	Sangmélima	34 400
	Djoum	3 100
Ntem	Ebolowa	41 900
	Mvangan	4 900
*Total **		*93 200*

* Sans les Esse et les Ngoe.

Les groupes d'outre-Sanaga

L'inventaire des populations du Sud-Cameroun ne saurait être complet sans la mention des groupes situés au nord de la Sanaga, bien que leur aire d'extension déborde largement le cadre de l'atlas. Parmi ceux-ci, les Vute et les Yambasa ont eu une influence déterminante sur la mise en place du peuplement au sud du fleuve.

Les Vute

La plupart des migrations pahouines et bëti passent pour être la conséquence de la pression exercée par ce groupe soudanais (les « Babouté » de l'administration) sur leurs voisins. En réalité, l'influence directe des Vute paraît plutôt tardive et ne remonte pas avant la première moitié du XIX^{e} siècle. Ce n'est qu'à cette époque que les populations vute, délogées par la guerre sainte décrétée par les Fulbe, commencent à repousser les Bëti occupant la rive droite de la Sanaga. Vers 1840, les Vute vainquent les populations de la rive gauche du Mbam et, en 1890, leurs raids esclavagistes s'étendent sur la rive droite. À la fin du XIX^{e} siècle, ils sont sur la Sanaga qu'ils franchissent vers Nanga Eboko, en occupant de petites enclaves, entre Ndokoa et Meseng. Ils auraient même franchi le fleuve plus en aval, aux chutes de Nachtigal (pour parvenir jusqu'à Nkometou ?), ainsi qu'à la hauteur du pays mangisa. Des querelles intestines, les attaques fulbe au nord, affaiblirent leur résistance quand les Allemands décidèrent de leur interdire l'accès de la rive gauche de la Sanaga, mettant ainsi un terme à une expansion remarquable.

Les Yambasa

Le nom « yambasa » est un terme administratif désignant un ensemble de groupes, de langues et d'origines diverses. Le plus ancien groupe, les Mehelé, fut rejoint au XVIII^{e} siècle par les Elip-Yangben venant de la rive gauche du Mbam après avoir traversé le pays mangisa. Au XIX^{e} siècle, d'autres populations bati (Tsinga et Kombe) passèrent également le Mbam, poussées par les Vute. C'est du pays yambasa que provinrent la plupart des migrations qui devaient constituer les actuels Bëti.

Tableau VII
Répartition des groupes vute et yambasa

Groupe	Département	Arrondissement	Population
Vute	Haute-Sanaga	Mbandjok	800
		Nanga-Eboko *	1 100
Total			*1 900*
Yambasa	Mbam	Bokito *	*11 800*

* Dans la limite de cet atlas.

Ethnies et cultures

Après avoir passé en revue les divers groupes humains du Sud-Cameroun, on se rend compte de la difficulté que représente l'établissement d'une carte à partir d'une réalité si complexe. Distinguer les grandes lignes de l'histoire du peuplement, c'est démêler un perpétuel chassé-croisé de peuples, en s'appuyant sur des données encore très fragmentaires ou des traditions orales difficiles à interpéter. En outre, il s'agit de reconstituer une histoire sans points de repère, sans événements majeurs : pas de colonnes migratoires ni de migrations massives, mais des expéditions de petits groupes armés, des infiltrations successives.

Au niveau de l'« ethnie », remonter le passé est une tentative tout aussi hasardeuse. Il faut d'abord connaître quelle réalité recouvre la notion d'« ethnie ». Ethniquement homogènes au départ (ou supposés tels), les migrants, une fois franchie la Sanaga, finissent par se « perdre » en forêt... Ils perdent leur identité au contact des peuples qu'ils rencontrent et qu'ils doivent combattre. Ils sont peu à peu assimilés par eux ; l'intégration se fait d'abord par les unions avec les femmes des vaincus (notons que les grands clans bëti ont souvent une femme pour origine) ; elle se complète ensuite par l'adoption de la langue maternelle par les générations suivantes. L'incorporation des immigrants par les groupes hôtes peut conduire à une véritable naturalisation avec changement de langue et souvent de nom. Cependant, le degré d'assimilation dépend de l'importance du groupe étranger, de la force des valeurs qui l'animent et de la structure de son organisation sociale. Les groupes « absorbants », à la fois assimilateurs et assimilés, sont donc composites, ethniquement et culturellement. Dans ces conditions, l'appartenance ethnique ne signifie pas parenté et devient toute relative. C'est ainsi que des individus appartenant au même clan peuvent appartenir aussi à des ethnies différentes.

Les groupes humains, les anciennes « tribus », sont donc difficiles à définir dans le sud du Cameroun. Selon Bertaut (1935), « il s'agit de groupes d'individus, d'origines les plus diverses, sans grande unité ethnique, aux caractères somatiques variables (...) disséminés sur des espaces immenses, ayant cependant des habitudes, des coutumes et un genre de vie semblables, un fond commun de croyances et d'aspirations, qui donnent aux individus confondus sous un même nom générique une apparente homogénéité et ne possédant comme lien véritable qu'un idiome commun ». Définition un peu longue, mais suffisamment claire...

Ainsi, l'ethnie, disparue ou absente, fait place à un « groupe-nation » caractérisé par une certaine culture. Les noms d'ethnies dans le Sud-Cameroun désignent, en fait, des aires culturelles ; l'unité des Bëti, c'est leur culture. La capacité « d'absorption » de ces aires, malgré échanges et symbioses, implique une grande ancienneté. Elle implique également que les groupes absorbés soient peu importants, constitués d'éléments isolés, se déplaçant sans femmes et sans institutions (comme les Yebëkôlô, par exemple). Seules les migrations fañ semblent avoir été le fait de groupes sociaux homogènes.

Les divers groupes culturels s'emboîtent les uns dans les autres : les Pahouins comprennent les Fañ (*stricto sensu*), les Bëti et les Bulu, et ces derniers ne sauraient être exclus des Bëti, culturellement très proches. Les termes « Bëti », « Fañ » sont d'ailleurs ambigus ; ils ne se réfèrent ni à une ethnie, ni à un pays. Les deux termes signifient « hommes libres », « nobles » ; les individus se désignent par leur nom de clan et non par ces termes génériques.

Unité et diversité culturelles

Finalement, les populations du Sud-Cameroun peuvent être comparées aux couches d'un bassin sédimentaire : sur un socle ancien (Pygmées, Ola) reposent des strates de plus en plus récentes (Fañ, Bëti, Bulu). Le recouvrement est loin d'être parfait ; à certains endroits, le socle ou des couches anciennes affleurent, plus ou moins érodées et reconnaissables ; à d'autres endroits, il y a discontinuité dans les strates plus récentes et l'épaisseur du recouvrement est plus faible. En outre, chaque couche a subi une lente altération au contact de ses voisines, cette altération dépendant de la résistance du matériau qui la constitue.

Pour reprendre cette métaphore géologique, on peut dire que toutes les couches de population du Sud-Cameroun sont plus ou moins « altérées », c'est-à-dire acculturées. Dans le processus d'acculturation, il convient de distinguer deux temps principaux : un temps ancien, long et révolu, et un temps moderne, rapide et inachevé.

Le premier temps commence avec le franchissement de la Sanaga, fleuve mythique par excellence, et l'entrée dans la grande forêt. Arrivés de la zone soudanienne, les migrants ont dû apprendre à subsister dans un nouvel environnement en transformant leur habitat, leur agriculture. Le milieu forestier, hostile et contraignant, a eu pour principal effet d'unifier les genres de vie, ainsi que les coutumes et traditions.

Le deuxième temps de l'acculturation se situe lors de la période coloniale. La force militaire des Européens, leurs techniques d'encadrement plus efficaces vont en peu de temps avoir raison des sociétés traditionnelles. La rapidité avec laquelle celles-ci intégrèrent les nouvelles valeurs importées est à peine étonnante dans la mesure où ces sociétés étaient assimilatrices par essence. Mais cette fois, le processus joua à sens unique ; les Européens, envahisseurs guerriers (sans femmes) et minoritaires, ne se laissèrent pas intégrer. Par la pacification, l'évangélisation, la scolarisation, l'administration et surtout par le commerce, ils se livrèrent ici, plus qu'ailleurs, à une destruction profonde de tous les aspects de la vie quotidienne des populations colonisées. La période coloniale tend également à l'uniformisation des cultures, en imposant un modèle totalement étranger ou en valorisant, indirectement, la culture des groupes les plus « représentatifs », selon l'administration (comme les Ewondo).

Après soixante ans d'assimilation intensive, il est difficile aujourd'hui de distinguer toutes les nuances culturelles de la zone étudiée. Reste la traditionnelle et pertinente division du groupe pahouin en Bëti, Bulu et Fañ, basée, entre autres, sur une distinction linguistique assez nette. Ces trois aires culturelles sont encadrées, au nord, par les aires soudaniennes de l'outre-Sanaga, à l'ouest par l'aire basaa et à l'est par l'aire maka, soumise à une forte influence bëti.

La carte par zones simplifie sans doute un peu trop la réalité, mais, en synthétisant la répartition des groupes, elle fait apparaître des différences significatives entre eux.

Ainsi, on remarque une nette variation dans l'organisation spatiale des peuples. Chez les Bëti, les clans forment des territoires relativement homogènes. Au sud du Nyong, et à l'exception des Bulu du Dja et Lobo, plus de regroupements claniques bien discernables. Ces variations sont dues à une série de causes intimement liées.

Elles traduisent d'abord une variation dans la durée d'installation des groupes dans les lieux qu'ils occupent actuellement. Cette ancienneté décroît du nord au sud, du pays eton au pays fañ. Elle n'est jamais très grande ; les populations du Sud-Cameroun sont faiblement enracinées sur leurs terres et elles n'ont pas eu le temps d'élaborer des modes d'insertion parfaitement adaptés à leur nouvel environnement. Indice révélateur : la toponymie ne comporte pratiquement aucun nom d'homme ; seulement des noms d'arbres, d'animaux, de collines, plus rarement des noms rappelant des faits historiques. L'espace, chez les Bëti, les Bulu et les Fañ, est un espace de conquête. La terre appartient au plus fort. La rapidité avec laquelle s'est faite cette conquête influa également sur l'implantation des groupes. Une migration rapide éparpille les clans le long d'axes étendus, et ne contribue pas à créer des liens entre l'homme et la terre. Ce fut le cas de la plupart des migrations au sud du Nyong, quand la course à la mer prit un caractère impérieux.

L'organisation spatiale est aussi et surtout le reflet de l'organisation sociale. Ainsi, chez les Bëti, les liens très forts existant entre fils et père, entre frères aboutissent à un peuplement en « tache d'huile », chaque nouvelle famille s'établissant à quelque distance des autres. Ce système permet de tenir et d'occuper, de façon homogène, un territoire. Par contre, chez eux, l'ancienneté d'installation liée à l'accroissement démographique conduirait à un abandon progressif de l'exogamie et, par conséquent, à une limitation de l'expansion territoriale. Chez les Fañ (*stricto sensu*) au contraire, la mobilité était plus grande, et les migrations par bonds provoquèrent la dispersion des unités familiales et claniques. Les temps de séjour dans un même village étaient très brefs, les scissions lignagères s'effectuaient à un rythme accéléré, en respectant mieux les règles de l'exogamie dans les patrilignages. Le système social fañ, basé sur des structures lignagères très lâches et reposant sur la famille étendue, aboutit à une occupation ponctuelle de l'espace.

L'homogénéité des territoires dépend aussi en grande part de la diversification des statuts sociaux dans les groupes. Les Bëti utilisaient les peuples étrangers soumis (*belôa*) pour mieux se protéger contre leurs voisins et assurer la garde de leurs territoires. Chez les Bulu du Ntem, les villages Esse, Ndoñ ou Ngoe portent souvent le nom caractéristique de *Nyemeyong* (textuellement : limite des clans) ; ils délimitent alors une fraction d'axe migratoire occupée par un clan ou un groupe de clans. Chez les Fañ, par contre, pas ou peu de *belôa* ; ils ignoraient toute la variété des statuts de dépendants, propre à la société bëti : *mintombo* (clients libres), *minkom* (esclaves prisonniers de guerre), *bikui* (tributaires), *belôa* (esclaves domestiques).

L'extension des ensembles claniques est, enfin, à mettre en relation avec les techniques de production qui conditionnent l'essor démographique. Là encore, des différences importantes existent entre les groupes. Les Bëti ont une agriculture bien développée, basée sur l'igname, l'arachide, les cucurbitacées et le plantain. Les Fañ sont plus chasseurs et cueilleurs et leurs plantations font une large place au manioc.

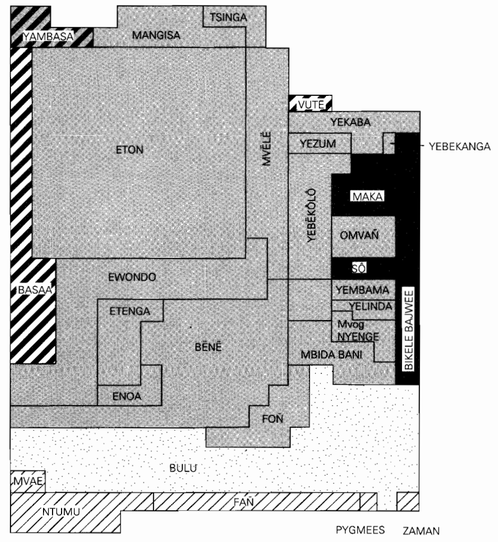
Bien d'autres différences culturelles, non révélées par la carte, subsistent entre Bëti, Bulu et Fañ. Citons par exemple l'habitat qui diffère encore, de façon assez nette, selon les régions (disposition différente des « quartiers », maisons plus ou moins resserrées, présence ou absence d'*abaa* [« case à palabres »] collectif). Les identités ont résisté, malgré tout, aux forces unificatrices, qu'elles soient traditionnelles ou modernes.

La colonisation allemande a fixé les populations là où elle les a trouvées, ou à peu près. Il n'y a pas eu, depuis, de brassage de population important, excepté sur les marges : au nord, émigration des Eton vers le Mbam, immigration de travailleurs « nordistes » vers les complexes agro-industriels de Nkoteng-Mbandjok ; au sud, va-et-vient de populations de part et d'autre de la frontière guinéenne, surtout du temps de la colonisation.

Les campagnes connaissent encore un cloisonnement culturel très fort, entretenu par l'isolement. Les seuls mouvements importants se font vers les villes, mais même dans cette migration urbaine de type moderne, les cadres traditionnels jouent encore de façon déterminante : Yaoundé est surtout la ville des Eton et des Ewondo, les Bulu et les Fañ se dirigent plus volontiers vers Ebolowa et Sangmélima. Dans la ville, on ne peut encore parler de brassage entre originaires du Sud-Cameroun et étrangers à la région : Haoussa, Bamiléké, Basaa... Ce brassage n'existe d'ailleurs pas — ou peu — entre « sudistes ». Les relations suivies entre quartiers urbains et villages freinent le processus. Les citadins ou « néocitadins » de Yaoundé ont encore de profondes racines dans leur milieu d'origine, tout proche. La ville n'est souvent qu'un intermède dans la vie des villageois.

Si à l'heure de la restructuration de la capitale, on observe une certaine dispersion des groupes régionaux à travers les quartiers, l'amalgame est encore loin d'être fait. Le phénomène urbain, si destructeur par ailleurs, ne fait ici que mettre en valeur les liens ethniques qui conditionnent, pour une grande part, la vie du citadin. Une fois de plus, les sociétés du Sud essaient d'assimiler cet apport étranger qu'est la ville. Mais celle-ci étant par définition un espace ouvert, cette tentative risque de tourner court devant la vitalité d'autres cultures nationales (notamment bamiléké), mieux adaptées au mode de vie urbain.

Quoi qu'il en soit, même s'il est appelé à perdre de sa force, le fait culturel reste pour l'instant une constante majeure du Sud-Cameroun. Il convient d'en tenir compte, non pas comme une contrainte issue du passé, mais au contraire, comme un élément novateur, indispensable à la construction d'une société nouvelle.



Les aires représentant les groupes sont proportionnelles à leurs effectifs.

8 000 personnes
2 000 personnes

Figure 4
La population selon les groupes humains.

Indications bibliographiques

Alexandre (P.), Binet (J.), 1958.— *Le groupe dit Pahouin. Béti-Boulou-Fang*. Paris, PUF, 152 p.

Amat, Cortadellas, 1972.— *Ngovayang II : un village du Sud-Cameroun*. Paris, EPHE, VI^{e} sect., 498 p., *multigr.*

Atlas Linguistique de l'Afrique Centrale, 1983.— Le Cameroun. Yaoundé, Cerdotola-DGRST, 475 p.

Atlas National du Cameroun. Carte ethno-démographique, pl. XI. Yaoundé, Ircam.

Bertaut (M.), 1935.— *Le droit coutumier des Boulou*. Monographie d'une tribu du Sud-Cameroun. Paris, éd. Domat-Montchrestient, 308 p.

Bruel (G.), 1935- *La France équatoriale africaine*. Paris, Larose, 545 p.

Chauleur (J.), 1933.— *Rapport sur Nanga Eboko*. Yaoundé, Ircam, multigr.

Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun, 1973.— CNRS, Paris, Colloque international, communications de P. Geschiere, H. Ngoa et Wilhem, sur les Makak, Ewondo et les ethnies du Mbam.

Dictionnaires des villages de la Lékié, du Nyong et So, du Nyong et Kéllé, de la Méfou, du Nyong et Mfoumou, du MBam, de la Haute-Sanaga, du Haut-Nyong, du Ntem, du Dja et Lobo, de l'Océan, 1965-1970.— Yaoundé, Ircam-Orstom.

Dugast (I.), 1949.— *Inventaire ethnique du sud-Cameroun*. Centre Ifan du Cameroun, Mém. Ifan n° 1, 149 p.

Laburthe-Tolra (P.), 1970.— Yaoundé, d'après Zenker. *Ann. de la Fac. des Lett. et des Sc. Hum. de Yaoundé*, n° 2.

Laburthe-Tolra (P.), 1981.— *Les seigneurs de la forêt*. Paris, Publ. de la Sorbonne, 490 p.

Moisel (M.), 1900.— *Aufnahmen des Oberleutnants Freiherr von Stein zu Lausnitz im südlichen Kamerun Gebiet*. Karte 2, M. D. S. , XIII.

Moisel (M.), 1913.— *Karte von Kamerun*. Berlin, Ed. D. Reimer.

Nekes (H.), 1912.— « Jaunde und seine Bewohner ». *In* : Berlin, *Koloniale Rundschau*, Heft 8 : 468-484.

Raynaud (A.).— *Monographie des Boulous de Sangmélima*. Rap. inédit.

Siret (M.), 1948.— *Monographie de la région du Haut-Nyong*. Rap. inédit., 224 p. dact.

Zimmermann (Haupt. A.), 1904.— « Reisebericht des Chefs des Verwaltungsbezikes Ebolowa ». *In* : *Deusches Kolonialblatt* : 232.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

GROUPES SOCIO-CULTURELS

C. SANTOIR

11°04′ 11°30′ 12° 12°30′ 12°50′
4°30 4° 3°30′ 3° 2°30′ 2°10′

NTUI · MBANDJOK · SAA · MONATÉLÉ · OBALA · EVODOULA · OKOLA · SOA · ESSE · AWAÉ · YAOUNDÉ · AYOS · AKONOLINGA · DZENG · MFOU · MESSAMÉNA · NGOUMOU · BIKOK · AKONO · MBALMAYO · ENDOM · BENGBIS · NGOMEDZAP · ZOETELE · BIWONG BANE · NGOULEMAKONG · MENGONG · EBOLOWA · SANGMÉLIMA · MVANGAN · DJOUM · OYENG · AMBAM · OLAMZÉ · G A B O N

Bassa *Basaa*

Linga	*linga*	Ndog Pol	*ndog pol*	
Lingog	*lingək*	Ndog Send	*ndog send*	
Ndog Batjek	*ndog Bacek*	Ndog Suga	*ndog suga*	
Ndog Be'a	*ndog Be'a*	Ndog Sul	*ndog sul*	
Ndog Let	*ndog nlet*	Pan	*pan*	
Ndog Ndong	*ndog ngond*			

Bene *bənə*

Evondo	*evondɔ*	Mvog Ndi	*mvok ndi*	△
Mvog amugu	*mvok amuk*	Mvog Nnomo	*mvok nnomɔ*	
Mvog belinga	*mvok belinga*	Mvog Owondzuli	*mvok owonjuli*	
Mvog Evundu	*mvok evundu*	Mvog Zambo	*mvok zambo*	
Mvog Manga	*mvok manga*	Mvog Zang	*mvok zaŋ*	
Mvog Manze	*mvok manzə*	Otoloa	*otalɔ*	
Mvog Mbaa	*mvok mbaa*	Belua	*bəlɔ*	

Badjue	*bajŵee*	Bikele	*bəkol*	

Bulu *bulu*

Biyeng	*biyaŋ*	Yémésoé	*yəməsoə*	
Essakoé	*esakɔy*	Yémevong	*yəməvoŋ*	
Essaman	*esaman*	Yemfek	*yəmfək*	
Essatolo	*esatɔlɔ*	Yémisem	*yəmisəm*	
Esse	*esə*	Yemvak	*yəmvak*	
Ndong	*ndoŋ*	Yemveng	*yəmvəŋ*	
Ngoé	*ngwə*	Yendam	*yəndam*	
Yébaé	*yəbay*	Yendzok	*yənjok*	
Yéduk	*yeduk*	Yessaman	*yəsoman*	
Yékoe	*yəkouə*	Yetsang	*yəcaŋ*	
Yékombo	*yəkɔmbɔ*	Yéwol	*yəvol*	
Yemvam	*yəmvam*	Yezum	*yəzum*	
Yembong	*yəmboŋ*			

Djem	*njɛm*	Dzimu	*nzimu*	

Eton *etɔn*

Abam	*abam*	Mendum	*məndum*	
Bekasa	*bəkaha*	Mvog Kani	*mvok kani*	
Benyada	*bənyada*	Mvog Onamenye	*mvok namniə*	
Beyedjolo	*bəyejolo*	Ndo	*ndoo*	
Beyembasa	*beyembasa*	Ngoe	*ngwə*	
Enama Dzana	*enama njana*	Ntsas	*ncas*	
Engap	*engap*	Tom	*tɔm*	
Essele	*esale*			

Ewondo *ewondo*

Baaba	*baaba*	Mv. Fuda Mbala	*mvok fuda mbala*	
Elega	*elega*	Mvog Nama	*mvok nama*	
Enoa	*enoa*	Mv. Tsungi Mbala	*mvok cuŋgi mbala*	
Etenga	*eteŋga*	Ndong	*ndɔŋ*	
Etudi	*etudi*	Ngoé	*ngwə*	
Mv.Atangana Mbala	*mv.atangana mbala*	Yanda	*yandə*	
Mv. Esomndaana	*mvok esomndan*			

Fang *faŋ*

Essaélan	*esaelan*	Yemekak	*yəməkak*	
Essangok	*esãgɔk*	Yemvan	*yəmvan*	
Essazoé	*esazoə*	Yessok	*yəsok*	
Yemedjite	*yəməjit*	Yetome	*yətome*	

Fong *fɔŋ*

Mvog Mezang	*mvok məzaŋ*	Mvog Zomo	*mvok zomo*	
Mvog Zang	*mvok zaŋ*			

Maka	*məka*	Mbida-Mbani	*mbida-mbani*	
Bebend	*bəbendə*	Esankom	*esankom*	
Mboans	*mbwãs*			

Mengisa	*məngisa*	Mvae	*mvaŋ*	
Benyabega	*benyabeka*	Essabedjang	*esabanjaŋ*	
Benyugdu	*benyuktu*	Essaobam	*esaobam*	
Mvog Onamenye	*mvok namniə*			

Mvele *mvələ*

Bekua	*bəkua*	Yemba	*yəmba*	
Embarak	*embarak*	Yembaha	*yəmbaha*	
Minkom	*minkom*	Yembuni	*yəmbuni*	
Mvog Ze	*mvok za*	Yemessomo	*yəməsomo*	
Yebekolo	*yebəkɔlɔ*	Yemevele	*yəməvələ*	
Yeduma	*yəduma*	Yendombo	*yəndombo*	
Yehan	*yəhan*	Yengono	*yengono*	

Mvog Nyenge	*mvok nyɛnge*			

Ntumu *ntumu*

Eba	*eβa*	Essambita	*esambita*	
Efak	*efak*	Essandon	*esãdon*	
Essabae	*esabay*	Esseng	*esaŋ*	
Essakunan	*esəkunan*	Essangbwak	*esaŋgbwak*	
Essambe	*esambe*	Minboman	*mimboman*	

Omvang *omvaŋ*

Ngomeya	*ngomeya*			

Pygmées		So	*sɔ*	
Tunga, Betsinga	*cinga, becinga*	Vute	*vute ou VUTE*	
Yekaba	*yəkaba*	Yambassa	*yambasa*	
Yebekanga	*yəbekanga*	Yebekolo	*yebəkɔlɔ*	
Yelinda	*yəlində*	Yembama	*yəmbam*	
Yezum	*yəzum*	Zaman	*zaman*	

Echelle 1 : 500 000
0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE : M. ARCUIER C. VALTON

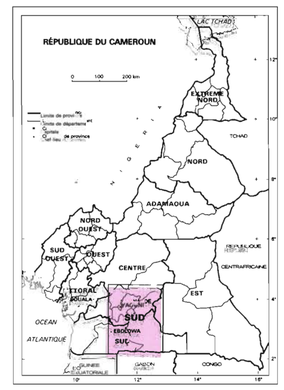
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

GROUPES SOCIO-CULTURELS

(PAR ZONES)

C. SANTOIR



LES PAHOUINS

1 Les Fang, Ntumu, Mvaé

2 Les Bulu

3 Les Béti (tous les autres)

LES MAKA, SO, BIKÉLÉ, BADJUÉ

LES BASSA

LES YAMBASSA

LES VUTÉ

(P) LES PYGMÉES

Zone inhabitée

Limites approximatives des grands ensembles socio-culturels

TSINGA T.S.
MVOG FUDA MBALA Mv. Fud. Mb. Mv. Fu. Mb.
MVOG ONAMENYE Mv. Onam
MVOG ATANGANA MBALA Mv. At. Mb.

Echelle 1 : 500 000

0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE M. ARQUIER C. VALTON

LE PEUPLEMENT EN 1910

Christian SANTOIR

L'élaboration de la carte

Les cartes de M. MOISEL constituent des documents exceptionnels pour la connaissance du Sud-Cameroun au début du siècle. Ces cartes sont précieuses à plus d'un titre ; outre leur intérêt géographique, elles fournissent une vue relativement précise du peuplement ancien de cette région. Établies à l'échelle de 1/300 000, les Karte von Kamerun *ont été publiées en 1913 par D. Reimer, puis en 1915 en version anglaise.*

M. MOISEL avait déjà fait paraître, en 1900, une série de cartes à 1/150 000, datées de 1895-1899 et établies d'après les relevés du baron von Stein, complétés par ceux de von Besser et de von Carnap Quernheimb : Aufnahmen des Oberleutnants Freiherr von Stein zu Lausnitz im südlichen Kamerun Gebiet. *Les cartes de 1913 reprennent l'édition de 1900, tout en y ajoutant de nombreux renseignements collectés par les expéditions ultérieures menées par von Stein, mais aussi par le major Dominik, parv Tessman, Zimmerman, Jacob... Ces expéditions militaires et scientifiques permettent de dater l'information utilisée entre 1898 et 1909.*

À côté d'indications sur la topographie et l'hydrographie, les cartes de Moisel renseignent sur l'occupation humaine : relevé précis des lieux habités, avec leurs noms ; limites entre grands groupes ethniques, avec localisation de leurs principaux clans ou fractions. Ce sont donc, également, des cartes ethniques.

Les documents établis par Moisel sont d'autant plus remarquables qu'ils ont été réalisés d'après des données éparses et de qualité inégale. Ses cartes souffrent ainsi de certains défauts qu'il convient de connaître si l'on veut les exploiter correctement.

L'information de base est fournie par les nombreuses expéditions effectuées, pour la plupart, par des militaires. Les relevés ont été faits avec des moyens rudimentaires : angles déterminés à la boussole, distances calculées au podomètre, au chronomètre, voire... à vue de nez. Les altimètres sont parfois utilisés, mais l'altitude des points culminants, difficiles d'accès, est estimée grossièrement. La qualité des observations astronomiques laisse à désirer et dépend grandement de la saison à laquelle elles ont été effectuées (présence ou absence de couvert nuageux). Longitudes et latitudes sont donc assez approximatives.La position de Yaoundé est inexacte : 3° 51' 35'' N et 11° 32' 40'' E, portés sur la carte, au lieu de 3° 51' 13'' N , 11° 30' 56'' E ; plus grave, la boucle de la Sanaga est trop basse en latitude de 3 kilomètres ; Ebolowa est situé 5 minutes trop à l'est, etc. Les distances sont à l'avenant ; assez exactes autour de Yaoundé, elles le sont beaucoup moins au sud. L'échelle est par conséquent plutôt « élastique » et, dans l'ensemble, plus proche de 1/290 000 que de 1/300 000.

Le réseau hydrographique, malgré un dessin globalement satisfaisant, n'est pas exempt d'erreurs et d'incertitudes. De grandes portions des cours d'eau importants sont figurées en pointillés. Le confluent du Mbam et de la Sanaga est situé beaucoup trop en amont (mais remarquons que sur la feuille Bafia 1b de l'IGN à 1/50 000 figure au même endroit un petit cours d'eau reliant le Mbam à la Sanaga...). Le tracé du Nyong, par contre, est bien rendu ; ce fleuve est mieux connu car il est alors une des principales voies de communication entre Abong-Mbang et la route de Kribi. Le cours moyen du Dja, en aval de Kongoulou, est très imprécis. La complexité du réseau hydrographique, formé en grande partie par d'innombrables rivières au cours indécis, est à la source, si l'on peut dire, d'erreurs de tracé, d'autant que les relevés ont été effectués à partir des pistes qui suivent, le plus souvent, les interfluves. En fait, pour une zone donnée, la qualité et la densité de l'information dépendent beaucoup de l'intérêt que lui portaient les Allemands, pour des raisons militaires ou commerciales. Cela est vrai pour les données purement géographiques comme pour celles concernant le peuplement.

Les informations sur la population présentent quelques imperfections. La Lékié, située aux portes de Yaoundé, apparaît paradoxalement vide et parcourue seulement par un réseau lâche de pistes. Entre celles-ci, de grandes zones blanches semblent bien suspectes... En s'appuyant sur des rapports de l'époque, on peut raisonnablement penser qu'il s'y « cachait » une population nombreuse, encore rebelle au regroupement le long des grands axes. Faut-il en conclure aussi, que le pays eton était au début du siècle un pays déjà moins intéressant pour le commerce et, par conséquent, peu pénétré par les agents de l'administration ?

Mais cette sous-estimation du peuplement réel peut s'appliquer à d'autres régions. Ainsi en 1904, Zimmerman, lors d'une tournée en pays bulu, estime que les habitations situées en dehors des pistes représentent le quart de celles installées en bordure. Peut-on étendre cette correction à l'ensemble de la carte ? Rien n'est moins sûr. Dans la Lékié, la correction devrait être beaucoup plus forte. Le repérage de l'habitat et son report sur la carte dépendent de critères nombreux, variables selon l'endroit : densités humaines, mobilité des populations, ancienneté de la pacification, niveau d'activité économique, contrôle de l'administration...

L'habitat est figuré sur les cartes par des séries plus ou moins importantes de points alignés le long des pistes .Que représentent-ils ? À priori, il s'agit de « villages », mais ce type d'habitat n'existe pas dans le sud du Cameroun à cette époque. Par la suite, le village sera une pure invention administrative. Les unités résidentielles se composaient traditionnellement d'une seule famille regroupant autour du fondateur ses épouses, ses enfants et ses dépendants : autres parents, clients, esclaves... Ces derniers pouvaient occuper une ou plusieurs petites habitations annexes. Les points figurant sur les cartes représentent plutôt des hameaux ou des fermes. La toponymie semble autoriser cette interprétation. Dans la plupart des cas, le toponyme est un anthroponyme ; il englobe un ou plusieurs points et désigne le nom du principal occupant, c'est-à-dire le chef de famille, par exemple : « Atangana's », «Widemenge » (pour Mbida Menge)... Parfois, le nom du chef suit le toponyme, par exemple : « Nkilzok (Mbikono Mbala's) ». Dans d'autres cas, un toponyme est écrit en caractères gras, il ne s'agit plus alors d'un anthroponyme, mais du nom définitif, choisi par l'administration allemande, et que l'on retrouve d'ailleurs sur les cartes modernes.

Les unités résidentielles variaient beaucoup en taille. Chez les Ewondo, Zenker parle de hameaux pouvant comporter 20, 50 maisons, ou plus. En 1906, chez les Omvañ, le sergent Liebert compte une cinquantaine de maisons dans certains hameaux, 138 exactement dans celui d'un chef important. Par contre, chez les Bulu, à l'est de Sangmélima, il n'y aurait pas plus de 10 maisons par unité familiale. Le plan de détail de Yaoundé établi par Zenker, en 1892 (LABURTHE-TOLRA, 1970), ne permet pas de calculer une moyenne. Le nombre des maisons figurant sur le plan est très approximatif et trop faible. Par contre, il donne une estimation précise de la population : 2 400 à 2 500 habitants regroupés sur une cinquantaine de kilomètres carrés environ, soit une densité humaine très élevée de 48 à 54 hab. au km². Notons qu'il existe autour de Yaoundé une concentration exceptionnelle de chefferies ewondo, bënë, etudi, c'est-à-dire d'unités résidentielles pouvant dépasser 100 habitants chacune.

Dans l'espace circonscrit par le plan de Zenker, on compte, sur la carte de Moisel, 32 points ou lieux habités dont 3 seulement sont reconnaissables sur les deux cartes ; ce sont d'ailleurs des hameaux assez importants groupant une quarantaine d'individus chacun en 1892. Si l'on reprend le recensement effectué par Zenker, on obtient ainsi une moyenne de 75 à 77 habitants par point ou lieu habité figurant sur la carte de Moisel, en supposant que la population soit stable. Mais ces chiffres, valables pour une zone très limitée, ne peuvent être extrapolés sans danger. En l'absence de sondages plus précis et plus nombreux, il est impossible d'établir une carte des densités humaines. Aussi avons-nous préféré utiliser l'information telle que Moisel nous la livre, sans rien y ajouter, ni retrancher. Leurs imperfections étant connues, ces documents constituent une bonne base pour l'établissement d'une carte de la répartition du peuplement.

Pour mieux faire ressortir les contrastes et les particularités existant entre les régions, nous avons choisi d'établir une carte par carroyage à partir des points figurant sur les documents de Moisel. Ce choix s'imposait dans la mesure où on ne disposait d'aucun maillage de base, les divisions administratives (Bezirk) *étant alors trop larges et les limites ethniques trop vagues. Nous avons donc apposé sur les cartes originales (feuilles Q2 Jaunde, Q3 Dume, H1, 2 Kribi), ramenées à l'échelle de 1/500 000, une grille régulière. Son pas a été fixé à 5 millimètres, soit 2,5 km en réalité, chaque carreau ayant ainsi une superficie légèrement supérieure à 6 km², ce qui donne une précision suffisante compte tenu de la densité de l'information. À l'intérieur de chaque carreau, les lieux habités (les points) ont été comptés, puis répartis en 6 classes de densité. Si l'on adoptait l'hypothèse de 75 habitants par lieu habité, comptés dans les environs de Yaoundé, les classes retenues représenteraient les densités humaines suivantes : 12 - 24 - 36 - 48 - 60 - 72 hab. au km². Mais il ne s'agit là que d'un ordre d'idées.*

Le Sud-Cameroun au début du siècle

Les paysages

Le Sud-Cameroun, c'est avant tout la forêt, dont la domination est sans cesse remise en cause par l'homme. Celle que décrivent les premiers explorateurs allemands ne semble guère différente de l'actuelle. Sur la carte de MOISEL (1913) figure la « limite approximative entre la savane et la forêt primaire impénétrable ». Selon cette limite, la savane s'étend jusqu'à Yaoundé, sur la partie orientale de la Lékié, ainsi que sur toute la rive gauche de la Sanaga. Ce tracé est toujours valable dans ses grandes lignes. Entre savane et forêt « primaire » s'intercale le *Parklanschaft*, la forêt-parc, qui est une forêt dégradée où subsistent quelques ilôts de forêt humide au milieu d'une savane arborée.

Venant de la côte, von Morgen traverse, en 1890, de nombreux défrichements en pays ewondo ; après le passage du Nyong (à Olama), la forêt-parc domine jusqu'à Yaoundé. Cette formation s'étend vers l'est jusque vers l'actuel Esse, mais on la rencontre au sud du Nyong (arrondissement actuel de Mbalmayo) et entre Tekmo et le Dja. À l'ouest, autour d'Ebolowa, la forêt est plus dense, trouée seulement de clairières. Sur la piste d'Akoafem, la forêt s'éclaircit à l'ouest de la rivière Mbua et on y rencontre des zones de savane avec des herbes hautes, comme à Edengué. Le paysage rappelle déjà celui de la rive droite du Nyong (VON STEIN, 1901-1903). Ces descriptions éparses correspondent assez exactement aux cartes récentes de la végétation (sur la carte de LETOUZEY, la rivière Mbua correspond bien à la limite approximative entre le bassin du Dja et les bassins atlantiques). Les paysages du Sud-Cameroun apparaissent donc déjà assez humanisés, et la forêt primaire (*Urwald*) réduite à quelques ilôts menacés.

Les populations

À l'arrivée des Allemands, l'occupation humaine n'est pas encore fixée. La mobilité des populations a diverses causes. Elle tient, tout d'abord, à la grande dérive historique conduisant les peuples des savanes du nord de la Sanaga vers le sud forestier. Ce vaste mouvement, commencé il y a deux ou trois siècles, a un rythme lent. P. LABURTHE-TOLRA (1981) estime que les Ewondo et les Bënë ont traversé la Sanaga au XVIII[e] siècle, les Bulu, vers 1840 seulement. Les premiers s'installent sur le site de Yaoundé entre 1750 et 1790, et ils ne franchissent le Nyong qu'en 1830-1850. Il s'agit là d'une progression insensible (1 km par an en moyenne), provoquée soit par la poussée continue des populations du nord de la Sanaga, soit par l'expansion naturelle des groupes.

Une fois le Nyong traversé, les migrations s'accélèrent, tout en s'infléchissant vers l'ouest et la mer. Depuis la première moitié du XIX[e] siècle (1830-1840), des commerçants ont installé des comptoirs sur la côte, aux embouchures des fleuves (Douala, Kribi, Batanga). Les marchandises européennes commencent dès cette date à filtrer vers l'intérieur, colportées par des marchands ngumba. Parmi ces marchandises, les fusils sont particulièrement appréciés par des populations essentiellement guerrières, pratiquant en outre la grande chasse (buffle, éléphant, gorille, panthère...). L'accès aux richesses introduites par le commerce côtier va désormais être le grand moteur des migrations au sud du Nyong ; elles vont prendre l'allure d'une véritable course dans laquelle les divers groupes en présence vont essayer de se dépasser, les plus forts bloquant les plus faibles. Ainsi, les Enoa sont à Abam (à l'est de Lolodorf) vers 1840, les Ewondo à Kama vers 1850, et les Bënë à Minkan vers 1870 ; les Enoa battent largement les Bënë avec une vitesse de 7 km par an, au lieu de 3 pour ces derniers. Mais ces groupes, anciennement installés au nord du Nyong, vont être dépassés par les Bulu qui, dès 1880, apparaissent sur la côte vers Batanga après avoir bousculé les Bënë sur leur passage (leur progression s'est faite au rythme moyen de 10 km par an).

Lorsque les Allemands pénétrent dans le Sud-Cameroun, dans le dernier quart du XIX[e] siècle, les populations qu'ils rencontrent y sont installées depuis une génération tout au plus et continuent à se déplacer. La descente des Betsinga sous la pression vute est relatée par von Morgen et von Stein. Les Vute traversent la Sanaga vers Nanga-Eboko autour de 1904, les Engap de la Lékié, entre 1870 et 1890. En 1904, dans la région du Kom, affluent du Nyong, les Omvañ essaient d'occuper les hameaux yebëkôlô désertés ; en 1906, les Yetsang (Bulu) empiètent sur le territoire des Yelinda. Au sud, entre 1900 et 1910, les Ntumu émigrent du Gabon et de Guinée vers Ebolowa et Kribi, en se heurtant aux Mvae. Ils ne se fixeront que vers 1920.

La mobilité des populations du Sud-Cameroun a aussi des causes intrinsèques liées notamment au type d'exploitation du sol. Le système de cultures pratiqué (par défrichements, brûlis) n'autorise pas une densité humaine supérieure à 30 hab./km², sans hypothéquer de façon grave le capital-sol. Un tel seuil, défini par les agronomes, peut sans doute subir des « accommodations », mais dans une marge limitée. En 1892, autour de Yaoundé, la densité s'élève déjà à plus de 50 hab./km², les terres sont donc surexploitées. Mais la carte de Moisel révèle d'autres zones surchargées (d'après ce même critère) ; ainsi, les abords du Nyong entre Ossoé-Bakoko et Widemenge, les actuels arrondissements de Ngomedzap, de Ngoumou, Akono et de Mbalmayo, le district de Biwong Bané, le nord-est de Sangmélima (cantons Ngoassé, Mépho, Tekmo) et l'est de l'arrondissement d'Ayos (groupements Yébékolo-E, NE-I et II)... Il faudrait ajouter la Lékié. Toutes ces régions apparaissent dès 1910 comme des zones d'émigration en puissance. Mais l'irruption du commerce, l'implication grandissante des populations du Sud-Cameroun dans les circuits économiques modernes vont les rendre moins sensibles à la dégradation de leur environnement.

La pénétration marchande

La colonisation allemande dans le Sud-Cameroun apparaît d'abord comme essentiellement commerciale, même si les colonnes qui explorent le pays sont la plupart du temps commandées par des militaires. Les explorateurs furent précédés par des caravanes commerciales et des marchands ambulants, ngumba, gabonais, ghanéens ou européens, employés par les grandes firmes de la côte. Lors de leurs expéditions, les militaires se servent de ces commerçants comme guides ; par exemple, von Stein requiert, en 1904, les services de Bernauer, agent de la Gesellschaft Süd Kamerun ; en 1897, il avait déjà employé le traitant Dunkhorst, tenant une factorerie en pays bënë. Ces derniers ont très tôt fréquenté les populations de l'intérieur dontils connaissent les coutumes et les langues. L'avance du commerce est plus rapide que la pacification et l'organisation du pays par l'administration. Dès 1895, un agent commercial est envoyé à Yaoundé par la firme K. Maas. En 1911, 15 firmes y sont implantées. Mais les factoreries sont déjà dispersées dans tout le Sud. Elles sont situées généralement en bordure des fleuves, aux points de rupture de charge. La carte de Moisel signale deux factoreries près du Nyong (situation actuelle : Ayos et Nkolmékié sur la carte à 1/200 000, dans l'arrondissement de Mbalmayo). D'autres sont situées sur le Dja, à Tunga, Ekok, Atout (firmes : Randa und Stein, Bremer West Afrika G., A. K. Lübke), ou le long des grandes pistes : Massange (Bremer West Afrika G.), Wolo (Woerman G.), Ndick (plusieurs firmes dont GSK). Des Camerounais sont employés par ces compagnies, tel Martin Samba, traitant de Randa und Stein, à Nanga Eboko, puis Olama, ou encore le fils du chef bënë Balinkore de Ngoulemakong, travaillant pour le compte de la même firme en pays djem.

Le commerce européen porte essentiellement sur trois produits : l'ivoire, le caoutchouc et l'huile de palme. Ces produits sont payés en fusils, poudre, sel, tissus, couteaux... Mais en 1910, la région étudiée n'a plus qu'un intérêt secondaire.

La production d'ivoire a commencé à baisser en pays basaa. Chez les Mvëlë, la chasse à l'éléphant nécessite de sérieuses battues, d'autant que cet animal sert déjà à l'alimentation des gens. Les éléphants sont encore nombreux chez les Yezum, et surtout chez les Maka, où la chasse se pratique sur une grande envergure. Au sud, vers la frontière gabonaise, la production d'ivoire est en diminution. La livraison de fusils, mais aussi des procédés expéditifs de capture (encerclement par le feu, clôtures), encouragés par les traitants, ont eu raison des troupeaux. Les décrets réglementant la chasse, à partir de 1906, ne purent empêcher les massacres et la chute définitive des exportations, dès 1912.

Le caoutchouc, tiré principalement du *Kicksia élastica (Funtumia élastica)*, voit sa production diminuer au début du siècle. Alors qu'il abondait en pays yezum, une mauvaise exploitation (par abattage des arbres...) a eu raison des peuplements, et le caoutchouc n'est plus récolté que dans l'est, vers le Nlong Mefok. Si Yaoundé en 1902 est « sous le signe du caoutchouc », selon DOMINIK (*Deutsches Kolonialblatt*), il s'agit d'un caoutchouc provenant de régions éloignées, des forêts du Dja ou du pays maka. En fait, les commerçants de Yaoundé devront leur prospérité à l'huile de palme plus qu'au caoutchouc.

Les palmiers à huile sont nombreux au nord et à l'est de Yaoundé, en pays mvëlë, yezum, mais aussi chez les Sô. Au sud du Nyong, chez les Bulu, le palmier est moins répandu, et ne se trouve qu'à l'intérieur des hameaux.

La rivalité des compagnies commerciales entre elles a accéléré le processus d'exploitation du Sud-Cameroun (à Ndick, en 1904, une caravane dans les deux sens, chaque jour, faisait la navette entre la côte et le haut Dja), et a favorisé un véritable pillage des ressources naturelles. À la même date, autour d'Ebolowa, la région est totalement « épuisée », selon VON STEIN (*Deutsches Kolonialblatt*), surtout à proximité des grandes pistes ; les populations, n'ayant aucun produit de traite à offrir, ne peuvent obtenir des marchandises importées qu'en vendant des vivres aux caravanes de passage. Autre signe de l'épuisement précoce de la forêt : les produits européens subissent au début du siècle une dévaluation notable, les termes de l'échange devenant de plus en plus favorables aux populations. En 1889, VON MORGEN (*in* Laburthe-Tolra, 1982) s'étonnait des bas prix pratiqués chez les Ewondo ; en 1904, dans le haut Dja, région particulièrement riche, on note que les denrées alimentaires sont chères et qu'il est difficile d'en obtenir la contre-valeur en produits importés.

Dès 1905, les compagnies commerciales de la côte exploitent les régions orientales situées entre Lomié et Yokadouma, faisant partie de la concession accordée à la compagnie à charte *Gesellschaft Süd Kamerun* (GSK), créée en 1888. Les factoreries installées sur le Dja ne servent plus que comme dépôts et points de halte pour les caravanes.

Les résistances

La pénétration marchande dans le Sud-Cameroun va provoquer chez les populations d'importantes perturbations, en exacerbant les antagonismes entre les groupes. Aux rivalités ancestrales va s'ajouter la lutte pour le contrôle des pistes caravanières et l'acquisition du monopole du commerce direct avec les commerçants de la côte. Ainsi, les Basaa furent les premiers à s'opposer au passage des Allemands ; ils luttent contre les colonnes militaires (1888-1892) et contre l'avance des Ewondo (1892). Les Allemands ayant contourné le « môle basaa » par le sud (route Lolodorf-Ebolowa), les troubles s'étendent alors aux pays ewondo, bënë et bulu : 1889, guerre Etenga contre Ewondo sur la piste Yaoundé-Onana Mbéssa ; 1891, Ewondo et Etenga contre Baba, Mvëlë, et Bënë Mvog Manze ; 1897 et 1900, guerre Enoa contre Bënë ; 1885-1895, guerre Bulu contre Bënë, ces derniers étant chassés d'Ebolowa et refoulés vers le nord.

Simultanément, les Allemands doivent faire face à de véritables coalitions mettant en péril le commerce : 1895, insurrection des Ewondo, des Bënë Mvog Amugu et Mvog Manze ; 1899-1901, guerre en pays bulu. Les Allemands cherchent alors à court-circuiter les intermédiaires bulu et bënë, en établissant des relations avec l'est soit par le sud, à travers le pays fañ, soit par le nord, en reliant le Dja au Nyong navigable (au niveau d'Ayos), à travers le pays sô. En 1903, le pays bakoko (basaa) s'ouvre enfin, ce qui permet également de supprimer le commerce intermédiaire des Ewondo, sur la piste de Kribi.

Les centres d'intérêt du commerce se déplaçant alors vers l'est, des troubles éclatent dès 1903, chez les Bulu, mais aussi le long de la piste Yaoundé-Widemenge-Dja et sur la rive droite du Nyong, entre Mvëlë, Yezum et Yebëkôlô, populations contrôlant les pistes reliant Yaoundé à la région du haut Dja. Quand la GSK veut établir une ligne de bateaux à vapeur sur le Nyong, entre Onana Mbessa et Abong-Mbang, c'est l'insurrection générale des populations riveraines du Nyong et du Dja, qui se voient frustrées de leur monopole sur le transit des caravanes. Les factoreries sont pillées, des traitants tués. Il faudra plus de deux ans d'une guerre acharnée pour que les militaires allemands rétablissent la liberté du commerce. La longueur de ces opérations a même failli mettre en danger la paix précaire régnant à l'ouest, chez les Bulu d'Ebolowa...

Le Sud-Cameroun aura donc connu quatorze années de guerres et de paix ou de troubles sporadiques, nécessitant à chaque fois l'intervention du poste de Yaoundé ou de Kribi. En 1906, onze ans avant le départ des Allemands, la pacification est à peine achevée dans l'est de la région.

Une pénétration pacifique s'étant avérée impossible, le quadrillage du pays par les militaires, puis par l'administration, civile devenait indispensable. La concurrence poussait les traitants à s'aventurer dans des régions inexploitées et inexplorées, ce qui avait aussi l'avantage de les soustraire à tout contrôle administratif, notamment aux réglementations limitant la collecte des produits locaux. Pour obtenir plus d'ivoire, les compagnies fournirent, en satisfaisant la demande pressante des populations, un grand nombre d'armes à feu (vieux fusils à broche, mais aussi des fusils se chargeant par la culasse, entrés en fraude à partir du Congo), ce qui donna aux affrontements locaux un caractère très meurtrier (des centaines de morts chez les Omvañ pendant l'insurrection de 1906, selon DOMINIK, 1908).

En dehors des pertes humaines et des séquelles habituelles (villages et plantations brûlés, régions désertées), les guerres ont accéléré le brassage et la mobilité des populations. La résistance des peuples du Sud-Cameroun à la pénétration allemande a engendré une turbulence générale. Contre les Yebëkôlô et les Maka, Dominik utilise des troupes auxiliaires (1 000 hommes environ) : yezum, yekaba, vute (populations ne contrôlant pas de grandes routes commerciales). Des hommes sont déportés vers la côte pour servir de manœuvres ou de porteurs ; les femmes sont remises, « selon la coutume locale » (Dominik *dixit*), aux auxiliaires et les enfants envoyés « comme d'habitude » (*idem*) à la mission catholique de Yaoundé... (tel fut le sort de plus de 500 femmes et enfants omvañ et yebëkôlô, en 1906).

Ces méthodes radicales, jointes à l'emprisonnement des chefs rebelles, voire à leur exécution, préparaient la paix. Une fois brisées les résistances au commerce, la sédentarisation des populations pouvait être envisagée. Les chefs soumis pouvaient alors organiser le regroupement de leurs gens le long des axes de circulation. Mais plus que la force militaire, plus que l'économie de cueillette favorisée par le commerce, c'est la culture du cacao, apparue sur la côte dès avant 1903, qui va accélérer la sédentarisation des populations.

La répartition de la population

Au nord de la Sanaga

À l'ouest du confluent du Mbam et de la Sanaga, dans l'actuel pays yambasa, la population apparaît très clairsemée. En 1890, von Morgen traversant cette contrée la décrit comme une savane pauvre en eau, mais recelant une faune abondante (antilopes, buffles, éléphants). Il n'y rencontre que quelques localités (dont Kananga) occupées par les « Nanga », population « misérable » et dans un état physique déplorable ; les termes employés : « faiblesse musculaire », « dégénérescence », « apathie » font penser aux symptômes de la maladie du sommeil dont cette région est, encore de nos jours, un des principaux foyers.

Cependant, la maladie n'explique pas à elle seule le sous-peuplement. Cette petite région est ravagée par les guerres contre les Allemands et les Vute. En 1892, Ramsay, aidé de 7 800 guerriers tsinga, défait les « Windschoba » habitant aux environs de l'actuel Yambasa ; en 1894, c'est au tour du chef vute Nguila, de battre les mêmes populations ; en 1903, enfin, Dominik réquisitionne 7 000 hommes chez les Yambasa pour les emmener travailler dans les plantations de la côte.

À l'est du Mbam, au contraire, on observe une remarquable concentration humaine le long de la piste gouvernementale menant de Yaoundé à Yoko par les chutes de Nachtigal.

Les villages s'y succèdent sans interruption. Il s'agit là d'une grande voie de migration précoloniale reliant l'Adamawa aux régions forestières du Sud. La formation de fortes densités humaines au long de cet axe a été favorisée par la poussée exercée par les Vute sur les Mvëlë et les Tsinga. Ces derniers se sont répandus sur la rive droite de la Sanaga, entre le Mbam et Nachtigal, où ils contrôlent les points de traversée du fleuve et font office de passeurs.

Dans ce secteur, à la fin du XIX^{e} siècle, l'avance des Vute vers le sud constitue le principal événement. L'irruption de ces populations guerrières au sud de la Sanaga est particulièrement redoutée des Allemands, dont tous les rapports s'étendent largement sur les exactions du chef Ngila chez les peuples riverains. En plus du paiement d'un tribut, payé en esclaves, les villages soumis subissent une véritable acculturation dont le signe le plus évident est la transformation de l'habitat ; la maison à plan rectangulaire cède la place à la case ronde, à toit conique, que Dominik trouvera même au sud du fleuve. En 1889, l'influence vute est très forte sur la rive droite, le pays contrôlé par Ngila commence à deux jours de marche au nord des chutes Nachtigal. L'année suivante, la domination vute atteint le fleuve ; les Tsinga sont passés sur la rive gauche ou se sont réfugiés sur les îles, encore désertes en 1888 (Kund, 1888). En 1895, seul le village de Kombé a pu conserver son indépendance. Mais, à cette date, les Vute accroissent leurs raids au sud de la Sanaga (Ngila a installé un bac au niveau de l'actuel pont de l'Enfance) et, selon la tradition orale, seraient parvenus jusqu'à Nkometou, à une vingtaine de kilomètres au nord de Yaoundé. Aussi, en 1899, les Allemands, décidés à en finir, montent la *Wutte Expedition*, commandée par von Kamptz ; elle réussira à stopper définitivement l'expansion vute.

À l'est des chutes de Nachtigal, les rives de la Sanaga sont occupées par les « Mango », populations semblant apparentées aux Vute ; elles étaient établies, peu de temps auparavant, à une vingtaine de kilomètres plus au nord. Pour se protéger contre Ngila, leur village-centre (150 cases) a été construit et fortifié sur une île de la Sanaga, en aval de Nanga-Eboko. Les autres villages se dispersent sur d'autres îles et sur la rive gauche, entre Mbandjok et Ndjoré.

Entre Sanaga et Nyong

Cette vaste région se caractérise par une forte concentration de population autour de Yaoundé. Plus à l'est, d'autres noyaux de peuplement secondaires apparaissent en bordure du haut Nyong et de son confluent le Kom.

Le pays **eton** se distingue par sa faible occupation, mais il s'agit d'un pays encore peu parcouru et les grands ensembles de collines au pied desquelles passent les pistes ne semblent pas avoir été prospectés dans le détail. Sur la carte de von Stein (Moisel, 1900), le pays eton, non cartographié, est considéré néanmoins comme « bien peuplé et cultivé », et, par endroits, « couvert par une savane difficile à pénétrer ». Mangisa et Eton sont originaires du nord de la Sanaga et occupent leur territoire depuis le XVII^{e} siècle. Les premiers recensements français enregistreront des densités de plus de 50 hab./km^{2} dans la Lékié. Ces densités élevées peuvent s'expliquer par le fait que les Eton se sont trouvés « piégés » entre la Sanaga et les reliefs de la région de Yaoundé. Dans cet espace, leur expansion a été bloquée, à la fois par la résistance des Basaa à l'ouest et par la pression des Ewondo, Bënë et Mvëlë à l'est et au sud.

La mauvaise connaissance du pays eton est peut-être due, aussi, au fait qu'il s'agit d'un pays encore peu ouvert au début du XX^{e} siècle. Encerclés de toutes parts, Eton et Mangisa n'ont pas participé à la « course à la mer », comme leurs voisins et sont entrés relativement tard en contact avec les traitants de la côte.

La carte du pays eton montre néanmoins, dans son indigence, quelques traits intéressants. On y observe plusieurs pôles de densités : au nord, dans le territoire mangisa, notamment au niveau de Mbénéga, qui est alors la résidence du chef des Eton-Ka (autre nom des Mangisa), nommé par les Allemands ; vers Ebébda, où les Mangisa traversèrent le fleuve (selon leur tradition) ; enfin, près du village actuel d'Eyenmeyong, non loin de Monatélé, autre lieu de traversée du fleuve par les migrations eton.

Au sud, une zone de fortes densités est située vers l'actuel Evodoula, à l'intersection des pistes reliant Yaoundé à Mbébé Kikot (pays basaa) d'une part, la Sanaga à Voua et à Ngoulemakong, d'autre part. Cette dernière localité, à la charnière des pays ewondo et basaa, située sur la route gouvernementale Yaoundé-Edéa, est bien peuplée ; c'est le centre de la chefferie Eton-Ouest, et le point de plus avancé atteint par les Eton vers la mer. C'est aussi le seul endroit où ils sont en contact étroit avec les Basaa. En 1892, von Stein note sur sa carte (Moisel, 1900), à l'emplacement de l'actuelle route d'Edéa, que le pays ndog-send est en partie abandonné et dévasté par les guerres fréquentes que se livrent Basaa et Ewondo. Entre Ngoulemakong et la Sanaga existe une zone pratiquement vide, de part et d'autre de la Lobo, qui sépare les Eton des Basaa.

À l'est, le pays eton connaît un peuplement disséminé ; la route menant de Yaoundé aux chutes de Nachtigal en passant par le futur Obala ne semble pas favoriser la formation de densités importantes. Située à la frontière des Eton et des Mvëlë, cette zone a connu une histoire très agitée, qui s'est traduite par une occupation humaine très fluctuante ; florissante et bien peuplée en 1899, désertée et ravagée, l'année suivante, par les migrations mvëlë venues de l'est (von Morgen, 1890, traduit par Laburthe-Tolra, 1982). Les incursions vute ont-elles eu le même effet dans la boucle de la Sanaga, où le peuplement apparaît très faible ?

Le pays **ewondo** est sans doute mieux connu et contraste avec la région précédente de par ses fortes densités humaines. La population s'y concentre principalement entre les pistes rayonnant à partir de Yaoundé, vers l'ouest, le sud-ouest, c'est-à-dire vers le Nyong et, plus loin, Kribi. Entre elles, on observe un semis de hameaux régulièrement espacés (tous les 2 ou 3 km) dans une région sans grand relief, s'ouvrant largement sur la vallée du Nyong.

Yaoundé constitue le principal pôle de concentration humaine. L'installation d'un poste administratif important et de factoreries garantit une plus grande sécurité, mais surtout un approvisionnement facile en produits européens. Yaoundé exerce ainsi une forte attraction sur les populations environnantes. Mais son succès, ou plus exactement le succès de son site, est bien antérieur à l'arrivée des Allemands. Située en bordure du plateau continental, au milieu d'un massif de collines élevées se prêtant bien à la défense, Yaoundé est un point stratégique, à égale distance de la Sanaga et du Nyong. C'est un lieu de passage fréquenté où convergent les pistes provenant des gués de la Sanaga (Ebébda, Nachtigal). Sur la carte de Moisel, des concentrations s'observent aux débouchés des pistes arrivant du nord, du nord-est (vers Ntouessong, Nkolfoulou) et du sud. À quelques kilomètres au nord de Yaoundé, les fouilles archéologiques ont révélé des traces d'occupation humaine remontant à 2 500 ans. Les Bënë sont vraisemblablement à Yaoundé depuis la fin du XVII^{e} siècle, les Ewondo depuis le XVIII^{e}. Avant eux, les Fañ, les Maka, les Basaa avaient occupé ce site convoité qui est placé à la frontière des quatre principaux groupes humains du Sud-Cameroun : Eton, Mvëlë, Bënë et Ewondo.

En dehors de Yaoundé, une zone de fort peuplement existe sur la rive droite du Nyong, au niveau des gués (Nkolong, Olama et Onana-Mbessa). Ailleurs, de petits noyaux de population correspondent à des chefferies. La coutume voulant que les fils mariés s'établissent autour de la « maison » (*i. e.* la famille, le *mvog*) de leur père, des concentrations assez fortes se forment autour des hommes importants ; chaque cellule de population ainsi constituée essaime à son tour d'autres familles.

L'habitat ewondo, comme celui des autres groupes bëti, est à cette époque très mobile. La mobilité peut limiter les effets néfastes d'une trop grande densité humaine (épuisement des sols, de la faune, maladies, conflits lignagers...), effets que les techniques employées et le niveau d'organisation sociale des populations ne permettent pas d'éviter. Ainsi, chaque chef de famille déménage, en moyenne, deux à trois fois dans sa vie. Les nouvelles habitations sont établies à faible distance des anciennes, généralement à une journée de marche (soit 15 km environ).

Les hameaux familiaux (*ndzal*) sont construits dans un endroit aéré, au sommet d'une colline. Ils sont composés d'un double alignement de maisons séparées, chacune étant occupée par une femme et ses enfants. Ces maisons sont de dimensions réduites (8 m x 4 m et 2 m de haut) ; leurs murs sont constitués de panneaux d'écorce, leur toit de palmes de raphia, tous éléments facilement démontables et transportables. À chaque extrémité de la cour centrale, une maison plus grande, placée perpendiculairement aux autres, constitue l'*abaa*, à la fois corps de garde, « case à palabres » et habitation des hommes adultes (on peut y compter jusqu'à 30 lits). Le hameau, entouré par une palissade (*ongola*), se trouve au milieu d'un espace comprenant les champs, les terrains de chasse, les rivières pour la pêche, ainsi qu'un ou plusieurs points d'eau. Cet espace exploité est délimité par des repères : arbres, cours d'eau, rochers... et constitue avec le hameau un *nkon*, c'est-à-dire une unité de vie, de production, en même temps qu'une unité d'auto-défense, grâce aux hommes qui assurent leur tour de garde dans l'*abaa*.

Au moment de l'arrivée des Allemands, l'habitat a déjà commencé à évoluer. Sur le plan de Yaoundé établi par Zenker en 1892 (Laburthe-Tolra, 1970), les hameaux ne sont composés pour la plupart que d'une seule rangée de maisons, avec un seul *abaa*. Les habitations sont donc plus ouvertes et leur plan semble moins dicté par des considérations défensives.

La dispersion et l'isolement des hameaux était compensée par l'existence d'un réseau de sentiers les reliant entre eux. Ces chemins formaient un lien stratégique entre parents et alliés. L'utilisation du tam-tam à deux tons (*nkul*), d'une portée de 3 à 4 km, était un moyen précieux de communication.

À l'ouest, la frontière entre Ewondo et **Basaa** est imperceptible sur la carte ; les deux populations sont en contact. Le lacis des pistes est continu d'est en ouest, autour de la route actuelle Otélé-Makak. De petits noyaux de population se situent sur la limite des deux peuples, notamment au bord du Nyong. Depuis 1904, les Basaa ne s'opposent plus au passage à travers leur territoire ; les luttes âpres contre les Ewondo et les Allemands sont maintenant révolues.

À l'est de la « piste du télégraphe », Yaoundé-Onana Mbessa, le nombre des lieux habités apparaît bien faible comparé à la densité des pistes. Les relevés sont peut-être incomplets. Jusqu'à la piste de Widemenge, le pays est vide. S'agit-il d'un *no-man's land* entre Etenga et Bënë, ou d'une carence de la carte ?

Dans le pays bënë, la population se regroupe le long de la piste Yaoundé-Widemenge qui est une route caravanière bien fréquentée, drainant la région du haut Dja. En 1889, la carte de von Stein signale de part et d'autre de cette piste de nombreux *muog* bënë, sans toutefois préciser leurs emplacements exacts.

À l'est de Yaoundé s'étend une vaste région faiblement occupée ; la population se disperse le long des pistes traversant les pays **mvëlë** et **yezum**. Ceux-ci ne sont pacifiés que depuis 1903. De Yaoundé jusqu'à Esse (Mfandéna), le pays mvëlë a une population dense et de riches cultures. Plus loin, la piste quitte la savane pour entrer dans la forêt, jusque chez les Yezum. Cette piste commerciale vient d'être créée entre le Nyong et la Sanaga, pour relier plus rapidement le pays maka à Yaoundé. En 1902, l'habitat mvëlë est en évolution ; au lieu de s'aligner de chaque côté de la piste, les maisons se répartissent autour d'une place, ou s'éparpillent sans ordre apparent. On remarque également de belles plantations de palmiers à huile, plantés en ligne à côté des bananiers.

Le pays yezum, autour de Lembé, est également peu habité. Les anciens « villages » établis sur des sites défensifs se reconnaissent à leurs plantations de palmiers à huile. Les Yezum ont eu à combattre, à la fois, les Mvëlë et les Vute. Il existe une zone pratiquement vide entre la Sanaga et leur territoire.

Encore plus à l'est, dans l'actuel département du Nyong et Mfoumou, la population devient plus importante. Elle se répartit suivant trois axes : le premier suit la rive droite du Nyong ; le second est orienté W-E (piste : Mbaka-Ndélé-Kobdombo) ; enfin, le dernier axe est grossièrement N-S (piste : Atoa-Nyamvou et Sala). La jonction de ces axes forme une zone de fortes densités, au confluent du Nyong et de son affluent le Kom. Cette région est habitée principalement par les **Yebëkôlô** et les **Omvañ**. En 1906, ces populations s'étaient soulevées contre les Allemands. Un an après, elles ont reconstruit leurs villages et créé de nouvelles pistes. Mais les opérations militaires ont provoqué de nombreuses pertes humaines qu'il faut ajouter aux déportations vers la côte (650 hommes, en octobre 1906) ou vers le poste de Lomié.

Les plus grandes concentrations humaines se rencontrent dans une zone refuge située à l'est, entre les marais du Kom et ceux de l'Ayong Yérap. On y trouve des chefferies importantes, comme celle de Mbéama (actuel Ebengok, au nord de Nyamvou), avec ses deux rangées de maisons s'étendant sur près de 800 mètres (Dominik, 1908). Les Yebëkôlô ont établi dans ce secteur une sorte de barrage entre les pays maka et omvañ de l'est, et les régions occidentales commerçant directement avec Yaoundé et Kribi. Leur territoire est traversé par les pistes les plus directes reliant Yaoundé à Doumé et Abong-Mbang. Les chefferies tiennent les points de passage des marais du Kom. Entre Akonolinga et Ayos, elles contrôlent également une partie du Nyong navigable.

Du Nyong au Ntem

La rive gauche du Nyong est, dans l'ensemble, plus peuplée que la rive droite ; la population s'y répartit en trois zones bien différenciées :

— une zone septentrionale où la population se regroupe le long de pistes orientées NE-SW à partir du fleuve ;
— une zone médiane allant d'Ebolowa à la boucle du Dja, caractérisée par une dispersion plus grande et la présence de nombreux sentiers orientés W-E, suivant la limite des bassins versants du Nyong et des cours frontaliers Ntem, Kom ;
— une zone méridionale où la population, plus clairsemée, se distribue suivant des pistes de direction NW-SE.

La zone septentrionale

Dans cette première zone, qui s'étend sur 45 km environ à partir du Nyong, on observe de remarquables concentrations linéaires en pays ewondo. Les villages se pressent le long de trois itinéraires menant vers l'ouest et la côte (Lolodorf et Kribi) ; ils correspondent aux trois principaux points de passage du Nyong. Un chemin suit la rive gauche du Nyong, en reliant les différents gués. À partir d'Onana Mbessa, le fleuve n'est plus navigable à cause de l'apparition de rapides (rapides Tappenbeck) ; son cours se resserre et ses berges sont plus escarpées. Comme au nord du Nyong, la population tend à se densifier dans les zones de « friction » des groupes. La petite région circonscrite par le Nyong et les localités de Abodmveng, Elabé (Minlaba), Mfida et Menguémé doit son fort peuplement au fait qu'elle constitue une zone de « télescopage » entre plusieurs migrations : Enoa, Bënë Mvog Manze, Ewondo. En 1897, Zimmerman (*Deutsches Kolonialblatt*) y rencontre un hameau toutes les demi-heures. Juste à l'est, chez les **Bënë**, les mêmes concentrations NE-SW peuvent être observées. En dehors du confluent du Soo et du Nyong (ancien pays de Man), la plus remarquable se situe en bordure du Nyong où aboutissent plusieurs grandes pistes : la piste des **Enoa** ; la double piste des Mvog Manze ; enfin, toujours parallèle aux itinéraires précédents, la piste des Bënë Mvog Amugu.

La zone de peuplement dense d'Obout-Métet est déjà signalée par Kund en 1888. Elle correspond à la plus importante chefferie bënë, l'ancien « *Jambong* » de Kund et von Stein. Selon l'usage bëti, le chef, résidant vers l'actuel Nkomfoum, est entouré de ses parents : un fils à Métet, un petit-fils à Nkolbewa (7 km à l'ouest), un frère à Obout (en 1910). Contrairement à ce qu'on remarque sur la rive nord du Nyong, les hameaux ewondo et bënë comportent ici deux rangées de maisons.

Bien séparés des Bënë, les **Foñ** s'alignent le long de la piste Ebaminal-Mvoutessi ; mais il s'agit du dernier axe orienté NE-SW. Plus en amont du Nyong, les concentrations linéaires changent totalement de direction, tout en devenant moins nettes. La plupart des pistes s'orientent vers l'est : piste commerciale Yaoundé-Dja, avec un embranchement vers Akonolinga ; piste de Lomié longeant le Dja et menant de Lomié à Ngoulemakong.

Entre Nyong et Dja, chez les **Yelinda**, les **Sô** et les **Maka**, la population est plus dispersée. Ce n'est qu'en 1900 que von Stein parvient à Atok, la principale chefferie maka. Cette région, comme la rive nord du Nyong, vient juste d'être soumise, après l'insurrection qui s'est prolongée d'avril 1905 à octobre 1906. Le pays maka n'est entièrement pacifié qu'en 1910.

En 1906, les villages yelinda en bordure du Nyong, entre Akonolinga et Ayos, sont décrits comme enfin calmes et bien peuplés. Chez les Sô, le long de la piste Wolo-Ayos, c'est une chaîne de hameaux, interrompue parfois par de courtes zones forestières. Ces localités sont en train de se repeupler en accueillant les gens réfugiés dans la forêt, lors des troubles. À l'est de cette piste, les Maka résistent toujours ; ils sont dispersés au milieu d'une région amphibie, coupée de marécages et sillonnée par les nombreux affluents du Nlong Mefok. L'habitat maka est à cette époque du style le plus pur, ordonné pour la défense ; deux rangées de maisons contiguës délimitent un espace clos aux extrémités, au milieu duquel la case des hommes (*banje*) est érigée sur un monticule pour faciliter la surveillance des environs.

La zone médiane

La seconde zone, large d'une quinzaine de kilomètres, entre Ebolowa et le Dja est parcourue par un réseau dense de pistes orientées W-E, grossièrement parallèles.

À l'ouest, les axes migratoires ewondo commencent juste à s'infléchir dans la direction de Lolodorf et de l'océan. Au sud, les hameaux se concentrent au bord de la principale voie migratoire des Bënë, jalonnée par leurs « postes » militaires, menant du grand camp retranché de Minkan à Ngoulemakong.

Au nord et à l'est d'Ebolowa, jusqu'à Ngoulemakong, le peuplement est très dispersé et il est difficile d'y discerner des axes distincts. Le relief assez tourmenté et compartimenté de cette zone, faisant alterner vallées et collines élevées, a eu une influence sur la répartition des groupes humains. Mais ce secteur est aussi un lieu de contact entre les grandes migrations bulu, bënë et foñ. Les migrations venant du NE ont été ici bousculées et repoussées vers le nord par la poussée des Bulu qui, depuis le Dja, marchaient plein ouest. En outre, les troubles continuels qui opposèrent les Bulu aux Allemands, entre 1895 et 1900, ont provoqué une grande turbulence des groupes. Dans cette confusion, on peut néanmoins remarquer l'importance prise par deux voies transversales reliant Ebolowa à la route de Lolodorf.

À l'est de Ngoulemakong, un vide (réel ?) sépare Foñ et Bulu. Trois pistes, reliées entre elles, mènent au Dja, par Sangmélima et Tekmo. Après Sangmélima, on remarque deux fortes concentrations linéaires le long des pistes allant vers Nganga et Djoum. Sur la carte de Moisel, cette région comporte peu de pistes, mais au sud de Mekok, elle révèle un peuplement intercalaire qui est peut-être mal connu. Les pistes de Nganga et de Djoum, occupées par les Ndoñ, sont-elles des voies de migration orientées vers l'est, empruntées par les Bulu après leur traversée du Dja ? Les Bulu semblent, en effet, s'être dirigés vers l'est ou le sud-ouest, comme l'indique leur présence à l'intérieur de la boucle du Dja.

Au nord-est, de Sangmélima, la population bulu se concentre sur la rive droite du Dja et, plus précisément, à l'intérieur de la boucle formée par son affluent principal, le Lobo. Les plus fortes densités se trouvent dans un quadrilatère formé au nord par le Lobo, à l'est par le Dja, au sud, par la Libi et à l'ouest par la rivière Kono, affluent de la Lobo. À l'intérieur de ces limites, la population est importante sur la rive droite de la Lobo et à son confluent avec le Dja, où sont installées, en 1906, plusieurs chefferies, une factorerie (à Ekok, Bremer West Afrika Gesell.), le poste militaire temporaire de Kam, étape sur la piste commerciale de Lomié. En aval du Dja, le gué situé en face de Kongoulou n'occasionne pas de tels rassemblements, malgré la présence de la factorerie d'Atout (A.K. Lübke Gesellschaft).

Cette région a été perturbée par des troubles incessants responsables de la dispersion de l'habitat : guerres des Yemvam contre les Yetsang et les Yezum ; soulèvement de ces derniers contre les Allemands en 1904. Cette année-là, Zimmerman (*Deutsches Kolonialblatt*) note entre le Nyong et le Dja de nombreuses ruines, provoquées par les guerres locales. Les hameaux rencontrés sont généralement petits ; les maisons des chefferies sont éparpillées par groupes de trois ou quatre, le long des pistes, disposition plus avantageuse en cas d'attaque. La forêt dégradée, entrecoupée de zones de savane, montre qu'il s'agit là d'un pays anciennement occupé.

Sur la rive droite du Dja, les chefferies forment des noyaux de peuplement (Assok, Tunga) le long de la piste commerciale et postale de Lomié. Cependant, depuis l'insurrection des Bajwé (1905), la population, autrefois très nombreuse, n'a pas encore semble-t-il retrouvé son niveau antérieur.

La zone méridionale

Dans la troisième zone, au sud d'une ligne Ebolowa-Sangmélima, la population est faible et regroupée selon des axes NW-SE. Entre Ebolowa et Ambam et jusqu'à la frontière, le peuplement n'est pas encore fixé. En 1910, les **Ntumu** remontent de la Guinée et du Gabon ; ils font la jonction avec leurs frères installés au nord du Ntem. Notons que la zone frontière entre le Cameroun allemand et la Guinée espagnole, colonie sous-administrée, connaît déjà une occupation relativement importante.

Plus à l'est, en pays **fañ**, von Stein signale que la région de Ndick est bien peuplée (contrairement à ce qui apparaît sur la carte). Mais de Ndick à Akoafem, les hameaux se raréfient et sont séparées par de vastes zones de forêt inhabitée. Ndick est alors un centre de transit important pour les compagnies commerciales de la côte. À partir d'Edengué, un embranchement conduit vers Djoum, puis vers les poste de Kul et Lomié. La piste Ngoulemakong-Akoafem peut être parcourue à cheval, grâce à l'aménagement de ponts par les traitants.

Les facteurs du peuplement

L'analyse de la carte de Moisel (1913) fait ressortir plusieurs faits, permettant de mieux comprendre la répartition du peuplement en 1910.

Tout d'abord, **le relief** n'apparaît pas comme un facteur très influent. Généralement peu marqué, il ne prend quelque importance qu'à l'ouest (Lékié, région de Yaoundé, de Kama, d'Ebolowa). Les hameaux fuient les bas-fonds et recherchent les hauteurs qui sont des points stratégiques, à la fois sites défensifs, postes d'observation et lieux salubres. Les pistes suivent les interfluves, mais contournent les collines trop élevées. Quand le relief s'accentue, se compartimente, elles forment un quadrillage irrégulier qui a pour effet de disperser la population. Les zones de relief sont toujours des zones de fortes densités. Mais le relief est un facteur moins déterminant que l'hydrographie.

En forêt, **les cours d'eau** sont habituellement des zones répulsives. Mais il convient d'apporter à cette constatation de nombreuses nuances. Les fleuves sont des obstacles difficiles à franchir pour des populations ne disposant pas de techniques appropriées (tous les mythes d'origine des groupes mentionnent la traversée périlleuse d'un grand cours d'eau). Malgré cela, les fleuves ont été franchis en différents endroits. Chaque lieu de passage facile et anciennement pratiqué concentre la population. Il en est de même des gués des grandes rivières : Soo, Lobo. Chaque gué est, après son franchissement, un centre de dispersion, matérialisé généralement par une bifurcation des pistes. Ce sont aussi des points stratégiques et chaque groupe important a le sien. La tête de pont établie sur l'autre rive d'un fleuve ou d'une rivière devient un pôle de peuplement d'où partiront de nouvelles migrations.

En dehors des gués, les cours d'eau ne sont pas attractifs. Ainsi la rive droite de la Sanaga, en aval d'Ebébda, le Nyong en amont d'Ekombitié... Les populations se maintiennent à distance. Ce sont des zones malsaines (trypanosomiase des rives du Nyong et de la Sanaga) et inquiétantes (l'eau est le domaine des morts...). En outre, la circulation le long des cours d'eau en plaine n'est pas facile : présence de marécages et de nombreux affluents à traverser. En fait, dans la région étudiée, les migrations ont traversé les cours d'eau et les ont rarement longés.

Si l'on met en relation la répartition du peuplement et le réseau hydrographique, on peut remarquer qu'après la traversée de la Sanaga, les populations ont d'abord suivi les interfluves des grandes rivières, Lékié, Ngobo, Afamba, qui mènent toutes au site de Yaoundé. À partir de là, sur le bassin versant du Nyong, les rivières conduisent vers le sud-ouest, vers le sud-est ou le sud. Plus à l'est, ce schéma est moins net, ce qui peut être dû à la faiblesse de la population, ainsi qu'à une histoire tourmentée (cette région est le carrefour des migrations venant du nord et de l'est).

Au sud du Nyong, le même principe peut être observé ; les cours d'eau mènent vers l'ouest et le sud-ouest. Plus à l'est, cependant, le réseau hydrographique est moins cohérent avec la direction des pistes ; les migrations ont été plus rapides qu'au nord du Nyong, et la plupart des cours d'eau ont été franchis sans détour (mais la tradition rapporte que les Bulu auraient contourné le Nyong par sa source...). De Sangmélima à Ebolowa, toutes les pistes interceptent presque perpendiculairement les affluents du Ntem et du Kom. Il s'agit généralement de voies récentes créées par le commerce ou des itinéraires d'expédition. À Akoafem, von Stein remarque que les relations entre populations s'organisent suivant des axes nord-sud, conformes à la direction des affluents de l'Ivindo, mais jamais selon un axe ouest-est.

Fleuves et rivières ont donc canalisé les migrations, qui ont suivi des routes parallèles à leurs cours avant de les traverser près de leur source où ils sont moins larges et moins profonds. Les nouvelles voies créées pendant l'époque coloniale s'affranchirent de cette contrainte.

En dehors de ce facteur physique important, la carte de Moisel montre également assez clairement que le peuplement ancien s'organisait autour de certains points forts, encore perceptibles en 1910. Ceux-ci servaient de structure élémentaire à l'espace occupé par chaque groupe, ou fraction. En dehors des gués, ces points forts étaient constitués par les sites défensifs, les chefferies, les fronts entre groupes voisins, les marches frontières et les pistes anciennes menant à la côte (surtout dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle). Les autres points ne sont pas cartographiés et apparaissent en blanc ; ce sont les zones de cultures et de chasse, les refuges (petites vallées, reliefs escarpés, forêt profonde). Chaque point fort peut devenir un pôle de densité. Dans un tel cadre, le peuplement s'est fait par dispersion en rayonnement à partir des pôles de densité, ou par des déplacements « amiboïdes », chaque cellule lançant des antennes dans toutes les directions.

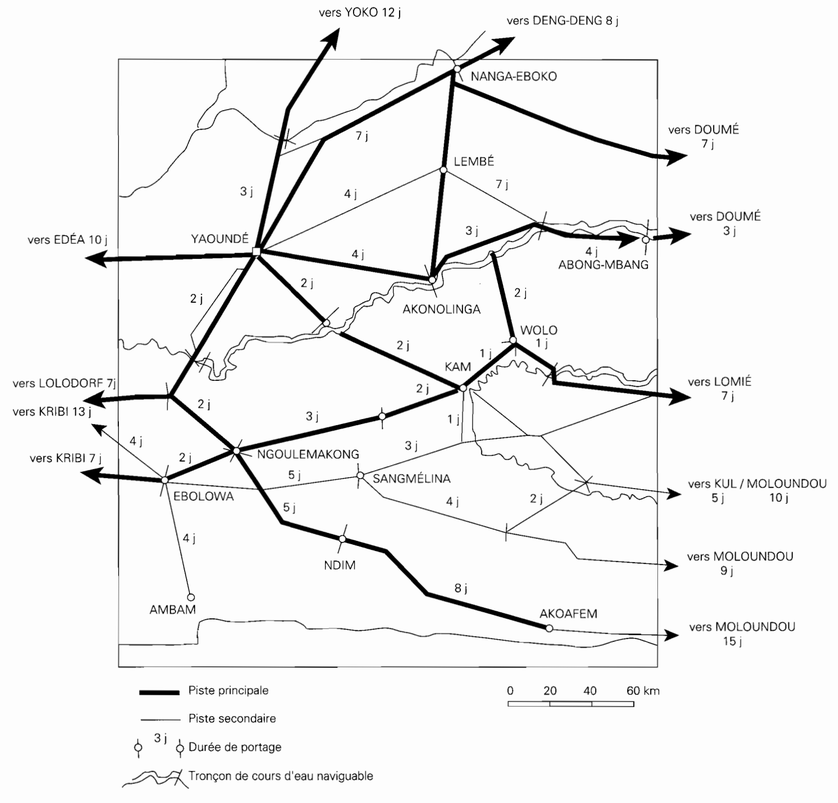


Figure 1
Les voies de communication en 1910.

Kund (Kund, 1888) distingue deux types de peuplement : « des villages isolés en forêt primaire » au sud du Nyong ; « des agglomérations contiguës, fortement peuplées », au nord, tout au long de la piste de Yaoundé, et entre l'Afamba et la Sanaga.

Vingt-cinq ans plus tard, cette typologie n'est plus valable, et les hameaux se pressent le long des pistes, au nord comme au sud du Nyong. L'expansion démographique a sans doute joué un rôle, mais aussi la politique de regroupement des Allemands, destinée à mieux contrôler les populations et à assurer l'entretien des pistes. Celles-ci sont élargies, des ponts et des ponceaux sont jetés sur les rivières et les ruisseaux, pour permettre la circulation des cavaliers et des caravanes de porteurs. En 1914, Ngoulemakong est relié à Kribi par automobile (fig. 1).

Cependant, les regroupements ne concernent d'abord que les populations situées à proximité des grandes pistes. Beaucoup de hameaux sont encore établis en dehors. Aussi, cette politique n'a-t-elle pas provoqué de grands déplacements. Dans un premier temps, seuls les chefs ont été fortement incités à s'installer au bord des pistes contrôlées et parcourues par les colonnes militaires ou commerciales. Les populations sont venues par la suite. L'attrait des produits européens, plus que la force militaire (toujours limitée, mais implacable), a sans doute été déterminant pour le peuplement à l'époque coloniale. On remarque également que les factoreries sont généralement installées près des chefferies influentes.

Le peuplement tel qu'il apparaît sur la carte de Moisel est déjà fortement marqué, structuré, par le réseau des pistes commerciales ; même si la carte, de par ses carences, accentue le phénomène, on ne peut nier son importance. Deux grands types de structure de l'espace se distinguent :

— au nord du Nyong, on observe déjà autour de Yaoundé une certaine polarisation due tant au commerce qu'à l'administration ; Yaoundé est, plus que Lolodorf, le principal relais vers l'intérieur des compagnies commerciales et du gouvernement, situés vers la côte ;

— au sud du Nyong, aucun centre n'émerge ; les axes commerciaux reliant la côte au Dja sont les facteurs déterminants du peuplement entre Sangmélima et Ebolowa. Ils drainent, au nord et au sud, les voies secondaires venant du Nyong ou des pays ntumu et fañ.

Au sud, l'espace, simple couloir, ou lieu de passage entre la côte et l'est, est entièrement extraverti ; au nord, l'espace est également ouvert sur l'extérieur, mais avec en gestation une organisation autonome, une cristallisation assez nette du peuplement autour du noyau actif qu'est déjà la future capitale. Dans le deuxième cas, la fonction administrative, liée à d'autres facteurs favorables (site, densités humaines...) a été déterminante, alors qu'elle a fait défaut au sud.

Conclusion

En 1910, la conquête coloniale vient juste de s'achever dans le sud du Cameroun, et la pacification est encore à parfaire dans l'est. La pénétration marchande est bien antérieure, et l'intérêt du commerce se situe plutôt vers le haut Dja et, au-delà, dans la région Sangha-Ngoko. Le Cameroun méridional a fait l'objet d'une exploitation « sauvage » de la part des compagnies commerciales.

La conquête militaire a figé d'un coup les mouvements des populations se dirigeant vers la mer. Puis les Allemands empêchèrent les empiètements des tribus sur les territoires de leurs voisins, territoires d'ailleurs flous et évolutifs, érigés par l'administration en « chefferies », en cantons aux limites précises.

La pacification a fixé définitivement les peuples dans les lieux où les colonisateurs les ont trouvés. À leur arrivée, le peuplement était en pleine évolution et il est bien difficile de dire si les populations, notamment au sud du Nyong, ont eu le temps de trouver un équilibre avec leur nouveau milieu.

Dans la période précoloniale, la répartition de la population correspond à un espace géré selon des principes guerriers ; un groupe en migration se « taille » un territoire dans la forêt, en assimilant ou en repoussant les premiers occupants (il y en a toujours). Les techniques d'encadrement de l'espace sont faibles ; les Eton, piégés dans leurs collines, ont à peu près les mêmes techniques que les Bulu, qui se déplacent rapidement dans des régions très peu habitées.

Lors de la période coloniale, le peuplement s'organise autour des centres d'intérêt du commerce : pistes praticables, points de rupture de charge, factoreries, centres de traite... Un « espace guerrier » cède la place à un « espace économique » régi par des lois étrangères. La fixation obligatoire des chefs va engager le processus de concentration linéaire au bord des routes. Mais, en 1910, ce processus est loin d'être achevé et il existe encore une population dispersée qui a échappé au cartographe.

Le cacao, grand facteur de sédentarisation pacifique, n'est encore que d'introduction récente. Quatre ans plus tard, sa culture se diffusera à partir d'Ebolowa dans le nord du pays bulu, puis en pays ewondo. Il achèvera en quelque sorte, le travail des commandants allemands, en confirmant l'attache foncière des groupes, notion jusqu'alors totalement inconnue des populations.

Finalement, la carte de Moisel frappe par sa grande actualité. Toutes les grandes lignes du peuplement actuel sont déjà tracées (si l'on excepte l'« oubli » de la Lékié) : Yaoundé, placée au milieu d'un réseau de pistes en étoile, est déjà un centre plein d'avenir ; comme aujourd'hui, la population se concentre au sud-ouest de la ville, au sud du Nyong, autour d'Obout, Métet, d'Ebolowa, et le long des pistes reliant cette localité à Sangmélima, sans oublier les densités du pays omvañ et maka. Les régions moins peuplées sont aussi les mêmes : est de Yaoundé, boucle du Dja, sud-est d'Ebolowa, avec ses concentrations linéaires.

Les zones de fortes densités humaines n'ont pas été créées par la colonisation ou le commerce. Ces deux facteurs n'ont fait qu'utiliser et renforcer les zones de concentrations existant à l'époque précoloniale. Seuls, les axes reliant ces pôles vont être peuplés de façon stable par le colonisateur.

Dans des sociétés essentiellement mobiles, le peuplement était autrefois plus fluctuant, les noyaux de population étant appelés à disparaître pour se recréer sans cesse, au même endroit, ou un peu plus loin. Selon les traditions, la mobilité des groupes correspondait en fait plus à des motifs religieux, politiques, sociaux ou économiques qu'à des contraintes écologiques (surexploitation du sol, disparition du gibier...). Des concentrations éphémères, assez limitées spatialement et quantitativement, ne devaient pas constituer une charge très forte en milieu forestier.

En fixant les populations, et en créant de façon artificielle des points de sédentarisation de plus en plus peuplés, la colonisation va induire le processus de surexploitation, d'une part, en incitant les gens à piller certaines ressources de la forêt (caoutchouc, ivoire...), d'autre part, en immobilisant des peuples, plus chasseurs et cueilleurs qu'agriculteurs, ne disposant d'aucune technique leur permettant de dépasser un certain seuil de densité dans un même espace.

La répartition de la population telle qu'elle apparaît sur la carte de Moisel est aussi un cliché du peuplement précolonial, fixé par le colonisateur, dont l'action n'a pas encore eu le temps de bouleverser totalement les traits. Elle n'a fait qu'accentuer les contrastes du peuplement, en favorisant les concentrations humaines.

Désormais, les populations du sud du Cameroun devront vivre « sur place » en découvrant les problèmes de voisinage, d'usure des sols, ainsi qu'une nouvelle mobilité, individuelle, dirigée vers des espaces étrangers : les villes. La carte de Moisel reste donc un document exceptionnel car elle contient en gestation la plupart des problèmes que pose aujourd'hui la répartition des hommes dans le Sud-Cameroun .

Indications bibliographiques

Alexandre (P.), Binet (J.), 1958.— *Le groupe dit Pahouin. Béti-Boulou-Fang*. Paris, PUF, 152 p.

Deutsches Kolonialblatt, années 1890-1910.— Rapports de Mueller, Scheune-man, von Stetten, Preuss, Dominik, Zimmerman, Kamptz, von Dannenberg, von Stein, concernant leurs expéditions dans le Sud-Cameroun. Berlin, Mittler V.

Dominik (H.), 1908 .— *Vom Atlantik zum Tchadsee*. Berlin, Mittler V., 308 p.

Kund (R.), 1888.— « Erste Vorstoss in das innere von Gross-Batenga ». *In* : *Mitteilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus den deutschen Schutzgebieten*.

Laburthe-Tolra (P.), 1970.— Yaoundé, d'après Zenker. *Ann. de la Fac. des Lett. et des Sc. Hum. de Yaoundé*, n° 2.

Laburthe-Tolra (P.), 1981.— *Les seigneurs de la forêt*. Paris, Publ. de la Sorbonne, 490 p.

Laburthe-Tolra (P.), 1982.— *À travers le Cameroun du Sud au Nord. Voyages et explorations dans l'arrière-pays de 1889 à 1891*. Traduction de l'ouvrage de C. von Morgen, présentation et bibliographie, Paris, Publ. de la Sorbonne, série Afrique n° 7, 411 p.

Letouzey (R.), 1985.— Notice de la carte phytogéographique du Cameroun au 1/500 000. Institut de la Carte internationale de la végétation, Fasc. 3-4 : 63-142.

Mitteilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus den deutschen Schutzgebieten, années 1888-1891. Rapports de Kund, Tappenbeck, von Morgen.

Moisel (M.), 1900.— *Aufnahmen des Oberleutnants Freiherr von Stein zu Lausnitz im südlichen Kamerun* Gebiet. Karte 2, M. D. S. , XIII.

Moisel (M.), 1913.— *Karte von Kamerun*. Berlin, Ed. D. Reimer.

Mveng (E.), 1985.— *Histoire du Cameroun*. Yaoundé, CEPER, 2 tomes.

Rudin (H.), 1968.— *Germans in the Cameroons 1884-1914*. New York, Greenwodd Press Publ., rééd., 456 p.

Von Stein zu Lausnitz, 1898.— « Bericht über die Bane-Buli Expedition, D. K. ». *In* : *Deusches Kolonialblatt*.

Von Stein zu Lausnitz, 1901-1903.— « Forschungsexpedition im Südöstlichen Kamerun». *In* : *Deusches Kolonialblatt*.

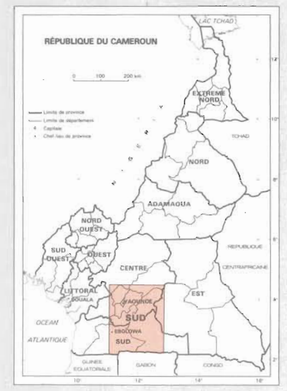
Von Stein zu Lausnitz, 1908.— « Eine Erkundungs Expedition zwischen Wuri und Sanaga, D. K. ». *In* : *Deusches Kolonialblatt*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

PEUPLEMENT EN 1910

C. SANTOIR



LIEUX HABITÉS

- 6 et +
- 5
- 4
- 3
- 2
- 1

- Poste militaire
- Factorerie
- (MBENEGA) Toponyme n'existant pas sur la carte de MOISEL
- Piste principale
- Piste secondaire
- Limite approximative entre la savane et la forêt primaire *(selon M. MOISEL)*

A l'exception de quelques localisations précises (poste militaire, factorerie), la première lettre du toponyme au centre du carré correspond à sa localisation approximative.

ECHELLE APPROXIMATIVE À 1:500 000

Fond topographique extrait des cartes de M. MOISEL (1898-1909)

IMPACT GRAPHIC • 45.09.16.50 - FRANCE

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE : M. ARQUIER C. VALTON

LA POPULATION I

ÉVOLUTION DE 1967 À 1976

Christian SANTOIR

Les sources utilisées

Pour saisir l'évolution de la population du Sud-Cameroun, on dispose de plusieurs recensements démographiques de sources différentes et, par conséquent, difficilement comparables à priori. Depuis l'Indépendance, deux recensements nationaux ont été effectués en 1976 et en 1987. Ce dernier n'était, malheureusement, pas disponible au moment de l'élaboration des cartes. Néanmoins, nous fournirons les premiers résultats par arrondissement qui nous sont parvenus depuis. Avant n'existaient que des recensements « administratifs », le dernier ayant eu lieu, pour les régions concernées, en 1967. C'est le seul recensement administratif qui présente une certaine homogénéité géographique, ce qui a justifié son emploi ici. Les recensements antérieurs ont été effectués à des dates différentes selon les départements : Lékié : 1961 ; Méfou, Nyong et So : 1963 ; Ntem : 1964.

Le problème a donc été de confronter deux sources d'origine différente : le recensement national de 1976 et le recensement administratif de 1967. Les deux possèdent leurs défauts et souffrent notamment d'une sous-estimation des effectifs, comme l'ont montré les enquêtes post-censitaires. L'enquête démographique par sondage menée en 1962-1964 par l'Insee [1] trouvait que les recensements administratifs donnaient des résultats relativement fiables dans le Sud-Cameroun (sous-estimation de l'ordre de 7,1 %) et des estimations très satisfaisantes des effectifs de la population. Cependant, le recensement de 1967 doit être utilisé avec précaution. Il présente de nombreuses anomalies se traduisant par de fortes variations, en hausse ou en baisse, par rapport aux recensements antérieurs, variations inégales suivant les départements, voire les groupements. Il a donc fallu procéder à des ajustements basés sur la tendance longue, c'est-à-dire sur l'évolution entre les recensements administratifs de 1961-1964 (jugés satisfaisants par l'Insee) et le recensement national de 1976, qui sert de référence de par sa qualité. La comparaison, point par point, chefferie par chefferie, des chiffres du recensement de 1967 avec la tendance 1964-1976 a permis de déterminer l'importance des écarts et le sens des corrections qu'il convenait d'apporter aux chiffres de 1967 (tabl. I).

D'une manière générale, le recensement de 1967 apparaît sous-estimé, notamment dans les départements du Nyong et Kéllé, du Ntem, du Dja et Lobo, de la Haute-Sanaga, où l'on enregistre des écarts considérables au niveau local (par ex. dans les arrondissements d'Ebolowa, de Djoum, de Mbandjok). Ces écarts théoriques sont à rapprocher de ceux enregistrés en 1964 par l'enquête Insee qui relevait un taux de sous-estimation deux fois plus faible que celui issu de nos estimations pour 1967 (si l'on ne tient pas compte des départements autour de Yaoundé).

La sous-estimation du recensement affecte également la population des centres urbains. La même méthode a été appliquée pour éliminer les variations « suspectes ». En outre, dans les estimations concernant les petites agglomérations, la distinction entre « ville » et « village » n'a pas toujours été clairement établie par les recenseurs. Cette distinction est d'ailleurs délicate à effectuer ; en l'absence de données précises (par exemple l'origine des ressources des habitants), nous avons considéré comme population urbaine toute population agglomérée au centre recensée dans les limites de la commune urbaine, ainsi que dans le ou les villages périphériques.

Estimer la valeur exacte du recensement de 1967 en ce qui concerne les villes est beaucoup plus difficile, car celles-ci sont sujettes à des variations plus rapides que les villages. Dans leur cas, se référer à une tendance longue revient à simplifier la réalité et à supprimer certains mouvements de population dus aux migrations. Cela est d'autant plus vrai pour les petits centres administratifs très peu peuplés, créés peu après l'Indépendance, qui ont connu une évolution très rapide.

Enfin, un dernier problème a été occasionné par les changements survenus entre 1967 et 1976 dans les découpages administratifs : la création du département du Mfoundi, situé à l'intérieur de la Méfou, aux dépens de certains groupements des arrondissements de Soa, Mfou et Mbankomo qui ont été, totalement ou partiellement, absorbés. Aussi, dans les cartes, avons-nous calculé l'évolution en ne tenant compte que des recensements des villages situés dans les limites administratives de 1976, puisque le ressort territorial des groupements avait changé.

TABLEAU I
Le recensement de 1967 et l'évolution démographique 1964-1976

Départements	Tendance 1964-1976 en % par an	Estimation de la pop. 1967 d'après 1re col. 1	Recensement admin. 1967	Écart entre 2e et 3e col. (%)
Lékié	+ 2, 2	169 100	156 000	+ 7, 7
Méfou	+ 0, 7	140 900	130 000	+ 7, 7
Nyong et Mfoumou	+ 0, 5	62 800	55 900	+ 11,0
Nyong et So	+ 0, 5	56 800	50 500	+ 11, 3
Haute-Sanaga*	0	15 900	12 500	+ 21
Mbam*	+ 0, 5	18 400	16 500	+ 10, 3
Haut-Nyong	- 0, 2	41 200	41 600	- 1,0
Dja et Lobo	+ 0, 12	89 000	80 800	+ 9, 2
Ntem*	+ 0, 1	103 500	83 300	+ 19, 5
Nyong et Kéllé	+ 1, 5	30 200	25 500	+ 14
Arr. de Mvengué	+ 0, 3	12 400	9 300	+ 25
Totaux	*+ 0, 8*	*740 200*	*661 900*	*+ 10,6 %*

* Zone comprise dans l'atlas seulement.

[1] Institut national de la statistique et des études économiques, Paris.

L'évolution entre 1967 et 1976

La population de l'espace couvert par l'atlas aurait augmenté de plus du quart (+ 26,5 %) entre 1967 et 1976. Mais cette tendance globale n'a qu'une signification relative, dans la mesure où elle concerne à la fois la population rurale et la population urbaine qui ont connu des progressions sensiblement différentes. La première ne s'est accrue que de 12 %, alors que la seconde s'est développée cinq fois plus rapidement (+ 67,5 %). L'évolution démographique globale du Sud-Cameroun est, par conséquent, due principalement aux villes, les campagnes n'augmentant leur population que très lentement. Ces dernières n'ont gagné qu'un point de densité, en moyenne, en neuf ans (1967, dk = 11 hab./km^2 ; 1976, dk = 12,3 hab./km^2). L'inégale répartition des hommes dans l'espace s'accompagne donc d'une évolution inégale, dans le temps, des zones de densités (fig. 1).

En 1967, les faibles densités (< 15 hab./km^2) regroupaient plus du tiers de la population sur plus de 80 % de la superficie ; en 1976, elles n'en regroupaient plus que le quart, sur 76 % du territoire seulement. Les densités moyennes comprennent sensiblement la même proportion de population, mais sur un espace plus étendu. Les fortes densités (> 50 hab./km^2) ont pris une place plus importante, tant au niveau des effectifs que de la superficie occupée.

Ainsi, entre 1967 et 1976, s'opère un renforcement des fortes densités, et parallèlement, une extension des zones de densités moyennes. Dans les régions les moins habitées, il y a eu concentration du peuplement. Cependant, il n'y a pas de corrélation exacte entre densité et taux d'accroissement. Les zones très peu habitées (> 5 hab./km^2) ont connu les plus forts taux d'accroissement de leur population sans pour autant changer de classe de densités. Mais les zones de faibles densités (entre 5 et 15 hab./km^2 en 1967) ont sensiblement progressé et sont passées dans la classe des densités moyennes (> 15 hab./km^2), malgré des taux beaucoup plus bas.

Ainsi, sur neuf ans, on observe non pas une redistribution des densités humaines mais, plutôt, une accentuation des tendances antérieures, notamment un net accroissement de la population des régions déjà bien peuplées.

L'évolution de la population rurale, peu accentuée, est néanmoins très variable selon les départements. Il convient de préciser avant tout que les statistiques disponibles sont imprécises et qu'elles ne peuvent que fournir un ordre d'idées. Deux approches sont possibles : ou on s'en tient aux chiffres bruts, plus ou moins sous-estimés selon l'année ; ou on essaie de corriger les chiffres défaillants pour aboutir à des estimations plus proches de la réalité. Dans tous les cas, il faut comparer des chiffres de même nature, bruts ou corrigés, si on veut obtenir un taux d'évolution théorique valable (tabl. II).

Pour l'ensemble de l'atlas, l'évolution en chiffres corrigés est donc beaucoup plus faible, et la plupart des départements auraient eu une population rurale quasi stationnaire (moins de 5 % d'accroissement en 9 ans). Cependant, certains faits apparaissent clairement.

Tout d'abord, on remarque que deux départements se distinguent par un accroissement démographique supérieur à la moyenne : la Lékié et le Nyong et Kéllé, l'évolution de ce dernier étant plus faible, vu la forte sous-estimation du recensement de 1967. Le Ntem, la Haute-Sanaga et l'arrondissement de Mvengué, crédités en chiffres bruts d'un fort accroissement, retrouvent, en chiffres corrigés, une évolution plus lente, voire stationnaire, sans doute plus proche de la réalité.

Pour les autres départements, les recensements, bruts et corrigés, se rejoignent. Ils ont tous connu un accroissement inférieur à la moyenne, avec, cependant, une sorte de gradient spatial plus net avec les chiffres corrigés : autour de la Méfou, où l'accroissement démographique a été très moyen, s'observe une première couronne à évolution faible (Nyong et So, Nyong et Mfoumou, Mbam) ; vers l'extérieur, une deuxième couronne est constituée par des départements à population stationnaire, voire nettement déficitaire (Ntem, Dja et Lobo, Haut-Nyong, Haute-Sanaga).

La faiblesse des taux d'accroissement enregistrés, tant au niveau de l'ensemble de la région qu'à celui des départements, traduit toute l'importance des phénomènes migratoires dans l'espace étudié. La stratification régionale obtenue à l'aide des recensements de 1967 et 1976 reproduit grossièrement l'impact des migrations : forte émigration dans les régions éloignées de Yaoundé (extrême sud, Haut-Nyong, Haute-Sanaga) ; émigration encore sensible au sud et à l'est de Yaoundé. À l'ouest et au nord de la capitale, l'accroissement de la population laisse présager un solde migratoire favorable, allié à un fort accroissement naturel. La figure 3 ci-après permettra néanmoins de nuancer ce classement, en précisant l'évolution démographique de chaque chefferie (2e degré) ou canton (pour le Dja et Lobo).

On remarque d'abord le nombre important de chefferies ayant une population stable ou considérée comme telle (c'est-à-dire dont les variations ne dépassent pas 5 % du recensement de 1967, en plus ou en moins). Elles représentent prés de 30 % de la population totale. La population est « stable » dans une grande partie de la Méfou, à l'est de Yaoundé, et dans tout le pays ewondo, y compris les arrondissements de Ngomedzap et de Mvengué. Il en est de même pour le Nyong et Mfoumou et le Dja et Lobo. Ailleurs, dans le Ntem, le Nyong et Kéllé, la Lékié ou le Mbam, les chefferies à population stationnaire sont isolées et ne forment pas des zones continues comme dans les départements précédents. Elles n'ont pas de répartition très nette ; elles appartiennent à des milieux écologiques différents et ont des densités humaines variant de 77 à 2 hab./km^2.

Les chefferies dont la population a diminué sont moins nombreuses, et leur cas correspond à des situations plus précises. On remarque tout d'abord l'importance de la zone de savane de la Haute-Sanaga, de l'arrondissement de Ntui, ainsi que des étendues forestières de l'Est. Mais plus que le rôle du milieu, celui de la route semble ici fondamental. Les chefferies de la Haute-Sanaga se sont dépeuplées au profit de la route Yaoundé-Nanga Eboko et des complexes agro-industriels de Mbandjok et Nkoteng, situés le long de cet axe. À l'inverse, l'éloignement des axes, l'enclavement apparaissent avoir un effet tout aussi néfaste, comme dans le Haut-Nyong ou dans des secteurs proches de la capitale, comme le sud de l'arrondissement de Dzeng. Dans le Nyong et Mfoumou, les chefferies traversées par la route de Yaoundé ont vu leur population diminuer ; un phénomène identique s'est produit dans l'arrondissement de Ngoulemakong (chefferie Bané-Centre), traversé par l'axe Yaoundé-Ebolowa. Enfin, des chefferies situées sur d'anciens axes coloniaux orientés vers la côte (ouest d'Ebolowa, arrondissements de Zoétélé, de Ngoulemakong) ont perdu des habitants. Autour de Yaoundé, la présence de la capitale est responsable de la baisse de la population dans les chefferies situées au sud-ouest et à l'est. Ailleurs, l'émigration vers la ville ou le centre local a sans doute joué, comme à l'est de Sangmélima ou au nord de Djoum.

En dehors de la zone péri-urbaine de Yaoundé, les chefferies ayant eu une évolution démographique négative se caractérisent par des densités très faibles, dépassant rarement 10 hab./km^2. Elles sont situées dans des régions économiquement peu dynamiques, où la culture du cacao est peu développée, et placées le plus souvent à l'écart des grands axes de circulation, qui agissent alors comme des axes de drainage vers Yaoundé.

Les chefferies dont la population a augmenté se concentrent principalement au nord de Yaoundé, dans le Mbam et la Lékié, où la situation est très variable selon l'endroit. Les plus forts accroissements relatifs correspondent aux plus fortes densités humaines : nord de Yaoundé, ouest d'Obala, pays mangisa. Mais ils s'observent également à la périphérie des plantations industrielles de Batchenga. Les accroissements les plus faibles ne s'observent que dans les zones mal desservies et situées en dehors des pistes principales qui conduisent toutes à Yaoundé. La relation : voie de communication-évolution démographique apparaît ici favorable, malgré, ou à cause de, la proximité de la capitale. En dehors de la Lékié, les accroissements de population s'observent dans un contexte de densités faibles à modérées, sauf au sud de Yaoundé.

Dans la Haute-Sanaga, l'accroissement des chefferies de Mekomba, Wassa Babuté et Nkoteng est à mettre en relation avec le développement des complexes sucriers. À l'ouest, en pays basaa, l'arrondissement de Makak, traversé par la voie ferrée Yaoundé-Douala, a connu un accroissement important.

Au sud de Yaoundé, le pays bënë se distingue par son dynamisme démographique du pays ewondo voisin ; mais, au sud du Nyong, l'évolution est plus faible, la présence de la ville de Mbalmayo venant sans doute limiter l'émigration lointaine. Plus à l'est, dans l'arrondissement de Dzeng, seule la partie la mieux reliée à la capitale a accru sa population. À l'extrême sud, dans le Ntem, la population a augmenté le long des pistes reliant Ebolowa à Djoum et au Gabon, et surtout le long de la frontière guinéo-gabonaise. Dans cette région frontalière, une partie de l'accroissement démographique est due à l'immigration en provenance du Rio Muni.

Mis à part des situations privilégiées (frontière, plantations), les zones ayant accru sensiblement leur population sont des régions pourvues de bonnes voies de communication, assurant une liaison permanente avec Yaoundé. Les disparités régionales du peuplement coïncident avec des évolutions démographiques fort différentes. L'espace étudié se divise grosso modo en deux secteurs distincts, nord-sud : l'un allant de la Lékié au Ntem, où la population a augmenté entre 1967 et 1976 ; l'autre de la Haute-Sanaga au Dja et Lobo, où la population stagne, voire décroît.

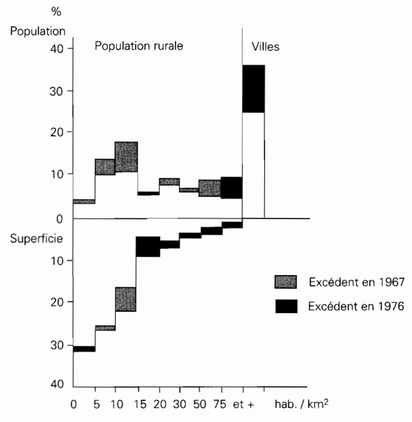


FIGURE 1
Évolution de la population et de la superficie, en fonction des classes de densités.

TABLEAU II
Évolution de la population rurale entre 1967 et 1976

Départements	Population rurale					
	Chiffres bruts			Chiffres corrigés		
	1967	1976		1967	1976	
Dja et Lobo	80 800	82 400	+ 2 %/	89 100	88 000	- 1, 1 %
Haut-Nyong*	41 600	37 900	- 9 %	41 200	40 500	- 1, 7 %
Haute-Sanaga*	12 500	14 900	+ 19 %	15 900	15 900	-
Lékié	156 000	190 000	+ 21 %	169 000	203 000	+ 20 %
Méfou + Mfoundi rural	130 000	140 300	+ 8,7 %	140 900	149 900	+ 6,4 %
Mbam*	16 500	18 000	+ 8,7 %	18 400	19 200	+ 4,3 %
Arr. Mvengué	9 300	12 000	+ 28 %	12 400	12 800	+ 3,2 %
Ntem *	83 300	98 400	+ 18 %	103 500	105 100	+ 1,5 %
Nyong et Kéllé *	25 500	32 400	+ 27 %	30 200	34 600	+ 14,5 %
Nyong et Mfoumou*	55 900	61 500	+ 10 %	62 800	65 700	+ 4,6 %
Nyong et So	50 400	55 700	+ 10 %	56 800	59 400	+ 4,6 %
-						
Ensemble	*661 800*	*743 500*	*+ 12,3 %*	*740 200*	*794 100*	*+ 7,3 %*

* Zone comprise dans l'atlas seulement.

TABLEAU III
Natalité, mortalité par groupes humains (1976)

Arrondissements	Groupes majoritaires	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux de d'accroissemt	Taux de fécondité*
Makak, Matomb, Bot-Makak	Basaa	41	23	18	80
Mfou, Mbalmayo, Ngoulemakong, Biwong-Bané	Bënë	37	20,6	16,4	71,9
Bengbis,Sangmélima, Djoum, Oveng, Ebolowa, Mvangan	Bulu, Fañ	39,1	27,6	11,5	69,6
Monatélé, Evodoula, Saa, Obala, Batchenga,Okola	Eton, Mangisa	44,5	21,6	22,9	78,1
Akono, Ngoumou, Mbankomo, Soa, Ngomedzap	Ewondo	38,2	26,3	11,9	71,9
Ngelemendouka, Messaména	Maka, Bajwee, Sô, Omvañ	37,5	20,3	17,2	65,8
Ambam, Olamzé	Mvae, Ntumu	40,4	28,3	12,1	74
Bokito, Ntui	Yambasa, Tsinga.	43,7	22,5	21,2	75
Awaé, Essé, Dzeng, dépt Haute-Sanaga, Nyong et Mfoumou	Autres Bëti	35,7	21,3	14,4	64,6
Ensemble (pop. rurale)		*40,2*	*22,1*	*18,1*	*71,3*

* Pop. (0-4 ans) / F. (15-49 ans) x 100

Les facteurs de l'évolution

L'accroissement naturel

L'évolution démographique est d'abord fonction du croît naturel dont l'excédent est atténué ou renforcé par l'effet des migrations. Malheureusement, les recensements démographiques ne peuvent donner qu'un aperçu des mouvements de la population. L'enregistrement des décès et des naissances lors des douze derniers mois précédant l'enquête entraîne de nombreuses erreurs, et les taux ainsi calculés ne peuvent qu'être des valeurs approchées. Quant aux recensements administratifs, ils ne donnent aucune donnée valable concernant ces variables. Néanmoins, le recensement national de 1976 permet de calculer quelques indicateurs relativement fiables.

Dans le tableau III, nous avons regroupé les données par arrondissement. Si la répartition de tous les groupes ne correspond pas exactement aux divisions administratives, celles-ci sont néanmoins basées sur la dominante ethnique. Dans les arrondissements retenus, les principaux groupes représentent entre 95 % (Eton et Mangisa dans la Lékié ; Basaa dans le Nyong et Kéllé...) et 75 % de la population rurale totale. Les enquêtes démographiques antérieures ont démontré l'intérêt et l'importance de cette donnée dans la variation des faits de population (tabl. III).

Le tableau montre, en effet, des différences sensibles entre les divers groupes humains. Eton, Basaa, ainsi que les groupes du Mbam, se distinguent par une natalité et une fécondité supérieures à la moyenne. Au sud, Ntumu et Mvae du Ntem ont des indices moyens ; Bulu, Ewondo, Bënë et Maka ont des indices plus faibles, mais encore supérieurs à ceux des Bëti de l'est (Nyong et Mfoumou, Haute-Sanaga, arr. d'Awaé et d'Essé). On constate ainsi que les régions dont la population a été stationnaire ou déficitaire entre 1967 et 1976 sont bien celles dont le dynamisme démographique est le plus faible. Un équipement sanitaire incomplet, lié à un environnement difficile (forêt dense, marécages du Nyong et de ses affluents, présence ancienne de trypanosomiase...), explique en partie cette situation. À l'opposé, la population s'est accrue dans les régions possédant une bonne santé démographique, chez les Eton, les Basaa et les Yambasa.

Cependant, la corrélation entre l'évolution des densités humaines et l'accroissement naturel est bien imparfaite. Malgré des taux de natalité pratiquement identiques, les populations bënë et ewondo ont connu des évolutions divergentes. Chez les Bulu et les Fañ des arrondissements d'Ebolowa et de Mvangan, la population s'est accrue plus rapidement que ne le laisseraient penser les indicateurs démographiques ; enfin, chez les Basaa, l'arrondissement de Matomb, traversé par la route Yaoundé-Douala, a une population stable, malgré une forte fécondité locale.

Les indicateurs démographiques ont-ils varié dans le temps ? On peut, en effet, se demander si les variations de la population entre 1967 et 1976 ont été conditionnées par l'évolution des faits démographiques propres à chaque groupe humain. L'enquête démographique menée par l'Insee entre 1961 et 1964 fournit quelques points de comparaison. Elle ne reconnaissait que 6 grands groupes ethniques rassemblant chacun les populations de plusieurs départements et correspondant à peu prés aux principales divisions ethniques du Sud-Cameroun. Ainsi, aucune distinction n'est faite entre Eton, Bënë et Ewondo, alors que les indices recueillis en 1976 montrent l'originalité très nette des premiers ; Ntumu et Mvae d'Ambam sont comptés avec les Bulu, malgré des comportements démographiques différents (tabl. IV).

Leur caractère général mis à part, la comparaison de quelques indicateurs permet de constater que natalité et fécondité ont progressé entre 1961 et 1976 sur l'ensemble de la zone étudiée.

On remarque tout d'abord une augmentation quasi générale de la natalité. L'amélioration des conditions sanitaires, une scolarisation importante sont sans doute responsables de cette progression générale. Mais cette amélioration est surtout due à un faisceau de facteurs parmi lesquels le développement des communications, une meilleure diffusion de l'information et, surtout, l'accroissement des revenus qui permet de dégager un surplus monétaire disponible pour les frais de santé.

La progression des indices n'est pas uniforme. Ils se sont d'autant plus accrus qu'ils étaient faibles au départ. Ils ont le plus évolué dans le Nyong et Mfoumou, la Haute-Sanaga, le Haut-Nyong, où la situation démographique s'est améliorée, pas suffisamment toutefois pour empêcher une diminution des effectifs globaux, comme le montre la carte. Chez les trois groupes bëti, les indices ont également évolué favorablement, sans doute plus vite chez les Ewondo et les Bënë que chez les Eton. Ces derniers, comme les autres groupes à forte fécondité (Basaa, Yambasa), ont en effet déjà atteint des taux démographiques élevés pour la zone forestière et sont peu susceptibles d'augmenter fortement.

L'évolution de ces indices tend également à atténuer les particularismes ethniques ou régionaux, bien qu'ils restent encore bien discernables, malgré les imprécisions des recensements et sondages.

L'amélioration d'ensemble des faits démographiques, notamment dans les régions à faible accroissement naturel, ne peut rendre compte, seule, de l'évolution de la population. Le principal facteur d'évolution est constitué par les migrations. Là encore, les recensements disponibles ne peuvent qu'apporter des indications grossières et imprécises, dans la mesure où une grande partie de la population « flottante » leur échappe. Il faudrait pouvoir disposer d'observations plus nombreuses, effectuées à des intervalles de temps suffisamment éloignés.

Les migrations

Le recensement de 1976 permet de saisir l'importance du phénomène migratoire au niveau des unités administratives regroupées selon les principaux groupes humains. Plusieurs approches sont possibles. Bien qu'aucune ne donne entière satisfaction, elles permettent de discerner l'importance du phénomène (sans le mesurer exactement) dans les ethnies et les régions concernées. La composition par âges de la population est un premier critère. L'émigration s'exerçant principalement sur les classes adultes, leur importance relative est donc proportionnelle aux migrants. La répartition par groupe d'âge confirme d'abord la forte natalité des Eton, des Basaa et des populations de l'outre-Sanaga, de par la forte proportion des jeunes de moins de 15 ans. Ce phénomène masque en partie l'importance réelle de l'émigration des adultes. Néanmoins, le pays basaa se distingue non seulement par une forte émigration masculine, mais aussi par une émigration féminine importante. Plusieurs faits peuvent expliquer cette situation ; il s'agit d'abord d'une région très tôt pénétrée par l'économie marchande, surtout au sud de la route Yaoundé-Douala. L'économie régionale est basée principalement sur l'exploitation du palmier à huile (du moins en 1976) qui n'assure pas aux populations un niveau de vie suffisant. La présence de la voie ferrée Douala-Yaoundé a très tôt drainé les produits et les hommes vers la capitale. Enfin, l'émigration féminine, plus forte ici qu'ailleurs, a été favorisée par une scolarisation plus importante, et peut-être par une émancipation plus précoce qu'ailleurs (tabl. V).

Tableau IV
Évolution des taux de natalité et de mortalité

Groupes		Yambasa	Maka, Kôzime	Eton, Bënë Ewondo	Ntumu , Bulu, Fañ	Autres Bëti	Basaa	Moyenne
Naiss./f. (14-49 ans)	1962	154	121	123	128	94	168	131
	1976	189	166	184	185	166	194	181
Taux de natalité	1962	43	32	36	36	26	42	36
	1976	43,7	37,5	41,2	40	35,7	41	40
Taux de mortalité	1962	23	21	16	18	21	18	20
	1976	22,5	20,3	22,3	22,5	21,3	23	22
Taux d'accidents	1962	20	11	20	18	5	24	16
	1976	21,2	17, 2	19	17,5	14,4	18	18

Sources : Insee, 1962 ; Recensement national, 1976.

Tableau V
Composition par classe d'âges des principaux groupes humains (1976)

Groupes	Hommes (sur 100)			Femmes (sur 100)		
	0-14	15-49	50 ans +	0-14	15-49	50 ans +
Basaa	49	37	14	41	40	19
Bënë	40	42	18	37	43	20
Bulu, Fañ	40	41	18	37	43	20
Eton	47	38	15	41	42	17
Ewondo	44	36	20	38	41	21
Maka, Bajwee	37	42	21	34	43	23
Mvae, Ntumu	43	41	15	40	43	17
Yambasa, Tsinga	47	38	15	40	44	16
Autres Bëti	35	44	21	34	42	24
Moyenne	42	40	18	38	42	20

Autour de Yaoundé, les populations bëti connaissent également une forte émigration. Chez les Ewondo, les Eton, l'émigration concerne tant les hommes que les femmes, contrairement à leurs voisins bënë. Ces différences interviennent pourtant dans des régions socialement et économiquement homogènes. Tournées vers Yaoundé où convergent les principales voies de communication, elles ont des densités humaines variables, mais relativement élevées. Cependant, plusieurs facteurs concourent à faire du pays ewondo une zone d'émigration. Ce pays est situé le long des principaux axes de pénétration de la colonisation européenne, des pistes reliant Yaoundé à la côte, concurrencées tardivement par le rail (en 1927). Très tôt, les Ewondo eurent l'habitude de migrer vers la côte et surtout vers Yaoundé, la capitale. Ils y représentent le groupe le plus nombreux, depuis la création de la ville. Parmi les groupes à forte émigration, il convient d'inclure également les populations du Mbam (Yambasa de Bokito, Tsinga de Ntui), mais il s'agit ici d'une émigration surtout masculine.

Chez les Bëti de l'Est et les populations du Haut-Nyong, l'émigration masculine semble inférieure à la moyenne, à moins que les fortes proportions d'adultes soient ici la conséquence de la faiblesse des classes jeunes (faible natalité malgré un redressement récent). Enfin, au sud, les pays bulu et ntumu connaîtraient une émigration masculine plus forte bien que restant inférieure à la moyenne générale.

Les migrations intéressant principalement les hommes adultes avant 40 ans, le taux de masculinité pour la tranche d'âge 20-40 ans constitue un autre indicateur de l'émigration masculine au niveau des arrondissements (fig. 2). Mais il ne tient pas compte de l'émigration féminine dont le taux est toujours inférieure à celle des hommes. Le rapport de masculinité est donc sous-estimé dans les zones à forte migration féminine, c'est-à-dire dans les pays basaa, eton et ewondo. Cela connu, la carte des taux de masculinité confirme les données précédentes en les nuançant.

Ainsi, l'émigration masculine apparaît forte (taux de masculinité inférieurs à la moyenne : 85 ‰) dans une zone de 80 km autour de Yaoundé. Le pays ewondo est bien une zone de migration importante, surtout le long des anciennes routes coloniales Yaoundé-Lolodorf-Kribi. Le taux de l'arrondissement de Ngoumou, supérieur à la moyenne, est peut-être dû à un taux de retour des migrants plus important, favorisé par la voie ferrée reliant cet arrondissement à la capitale.

La Lékié a dans l'ensemble un taux d'émigration supérieur à la Méfou, à l'exception de l'arrondissement de Monatélé où la population apparaît plus stable. En pays basaa, l'émigration serait plus forte dans le nord (arr. de Bot-Makak) où les taux sont comparables à ceux de la Lékié. Dans la Méfou, les taux de masculinité sont à peu près semblables de part et d'autre de la capitale, avec une légère accentuation dans l'arrondissement d'Awaé, traversé par la route Yaoundé-Akonolinga. L'arrondissement d'Essé se distingue par une émigration sensiblement inférieure, s'apparentant à celle des savanes de la Haute-Sanaga. À l'est et au sud, le taux de masculinité est supérieur à la moyenne. L'émigration dans le Ntem serait légèrement supérieure à celle du Dja et Lobo, mais, à Bengbis, la faible émigration masculine apparente masque un fort déficit des effectifs féminins. Les populations bëti et fañ des arrondissements de Zoétélé et Nguolemakong ont des taux aussi faibles que la Lékié. On observe ici une limite assez nette avec le pays bulu ; ces deux arrondissements font partie de la zone d'attraction rapprochée de Yaoundé.

À l'est, les taux sont relativement homogènes dans une vaste région s'étendant de l'arrondissement d'Ayos à celui de Djoum. Mais les Maka et les Omvañ ont les taux les plus élevés, ce qui indiquerait chez eux une faible propension à migrer.

Au nord de la Sanaga, les populations bëti de Ntui ont un comportement migratoire opposé à celui des Yambasa de Bokito. À Ntui, l'émigration serait faible, chez les hommes comme chez les femmes, mais les retours peut-être plus importants. L'économie de cet arrondissement est également plus dynamique. Enfin, l'arrondissement de Mbandjok constitue un cas particulier ; l'émigration vers la capitale est compensée par une forte immigration en provenance des arrondissements environnants ainsi que de la province du Nord.

On peut essayer de préciser, sur le plan géographique, la part de l'émigration dans l'évolution démographique entre 1967 et 1976. Il suffit pour cela de calculer la population théorique en 1976 à partir du taux moyen d'accroissement naturel. La différence entre la population théorique, ainsi estimée, et la population effectivement recensée en 1976 constitue le solde migratoire. Les taux d'accroissement naturels utilisés sont ceux déterminés par l'enquête démographique Insee de 1964 pour chaque grand groupe d'ethnies. Cependant, malgré leur respect des grandes variations régionales, ces taux sont imprécis et ont, en outre, évolué dans le temps, comme nous l'avons vu. Malgré tout, le solde migratoire a été calculé par chefferie. On obtient ainsi des données approchées mais géographiquement assez précises. Des résultats par arrondissement sont trop grossiers pour rendre compte des variations locales qui sont, en fait, les plus significatives.

Pour l'ensemble de la zone étudiée, le solde migratoire a été négatif en milieu rural (- 7 % entre 1967 et 1976), c'est-à-dire qu'une partie importante de l'excédent naturel a été « annulée » par les départs.

Le bilan migratoire traduit l'influence des migrations sur l'évolution des populations du Sud-Cameroun. Il apparaît presque partout négatif, mais avec des variations sensibles selon les endroits. À priori, les zones à solde positif sont des régions d'accueil de migrants. Seuls deux départements sont dans ce cas : la Lékié et, paradoxalement, le Nyong et Mfoumou. La bonne santé démographique de la Lékié lui permet d'entretenir une forte émigration, tout en augmentant ses effectifs ; les migrants eton retournent nombreux dans leurs villages. Dans le Nyong et Mfoumou, où le croît démographique est faible quoique en sensible amélioration, l'impact des migrations est tempéré par un taux de retour des migrants encore plus important que dans la Lékié.

Dans la Haute-Sanaga, les mouvements migratoires sont plus complexes : immigration vers les plantations agro-industrielles de Mbandjok et Nkoteng, mais aussi émigration vers Nanga Eboko, Yaoundé ou Douala. Cependant, avec le Mfoundi (Yaoundé), la balance migratoire est positive, les retours dépassant les départs. Mais le croît démographique est faible et le bilan migratoire global négatif.

Dernier département à avoir un solde légèrement inférieur à la moyenne, le Nyong et Kéllé apparaît comme un foyer d'émigration intense, « alimenté » par une vitalité démographique exceptionnelle. Seul département où la balance migratoire était négative en 1976, l'émigration y concerne aussi bien les hommes que les femmes. En outre, les migrants retournent rarement dans leur village d'origine, les plantations cacaoyères (véritables épargnes-retraites) étant ici plus rares qu'en pays bëti.

Les départements à solde migratoire inférieur à la moyenne générale sont donc pour la plupart des zones de forte émigration, tempérée soit par le croît démographique, soit par un taux de retour élevé des migrants. Les plantations de Batchenga et Mbandjok constituent les seuls pôles d'immigration en dehors des villes.

Dans les autres départements, le déficit du solde migratoire s'accroît. Les situations sont très variables. Dans la Méfou, le Nyong et So, le croît démographique est annulé en grande partie, par une forte émigration vers Yaoundé. Dans le Mbam, la natalité élevée est contrebalancée par une émigration forte, souvent définitive. À l'opposé, dans le Haut-Nyong, où le solde migratoire est comparable, une émigration plus faible, tempérée par de nombreux retours, s'avère encore trop lourde compte tenu de la faiblesse des excédents démographiques. Mais les bilans les plus défavorables apparaissent dans le Sud, dans le Ntem et plus encore dans le Dja et Lobo. Ces deux départements, à majorité bulu, ont une natalité moyenne, mais leur situation diffère. Dans le Ntem, l'immigration étrangère (de la Guinée équatoriale, du Gabon) est inférieure aux départs, les taux de retour étant, en outre, relativement faibles. Dans le Dja et Lobo, bien que les retours, favorisés par l'existence de bonnes liaisons avec la capitale, soient plus nombreux, l'impact de l'émigration sur le solde migratoire est important ; immigration étrangère plus faible, émigration féminine plus forte expliquent également le mauvais bilan du Dja et Lobo.

La figure 3 présente les soldes migratoires par chefferie, ramenés à un pourcentage des effectifs recensés en 1967. Elle permet de mieux cerner les zones d'émigration qui, dans la carte de l'évolution de la population, étaient parfois occultées par des excédents naturels très forts. Cette carte permet de distinguer :

Les zones à forte émigration...

...en déclin démographique

Elles ne présentent aucune homogénéité, tant démographique que géographique. Certaines ont une faible densité humaine ; ce sont des régions enclavées, en savane ou en forêt, ou au contraire des zones situées le long d'axes de communication importants menant à un centre régional, ou directement à Yaoundé. D'autres zones sont mieux peuplées et correspondent à des secteurs prospères pendant l'époque coloniale, mais sont désormais placées à l'écart des grands flux commerciaux. L'émigration y est dirigée aussi bien vers les centres locaux que vers Yaoundé. Enfin, toujours dans la même catégorie, on trouve des secteurs à forte densité de population (zone péri-urbaine de Yaoundé, notamment au sud-ouest et à l'est) où s'exerce une forte émigration, masculine et féminine, vers la capitale.

...à population stable

Elles couvrent une grande partie du Sud-Cameroun. Elles comprennent tout le pays ewondo, ainsi que la majeure partie du pays mvëlë. Là, l'émigration apparaît plus forte de part et d'autre de la route Yaoundé-Akonolinga, dans un secteur bien peuplé et relié à la capitale par un réseau de pistes dense. Dans le Sud, cette catégorie comprend la majeure partie du Dja et Lobo, où une natalité moyenne, un taux de retour important des migrants contribuent tout juste à maintenir le niveau de la population. Dans le département voisin du Ntem, le solde migratoire est négatif en pays mvae, mais il s'agit d'une zone fort peu peuplée. L'émigration est plus importante dans le district de Mengong, au carrefour des routes de Yaoundé, Ebolowa et Sangmélima. Mengong est encore dans la zone d'attraction de Yaoundé, alors qu'au sud d'Ebolowa, le pays est tourné vers la frontière. Ailleurs, les zones à forte émigration et à population stable ont une natalité élevée et sont situées le long des axes menant à Yaoundé (arrondissement de Matomb, chefferie Batchenga au sud de Ntui, environs d'Obala...).

... à population en accroissement

Un nombre beaucoup plus restreint de chefferies arrivent à concilier émigration et croît démographique. Elles sont situées à proximité de Yaoundé. Ailleurs, le solde migratoire est un peu plus favorable et l'émigration sans doute moins forte (arrondissements de Dzeng, d'Essé, entre Esse et Yaoundé). Plus au nord, on remarque également une différence très nette entre pays yambasa et pays bëti dont le solde migratoire plus faible indique surtout un excédent naturel plus limité.

Les zones à émigration moyenne...

... à population stable

Le solde migratoire y est nul, ou presque, et l'émigration y est compensée par l'accroissement naturel et l'immigration. En fait, ces zones, situées principalement dans le Nyong et Mfoumou, ne connaissent pas une situation aussi fixe que les indicateurs le laissent paraître. Le croît naturel est faible mais en nette amélioration ; l'émigration est moins importante dans les secteurs éloignés de la route de Yaoundé. Les migrants de retour représentaient, en outre, un quart de la population résidante en 1976.

... à population en accroissement

Cette catégorie comprend des régions où le croît naturel est moyen ou fort et l'émigration inférieure à la moyenne départementale. Sont concernés les chefferies de la Lékié les plus éloignées de Yaoundé ou les moins accessibles et certains arrondissement du Nyong et Kéllé. Cependant, la population des arrondissements basaa de Makak et de Bot-Makak a connu entre 1967 et 1976 une évolution très nette, ce qui pose le problème de la qualité des recensements administratifs antérieurs à 1967 (sous-déclaration due aux troubles causés par la rébellion « upéciste » ?). Le taux de natalité y est peut-être supérieur à celui fourni par l'enquête Insee de 1964. Toutefois, l'émigration paraît plus faible à Bot-Makak qu'à Makak, relié à Yaoundé par la voie ferrée.

Les zones à émigration faible...

... à population en accroissement

Une grande partie de la Lékié entre paradoxalement dans cette catégorie. Il s'agit de secteurs proches de Yaoundé ou placés le long des grands axes qui mènent à la capitale. L'émigration prend ici la forme de migrations alternées entre la ville et la campagne, ce qui contribue à l'imprécision des recensements. Dans la Méfou, les rares chefferies à solde migratoire excédentaire sont dans la zone péri-urbaine, ou au sud de Mfou, dans un secteur à l'écart des grandes routes mais bien relié à la capitale.

C'est dans le Ntem, que l'on trouve le plus de chefferies appartenant à cette catégorie. Ces secteurs ont des densités humaines faibles à moyennes et une natalité proche de la moyenne régionale. L'accroissement de la population est important le long de la piste Ambam-Ebolowa ; l'immigration en provenance de la Guinée équatoriale et du Gabon y est trois fois plus forte que dans le Dja et Lobo. L'isolement lié à une certaine prospérité économique apportée par la culture du cacao et les échanges commerciaux frontaliers contribuent à faire du sud du Ntem une région à faible émigration.

Dans les autres départements, les zones à faible émigration sont plus dispersées : route de Sangmélima-Yaoundé, périphérie des plantations de Mbandjok... Dans le nord du Nyong et Mfoumou, le solde migratoire positif de la chefferie Yébékolo-NE II peut être dû à une forte sous-estimation du recensement de 1967 ou à une amélioration notable du croît naturel dans un secteur centré sur les marécages de la rivière Kom, affluent du Nyong.

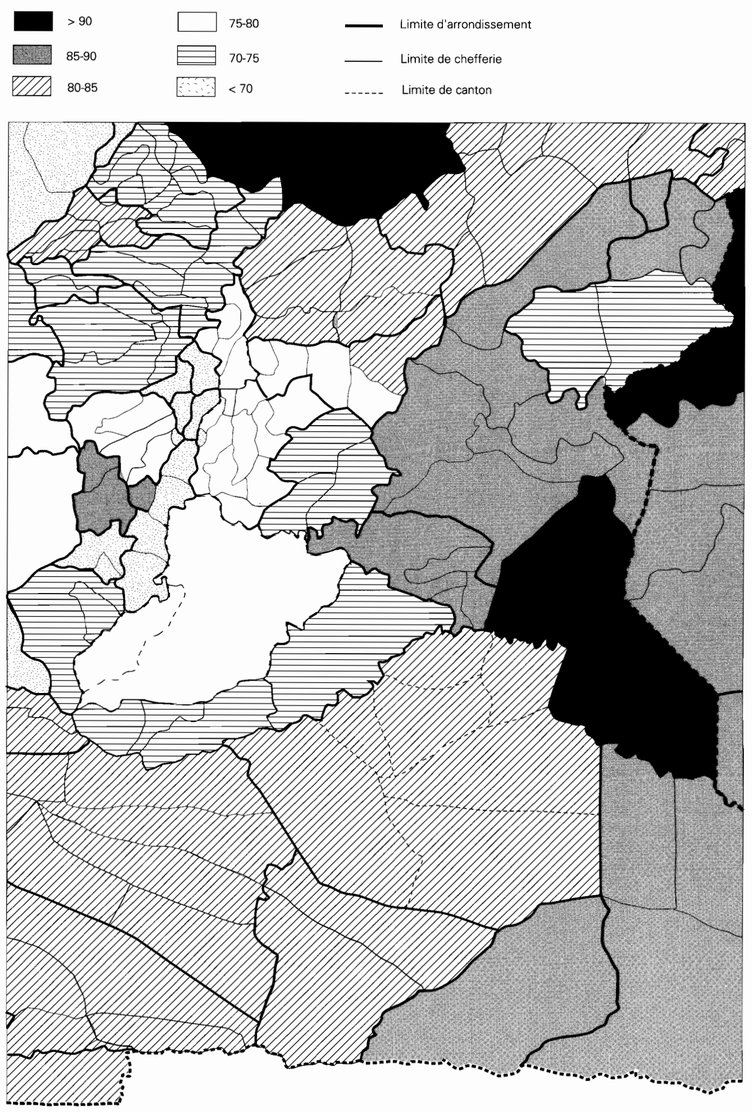


Figure 2
Taux de masculinité par arrondissement (population rurale 1976).

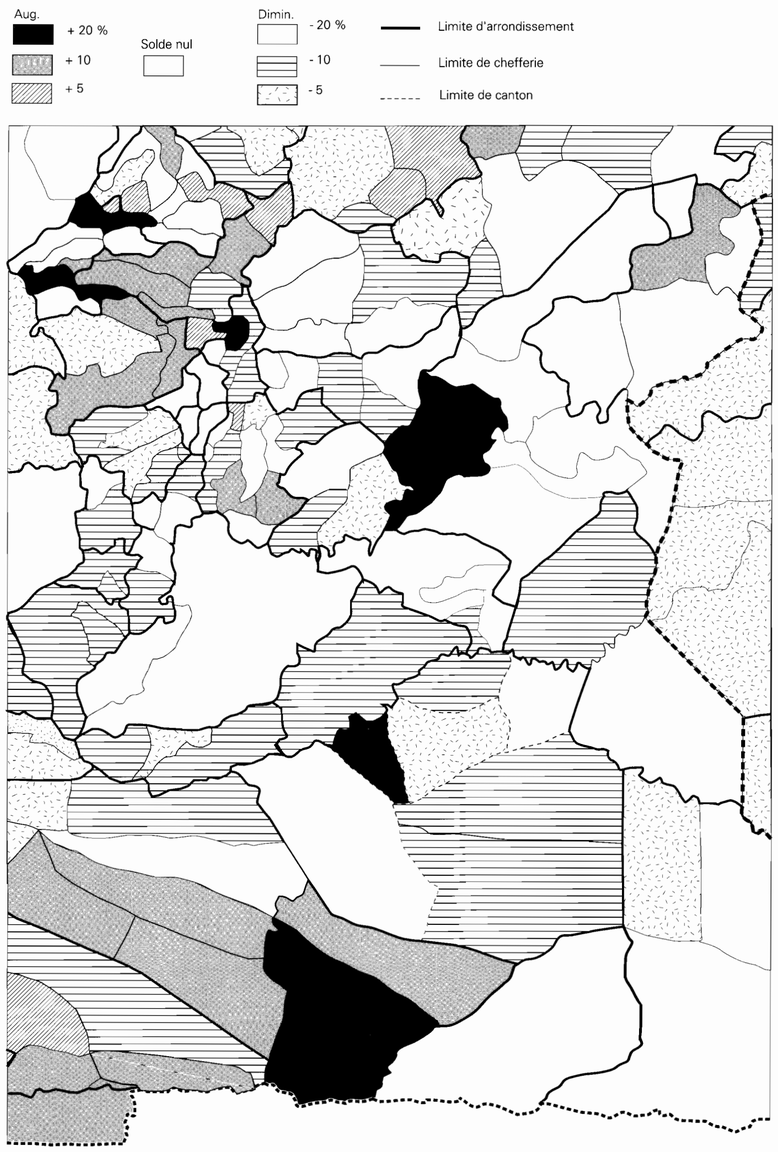


FIGURE 3
Solde migratoire par chefferie (1967-1976).

Malgré son imprécision, le solde migratoire n'étant pas exactement le reflet de l'émigration, la carte montre la complexité des situations et la contingence des facteurs, variables selon le milieu. Elle confirme l'existence d'une bonne corrélation entre l'évolution démographique et l'intensité des migrations. Les zones en déclin démographique accentué ont le solde migratoire le plus déficitaire. Par contre, des secteurs où la population augmente rapidement peuvent supporter une forte émigration (Lékié, pays basaa). Quoiqu'il en soit, le mouvement vers les villes apparaît bien comme le principal moteur de l'évolution démographique régionale.

L'évolution démographique des villes et des centres urbains

En 1976, la population urbaine s'élève dans l'espace étudié à 396 700 habitants, dont près des trois quarts résident à Yaoundé. Le rythme de croissance annuelle, entre 1965 et 1976, a été de 7 % dans l'ensemble, c'est-à-dire que la population des villes et des centres urbains s'est développée cinq fois plus vite que celle des campagnes (en chiffres bruts). Encore convient-il de distinguer la ville de Yaoundé, dont la croissance a été exceptionnelle (tabl. VI).

Le réseau urbain du Sud-Cameroun n'est constitué, en fait, que d'un petit nombre de villes « authentiques » (ayant une population supérieure à 5 000 habitants, selon la définition des recensements). On ne compte ainsi que 6 villes, en dehors de Yaoundé qui ne représente que 19 % de la population urbaine totale. Les autres « villes », ou du moins les petites agglomérations considérées comme telles par le recensement national de 1976, ne sont que des centres administratifs, chefs-lieux d'arrondissement ou de district, parfois de simples bourgs, voire de simples villages (par ex. Bikop, Oveng, Olamzé). Ils ne représentent que 8 % de la population urbaine. Quelle que soit leur importance, l'évolution des centres urbains, en dehors de Yaoundé, a été très irrégulière entre 1965 et 1976, non seulement d'une ville à l'autre, mais aussi d'un département à l'autre (tabl. VII).

On remarque ainsi que la progression démographique des centres secondaires a été supérieure à la moyenne dans les départements les plus éloignés de la capitale, à l'exception du Ntem. Dans les départements périphériques, Lékié et Méfou, la croissance urbaine est beaucoup plus lente, et en relation directe avec l'attraction exercée par la capitale toute proche.

Yaoundé

Le taux d'accroissement de Yaoundé est à peu près identique depuis une vingtaine d'années, et conduit à un doublement de la population tous les 7 ans. À ce rythme (+ 9,2 % par an) la population de la ville devait être de 780 000 habitants en 1986 (on verra plus loin l'évolution réelle) et devrait être de 2 600 000 habitants en l'an 2000 ! Une telle croissance est assurée en partie par l'accroissement naturel. Bien que difficile à déterminer, le croît naturel oscille entre 2,8 et 3,3 % par an, si l'on se réfère aux enquêtes antérieures. Ainsi, le développement de la capitale serait assuré pour un peu moins du tiers par l'excédent des naissances sur les décès et, pour les deux tiers, par l'immigration (65 % d'immigrés à Yaoundé en 1976).

TABLEAU VI
Évolution des villes (1964-1976)

Villes	1964	1976	Taux annuel d'accroissement
	Villes de plus de 10 000 hab.		
Yaoundé	109 200	313 700	+ 9,2 %
Mbalmayo	12 700	20 600	+ 6 %
Ebolowa	17 600	17 000	- 0,4 %
Sangmélima	5 400	13 900	+ 8,2 %
Total	*14 4900*	*365 200*	*+ 8 %*
	Villes de 5 000 à 10 000 hab.		
Mbandjok	700	8 300	+ 23 %
Obala	5 900	7 600	+ 2,1 %
Akonolinga	4 100	7 500	+ 4,1 %
Total	*10 700*	*23 400*	*+ 6,7 %*
	Villes de 1 000 à 5 000 hab.		
Ayos	1 500	3 800	+ 8 %
Ambam	2 300	3 300	+ 4 %
Ntui	900	2 700	+ 9,6 %
Saa	2 800	2 500	-0,9 %
Okola	1 000	1 900	+ 5 %
Djoum	1 600	1 500	- 0,5 %
Mfou	400	1 200	+ 9,6 %
Monatélé	600	1 000	+ 4,3 %
Ngomedzap	700	1 000	+ 3 %
Ngoulemakong	1 200	1 000	- 2 %
Total	*13 000*	*14 900*	*+ 3,6 %*
	Nombre de villes de moins de 1 000 hab.		
16 centres	7 450	9 900	+ 2,4 %

La structure par sexe de la population confirme l'importance de l'élément masculin, surtout aux âges adultes (+ de 20 ans) : 133 hommes pour 100 femmes ; le déséquilibre est donc sensible. Mais la structure de la population évolue. Entre 1964 et 1969, on assiste à un fort gonflement des classes jeunes (- de 20 ans), à mettre en relation avec le développement de la fonction scolaire de la ville. De 1969 à 1976, c'est la classe des 15 à 24 ans qui augmente le plus. Il y a donc eu une reprise de l'immigration concernant les jeunes hommes, mais aussi les femmes. L'origine de ces migrants est diverse : ils viennent d'abord des départements proches de la capitale (Méfou, Lékié), puis du pays bamiléké (notamment du département de la Mifi, à 350 km à l'ouest de Yaoundé) ; viennent ensuite le Mbam (arrondissements de Bokito et de Ntui), le département bamiléké du Ndé, enfin la ville de Douala. Dans le Sud-Cameroun, en dehors des départements cités, seuls le Ntem, le Nyong et So, le Nyong et Kéllé envoient à Yaoundé des effectifs de quelque importance.

TABLEAU VII
Évolution de la population urbaine *(1964-1976)

Population urbaine	1964	1976	Taux de croissance annuelle
Dja et lobo	8 800	17 300	+ 5,8 %
Haute-Sanaga *	700	8 300	+ 21,0 %
Lékié	10 700	2 700	+ 2,2 %
Mbam *	900	13 900	+ 9,6 %
Méfou **	4 300	6 200	+ 3,3 %
Ntem	22 000	22 300	+ 0,1 %
Nyong et Mfoumou	5 750	11 800	+ 6,1 %
Nyong et So	13 700	22 200	+ 4,1 %
Ensemble	*66 850*	*104 700*	*Moy. + 3,8 %*

* Zone de l'atlas. ** Sans Yaoundé.

Si l'on considère les lieux de naissance enregistrés par le recensement de 1976, on retient que plus de la moitié des immigrés sont originaires des provinces du Centre et du Sud, un quart de la province de l'Ouest, et seulement 12 % des autres provinces du pays dont le Nord. Mais, entre 1967 et 1976, la composition de l'immigration a évolué également. Les départements « migrateurs » de la Méfou, de la Lékié et de la Haute-Sanaga ont diminué leur apport relatif ; il en est de même du Mbam et du Nyong et Mfoumou. Par contre, l'apport relatif du Ntem, du Nyong et Kéllé, du Haut-Nyong et, secondairement, du Dja et Lobo s'est accru. L'immigration bamiléké s'est poursuivie, non par des voies directes, mais plutôt en provenance de Douala et du Moungo. À Yaoundé, la colonie bamiléké s'accroît deux fois plus vite que l'ensemble de la population. Les flux migratoires en provenance des autres provinces tendentà s'accroître, à l'exception de la province de l'Est qui souffre d'un sous-peuplement généralisé. Le bassin migratoire de la capitale s'étend pour atteindre une dimension nationale.

Les villes secondaires

Chaque ville du Sud-Cameroun s'individualise selon le niveau et la nature de ses activités qui conditionnent l'importance de son évolution démographique et la composition de l'immigration qu'elle reçoit.

Mbalmayo est la ville qui a connu l'essor le plus rapide entre 1967 et 1976. Celui-ci est dû principalement à une forte immigration représentant en 1976 près de 65 % de la population de la ville (taux de masculinité : 115). Mbalmayo exerce son pouvoir attractif sur quatre provinces, parmi lesquelles l'ancien Centre-Sud (61 % des immigrés) et l'Ouest (19 % des immigrés) prédominent. La ville recrute surtout dans le sud de la Méfou (Ngoumou, Bikok), dans l'arrondissement de Mvengué, le Nyong et Kéllé, le Dja et Lobo et le Mbam. Mais son attraction s'exerce également à Akonolinga et jusqu'à l'arrondissement d'Abong-Mbang, c'est-à-dire tout le long du Nyong supérieur, bien que la navigation fluviale soit interrompue depuis près de 30 ans.

La population est très jeune : 59,5 % de moins de 20 ans. Comme dans la plupart des villes ayant rang de préfecture, le lycée et les collèges attirent de nombreux élèves ; sur 100 habitants, 18 sont des « étudiants » dont la plupart viennent du Nyong et So ou des départements limitrophes. À cette immigration de jeunes s'ajoute une immigration de personnes âgées (81 % d'immigrés chez les plus de 50 ans), anciens migrants revenus au pays après un séjour à Yaoundé.

Mbalmayo, créée par la convergence du fleuve, du rail et de la route, est toujours, malgré l'arrêt de la navigation fluviale, un nœud de communication important, au carrefour des axes menant à Yaoundé, Ebolowa, Sangmélima, Makak ou Eséka. Depuis la construction d'un pont sur le Nyong et le goudronnage de la route de Yaoundé, Mbalmayo n'est plus un point de rupture de charge, ni une étape obligée pour le trafic venant du Sud, qui désormais continue directement sur Yaoundé. Cependant, la ville a conservé son attraction grâce à une bonne implantation d'établissements scolaires secondaires, notamment privés, et surtout à une activité industrielle centrée sur le bois (usine Cocam installée en 1966). Mais la proximité de Yaoundé empêche une évolution plus rapide.

Ebolowa est un cas à part. C'est une des rares villes du Sud-Cameroun dont la population a stagné, voire diminué, entre 1967 et 1976. Si l'on se réfère aux recensements disponibles, la population aurait augmenté jusqu'à la fin des années 1960 : 1953 : 7 900 habitants, 1958 : 14 700, 1964 : 17 600, 1966 : 18 800, 1967 : 21 400, mais ce dernier recensement paraît douteux. Ebolowa aurait donc connu un développement rapide après la Deuxième Guerre mondiale, suivi d'une progression plus lente dans les années 1960, faisant place à une régression durable. Pendant l'époque coloniale, Ebolowa était un important centre de groupage du cacao, situé dans un département comptant parmi les plus gros producteurs du Sud. Après l'Indépendance, la crise de la production cacaoyère, la fermeture des grandes maisons commerciales, le rattachement du Ntem à la province du Centre-Sud dirigée de Yaoundé furent les signes du déclin.

Jusqu'en 1976, Ebolowa est une ville vers laquelle on migre peu (46 % d'immigrés ; taux de masculinité : 105). La population native du département y est plus nombreuse que les gens de l'extérieur. Parmi ces derniers, les originaires du Centre-Sud (Dja et Lobo, Mbam) forment un peu plus de la moitié des effectifs ; viennent ensuite les Bamiléké (de la Mifi). Ebolowa a surtout une fonction commerciale que la demande des pays frontaliers a contribué à développer. Le secteur « administrations et services » occupe 49 % des hommes actifs et a été renforcé par l'installation d'une garnison militaire venue de l'ouest. La ville dispose également d'un certain nombre d'établissements d'enseignement secondaire et technique. Mais sans essor économique local, Ebolowa ne pourra évoluer favorablement. Sa promotion récente au rang de chef-lieu de la province du Sud, qui comprend trois départements doués de fortes potentialités, a mis fin à une certaine disgrâce politique et devrait être le départ d'une redynamisation de ce vieux pôle régional.

Sangmélima, située à 100 kilomètres plus à l'est, est une ville moins importante, mais en développement continu. Son essor a été le plus rapide de toutes les villes secondaires du Sud-Cameroun entre 1967 et 1976. La ville compte 47 % d'immigrés en 1976, dont une très forte proportion (67 %) de « Sudistes », principalement des Bulu. Le champ migratoire de Sangmélima est limité surtout au Dja et Lobo, au Ntem, mais comprend également l'arrondissement de Messaména. La ville reçoit aussi un faible flux en provenance de Congo et du Gabon. Mais l'essentiel de l'immigration semble constitué par les élèves attirés par son importante infrastructure scolaire. Les moins de 20 ans constituent 60 % de la population totale ; sur 100 habitants, 36 sont des élèves. Les effectifs scolaires sont sans doute responsables pour une grande part du gonflement démographique de la ville.

Le commerce et l'administration occupent la majeure partie des actifs, mais l'agriculture (avec 28 %) reste un secteur économique prépondérant. Centre de transit du cacao, du bois et des vivres, Sangmélima n'a pas une économie suffisamment développée pour retenir sa population adulte. La route goudronnée menant à Yaoundé n'est encore qu'un axe de drainage des hommes et des biens en attendant de devenir un véritable facteur de développement régional.

Obala est également située sur un axe goudronné important mais, trop proche de Yaoundé, la ville n'a connu qu'une progression démographique médiocre. Le sex-ratio de la population (96 hommes pour 100 femmes) trahit une forte émigration masculine, en même temps que le caractère assez rural de cette agglomération. Néanmoins, Obala reçoit des immigrants principalement du Centre-Sud (50 % des migrants), de la Lékié (arr. d'Okola surtout), du Mbam et, secondairement, des provinces de l'Ouest (30 % des immigrés) et du Nord (9 %). Alors que l'immigration bamiléké concerne surtout de jeunes hommes, celle des « Nordistes », des « Haoussa » est le fait de gens d'âge mur exerçant des activités en rapport avec l'élevage (bouchers, conducteurs de troupeaux).

Obala a perdu, en 1968, une grande partie de sa fonction administrative en étant rétrogradée au rang de chef-lieu d'arrondissement. La ville possède un marché et un centre commercial peu en rapport avec ses aménagements déficients, mais son équipement scolaire attire un assez grand nombre de jeunes (54 % de moins de 20 ans en 1967).

Malgré un bon départ, Obala n'a pas poursuivi son essor. La proximité de Yaoundé s'y fait sentir de façon trop forte. Bien qu'elle ne soit pas plus proche de Yaoundé que Mbalmayo, il lui manque la même vitalité économique. Placée au carrefour des routes de Nanga-Eboko, de Bafia (par Saa) et de Yaoundé, Obala est à l'écart de l'important trafic de la route nouvellement goudronnée Yaoundé-Bafoussam.

Akonolinga a, en 1976, une population sensiblement identique à celle d'Obala, mais, vingt ans auparavant, elle était trois plus peuplée que cette dernière. Bien que possédant une faible proportion d'immigrés (39 % de la population), Akonolinga est un petit centre attractif (taux de masculinité : 106), qui exerce son influence sur l'ensemble du Nyong et Mfoumou. La construction d'un pont sur le Nyong a renforcé son rôle de petit centre local. Akonolinga est situé au carrefour des routes de Yaoundé, Abong-Mbang, Messaména, Endom et Nanga-Eboko. La grande route Yaoundé-Abong-Mbang ne traverse pas la ville, mais, située à mi-parcours, celle-ci est une étape intéressante pour les transporteurs.

Vieux poste administratif datant de l'époque allemande, aujourd'hui préfecture, Akonolinga dispose d'une petite industrie du bois. Entre 1967 et 1976, la ville a également bénéficié des retombées économiques du développement de la cacaoculture dans le Nyong et Mfoumou, en plus de la caféiculture. Akonolinga est une petite ville qui connaît une progression lente dans un isolement relatif qui jusqu'ici l'a protégée de l'influence trop forte de la capitale.

Mbandjok est une agglomération très originale. Créée en 1964 à partir d'un village vute, elle a dû son remarquable développement à l'installation d'un complexe agro-industriel. Mbandjok est peuplée en majeure partie d'immigrés (83 % de la population) venus principalement de la province du Nord (56 % en 1970). Les « Sudistes » viennent de la Haute-Sanaga, du Mbam et de la Lékié. Le développement de cette ville, érigée en chef-lieu d'arrondissement, tient essentiellement à celui des plantations sucrières, origine de sa prospérité.

La majorité des autres centres urbains du Sud-Cameroun ont moins de 5 000 habitants et leur croissance a été, dans l'ensemble, inférieure ou égale à la moyenne. À deux exceptions près, ils sont tous des centres administratifs à la tête d'un arrondissement ou d'un district. La moitié sont de création récente et n'étaient, en 1964, que de gros villages situés sur des pistes importantes.

Les centres les plus anciens sont aujourd'hui les plus peuplés.

Dans la Lékié, **Saa** comprend deux ensembles séparés : un centre administratif et commercial et un gros village qui concentre les deux tiers de la population. Saa doit sa création à l'existence d'une importante chefferie mangisa (mais le centre administratif est en territoire eton). Poste administratif, puis chef-lieu de subdivision, Saa a perdu son rôle politique avec la création de la subdivision d'Obala, en 1951. Depuis 1960, Saa n'est qu'un chef-lieu d'arrondissement. La population compte une proportion assez forte d'immigrés (49 % ; taux de masculinité : 106) provenant de la région. Depuis la création du pont de l'Enfance sur la Sanaga, dans les années 1970, une partie du trafic routier entre Yaoundé et Bafia passait par la ville. Mais cela n'a pas réussi à empêcher un ralentissement de sa progression, qui s'est vraisemblablement poursuivie, après 1976, avec la création d'un nouveau pont sur le fleuve, à Ebébda, et le détournement définitif du trafic.

Situé dans l'extrême sud, **Djoum** a une fonction purement administrative et militaire. Bien relié à Sangmélima par une piste stratégique, ce vieux poste frontalier souffre néanmoins de son isolement et du sous-peuplement de sa région. Toutefois, ce handicap est en partie compensé par les avantages économiques qu'apporte la proximité de la frontière

Ambam est, également, un centre frontalier doué d'un certain dynamisme. Avec une population comprenant 56 % d'étrangers (taux de masculinité : 103), il s'agit d'un centre attractif dont l'influence s'exerce moins sur sa région qu'au-delà de la frontière toute proche. L'accroissement démographique d'Ambam est, en effet, dû principalement au reflux des Camerounais émigrés en Guinée équatoriale, voire de Guinéens ayant fui leur pays. Les mouvements de va-et-vient, de part et d'autre de la frontière, sont d'autant plus faciles que les mêmes populations (Mvae, Ntumu, Fañ) habitent les zones frontalières. Ambam est un centre de transit important pour tout le trafic commercial, légal et illégal, dirigé vers la Guinée et le Gabon. Le destin de cette petite agglomération est donc lié, en grande partie, à l'évolution économique et politique des pays voisins.

Ancien poste administratif, **Ayos** a stagné entre 1967 et 1976. Une faible proportion d'immigrés (38 %) jointe à un taux de masculinité déficitaire (92) font d'Ayos une agglomération à caractère rural. Dans un arrondissement faiblement peuplé, Ayos est le seul pôle de quelque importance. Outre ses fonctions administratives, cette petite ville est, depuis l'époque coloniale, un des principaux centres de lutte contre la trypanosomiase et possède un hôpital important.

De tous les centres crées après la Deuxième Guerre mondiale, seul **Ntui** dépasse, en 1976, les 2 000 habitants. Situé à un carrefour de routes et au débouché d'un immense arrière-pays, Ntui est un gros bourg (taux de masculinité : 96) qui subit l'attraction de Yaoundé.

Bien que situé à proximité de la capitale, **Mfou** doit son développement à son élévation au rang de préfecture de la Méfou. Cette agglomération naissante dispose d'une infrastructure sans rapport avec sa population. Bien relié à Yaoundé, au milieu d'une région peuplée, ce centre peut devenir attractif pour les habitants de la capitale si, toutefois, il continue à bénéficier de l'attention du gouvernement.

Les autres petits centres créés à l'époque coloniale ont peu évolué, soit qu'ils subissent l'attraction de Yaoundé (**Dzeng, Esse, Ngomedzap**), soit qu'ils se tiennent à l'écart des grands axes routiers (Bengbis). L'ancien chef-lieu de subdivision d'**Okola** a pu évoluer favorablement, malgré une forte émigration, en devenant un des principaux centres de ravitaillement en vivres de la capitale.

Les centres administratifs créés après l'Indépendance n'ont pas connu une progression démographique notable (2,2 % par an)entre 1967 et 1976 ; la faiblesse de leur population, souvent inférieure à 1 000 habitants, rend délicate toute interprétation des recensements. **Monatélé**, élevé au rang de préfecture aux dépens d'Obala, a une fonction plus administrative qu'économique. Sa position excentrée dans le département est à la fois un avantage (polarisation d'un arrondissement où l'on migre moins qu'ailleurs) et un inconvénient (mise à l'écart des principaux flux économiques du département).

Dans tous ces centres, récents ou anciens, la présence administrative n'est pas suffisante pour y développer une activité économique de type urbain, à moins que d'autres facteurs interviennent : bonnes liaisons avec les grandes villes, présence d'un marché important.

L'évolution longue (1934-1987)

Suivre avec précision l'évolution démographique des populations du Sud-Cameroun nécessiterait des recensements beaucoup plus précis et homogènes que ceux, anciens ou récents, dont on dispose. Le cadre employé, département, arrondissement et même chefferie et canton, est mal adapté ; les limites administratives sont souvent artificielles et sans signification dans ce domaine. Il faudrait pouvoir suivre l'évolution village par village. En attendant, les cartes élaborées à partir des données disponibles permettent de saisir les grandes tendances démographiques.

Planche 8

On constate d'abord que les populations du Sud-Cameroun ont des comportements très différents selon les régions, et cela malgré une apparente homogénéité imposée par la forêt. En neuf ans, la population s'est accrue dans la partie la plus peuplée de l'espace étudié ; ailleurs, elle est restée à peu près stable. Mais la période utilisée peut paraître un peu courte pour dégager une tendance durable.

Une dernière comparaison peut être tentée entre le dernier recensement de 1987, dont les premiers résultats par arrondissement sont parus au début des années 1990, et les recensements administratifs antérieurs, de 1961-1964 et de 1935. Ces derniers donnent un aperçu de la situation démographique à deux grandes époques : la période coloniale et le début de l'Indépendance, et sur une période suffisamment longue.

Sans chercher à évaluer l'importance réelle des flux humains que l'imprécision des premiers recensements n'autorise pas, la comparaison des trois recensements fournit l'évolution sur plus de 50 ans, soit plus de deux générations. Ces données, qui ne concernent que la zone rurale, ont dû être homogénéisées ; les découpages administratifs diffèrent dans le temps et l'on a dû procéder à des regroupements. Pour les villes, qui ne se sont vraiment développées qu'après l'Indépendance, on analysera la période 1960-1987.

La population rurale

Une fois les ajustements nécessaires effectués, l'évolution démographique apparaît sous un nouvel aspect. Ainsi, la population rurale aurait connu une progression différente avant et après l'Indépendance. De 1935 à 1960, elle aurait été stable (- 1 % : 1935 : 694 500 habitants pour la zone étudiée ; 1960 : 689 500) ; à partir de 1960, elle progresse très rapidement (+ 32 %).

La stagnation de la population pendant la période coloniale n'est pas surprenante. L'accroissement naturel est alors sensiblement plus faible qu'à l'heure actuelle ; en outre, les populations sont très mobiles. Cette mobilité est provoquée par l'attraction exercée par Douala (en 1939, Yaoundé a 8 500 hab., Douala 42 500), ainsi que par les réquisitions de main-d'œuvre pour le portage et le travail forcé ; cette pratique favorise une émigration assez importante vers la Guinée espagnole et le Cameroun britannique. Le Sud a perdu pendant cette période des effectifs difficiles à estimer, mais suffisamment importants pour compromettre tout accroissement notable. Cependant, il convient de distinguer deux moments dans l'évolution de la population entre 1935 et 1960. Les recensements effectués après la Deuxième Guerre montrent que la population stagne jusqu'au début des années 1950 et commence à croître rapidement ensuite. L'après-guerre correspond à l'abolition du travail forcé (loi de 1946, mais effective seulement à partir de 1952). La politique sanitaire commence à porter ses fruits et la natalité augmente. L'émigration dans le Sud-Cameroun se réoriente vers la capitale, aux dépens de Douala ; d'autre part, les migrants retournent plus nombreux dans leurs villages. Cette tendance s'est poursuivie après l'Indépendance.

La figure 4 présente de façon synthétique le sens de l'évolution démographique, aux trois époques différentes. Elle confirme les évolutions locales enregistrées entre 1967 et 1976, tout en précisant s'il s'agit de mouvements passagers ou, au contraire, de véritable tendances.

Dans le Sud-Cameroun, aucun arrondissement, aucun groupement n'a eu une population stable depuis 40 ans ; il y a eu, selon l'endroit, hausse ou baisse des effectifs.

Des secteurs ont une population en *accroissement continu* depuis 1935 : la Lékié, le sud du pays basaa, la majeure partie du Dja et Lobo, le sud du Ntem. Le Ntem et la Lékié ont connu de forts prélèvements de travailleurs pendant la période coloniale. Leur retour, après la guerre, a contribué à gonfler les recensements des années 1960. Dans le Ntem, l'immigration de la Guinée équatoriale s'est poursuivie jusqu'en 1976. La progression du Dja et Lobo est plus lente et se fait par palier.

Ailleurs, la population a augmenté entre 1964 et 1987, après voir stagné ou baissé. La *reprise* est observable dans les arrondissements basaa de Matomb et de Bot-Makak. Il s'agit là également de régions à forte natalité, où l'émigration est ancienne. Dans le Nyong et Mfoumou, l'est du département de la Méfou, l'arrondissement de Mbandjok, l'accroissement récent de la population peut correspondre à une amélioration des taux de natalité liée à une balance migratoire nulle ou positive entre 1962 et 1976.

La population s'est *stabilisée*, après avoir diminué, dans une vaste région s'étendant principalement au nord du Nyong et faisant partie autrefois du bassin migratoire de Douala : pays yambasa, pays ewondo, pays bënë, mais aussi l'est du Nyong et Mfoumou et l'arrondissement de Bengbis. Notons qu'il s'agit là de régions relativement enclavées, tournées vers Akonolinga.

Une tendance démographique défavorable semble, par contre, persister dans l'est et le nord-est de l'espace étudié. La population *décroît régulièrement* depuis 50 ans en pays omvañ (arr. de Nguélémendouka), bikélé et bajwee (arr. de Messaména). Ce sont des régions forestières qui n'ont jamais connu une forte densité de population, mais l'activité économique y a été beaucoup plus importante au début du siècle. Depuis, une lente régression, soutenue par une émigration notable, s'amorce dans ces régions de faible natalité. L'arrondissement de Nanga-Eboko est dans la même situation et ne bénéficie pas des atouts économiques de l'arrondissement voisin de Mbandjok.

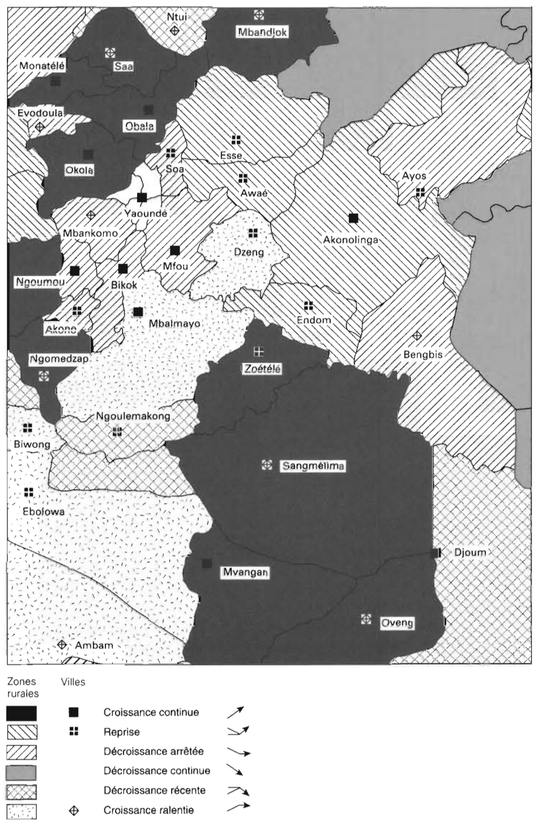


FIGURE 4
Évolution de la population, 1934-1962-1987.

TABLEAU VIII
Évolution de la population urbaine (1976-1987)

Départements	1976	1987	Évolution annuelle
Dja et Lobo	17 119	29 941	5,2 %
Haute-Sanaga*	8 308	11 763	3,2 %
Lékié	12 176	28 300	7,9 %
Mbam *	2 698	4 426	4,6 %
Méfou	5 587	15 639	9,8 %
Ntem	23 740	45 635	6,1 %
Nyong et Mfoumou	12 051	21 209	5,2 %
Nyong et So	22 174	37 944	5,0 %
Ensemble	*103 853*	*194 857*	*5,9 %*
Mfoundi (Yaoundé)	291 071	649 252	7,6 %

* Zone de l'atlas seulement.

Depuis 1962, la population de certaines zones, relativement limitées, a accusé une baisse : arrondissements de Mvengué, Ngoulemakong, Djoum et Ntui. Il s'agit de régions à émigration forte, traversées par de grands axes de communication, récents ou anciens, et dont le développement économique ne s'est pas poursuivi après l'Indépendance.

Enfin, l'arrêt de la croissance démographique concerne un territoire important : pays bënë au sud du Nyong, arrondissement de Dzeng, district de Biwong-Bané, et surtout la majeure partie du Ntem. L'émigration a, d'une manière générale, augmenté dans ces zones depuis 1960, avec le recentrage des migrations sur Yaoundé, plus proche, et la construction d'axes de pénétration importants, comme la route goudronnée Yaoundé-Ebolowa.

La population urbaine

La population urbaine a fortement progressé en 25 ans et constitue le phénomène démographique primordial du Cameroun méridional. En 1987, dans la zone étudiée, près de 50 % (49,5 %) de la population vit en ville. La capitale a plus que doublé entre deux recensements, mais les projections lui attribuant 780 000 habitants en 1986 sont à réviser à la baisse ; Yaoundé ne comptait « que » 650 000 habitants à cette date. Bien que sa progression se soit légèrement ralentie (+ 7,6 % par an entre 1976 et 1987), la capitale accueille toujours plus des trois quarts de la population urbaine totale.

En dehors de la capitale, la progression de la plupart des centres secondaires s'est accélérée : de moins de 4 % par an dans la période 1964-1976, leur population s'est développée à un rythme supérieur à 7 % lors de la dernière décennie. Les petits centres de 5 000 à 10 000 habitants (sans Mbandjok) ont connu la plus forte progression (+ 7,5 % par an). Mais les villes de plus de 10 000 habitants, malgré une progression plus faible (5,9 % par an), concentrent une part de plus en plus grande de la population urbaine n'habitant pas la capitale (68 %).

Les centres urbains de la Méfou et de la Lékié se distinguent nettement. C'est d'ailleurs dans ces deux départements que l'on rencontre les centres dont l'évolution est continue depuis 1962, comme Monatélé et Mfou. Leur développement apparaît autant lié à la proximité de Yaoundé qu'à celle des grands axes de circulation. Mbalmayo et Akonolinga, plus éloignées mais bien reliées à la capitale, ont accru également leur progression. Les autres centres en progression régulière (Olamzé, Mvangan) se trouvent à proximité de la frontière guinéenne et gabonaise, mais leur petite taille rend leur évolution peu significative (tabl. VIII).

D'autres centres voient leur progression reprendre après une période de baisse ou de stagnation. Ils forment une ceinture éloignée autour des villes précédentes, notamment à l'est et au sud. Il s'agit pour la plupart de petits centres dépassant difficilement 2 000 habitants, à l'exception d'Ayos et d'Ebolowa dont la population a doublé lors de la dernière décennie, après son élévation au rang de capitale provinciale.

Ailleurs, au nord, de part et d'autre de la Sanaga, ou au sud, en pays bulu et fañ, les villes dont la croissance avait été très rapide avant 1976 progressent désormais à un rythme beaucoup plus lent. On y rencontre des villes moyennes comme Ntui, Saa, proches de Yaoundé, mais à l'écart des grandes routes, ou très éloignées, comme Ambam ; des centres plus importants, dotés d'une forte infrastructure économique, comme Mbandjok et Sangmélima.

Ainsi le développement urbain est resté longtemps concentré dans quelques centres hérités de l'époque coloniale. Ces centres constituent toujours l'armature urbaine du sud du Cameroun et montrent leur vitalité. Mais l'évolution récente semble confirmer que la capitale renforce son rôle moteur dans l'évolution du tissu urbain. Les centres progressant le plus rapidement sont pour la plupart situés dans la périphérie et sous l'influence de Yaoundé dont ils ont grand peine à ne pas devenir des satellites. Les villes excentrées, au contraire, voient leur croissance se ralentir.

Conclusion

Les diverses tendances observées ne conduisent pas à une égalisation des densités humaines. La carte des densités et celle des soldes migratoires en 1976 ne concordent pas. Les secteurs les moins peuplés ont des soldes migratoires négatifs, et sont, par conséquent, des régions de départs ; les plus peuplés, comme la Lékié, par contre, ont des soldes largement excédentaires. Les mouvements humains ne semblent donc pas liés à la surcharge démographique, ou de façon très localisée. Il n'y a pas dans le Sud-Cameroun de phénomène de transfert entre zones surpeuplées et zones « vides ». D'autre part, les régions de très faible densité ont une existence ancienne et leur population est en dessous du seuil minimal leur permettant de se développer. Les migrations n'aboutissent pas à un rééquilibrage de la charge humaine, d'autant qu'elles conduisent toutes vers les villes et principalement vers « la » ville : Yaoundé.

En dehors de la capitale, l'urbanisation est relativement faible dans le Sud-Cameroun et ne joue pas, pour l'instant, un grand rôle dans l'évolution des populations rurales. Les villes secondaires ont un faible pouvoir attractif ; centres essentiellement administratifs, très peu ont une « surface » économique suffisamment large pour exister face à Yaoundé.

Les mouvements de population ont des causes profondes. Si l'on compare la carte de la population en 1910 avec celle du solde migratoire, on observe une grande concordance entre les zones d'émigration (solde migratoire négatif) et les grands axes commerciaux dirigés vers la côte (Yaoundé-Ngomedzap ; Mvangan-Kribi ; Dja-Ngoulemakong-Biwong) ou vers Yaoundé (Yaoundé-Douala ; Akonolinga-Yaoundé ; Nachtigal-Yaoundé). Les contrées parcourues par ces routes ont, très tôt, connu une intense circulation des hommes et des biens, une forte émigration, volontaire ou forcée. Cette situation a créé des « habitudes », des filières, qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours. Plus que par des rémanences historiques, l'espace a été structuré par les grands axes de communication dont le rôle est fondamental dans l'évolution du peuplement du Sud-Cameroun. Mais ce rôle est ambigu. La route goudronnée permet aux Eton de se livrer à une émigration particulière, faite d'allers et retours entre Yaoundé et le village ; elle a contribué à maintenir sur place une grande partie de la population rurale de la Lékié. Par contre, elle a favorisé les départs dans le Dja et Lobo. L'amélioration du réseau routier a, aussi, pour effet d'affaiblir l'attraction des centres secondaires devenus des étapes peu attrayantes sur le chemin de la capitale.

Entre Yaoundé et Douala, la voie ferrée a eu un effet de drainage du flux de population moins fort que le transport routier, moyen plus souple, mais peu fiable (cf. la différence entre les arrondissements basaa de Makak et de Matomb). Mais le rôle des voies de communication dépend beaucoup d'autres facteurs, comme les conditions économiques régionales ; axe de drainage dans les régions peu développées, la route est un frein à l'émigration quand elle est un axe de relations équilibrées entre la ville et la campagne. D'autres facteurs interviennent encore pour moduler l'évolution démographique. Le facteur ethnique apparaît très bien sur les cartes, où une différence de comportement est visible entre Eton, Ewondo, Bënë et Basaa ; différence de vitalité démographique, mais aussi différence de réaction des sociétés rurales vis-à-vis des jeunes, des femmes. L'éducation joue un rôle essentiel, et bien connu, dans la mobilité des populations. Mais l'évolution de la population ne se réduit pas à quelques facteurs isolés, elle est le résultat d'un ensemble complexe de facteurs interactifs.

L'évolution de la population du Sud-Cameroun, telle que nous avons pu la déterminer avec les cartes, conduit-elle à une dépopulation des campagnes ? Ce terme est trop fort, comme celui d'exode rural. Yaoundé a certes un taux de croissance exagéré par rapport à son environnement humain, mais relativement faible quand il est comparé à celui d'autres grands centres africains, comme Abidjan. Dans les environs immédiats de Yaoundé, dans la Méfou, la Lékié, les densités rurales sont élevées. Bien que l'émigration y exerce ses effets depuis plus de 50 ans, les campagnes ne se sont pas vidées, même en pays basaa. En allégeant la charge humaine, localement trop forte pour le type d'exploitation pratiquée, l'émigration pourrait apparaître comme une chance. Mais le problème ne se pose pas en ces termes. Plus que dans l'évolution des effectifs, c'est dans l'évolution de la structure des populations que gît le véritable problème. Chez les Basaa, les Eton, les jeunes (< 15 ans) et les gens âgés (> 50 ans) forment, en 1976, 60 % de la population, et près de 59 % pour l'ensemble de la zone étudiée. Les campagnes ne se dépeuplent pas, elles perdent leurs forces vives.

Indications bibliographiques

BARBIER (J. C.), COURADE (G.), GUBRY (P.), 1980.— L'exode rural au Cameroun. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, vol. XVIII, n° 1 : 107-147.

Bureau central du Recensement, 1978.— *Recensement général de la population et de l'habitat*, d'avril 1976, Yaoundé.

Dictionnaires des villages des départements du Centre et du Sud, 1965-1970.— Orstom-Ircam, Yaoundé.

DONGMO (J. L.), 1980.— Polarisation de l'espace camerounais : les champs migratoires des villes. Yaoundé, *Rev. de Géo. du Cameroun*, vol. 1, n° 2 : 145-160.

DONGMO (J. L.), 1981.— Les échanges de population entre les unités administratives au Cameroun. Yaoundé, *Rev. de Géo. du Cameroun*, vol. 2, n° 1 : 13-24.

Enquête démographique au Cameroun, 1964.— « Résultats définitifs pour la région Sud-Est ». Insee-Coopération, Rép. du Cameroun, Serv. de la Stat., 142 p.

FRANQUEVILLE (A.), 1972.— Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé. *Cah. Orstom, sér Sc. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 337-387.

FRANQUEVILLE (A.), 1973.— L'émigration rurale dans le département de la Lékié. Contribution à l'étude des relations ville-campagne dans le Sud-Cameroun. *Cah. Orstom, sér Sc. Hum.*, vol. X, n° 2-3 : 151-193.

FRANQUEVILLE (A.), 1979.— Croissance démographique et immigration à Yaoundé. *Les Cah. d'Outre-Mer*, n° 128 : 321-354.

FRANQUEVILLE (A.), 1984.— *Yaoundé, construire une capitale*. Paris, Orstom, coll. Mémoires n° 104, 192 p.

FRANQUEVILLE (A.), 1987.— *Une Afrique entre la ville et la campagne. Les migrations dans le sud du Cameroun*. Paris, Orstom, coll. Mémoires n° 109, 646 p.

MARGUERAT (Y.), 1975.— *Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun*. Paris, Orstom, coll. Trav. et Doc. n° 40, 105 p.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

POPULATION I

EVOLUTION 1967-1976

C. SANTOIR

DENSITÉS EN 1967
par canton et chefferie

DENSITÉS EN 1976
par canton et chefferie

POPULATION DES CENTRES URBAINS ET ADMINISTRATIFS

290 000 habitants
90 000
20 000
10 000
5 000

100 hab./Km² et +
75
50
30
20
15
10
5
1

0 10 20 30 40 50 km

NTUI · MBANDJOK · NKOTENG · SAA · MONATÉLÉ · OBALA · EVODOULA · OKOLA · SOA · YAOUNDÉ · ESSÉ · AWAÉ · AYOS · MBANKOMO · MFOU · DZENG · AKONOLINGA · NGOUMOU · BIKOK · AKONO · MBALMAYO · ENDOM · BENGBIS · NGOMEDZAP · ZOÉTÉLÉ · BIWONG-BANÉ · NGOULEMAKONG · MENGONG · EBOLOWA · SANGMÉLIMA · MVANGAN · DJOUM · OVENG · AMBAM · OLAMZÉ · G A B O N

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
EXTRÊME NORD
NORD
ADAMAOUA
NORD OUEST
SUD OUEST
OUEST
CENTRE
LITTORAL
SOUDA
YAOUNDÉ
EST
SUD
EBOLOWA
SUD
OCEAN ATLANTIQUE
TCHAD
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
GUINÉE ÉQUATORIALE
GABON
CONGO

EVOLUTION DE LA POPULATION 1967 - 76
par canton et chefferie

+ 50 %
+ 25 %
+ 15 %
+ 5 %
Population stable
– 5 %
– 15 %

ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES VILLES ET DES CENTRES ADMINISTRATIFS

ACCROISSEMENT
8 % et +
4 à 7 %
1 à 3 %
STABILITÉ
DIMINUTION

EVOLUTION DE LA DENSITÉ 1967 - 76
par canton et chefferie

+10 habitants/Km² et +
+ 5
+ 1
0
– 1
– 5

Zone où les limites administratives ont évolué

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARQUIER C. VALTON

IMPACT GRAPHIC • 45.09.16.50 - FRANCE

LA POPULATION II

RÉPARTITION ET DENSITÉS RURALES EN 1976

Christian SANTOIR

L'élaboration des cartes

Les cartes sont établies à partir de la principale source de documentation que constitue le recensement d'avril 1976, dont les données étaient disponibles. Premier recensement national effectué au Cameroun, il fournit des renseignements fiables et surtout spatialement homogènes, contrairement aux enquêtes par sondages qui l'avaient précédé. Mais les résultats du recensement, publiés entre 1978 et 1981, ne concernent que les grandes unités administratives (provinces, départements, arrondissements) et sont, par conséquent, insuffisants pour l'élaboration de cartes de répartition de la population à 1/500 000. Celles-ci nécessitent une information plus fine, au niveau de chaque lieu habité. La population par village peut être calculée à partir des dossiers d'enquête. On établit ensuite des listes de villages par chefferie de 2e degré (ex-groupements), par arrondissement et par district. Ces listes comportent certaines erreurs, dues notamment à des problèmes d'identification des villages au moment du dépouillement. Dans le Sud-Cameroun, beaucoup de lieux habités portent le même nom (combien d'Akok, d'Akak, d'Adjap...?), ce qui entraîne autant de confusions à l'intérieur d'une même unité administrative. Les listes peuvent être corrigées dans la majorité des cas en étant confrontéest avec les recensements administratifs antérieurs, s'échelonnant entre 1961 et 1967. Les chiffres qu'ils fournissent sont tout à fait valables en ce qui concerne les effectifs, et peuvent être croisés avec ceux du recensement de 1976. La vérification des listes s'est également effectuée sur le terrain, avec le secours des secrétaires d'arrondissement. Ainsi, on a pu retrouver les effectifs correspondant aux bons villages et éviter d'enregistrer des chiffres fantaisistes.

Les « villages » du recensement sont des villages administratifs. Chacun d'eux regroupe un certain nombre de « quartiers », plus ou moins éparpillés, constitués par une ou plusieurs familles étendues (nda-bot). *Créées pour faciliter le contrôle de l'administration, ces unités résidentielles ne constituent pas des entités très cohérentes, ni spatialement, ni socialement. Néanmoins, elles restent les unités les plus pratiques et les plus communément utilisées par les recensements.*

Chaque lieu habité a été localisé de la façon la plus précise possible. La localisation a été effectuée à l'aide des Dictionnaires des villages *publiés par l'Orstom entre 1965 et 1970. Ces documents précieux donnent la position exacte de tous les villages officiels, dans chaque département. Les contrôles effectués sur le terrain ont montré que très peu de changements étaient survenus entre leur édition et le recensement. Le recours aux dictionnaires a été indispensable pour corriger les cartes à 1/200 000 dont la toponymie est souvent incomplète, les localisations imprécises, surtout dans les régions densément peuplées.*

Une fois les villages bien repérés, il était facile d'entreprendre la carte par points. La population rurale y apparaît en noir, sous forme de points de 100 et 500 habitants. La population urbaine est figurée en rouge, en cercles proportionnels, du moins pour les plus gros centres. Il se pose ici un problème de limite inférieure. Le Sud-Cameroun possède une majorité de petits centres dont la population est bien inférieure à 5 000 habitants, seuil dont se servent les recensements pour déterminer la population urbaine. Ces petits centres à caractère administratif, érigés en commune urbaine, ne sont que des embryons de villes, même s'ils possèdent un minimum de services administratifs et sociaux. Leur population comprise, le plus souvent, entre 500 et 5 000 habitants a des occupations essentiellement agricoles, en dehors d'une poignée de fonctionnaires ou d'élèves vivant en symbiose avec les autres habitants. Le recensement de 1976 ayant considéré ces localités comme « urbaines », nous les avons fait figurer par un seul point rouge jusqu'à 1 500 habitants.

La carte par points ainsi réalisée donne une bonne image des densités humaines et de leur répartition, notamment dans les zones d'habitat dispersé. Mais il s'agit d'une carte synthétique simplifiant la réalité. La population des villages a dû être ajustée à la valeur des points ; en outre, il a fallu réduire chaque lieu habité à un seul point, ou un nombre restreint de points, alors qu'en général les villages s'étendent le long des routes, avec des hameaux assez éloignés les uns des autres.

À partir de la carte par points, il a paru nécessaire d'élaborer une carte des densités humaines, plus quantitatives. Les traditionnelles cartes par plages (fournies par ailleurs) ne suffisent pas à rendre compte réellement de la distribution des hommes dans l'espace qu'ils occupent effectivement. L'espace de référence habituel (arrondissement, canton, chefferie...) est trop inégal suivant les régions ; dans les zones peu habitées, la population est « diluée » sur un espace qu'elle n'occupe ni ne pratique. Il convient donc de représenter les densités sans autre référence que le fait lui-même, ou plus exactement en utilisant une référence spatiale, obligatoire, mais la plus neutre possible.

L'élaboration de la carte des densités rurales par isolignes fait appel à la méthode des points cotés. L'espace de référence, identique pour tous les points de la carte, est constitué par un cercle dont le centre est situé sur chaque intersection d'une trame orthogonale apposée sur la carte à 1/200 000. Pour éviter toute interruption dans les isolignes, la trame doit être suffisamment serrée pour que les cercles se recouvrent dans toutes les directions. Les densités kilométriques sont déduites de la population comprise dans chaque cercle dont la superficie est connue. On obtient ainsi un semis régulier de points de densités, à partir desquels on dessine par interpolation les isolignes de densités.

La taille du cercle de référence est déterminée par essais successifs. Le cercle finalement retenu couvre une surface de 60 km² (soit un rayon de 4,4 km). Il convient bien à l'échelle de la carte ainsi qu'à la superficie théorique moyenne des terroirs du Sud-Cameroun (16 km² environ). Le rayon du cercle correspond sensiblement à la distance moyenne entre deux villages ; encore une telle distance varie-t-elle fortement entre la Lékié ou la Méfou (3 km) et le Dja et Lobo (8 km). Le pas de la trame utilisée, déterminé par le rayon du cercle, est de 4 km (soit 2 cm à 1/200 000 et 0,75 cm à 1/500 000).

La carte des densités par isolignes ressemble à une carte topographique dont le relief serait proportionnel aux densités kilométriques : faibles densités des « vallées et des dépressions », densités moyennes des « pénéplaines », fortes densités des « dorsales » ou des « massifs ». Chaque courbe de niveau correspond à une densité déterminée. Moins analytique que la carte par points, mais tout aussi parlante, la carte par isolignes permet de mieux dégager des éléments de comparaison et d'exprimer clairement les densités chiffrées. Les deux cartes se complètent.

Notons enfin que la carte par isolignes ne représente que la population rurale. La population des zones urbaines recensées comme telles n'a pas été retenue dans le calcul des densités. Sans enquête spécifique, il est difficile d'estimer la part de cette population ayant une activité essentiellement agricole. Les « agriculteurs urbains » ont donc été considérés comme une population à part, ce qui permet, en outre, de mieux faire ressortir les densités purement rurales des zones péri-urbaines.

La population de l'espace couvert par l'atlas s'élève en 1976, date du dernier recensement démographique national disponible au moment de son élaboration, à 1 124 000 habitants. Cette population est essentiellement rurale, mais une large part (36 %) réside déjà dans les villes, à Yaoundé principalement. La densité humaine générale, de l'ordre de 18 hab./km², est légèrement supérieure à la moyenne nationale (15,4) ainsi qu'à la moyenne de l'ancienne province du Centre-Sud (12), dont les limites ne correspondent pas tout à fait avec la zone étudiée ; celle-ci ne comprend qu'une faible partie du vaste département du Mbam. Cependant, ces quelques chiffres sont d'un intérêt tout théorique. La population du Sud-Cameroun se distingue, en effet, par une répartition très inégale. Deux départements (Lékié et Méfou) regroupent près de la moitié (47,3 %) de la population rurale sur 12 % de la superficie seulement. Mieux que les statistiques, les cartes de population permettent de saisir les disparités spatiales des densités, tout en apportant des éléments d'explication.

La répartition spatiale

Caractères généraux

L'inégale répartition de la population comprise dans les limites de cet atlas se traduit par l'existence de zones très peuplées voisinant avec des espaces pratiquement vides. La transition entre ces différents secteurs se fait soit de façon progressive, soit au contraire, de façon rapide.

On distingue tout d'abord de fortes concentrations humaines dans le quart nord-ouest de la carte, englobant la Lékié, la région péri-urbaine de Yaoundé et l'ouest de la Méfou. Dans ces régions, un semis de villages régulièrement espacés forme un peuplement continu. Sur ce fond, on remarque la présence de points de 500 habitants ; le recensement de 1976 compte dans la Lékié 18 villages de plus de 1 000 habitants. Ces fortes densités humaines décroissent rapidement à la périphérie, au nord au bord de la Sanaga et à l'est face aux pays batchenga et mvëlë. Le « massif » eton n'est pas homogène ; les « sommets » au nord de Saa, au sud-est de Monatélé ou à l'ouest d'Obala dominent une dépression en V s'étendant entre Sanaga et Loua.

En dehors de cet ensemble remarquable, les densités s'abaissent dans l'ouest de la Méfou et dans le Nyong et Kéllé, mais l'habitat reste dispersé. Seuls subsistent quelques îlots très peuplés autour de Kaya, Otélé, Akono, Mbalmayo. Ailleurs, des noyaux secondaires (Obout-Métet, Esse, Batchenga, Ebolowa) sont isolés au milieu de zones faiblement occupées.

Dans les régions à faibles densités, les îlots de peuplement font place à des concentrations linéaires caractéristiques, le long des routes et des pistes. Cette disposition est bien visible dans le Ntem et le Dja et Lobo, mais se retrouve aussi, de façon moins nette, dans la Lékié. Dans l'est de la Méfou, le Nyong et Mfoumou et la Haute-Sanaga, le peuplement est diffus ; il se disperse en petites unités, se réunissant parfois pour former des concentrations de faible importance. La relation entre faibles densités et peuplement linéaire n'est donc pas parfaite.

Enfin, il faut noter l'existence de zones pratiquement inhabitées : rives de la Sanaga, du Nyong, forêt du Dja, régions frontalières, zones enclavées entre les grands axes.

Plusieurs types de peuplement sont donc observables dans l'espace étudié : concentrations larges, noyaux plus ou moins importants, habitat dispersé, concentrations linéaires. Il faudrait ajouter également le peuplement précaire (campements de pêcheurs ou de Pygmées) des étendues forestières, sur lequel on ne dispose pas d'informations suffisantes.

En dehors des centres urbains et administratifs, et mis à part les campements, le peuplement s'organise principalement en villages dont le semis détermine le type de peuplement. Ceux-ci ont des tailles variables : 470 habitants en moyenne dans la Lékié, 250 dans le Nyong et Mfoumou, 200 seulement dans le Dja et Lobo. Installés au sommet des interfluves et des collines, ils s'égrènent le long des pistes empruntant les lignes de crête. Les villages sont parfois très anciens et certains figurent déjà sur les cartes allemandes du début du siècle. Leur site est relativement stable ; si les habitations ont pu bouger, sous diverses contraintes (administratives notamment), leur déplacement s'est toujours effectué dans les limites des terroirs (fig. 1).

Les facteurs fondamentaux du peuplement

Le milieu physique

Les plus fortes concentrations humaines occupent les plaines basses en bordure de la Sanaga et les hautes collines menant graduellement au plateau intérieur. Sur celui-ci, les densités sont généralement faibles au centre et plus fortes à l'ouest dans les massifs de bordure, dont le Mbam Minkom, dominant Yaoundé, constitue le plus important. En dehors des inselbergs et des sommets aux pentes abruptes, le relief est dans l'ensemble peu marqué. Dans la pénéplaine, les massifs de collines élevées sont des sites privilégiés à plus d'un titre. Sous un climat pluvieux, les sommets bénéficient d'un meilleur écoulement des eaux et sont ainsi plus salubres. Pendant les périodes troublées, ils sont facilement défendables ; les vallées encaissées peuvent être interdites aux envahisseurs, dont l'approche est décelée à partir des hauteurs environnantes. En outre, les sols des versants sont généralement plus variés, plus légers et donc plus faciles à travailler.

Le site auquel Yaoundé a dû son succès apparaît comme un des sites les plus favorables. Occupé, sans doute, depuis le néolithique, il est situé au point culminant d'un vaste interfluve orienté est-ouest, entre les bassins versants de la Sanaga et du Nyong. Autour de Yaoundé rayonne un réseau de rivières descendant vers les deux fleuves. Les migrations évitaient autant que possible de traverser les grands cours d'eau ; elles les suivaient soit vers l'aval, soit vers l'amont. Venant de la Sanaga, la plupart aboutirent ainsi à Yaoundé. Ce site commandait non seulement le passage d'un fleuve à l'autre, c'est-à-dire la voie nord- sud, mais aussi la route est-ouest conduisant vers la mer, en suivant la limite des deux bassins versants de la Sanaga et du Nyong.

La qualité des sols ne joue qu'un rôle strictement local dans le peuplement. Ils sont d'ailleurs peu différenciés ; les sols ferrallitiques rouges, moyennement fertiles, dominent largement, sauf en bordure du plateau intérieur. Comme les sols, le climat n'exerce pas une contrainte forte. Des densités humaines différentes alternent dans une même zone climatique. Plus que le climat, les sols ou le relief, le réseau hydrographique est le facteur décisif de la répartition des hommes.

Fleuves et rivières apparaissent comme des milieux répulsifs. Leurs rives sont rarement bien peuplées. Bordés d'une végétation très dense ou de marécages, les cours d'eau sont peu accessibles. Ils favorisent en outre les maladies. La trypanosomiase (maladie du sommeil) a sévi dans la vallée du Nyong jusqu'à la fin des années 1960. En 1926, on estimait qu'entre 20 et 25 % de la population du Sud-Cameroun étaient infectés par la maladie, cette proportion s'élevant à 45 % dans la subdivision d'Akonolinga. La trypanosomiase reste endémique sur la rive droite de la Sanaga, dans le Mbam. Les mares résiduelles laissées par la décrue des fleuves sur les bancs rocheux et sableux forment autant de gîtes à anophèles qui vont infecter les villages voisins. L'eau est responsable de nombreuses autres maladies infectieuses et parasitaires. L'« hostilité » des milieux aquatiques envers les hommes du Sud-Cameroun est peut-être à l'origine de la croyance qui fait des cours d'eau le royaume des morts et des génies malfaisants.

Rivières et fleuves servaient de frontières entre les groupes : Sanaga séparant les Eton des Yambasa ; rivières Mbembé et Lobo entre Eton et Basaa ; rivière Afamba entre Ewondo et Mvëlë ; rivière Kama entre Ewondo et Enoa ; Nyong entre Maka Bébent et Maka Mbwans... Ces cours frontières s'accompagnent parfois d'un *no man's land*, comme on peut encore l'observer entre pays eton et basaa et, de façon moins nette, dans la boucle du Nyong à l'ouest d'Ebogo, entre Etenga, Enoa et Bënë. À l'intérieur d'un même groupe, les rivières délimitent les territoires claniques, ainsi que les terroirs villageois. Avec les montagnes et les accidents du relief, les cours d'eau sont des repères durables, difficiles à contester. Ils ont d'ailleurs été repris par l'administration pour circonscrire les départements et les arrondissements. Dans une région où le réseau hydrographique est particulièrement dense, l'eau constitue une limite évidente.

Les pôles de densités se trouvent ainsi entourés par des cours d'eau. Le « môle » eton est délimité au nord par la Sanaga, à l'est par l'Afamba, par la Foulou et la Lékié, par la Mbembé, la Lobo et la Mbazoa affluent du Ngobo, au sud et à l'ouest. Chez les Ewondo, les fortes densités entre Akono et Mbalmayo sont situées entre deux affluents du Nyong : Kilintsam et Akono. On pourrait multiplier les exemples chez les Bënë, les Maka ou les Tsinga.

Cependant,les cours d'eau ont souvent été franchis et certains groupes se répartissent sur les deux rives d'un même fleuve : Ewondo de l'arrondissement de Ngomedzap et Maka sur les deux rives du Nyong, Batchenga de part et d'autre des chutes de Nachtigal. La répulsion exercée par les eaux semble donc relative ; la rive gauche de la Sanaga est fortement peuplée en pays eton et mangisa. Les points de passage, les gués (Nachtigal, Olama...) favorisent les concentrations humaines.

Les causes historiques et économiques

Le peuplement du Sud-Cameroun s'appuie sur d'anciens pôles de densités. Le site de Yaoundé constitue une remarquable concentration d'hommes et de peuples, dès avant la création de la ville. Les diverses migrations qui pénétrèrent dans la forêt passèrent toutes, ou presque, par ce point de passage obligé. Les groupes qui continuèrent vers le sud y laissèrent des traces sous forme de petites populations résiduelles. Le pôle de densité de Yaoundé est constitué d'un « empilement » de groupes, maka, basaa, fañ, ntumu, ewondo, bënë...

D'autres concentrations humaines actuelles ont également une base ancienne. Leur formation correspond à plusieurs facteurs. L'alignement des villages aboutissant aux chutes de Nachtigal souligne une très vieille voie de migration, provenant de l'Adamawa. Dans la Lékié, les densités eton se situent aussi au débouché d'une voie migratoire reliant le haut Mbam à la Sanaga. Mais ici, le peuplement résulte surtout de la compétition entre les groupes. Les Mangisa, arrivés les premiers, se trouvèrent confinés sur les bords du fleuve par leurs successeurs eton, plus nombreux. Ces derniers se répandirent au pied du plateau intérieur. À l'ouest, ils se heurtèrent aux Basaa ; au sud, à peine arrivés dans les environs de Yaoundé, ils furent battus de vitesse par les Ewondo qui poursuivirent vers l'ouest en empruntant les interfluves orientés dans cette direction. Si les Eton purent préserver leur territoire, ils se retrouvèrent « piégés » dans un espace relativement étroit, entre la Sanaga et leurs puissants voisins. Ils ne purent pas participer au vaste mouvement qui, au XIXe siècle, entraîna les autres Bëti vers la mer.

Plus à l'est, les densités du pays maka et omvañ, bien distinctes au milieu de zones à faible population, marquent la ligne de front entre deux peuples venus de directions opposées. Dans cette région marécageuse, parcourue par les affluents du Nyong, les populations se sont accrochées aux nombreux interfluves, refuges difficilement accessibles.

D'autres pôles de densités, de dimensions très variables, ont été créés autour des chefferies. Celles-ci rassemblent de petits groupes claniques liés entre eux par des devoirs de défense. Ces unités, numériquement plus importantes chez les Bëti que chez les Fañ, représentaient la seule organisation politique. Le peuplement était donc constitué d'un semis de chefferies, plus ou moins indépendantes, formant autant de petits noyaux de densités. La concentration de ce type la plus grande et la plus caractéristique se rencontre à Nkomfum, entre Obout et Métet (à 30 km à l'est de Mbalmayo). En 1886, les Mvog Amugu y avaient une des plus importantes chefferies de tout le pays bënë. Ces concentrations pouvaient être éphémères chez des populations habituées à résoudre tous leurs problèmes par l'émigration. Leur préservation a été favorisée par la pacification allemande qui a fixé les populations sur place.

Plus au sud (Ntem, Dja et Lobo), les pôles de densités sont plus rares et de faible importance. Les migrations y sont plus récentes et ont été plus rapides. Le peuplement n'a pas eu le temps de s'y cristalliser. En outre, les populations résiduelles, fañ et apparentées, assujetties par les Bulu, étaient numériquement très faibles.

Malgré la pérennité des densités anciennes, la répartition du peuplement dans le Sud-Cameroun doit beaucoup à des facteurs contemporains et à la colonisation. Les transformations radicales concernent surtout les régions au sud du Nyong.

Plus que l'installation de postes militaires qui garantissaient cependant une certaine paix aux populations voisines, c'est la création des factoreries, des points de traite ou de collecte des produits forestiers qui attira les populations autour des centres administratifs comme Yaoundé, Ebolowa, Ambam ou Sangmélima. Placés au carrefour des routes commerciales à proximité des chefferies, ces centres se multiplièrent pendant la colonisation française. Celle-ci consacra l'abandon de l'ancien commerce de traite au profit des cultures commerciales, cacao et café, qui se développèrent d'abord dans le Ntem. Les centres commerciaux apparurent dans les zones de production, c'est-à-dire les zones disposant d'une population suffisante pour entreprendre des cultures particulièrement exigeantes en main-d'œuvre : Otélé, Akono, Nkomeyang (Méfou), Obala, Saa (Lékié). Mbalmayo est créée sur la rive droite du Nyong dans une région peu habitée, entre Etenga et Bënë ; cette ville nouvelle marque aussi la limite du bief navigable. Après la Deuxième Guerre mondiale, d'autres centres sont créés comme Ngomedzap, Esse, Mfou. Le commerce, parfois relayé par l'administration, n'a pas créé de nouveaux pôles de peuplement, mais il a contribué à renforcer les anciennes concentrations sur lesquelles il s'était, en quelque sorte, greffé.

Les missions catholiques ou protestantes ont également joué un rôle dans la répartition des populations. Comme les établissements commerciaux, elles s'installent d'abord à proximité des zones les mieux peuplées : Ebolowa (1901), Olama, Akono (1912), Minlabaa, Mvolyé (1913), Efok (1926)..., là où les chefs locaux ont accepté de les accueillir. Parfois, elles s'installent en milieu concurrent, comme la mission catholique fondée, en 1931, à Obout, à 10 km de la mission protestante de Métet. Les missions ont essayé de rassembler autour d'elles leurs fidèles ; elles ont créé de nouveaux villages, ou entraîné la scission d'agglomérations existantes (comme dans la Lékié), en « villages païens » et en villages chrétiens. En dehors de leur rôle éducatif et spirituel, leur attrait auprès des populations a surtout consisté dans leur rôle sanitaire, avec la création d'hôpitaux et de dispensaires de brousse.

Mais, finalement, le facteur de peuplement le plus déterminant est l'aménagement de voies de communication permanentes, permettant la circulation rapide des hommes et des biens. À l'époque allemande, les routes commerciales conduisent toutes à la mer et à Kribi. Au sud du Nyong, le trafic le plus important se fait avec le Cameroun oriental, domaine de la Gesellschaft Süd Kamerun. Les principales pistes convergent vers Lolodorf ; celles provenant du Dja passent par Sangmélima, Ngoulemakong (ou Ebolowa), celles venant des régions entre Dja et Nyong passent par Bengbis, Edjom, Obout, Menguémé, Kama... Au nord du Nyong, les pistes rayonnent autour de Yaoundé en direction des pays eton, vute ou maka. De Yaoundé, une piste gouvernementale conduit à Lolodorf par Akono, Olama, Nkolbewa. Une autre route relie directement Yaoundé à Douala, la capitale, en traversant le pays basaa, mais , ouverte tardivement, elle resta peu empruntée.

Ces axes commerciaux reprennent des pistes datant de l'époque précoloniale. L'administration allemande s'efforça de regrouper les populations le long de certains de ces axes, afin d'en assurer un meilleur contrôle. Ces regroupements permettaient également de faciliter les recensements, la collecte de l'impôt, ainsi que de pouvoir disposer d'une main-d'œuvre accessible pour les grands travaux ou l'entretien de la route elle-même. Les populations habitant le long de la route y trouvaient néanmoins quelques avantages, notamment un écoulement plus facile de leurs produits vers les centres commerciaux et des occasions de gains supplémentaires. Les regroupements de l'époque allemande subsistent encore ; ces concentrations linéaires sont très visibles dans le Ntem et le Dja et Lobo, entre Mvangan et Ebolowa, Mekom et Evindissi, Endengué et Oveng (ancienne piste d'Akoafem).

La colonisation française entraîna, à partir de 1917, un déplacement des centres d'intérêt et une réorganisation de l'espace. L'abandon de la traite dans le Cameroun oriental rendit caduques les voies provenant de cette région. En 1921, Yaoundé est érigée en capitale. L'effort porte désormais sur l'amélioration de sa desserte et, secondairement, sur celle d'Ebolowa. Des routes sont ainsi créées entre Yaoundé et Mbalmayo où un pont est jeté sur le Nyong ; cette ville est reliée à Sangmélima et Ebolowa. Au nord du Nyong, les liaisons avec le pays eton et la haute Sanaga sont améliorées ; la route Yaoundé-Douala est reconstruite pendant la dernière guerre. Parallèlement, la politique de regroupement le long des axes est poursuivie.

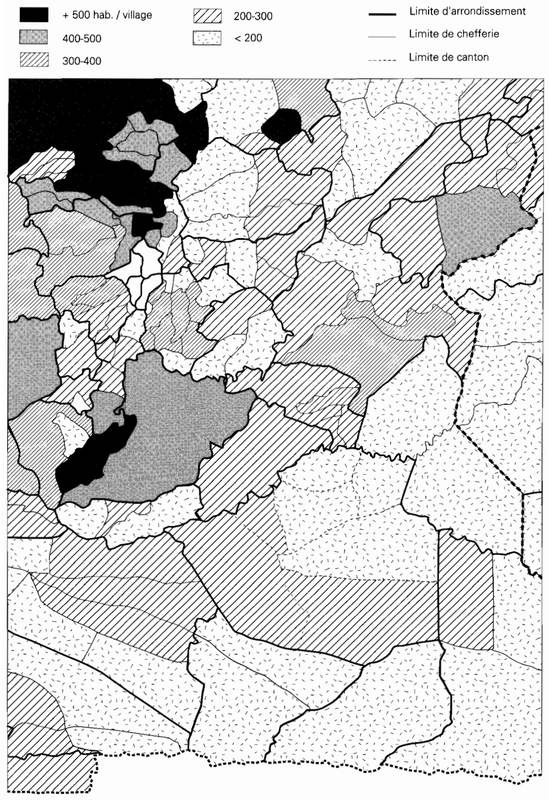


FIGURE I
Nombre moyen d'habitants par village en 1976.

Le chemin de fer eut également une grande influence sur le peuplement, quoique dans un secteur restreint. La ligne Douala-Yaoundé et son embranchement Otélé-Mbalmayo sont achevés en 1927. Les gares de Minka et Otélé sont situées au centre de fortes concentrations humaines. La ligne de Mbalmayo traverse aussi une zone très peuplée entre Akono et le Nyong. La voie ferrée exerce un pouvoir d'attraction certain. Autour des gares s'établissent de petits marchés ; le train amplifie les échanges commerciaux entre la ville et la campagne, entre les villages pourvus d'une gare, et cela en toutes saisons.

La création, à l'époque coloniale, de voies de communication permanentes eut une importance capitale sur la répartition des hommes dans le Sud-Cameroun. Dans un milieu peu différencié, routes et pistes deviennent des axes de peuplement privilégiés. La polarisation exercée par Yaoundé, à partir des années 1930, et plus encore après la guerre, ainsi que le déplacement des centres d'intérêt économique vers les régions plus peuplées de l'Ouest, provoqua l'abandon des anciens axes transversaux est-ouest au profit d'axes méridiens. L'augmentation des transports routiers et ferroviaires accentua la mobilité de la population au détriment des zones enclavées et au bénéfice des centres urbains, au premier rang desquels Yaoundé. L'étude de quelques courbes de densité permet de mieux saisir l'interaction de tous les facteurs du peuplement.

Les densités rurales

Les classes de densités humaines analysées ci-dessous ont été retenues après examen de la carte par isolignes. Celle-ci fait apparaître l'existence de courbes « maîtresses » significatives. Les isolignes 5, 10, 20 hab./km^2 délimitent de vastes zones peu habitées qui occupent la majorité de l'espace cartographié. Les isolignes 40 à 80 hab./km^2 caractérisent les zones dont la densité est supérieure à la moyenne (autour de 20 hab./km^2) et correspondent à des noyaux de peuplement isolés. Leur extension est beaucoup plus réduite, à l'exception du pays eton au nord de la capitale. Enfin l'isoligne 80 hab./km^2 cerne les zones très peuplées que l'on ne rencontre qu'aux abords de Yaoundé et dans la Lékié.

Zones où la densité est inférieure à 10 hab./km^2

La courbe de moins de 5 hab./km^2 circonscrit, au sud et à l'est de la carte, de vastes espaces à l'intérieur desquels la densité humaine varie de 4 à 1 hab./km^2. Les zones vraiment « vides » sont rares dans le cadre étudié et doivent se rechercher dans la réserve de faune du Dja et le long de la frontière gabonaise ; encore, ces solitudes forestières sont-elles parcourues et temporairement habitées par des Pygmées (arr. de Djoum et d'Oveng), des chasseurs et des pêcheurs. Les recensements ne sont pas assez précis pour prendre en compte cette population flottante qui est rattachée habituellement aux villages ou simplement omise. En outre, en dehors des routes, au bout de sentes discrètes, subsistent parfois des hameaux isolés. Il convient donc mieux de parler de zones à très faible peuplement.

Les régions peu habitées présentent un grand intérêt dans la mesure où elles ont connu une grande évolution démographique sous l'effet de différents facteurs. On y retrouve d'abord des espaces traditionnellement peu habités : rives du Nyong et de son affluent Nlong Mefok. Dans l'arrondissement de Mbalmayo, les faibles densités centrées au sud de la route Mbalmayo-Sangmélima sont également anciennes. Ce secteur, particulièrement irrigué (affluents du Soo), formait la frontière entre Bënë et Foñ. On retrouve d'autres zones tampons, au nord de Bengbis, entre Bulu et Mvog Nyenge.

Plus au nord, dans le département de la Haute-Sanaga, la courbe de 5 hab./km^2 suit à peu près la limite de la forêt. Au milieu d'une population clairsemée s'individualisent de petits îlots de peuplement. Cette région en dehors des grands axes de circulation a connu un passé troublé. Formant transition entre savane et forêt, elle a reçu de nombreuses migrations venant de toutes les directions. Les populations n'ont fait que passer, laissant derrière elles de petits groupes résiduels qui s'affrontaient encore à la fin du XIX^e siècle. Ainsi, les Vute ayant fait irruption au sud de la Sanaga, il se créa un *no man's land* entre ces nouveaux envahisseurs et les groupes se tenant à la lisière de la forêt (Yezum, Yebëkôlô). Le peuplement a donc été très fluctuant et sans doute plus important au siècle dernier que de nos jours. Les premiers explorateurs allemands trouvèrent dans cette région de nombreux sites de villages abandonnés. Plus tard, la création de l'axe Yaoundé-Nanga Eboko aspira littéralement les populations environnantes.

Dans le sud du Ntem et le Dja et Lobo, les zones apparaissant « en creux » entre les routes et les pistes étaient, pendant la colonisation allemande, parcourues par un réseau dense de pistes orientées NW-SE ou W-E ; celles-ci étaient en outre reliées entre elles par des voies transversales N-S. C'est dans l'arrondissement d'Ambam (pays ntumu et mvae) que le réseau de pistes était le plus serré (270 km en 1910, contre 170 km actuellement, dans la partie comprise dans la carte). Le secteur au nord d'Ambam, circonscrit par la Mboro et traversé autrefois par une piste allant vers la mer, fut le théâtre de durs affrontements entre Mvae et Ntumu ; ces heurts contribuèrent à dépeupler précocement cette zone avant même la création de la piste Ambam-Mekomo.

La frontière avec le Gabon est aujourd'hui désertée. Cette région marécageuse et très humide était un lieu de passage fréquenté au début du siècle. Le Ntem et ses affluents, Kom, Ayina, ne constituaient pas une frontière ethnique ; les populations fañ, ntumu, mvae, zaman occupaient les deux rives de ces cours en un peuplement dispersé relativement dense, dont le district d'Olamzé donne encore un bon exemple. À l'est, dans le Dja et Lobo, bien que la population fut plus dispersée, les rives du Kom et de l'Ayina, notamment autour de l'ancien poste d'Akoafem, étaient habitées, mais sans doute moins densément qu'au siècle dernier. Les guerres, et plus encore les maladies (variole), affaiblirent cette région. Le déplacement par les Français du centre administratif et commercial d'Akoafem à Djoum et le regroupement des villages le long de la piste de Djoum consacrèrent l'abandon du secteur frontalier. Actuellement, seuls trois points de passage ont été conservés vers Ebebiyin (Guinée équatoriale), Minvoul et Bitam (Gabon), sur les 26 que l'on peut compter sur la carte de MOISEL (1913).

La boucle du Dja ainsi que la rive droite de cette rivière ont connu également une population plus importante. Plus qu'à des causes liées à l'environnement, le dépeuplement a dépendu, ici, de causes essentiellement économiques. La fin de la traite de l'ivoire et du caoutchouc entraîna l'abandon des factoreries et des voies commerciales du haut Dja.

Ailleurs, les zones faiblement peuplées se raréfient, pour former des enclaves dispersées au milieu de régions de fortes densités.

La rive droite de la Sanaga apparaît, contrairement à la rive opposée, pratiquement vide. Ce secteur de savane parcourue par des forêts-galeries est une réserve de faune. Il s'agit là d'une ancienne zone tampon entre Yambasa et Eton. La faiblesse de la présence humaine y a sans doute été accentuée par la trypanosomiase.

Dans l'arrondissement de Matomb, les hautes collines situées au nord de la route de Douala sont dans un ancien *no man's land* entre Eton et Basaa. Mais, au nord-est de Sangmélima, les collines d'où rayonnent les affluents de la Libi et de la Lobo ont perdu leurs habitants au début du siècle, lors des guerres entre clans bulu et surtout à la suite des regroupements de population le long des pistes Sangmélima-Tekmo et Sangmélima-Mézesse.

Zones où la densité est comprise entre 10 et 20 hab./km^2

La ligne des 10 hab./km^2 délimite des régions de peuplement ancien. À l'est de Yaoundé, le pays mvëlë, situé sur la voie des migrations bëti, ne semble pas avoir été très peuplé ; il a été le théâtre d'affrontements avec les Eton, les Bënë, les Yezum. Le peuplement, surtout dans le nord, est très dispersé et sa répartition n'a pas beaucoup changé depuis le début du siècle ; à l'est d'Esse, la courbe des 10 hab./km^2 correspond à la limite, relevée par les Allemands, entre région bien peuplée et « forêt dense ».

Dans les arrondissements de Sangmélima et Bengbis, de vastes zones autour de Bengbis ainsi qu'au nord-est de Sangmélima ont connu des densités beaucoup plus élevées. La région située entre le Dja et la Lobo a été perturbée par les guerres bulu, puis par l'abandon des pistes commerciales venant du haut Dja et du pays njem.

Près des frontières guinéenne et gabonaise, les Ntumu ont, au contraire, conservé un peuplement plus dense, favorisé certainement par la présence d'une colonie (l'ancienne Guinée espagnole) notoirement sous-administrée et constituant par là même un refuge sûr en cas de besoin (comme pendant la Première Guerre mondiale).

En dehors de ces régions, la courbe des 10 hab./km^2 délimite de vieilles pistes commerciales : Ngoulemakong-Tekmo, Ebolowa-Mvangan, Sangmélima-Djoum ; Ayos-Dja ou Ayos-Sobia, Ayos-Nanga Eboko.

Dans la Haute-Sanaga et le Nyong et Mfoumou, les petites cellules de densités isolées sont d'anciennes chefferies (à Simban, Lembé, Zoa...) ; elles sont caractéristiques de l'ancienne organisation multipolaire de l'espace. La faiblesse de ces pôles anciens, notamment chez les Yebëkôlô et les Omvañ, est peut-être liée à la dure répression que subirent ces populations à la suite du soulèvement de 1906. Les cellules de densité régulièrement espacées et que l'on observe également dans le Ntem et le Dja et Lobo peuvent être aussi d'anciens villages relais où les colonnes de porteurs faisaient halte pour se reposer et se ravitailler. Ces villages devaient être espacés de 25 km au maximum (selon la réglementation de 1916).

Au nord, sur la route Obala-Mbandjok, le village vute de Ndjoré forme un petit pôle de densités autour d'une opération de colonisation agricole.

Zones où la densité est comprise entre 20 et 40 hab./km^2

Ces zones comprennent d'abord les pays ewondo et bënë, situés au nord du Nyong. Il s'agit d'une région de peuplement ancien qui n'a cessé de se densifier depuis le début de la colonisation, notamment après la création de la route Yaoundé-Mbalmayo dans un secteur peu habité, situé entre les populations etenga et bënë. Entre Yaoundé et le Nyong, les migrations ewondo et bënë ont avancé lentement et ont eu le temps de constituer des densités relativement importantes pour une zone forestière. La politique administrative de regroupement des populations le long des routes principales a trouvé ici ses limites. Certains axes étaient déjà très occupés dès l'époque allemande et les villages durent s'établir sur des pistes secondaires. À l'échelle de la carte, la dispersion de l'habitat fait qu'il est impossible de distinguer les anciens pôles, ni les axes de peuplement ; en fait, la densité est presque partout supérieure à 30 hab./km^2.

Ailleurs, au contraire, on distingue nettement les zones centrées sur les routes ou sur de gros villages administratifs créés à l'époque coloniale. Certaines de ces routes datent de l'époque allemande : route Yaoundé-Dzeng qui est actuellement le seul débouché de l'arrondissement vers la capitale, tronçon Yaoundé-Awaé ; au sud du Nyong, routes Mbalmayo-Ngomedzap, Ngoulemakong-Ebolowa..., toutes dirigées vers Lolodorf et la mer.

La zone comprise entre Ebolowa-Ngoulemakong et Mengong correspond à un vaste carrefour routier où convergent les routes de Yaoundé, Sangmélima, Djoum, Mvangan, Ambam et Lolodorf. Entre Ebolowa et Sangmélima, la population jadis dispersée le long d'un réseau dense de pistes (au moins 6 pistes W-E) a été regroupée, entre 1920 et 1930, le long d'un seul axe principal : Ebolowa-Mengong-Sangmélima, doublé partiellement d'une piste secondaire. La population des anciennes pistes situées plus au sud a été répartie sur la nouvelle route.

Mais la concentration linéaire la plus remarquable est constituée par la route Yaoundé-Mbalmayo-Sangmélima. L'attraction de cet axe a été renforcée après qu'il eût été goudronné dans les années 1950. Cependant il convient de remarquer que la courbe des 20 hab./km^2 ne suit pas exactement le tracé de la route, mais passe plus à l'est en suivant l'ancienne piste Sangmélima-Zoétélé. On retrouve cette rémanence des axes anciens le long de la piste de Nyep. Au sud de la route goudronnée, l'ouverture d'une piste secondaire transversale a permis de peupler la rive droite de la rivière Soo, en évitant de trop charger les abords de la route principale.

À l'ouest de Yaoundé, la zone de 20 à 40 hab./km^2 est axée sur la route de Douala. Ouvert peu avant la Deuxième Guerre mondiale, cet axe a subi la concurrence de la voie ferrée. Plus à l'est se distingue nettement l'ancienne piste reliant Esse à la route Yaoundé-Akonolinga, plus praticable que la piste directe.

En dehors des concentrations linéaires, la courbe des 20 hab./km^2 circonscrit de petits noyaux de population polarisés par un ou deux villages importants. Certaines de ces agglomérations sont situées à l'emplacement de carrefours routiers tels Olounou, Djoum (Dja et Lobo) ; Mvangan, Ambam (Ntem), Edjom, Ayos (Nyong et Mfoumou). Ces carrefours sont autant de haltes où se développe un petit commerce qui peut prendre de l'extension suivant l'importance du trafic et des ressources locales. D'autres concentrations sont situées autour des chefferies, comme Messok, Tekmo, Ngoasse (Dja et Lobo), Nlono, Ebengon (Ntem), Ouassa-Baboute (Haute-Sanaga). Dans la Méfou, les deux cellules de densités encadrant Esse se sont constituées autour de chefferies mvëlë (Bekua et Yembuni principalement) numériquement fortes et situées sur une ancienne piste commerciale allant vers le pays maka (cf. planche 5). Dans le Nyong et Mfoumou, chaque tache de densité correspond à un groupe particulier : Mvog Nyenge : Zalom et Yem-Yem ; Mbida-Mbani : Ekoudou ; Yengono : Ekoua ; Yebëkôlô : Minguémé, Sobia ; Yembama : Biyombo ; Sô : Eyengap. Ces densités ont été favorisées par la politique coloniale de regroupement des populations. Les chefs étaient obligés de s'installer au bord des pistes de l'administration ; pour éviter la dispersion des hameaux, seul le village du chef était autorisé à s'accroître. On aboutissait ainsi à la création de gros villages administratifs le long des nouveaux axes. Cependant, on remarque que dans le Nyong et Mfoumou les cellules de densités Yembama (sud de Mengang) et Sô (est d'Akonolinga, rive gauche) sont restées « accrochées » sur leur site de collines en dehors de la route et des zones marécageuses qu'emprunte la route Akonolinga-Messaména.

Les chefferies administratives connurent des destins divers. Les mieux situées ou les plus importantes virent s'installer à proximité des missions, des écoles, des dispensaires, des coopératives, des marchés périodiques. Ces infrastructures renforcèrent la polarisation de l'espace.

À la limite nord de la carte, on observe un des rares noyaux de population de création récente : Nkoteng à l'est de Mbandjok. Il correspond au complexe agro-industriel de la Camsuco. En 1976, Nkoteng n'était encore qu'un gros village composé en grande partie de travailleurs étrangers à la région.

Zone où la densité est comprise entre 40 et 80 hab./km^2

Cette zone comprend aussi bien des régions très anciennement peuplées que des régions dont la population s'est développée plus récemment. La courbe de 40 hab./km^2 suit d'assez près les hautes densités du pays eton. D'une manière générale, le gradient des densités est plus rapide au nord et à l'est qu'à l'ouest,où un glacis en pente douce sépare les Eton des Basaa, ce qui peut traduire une différence de durée dans les contacts avec les populations environnantes. En deux endroits, les courbes de densités s'espacent nettement pour former des « golfes » caractéristiques. Au nord-ouest, entre Saa et Monatélé, la faiblesse relative des densités peut être due à diverses causes. Cette zone est située dans l'axe des migrations successives qui ont débouché du Mbam, au niveau d'Ebébda. Elle connut les affrontements entre Mangisa et Eton, et constitue une zone frontière entre les deux groupes. Les hautes collines à l'ouest de Saa ont les densités les plus faibles. Mais la création des routes Obala-Saa et Obala-Monatélé a sans doute eu une influence encore plus déterminante. L'importance de la route de Saa fut renforcée après la construction d'un pont sur la Sanaga (en 1978) permettant d'éviter le bac de Nachtigal. Au sud-ouest, un autre golfe, moins important, se creuse dans l'arrondissement d'Okola. Situé sur la haute vallée de la Lékié et au pied des pentes du Mvog Dzigui (983 m), ce secteur avait pourtant, au début du siècle, une population plus forte, regroupée autour d'une piste conduisant directement à Yaoundé. Depuis, la route principale Yaoundé-Okola passe plus au sud. La présence du petit centre administratif et commercial d'Okola (érigé en chef-lieu de subdivision en 1952) ne semble pas avoir suffi à créer de fortes densités ; la proximité de Yaoundé favorise ici une émigration très forte.

À l'extérieur de la Lékié, deux cellules de densités anciennes s'observent en pays bënë : dans le secteur Obout-Métet et à la frontière des groupes yebëkôlô et maka (arr. d'Ayos et de Nguelemendouka) : villages de Sala, Fañ Bikang, Mayos, anciennes chefferies situées sur les interfluves entre les rivières Kom et Long, affluents du Nyong.

La courbe de 40 hab./km^2 délimite les zones péri-urbaines de Yaoundé et d'Ebolowa. Autour de la capitale, elle comprend une grande partie du pays bënë jusqu'à Mfou ; on note les excroissances formées par la route de Ngoumou, ainsi que par la voie ferrée et la piste de Bikok. Autour d'Ebolowa, la zone des 40 hab./km^2 s'étend le long des routes de Sangmélima et d'Ambam, c'est-à-dire le long des itinéraires les plus fréquentés.

Ailleurs, les densités entre 40 et 80 hab./km^2 restent liées au développement des communications : gares du chemin de fer de Maka-Kamba-Otélé-Bikop ; carrefour routier d'Ekali à l'est de Bikok ; sur la rive droite de la Sanaga, route Ntui-Bafia, piste de Bokito. Bien que le pont d'Ebebda ne soit pas encore construit en 1976, cette dernière piste jalonnée de gros villages et de marchés importants apparaît comme un axe très attractif.

Enfin, sur la route Obala-Mbandjok, les terroirs de Batchenga constituent un pôle de densités récent. Le terroir de Balong accueille, depuis la colonisation allemande, une plantation de tabac (actuellement SCT) employant de nombreux ouvriers. En outre, Batchenga est une des haltes du chemin de fer transcamerounais ainsi qu'un marché actif relié autrefois à Yaoundé par une route goudronnée.

Zones où la densité est égale ou supérieure à 80 hab./km^2

Cette zone comprend principalement les très fortes densités du pays eton. À l'est, la courbe de 80 hab./km^2 s'appuie sur le relief (Nkolbogo, Nkolmvak) souligné par la rivière Afamba, prolongée vers le sud par son affluent la Foulou. Dans ce secteur, les Eton ont dû repousser les migrations venant des chutes de Nachtigal. Au centre, la courbe passe entre deux obstacles importants : les monts Loua et Mvog Dzigui. Il s'agit là d'un secteur de densités maxima (> 120 hab./km^2) créées par la rencontre des migrations eton venues d'Ebebda, Monatélé et Nkolbogo. Ce passage d'une dizaine de kilomètres de large donne accès au plateau intérieur, en contournant par l'est le massif du Mbam Minkom. C'est aussi une zone d'affrontement avec les Mvëlë. À l'est d'Obala, la remarquable décroissance des densités (de 120 à 10 hab./km^2 en 5 km) marque le contact entre deux populations au dynamisme démographique différent, mais aussi le phénomène d'« aspiration » de la route. L'étranglement symétrique des densités selon une ligne W-E, Okola-Nkometou, suit à peu près le rebord du plateau (600 m) intérieur, ce qui montre l'influence que le relief, même peu accusé, peut avoir parfois sur le peuplement.

Au nord, en pays mangisa, les hauts reliefs situés au sud de Nkolo ont fait obstacle aux migrations ayant passé le fleuve dans ce secteur et les ont obligées à bifurquer vers le sud. Le maximum des densités se situe au carrefour des voies venant de Monatélé, Bafia et Yaoundé.

Une autre zone de fortes densités est centrée sur la route Monatélé-Okola. La proximité d'un point de passage du fleuve, ainsi que d'une zone frontière commençant sur la rive gauche de la rivière Ngobo, peut expliquer une telle concentration. Une seule piste mène en territoire basaa (pont de Kikot), soulignée par des zones de densités autour de Nloudou et Meyos, dernier village eton avant l'ultime frontière, la rivière Mbeme.

Dans la Lékié, comme ailleurs, la constitution de densités élevées fut favorisée par le regroupement de la population le long des pistes. Mais dans ce département, plus que dans la Méfou, l'habitat dispersé prédomine. En 40 ans (1936-1976), le nombre de villages administratifs a doublé et la population moyenne villageoise est passée de 657 à 470 habitants.

Au sud du pays eton, la courbe de 80 hab./km^2 se prolonge sans solution de continuité jusqu'à Yaoundé. Elle serre de près la ville sauf à l'ouest, dans l'axe de la route de Douala, où de hauts reliefs font obstacle. Par contre, elle s'allonge au sud-ouest, le long de l'ancienne route de Kribi, où sont installés les plus vieux villages. Vers Le nord, elle délimite un couloir entre la rivière Foulou et la route d'Okola. Au centre, le massif du mont Nkolondom n'a pas été épargné par la pression démographique ; il est étroitement enserré par les villages périurbains qui sont déjà des satellites de la capitale.

Les centres urbains

En 1976, dans le cadre de l'atlas, plus d'un habitant sur trois habite une ville ou un centre administratif. En fait, il serait plus juste de dire qu'un habitant sur quatre habite Yaoundé, la capitale constituant à elle seule les trois quarts de la population urbaine totale.

Le phénomène urbain se développe dès l'époque allemande, avec la création de Yaoundé, Ebolowa, Sangmélima, Ambam et Akonolinga. Les Français créent avant la Deuxième Guerre mondiale deux autres centres urbains : Mbalmayo et Djoum. Saa et Ayos sont déjà des postes administratifs. La genèse de ces villes est à peu près identique : au début existe une chefferie importante, située sur une route commerciale fréquentée ou à un point stratégique ; pour contrôler les populations et protéger le commerce, un poste militaire y est installé ; dès que la pacification est assurée, il fait place à un poste administratif. La localisation des villes dépend donc étroitement de celle des populations. C'est ainsi que très peu de centres ont été installés au bord des cours d'eau. Seuls, Akonolinga et Ayos sont situés à un point de passage d'un fleuve. Mbalmayo a été créé à un point de rupture de charge entre la navigation fluviale et le chemin de fer.

Les centres créés pendant la colonisation française sont passés du stade de la chefferie à celui de centre commercial avant de devenir des chefs-lieux administratifs (Obala, Saa, Okola). Depuis l'Indépendance, de nombreuses petites agglomérations à caractère essentiellement administratif (chefs-lieux de district, d'arrondissement) ont été multipliées, soit dans les régions les plus peuplées (Monatélé, Evodoula, Mfou, Mbankomo...), soit au contraire dans des régions peu habitées, mais situées près des frontières (Olamzé, Mvangan, Oveng). Dans ce dernier cas, la fonction administrative précède la fonction économique. Seuls deux centres doivent leur création à des raisons essentiellement économiques : Mbandjok et Nkoteng (hors carte), les deux chefs-lieux « sucriers » de la province du Centre.

En 1976, on ne compte que sept villes de plus de 5 000 habitants. En 1987, on en comptera onze. La plus grande ville secondaire, Mbalmayo, ne représente que 1/15 de la population de la capitale. Malgré une telle disproportion, l'importance des centres urbains dépend dans une certaine mesure, c'est-à-dire sans tenir compte de l'immigration lointaine, de l'importance des populations à proximité desquelles ils sont installés. L'expansion de Yaoundé est due avant tout à la proximité de l'énorme « réservoir » d'hommes que constituent la Lékié et la Méfou. Sangmélima et Ebolowa disposent d'un arrière-pays assez vaste et relativement peuplé. Mais les densités humaines environnantes, plus fortes à Ebolowa, permettent à la population de cette ville de se maintenir à un niveau élevé, malgré la baisse de son activité économique depuis l'Indépendance. Akonolinga est beaucoup moins avantagée sous ce rapport. Il en est de même de Mbalmayo dont la zone péri-urbaine est assez faiblement peuplée, sauf directement à l'ouest. Cela implique que la ville soit alimentée par une immigration extérieure à la région.

Quant aux petits centres administratifs locaux, dont certains ne sont que de gros bourgs, ils peuvent être classés, en dehors de la Lékié, en trois catégories, selon la densité humaine des régions avoisinantes :

— *densité = 40 hab./km^2 et plus* : Mfou, Mbankomo, Bikok et Soa. Ces agglomérations se font « rattraper » par le front péri-urbain de Yaoundé, dont elles sont appelées à devenir des satellites ; Ngoumou, Ntui : deux carrefours routiers importants, le premier étant devenu un carrefour ferroviaire depuis le réalignement de la voie ferrée Yaoundé-Douala.
— *densité = 20 hab./km^2* : Awaé, Dzeng, Ngomedzap, Ambam, Mvangan, Djoum, Zoétélé, Biwong Bané et Olamzé. Ces centres sont très inégaux en importance, mais connaissent une croissance moyenne soutenue.
— *densité 10 hab./km^2* : Ngoulemakong, Esse, Endom, Ayos, Bengbis. Ces agglomérations anciennes (sauf Endom) ont de la peine à se développer sur les seules ressources humaines de leur région, et sans facteur externe de dynamisation.

Même si la corrélation entre population urbaine et densités rurales est loin d'être parfaite, le dynamisme des petits centres urbains et administratifs dépend de celui des populations environnantes où ils puisent l'essentiel de leurs effectifs.

Conclusion

Les grands traits du peuplement du Sud-Cameroun sont pratiquement fixés dès le début du siècle, à quelques détails près. Dans un milieu physique très homogène, les conditions naturelles ne sont pas des contraintes suffisantes pour expliquer l'inégale répartition des hommes. Chaque groupe a interprété l'environnement dans lequel il a été sédentarisé par la pacification allemande selon sa culture, ses traditions, son histoire. Les moindres modulations d'une même civilisation ont de fortes répercussions sur le peuplement. Malgré une importance numérique presque équivalente et des cultures très proches, Eton, Bulu, Bënë et Ewondo n'ont pas occupé l'espace de la même façon et n'y ont pas développé les mêmes densités. Leur degré d'enracinement dans le sol n'est pas identique.

En plus des faits socio-historiques, le processus de peuplement a fait une large part aux faits économiques, vraisemblablement dès la seconde moitié du XIX^e siècle, avant la pénétration militaire allemande. Plusieurs étapes peuvent être reconstituées :

— La période précoloniale : le peuplement est diffus, dispersé en de gros hameaux isolés, parfois polarisés par une chefferie plus importante. Au sud du Nyong, ces hameaux forment de petits noyaux de peuplement au milieu de la forêt. Au nord, ces cellules sont coalescentes et forment un peuplement presque continu le long des pistes.
— La période coloniale : la trame du peuplement reste la même, mais on observe une cristallisation, spontanée ou organisée, autour d'un nombre restreint de points privilégiés (factoreries, centres de traite). L'espace est restructuré selon des axes, moins nombreux et dirigés vers les villes (routes permanentes, voies ferrées). À partir des années 1930, les anciens axes W-E sont abandonnés en faveur d'axes N-S. L'espace autrefois polarisé par la côte est désormais centré sur Yaoundé. Les centres de gravité économique passent du sud au nord du Nyong. L'introduction des cultures commerciales fixe les populations sur place.
— La période contemporaine : le schéma précédent s'accentue encore. Les régions au nord du Nyong, à proximité de Yaoundé, se densifient. Simultanément, le peuplement devient plus homogène et tend vers un certain aplanissement, à un niveau élevé, des anciens noyaux de densités. À l'est de Yaoundé et au sud du Nyong, le peuplement reste multipolaire : dans un espace structuré autour de quelques grandes voies de communication, le Sud raccroché à Yaoundé devient dépendant de la capitale, au détriment des centres secondaires comme Ebolowa.

Les migrations vers les villes, l'expansion de Yaoundé n'ont pas encore eu le temps de bouleverser profondément la répartition des hommes. Il n'y a pas eu, dans le cadre de l'étude, colonisation de terres « nouvelles » (excepté le long de la route Obala-Nanga Eboko et sur une petite échelle) ou déplacements importants de population rurale ; au contraire, dans le Dja et Lobo, le Nyong et Mfoumou, la Haute-Sanaga, la forêt avance par endroits, réoccupant d'anciens sites habités.

La répartition du peuplement dépend en grande partie de l'évolution économique des campagnes et de la résistance qu'elles peuvent opposer à l'attraction des villes et, en premier lieu, de Yaoundé. La création récente de nouvelles routes goudronnées rayonnant autour de la capitale vers Douala et Bafoussam contribuera certainement à renforcer les fortes densités existant déjà le long de ces axes. Au sud du Nyong, l'élévation d'Ebolowa au rang de capitale provinciale, reliée à Yaoundé par une route bitumée, va réhabiliter ce vieux centre dont la population doublera entre 1976 et 1986. La route Yaoundé-Ebolowa aura certainement le même effet que la route Yaoundé-Sangmélima en suscitant d'aussi fortes concentrations humaines.

Indications bibliographiques

Atlas national du Cameroun, 1972.— Planche X : Localisation de la population. 2 feuilles.

CHAMPAUD (J.), 1965.— *Atlas régional Sud-Ouest* 2. Cartes et commentaire. Yaoundé, Orstom-Ircam, 83 p. *multigr.*

Dictionnaires des villages des département du Centre et du Sud, 1965-1970.— Yaoundé, Orstom-Ircam.

LOUNG (J. F.), 1979.— « Cartes de la population ». *In : Atlas de la République Unie du Cameroun*, Paris, coll. Atlas Jeune Afrique.

MOISEL (M.), 1913.— *Karte von Kamerun*. Berlin, Ed. D. Reimer.

Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976, 1978.— Yaoundé, Bur. Centr. du Recensement, vol I, 3 tomes.

TJEEGA (P.), 1979.— « Carte de la population urbaine ». *In : Atlas de la République Unie du Cameroun*, Paris, coll. Atlas Jeune Afrique.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

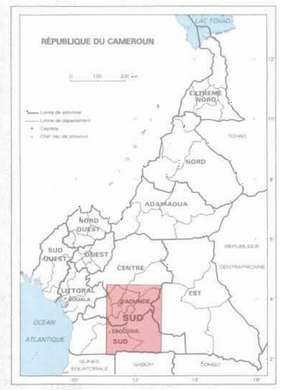
RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

POPULATION II

RÉPARTITION EN 1976

(par points)

C. SANTOIR



NOMBRE D'HABITANTS

- 100
- 500
- 1 000 à 2 000
- 2 000 à 5 000
- 7 — en milliers d'habitants

- Limite d'état
- Limite de province
- Limite de département
- Limite d'arrondissement
- Limite de district

Echelle 1 : 500 000
0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

IMPACT GRAPHIC • 45.03.16.50 • FRANCE

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE · M. ARQUIER C. VALTON·

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

POPULATION II

DENSITÉS RURALES EN 1976

(par isolignes)

C. SANTOIR

Plus de 100 habitants/km²
80 à 100
60 à 80
50 à 60
40 à 50
30 à 40
20 à 30
10 à 20
5 à 10
Moins de 5 habitants/km²

Echelle 1 : 500 000
0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

IMPACT GRAPHIC • 43.04.16.50 • FRANCE

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE : M. ARQUIER C. VALTON

LES TERROIRS

EN PAYS ETON : YEMESOA I
EN PAYS BULU : ALEN-ZALENGANG

Christian SANTOIR

La région forestière du Cameroun méridional présente une grande homogénéité de paysages. La disposition de l'habitat, des champs, leur situation par rapport aux éléments du relief ne varient guère et se répètent sur un vaste territoire. Cette uniformité est due en grande partie à la constance et au caractère contraignant du milieu physique, mais également à la grande unité culturelle du monde bëti. Ici, pas de différenciation ethnique à proprement parler, mais plutôt des nuances, se manifestant dans le domaine agraire par la préférence apportée à tel type de culture, par l'importance relative des plantations ou par la place des activités extra-agricoles, chasse ou pêche. Le système de culture n'est pas un élément de différenciation. Il est partout basé sur une culture itinérante, associant sur un même champ, lors de deux saisons, les mêmes cultures principales : plantain, manioc, arachide, macabo, igname, aux mêmes cultures secondaires : maïs, légumes, cucurbitacées, condiments.

Les paysanneries du Cameroun du Sud sont généralement peu enracinées dans leurs terroirs, peu nombreuses, à l'exception remarquable du pays eton, et sans techniques d'organisation suffisamment fortes pour imposer leur empreinte sur l'environnement. Ces sociétés sont à l'heure actuelle en pleine évolution. Elles changent, à des degrés divers, à des rythmes différents, sous l'effet facteurs nouveaux, apparus au cours des cinquante dernières années : introduction des cultures de rente et de l'économie monétaire, émergence des centres urbains, accroissement démographique.

La finalité des études de terroirs est, justement, d'appréhender les transformations et les problèmes des communautés rurales, en évaluant le poids des contraintes et leur incidence locale. Ces monographies géographiques décrivent les activités des paysans ainsi que les rapports complexes qui les unissent à un espace approprié, fournissant l'essentiel de leurs moyens d'existence. Il s'agit d'une recherche de base, se fondant sur la cartographie des traits essentiels de l'espace rural : milieu physique, population, successions culturales, productions.

On se bornera, ici, à présenter deux cas « représentatifs ». L'homogénéité culturelle du milieu forestier, l'unité des systèmes de cultures autorisent à limiter le nombre d'exemples. En dehors du critère ethnique, ces deux terroirs ont été choisis dans deux régions très différentes, voire opposées, par bien des caractères ; l'une, le pays eton, à la limite de la savane, à proximité de Yaoundé, avec des densités humaines très fortes, supérieures à 50 hab./km^2 ; l'autre, le pays bulu, dans une zone de grande forêt, peu habitée (13 hab./km^2), éloignée de tout centre et à l'écart des grands axes de circulation.

Pour chaque terroir, deux cartes ont été présentées. L'une met l'accent sur la situation de la tenure des terres ; l'organisation foncière est un élément important du système d'exploitation et correspond à une projection sur l'espace des structures socio-politiques de la population. L'autre carte fait apparaître les cultures portées par les champs figurant sur la carte foncière lors de plusieurs saisons culturales ; elle sert d'illustration à une brève présentation de la structure agraire. Enfin, il convient de préciser que l'analyse de ces terroirs reste très succincte, et que les deux cas présentés ne sauraient, à eux seuls, traduire les nombreuses variantes du système agricole observables dans la zone forestière du Sud-Cameroun.

Yemesoa I : terroir eton

Situé dans l'arrondissement d'Obala, Yemesoa I n'est qu'à 65 km de Yaoundé, c'est-à-dire à moins d'une heure de la capitale par la route goudronnée Ebébda-Yaoundé.

Le milieu physique

Le site de ce gros village (925 habitants au recensement de 1976) est constitué par des collines et des plateaux légèrement ondulés, dont l'altitude varie entre 500 et 600 mètres. Leurs versants d'allure convexe ont des pentes fortes à moyennes dépassant rarement 15 %. Mais les collines ayant souvent des profils dissymétriques, des pentes raides alternent avec des pentes plus douces. Le terroir est parcouru par un réseau dense de cours d'eau, plus ou moins intermittents, dépendant des bassins versants de trois rivières (Ngégé, Lébem, Adjege) qui se jettent dans la Doua, affluent de la Lékié. Dans ce modelé de pénéplaine, des affleurements de cuirasse s'observent aux ruptures de pente des versants, ou au sommet des plus hautes collines. Le substratum rocheux n'est généralement visible que dans les fonds de vallée. Les sols de Yemesoa sont des sols ferrallitiques, à texture argilo-sableuse, assez légers, mais ils sont à peu près tous graveleux. Leur fertilité est relativement bonne, mais ils sont très sensibles à l'érosion sur pentes fortes ainsi qu'à la sécheresse, l'horizon grossier faisant office de drain.

Le climat est de type équatorial de transition, caractérisé par deux saisons des pluies (*asil* de mars à juin, et *akap* ou *zezeba* d'août à septembre). La première saison des pluies, la plus longue, est plus favorable aux cultures que la seconde, caractérisée par des pluies abondantes mais courtes et très violentes. La pluviométrie annuelle s'établit autour de 1 438 mm en moyenne (à Obala), répartie sur 78 jours environ.

La végétation dominante est constituée par une forêt dégradée, avec un sous-bois très touffu. Seuls, certains endroits (vallées encaissées, marécages, plantations) possèdent encore de grands arbres. Cette forêt secondaire comprend de très nombreuses espèces, parmi lesquelles, les Sterculiacées, les Bombacées et les Combrétacées dominent. Depuis les années 1970, le terroir est littéralement envahi par une plante parasite, l'eupatoire (*Chromolanéa odorata*, anciennement *Eupatorium odoratum*) que l'on rencontre aussi bien sur les jachères qu'en bordure des pistes.

Yemesoa est un terroir situé à la limite septentrionale de la forêt. Si les conditions y sont, à priori, favorables au développement des cultures forestières (cacao, plantain, tubercules), certaines contraintes existent, notamment les phénomènes de ruissellement et de lessivage appauvrissant les sols de pentes.

La population

Le village de Yemesoa I est constitué de quatre « hameaux » : Nkolngégé, Bilig-Bitom, Nkolmeyang et Zogo-Ntso. Seuls les deux premiers ont été étudiés. En 1985, la population de ces deux « quartiers » s'élevait à 396 habitants ; la densité générale du terroir était alors de 124 habitants au km^2 ; la charge humaine était encore plus élevée (140 hab./km^2) si l'on ne tient compte que de la superficie utilisable, une fois retranchées les terres incultivables et celles exploitées par d'autres villages.

La population villageoise, comme ailleurs dans le Sud-Cameroun, comporte une majorité de femmes, mais ici le sex-ratio est très déséquilibré : 78,3 hommes pour 100 femmes. Entre 15 et 60 ans, le déséquilibre est encore plus accentué : 58 hommes pour 100 femmes. Le village est donc surtout peuplé de jeunes (< 15 ans) et de vieux (> 60 ans), constituant 58 % de la population totale. L'émigration est très forte et touche en priorité les hommes adultes, mais aussi les femmes dans une moindre mesure. Les femmes entre 15 et 60 ans ne représentent que 47 % de la population féminine totale ; les jeunes épouses des migrants commencent à suivre leurs maris et à s'installer en ville avec leurs enfants. Ces migrations sont dirigées principalement vers Yaoundé et Douala.

Dans ces conditions, l'exploitation agricole moyenne est composée selon le tableau I.

TABLEAU I
Taille moyenne des exploitations en 1985

Actifs (15-59 ans)		Inactifs (> 60ans)		Total
Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
1,17	2,02	2,17	2,25	7,61

La notion d'« activité » est relative dans la mesure où les femmes âgées assurent leur subsistance tant qu'elles sont valides ; de même, les hommes s'occupent personnellement de leurs cacaoyères tant qu'ils le peuvent et prêtent main-forte lors des gros travaux. Ainsi, la population active à plein temps, ou à temps partiel, peut s'élever à 4 personnes adultes (2,4 femmes et 1,4 hommes) par exploitation. Les enfants à partir de 10 ans aident également aux cultures pendant les congés scolaires ; chaque exploitation peut ainsi compter sur un garçon ou une fille, soit, finalement, sur un total de cinq travailleurs disponibles sur place, pendant les périodes les plus chargées du calendrier agricole. La structure de la population par exploitation semble avoir évolué depuis 1972. À cette date, l'exploitation moyenne de Yemesoa était légèrement plus grande (tabl. II).

TABLEAU II
Taille moyenne des exploitation en 1972

Actifs (15-59 ans)		Inactifs (> 60ans)		Total
Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
1.66	2,02	1.46	2,41	8,45

Entre 1972 et 1985, la population aurait diminué de 13 %. Chaque exploitation a perdu une femme active, c'est-à-dire une productrice de vivres. Chez les hommes, les inactifs ont augmenté, peut-être du fait du retour des migrants âgés, mais les actifs ont perdu près d'un homme sur trois. L'émigration ne semble donc pas avoir diminué, surtout chez les jeunes, hommes ou femmes, et l'exploitation agricole a perdu une grande part de sa force vive.

Les causes de cette émigration sont complexes. Il s'agit d'un phénomène ancien ; 70 % des hommes de plus de 40 ans sont d'anciens migrants. La surcharge humaine du terroir pourrait apparaître comme la cause première. Le système de culture pratiqué, encore largement « traditionnel », n'autorise qu'une densité dépassant difficilement 25 hab./km^2. L'émigration serait ainsi une réponse inéluctable, visant à rétablir un équilibre rompu entre population, techniques et milieu. En fait, la relation entre ces éléments n'est pas si simple. L'émigration actuelle, aussi forte soit-elle, ne fait qu'alléger la charge humaine dans une très faible proportion. La densité actuelle est encore cinq fois plus forte qu'il ne faudrait théoriquement. En outre, la notion même de « surcharge » est assez élastique et librement interprétée par chaque exploitation agricole. Il n'y a pas de corrélation entre les superficies agricoles contrôlées par les exploitations et l'émigration. Les exploitations ayant des plantations de cacao supérieures à la moyenne villageoise envoient 60 % de leurs hommes adultes en ville, contre 42 % pour les autres. En fait, les motivations de départ des hommes dépendent de chaque cas individuel. Être dans une exploitation qui a une grande cacaoyère ne suffit pas pour rester au village ; encore faut-il pouvoir en cueillir les fruits (monétaires) qui sont accaparés, la plupart du temps, par le chef de famille, père ou aîné. Le décès du père est souvent le signal du retour à la terre, mais celui-ci dépend aussi de l'âge du migrant. Il y a dans le village des chefs de famille jeunes (entre 30 et 45 ans), contrôlant des cacaoyères assez importantes (2 hectares), qui préfèrent poursuivre leur vie à l'extérieur, tout en effectuant de fréquents allers et retours entre la ville (Yaoundé) et le village, notamment au moment des gros travaux dans les plantations. L'émigration n'est pas, non plus, en relation avec la superficie de « terrain » disponible pour les cultures vivrières ; il n'y a pas plus de migrants dans les petites exploitations. L'émigration féminine dépend de l'émigration masculine. Le manque de champs vivriers se règle par d'autres moyens que l'émigration.

Ainsi, sans qu'on puisse entièrement ignorer la relation de cause à effet entre surcharge humaine et émigration, le phénomène migratoire apparaît autant lié à un problème d'ordre social qu'aux ressources propres des exploitations.

L'organisation sociale

La division du village de Yemesoa I en quatre quartiers distincts est le premier indice de l'hétérogénéité sociale de la population. Les deux hameaux de Bilig-Bitom et de Nkolngégé où réside le chef de village sont peuplés essentiellement d'Eton, et de quelques Mangisa, ethnie proche des Eton mais plus anciennement installée dans la Lékié. Les Eton se divisent en deux groupes sociaux principaux : les Eton-Bëti et les Eton-Belôa (ou Belua).

Les premiers sont les descendants des conquérants, originaires de la rive droite de la Sanaga, qui s'emparèrent de l'actuel territoire de la Lékié. À Yemesoa, ils sont représentés par un seul clan, les Mvog Kani, et plus particulièrement par deux segments lignagers : les Ewolo Njom et les Bikele Ndzie ; ces derniers n'apparaissent sur le terroir que par leurs lignages minimaux : les Njop Sana et les Mvog Benok, d'où sont issus les Mvog Mangbisene, les Mvog Bese et les Nke Mbok. Les Mvog Kani s'installèrent à Yemesoa en repoussant d'autres clans eton-bëti, dont il ne reste que des « traces » dans la population (les Essele ou Esse) ou dans la toponymie (Bilig-Bitom = terres abandonnées par les Tom). La date de leur installation est relativement récente. Si l'on se base sur les généalogies, en estimant les générations à trente ans, leur arrivée remonte au tout début du siècle. Le village de Yemesoa ne fut créé qu'après le départ des Allemands (1917).

Les Belua sont désignés le plus souvent comme d'anciens *belôa* (captifs). Ce terme pratique est impropre. Si les Belua descendent bien d'anciens captifs de guerre des Eton, la plupart d'entre eux sont aussi d'anciens alliés qui, en tant que guerriers ou éclaireurs, aidèrent les Mvog Kani dans les conflits les opposant aux autres clans eton, Essele ou Bekasa. À Yemesoa, il y a trois groupes belua : les Mboñ, les Esek (Abam) et les Aji ; ces derniers, d'origine baasa, vinrent avec les Mvog Kani, peu après les Esek. Les Mboñ sont, au contraire, les plus anciennement installés et ils accueillirent tous les groupes précédents. Jusqu'à l'heure actuelle, les clans belua respectent une stricte exogamie ; ils prennent femme chez les Mvog Kani, ce qui est, par ailleurs, un moyen d'obtenir des terres de cultures.

La structure foncière

L'appropriation foncière du terroir en 1985 est issue directement de cette histoire récente et reflète fidèlement la diversité de l'organisation sociale (tabl. III).

On remarque ainsi que deux lignages, un Mvog Kani et un Belua, détiennent 50 % des terres, alors qu'ils ne représentent qu'un peu plus de 40 % de la population. Les Belua et les Mangisa qui leur sont assimilés, n'étant pas eton, contrôlent 42 % du « terrain », alors qu'ils ne représentent que 28 % de la population totale.

L'inégale répartition des terres est due à plusieurs facteurs. Les Mvog Kani vinrent à Yemesoa en conquérants ; les lignages arrivés les premiers (Ewolo Njom, Bikele Ndzie) se partagèrent les terres laissées par les Eton Tom. Ce partage tint compte des autochtones (Mboñ) et des Belua venus avec eux. Les sommets de collines, les versants furent d'abord occupés. Traditionnellement, les Belua étaient installés sur le pourtour du territoire occupé pour mieux le protéger. Par la suite, l'arrivée de nouvelles familles (Mangisa, Njop Sana) contribua à morceler les propriétés lignagères, notamment celles des Mvog Kani. La construction de la route actuelle, ainsi que l'installation obligatoire des habitations de part et d'autre, vint également perturber le schéma foncier originel.

Malgré tout, la carte des tenures actuelles montre une assez grande homogénéité spatiale. C'est d'abord le fait d'un partage foncier relativement récent (de 2 à 3 générations), mais aussi vraisemblablement du contrôle exercé encore récemment par les chefs de lignages (*Ntol Nda Bot*), au moment des successions ; celui-ci eut pour effet d'éviter la dispersion des patrimoines fonciers entre des mains étrangères au lignage ou au village.

Le système de transmission des terres est à la source de grandes inégalités, à l'intérieur même des familles. Ainsi, chez les Mboñ, les plus gros propriétaires, deux familles détiennent 50 % des terres, les sept autres se partageant le reste. Les principes du système de succession sont à priori simples : seuls, les hommes héritent. Dans une famille monogame, le partage des terres se fait entre les enfants mâles de façon équitable ; mais il arrive souvent qu'un frère aîné accapare les terres du cadet dont il assure la tutelle. Dans une famille polygame, les terres sont partagées entre les femmes du défunt ayant eu des enfants mâles, les fils uniques étant alors plus avantagés que les demi-frères. Les champs vivriers et les jachères sont laissés (en principe) à l'usage des épouses, tant qu'elles n'ont pas contracté une nouvelle union.

Cependant, une certaine évolution est en cours. La polygamie pratiquée par les anciens tend, sinon à disparaître, du moins à diminuer fortement. En 1985, il n'y avait dans les deux quartiers étudiés que cinq ménages polygames et l'on comptait 57 femmes mariées pour 53 hommes, ce qui est très peu et dénote une certaine pauvreté des chefs de famille. La monogamie limite l'inégalité individuelle dans la répartition des terres et, en diminuant le nombre d'enfants par famille, limite l'émiettement des propriétés foncières.

La disparition du contrôle exercé par les chefs de terre, le morcellement des lignages (*Nda Bot*) en unités indépendantes viennent également perturber les successions. On observe ainsi, de plus en plus, des cas de captation d'héritage des cadets par leurs aînés qui ne font en cela que reproduire le comportement du père qu'ils remplacent. S'instaure ainsi, *de facto*, une sorte de « droit d'aînesse » concernant les plantations.

Bien que ce phénomène ne soit pas tout à fait récent puisqu'il existait il y a plus de quinze ans, les ventes de terre se rencontrent plus souvent, ce qui confirme, à priori, que la terre a tendance à devenir un bien individuel. Cependant ces « ventes » se font encore en catimini, à l'insu du lignage et du village. Malgré le versement de sommes importantes (plusieurs centaines de milliers de francs pour une cacaoyère) et le don de « cabris » (chèvres), les héritiers du vendeur prétendent toujours pouvoir récupérer la parcelle cédée. À Yemesoa, les ventes se font la plupart du temps sans titre foncier. Le bornage des terres vendues ou héritées est très mal vu et toujours ressenti par les familles comme une spoliation. Les parcelles achetées restent encore assez rares (6 % des parcelles en 1985) ; ce sont d'abord des plantations, puis des champs vivriers, enfin du « terrain » (jachère).

Autre phénomène de peu d'ampleur, mais tout aussi important dans ses implications, les femmes commencent à hériter de cacaoyères, jusque là strictement réservées aux hommes. À Bilig-Bitom, cinq veuves détiennent ainsi 10 % de la superficie en cacao ; elles commercialisent elles-mêmes la récolte et assurent l'entretien de leurs cacaoyères en faisant appel à une main-d'œuvre rémunérée. Il ne s'agit pour l'instant que de petites plantations (moyenne : 30 ares).

À Yemesoa, comme partout dans la Lékié, les tensions foncières constituent le problème fondamental qui « empoisonne » (parfois au sens propre) la vie du village, et accroît les conflits entre père et fils, aînés et cadets, oncles et neveux paternels. Les disputes causées par des empiètements sur des terrains, par ailleurs strictement délimités (par les rivières, de gros arbres ou des rangées d'ananas), sont permanentes et créent un terrain favorable à l'émigration des jeunes.

L'inégale répartition des terres conduit chaque année des paysans à emprunter des parcelles, pour pouvoir faire leurs cultures vivrières. En 1985, près de la moitié des exploitations de Nkolngégé et de Bilig-Bitom devaient avoir recours à l'emprunt. Ces emprunts représentaient pour celles-ci 48 % des superficies vivrières et 25 % de la superficie totale. Une majorité de champs était empruntée en dehors du terroir, soit dans un autre hameau (Zogo-Ntso), ou dans un autre village (Yemesoa II, Komo, Ngongo). Ces terres sont prêtées gratuitement pour une — plus rarement deux — saison de cultures, avec interdiction d'y planter du cacao. Les cas de « location » avec versement d'une part variable de la récolte sont plus rares. Une dizaine d'exploitants, tant Mvog Kani que Belua, disposent de suffisamment de terre (entre 7 et 8 ha) pour pouvoir en prêter, chaque année, une partie à leurs voisins. Bien que certains paysans empruntent parce qu'ils estiment que leurs champs sont moins fertiles, la majorité déclare ne pas avoir suffisamment de terre pour subvenir à leurs besoins vivriers les plus élémentaires.

L'exploitation moyenne dispose d'une superficie totale de 6,03 ha, dont 0,72 ha (12 %) situés à l'extérieur des deux hameaux étudiés. Mais cette moyenne est toute théorique. Les exploitations se répartissent, de part et d'autre, en grandes et petites exploitations (tabl. IV).

Sur les 6,03 ha, on compte 1,82 ha de cacao et 0,64 ha de cultures vivrières annuelles, 0,17 ha de cultures vivrières des années précédentes (manioc, plantain) continuant à être récoltées, soit 0,81 ha. Chaque exploitation dispose en outre de 3,4 ha de jachère. La durée de celle-ci est très courte, puisqu'elle ne dure que 4 ans pour 1 an de culture. Vu la durée moyenne des cultures sur un même champ (on récolte encore le plantain et le manioc trois ans après), on peut considérer que les sols sont occupés en permanence.

Chaque individu dispose de 0,11 ha et chaque femme active de 0,40 ha pour nourrir près de 4 personnes (3,76). Il s'agit ici d'une production de subsistance ; 30 % des exploitations ont même une moyenne inférieure, descendant jusqu'à 8 ares par personne, ce qui peut être considéré comme le strict nécessaire. Les exploitations qui empruntent des terres n'ont que 6,7 ares par personne. Par contre, 60 % des familles disposent de 0,12 à 0,25 ha par personne et peuvent ainsi dégager quelques surplus commercialisables.

TABLEAU IV
Répartition des exploitations par taille

Taille	< 1 ha	1 à 2	2 à 3	3 à 5	5 à 7	7 à 10	10 à 19	> 20	Total
Nombre d'exploitations	3	7	9	12	5	10	6	1	53

Les cultures vivrières

Chaque année, une exploitation défriche 44 ares en moyenne. Il n'y a plus, sur le terroir, de grande jachère (*ekpak* ou *pakula*) ; plus qu'en l'abattage de grands arbres, devenus rares, le défrichement dans les jachères récentes (*ekorgi* , *ekorok*) consiste surtout à débroussailler les futures parcelles, à les débarrasser de l'eupatoire envahissant. La végétation doit être coupée jusqu'au niveau du sol pour la préparation des champs d'arachide. Cette opération qui a lieu en saison sèche, dès le mois de janvier, est effectuée par les hommes, seuls ou en groupes, par des amis ou des travailleurs rémunérés à la tâche. Ce travail à la machette nécessite, en moyenne, 78 heures pour 44 ares. Le choix de l'emplacement du champ du 1er cycle de culture est fait en fonction de certains indicateurs (arbres, herbes, fourmis) de sa fertilité potentielle, voire, plus fréquemment, en fonction de la densité de la végétation qui le recouvre.

La suite des opérations culturales est assurée par les femmes, aidées de leurs enfants. Elles débarrassent le champ des résidus végétaux coupés et les brûlent (100 heures de travail). En général, elles attendent que les pluies tombent deux ou trois fois avant de commencer le labour, les houes s'enfonçant mieux dans le sol humide. Ainsi, vers la première quinzaine de mars, les femmes commencent par fabriquer les buttes d'ignames (*mebom*) dans le coin le plus humide du champ, en bas de pente. Puis, elles poursuivent par le semis des arachides (*owondo* ; 4 variétés, de cycles différents : *ongege* , *mpuma* , *nteme* , *mintomo*), plantées par deux, dans deux parcelles séparées, et même sur les buttes d'igname. Puis est planté le maïs (*mbas*), juste après le manioc (*mbon*), et le macabo (*ebenga*) quand les arachides ont déjà pris de la vigueur. Le champ d'arachides (*afup owondo*), où l'association des cultures est totale, comprend aussi d'autres plantes : « concombres » (*ombala*), légumes (*zom* , *folon* , *tege*), du piment, du gombo, des oignons, des tomates. Vers la fin avril, les rejets de plantain (*ekoan*) sont mis en place, les hommes apportant leur aide pour la recherche et la plantation.

À partir de mai commencent les sarclages, alors que les plantations de manioc se poursuivent. Vers la fin juin, juste avant la récolte des arachides, un dernier sarclage est effectué pour éviter que celles-ci soient étouffées sous les mauvaises herbes. En juillet a lieu la récolte

TABLEAU III
Superficie du terroir (hectares) répartie selon les lignages en 1985

Lignages	Bilig-Bitom		Nkolngégé		Totaux			
	Superficie	Population	Superficie	Population	Superficie	%	Population	%
Mvog Kani								
Mvog Bese	74,07	107	0	0	74,07	25	107	27
Nke Mbok	26,35	52	0	0	26,35	9	52	13
Njop Sana	6,52	17	11,93	31	18,45	6	48	
Mvog Benok	11,83	23	6,40	16	18,23	6	39	
Ewolo Njom	0	0	18,59	17	18,59	6	17	
Bikele Ndzie	15,38	19	0	0	15,38	5	19	5
Essele	0	0	0,40	4	0,40	0,1	4	
Belua								
Mboñ	56,75	34	21,56	31	78,31	26,5	65	15
Aji	13,73	10	5,56	10	19,29	6,5	20	
Esek	0	0	12,68	10	12,68	4	10	
Mangisa	14,10	19	0	0	14,10	5	19	
Totaux	*281,73*	*281*	*77,12*	*119*	*295,85*	*100*	*396*	*100*

de l'arachide que les femmes effectuent seules, ou aidées par des personnes extérieures à l'exploitation. C'est également le début de la récolte du maïs. Ensuite, le champ n'est plus occupé que par les tubercules et le plantain.

Les travaux de la deuxième saison des pluies (*akab* ou *zezeb*) peuvent commencer dès la fin juillet. Un petit champ est défriché à proximité de celui du premier cycle, voire même tout contre, le champ de deuxième saison étant alors une extension du précédent. Le champ de *zezeba* est beaucoup plus petit et sa superficie moyenne n'est que de 20 ares. Dans la deuxième quinzaine d'août, avec les premières pluies, les femmes commencent le labour-semis. Elles plantent de l'arachide (deux variétés à cycle long), du manioc, du macabo. Ces semis sont terminés au plus tard en octobre. En octobre-novembre, le sarclage est le seul travail sur la parcelle, en attendant la récolte de l'arachide et du maïs qui interviendra en décembre et janvier.

Les plantations de cacao

Une exploitation a une ou plusieurs cacaoyères (en moyenne : 58,36 ares par plantation) à l'intérieur du terroir. Seuls, 4 % des surfaces sont en dehors. Les travaux dans les cacaoyères concernent principalement l'entretien et la récolte. On ne plante plus guère de cacao à Yemesoa. En 1985, il n'y avait qu'une nouvelle cacaoyère de 18 ans d'âge ; une autre (de 57 ans) était en cours de redensification. Les travaux d'entretien consistent principalement en désherbages pendant les premiers mois de l'année. À partir de mai commencent les traitements contre la pourriture brune. Ces tâches sont en fait très irrégulières et dépendent des autres activités de l'homme. À partir de septembre commence le gros travail de récolte qui va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Il est alors fait appel à tous les membres valides de l'exploitation : femmes, enfants, mais aussi à l'aide extérieure, pour le transport et l'écabossage de la récolte.

Le travail agricole

Le travail dans l'exploitation est encore basé sur la division sexuelle des tâches. L'homme défriche, soigne, récolte et commercialise le cacao ; la femme laboure, sème, plante, sarcle et récolte les plantes vivrières. Cependant, ce schéma n'est pas aussi net. C'est l'homme qui prépare les parcelles vivrières de chaque femme et aide parfois à la récolte des arachides. La femme aide son mari lors de la récolte du cacao. Autrefois exclusivité masculine, la culture de l'igname n'est plus pratiquée que par un seul homme à Yemesoa en 1985.

La culture du cacao, telle qu'elle est pratiquée, n'accapare pas beaucoup l'homme et lui laisse, en mars et avril, beaucoup de temps pour faire autre chose ou voyager. 1 ha 80 de cacao demande 500 heures de travail environ. La récolte est la tâche la plus lourde ; le conditionnement des cabosses et le transport des fèves entre le champ et la maison nécessitent la participation de toutes les femmes de l'exploitation ; mais la participation de l'épouse reste faible, une trentaine d'heures (5-6 jours) en moyenne. L'aide extérieure est plus importante : constituée par des équipes de travail assez fortes (entre 5 et 20 hommes), regroupées selon des affinités personnelles, cette main-d'œuvre d'appoint n'est pas gratuite ; il faut récompenser les travailleurs avec du vin, de la bière. Seuls les plus grands planteurs peuvent embaucher des salariés.

Les femmes, au contraire, ont une activité beaucoup plus soutenue tout au long de l'année ; 0,64 ha de cultures vivrières par an demande près de 1 300 heures de travail, soit 4 mois, par femme active (temps de travail quotidien variant entre 4 et 6 heures). Les défrichements effectués par les hommes pour les champs de 1er et 2e cycle leur demandent 140 heures (30 jours en moyenne). Mais 30 % des exploitations et 57 % des femmes (de plus de 15 ans) n'ont pas d'hommes pour faire ce travail ; les femmes doivent alors effectuer elles-mêmes les défrichements avec l'aide de jeunes hommes du village qu'il faut rémunérer.

C'est au moment des labours du 1er cycle que les femmes supportent les plus lourds travaux. Elles travaillent seules, avec leurs enfants ; certaines ont une coéquipière. La récolte des arachides prend beaucoup de temps (390 heures pour les deux cycles, soit 65 jours environ) : arrachage des plants à la houe, égoussage manuel et, comme pour le cacao, il est fait appel à toute la main-d'œuvre familiale, ainsi qu'à l'aide d'appoint de parentes (belle-fille, belle-sœur) ou amies. Les participants sont récompensés par un repas abondant, comprenant du poisson séché et beaucoup de vin de palme.

Le travail est moins important sur le champ du second cycle, du fait de l'exiguïté de la parcelle, mais aussi du fait de la participation de la femme, à cette époque (novembre-décembre), à la récolte du cacao. Elle reçoit en contrepartie le cacao mal fermenté ou mal séché (le « hors-standard ») qu'elle se charge d'écouler.

À Yemesoa, la moitié des exploitations disposent de moins de trois adultes pour mener à bien tous les travaux agricoles. Malgré cela, le recours à l'aide extérieure est occasionnel, plus important pour le vivrier que pour le cacao, et ne semble pas dépasser 15 % des temps de travaux globaux. L'aide fournie par les enfants et les vieux apparaît plus importante bien que difficilement chiffrable, car irrégulière. Tout autant que le nombre de femmes actives , elle conditionne, en fait, l'importance des cultures vivrières dans chaque exploitation.

L'entraide villageoise s'exerce sous plusieurs formes. La tontine de travail (*kama*) est constituée d'équipes de jeunes, hommes ou femmes, travaillant dans les champs de chacun pour une même durée. La tontine est dissoute dès que le but est atteint. Les gens se regroupent surtout par affinités, plus que par parenté, et selon le voisinage des champs. Il s'agit donc là de prestations de service réciproques, mais la réciprocité n'est pas obligatoire quand elle s'inscrit dans le cadre des obligations familiales (aide apportée aux parents par les enfants, neveux ou nièces), ou de celui de l'entraide élargie (*ekua*). Dans ce dernier cas, il est fait appel à un nombre élevé de personnes (jusqu'à 20) pour un travail précis et pour une seule journée. Le bénéficiaire doit préparer le repas et faire des dons en nature (quand il s'agit de la récolte). Enfin, les exploitants qui n'ont pas le choix (veuves sans enfants présents) ou qui ont des moyens financiers suffisants (gros planteurs, migrants) emploient une main-d'œuvre salariée, se recrutant dans le village ou dans les environs. Son coût est généralement élevé, ce qui en limite le recours. Il n'y a pas de salarié à temps plein, ce sont le plus souvent de jeunes célibataires du village qui, à leurs moments libres, louent leur force de travail, lors des défrichements, de l'entretien et de la récolte du cacao. Il est donc difficile de parler, dans ces conditions, de l'émergence d'un salariat agricole.

Les autres activités

Pour pallier l'insuffisance des cultures vivrières ou accroître leurs revenus monétaires, hommes et femmes pratiquent une activité non agricole :

— La cueillette du vin de palme (*meyok melen*) est l'activité de prédilection des hommes. À Yemesoa, il s'agit de la cueillette du vin « d'en haut » (des gourdes sont alors attachées au bourgeon végétatif terminal) : c'est là un travail difficile et dangereux, qui peut avoir lieu toute l'année, mais est surtout pratiqué pendant la saison sèche. La production du vin de palme est une source de revenus non négligeable pour l'homme ;
— l'artisanat : confection de hottes, de paniers ou de planches, pour ceux qui peuvent se procurer une tronçonneuse, est une occupation masculine ; à Yemesoa cette activité ne concerne que quelques hommes en dehors d'un menuisier et d'un forgeron ;
— la chasse par piégeage est pratiquée par tous les hommes qui traquent impitoyablement écureuils, « taupes » et vipères, derniers témoins d'une faune autrefois riche ;
— l'élevage ne peut être considéré comme une activité. Les quelques chèvres possédées par les paysans s'élèvent en liberté dans le village et ne servent qu'à la célébration des cérémonies familiales ou à faire des cadeaux.

Les femmes ont un nombre important d'activités secondaires. Les principales sont constituées par les tâches ménagères : entretien de la maison, préparation des repas, lessives, corvées d'eau, ramassage du bois de chauffage, soins apportés aux enfants en bas âge (recherche des remèdes, visites au dispensaire, consultations chez le guérisseur).

— La pêche en groupe est pratiquée par les femmes dans les principaux cours d'eau du terroir, du moins dans ceux qui ne sont pas frappés d'interdit (comme la rivière Ntso) ;
— la cueillette est par contre répartie tout au long de l'année, et se pratique surtout au retour des champs. Les cacaoyères sont de véritables vergers produisant *saa* (*Dacryodes edulis*), mangues, colas, citrons, pamplemousses, avocats, ananas. Les fruits des arbres sauvages sont aussi consommés : *amvut* (*Trychosypha acuminata*), *tom*, *kom*. Les femmes ramassent également les feuilles-légumes, comme l'*obok*, les champignons (*isson*), les insectes (termites, larves de palmier) ;
— la fabrique de l'huile de palme, à partir des noix cueillies par les hommes, est également une occupation féminine ;
— enfin, plusieurs villageoises se livrent au petit commerce de la bière qui est surtout florissant pendant la période de la traite du cacao.

L'efficacité du système agricole

Le terroir de Yemesoa apparaît comme un terroir à vocation essentiellement cacaoyère. Les plantations occupent 29 % des superficies (et même 57 % dans le quartier de Nkolngégé), contre 17 % pour le vivrier. L'espace laissé en jachère occupe un peu plus de la moitié (54 %) de la superficie totale.

Le terroir supporte et fait vivre une population très forte : 150 hab./km^2 de terre cultivable, c'est-à-dire cinq fois supérieure à la densité maximale théorique fixée par les agronomes, compte tenu des conditions physiques et techniques de la culture.

Le cacao représente la richesse du village et fournit l'essentiel des revenus monétaires. Les rendements sont élevés : 353 kg/ha en 1984-85, en moyenne (dont 49 % de grade 1). Ainsi, avec 1,82 ha de cacao, l'exploitation moyenne a gagné 257 000 F CFA [1] (soit 220 000 F par homme actif, ou 603 F par jour pendant une année). Le cacao fournit environ 50 % des ressources monétaires de l'exploitation. Mais la dispersion des revenus est grande : de 40 000 F à 1 220 000 F, selon les superficies, les rendements, qui dépendent eux-mêmes de nombreux paramètres : main-d'œuvre, nombre d'heures de travail dans la plantation. Quoi qu'il en soit, le cacao est une affaire lucrative, ne nécessitant qu'un minimum de travail (la journée de travail du planteur rapporte un revenu brut de 2 200 F CFA).

À l'opposé, les cultures vivrières sont d'abord consacrées à la consommation familiale. Les 64 ares de cultures annuelles suffisent juste à nourrir une famille de près de 8 personnes. Cependant, l'alimentation est monotone, composée de plantain, de feuilles-légumes, d'arachide, de manioc — ces plantes représentant la base alimentaire unique des trois quarts des ménages. D'autre part, les enquêtes nutritionnelles menées dans la Lékié indiquent que 87 % seulement des besoins caloriques seraient couverts, le déficit étant plus fort pendant les mois de soudure, d'avril à mai, précédant les récoltes du 1er cycle. La couverture des besoins se dégrade avec l'accroissement de la taille des familles. D'où l'importance de la cueillette (43 kg de feuilles consommées par an et par personne). À Yemesoa, le planteur doit donc faire appel au marché pour obtenir une partie de sa nourriture, mais il s'agit alors de produits importés : poisson sec, riz, bière).

Malgré tout, l'exploitation commercialise, chaque année, une part variable de la récolte des champs vivriers. La vente des vivres est la principale source de revenu des femmes avec le petit commerce. Les ventes concernent surtout l'arachide, le manioc et les bananes, dont la récolte dépasse largement les besoins. Les régimes de bananes douces sont presque tous vendus. Manioc et arachide constituent le cacao des femmes. D'ailleurs, les rendements d'arachide apparaissent relativement élevés, autour de 900 kg/ha (selon des sondages effectués en 1972), soit plus de 400 kg par exploitation, en moyenne, lors du 1er cycle. De tels rendements sont dus à la forte densité des semis, ainsi qu'aux soins prodigués par les femmes. La vente de l'arachide, du manioc, des bananes douces et des fruits (*saa*, mangues) fournit entre 15 et 25 % des revenus monétaires de l'exploitation.

En définitive, le niveau de vie à Yemesoa est relativement élevé, comme l'indique la qualité de l'habitat (plus de 70 % des maisons sont couvertes de tôles) dont l'amélioration est un des principaux objectifs du paysan, avec les dépenses scolaires (l'« écolage ») et les soins de santé.

Les limites du système agricole et le surpeuplement

Malgré la grande élasticité des seuils, toujours difficiles à déterminer, il semble qu'à Yemesoa les limites du système agricole pratiqué soient déjà atteintes.

L'espace villageois n'est plus extensible ; toutes les terres environnantes sont strictement appropriées. Il ne peut supporter, dans les conditions actuelles, une population plus nombreuse. Depuis 1972, la population de Bilig-Bitom et de Nkolngégé a diminué de 13 %, la diminution étant beaucoup plus sensible à Nkolngégé (- 19 %), où la densité humaine atteignait 260 hab./km^2 de terre cultivable (contre 146 pour Bilig-Bitom). Ce repli constitue vraisemblablement une réponse à une situation limite, incontrôlable par les exploitants. En 1985, la densité à Nkolngégé s'établit à 190 hab./km^2 cultivable (136 pour Bilig-Bitom).

Les fortes densités actuelles ne sauraient être considérées comme « normales ». De nombreux signes, bien observés par les paysans, indiquent que le terroir est surchargé. Le plus évident, la baisse des rendements, unanimement reconnue, concerne toutes les cultures. La longueur des jachères n'est plus suffisante (1 an et demi pour 1 an de culture à Nkolngégé ; un peu plus de 3 ans, à Bilig-Bitom). L'appauvrissement des sols est accéléré par l'érosion, qui est favorisée à Yemesoa par la topographie et l'ampleur du déboisement.

La baisse des rendements est aussi aggravée par le développement des maladies et des parasites de toutes sortes attaquant les plantes : charançons sur le bananier, rosette de l'arachide, *kamisi* sur les tubercules du manioc, base de l'alimentation et des revenus féminins. Le développement de ces maladies est favorisé par l'occupation quasi permanente du sol par les mêmes cultures : manioc et plantain. En outre, depuis une quinzaine d'années, le terroir est envahi par l'eupatoire qui recouvre, en un ou deux ans, les champs de manioc et de plantain. La présence de cette plante gêne la croissance des tubercules et a doublé les temps de défrichement et de sarclage. Accusée par les paysans de réduire les rendements, elle serait, en fait, susceptible de rétablir la fertilité du sol mieux que la végétation des jachères, à condition de la couper régulièrement.

Les techniques agricoles utilisées, essentiellement extensives, ne permettent pas de lutter efficacement contre la baisse des rendements. Certaines pratiques sont même néfastes : brûlis, cultures dans le sens de la pente, utilisation de semences infestées issues des récoltes précédentes. L'apport des cendres et des fanes d'arachide, des tiges de maïs est insuffisant pour compenser les pertes de fertilité dues aux défrichements. En attendant, les paysans ont recours à des procédés empiriques : enfouissement de cheveux, de piles rondes usées, de pièces de monnaie, d'écorce d'*elon* (*Erythrophloeum suaveolens*) et, surtout, aux vieux rites agraires de fertilité, célébrés par les femmes. Cela suffit à montrer l'impuissance des techniques agricoles traditionnelles devant la situation actuelle.

La dégradation des rendements est d'autant plus grave à Yemesoa que les paysans sont ici condamnés, vu le manque de terre, à produire plus par unité de surface. Mais ce problème, apparu depuis plus d'une quinzaine d'années, ne semble pas avoir provoqué de grands changements dans le système cultural.

Depuis 1977, on constate que les superficies en cacao ont progressé de 9 %, à l'intérieur du terroir ; de près de 14 % à Nkolngégé, dont le terroir était déjà surchargé. Le cacao s'est étendu notamment au bord des ruisseaux, dans les zones les plus humides. La redensification cacaoyère n'a porté que sur une surface négligeable (5 ha environ) ; la moitié des plantations ont plus de 40 ans d'âge, ce qui laisse prévoir une baisse des rendements dans un délai relativement court. La progression des superficies cacaoyères indique que cette culture reste extensive.

Les cultures vivrières se sont légèrement accrues (+ 2 %), mais elles ont doublé à Nkolngégé. Il y a eu accroissement des superficies cultivées aux dépens des jachères. Même ainsi, la superficie cultivée par habitant à Nkolngégé reste inférieure à celle de Bilig-Bitom : 9 ares contre 12 ares.

À Yemesoa, il n'y a donc pas eu recul du cacao devant les cultures vivrières. Ces deux cultures n'ont pas les mêmes agents, ni les mêmes bénéficiaires.

La séparation sexuelle des tâches et des cultures est encore assez nette. Seuls deux exploitants belua s'occupaient, en 1985, de champs d'arachide, un seul Mvog Kani s'adonnait à la culture de l'igname.

Le système cultural n'a pas évolué ; deux ou trois femmes cultivaient de petites parcelles de maïs et de plantain en culture pure. Les essais de cultures maraîchères, de petit élevage, tentés en 1972, ont été rapidement abandonnés dès que la mission catholique a cessé son aide à la petite structure coopérative créée pour encadrer les paysans.

En outre, il convient de souligner la précarité de la double culture annuelle, fondement du système cultural. La culture de la deuxième saison des pluies (*zezeba*) est considérée, comme son nom l'indique, comme une culture pour « rien ». Les raisons en sont dues principalement au climat ; les pluies concentrées sur deux mois sont peu favorables aux cultures. Les rendements d'arachide sont généralement très inférieurs et les parasites plus abondants. Les femmes ne sont pas sûres de pouvoir récupérer assez de semences pour la culture du prochain cycle. Cela explique la faible superficie mise en culture à cette époque, et même, son abandon pur et simple, comme pendant la sécheresse de 1983. La production vivrière de la famille se joue, en fait, sur une seule saison agricole.

Malgré son incroyable résistance, le système agricole pratiqué à Yemesoa a atteint ses limites. S'il assure encore la subsistance (ou la survie) des exploitations, il n'est plus capable d'évoluer ; seuls, des ajustements de la population permettent le maintien du système et assurent un niveau de ressources suffisant. L'émigration n'est pas la conséquence de la charge humaine du terroir ; elle est, paradoxalement, encore trop « faible » pour jouer un rôle régulateur. Mais à Yemesoa, elle a joué le rôle de « soupape de sécurité », évitant l'asphyxie complète du terroir. Elle a seulement ralenti la spirale, inévitable dans un milieu clos (le terroir) : accroissement de la population, réduction des jachères, dégradation des sols, baisse des rendements. À Yemesoa , 68 % des exploitations, disposant de moins de 72 ares par personne, sont concernées par ce processus.

Alen-Zalengang : terroir bulu

Le village d'Alen-Zalengang est situé à 160 km au sud-est de Yaoundé, dans l'arrondissement de Bengbis (Dja et Lobo). Il est traversé par la piste reliant Sangmélima au chef-lieu d'arrondissement, Bengbis.

Le milieu physique

Le site villageois est constitué par un plateau d'altitude moyenne (650 m), entaillé par un réseau de cours d'eau grossièrement parallèles se jetant dans la Lobo, affluent du Dja. Mais l'aspect dominant du paysage est une vaste forêt, trouée çà et là par des clairières cultivées. Il s'agit d'une forêt « domestiquée » que les défrichements anciens ont fait évoluer. Le couvert arboré est composé en grande partie d'espèces à feuilles caduques. Dans le coin sud-est du terroir, un recrû forestier important marque l'emplacement de l'ancien habitat abandonné depuis l'installation des gens au bord de la route.

Les sols du village sont des sols ferrallitiques typiques, rouges, comportant un horizon induré. Ce dernier affleure au sommet des interfluves. Ces sols ont de bonnes caractéristiques physiques. Leur pH est assez faible (5 à 5,5), ce qui ne favorise pas les bons rendements en culture cacaoyère ou caféière. Mais pour le vivrier, les brûlis suffisent à assurer des récoltes satisfaisantes.

L'année se répartit en quatre saisons bien tranchées, caractéristiques du régime équatorial ; mais les Bulu ne distinguent, dans la pratique, que deux saisons : *suu*, la saison des pluies (maximum pluvial en mai et octobre) ; *esep*, la saison sèche (de décembre à février avec le minimum pluvial en janvier). La pluviométrie est élevée : 1 752 mm à Sangmélima, et l'humidité toujours forte, même pendant la saison « sèche » où l'humidité relative ne descend jamais au-dessous de 70 %.

En définitive, les conditions physiques sont très favorables à la végétation et ne comportent pas de contraintes fortes, si ce n'est une fertilité moyenne des terres, propre à la plupart des sols forestiers.

La population

Le village d'Alen-Zalengang est constitué, en fait, de deux unités administratives différentes : Alen et Zalengang. Mais l'extrême imbrication des familles, tant au niveau de l'habitat que des cultures, rend cette distinction quelque peu artificielle. Cette imbrication a été provoquée notamment par le regroupement, au bord de la route, des habitations jadis dispersées dans tout le terroir.

En 1986, le village comptait 156 habitants, répartis dans 20 exploitations seulement. Une exploitation regroupait, à elle seule, 57 personnes (35 % de la population totale). Il s'agit de l'exploitation d'un guérisseur maka qui est en même temps le plus gros planteur du village ; il a reconstitué, en pleine forêt, une unité familiale à part, sur le mode résidentiel ancien. Du fait de son importance, et de son caractère atypique, il n'en est pas tenu compte dans le calcul des moyennes concernant les exploitations villageoises.

La densité humaine sur le terroir est très faible : 6,5 hab./km^2, mais plus proche de 11 hab./km^2 sur la partie réellement utilisée (3 à 4 km de part et d'autre de la route). Contrairement à la majorité des villages du Sud-Cameroun, le sex-ratio est en faveur des hommes : 104 hommes pour 100 femmes. C'est l'indice d'une forte émigration féminine, plutôt que d'une très hypothétique immigration masculine. Les femmes de 15 à 60 ans représentent 46 % des effectifs féminins ; les hommes de cette strate forment 55 % des effectifs masculins. Le déficit féminin est d'abord dû aux migrations matrimoniales (mariages, mais aussi divorces) favorisées par les règles de l'exogamie. Mais le village a donné, ou rendu, beaucoup plus d'épouses qu'il n'en a reçu, signe d'un dépérissement certain. Ainsi, depuis 1972, le village a perdu 25 femmes ; 24 autres sont parties pour poursuivre des études ou pour travailler en ville. Aucune n'était revenue en 1986. Dans le même temps, le village n'a « gagné » que 15 femmes (déficit net : 34). Chez les hommes, la situation apparaît moins grave. Depuis 1972, le village n'a perdu que 26 hommes partis travailler à Sangmélima, Douala (plutôt qu'à Yaoundé). Mais, compte tenu des retours de migrations, le déficit ne s'élevait qu'à 10 hommes. Cependant, 32 % des hommes de 15 à 60 ans étaient absents pour une durée indéterminée. Le village semble donc retenir mieux les hommes que les femmes, bien que le taux d'émigration masculine soit, en fait, tout à fait comparable à celui de la Lékié, malgré la différence des contextes régionaux.

L'exploitation agricole est de petite taille, avec une majorité d'hommes (tabl. V).

Tableau V
Taille moyenne des exploitations en 1985

Actifs (15-59 ans)		Inactifs (< 15 ans > 60 ans)		Total
Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
1,47	1,10	1,21	1,37	5,15

Une exploitation compte donc autant d'actifs que d'inactifs. Mais si l'on élargit la notion d'« actif » à toute personne de plus de 10 ans, elle peut compter sur près de 4 personnes (2 hommes et 2 femmes), au moment des gros travaux. Notons, enfin, que 11 exploitations sur 19 ont une population inférieure à la moyenne.

Il existe une grande différence entre les exploitations d'Alen et de Zalengang, ces dernières ayant une taille plus réduite (tabl. VI).

La force de travail est donc très faible à Zalengang ; chaque exploitation ne peut compter, au mieux, que sur 1,5 homme et 1,2 femme, âgés de plus de 15 ans, contre 2 hommes et 1,8 femme à Alen.

Tableau VI
Taille moyenne des exploitations à Alen et à Zalengang

	Actifs (15-59 ans)		Inactifs (< 15 ans > 60 ans)		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
Alen	1,8	1,5	1,5	1,9	6,7
Zalengang	1,1	0,78	0,89	0,78	3,5

L'organisation sociale et foncière

Malgré sa petite taille, le village est socialement très hétérogène. Tous Bulu Yetsang, les habitants se répartissent en huit lignages différents, dont un d'origine Yezum. Il existe également deux lignages belua, d'origine maka (tabl. VII). Ces lignages observent une stricte exogamie, à l'exception des Belua qui peuvent prendre femme chez les Yetsang.

Tableau VII
Répartition des lignages et nombre d'exploitations à Alen et à Zalengang

Lignages	Alen	Lignages	Zalengang
Ze Mintsene	2	Yasos	4
Ebianga Nsimi	3	Make Aso	1
Akamba Edomba	2	Nko Aso	1
Mbala Emana	2	Ze Aso	1
Maka	1	Maka	3

Au début du siècle, vers 1910, les familles étaient dispersées sur toute l'étendue du terroir. Les gens d'Alen occupaient une vaste zone s'étendant de la rivière Kumu, à l'ouest, jusqu'à Atong et Otomekok, à l'est. Dans cette direction, vers la rivière Soo, s'étaient installés les familles de Zalengang.

Lors de la colonisation française, les gens durent se regrouper le long de la route, en abandonnant en forêt les premières plantations de cacao (dont certaines existent toujours), tout en conservant la propriété des terres anciennement exploitées ; les jachères ne peuvent, en effet, être utilisées par un autre village. Les lignages récemment installés à Alen durent demander des terres aux Mbala Emana et aux Akamba Edomba qui obtinrent en retour des terres chez les Yasos de Zalengang-« brousse ». À Alen, la chefferie ayant échu au clan Ze Mintsene, c'est donc le chef du dernier lignage qui distribua des terres aux familles de Zalengang venues au bord de la route. Mais ces terrains ne dépassèrent pas la rivière Tasse, à l'ouest. Les Maka furent installés, selon la coutume, à la limite du village avec Zouameyong. Bien après, deux autres familles maka vinrent au village et reçurent des terres à la limite occidentale du terroir. En définitive, seuls les gens de Zalengang arrivés les derniers au bord de la route eurent à pâtir de ce déplacement, leur nouvel habitat étant très éloigné (5 km environ) de leur ancien domaine foncier.

L'installation des lignages sur le terroir est relativement récente et n'excède pas 80 ans ; elle est postérieure aux guerres survenues, au début du siècle, entre les groupes bulu, ainsi qu'au soulèvement des Yetsang contre les Allemands, en 1904, qui provoqua de grands remous de populations entre Dja et Lobo. C'est donc en quatre générations que les familles ont acquis la notion de possession et de propriété du sol.

Actuellement, la population n'ayant guère évolué, il est difficile de délimiter des territoires fonciers lignagers à l'intérieur d'un terroir qui s'étend sur plus de 8 km de forêt, d'ouest en est. Les limites les plus visibles sont constituées par les rivières et les ruisseaux, dont le réseau compartimente l'espace, chaque interfluve étant approprié par un ou plusieurs clans. La terre est encore abondante et facilement accessible à ceux qui en demandent, à l'exception toutefois des terres situées à proximité de la route.

L'exploitation agricole

Si l'on excepte les zones les plus éloignées du terroir qui ne sont plus guère exploitées (Doumabang, Ebolowa), chaque famille dispose de 55 ha de terres cultivables. Une très faible part de cette vaste superficie est habituellement cultivée. En 1985, le village exploitait 147 ha de terres, soit 6 % de la surface totale du terroir et 10 % environ de la partie régulièrement cultivée. L'exploitation moyenne consacre 1,44 ha aux cultures vivrières, soit 0,52 ha de cultures annuelles et 0,92 ha de champs cultivés lors des deux années précédentes et toujours récoltés. Il faut ajouter 3,24 ha de plantations, cacao et café.

Ainsi, chaque individu dispose de 27 ares de cultures vivrières (10 ares de cultures annuelles), et chaque femme de 1,25 ha (47 ares de cultures annuelles) pour nourrir près de 5 personnes (4,7). La superficie vivrière ne dépend, à priori, que de la force de travail disponible. Celle-ci est plus faible à Zalengang qu'à Alen, différence qui se traduit dans les superficies cultivées (tabl. VIII).

Tableau VIII
Répartition des superficies cultivées à Alen et à Zalengang (hectare)

	Sup. vivr. tot.	Sup. vivr. ann.	Plantation	Total
Alen	1,92	0,70	4,11	6,03
Zalengang	0,91	0,32	2,27	3,18
	Sup. vivr./pers	**Sup./fem. adulte**	**Sup./hom.adulte**	**Sup. tot/pers.**
Alen	0,28	0,47	2,28	0,90
Zalengang	0,25	0,41	2,06	0,89

On remarque ainsi qu'en ce qui concerne la superficie exploitée par personne, les moyennes sont pratiquement identiques ; cependant, à Alen, les surfaces vivrières apparaissent un peu plus importantes. L'écart se creuse pour les plantations.

Les cultures vivrières

La grande disponibilité en terre et la possibilité de longue jachère forestière permettent d'introduire dans le cycle cultural un champ de *ngon* : l'*esep*. Celui-ci est installé généralement sur des jachères anciennes (*afan*). Une clairière est aménagée par abattage des principaux arbres et brûlis sommaire. Le *ngon* (*Cucumerropsis mannii*) est semé au début de la saison pluviale (mars, ou août-septembre). Cette cucurbitacée est associée au plantain (*ekom*), parfois au manioc et au macabo (*ekabi*). La récolte a lieu sept mois plus tard (mars-avril, ou octobre) ; puis le champ reste en jachère en attendant d'être ensemencé à nouveau en arachide, lors de la saison culturale suivante. L'*esep* a une superficie assez grande, 50 ares ou plus. Le *ngon* accélère le pourrissement des troncs abattus et facilite le nettoyage ultérieur du champ pour la culture de l'arachide et des plantes qui y sont associées. En outre, le sarclage des cultures établies sur une jachère ancienne serait moins difficile.

La création d'un *esep* dépend avant tout de la main-d'œuvre masculine disponible, pour procéder à l'abattage des grands arbres. C'est pourquoi, le plus souvent, les paysans préfèrent établir un champ dans une jachère plus récente où les arbres (comme les parasolliers) sont moins développés et moins difficiles à abattre.

Le cycle des cultures peut alors commencer par le champ d'arachide, défriché en février, en bordure d'un champ de la saison précédente. Les arbres abattus et les broussailles sont mis en tas et brûlés au fur et à mesure du nettoyage effectué par les femmes. Les semis commencent, les troncs calcinés délimitant les parcelles des cultivatrices. Ces semis sont denses : 180 000 à 220 000 plants à l'hectare. Simultanément sont plantés l'igname (*andia*), le manioc, le taro, le macabo, le plantain puis le maïs. L'igname est toujours présente, mais la densité des plants est faible ; en outre, la cultivatrice ne confectionne que de petites buttes basses, quand elle n'omet pas d'en faire. Comme l'igname, le maïs est semé de préférence près des souches, à l'écart de l'arachide, pour éviter de gêner la croissance des autres plantes.

Le champ de 1er cycle comporte des densités importantes de cultures secondaires : gombo, concombres, courges de différentes tailles, *zom*, *folon*, canne à sucre (*nkok*), pomme de terre, oignons, haricot européen, tomate, tabac.

Le champ de deuxième saison est presque aussi grand : 22 ares en moyenne, contre 27 pour celui de première saison. Mais la variété des plantes est moins grande : arachide, manioc, macabo, plantain, maïs et patates douces (*ndubi*). Les parcelles des deux cycles culturaux sont d'ailleurs placées côte à côte, la plupart du temps.

[1] 100 F CFA de l'époque = 2 FF.

Les plantations

En 1985, toutes les exploitations d'Alen-Zalengang disposent d'au moins une plantation. Il s'agit généralement d'une cacaoyère. Sur 3,24 ha, chaque exploitation cultive 3,03 ha de cacao, 0,14 ha de café et 0,07 ha de plantations mixtes, cacao-café. Les plantations de café sont en voie de disparition ; cette culture demande beaucoup de soins et de travail ; les paysans acceptent rarement de mener de front les deux cultures. Les caféiers, comme les plantations mixtes, sont laissés à l'abandon. Par contre, le cacao progresse, comme l'indique l'âge de la cacaoyère : en 1985, 44 % des superficies avaient moins de 5 ans d'âge ; 36 % entre 5 et 35 ans, et 19 % seulement, plus de 35 ans. Il s'agit donc d'une cacaoyère jeune, en pleine expansion.

Les plantations de cacao sont créées à l'emplacement d'anciens champs vivriers, à une distance de 3 à 5 km du village, alors que les plus anciennes cacaoyères occupent les abords immédiats du village. Mais il n'y a pratiquement plus de plantations mixtes alliant, sur une même parcelle, cacao et cultures vivrières. Les planteurs de Zalengang, vu la disposition de leurs terres, ont accru leurs superficies cacaoyères à proximité de la route.La création d'une nouvelle cacaoyère nécessite plusieurs opérations s'étalant sur une année : entretien d'une pépinière, piquetage et confection des trous, en mars ; mise en place des jeunes plants, d'avril à juin ou de septembre à novembre. Ces travaux viennent s'ajouter à l'entretien des cacaoyers adultes qui, à Alen-Zalengang, est assez succinct : deux nettoyages, trois traitements phytosanitaires par an. Enfin, certains planteurs ont essayé de « régénérer » leurs anciennes plantations, en mettant en place de jeunes plants à côté des pieds improductifs. Il s'agit d'un rajeunissement, mais sans arrachage de vieux arbustes qui continuent d'affirmer l'ancienneté et la permanence de l'occupation du terrain. La redensification des cacaoyers n'a été effectuée que par les gens d'Alen (sur 4,27 ha, soit 44 % des cacaoyers plantés avant 1959), ceux de Zalengang ne possédant que très peu de vieilles cacaoyères (7 % de la superficie totale) antérieures à 1950.

Le travail agricole

Création de nouvelles plantations, entretien des anciennes, régénération représentent un travail important, même si toutes ces tâches ne sont pas menées simultanément. La pratique du semis direct des fèves de cacao est abandonnée au profit de techniques préconisées par l'encadrement agricole. L'extension d'une cacaoyère demande, en moyenne, 1 200 heures (240 jours) par hectare, y compris les défrichements initiaux, la confection de la pépinière et le transport des plants sur les champs. Seuls, 10 planteurs sur 19 ont étendu leurs cacaoyères, de 2,90 ha chacun, ce qui a nécessité 3 500 heures de travail (700 jours), répartis sur 5 ans. Chaque exploitation disposait de 1,7 ha de plantations anciennes, soit, vu le niveau de l'entretien, guère plus de 300 heures (60 jours) de travail par an. Finalement, le cacao a demandé à ces exploitations 200 jours de travail par hectare. Les travaux de mise en place du cacao interfèrent avec d'autres tâches prioritaires comme le défrichement des parcelles vivrières de 1er cycle (février-mars) ou la récolte du cacao (à partir de septembre). Cependant, l'importance de la cacaoyère à Alen-Zalengang est à mettre en relation avec l'importance relative de la main-d'œuvre masculine. Les exploitations accroissant leurs plantations disposent au moins de deux hommes.

En dehors du cacao, le plus gros travail des hommes est le défrichement des parcelles vivrières, travail toujours plus difficile sur les jachères anciennes ; il nécessite 160 heures de travail à l'hectare (soit 78 heures pour 49 ares par an). Pour faire face à toutes ces tâches, les jeunes hommes du village ont organisé un groupe de travail assez structuré, avec un « président », un « vice-président » , un « secrétaire », un « trésorier ». Il regroupe une quinzaine d'hommes du village et des villages voisins, Zouameyong et Ewolenbama. Cette tontine de travail effectue, deux jours par semaine, tous les gros travaux agricoles pour le cacao ou les cultures vivrières, y compris le désherbage des pistes et la construction des maisons. Il s'agit d'une entraide réciproque, le bénéficiaire assurant le repas de l'équipe. Toutes les exploitations qui ont accru leurs plantations ont un membre dans cette équipe. Ce groupe peut également louer ses services à des non-membres ou à des femmes seules : 39 % des femmes de plus de 15 ans n'ont pas de mari pour effectuer les défrichements. Les tarifs sont alors assez élevés : défrichement : 15 000 F/ha ; récolte du cacao : 25 000 F/ha ; mise en place des plants de cacao : 20 F/pièce. Seuls, les planteurs aisés peuvent supporter de tels frais et l'équipe n'a pas souvent l'occasion de gagner de l'argent. Les sommes recueillies doivent servir, à priori, à l'achat de matériel (tronçonneuse). L'équipe est reformée chaque année.

Le travail sur les champs vivriers occupe les femmes une partie de l'année : environ 980 heures (165 jours) à Alen, un peu moins à Zalengang : 855 heures (145 jours). Mais à ces temps de travaux, il convient d'ajouter le temps des trajets entre les habitations et les champs. 42 % de ceux-ci se situent entre une demi-heure et trois quarts d'heure de marche du village (soit une heure à une heure et demie de trajet quotidien, pendant la période des cultures). Comme les hommes, les femmes constituent de petites tontines de travail (3 ou 4 femmes à la fois), basées sur des affinités personnelles, plus que sur des liens familiaux.

Les autres activités

Les travaux agricoles, malgré leur caractère impératif, laissent du temps libre, surtout aux hommes qui n'ont pas à leur charge les travaux domestiques. La chasse et la pêche sont les principales activités complémentaires, et parfois concurrentes de l'agriculture. Le nombre de pêcheurs et de chasseurs est plus grand à Zalengang qu'à Alen. Les gens de Zalengang, restés plus longtemps en forêt, ont conservé leurs pratiques. D'autre part, leur ancien terroir retourné à la forêt est devenu une vaste zone de chasse et de pêche (notamment la rivière Soo). La chasse est pratiquée principalement par piégeage et les captures sont de petites proies : porcs-épics, pangolins, « lièvres » (antilopes naines des forêts). Seuls, deux exploitants possèdent des fusils. Les pièges sont tendus sur le passage du gibier, autour des champs. Il s'agit d'un véritable travail ; un homme peut tendre jusqu'à 200 pièges qu'il faut surveiller régulièrement. La chasse a lieu toute l'année, mais la saison des pluies est la plus productive. Devenue une activité individuelle, elle fournit d'abord de la viande aux familles et secondairement des revenus, irréguliers, mais pouvant être substantiels ; à Sangmélima, une antilope se vend 5 000 F, un potamochère, de 15 000 à 20 000 F. Cependant, la pratique de la chasse nocturne au fusil contribue à décimer le gibier.

La pêche est une activité plus spécialisée et deux exploitants de Zalengang s'y consacrent entièrement. Il passent des semaines entières dans leurs campements, de février à avril, pendant les basses eaux. La pêche a lieu dans la rivière Lobo, mais aussi dans la Soo et la Kumu. Selon le type de filet, la pêche nécessite de 2 à 10 personnes. Le poisson est fumé, puis vendu à Bengbis et Sangmélima ou à des commerçants qui viennent acheter directement sur les lieux de pêche.

Chasse et pêche contribuent sans doute à expliquer la moins grande surface vivrière cultivée par les exploitants de Zalengang, dont les hommes accordent moins de temps aux défrichements et à la recherche des boutures de plantain.

La récolte du vin de palme est également une activité répandue. Elle s'effectue après abattage du tronc, ce qui est une pratique désastreuse. Une grande quantité de la récolte est transformée en alcool, l'*araki* ou *ha*, qui remplace la bière dont l'approvisionnement n'est pas assuré. La distillation de l'alcool est effectuée par les femmes qui en tirent un petit revenu complémentaire.

L'efficacité du système agricole

Le vaste terroir d'Alen-Zalengang permet à la centaine de paysans qui l'exploitent de subsister largement. Les techniques extensives utilisées assurent une production suffisante en arachide et maïs, surabondante en manioc et en plantain. Les achats de vivres sont peu importants, la plupart des exploitations couvrent leurs besoins alimentaires. La production vivrière n'est pas stimulée par la commercialisation. Les seuls marchés de quelque intérêt, Sangmélima et Bengbis, sont distants de 98 et 20 kilomètres respectivement. Les occasions pour s'y rendre sont rares ; un seul car assure la ligne Sangmélima-Bengbis. Ainsi, la récolte des champs est rarement totale et une partie pourrit sur pied.

La situation est à peu près la même pour les plantations. Si l'on exclut les jeunes cacaoyers improductifs et si l'on table sur un rendement moyen de 250 kg/ha, les plantations devraient produire, au minimum, 470 kg par exploitant. Lors de la campagne 1984-85, la production commercialisée n'était que de 120 kg par exploitant, en moyenne, soit quatre fois moins. Le rendement théorique était de 78 kg/ha, soit un revenu de 33 000 F par homme actif et 48 500 F par exploitation. Ces contre-performances sont d'abord dues à des problèmes techniques. L'entretien des cacaoyères est insuffisant, dans un milieu particulièrement humide, favorable aux maladies ; mais les planteurs ont été accaparés par l'extension de leurs plantations et n'ont pu apporter tous les soins nécessaires à leurs arbustes productifs. Dans le même village, et pendant la même campagne, un planteur « modèle » a obtenu un rendement de 265 kg/ha, dont 60 % de cacao de grade 1. Le problème tient donc essentiellement à des causes humaines. Le planteur ne récolte qu'une partie de sa cacaoyère, en fonction de ses stricts besoins : achat de tôles pour couvrir la maison, écolage des enfants, paiement de l'impôt, besoins qui varient largement d'une année à l'autre. Quant aux caféiers, ils ne sont pratiquement pas récoltés. En 1984, seuls trois exploitants ont commercialisé 310 kg, ce qui leur a néanmoins procuré un revenu individuel de 43 500 F, supérieur à leur revenu cacaoyer (35 000 F).

Les plantations ne sont considérées que comme une épargne sur pied, dans laquelle le paysan puise avec parcimonie. Encore plus que les cultures vivrières, elles en sont encore au stade de l'économie de cueillette. Celle-ci n'assure qu'un niveau de vie très moyen si l'on se réfère à la qualité de l'habitat, particulièrement médiocre : 42 % des maisons ont encore un toit de palmes.

Un terroir sous-utilisé

Le village d'Alen-Zalengang apparaît en définitive comme un village peu dynamique. Dans les 15 dernières années, il a perdu 14 exploitations. Les vieux chefs de famille décédés n'ont pas été remplacés. Le village s'est, en quelque sorte, rétracté autour d'une poignée d'exploitations tenues par des hommes relativement jeunes (46 ans en moyenne), fils aînés ayant récupéré l'héritage du père. D'autres sont des cadets exploitant la ferme en l'absence de leur frère aîné retenu en ville par un emploi qualifié et donc rémunérateur. Dans les deux cas, les plus jeunes frères se considèrent comme « chômeurs » au village, même s'ils participent aux travaux agricoles. Célibataires, ils attendent l'occasion de gagner de l'argent pour fonder un foyer et faire valoir leurs droits face à leurs aînés.

Les femmes ressentent plus que les hommes les effets de l'enclavement du village, pourtant situé au bord d'une des meilleures routes de la région. Les migrations scolaires vers les écoles secondaires (Bengbis, Sangmélima ou Yaoundé) favorisent l'exode des jeunes filles qui ne reviennent plus au village. L'absence de marché proche pour écouler les surplus vivriers constitue un manque à gagner pour les femmes restées au village, veuves ou épouses (généralement plus âgées que les hommes : 44 ans en moyenne contre 36 ans).

Les exploitations se spécialisent délibérément dans le cacao ; les superficies en café ne s'accroissent plus. L'extension rapide des superficies (on a planté autant de cacaoyers entre 1980 et 1985 qu'entre 1950 et 1980) est sans doute due à l'action de la Sodecao (Société de développement du cacao) qui a dispensé largement plants améliorés, produits phytosanitaires, encadrement technique rapproché. Mais le niveau de rendement des cacaoyères en production laisse planer un doute sur l'avenir de ces nouvelles plantations. Seront-elles aussi des plantations-épargnes, des plantations pour la cueillette ou servent-elles seulement à démarquer les propriétés foncières ? Car, en fait, la question foncière est toujours présente, malgré l'abondance actuelle des terres ; elle est particulièrement sensible chez les gens de Zalengang, « hôtes » du village d'Alen. Le principe de l'inaliénabilité des terres est encore valable et aucune vente n'a été enregistrée. Mais ce principe a déjà subi un premier accroc. Le plus gros planteur du village (un Maka), venu s'installer à Zalengang en 1965, a fait borner et immatriculer les terres que lui avait attribuées le chef d'Alen. Il s'agit là d'une première rupture de la solidarité foncière traditionnelle qui ne manque pas d'inquiéter les anciens.

Pour l'instant, la grande majorité des terres ne peuvent être exploitées compte tenu de la faible population du village et des dimensions du terroir. L'espace régulièrement cultivé se situe de part et d'autre de la route et ne dépasse pas 2 000 mètres (3/4 d'heure de marche) de chaque côté. En 1972, 82 % des parcelles se situaient à plus de 800 mètres des habitations ; en 1985, seules, 42 % sont situées au-delà de cette distance. Ainsi les champs vivriers « tournent » sur une surface plus restreinte, pouvant néanmoins assurer une jachère de 10 ans au moins. Mais certaines femmes âgées n'ayant pu disposer de la main-d'œuvre masculine pour défricher des jachères anciennes cultivent sur des jachères de 3 à 4 ans seulement. D'autre part, et pour les mêmes raisons, on assiste à un abandon progressif de l'*esep ngon*, pratiqué en début de rotation sur défrichement, en grande forêt ou sur jachère ancienne. Les femmes concentrent désormais leurs travaux sur les champs d'arachide, moins exigeants en travail, d'autant que l'eupatoire n'est pas ici encore très répandue, grâce à un couvert arboré assez dense.

Bilan : inertie et évolution des systèmes agricoles forestiers

Les deux exemples observés permettent de dégager certains traits d'ordre général. Les systèmes agricoles forestiers sont en pleine évolution. Celle-ci a commencé avec l'introduction du cacao et se poursuit actuellement sous le coup de contraintes dont l'émigration masculine et féminine constitue la plus forte.

On assiste ainsi à une simplification des rotations culturales par abandon progressif des champs de *ngon* et d'ignames, remplacés tous deux par des champs d'arachide. Le *ngon* est remplacé par d'autres cucurbitacées qui, avec l'igname, entrent dans l'association avec l'arachide. La disparition des champs de *ngon* et d'igname correspond soit à une raréfaction des terres, avec raccourcissement des jachères, soit à un manque de main-d'œuvre masculine pour les gros travaux de défrichement, les hommes étant accaparés par leurs plantations ou la recherche d'un travail en ville. Le champ d'arachide est cultivé, dans la majorité des cas, par des femmes ; il ne nécessite pas une jachère longue et la variété des plantes qu'il porte assure, bon an mal an, la satisfaction des besoins alimentaires de base. Mais la culture de l'arachide a des inconvénients : elle demande un nettoyage poussé du champ, qui favorise les phénomènes d'érosion, et représente une forte somme de travail pour des rendements inférieurs à ce qu'ils sont en zone de savane. Néanmoins, la tendance à l'uniformisation des systèmes agricoles autour du champ d'arachide, pratiqué aux deux saisons, est forte. Dans la Lékié, un stade ultime semble atteint avec l'abandon fréquent de la parcelle de 2e saison, jugée inutile par son faible rendement.

Si la division sexuelle des tâches est encore bien nette, on assiste, là aussi, à une certaine évolution. L'homme avait déjà abandonné la culture de l'igname pratiquée désormais par les femmes dans leurs champs d'arachide, mais aux dépens des façons culturales (buttes moins hautes ou abandonnées), des superficies et de la densité des semis. Ainsi, actuellement, la production vivrière dépend uniquement du travail féminin, d'où l'importance écrasante de l'arachide et du manioc dans les surfaces cultivées comme dans l'alimentation. Par contre, certains hommes, encore peu nombreux, cultivent des champs d'arachide, de maïs, soit par nécessité, soit par spéculation.

Participant déjà à la récolte du cacao, des femmes deviennent peu à peu des exploitantes à part entière. Elles héritent de plantations dont elles assurent l'entretien, la récolte et la commercialisation par travailleurs interposés. Les bénéfices sont consacrés à l'écolage ou aux soins des enfants. Peut-être convient-il de voir là une compensation à l'insuffisance des revenus procurés par les cultures vivrières.

Face à ces évolutions, certaines constantes : le cacao reste la principale culture de plantation, son importance tendant à se renforcer vis-à-vis du café qui demande trop de soins. Les superficies cacaoyères ne reculent pas devant les superficies vivrières. Tout au plus,peut-on enregistrer localement une certaine stagnation. D'ailleurs en l'état actuel des choses, le cacao ne peut pas reculer, puisqu'il assure encore l'essentiel des revenus monétaires des familles. Il constitue aussi l'assurance-retraite des migrants, leur permettant de se réinsérer dans le village. En outre, de par sa pérennité (plus de 40 ans), il joue un rôle foncier fondamental, surtout dans les zones les plus peuplées, comme marqueur des propriétés familiales. C'est ainsi que les planteurs ne procèdent jamais à l'arrachage de leurs vieux plants, mais préfèrent « redensifier » leurs vieilles cacaoyères avec de nouveaux arbustes, ou en créer de nouvelles, en laissant les vieux cacaoyers dans la « brousse », ceux-ci continuant néanmoins à maintenir les droits fonciers de leurs exploitants. Selon les lieux, l'exploitation des cacaoyers varie sensiblement. On passe d'une culture assez intensive (Lékié) à la simple cueillette. Tout dépend des besoins familiaux, du niveau de la production vivrière, et des possibilités de gains annexes (chasse ou pêche).

Les cultures vivrières sont toujours pratiquées dans le but d'assurer en priorité la subsistance de la famille. Encore celle-ci n'est-elle parfois assurée que de justesse, comme dans la Lékié. Même à Yemesoa, le rendement moyen de la cacaoyère ne permet d'acheter qu'une part des besoins alimentaires familiaux. L'autosuffisance alimentaire des exploitations est menacée. La commercialisation des vivres dépend de l'existence de surplus, mais aussi des besoins monétaires des femmes qui, sans autre apport financier, peuvent être tentées de vendre une part trop forte de la production aux dépens de la consommation familiale. Avec le niveau de la production, l'enclavement, qui dépend de l'état des pistes et de la proximité d'un marché, est un des principaux facteurs limitatifs de la commercialisation des vivres. Seul, un réseau routier bien ramifié et bien entretenu peut garantir un bon écoulement des produits, tout en évitant la surexploitation des villages situés le long des grands axes routiers.

Quand la terre est disponible, le système agricole actuellement pratiqué fournit la meilleure production et le meilleur revenu par unité de temps. La pression foncière contraint à priori le paysan à valoriser la production par unité de surface. À Yemesoa, cas limite, cette tendance est nette pour le cacao, beaucoup moins pour les cultures vivrières. Dans ce village, alors qu'il y a urgence, aucune solution n'a été trouvée pour accroître les rendements, encore moins pour changer de mode de culture : pas d'engrais, pas d'insecticides, pas de lutte contre l'érosion des sols, pas de jardins dignes de ce nom, pas de cultures de bas-fonds (*elobi*). Les quelques essais d'amélioration tentés dans les années 1970 (cultures pures de maïs, de bananes, maraîchage, petit élevage) n'ont eu qu'une existence éphémère et aucun impact durable sur les pratiques culturales et l'économie villageoise. On assiste, notamment dans la Lékié, à un lent appauvrissement du système cultural traditionnel (assez net au niveau des plantes cultivées : plus de voandzou, de *ngon*, de moins en moins d'ignames, de taro). À Yemesoa, le système survit grâce à une légère décompression de la charge humaine sur le terroir. Mais cette auto-régulation n'est qu'un palliatif qui ne fait que repousser le recours à des solutions véritables.

L'inertie qu'oppose le système agricole traditionnel ou pseudo-traditionnel au changement des méthodes culturales trouve sa source dans un ensemble de causes dont certaines peuvent être dégagées. À Yemesoa, les procédés techniques employés pour lutter contre les maladies des plantes et les bas rendements n'ont pas toujours été probants. Leur adoption par le paysan dépend de leur efficacité et leur emploi ne doit pas entraîner une charge de travail supplémentaire. L'utilisation rationnelle d'insecticides et d'engrais est jugée contraignante, d'autant plus qu'il faut les acheter ; les femmes n'ont pas l'habitude d'investir pour améliorer leurs cultures. L'abandon des cultures associées au profit des cultures pures, thème de développement fréquent, rencontre chez les femmes une opposition très ferme. La pratique des parcelles de culture pure dont la production est destinée à la vente présente selon elles de trop gros risques. Principales responsables de l'approvisionnement vivrier de la famille, elles sont attachées à la culture mixte qui tient mieux compte des conditions variées, et variables, du milieu (sols, pluviométrie), tout en assurant une production minimale, malgré les aléas. La sécheresse de 1983 qui provoqua, entre autres, une grave pénurie de plantain leur a donné raison.

Les problèmes fonciers sont au centre de tous les problèmes sociaux, soit qu'ils en soient la cause (comme à Yemesoa), soit qu'ils en soient la manifestation (comme à Alen). Dans les zones les plus peuplées, la raréfaction des terres est une incitation très forte au changement des méthodes culturales. Il s'agit là d'un obstacle que le paysan ne peut contourner autrement que par l'émigration. D'autre part, conséquence de la perte du contrôle foncier par les *ntol*, la tendance à l'individualisation des domaines avec, en perspective, l'appropriation des parcelles (avec titre foncier) peut être un facteur d'évolution. Le changement des rapports entre le paysan et « sa » terre peut déboucher sur un nouveau type d'exploitation et de cultures. Pour l'instant, la répartition des terres devient de plus en plus inégale. Il existe de gros propriétaires qui « prêtent » ou louent des parcelles à leurs voisins, d'autres qui se taillent de grandes propriétés dans les terroirs, par achat ou détournement de la coutume. Ces propriétaires fonciers, résidents ou absentéistes, sont généralement des éléments, sinon étrangers, du moins extérieurs au village (parents éloignés, migrants aisés retournant à la terre, fonctionnaires) disposant de capitaux issus d'activités non agricoles ou des aides fournies par l'État. Ces grands domaines font l'objet d'ores et déjà d'une exploitation plus moderne et plus productive, grâce à de gros investissements (main-d'œuvre salariée, emploi d'engrais, de semences sélectionnées). Leur réussite aura-t-elle un effet d'entraînement ou d'exemple sur les autres exploitations plus petites ?

Ces dernières tentent, malgré tout, de subsister et de s'adapter. Le processus d'atomisation, de parcellisation excessive des terres suite aux héritages semble s'être ralenti. La polygamie a diminué (il est difficile pour un jeune de réunir l'argent d'une dot) et du même coup le nombre de parts à la succession, déterminé par le nombre d'épouses. En outre, s'affirme de plus en plus la prééminence d'un seul héritier qui est le plus souvent (mais pas forcément) le fils aîné. Les cas d'indivision des terres entre frères mariés ne sont pas rares non plus, seuls les cacaoyers faisant alors l'objet d'un partage. Cependant, cette tendance implique la multiplication des conflits entre frères et, le plus souvent, l'éviction des cadets non mariés s'ils ne veulent pas servir de main-d'œuvre familiale peu ou pas rémunérée.

Les conflits sociaux, les problèmes économiques qui leur sont liés favorisent partout l'émigration. Elle est aussi forte à Alen-Zalengang qu'à Yemesoa et n'apparaît donc pas comme une réponse à la surcharge des terroirs. Il s'agit d'un phénomène fondamental dont les racines sont profondes. L'attrait du gain en ville, où l'on est le plus souvent chômeur, ne suffit pas à expliquer la mobilité. Dans la société bëti, celle-ci est plus un trait de société ; elle n'a pas été suscitée par la conquête coloniale qui n'a fait que transformer un type de mobilité collective en un type de mobilité individuelle. Ces sociétés rurales, autrefois semi-sédentaires, arbitrairement fixées depuis deux ou trois générations, ont conservé des réflexes de nomades ; l'individu a tendance à régler tous ses problèmes par la mobilité. Cela se traduit par une grande instabilité des villageois ; combien d'hommes disparus, partis on ne sait où, vivant temporairement dans un autre village pour se faire « soigner », voire en prison ? combien de femmes « en fuite » ou en « vagabondage » ? Plus que d'émigration, il s'agit là d'une turbulence qui a les mêmes effets sur l'agriculture, en la privant notamment de ses éléments les plus jeunes. Cette mobilité intrinsèque, fruit d'une sédentarisation récente, est entretenue par le caractère essentiellement conflictuel de la société bëti, où la tension est permanente entre aînés et cadets, pères et fils, hommes et femmes, l'individu et sa famille. Plus que des considérations sociologiques théoriques, ce sont là des réalités très concrètes dont toute intervention dans le milieu agricole doit tenir compte.

L'émigration est actuellement très forte et il est difficilement imaginable qu'elle puisse encore augmenter. Mais les campagnes ne sont pas menacées de désertification ou de « gabonisation » , tant que le projet des migrants et d'une grande part des populations urbaines restera le retour au village, au moment de la retraite. D'autant que dans la plupart des cas, la vie, ou la survie, est toujours garantie par la production agricole assurée par un parent resté au village. En outre, les terres abandonnées retourneraient inévitablement au lignage, auprès duquel il serait difficile de les récupérer par la suite. Seule la présence, et surtout la mise en exploitation, garantit la validité des droits d'usage.

Conclusion : revitaliser les terroirs

Cependant, les villages du Sud-Cameroun ne peuvent rester ce qu'ils sont actuellement, c'est-à-dire des villages de retraités ou des réservoirs de main-d'œuvre pour la ville. Malgré la persistance d'une économie de cueillette ou de subsistance, les terroirs assurent, en plus, une notable partie de l'approvisionnement vivrier de Yaoundé. Mais, jusqu'ici, les relations ville-campagne se sont faites à sens unique. Les campagnes fournissent vivres et jeunes gens, sans rien recevoir en échange, excepté un réseau routier insuffisant, un encadrement agricole peu efficace, faute de crédits, ou trop sectoriel. Dans son propre intérêt, la « ville », c'est-à-dire les pouvoirs publics, devrait consentir de plus gros efforts pour libérer les potentialités des terroirs, en développant avant tout les cultures vivrières. Jusqu'à présent, l'autosuffisance alimentaire a été assurée par les terroirs, plus que par des projets de développement lourds, coûteux et aux résultats toujours incertains. Pour aider les terroirs à s'adapter, il convient, avant tout, de prendre en compte les facteurs essentiels des systèmes agricoles qui sont : les techniques employées, la main-d'œuvre disponible, la division sexuelle des tâches et du contrôle des ressources, le niveau des prix. Ces facteurs, étroitement liés, sont constamment réinterprétés par les paysans pour établir leurs stratégies.

Indications bibliographiques

Gabaix (J.), 1965.— *Le niveau de vie des populations de la zone cacaoyère du Centre-Cameroun. Enquête 1964-65.* Yaoundé, Dir. de la Stat., Paris, Sedes.

Leplaideur (A.), 1978.— *Les travaux agricoles chez les paysans du Centre-Sud-Cameroun.* Paris, Irat, 140 p. + ann.

Leplaideur (A.) 1985.— *Les systèmes agricoles en zone forestière : Les paysans du Centre et du Sud-Cameroun.* Paris, Cirad-Irat, 615 p. *multigr.*

Marticou (H.), 1963.— *Les structures agricoles du Centre-Cameroun.* Yaoundé, Secr. du Dév. rural, Chambre d'Agr., d'Élev. et des Forêts, 67 p.

Masseyeff (R.), Cambon (A.), Bergeret (B.), 1958.— *Le groupement d'Evodoula (Cameroun). Étude de l'alimentation.* Paris, Orstom, Doc. du Conseil sup. des Rech. sociol. Outre-Mer, 61 p.

Ongla (J.), 1973.— *Étude économique de la production vivrière dans la zone d'intervention de Yemesoa.* Yaoundé, Ec. féd. d'Agriculture, 106 p. *multigr.*

Tchala Abina (F.), 1973.— *Contribution à une expérience de vulgarisation agricole : Yemesoa.* Yaoundé, Ec. nat. sup. Agron., Ét. techn. n° 1, 328 p.

Weber (J.), 1974.— Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud camerounais. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, vol. 14, n° 2 : 113-141.

Wenezoui (L.), 1979.— *L'évolution d'une communauté eton, dans un village proche de Yaoundé : Nkongmessa.* Thèse, 2 tomes, Paris.

Westphal (E.), 1981.— L'agriculture autochtone du Cameroun. Wageningen Univ., *Miscellaneous papers* 20, 164 p.

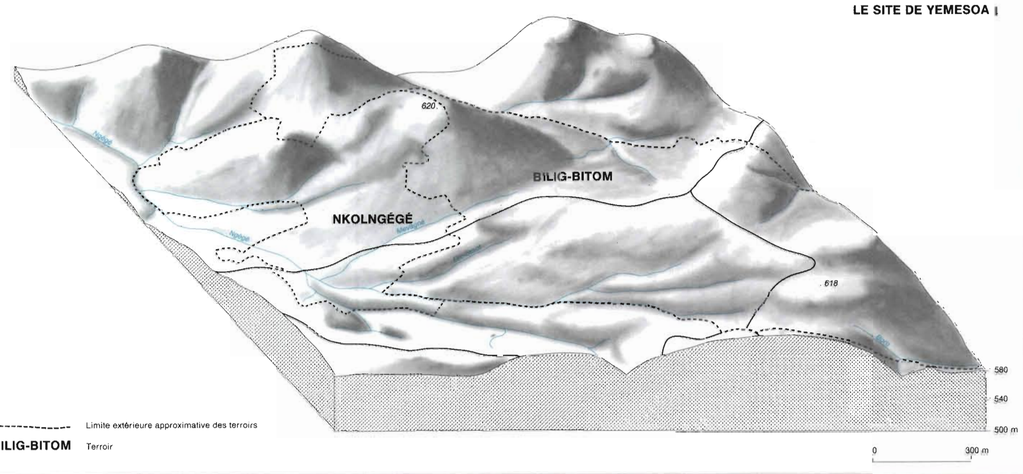
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

UN TERROIR DU « PAYS » ETON : YEMESOA I

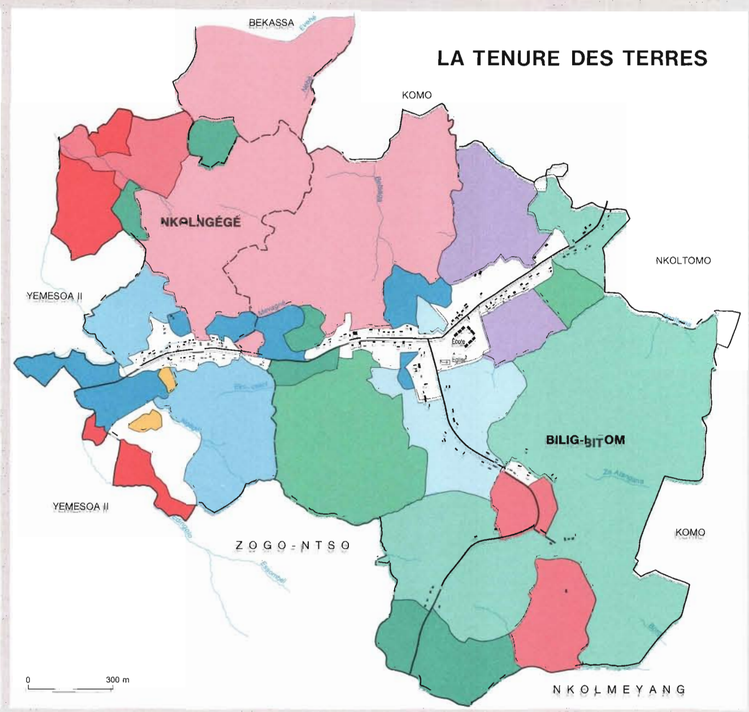
C. SANTOIR

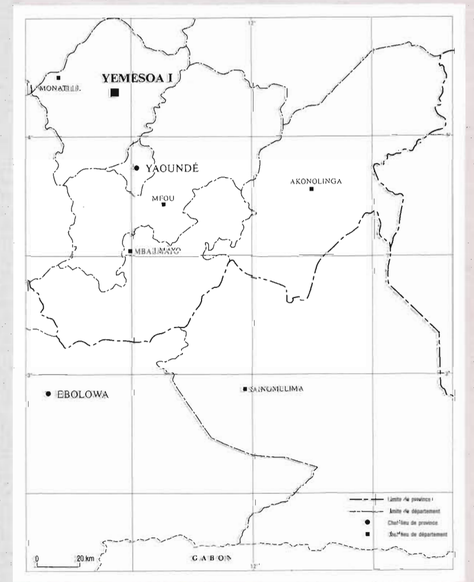
LE SITE DE YEMESOA I



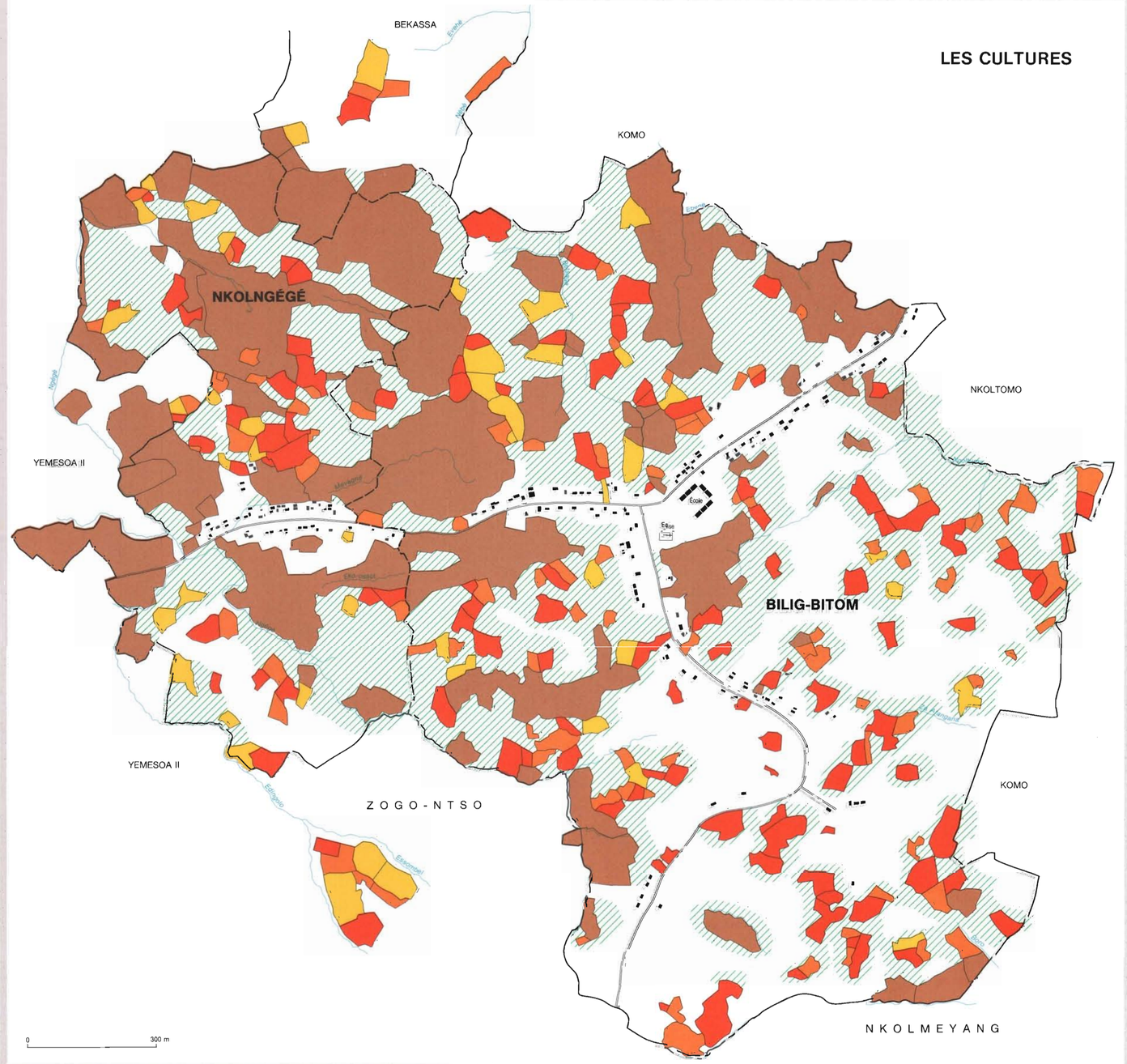
LA RÉPARTITION COUTUMIÈRE DES TERRES

LA TENURE DES TERRES





LES CULTURES



Limite extérieure approximative des terroirs

Limite entre les terroirs

BILIG-BITOM Terroir

ZOGO-NTSO Hameau

NKOLTOMO Village

Maisons

Rivière

CULTURES VIVRIÈRES

1re saison 1985 (de mars à juillet)

arachides, maïs, macabo, manioc, concombre, igname

2e saison 1984 (de août à décembre)

plantain, manioc, macabo

1re saison 1984 (de mars à juillet)

plantain, manioc

PLANTATIONS

Cacao

JACHÈRE

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE · C. VALTON

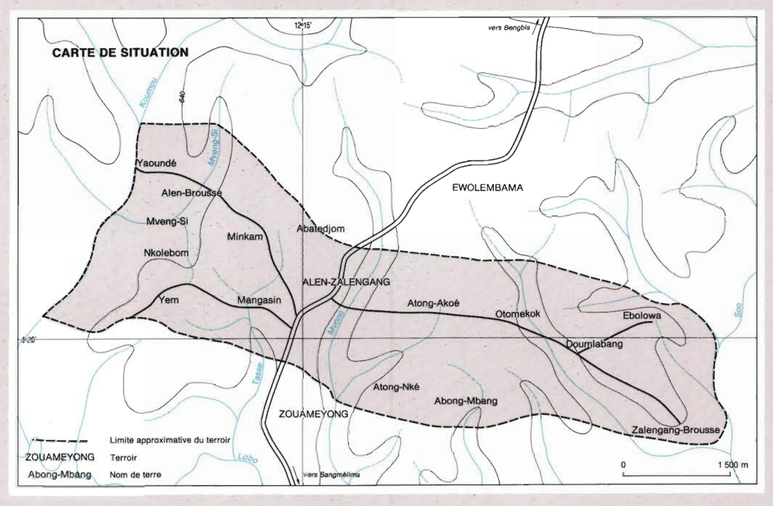
IMPACT GRAPHIC • 45 03 14 50 • FRANCE

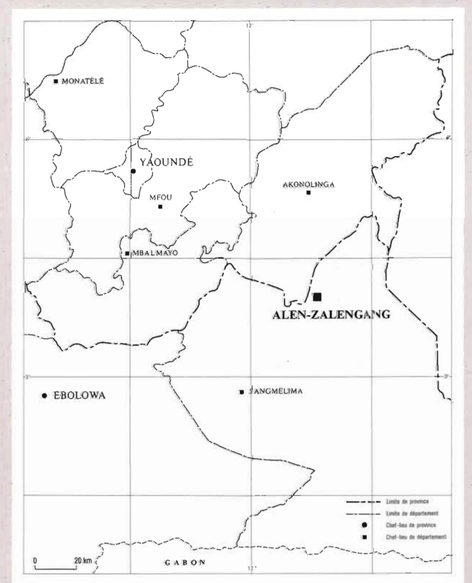
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
MRST
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

UN TERROIR DU « PAYS » BULU : ALEN-ZALENGANG

C. SANTOIR





LA RÉPARTITION COUTUMIÈRE DES TERRES

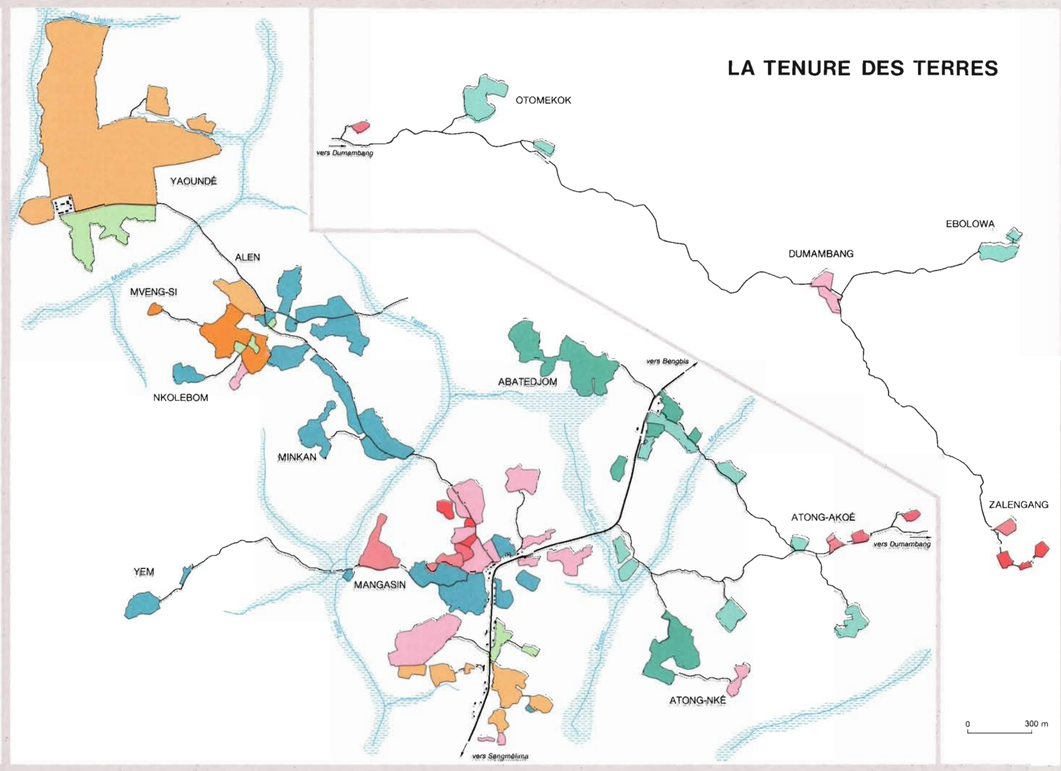
ALEN

- Ze Mintsene
- Akamba Edomba
- Mbala Emana
- Ebianga Nsimi
- Bissas (Maka)

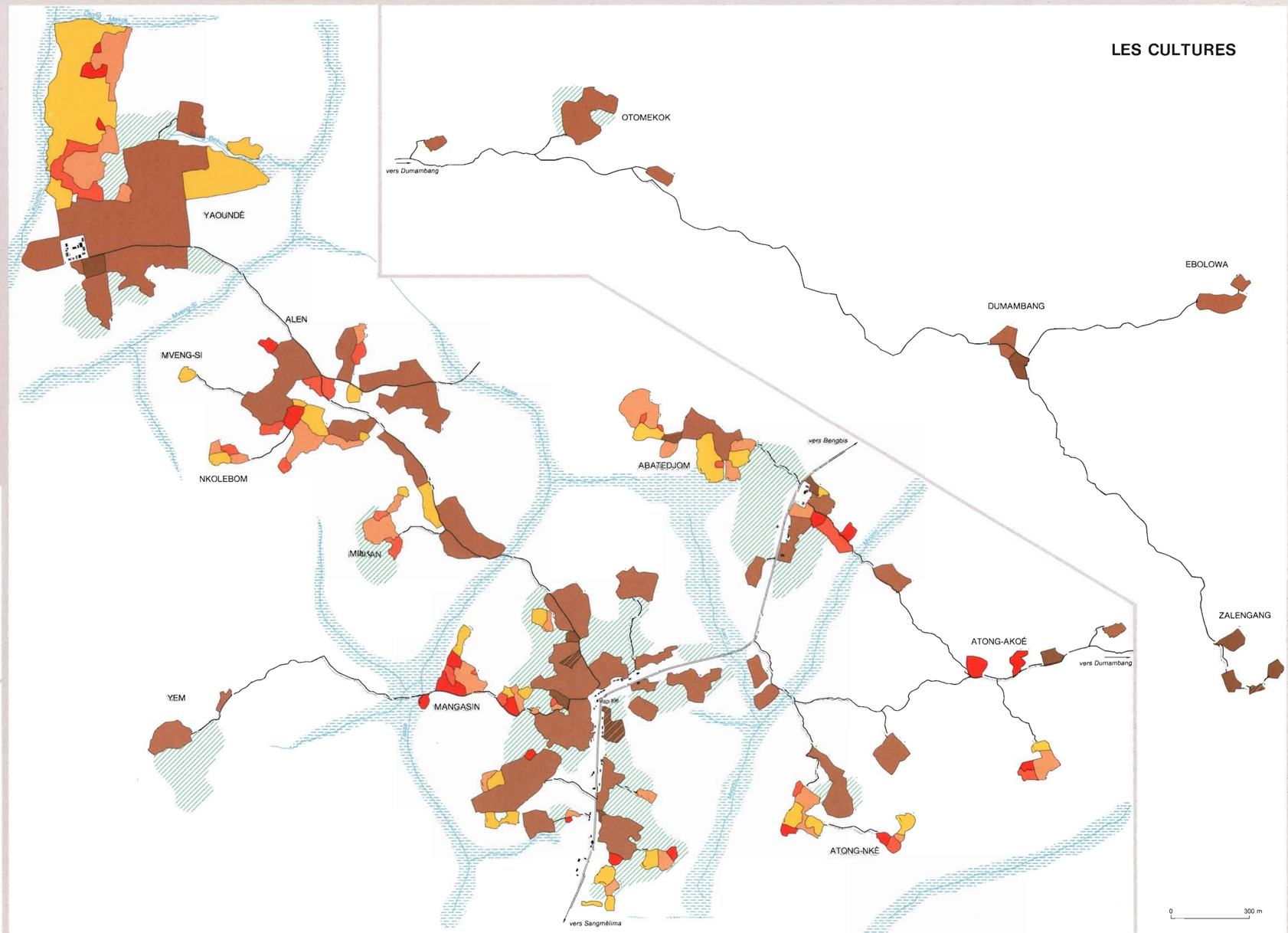
ZALENGANG

- Yasos
- Maka Aso
- Ze Aso
- Nko Aso
- Kini Biwole (Maka)

LA TENURE DES TERRES



LES CULTURES



- Route principale
- Sentier
- Maisons
- YAOUNDÉ — Nom de terre
- Ruisseau
- Zone marécageuse

CULTURES VIVRIÈRES

2e saison 1985 (de août à décembre)

- arachides, macabo, manioc, plantain

1re saison 1985 (de mars à juillet)

- arachides ou concombres, maïs, plantain, manioc, macabo, cannes à sucre, légumes

Champs cultivés les années précédentes (avec plantes dominantes en 1985)

- macabo, manioc, plantain (1984)
- manioc, plantain (1983)

PLANTATIONS

- Cacao
- Café
- Cacao et café
- Plantation abandonnée

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - C. VALTON

IMPACT GRAPHIC • 43 05 16 50 • FRANCE

LES CULTURES VIVRIÈRES

Christian SANTOIR

L'élaboration de la carte

De nombreux documents traitent, à tous les niveaux, de la production agricole et de sa répartition. Les rapports annuels de ministère de l'Agriculture fournissent l'état de chaque culture (superficie occupée, production estimée) par département. Ces statistiques existent également au niveau de l'arrondissement, où la Délégation d'agriculture collecte les informations émanant des divers moniteurs et chefs de poste agricole. Ceux-ci donnent pour les villages de leur ressort des estimations sur la totalité des productions agricoles, en plus de commentaires sur la situation d'ensemble.

Malgré leur précision apparente, les informations fournies par ces documents sont difficilement exploitables. Les « estimations » concernant les superficies et les productions ne sont souvent que des extrapolations de statistiques anciennes obtenues par des moyens incertains. Délégués et moniteurs agricoles ne disposent pas, le plus souvent, des moyens matériels et humains pour mener à bien de véritables enquêtes par sondage. Leur attention est en outre accaparée par la production cacaoyère qui reste l'objectif prioritaire. Il s'agit donc là d'une information très inégale selon les endroits et très sujette à caution. Finalement, les rapports des services de l'Agriculture donnent une information plus qualitative que quantitative. Par contre, l'aide des délégués d'arrondissements et des moniteurs a été particulièrement précieuse lors du contrôle des cartes sur le terrain. L'essentiel de l'appareil statistique exploité provient, en définitive, des grandes enquêtes agricoles nationales effectuées en 1963, 1973 et 1985. Notons, tout d'abord, qu'au moment de l'achèvement des cartes, cette dernière enquête n'était pas encore dépouillée.

Malgré certaines imperfections, dues principalement à leur vaste envergure, ces enquêtes fournissent une information homogène, sur un échantillon de villages relativement large. Leurs objectifs principaux sont d'étudier la structure des exploitations agricoles, d'estimer les superficies cultivées, d'évaluer la population agricole, de déterminer les superficies défrichées annuellement et de préciser l'âge de la cacaoyère. Toutes les productions agricoles sont prises en compte, y compris les arbres fruitiers. L'analyse des dossiers d'enquête permet d'éliminer certaines erreurs ou manquants, passés au travers du contrôle. À ce propos, l'enquête de 1963 apparaît plus précise et plus rigoureuse que celle de 1973.

Le recours à plusieurs enquêtes s'échelonnant dans le temps n'a pas interféré sur la qualité de l'information reproduite sur les cartes, notre but n'étant pas de fournir une information économique soumise à des fluctuations conjoncturelles. La date des enquêtes importait peu, dans la mesure où nous voulions montrer, au contraire, les grandes constantes de la production agricole, par région, ainsi que les zones de culture. Il est, en outre, raisonnable de penser que les choix effectués par les divers groupes humains en matière de cultures vivrières n'ont pas beaucoup changé en une vingtaine d'années. Les cultures vivrières peuvent être représentées de différentes manières sur les cartes, comme on peut l'observer sur d'autres atlas. Ainsi, on peut choisir d'indiquer seulement la présence ou l'absence de chaque culture, au niveau régional ou microrégional. Ce procédé peut être affiné en indiquant le degré d'occupation du sol par chaque plante. On peut également représenter la production agricole, culture par culture, au moyen de signes proportionnels, placés sur un groupe de villages.

Pour cette planche, nous n'avons eu recours à aucun de ces procédés, utilisés ailleurs avec des résultats divers. L'information disponible, et notamment celle fournie par les enquêtes agricoles lourdes, a guidé notre choix.

Le recours aux chiffres de production était impossible, ces enquêtes ne tenant pas compte d'un tel critère. Les estimations élaborées par les services de l'Agriculture sont trop approximatives, car elles ne sont pas basées sur des pesées régulières, effectuées lors des deux saisons agricoles. Par contre, nous pouvions déterminer l'importance de chaque culture, en calculant le nombre de pieds par habitant. Cette unité peut sans doute apparaître mal adaptée à une culture à semis dense comme l'arachide. Habituellement, l'unité de mesure employée pour déterminer la part occupée par chaque espèce est l'hectare cultivé. Mais dans le Sud-Cameroun, comme dans toute zone forestière, l'extrême imbrication des cultures sur un même champ, la rareté des cultures pures rendent très difficile, voire quelque peu artificiel, ce genre d'estimation.

Le densité des semis varie selon le milieu (climat, sols), les pratiques culturales, la superficie de la parcelle, l'importance de la famille, la destination de la production, les habitudes alimentaires... Les chiffres fournis ne donnent donc que des ordres de grandeur.

Les enquêtes agricoles nationales sont des enquêtes par sondage concernant un échantillon de villages (entre 200 et 300) tirés au sort dans chaque arrondissement. Dans les villages retenus, les enquêtes portent sur quelques exploitations qui ne sont, en fait, le plus souvent, que des ménages. Pour chaque ménage sont déterminés, entre autres, la population, le nombre de parcelles cultivées, leur superficie, les espèces qu'elles portent ; dans tous les champs, des carrés de densité permettent de connaître le nombre de plants cultivés pour chaque espèce.

Les résultats publiés sous forme synthétique, par département, n'ont été d'aucune utilité ; il a fallu avoir recours aux dossiers d'enquête, pour calculer au niveau de l'exploitation, puis du village, le nombre de plants cultivés par espèce et par habitant. Une fois ce travail effectué, on disposait pour chaque culture d'un semis de 200 à 300 points d'observation, regroupant un millier de valeurs environ, pour chaque plante cultivée.

À partir de ces données brutes, il fallait essayer d'obtenir une information spatialement homogène. Il convenait de dépasser une stratification purement statistique, inutilisable sur les cartes, en confrontant l'information ainsi obtenue avec les données du milieu physique (couvert végétal, aptitude des sols...) et, surtout, du milieu humain (densité et répartition de la population, mode d'exploitation, habitudes alimentaires, variables d'un groupe à l'autre). Après plusieurs tâtonnements, pour déterminer des zones physiquement et humainement « homogènes », il est apparu que le canevas de base fourni par les arrondissements était suffisant. Il a, en effet, l'avantage de respecter d'assez près les grandes lignes de partage structurant la région concernée, au demeurant peu différenciée, surtout au niveau physique (contact forêt-savane, limites ethniques, noyaux de densité...), comme le montrent d'ailleurs les autres cartes de cet atlas.

Les données des exploitations enquêtées ont donc été attribuées à l'ensemble de l'arrondissement de résidence, celui-ci étant considéré comme une zone homogène. Les valeurs par habitant ainsi calculées ont été regroupées en 4 ou 6 classes, selon l'écart observé entre les valeurs extrêmes pondérées. Les limites de classes varient d'une espèce à l'autre ; en effet, le nombre de pieds cultivés par habitant diffère grandement selon qu'il s'agit d'arachide ou d'igname.

Enfin, l'échelle de 1/1 500 000 a été retenue après plusieurs essais, comme correspondant le mieux au degré de précision de l'information, tout en permettant un bon niveau de lisibilité.

Le but principal de cette planche est de montrer la répartition géographique des principales plantes cultivées de la façon la plus claire possible. Il ne saurait s'agir ici de fournir une information économique (production par culture et par zone) dans la mesure où l'information disponible est encore trop imprécise et très peu fiable. On s'est donc efforcé, dans un premier temps, de localiser à l'aide des documents qui paraissaient les plus sûrs les principales cultures villageoises constituant la base de l'alimentation des gens qui les pratiquent. D'autres plantes « secondaires », comme les cucurbitacées, la canne à sucre, malgré leur importance dans les régimes alimentaires, n'ont pu être cartographiées, l'information les concernant étant insuffisante. Néanmoins, la planche des cultures vivrières de base donne un aperçu de la consommation locale, de la place tenue par chaque plante dans les cycles culturaux, ainsi qu'une approche de l'économie régionale.

La géographie des principales cultures

L'arachide

Arachis hypogea (*owondo* : Bënë, Ewondo, Bulu ; *owono* : Eton ; *wund* : Kõzime, Maka ; *ossobo* : Yambasa).

Cette plante est actuellement une des plus importantes cultures vivrières et commerciales du Sud-Cameroun ; elle est en constante progression. Les départements de la Lékié, du Nyong et So, l'est de la Méfou sont les zones de culture les plus importantes, avec également le nord du Dja et Lobo. Il s'agit d'une culture « traditionnelle » des populations bëti, surtout bënë et ewondo, qui la transmirent aux Bulu. Dans l'Est, bien qu'elle fasse l'objet d'une grande consommation chez les Maka, l'arachide est d'introduction plus récente. Ailleurs sa culture est surtout importante dans la partie septentrionale de la zone étudiée, notamment dans les savanes d'outre-Sanaga (Mbam, Haute-Sanaga), d'où sont issus la plupart des groupes humains de la forêt.

Les Bëti, dans leur migration vers le sud, incorporèrent peu à peu le cycle de leurs champs de savanes, plantés en arachide et igname, dans le cycle forestier où dominent féculents et cucurbitacées (*ngon*). Cette introduction eut pour conséquence d'étendre et d'intensifier les défrichements ; l'arachide exige, en effet, l'abattage des arbres et un nettoyage complet des sols, par brûlis. Les rendements étant inférieurs en forêt, l'arachide fut ensuite cultivée lors des deux saisons agricoles, mais surtout lors de la première. Au nord de Yaoundé, notamment en pays mangisa, l'arachide était autrefois cultivée sur buttes et billons, comme dans la savane. De très nombreuses variétés sont connues chez les Bëti, comme chez les Bulu (Eton : *ngon mesiksa, mpumu, edijiba, nteme, ongege, bongola, minkomo...* ; Bulu : *ngon emañ, zaman, siksa, nylon, minso bekono...*) ; elles se distinguent par la durée de leur cycle, le port plus ou moins rampant, la couleur et la forme de leur graine. À côté de variétés anciennes, tardives, on compte un grand nombre de variétés récentes à cycle court, introduites par les colonisateurs, comme l'indiquent leurs noms (nylon, zaman, siksa...).

Plantée de façon dense (60 000 à 100 000 pieds par hectare en moyenne), l'arachide a un rendement moyen oscillant entre 400 et 700 kilos par hectare ; mais elle est très sensible à la pente, au type de sol et surtout à la qualité des sarclages. Les maladies comme la rosette, fréquente en saison pluvieuse, font aussi baisser fortement les rendements.

Cette plante qui se conserve dans les cuisines, à proximité des foyers, dans des paniers d'osier à encolure étroite, constitue la base de nombreuses préparations culinaires, ainsi que le fond de toutes les sauces. En dehors de sa place dans l'alimentation, elle fait l'objet d'un commerce important favorisé par une forte demande émanant des villes ; elle représente ainsi la principale ressource monétaire des paysannes.

Le maïs

Zea mays (*fon* : Bënë, Bulu, Ewondo ; *mbas* : Eton ; *mbaa* : Bafia ; *fuand* : Maka, Kõzime ; *mbua* : Basaa).

Seule graminée cultivée en forêt, le maïs a une aire d'extension comparable à celle de l'arachide à laquelle il est souvent associé dans le premier cycle cultural. Sa culture apparaît surtout importante dans le nord de la zone étudiée, le long du contact forêt-savane, ainsi qu'en pays bënë et ewondo.

Introduite en Afrique par les Portugais à partir de la côte du Gabon, cette plante est connue depuis très longtemps des populations de la forêt. Des groupes anciennement installés au sud de la Sanaga, comme les Ngoe, pratiquaient cette culture, qu'ils auraient transmise aux Bëti, selon la tradition. Mais au XIX^{e} siècle, le maïs tenait une place importante dans l'Adamawa, au nord de la Sanaga. La bière de maïs est une boisson traditionnelle chez les Yambasa et les Vute, alors qu'elle n'est que de consommation récente, voire inconnue, en forêt. En pays maka, le maïs ne prend quelque importance que chez les Ebesep, au nord du Nyong. Ainsi, dans le Sud-Cameroun, sans éliminer une diffusion ancienne à partir de la côte, l'extension du maïs pourrait s'être effectuée également par le nord, à partir de deux axes : Bafia-Eton-Basaa et Vute-Kaka-Maka-Ewondo-Ngumba. La carte ne contredit pas cette hypothèse et semble, au contraire, la confirmer partiellement.

Le maïs est une plante très sensible à la fertilité des sols et exigeante en eau. Il s'associe facilement avec l'arachide, l'igname ou les cucurbitacées. Les cendres des brûlis ont un effet remarquable sur sa croissance ; en outre, il demande peu de soins (le paysan ne pratique aucun buttage, ni démariage). Destiné à la vente, le maïs est parfois une culture pure chez les Basaa, les Maka et les Eton (ex. : à Okola, champs *lessan le mbas*, pratiquée dans les bas-fonds, en saison sèche).

L'igname

Dioscorea (*ekodo* : Ewondo ; *djo* : Eton ; *andia* : Bulu ; *go* : Basaa ; *befuak* : Maka ; *enyum* : Sanaga).

Comme l'arachide, l'igname est une culture propre aux populations bëti, mais aussi fañ, ce qui est d'ailleurs un indice de leur origine étrangère. L'expansion de l'igname dans la zone étudiée se serait faite à partir des savanes au nord de la Sanaga ; cette plante alimentait autrefois les circuits commerciaux existant entre Yambasa, Eton, Ewondo et Basaa, chez lesquels elle n'était considérée que comme une nourriture de « primitifs ». La diffusion à partir du nord-ouest apparaît confirmée par la carte, qui montre assez nettement, un gradient décroissant du nord-ouest au sud-est.

L'igname se cultive de préférence sur des terres meubles, légères, bien drainées, situées à proximité des marigots ou dans les vallées alluvionnaires des grands fleuves, comme la Sanaga. Son aire d'extension appartient plus à la zone guinéenne qu'à la zone purement forestière. De par le type de terrain exigé, la méthode de culture, la longueur de la jachère, l'igname s'apparente aux cultures de savane ou de bordure forestière.

Bien qu'elle conserve un rôle important dans le Mbam, la Lékié, entre la Sanaga et Yaoundé, l'igname était autrefois une culture plus largement pratiquée. Les hommes, surtout dans la zone du contact forêt-savane, plantaient l'igname sur de grandes parcelles, parfois en culture pure, les buttes étant alors alignées selon les espèces.

À l'heure actuelle, l'igname est plantée en bordure des champs d'arachide, sur des superficies restreintes. Elle fait partie du premier cycle cultural, surtout dans la province du Centre et le Nyong et Kéllé. Toutes les façons culturales : buttage, tuteurage sont désormais à la charge des femmes ; l'apparition de la culture cacaoyère, le déclin de la polygamie ont contribué au recul de cette culture difficile, qui a, en outre, le désavantage d'épuiser le sol.

Il existe de nombreuses variétés d'igname, à chair rouge ou blanche, au cycle plus ou moins long. Dans le Sud-Cameroun, les variétés les plus communément plantées sont : *D. alata, D. bulbifera, D. cayensis, D. dumetorum, D. rotundata*... Certaines variétés sauvages sont toxiques. Contrairement aux autres tubercules, l'igname peut être stockée, soit sur les champs, soit, le plus souvent, au village. Elle est devenue désormais une denrée chère, qui est remplacée partiellement par le manioc.

Le macabo

Xanthosoma sagitifolium (*akaba* : Bënë, Ewondo ; *ekaba* : Bulu ; *ebanga* : Eton ; *makap* : Yambasa ; *makaka* : Maka).

Le macabo est l'aliment féculent de base des régions forestières humides. Pourtant sa culture est relativement récente et ne remonte qu'au siècle dernier. Apporté de la Jamaïque, via Fernando Po, par des missionnaires, le macabo s'est d'abord diffusé le long de la côte ; puis, à la faveur du trafic commercial entre Batanga et Bëti, il s'est implanté dans la zone étudiée, avant que s'y installent les premiers Européens. Ainsi, on peut estimer que le macabo se serait introduit chez les Bëti aux alentours de 1880, époque à laquelle il était déjà bien cultivé chez les Basaa. La carte reproduit ce schéma ; le macabo est important dans l'ouest de la zone (Nyong et Kéllé, Ouest-Méfou, Nyong et So), le long des anciennes voies de communication reliant la côte à Yaoundé, mais aussi au Dja, à travers la partie septentrionale des actuels départements du Ntem et du Dja et Lobo.

Le macabo a remplacé le taro (*Colocasia esculenta* ; *atu* chez les Ewondo), tubercule apparentée, qui était une culture traditionnelle chez les Bëti. Le taro y a ainsi préparé et facilité la culture de l'*atu ntangan*, ou « taro des Blancs », comme le macabo est parfois appelé. Il est à noter cependant que le taro a une aire écologique beaucoup plus restreinte, se limitant aux régions septentrionales, moins humides et plus ensoleillées. Le macabo est au contraire très vulnérable à la sécheresse.

Actuellement, le macabo est le tubercule le plus utilisé, après le manioc, sauf peut-être en pays fañ et ntumu où le plantain est plus consommé. Il se consomme surtout bouilli, et ses utilisations sont moins variées que le manioc.

Le macabo est cultivé en association avec le maïs, le manioc et l'arachide. Sa récolte est tardive, et se fait au fur et à mesure des besoins, la terre servant de grenier (cycle du macabo : un an à quinze mois maximum). Dans le Sud-Cameroun, deux variétés, rouge et blanche, sont les plus répandues. Une troisième variété à tubercules rouges est également connue des Ewondo.

Depuis quelques années, en pays basaa, un champignon, attaquant la racine de la plante, a fait baisser fortement la production (plus de 50 % des pieds atteints). À cause de cette maladie, les Basaa remplacent de plus en plus le macabo par l'igname, bien que ce soit une culture beaucoup plus difficile.

Le manioc

Manihot esculenta (*mbon* : Bulu, Ewondo, Basaa ; *mu* : Eton ; *mbongo* : Sanaga ; *mbunga, munka* : Yambasa ; *kuma* : Maka).

Bien qu'introduit dès le milieu du XVI^{e} siècle par les Portugais, la culture et la consommation du manioc semblent s'être surtout développées au siècle dernier. Chez les Bëti, cependant, le manioc est d'un usage ancien, peut-être hérité des Fañ ou des Maka... Mais une expansion de cette culture à partir de la côte, par la piste de Batanga, vers le milieu du XIX^{e} siècle, est également possible. Au nord, chez les Yambasa, il s'avère que cette culture fut introduite au cours du siècle dernier par les Sanaga.

La géographie de cette plante apparaît complexe. Elle est présente partout, et il est difficile de déterminer l'influence des facteurs physiques et humains. Cependant, les pays ewondo et bënë, la zone des savanes, au nord, les pays fañ et ntumu, au sud, ainsi qu'une zone centrée approximativement sur l'ancienne piste reliant le Dja à Akonolinga apparaissent, sur la carte, comme des zones de forte production.

Le manioc était autrefois un met peu considéré, consommé uniquement en période de famine. À l'heure actuelle, bien qu'il soit moins nutritif que l'igname, le manioc constitue la base des régimes alimentaires de toutes les populations du Sud-Cameroun. L'expansion du manioc s'explique par ses qualités de résistance à la sécheresse et sa grande tolérance vis-à-vis des sols. Il est présent au début et à la fin du cycle cultural. Une densité humaine élevée favorise la culture du manioc ; le raccourcissement de la jachère entraîne une baisse de la fertilité des sols dont s'accommode le manioc contrairement aux espèces plus exigeantes. Les successions culturales peuvent alors faire place à une association maïs-manioc ou au manioc en continu. Mais, à ce stade d'évolution, il est difficile d'enrayer l'apparition des maladies et la prolifération des parasites.

De nombreuses variétés sont cultivées dans le Sud-Cameroun : une dizaine en pays ewondo, sept à huit chez les Bulu. Chacune d'elles se distingue par la forme des feuilles, des racines, la couleur de l'écorce... Mais il n'existe que deux sortes de manioc, doux et amer. Ce dernier est exclusivement réservé à la confection des bâtons de manioc. Dans l'Est , le manioc est consommé principalement sous forme de farine. Les feuilles servent, enfin, à confectionner le *kpem*, mets très répandu, surtout en pays eton, mais qui trahit généralement une certaine pauvreté.

Le plantain

Musa paradisiaca (*ekon* : Bënë, Bulu, Ewondo ; *ekoan* : Eton ; *koant* : Maka).

La banane plantain a une aire d'extension beaucoup mieux circonscrite que celles du manioc ou du macabo, avec lesquels elle constitue la base de l'alimentation et de l'économie vivrière locale. Elle est plus tributaire des conditions physiques. Le plantain ne se cultive avec avantage qu'en milieu ombrophile humide ; les zones de fortes production se situent donc dans la moitié sud de la zone étudiée (Ntem, Dja et Lobo) ainsi que dans l'est (notamment chez les Maka Bebend et Mboans).

Planté lors des deux cycles culturaux, le plantain occupe le sol pendant près de trois ans, les premières récoltes intervenant, selon les variétés, à partir d'un an. Il exige des sols riches et bien drainés ; une jachère de longue durée est donc nécessaire avant le retour d'une nouvelle plantation. Dans ces conditions, cette culture prend surtout de l'extension dans les zones peu ou moyennement peuplées (ex. : l'arrondissement d'Okola dans la Lékié).

Culture beaucoup plus ancienne que le manioc, la banane plantain a de très nombreuses variétés (près de 18 dans la région de Yaoundé) se distinguant par le port, la couleur du pseudo-tronc, le nombre et la forme des doigts, la consistance de la chair.

Depuis le début des années 1970, les services de l'Agriculture encouragent la création de plantations de bananiers dans tous les villages importants, afin de faire face à la forte demande émanant des villes. Des drageons sélectionnés sont distribués aux agriculteurs. Ainsi, cette culture commence à prendre de l'extension, surtout dans la zone périphérique de Yaoundé (principalement Méfou et Lékié).

Pour résumer et synthétiser la répartition des différentes cultures présentées, on peut considérer que les régions incluses dans le cadre de cet atlas se divisent en deux grandes zones. Une première zone vouée aux cultures annuelles (arachide, maïs, igname), originaires du nord de la Sanaga, comprenant les départements du Mbam, de la Haute-Sanaga, de la Lékié, de la Méfou, du Nyong et So, les arrondissement de Biwong-Bané et Ngoulemakong, ainsi que la moitié nord du Nyong et Mfoumou. Il s'agit d'une zone à forêt très dégradée, supportant de fortes densités humaines, où les groupes eton, ewondo et bënë sont majoritaires.

Les autres départements sont surtout le domaine des grandes cultures de forêt, pluriannuelles (plantain, manioc, macabo). La population (surtout Bulu, Fañ et Basaa) y est beaucoup plus faible et la forêt mieux préservée. Mais les cultures de forêt ont une extension plus grande que celle des cultures annuelles. Ainsi l'ouest de la Lékié, de la Méfou, le département du Nyong et So constituent-ils autant de zones de transition où les deux types de cultures sont associées dans les divers systèmes culturaux (fig. 1).

Planche 11

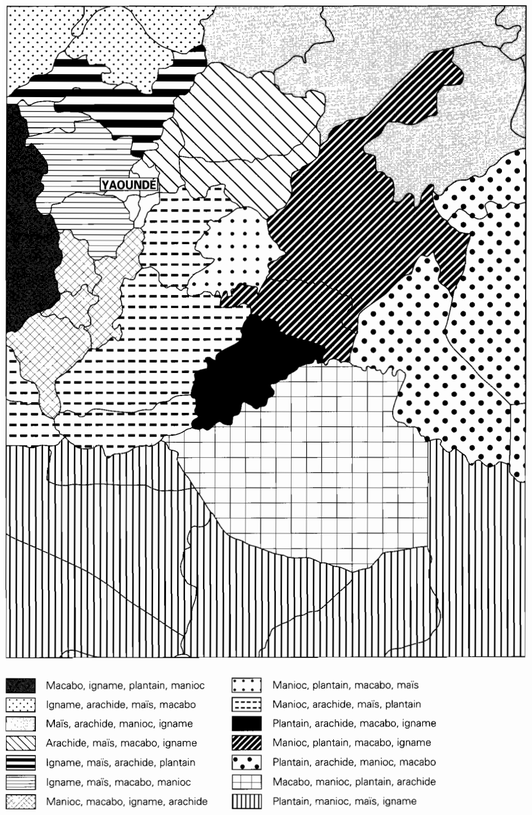


FIGURE 1
Répartition des cultures par zones (départements et arrondissements).

Les systèmes de culture

Dissocier les cultures est la meilleure façon de présenter leurs aires d'extension particulières, mais il est tout aussi important de les réunir pour tenir compte des pratiques paysannes qui privilégient l'association culturale. Celle-ci est le meilleur moyen de disposer d'une production étalée tout au long de l'année et assure une meilleure sécurité alimentaire en réduisant la période de soudure entre les récoltes. Elle correspond également à une contrainte technique, les tubercules et le plantain se conservant mal. D'autre part, à surface égale, une parcelle de cultures associées produit plus qu'une parcelle de culture pure. Aussi les cultures pures sont-elles rares et ne concernent que des cultures destinées à la vente (igname, plantain, arachide).

Malgré une homogénéité apparente des systèmes culturaux, une deuxième analyse permet de distinguer des variantes régionales. Ainsi, la zone couverte par l'étude est exploitée selon différents systèmes faisant appel à des associations où les plantes dominantes varient.

Les **cultures en rotation** sur buttes ou billons ne concernent que la rive droite de la Sanaga et la zone des savanes. L'igname, le maïs, parfois associé à l'igname et à la patate douce, dominent. Dans l'arrondissement de Bokito, le maïs est peu consommé et surtout destiné à la vente.

Toutes les autres régions couvertes par l'atlas sont exploitées suivant le système des **cultures itinérantes** sur défrichements forestiers. Encore cette définition est-elle simplificatrice, du moins dans certaines zones où il serait plus juste de parler de rotation.

C'est notamment le cas dans la Lékié, où la jachère, essentiellement herbacée, est réduite à 3 ou 5 ans, vu l'importance de la population. Mais aucune culture ne domine vraiment ; plantain, arachide, maïs, manioc, macabo sont associés lors des deux cycles quoique le deuxième soit rarement pratiqué vu les faibles rendements. On note également la présence de petits champs de cultures pures : igname, maïs, macabo, légumes dans les bas-fonds, cultivés épisodiquement, en contre-saison. Dans les zones de forêt très dégradée ou de savane (département de Saa, nord du département d'Obala), l'igname est fréquente ainsi que les courges (*ombalak*). La Lékié participe activement au ravitaillement de la capitale, notamment les arrondissements d'Okola, Evodoula et Monatélé, où presque toutes les exploitations vendent des vivres, mais les surplus commercialisables sont faibles. La Lékié est le seul département où la couverture des besoins alimentaires n'est assurée qu'à 87 % (GABAIX, 1966) ; il s'agit d'un phénomène relativement ancien, observé dès la fin des années 1950 (MASSEYEFF *et al.*, 1958). Le manque de terre dans un département excessivement peuplé en est la cause première et la situation foncière ne fait que s'aggraver.

La zone de transition entre savane et forêt se poursuit plus à l'est dans la Haute-Sanaga où l'on observe sur champs de savane la rotation : 1 arachide, 2 cucurbitacées et maïs, 3 sésame, 4 manioc ; alors que sur les champs de forêt les associations : plantain-macabo, arachide-maïs-manioc dominent. Ce secteur de transition se retrouve dans le nord du Nyong et Mfoumou.

Au fur et à mesure que l'on descend vers le sud, les systèmes évoluent avec une domination plus marquée du champ d'arachide (*afup owondo*) associant maïs, manioc, macabo et plantain, lors du premier cycle de cultures (mars-juillet). Les champs de second cycle (août-décembre) sont moins riches et portent tout au plus trois ou quatre cultures. En outre, les jachères forestières s'allongent.

Dans la Méfou, le manioc et l'arachide dominent devant le macabo et le plantain. Ils sont plantés directement après les défrichements et les brûlis lors des deux saisons de culture. En outre, on observe des cultures pures de riz de bas-fonds, pratiquées lors de la deuxième saison des pluies (semis en août, récolte en décembre). Il s'agit d'une culture aléatoire mais peu exigeante en travail.

Dans le Nyong et So, le système de culture est identique à celui de la Méfou, mais l'arachide domine dans les deux cycles de culture avec le manioc, le maïs et le plantain. Lors du second cycle, seuls l'arachide et le manioc sont plantés. L'arrondissement de Dzeng constitue une transition vers la zone de grande forêt avec une domination du manioc et du plantain, associés au maïs. Dans les zones de forêt dense, la pratique du champ de courges (*Cucumeropsis manii*), *esep ngon*, devient plus fréquente. Ce champ est aménagé sur défriche forestière. Après abattage des arbres et brûlis, le *ngon* est semé en association avec le plantain et parfois le macabo. L'année suivante, ce champ deviendra un champ d'arachide puis retournera progressivement à la jachère forestière.

Plus au sud, dans le Ntem et le Dja et Lobo, l'importance des espaces forestiers donne une place grandissante à l'*esep ngon*. Les cultures lors des deux saisons sont presque identiques. Mais le plantain et le manioc sont dominants dans les associations, avec toutefois une importance accrue de l'arachide à Bengbis et Zoétélé.

Enfin, dans les régions marginales, les systèmes diffèrent sensiblement. À l'ouest en pays basaa, après le défrichement forestier, on aménage des parcelles d'arachide pure et des parcelles associant macabo et maïs, manioc, maïs et plantain. Manioc et plantain devancent le macabo, remplacé progressivement par l'igname. À l'est, en pays maka, bikele et bajwee, le plantain domine dans les associations.

En définitive, on peut conclure à une assez grande homogénéité des systèmes de culture dans la zone considérée. Conçus pour satisfaire d'abord les besoins alimentaires des familles, ils reflètent assez fidèlement les régimes alimentaires, excepté dans la périphérie de la capitale où les cultures vivrières peuvent correspondre à la demande urbaine. Au sud de la Sanaga, le manioc est l'aliment de base avec le macabo et le plantain, ce dernier devançant le manioc chez les Bulu et les Fañ. L'igname ne prend quelque importance dans les rations que dans la Lékié et le Nyong et So, et, récemment, chez les Basaa ; l'arachide prévaut dans le Nyong et So et la Méfou.

Les tendances de l'agriculture vivrière

Malgré l'inertie imposée par les habitudes alimentaires, les systèmes agricoles évoluent lentement. Les facteurs d'évolution sont de plusieurs ordres et font intervenir l'évolution des densités rurales, l'émigration masculine vers les villes et une demande urbaine sans cesse croissante.

On constate d'abord un abandon progressif des champs d'*esep*, pratiqués sur défriche forestière. L'augmentation de la population et le recul consécutif de la forêt dense en sont la première cause. Mais il faut également tenir compte du fait que les hommes occupés par leurs plantations de cacao sont de moins en moins disponibles pour effectuer de grands défrichements. Ainsi la production agricole repose-t-elle de plus en plus sur le champ d'arachide à jachère courte, cultivé principalement par les femmes. Les cultures pures sont surtout pratiquées dans la Lékié et leur production destinée principalement au marché.

D'autre part, la gamme des cultures s'est appauvrie depuis le début du siècle. Le voandzou n'est plus qu'une culture relictuelle en pays basaa dans la Lékié et la Méfou. L'igname devenue une culture féminine, est délaissée au profit de l'arachide et du manioc. Le billonnage et le buttage sont désormais considérés comme des travaux trop pénibles, d'autant que la baisse de fertilité des sols rend la production incertaine. Mais les Basaa réintroduisent l'igname dans les associations pour remplacer le macabo, atteint par la maladie. Le riz, cultivé un peu partout dans les bas-fonds, est une culture d'appoint tout à fait secondaire. Elle fut introduite entre les deux guerres par l'administration coloniale afin de ravitailler les chantiers de construction de la voie ferrée Douala-Yaoundé. C'était une culture obligatoire et collective très impopulaire qui périclita rapidement quand elle ne fut plus exigée. Par contre, l'arachide, autre culture fortement encouragée à l'époque coloniale, connaît un développement croissant soutenu par la demande urbaine.

Le marché urbain, essentiellement Yaoundé (75 % de la demande urbaine du Sud-Cameroun), n'a pour l'instant qu'une influence directe sur la Lékié, la Méfou et le Nyong et So, secondairement sur le Ntem et le Dja et Lobo, le long des axes permanents menant à Yaoundé ou à Ebolowa et Sangmélima. La vente de vivres procure entre 39 % (province du Centre) et 21 % (province du Sud) des revenus monétaires paysans, contrôlés en grande partie par les femmes.

La demande urbaine porte surtout sur trois produits : manioc, macabo et plantain qui constituent 59 % de l'alimentation des citadins. Malgré l'accroissement de la consommation de produits étrangers à la région (haricot, blé et riz : 16 % de l'alimentation à Yaoundé), cette demande restera soutenue dans les années à venir. Il s'agit là des plus fortes productions de la région, mais l'offre peine à suivre l'évolution rapide de la demande. Les surplus commercialisables sont faibles et devraient être augmentés, à moins de diminuer la part de l'autoconsommation (mais en 1978, 23 % des enfants de moins de 5 ans de la zone rurale souffraient de malnutrition). D'autre part, la production des campagnes du Sud-Cameroun est constituée d'une multitude de micro-flux faiblement organisés qui rendent la collecte plus difficile et augmentent les coûts.

Plus que d'une question de production, bien que certains secteurs comme la Lékié aient de sérieux problèmes d'usure des sols, le développement des cultures vivrières dépend surtout de la structuration de l'offre, afin de l'adapter aux besoins du marché et de permettre au paysan de tirer meilleur parti de son travail.

Indications bibliographiques

CHAMPAUD (J.), 1965.— *Atlas régional Sud-Ouest 2. Cartes et commentaire.* Yaoundé, Orstom-Ircam, 83 p. *multigr.*

GABAIX (J.), 1965.— *Le niveau de vie des populations de la zone cacaoyère du Centre Cameroun. Enquête 1964-65.* Yaoundé, Dir. de la Stat., Paris, Sedes.

GUYER (J.), 1980.— Female farming and the evolution of food production patterns amongst the Bëti of south-central Cameroon. *Africa*, 50 (4) : 342-356.

LABURTHE-TOLRA (P.), 1981.— « Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun ». *In* : Paris, Éditions du CNRS, Colloque intern. n° 551 : 533-546.

LEPLAIDEUR (A.), 1985.— *Les systèmes agricoles en zone forestière : Les paysans du Centre et du Sud-Cameroun.* Paris, Cirad-Irat, 615 p. *multigr.*

MARTICOU (H.), 1963.— *Les structures agricoles du Centre-Cameroun.* Yaoundé, Secr. du Dév. rural, Chambre d'Agr., d'Élev. et des Forêts, 67 p.

MASSEYEFF (R.), CAMBON (A.), BERGERET (B.), 1958.— *Le groupement d'Evodoula (Cameroun). Étude de l'alimentation.* Paris, Orstom, Doc. du Conseil sup. des Rech. sociol. Outre-Mer, 61 p.

MVENG AYI (M.), 1981.— « Échanges précoloniaux et diffusion des plantes au Sud-Cameroun ». *In* : Colloque intern. n° 551, Paris, Éditions du CNRS : 587-591.

PELE (J.), LE BERRE (S.), 1966.— *Les aliments d'origine végétale au Cameroun.* Orstom, Centre de Yaoundé.

Recensement agricole 1972-73, 1974.— Yaoundé, Min. de l'Agric., Div. centrale du Dév. rural.

TARDITS (C.), LABURTHE-TOLRA (P.), 1981.— « Essai de synthèse sur les populations dites »beti« de la région de Minlaba (sud du Nyong) ». *In* : Colloque intern. n° 551, Paris, Éditions du CNRS,

WESTPHAL (E.) , 1985.— L'agriculture autochtone du Cameroun. Wageningen Univ., *Miscellaneous papers*, 20, 164 p.

WESTPHAL (E.) *et al.*, 1985.— *Cultures vivrières tropicales avec référence spéciale au Cameroun.* Wageningen, Pudoc, 514 p.

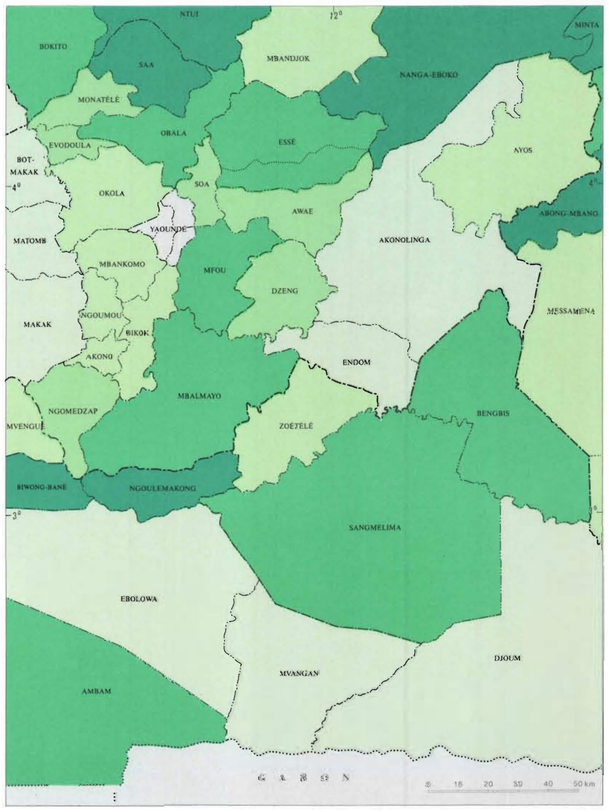
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

CULTURES VIVRIÈRES

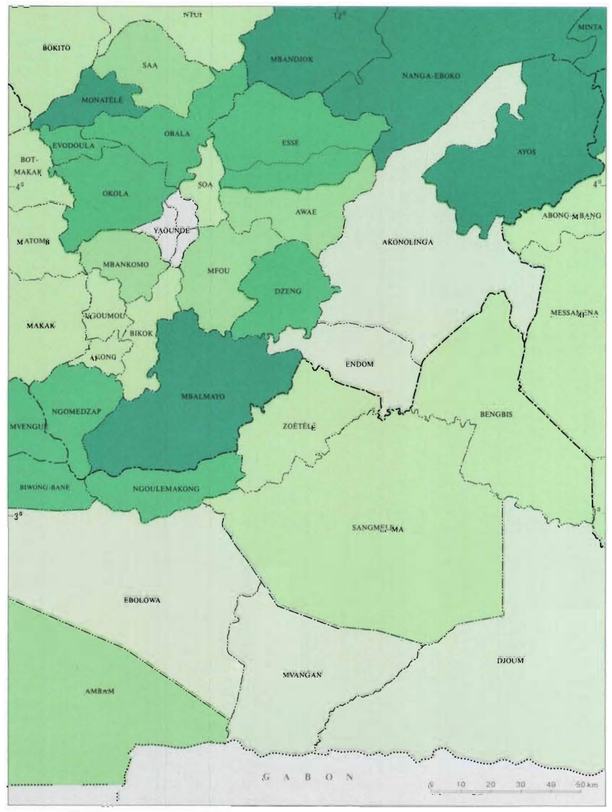
C. SANTOIR

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

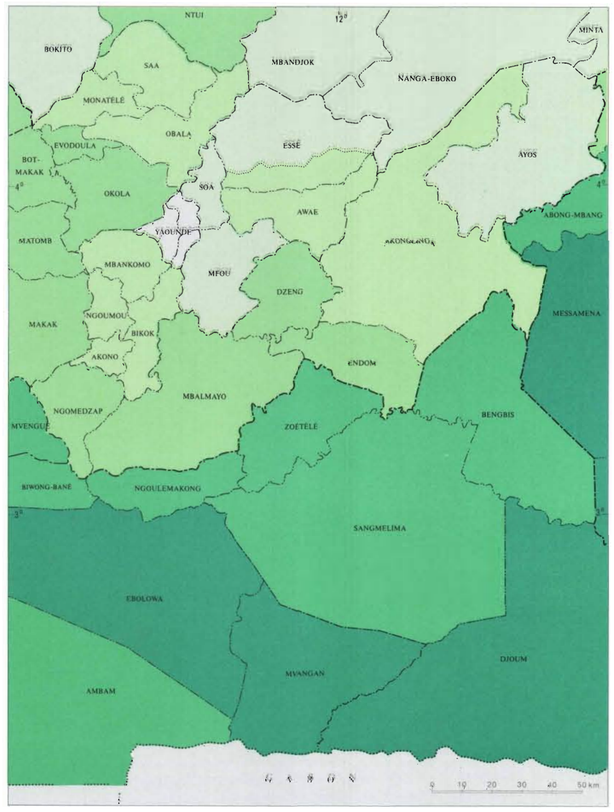
ARACHIDE



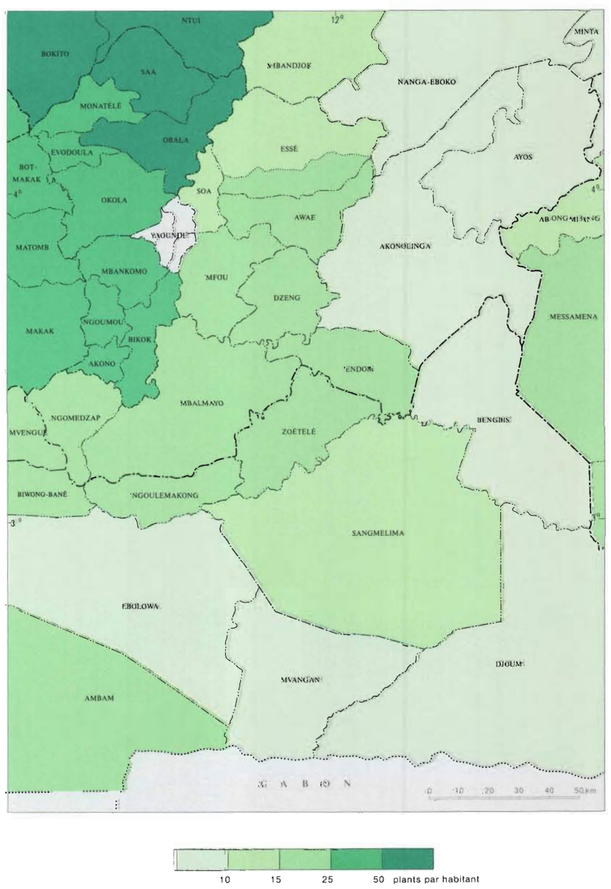
MAÏS



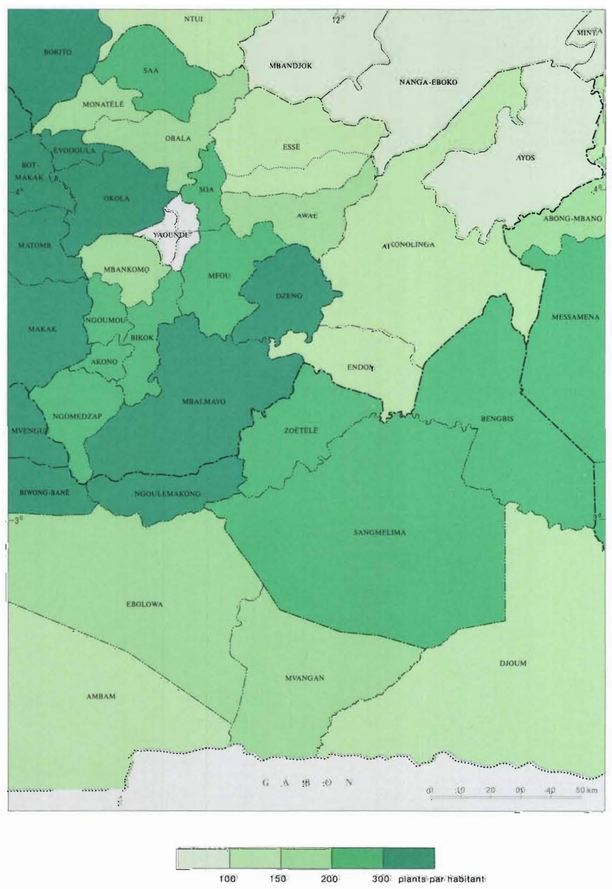
PLANTAIN



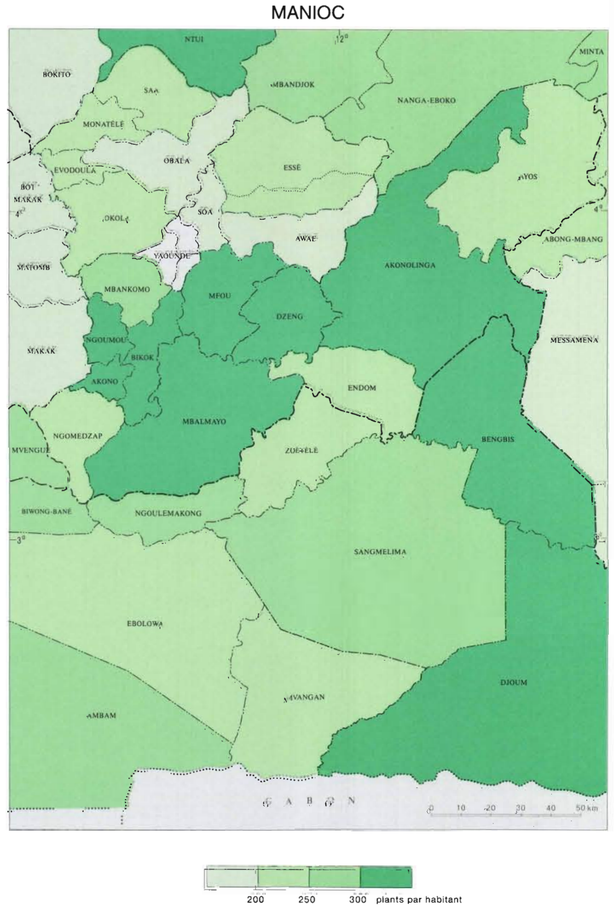
IGNAME



MACABO



MANIOC



©ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARQUIER C. VALTON

LES CULTURES INDUSTRIELLES : CACAO, CAFÉ

Christian SANTOIR

Les sources de documentation

On dispose d'une importante documentation statistique concernant la culture du cacao et du café. Depuis leur création, ces cultures industrielles ont été l'objet de l'attention des divers services de l'Agriculture, qui ont essayé d'en évaluer l'importance, le rendement et l'évolution.

Ainsi, chaque délégué de l'Agriculture, chaque chef de poste agricole, chaque moniteur est-il chargé, entre autres, d'effectuer le recensement des pieds de cacaoyers et de caféiers de tous les villages encadrés. Il s'agit de chiffres globaux, les jeunes plants improductifs (moins de trois ans) n'étant pas toujours distingués. La valeur de ces recensements est très inégale et dépend strictement de la conscience professionnelle d'agents disposant de très faibles moyens ainsi que d'une formation sommaire le plus souvent. Les renseignements sont fournis par les planteurs eux-mêmes, ce qui entraîne, en l'absence de contrôle sur le terrain, une sous-estimation variable, mais généralisée. Parfois les recensements figurant dans les rapports ne sont que la reconduction de chiffres anciens... Néanmoins, l'échelle employée par la carte (1/500 000) s'accommode d'une certaine imprécision statistique. En outre, il s'agit d'une information géographiquement homogène, répartie en des milliers de points représentés par les villages.

Les recensements effectués par les encadreurs de la SODECAO (Société pour le développement du cacao) sont plus récents et, sans doute, un peu plus précis, bien qu'ils reprennent parfois les chiffres des postes agricoles. Mais bénéficiant d'une formation suivie et d'une infrastructure dense et fonctionnelle, les encadreurs Sodecao avaient les moyens d'effectuer des recensements dépassant le stade des estimations. Les plantations recensées dans chaque village sont classées par taille et par âge (0-2 ans, 3-5 ans, 6-25 ans, 26-40 ans, 40 ans et plus).

Une autre source d'information est constituée par les chiffres de commercialisation. L'écoulement de la récolte du cacao et du café se fait selon un processus strictement réglementé : l'administration publie les dates d'ouverture de la « traite » (généralement en septembre ou octobre), ainsi que la liste officielle des marchés autorisés et des exportateurs-acheteurs agréés ; les opérations de pesage et de vérification se font sous le contrôle d'une commission de marché composée des représentants de l'administration, de l'Agriculture, de la coopérative et de l'organisme d'encadrement. On dispose ainsi, pour une même campagne, des tonnages précis, commercialisés au niveau de chaque centre coopératif, dont dépendent trois à quatre villages environ. En fait, malgré la réglementation, tout le cacao produit n'est pas totalement commercialisé par le canal des coopératives ; une partie, difficile à estimer, est écoulée directement auprès des agents des exportateurs. Ce procédé (le « coxage »), illégal, permet aux planteurs ayant des besoins monétaires urgents d'obtenir rapidement de l'argent, au détriment toutefois d'une juste rémunération du produit cédé. Il ne s'agit donc là que d'une solution d'urgence, financièrement peu intéressante ; aussi les tonnages écoulés par ce biais occulte sont-ils minimes et négligeables pour l'établissement de la carte.

Le problème est de convertir les tonnages de cacao et de café en superficies. La production, les rendements sont variables d'une année à l'autre, d'un secteur à un autre. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons préféré fournir une carte des surfaces plutôt que de la production. Les séries statistiques concernant la production étaient, en outre, inégales selon les endroits. Il a donc fallu avoir recours à la moyenne des cinq dernières campagnes (ou plus, quand c'était possible) pour estimer les superficies correspondantes ; quant aux rendements, les moyennes étaient déterminées avec les chefs de poste agricole et les encadreurs. On obtenait ainsi, par simple calcul, une estimation de la superficie plantée par centre coopératif ou groupe de villages.

Enfin, les enquêtes agricoles nationales par sondage fournissent la superficie occupée par les plantations, pour chaque exploitation enquêtée ; on dispose ainsi d'un aperçu de la superficie cultivée par habitant et par zone.

*En croisant les informations émanant de ces sources diverses, on aboutit à des superficies moyennes, non seulement par arrondissement, mais également par village. À partir de là, il suffisait de regrouper des points représentant une certaine surface de plantation autour des villages concernés. Ce procédé, choisi de préférence à l'emploi de cercles proportionnels, a le double avantage de permettre de comparer la carte présente avec celle effectuée en 1965 par J. CHAMPAUD pour l'*Atlas Sud-Ouest 2*, mais aussi, et surtout, de calculer par simple comptage la superficie des plantations de chaque arrondissement et district.*

La moindre valeur des signes représentant les plantations de café s'explique par la dispersion de cette culture en un grand nombre de petites plantations, difficilement représentables à l'échelle de la carte. Enfin, la petite carte montrant l'âge des cacaoyères, a été élaborée à partir des recensements de la Sodecao.

Le développement de la culture du cacao et du café dans le Sud-Cameroun

De 1910 à 1939 : l'essor

Introduite sur la côte par les Allemands dès 1886, la culture du cacao se répandit vers l'intérieur à partir de deux foyers : le mont Cameroun et Kribi. De ce dernier elle gagna Ebolowa, où le fondateur de Yaoundé, G. Zenker, créa une plantation en 1910, puis Mbalmayo en 1917. Alors que sur la côte la culture du cacao se faisait sur une grande échelle, dans des plantations contrôlées par les compagnies étrangères, dans l'intérieur, la culture du cacao était le fait de simples paysans, parfois d'anciens travailleurs des plantations, qui reconnurent très tôt l'intérêt financier d'une telle culture. Les mesures d'encadrement du pouvoir colonial, notamment au niveau du contrôle de la qualité, ne firent que suivre un engouement généralisé, qui avait pour effet d'entamer le monopole des compagnies commerciales. En 1911, la production indigène représentait 1/6 de la production cacaoyère de la colonie (715 tonnes sur 4 511).

Mais ce n'est qu'à partir de 1924-25, que la culture du cacao prit son véritable essor dans le Sud-Cameroun . Entre 1920 et 1927, les frères Pascalet ouvrent une ferme expérimentale à Ebolowa. Le cacao se répand au nord du Nyong (250 ha dans les subdivisions de Yaoundé et Akonolinga en 1924) ; dans les villages, il commence à dépasser le stade de la « culture de case ». En 1929, le fléchissement continu des cours du cacao provoqua l'abandon des plantations européennes. Désormais, la production cacaoyère était entièrement dans les mains des « planteurs » camerounais. L'administration encouragea vivement cette culture, en exerçant toutes sortes de pressions sur les paysans, notamment par le biais des commissions agricoles (créées en 1923) et, surtout, par l'impôt de capitation. Les exportations passent de 2 600 tonnes en 1920 à 30 900 tonnes en 1938. À cette date, la seule région du Ntem (c'est-à-dire tout le pays bulu) produisait près de 40 % du cacao du territoire ; le Nyong et la Sanaga, autrement dit tout le reste de la zone étudiée, 20 % seulement.

Le caféier existait déjà à l'état sauvage dans la forêt camerounaise. Ce n'est qu'à partir de 1926 que sa diffusion en milieu paysan fut entreprise par le service de l'Agriculture. Sa culture bénéficia dès le début d'un encadrement étroit ; le café reçoit les maladies et nécessite un entretien soigneux. Des pépinières furent créées à Ebolowa et Sangmélima. Ayant laissé la culture du cacao aux autochtones, les Européens se tournèrent vers le café, plus rémunérateur. Ainsi en 1935, dans le Sud-Cameroun, le café est cultivé par deux grandes compagnies commerciales, à Mbalmayo et Sangmélima, ainsi que par une vingtaine de planteurs particuliers, présents surtout dans le Nyong et Sanaga, autour de Yaoundé, Mbalmayo et Akonolinga. Mais, à la même date, on assiste à une floraison de petites exploitations familiales comportant quelques centaines, voire quelques dizaines de pieds. Cette production villageoise représente 44 % du tonnage exporté. La région du Nyong et Sanaga produit près de la moitié du café indigène, le Ntem 10 % seulement. Cette dernière région est cependant le berceau du café ; dès 1928, le café y est autant cultivé que le cacao et la station agricole d'Ebolowa distribue plants et graines jusqu'en pays bamiléké.

De 1939 à 1960 : la « monoculture » du cacao

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la production cacaoyère et caféière, ainsi que l'extension des plantations, accuse un net ralentissement, surtout entre 1939 et 1942. Dans le Ntem, la production de café s'effondre. De nombreux planteurs européens sont mobilisés et rappelés en métropole ; le manque de carburant et de véhicules désorganise les transports. Les réquisitions de main-d'œuvre pour le portage, ou d'autres travaux destinés à l'effort de guerre, perturbent la production villageoise. Les engrais, les produits phytosanitaires font défaut. En outre, l'exportation du produit est problématique du fait de l'insécurité des lignes maritimes.

Après la guerre, le fait le plus marquant dans le Sud-Cameroun est l'abandon de la culture caféière par les paysans. Leurs plantations, hâtivement créées dans l'espoir de gains importants, sont mal entretenues ; or le café nécessite des soins attentifs et un travail suivi. Les exploitations familiales ne peuvent faire face à la fois à la culture du cacao et à celle du café. Le choix est vite fait entre les deux spéculations ; le cacao est beaucoup plus facile à intégrer dans les systèmes agricoles traditionnels et correspond mieux aux disponibilités en main-d'œuvre des exploitations. Les conditions écologiques sont également plus favorables. En 1950, on estime à 5 900 ha les superficies plantées en café, dont seulement le quart (1 500 ha) aux mains des Camerounais. La culture du café a déjà gagné l'ouest du pays, où elle prospère ; elle en constituera une des principales richesses. Mais les cours élevés du cacao dans les années cinquante vont renforcer l'attraction de cette culture.

Pourtant, le caféier subsistera dans le Sud-Cameroun, en particulier dans les plantations européennes jusqu'à l'Indépendance, dans le Nyong et Mfoumou et le Haut-Nyong.

Contrairement au café, le cacao devient, après la guerre, la grande culture spéculative du Sud-Cameroun ; cette région représente alors 82 % de la superficie et de la production cacaoyères du pays. Mais si la culture cacaoyère reprend, elle ne retrouve pas son rythme de croissance antérieur. De 1945 à 1960, les superficies passent dans le Sud-Cameroun (province du Centre-Sud, moins le département de l'Océan) de 111 300 ha à 191 400 ha, soit un coefficient d'accroissement de 1,7 seulement. L'enquête agricole de 1962 de H. MARTICOU montre que 60 % des plantations ont été créées avant la guerre (dont 41 % entre 1926 et 1938), 14 % entre 1945 et 1950, 25,5 % entre 1950 et 1955 et 1,5 % entre 1955 et 1960...

Les causes de cet essoufflement, qui se répercute directement sur la production, sont multiples. La protection phytosanitaire est très insuffisante, de même que l'encadrement agricole ; le mauvais état des pistes ralentit ou empêche l'évacuation de la récolte. À ces problèmes techniques s'ajoutent d'autres causes plus graves, car difficilement contrôlables par les services de l'agriculture. On s'aperçoit ainsi que l'évolution de la production, comme celle des superficies, suit d'assez près l'évolution du prix au producteur, sur lequel le planteur règle sa conduite... Le problème du vieillissement des cacaoyères est en partie lié au fait précédent, mais aussi au vieillissement des chefs d'exploitation et à l'émigration des jeunes vers les villes. Il est également le résultat de la politique de l'administration qui a très tôt, dès 1932, cherché à ralentir l'extension des surfaces au bénéfice de l'amélioration des rendements. Dans ce but, l'administration va intervenir tant au niveau du financement que de l'encadrement de l'« industrie » cacaoyère.

Le FIDES (Fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'Outre-Mer), créé en 1946, finance des centres de recherche agronomique à Nkolbisson, Nkoemvone, ainsi que le SEMAC (Secteur expérimental de modernisation du cacao) devenu, en 1957, SEMCENTRE. Le Crédit mutuel agricole, créé en 1949, accorde des prêts aux planteurs désireux d'agrandir ou d'améliorer leurs plantations.

Mais le secteur cacaoyer s'est surtout développé par autofinancement : en 1947 est créé un compte spécial hors budget « Soutien Cacao », en 1952, un Fonds d'encouragement à la production du cacao et, en 1956, la Caisse de stabilisation des prix du cacao qui constitue la principale source d'autofinancement.

L'encadrement des planteurs est assuré par les Sociétés indigènes de prévoyance, créées en 1937, devenues Sociétés africaines de prévoyance (SAP) après la guerre. Leur rôle est vaste, couvrant aussi bien la production et la commercialisation du cacao que le petit équipement rural ou l'approvisionnement des adhérents. La création de coopératives de collecte et de vente a plus de mal à se mettre en place ; créées en 1947, les premières coopératives sont liquidées en 1950, suite à des déficits financiers importants ; relancées en 1955 (4 coopératives dans le Ntem et le Dja et Lobo, 1 dans la Méfou), elles s'effondrent de nouveau au moment de l'Indépendance.

La période comprise entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'Indépendance coïncide également avec un renforcement de la présence du cacao entre Nyong et Sanaga et même au-delà. Si le Ntem reste une zone de culture importante, il est dépassé par la Méfou et suivi de près par la Lékié. Le Mbam, la Haute-Sanaga et le Nyong et Mfoumou ont plus que doublé leurs superficies plantées.

Dans cette même période, le prix payé au producteur est resté relativement stable, à part quelques brusques hausses, en 1948-49 et en 1954-55 (1950 : 61 F/kg, 1954 : 125 F/kg, 1960 : 74 F/kg), dues aux fluctuations du marché extérieur, ou à la concurrence entre acheteurs locaux.

De 1960 à 1985 : la stabilisation

Après l'Indépendance, la culture cacaoyère bénéficie de financements provenant de l'aide américaine (USAID) et du Fonds d'aide et de coopération (FAC) ; ils sont destinés à la lutte phytosanitaire contre les principaux fléaux du cacao : la pourriture brune et les capsides (première attaque en 1935, dans la région de Kribi). La lutte contre ces dernières est aussi assurée par la Caisse de stabilisation des prix.

En 1969, les SAP sont remplacées par les éphémères Sociétés mutuelles de développement rural (SOMUDER), qui font place en 1973 aux Sociétés coopératives d'épargne et de développement rural (SOCOOPED). Le mouvement coopératif est relancé en 1969 avec l'institution du Centre fédéral, puis national, de développement des entreprises coopératives (CENADEC). Celui-ci doit fournir aux coopératives une assistance en matière d'organisation, de formation et d'évaluation. Les Secteurs de modernisation sont supprimés et les actions de promotion rurale confiées au Fonds national de développement rural (FONADER) en 1973.

À partir de 1966,sont créés des organismes d'encadrement des planteurs, les Zones d'action prioritaire intégrée (ZAPI), intervenant tant au niveau technique que commercial ; les Zapi, en plus du cacao et du café, mènent des actions concernant les cultures vivrières, l'habitat, le crédit, l'approvisionnement, l'entretien des pistes, la santé, etc. Quatre Zapi sont créées dans le Centre-Sud : Menguémé, Zoétélé, Ngoulemakong, Ngoumou et trois dans l'Est : Nguélémendouka, Doumé, Angossas. Cette expérience est interrompue par décret, en 1975, dans le Centre-Sud et, en 1986, seule la Zapi de Nguélémendouka survit tant bien que mal. Créée en 1974, la Société de développement du cacao (SODECAO) est chargée de toutes les actions visant à la promotion de la cacaoculture : régénération, plantations nouvelles avec des cacaoyers hybrides sélectionnés, amélioration des conditions de la commercialisation, du crédit (avec l'aide du Fonader), formation et recyclage de l'encadrement technique, mise en place d'organismes pré-coopératifs, animation rurale, développement des cultures vivrières associées à la cacaoculture, amélioration des pistes rurales... Ce vaste projet, financé à 50 % par le gouvernement camerounais, ainsi que par la Banque mondiale, le FAC et la Caisse centrale de coopération économique était en cours de réalisation à la fin des années 1980.

En 1976, enfin, est créé l'Office national de commercialisation des produits de base (ONCPB), successeur de la Caisse de stabilisation des prix ; son rôle est de contrôler le conditionnement du cacao sur le marché local et d'écouler la production sur les marchés internationaux. Cet office exerce ainsi un monopole sur les exportations et la commercialisation du cacao mais aussi du café. Il prélève sur les tonnages exportés divers droits destinés à garantir le prix d'achat au producteur, mais aussi à assurer ses frais de fonctionnement.

Il est difficile d'estimer l'impact réel de la réorganisation du secteur cacaoyer sur la production et l'accroissement des superficies. Les statistiques agricoles concernant les superficies

TABLEAU I
Les superficies plantées en cacao (en hectares)

Département	1965	1975	1985
Dja et Lobo	37 000	30 300	44 000
Haute-Sanaga	7 000	7 900	6 800
Lékié	55 000	42 300	57 000
Mbam	21 200	34 000	27 300
Méfou/Mfoundi	63 000	58 200	36 500
Ntem	58 000	49 000	53 600
Nyong et Kéllé	5 200	9 600	16 300
Nyong et Mfoumou	16 000	11 900	17 500
Nyong et So	26 000	26 800	23 400
Total	*288 400*	*270 000*	*282 400*

cacaoyères sont à utiliser avec prudence ; ainsi, entre 1978 et 1980, les superficies du Centre-Sud seraient passées selon elles de 261 500 ha à 482 600 ha ! Aussi prendrons-nous pour repères les chiffres fournis en 1966 par J. CHAMPAUD, étayés par l'enquête agricole de H. MARTICOU, les estimations de l'Agriculture de 1975 et celles effectuées par nous-mêmes lors de l'établissement de la carte et qui recoupent les données du fichier planteur tenu par la Sodecao (tabl. I).

On constate ainsi qu'en vingt ans les superficies cacaoyères de la zone étudiée (soit les provinces Centre et Sud, moins le département de l'Océan) ont pratiquement stagné, voire légèrement régressé. Y a-t-il une reprise depuis 1975 ? En dehors de l'incertitude des chiffres, les superficies plantées en jeune cacao de moins de 5 ans étaient estimées à 20 000 ha en 1985 par la Sodecao. Cette société a poursuivi depuis 1974 un programme de plantations nouvelles parallèlement à la régénération des vieilles cacaoyères.

En 1985, on pouvait ainsi distinguer :

— Des départements où les **plantations stagnent.** Ce sont les plus nombreux, ils comprennent :
  • des zones à fortes densités humaines, comme la Lékié et le Nyong et So, où l'extension des cacaoyères devient impossible, à moins d'empiéter dangereusement sur les superficies vivrières ;
  • des zones de faibles densités humaines comme le Ntem, qui reste un des principaux départements cacaoyers du Sud-Cameroun ; l'extension des surfaces se heurte ici à un problème de main-d'œuvre ;
  • des zones écologiquement peu favorables, comme le Nyong et Mfoumou, principalement dans sa moitié septentrionale, et la Haute-Sanaga dans les zones de transition entre forêt et savane.
— Des départements où les **plantations progressent**, comme le Dja et Lobo, le Nyong et Kéllé et le Mbam ; ce sont des départements disposant de densités de population moyennes et de conditions physiques favorables. Jadis orienté uniquement vers la production d'huile de palme, le pays basaa voit ses superficies cacaoyères progresser rapidement, surtout depuis l'installation de la Sodecao.
— Enfin, deux départements où les **plantations** apparaissent **en constante diminution**, la Méfou et le Mfoundi. Si pour ce dernier département, la disparition progressive des plantations est évidente devant l'accroissement rapide du périmètre urbain de Yaoundé, pour la Méfou, les superficies recensées en 1985 (qui correspondent d'ailleurs aux chiffres de production) ne concernent peut-être que les superficies effectivement exploitées. Ce département situé au contact immédiat de la capitale connaît une très forte émigration masculine ; l'absence des hommes est ici plus longue qu'ailleurs et de nombreuses plantations sont laissées à l'abandon. En outre, les cultures vivrières destinées aux marchés de Yaoundé constituent une spéculation qui concurrence directement le cacao.

La production cacaoyère, dont on peut saisir la majeure partie à travers les tonnages commercialisés, confirme la tendance à la stagnation (fig. 1).

On constate ainsi que les 100 000 tonnes ont été atteintes en 1968 et maintenues jusqu'en 1974, avec une campagne record en 1971-72. Mais depuis cette date, malgré les variations annuelles, notamment sous l'effet des conditions climatiques, la production baisse régulièrement. Parmi les principaux départements producteurs, la Lékié et le Ntem, arrivent à maintenir tant bien que mal leur niveau de production ; mais le Dja et Lobo voit sa production baisser continuellement : 1968 : 13 253 tonnes ; 1975 : 10 960 ; 1981 : 6 118 ; il en est de même pour la Méfou : 1975 : 10 960 tonnes ; 1977 : 9 021 ; 1979 : 8 000 ; 1981 : 6 500 ; 1983 : 5 218... La production du Centre et du Sud représentait 58 % de la production nationale lors de la campagne 1983-84, au lieu de 81 % en 1974-75.

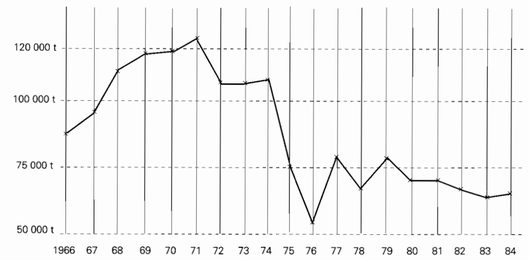


FIGURE 1
Évolution de la commercialisation du cacao dans le Centre et le Sud.

Les prix payés au producteur ne semblent qu'en partie responsables de ce marasme. Ils ont beaucoup augmenté depuis l'Indépendance après, toutefois, une période de stabilité assez longue (tabl. II).

Le cacao est donc redevenu, depuis 1980, une culture rémunératrice. Lors de la campagne 1983-84, près de 7 milliards de francs CFA ont été versés aux planteurs de la Lékié (soit une moyenne d'environ 230 000 F CFA chacun). La baisse de la production est due, selon les rapports des services de l'Agriculture, aux conditions climatiques, au coxage, au vieillissement des planteurs et des cacaoyères, à l'exode rural, à l'insuffisance de l'encadrement ; les planteurs allèguent les retards dans l'ouverture des campagnes et dans les paiements, les difficultés d'acheminement des récoltes, l'inefficacité des traitements anti-capsides. Ces causes ne sont pas contradictoires. Mais l'essoufflement du cacao dans le Sud-Cameroun a sans doute des racines plus profondes, liées non seulement aux conditions matérielles et techniques, mais surtout aux contraintes physiques et humaines de cette culture.

Malgré la présence écrasante du cacao, la caféiculture se maintient tant bien que mal. Les plantations européennes ont été progressivement vendues à des Camerounais et morcelées en petites exploitations, à l'exception toutefois de la plantation industrielle de la CFSO d'Akonolinga. En 1979, la province du Centre-Sud, excepté le Mbam (département marginal

TABLEAU II
Prix (F CFA) garantis au producteur de cacao (par kilo)

	Supérieur, grade 1	Courant, grade 2	Hors standard, hors normes
1960-61	-	80	-
1965-66	55	45	20
1970-71	85	85	70
1975-76	130	120	75
1980-81	310	310	100
1985-86	420	420	310

Planche 12

Tableau III
Superficies et commercialisation du café

Département	Superficies (ha)	Commercialisation 1982-83 (t)
Nyong et Mfoumou	9 500	2 435
Haute-Sanaga	4 200	1 170
Dja et Lobo	2 200	228
Haut-Nyong *	6 410	3 562

* Arrondissements de Messaména et Nguélémendouka.

par rapport à la zone étudiée), a produit moins de 4 % de la récolte nationale de café *robusta* (2 800 tonnes) sur environ 11 % de la superficie totale (soit : 21 500 ha sur 200 000). La production se concentre principalement dans le Nyong et Mfoumou où fonctionnent treize unités de décorticage, le Haut-Nyong, la Haute-Sanaga (zone de Nanga-Eboko, Biboa, Minta) et le Dja et Lobo (essentiellement dans l'arrondissement de Bengbis) (tabl. III). Dans le Mbam, les zones de production se situent vers Ngambé Tikar, Makénéne, en dehors de la zone étudiée.

Le destin du café dans le Sud-Cameroun ne semble pas encore scellé, bien que les perspectives restent modestes. La Sodecao a entrepris un programme de régénération et de plantations nouvelles à base de boutures sélectionnées. En 1984-85, on espérait ainsi planter 665 hectares de caféiers *robusta* dans huit départements, dont le Nyong et Mfoumou (100 ha), la Haute-Sanaga (300 ha) et le Dja et Lobo (80 ha).

Les zones de culture

Le cacao

En 1985, les superficies cultivées se concentrent principalement dans la moitié occidentale de la zone couverte par l'atlas : départements de la Lékié, de la Méfou (notamment à l'est et au sud-ouest de Yaoundé), ouest du Nyong et So. L'arrondissement d'Ebolowa et le nord du Ntem, apparaissent également comme des zones de culture importantes. Les zones de faible culture se rencontrent dans les régions périphériques et orientales : Nyong et Kéllé, Mbam, Haute-Sanaga, Nyong et Mfoumou, Haut-Nyong, sud du Dja et Lobo et du Ntem.

Ces variations régionales traduisent la combinaison des facteurs physiques et humains conditionnant la culture du cacao. Celle-ci exige des conditions climatiques assez strictes : précipitations comprises entre 1 500 et 2 000 mm par an, avec un minimum absolu de 1 250 mm (sur de bons sols) et une saison sèche ne dépassant pas un mois ; températures comprises entre 18 et 32 °C avec une humidité relative minimale de 55 %. Par contre, le cacao n'est pas exigeant sur la nature des sols, à condition toutefois qu'ils soient bien drainés et aérés. Les sols ferralitiques moyennement et faiblement désaturés, rajeunis, représentent un optimum. Les sols de forêt sont relativement pauvres en bases échangeables, dont le taux conditionne directement l'importance des rendements. Cependant la richesse en bases échangeables augmente dans les sols des régions anciennement occupées et cultivées (comme la Lékié, la Méfou, le Nyong et Kéllé qui ont effectivement les plus forts rendements).

Ces conditions physiques délimitent donc des zones où la culture devient marginale : le Mbam (excepté dans le secteur compris entre le Mbam et Ntui), la Haute-Sanaga, le Nyong et Mfoumou et certaines zones très humides du Sud, notamment le long du Ntem et de son affluent le Kom. Il est à remarquer que dans la Lékié, département recevant moins de 1 500 mm de pluie par an, les champs de cacao sont établis de préférence en bas de versants, dans les endroits les plus humides des terroirs. Le cacao est une culture de forêt nécessitant un bon ombrage pour son développement ; les zones de savane sont donc très peu favorables. Cependant, l'aire cacaoyère correspond au domaine de la forêt semi-décidue dégradée.

Rapportées à la population adulte, les superficies sont les plus importantes (> 115 ares par adulte) au sud-ouest de Yaoundé (arrondissements de Ngoumou, Bikok, Akono), mais aussi dans des zones beaucoup moins peuplées (Dja et Lobo : arrondissements de Sangmélima, Zoétélé et Mvangan). Elles sont les moins importantes (< 35 ares par adulte) dans le nord (arrondissements de Bokito, Mbandjok, Nanga-Eboko) où la savane prédomine.

La culture cacaoyere coincide ainsi avec l'aire des populations beti et bulu. A l'est, le cacao est beaucoup moins cultivé chez les Maka, Omvañ, Sô et Kôzime. Arrivé tardivement, le cacao y est concurrencé par le café, mais aussi par d'autres activités lucratives : chasse et pêche. À l'ouest, le pays basaa contraste également par ses faibles superficies. Il s'agit là d'un phénomène conjoncturel ; bien que le cacao y ait été très tôt connu, les services de l'Agriculture y encouragèrent pendant longtemps la culture du palmier à huile. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que cette culture commence à s'y répandre sous l'impulsion de la Sodecao.

Le café

Autrefois plus largement répandue, la culture du café n'a, à l'heure actuelle, quelque importance que dans la Haute-Sanaga, le Nyong et Mfoumou, le Haut-Nyong et l'arrondissement de Bengbis, c'est-à-dire dans les régions orientales. De petites plantations subsistent dans la Méfou, le Nyong et So ; ailleurs, il ne s'agit que d'une culture relictuelle, dans le Ntem, autour d'Ebolowa, ainsi que dans le district d'Olamzé et l'arrondissement d'Ambam.

Les conditions climatiques ont un rôle beaucoup plus contraignant pour le café que pour le cacao. Elles ont déterminé l'expansion du café *robusta* aux dépens de l'*arabica*. Le *robusta* convient mieux au climat équatorial et s'accommode bien de températures moyennes élevées, entre 21 et 24 °, d'une humidité relative forte, proche de la saturation, de 1 500 et 2 000 mm de pluie par an, avec une courte saison « sèche » pendant laquelle a lieu la floraison.

La nature des sols n'a pas une grande importance dans la répartition ; le caféier apprécie des sols profonds, riches en matières organiques, fréquents en zone forestière.

L'aire culturale du café correspond au domaine de la forêt dense semi-caducifoliée, dont il occupe les limites vers Nguélémendouka. Le café se développe sous un ombrage plus ou moins dense, du moins en culture extensive. En fait, l'extension actuelle des plantations correspond principalement à des facteurs d'ordre humain.

Les facteurs humains de la production

En 1985, la production du cacao et du café est, dans le Sud-Cameroun, essentiellement le fait de la petite exploitation familiale. Celle-ci est de dimension réduite : 6 personnes, dont 3,2 actifs, parmi lesquels les femmes sont plus nombreuses que les hommes, souvent âgés (1,5 homme pour 1,7 femme).

Les plantations sont en moyenne de 2 ha pour le cacao et de 1,17 ha pour le café. Celles-ci sont déjà anciennes ; 40,5 % des cacaoyères ont plus de quarante ans d'existence, 7,5 % seulement ont moins de 6 ans en 1985. L'insertion du cacao dans le cycle cultural vivrier s'est faite facilement ; les graines de cacao ont été semées en association avec les plantes vivrières, au moment du semis de l'arachide. La plupart des cacaoyères en exploitation ont été créées de cette façon. Cette méthode rapide était aussi un bon moyen pour marquer les terres nouvellement colonisées par les planteurs au bord des pistes. Ce n'est que depuis une dizaine d'années que les planteurs commencent à utiliser les techniques préconisées par les services de vulgarisation. Mais ces techniques sont très coûteuses en travail : réalisation d'une pépinière, défrichement d'une parcelle, transport et mise en place des plants ; elles ne peuvent être mises en œuvre que par de jeunes planteurs.

Telle qu'elle est actuellement menée, la culture du cacao ne nécessite qu'un minimum d'équipement : principalement des machettes, des ébranchoirs, des claies de séchage et un pulvérisateur, ainsi qu'un minimum de travail : 3 mois et demi à 4 mois de travail par an, avec des pointes en mai et juin, au moment des traitements contre la pourriture brune (6 en moyenne, souvent 4, au lieu des 12 exigés) et en octobre-novembre, au moment de la récolte. Celle-ci oblige le planteur à faire appel à la main-d'œuvre féminine familiale, occupée par ailleurs sur les champs vivriers.

Les rendements sont faibles et s'établissent, en moyenne, autour de 250 kg/ha, variant de 70 kg à 600 kg. Le planteur moyen gagne ainsi, en 1985, 210 000 F CFA, ce qui constitue une bonne rentabilité de sa journée de travail.

Entièrement aux mains de hommes, à l'exception de quelques petites quantités laissées aux femmes à titre de gratification pour leur aide, les revenus cacaoyers constituent la principale rentrée d'argent des paysans, entre 60 et 77 %, environ, de leurs revenus monétaires en 1984.

Malgré des performances financières globalement positives, la culture du cacao connaît de nombreux problèmes et contraintes.

La main-d'œuvre disponible constitue un véritable goulot d'étranglement. Une exploitation ne peut guère mobiliser que trois personnes, vieux et enfants compris. Au moment des récoltes, le recours à l'entraide familiale, ou à une tontine de travail, est la forme de coopération la plus usitée. Le salariat agricole permanent n'existe pratiquement pas ; seuls les planteurs absentéistes, travaillant à la ville, et les veuves y ont recours pour de gros travaux ; mais le taux de rémunération est élevé, d'autant que les travailleurs, recrutés au village, doivent s'occuper également de leur plantation.

Ce manque de main-d'œuvre explique partiellement la stagnation des superficies cacaoyères et, plus encore, des superficies caféières. L'extension des plantations est surtout compromise par le fait que le paysan pratique la redensification de ses cacaoyères existantes, plutôt que l'arrachage des anciens plants. La disparition, même temporaire, des arbustes sur une parcelle implique le retour de cette parcelle dans la communauté. Les plantations se rajeunissent donc sur place dans de mauvaises conditions.

Amélioration et extension sont également compromises par l'âge avancé des planteurs. Avant le décès de son père, un jeune n'est qu'un travailleur dans l'exploitation familiale ; il est souvent plus intéressant pour lui d'aller tenter sa chance en ville. Il ne deviendra planteur qu'à son retour qui coïncidera le plus souvent avec la disparition du père ; s'il a des frères aînés, ses chances d'accéder au rang de planteur seront bien faibles.

Ces contraintes humaines ont des répercussions sur l'entretien des plantations. Les problèmes techniques restent les mêmes ; les capsides (signalés dès 1935 à Kribi) qui attaquent les jeunes rameaux des cacaoyers constituent un grave problème, surtout dans la Lékié où la faiblesse du couvert arboré semble favoriser leur attaque. La pourriture brune (apparue dès 1927, vers Yabassi) est toujours très importante. Les fèves attaquées par les maladies sont souvent mélangées au cacao commercialisé.

Si la qualité du cacao n'a cessé de s'améliorer entre 1965 et 1975, elle n'évolue guère depuis ; représentant 86,8 % des tonnages exportés, le grade 1 ne représente plus que 52 % en 1983-84, 76 % en 1984-85. Dans le Centre-Sud, ce cacao ne constitue que 44 % de la production en 1980-81, 48 % en 1982-83 ; mais, lors d'une même campagne, cette proportion peut varier fortement d'un département à un autre : 87 % de grade 1 dans le Nyong et So en 1982-83, mais 33 % seulement dans la Lékié. Un manque d'homogénéité du produit obtenu à partir d'arbustes de types divers, un mauvais stockage, les achats hors marché, la pratique des mélanges par les exportateurs, la commercialisation des cacaos hors standard sont responsables d'une telle situation. Cependant, lors de la campagne 1986-87, a été créé un quatrième type de cacao, de qualité inférieure au hors standard : le « résidu » ; cette mesure destinée à compenser la stagnation des cours va à l'encontre de l'amélioration de la qualité.

Les conditions climatiques influent également sur la production. En 1983, la sécheresse a été responsable de l'incendie de nombreuses cacaoyères ; les jeunes plants ont séché sur place. Par contre, elle a contribué à diminuer les attaques de la pourriture brune, ce dont a bénéficié la campagne 1983-84.

Malgré ces contraintes diverses, le principal facteur déterminant pour la production reste la stratégie individuelle des paysans. Celle-ci se base sans doute sur les prix au producteur ; mais, depuis 1975, leur fort relèvement n'a pas entraîné les suites escomptées en ce qui concerne l'évolution des superficies ou de la production. D'autres éléments sont donc plus pertinents.

Le comportement du planteur apparaît avant tout conditionné par la satisfaction des besoins vivriers minimaux de sa famille, qui ne peuvent être satisfaits que grâce à un certain volume de travail incompressible. De cet objectif prioritaire et des moyens mis en œuvre pour l'atteindre dépendent le sort et le type d'exploitation de la plantation.

La stratégie paysanne dépend également de l'environnement. Dans les zones où les densités sont faibles et la terre encore disponible comme le Dja et Lobo, le planteur n'exploite ses plantations qu'en fonction de sa force de travail et de ses besoins monétaires immédiats, en essayant de rentabiliser au maximum son temps de travail. Par contre, quand la terre se raréfie, les surfaces cultivées diminuent (comme dans la Lékié) et le paysan cherche, au contraire, à accroître sa productivité à l'hectare. Les rendements du cacao sont beaucoup plus forts dans les zones de peuplement dense. Selon l'endroit, le cacao est donc soit une plante épargne, soumise à une « cueillette » plus ou moins intense, soit une plante de production.

La crise

La campagne 1986-87 a marqué le début d'une crise sans précédent des cultures de cacao et de café. Elle s'est traduite par une chute vertigineuse des prix payés au producteur : de 420 F CFA pour le grade 1, le kilo est passé à 250 F et 150 F pour les qualités inférieures. Les prix du café ont accusé une baisse plus tardive mais encore plus forte : de 440 F le kilo à 175 F !

Plusieurs causes expliquent une telle catastrophe. L'évolution négative des cours mondiaux qui atteignent leurs plus bas niveaux historiques à la fin des années 1980, est sans doute la première cause. Tous les pays producteurs ont été touchés. Ils reflètent l'équilibre entre la demande et une offre largement excédentaire. Les stocks mondiaux de cacao n'ont en effet cessé d'augmenter entre 1986 et 1990. De nouveaux producteurs, telles la Malaisie, l'Indonésie sont apparus, alors que le Ghana et la Côte d'Ivoire augmentaient sensiblement leur production. Mais les fluctuations des cours ne répondent pas exactement aux strictes conditions du marché. Le marché international des produits « stimulants » souffre également d'un manque d'entente entre pays producteurs et pays consommateurs et même entre producteurs eux-mêmes. En outre, il s'agit d'un marché très spéculatif, donc très instable, contrôlé par une poignée de gros importateurs qui imposent leur loi.

Au niveau local, la chute des cours a été d'autant plus subite que l'ONCPB a tardé à répercuter la baisse rapide des cours mondiaux sur le prix d'achat au producteur, maintenu à un niveau artificiellement élevé. L'office aurait dû normalement amortir la baisse grâce aux réserves accumulées à l'époque où les cours étaient en hausse. En fait, les transferts de fonds au bénéfice du Trésor public n'ont cessé d'augmenter. Les coûts de fonctionnement de l'ONCPB se sont également fortement accru à partir de 1981 (de 22 F CFA par kilo de cacao ou café exporté à 87 F en 1986). En 1988-89, l'ONCPB a dû emprunter pour assurer la campagne et payer les producteurs... La rigidité et les errements des structures de commercialisation nationales ont amplifié les conséquences de la crise internationale du cacao et du café sur les petits producteurs dont le travail avait justement servi à financer ces organismes.

Les effets immédiats de la crise portent sur les revenus paysans fortement dépendants des cultures d'exportation. L'argent du cacao et du café servait en priorité à payer les études des enfants, les frais de santé et d'habitat. Ces postes de dépense sont donc amenés à subir des coupes drastiques dans les budgets familiaux.

La chute des cours ne va pas favoriser l'extension des superficies cultivées, ni l'amélioration des pratiques culturales. Dans ces conditions, la production nationale, qui se maintenait autour de 125 000 tonnes entre 1986 et 1989, est appelée à baisser. Rappelons qu'avant la crise, la production stagnait depuis dix ans et que les performances de la cacaoculture étaient médiocres, malgré des prix au producteur élevés. Dans un tel contexte se pose avec acuité le problème de l'avenir des cultures industrielles.

Perspectives

Malgré la chute des cours, le cacao et le café restent une ressource fondamentale du Sud-Cameroun et du pays tout entier, cinquième producteur mondial de cacao. Ce dernier représente 30 à 40 % des exportations agro-industrielles du Cameroun. La crise actuelle est sévère mais elle fournit l'occasion de remodeler le secteur des cultures industrielles et de repartir sur des bases assainies. La culture du cacao et du café semble être arrivée à un tournant dans le Sud-Cameroun, comme dans les autres zones de production.

Il s'agit d'abord de revoir le rôle des organismes publics. La Sodecao était, en 1988-1989, la société d'État qui enregistrait le plus gros déficit (10 milliards de francs CFA), derrière la Sodecoton. Elle suspendait ses activités en 1991 et devrait faire place à une structure plus légère orientée essentiellement vers l'encadrement des planteurs, la vulgarisation et la diffusion des intrants. La réorganisation de l'ONCPB doit se traduire par une réduction des prélèvements sur les exportations, des compressions d'effectifs et surtout par une meilleure transparence dans la répartition des bénéfices de l'Office entre le fonds de stabilisation, le planteur et le Trésor. Le but est d'alléger le poids de l'organisme sur les prix et le coût réel de la production ainsi que de préserver des fonds pour soutenir l'agriculture et rien que l'agriculture.

Sur le plan de la production, face à l'émergence d'une concurrence mondiale très vive, le Cameroun n'est pas sans atout. Bien que le prix de revient du cacao camerounais soit élevé (750 F CFA le kilo alors que le cours était de 500 F en 1989), ses coûts de production restent faibles par rapport à ceux des grandes plantations asiatiques. Le cacao africain est de meilleure qualité et, de par ses caractéristiques, convient mieux au broyage, secteur où la demande est bonne (de la part de l'Allemagne, des Pays-Bas notamment) et même prévue à la hausse. Enfin, le Cameroun est relativement proche des pays consommateurs.

La relance passe par la mise sur pied d'une politique globale prenant en compte les facteurs multiples conditionnant cette culture spéculative au sein d'exploitations agricoles restées essentiellement vivrières et tournées vers l'autoconsommation.

L'augmentation de la productivité ne se fera que sous le coup de la pression foncière, comme dans la Lékié. Mais la cacaoculture restera encore longtemps extensive ; les zones à faible densité humaine sont encore largement dominantes dans le sud du Cameroun et le niveau actuel des cours ne permet pas d'envisager une extension rapide des superficies.

La diversification des produits exportables semble difficilement envisageable. Il est ainsi irréaliste d'encourager le redémarrage de la caféiculture dans des zones de forte production du cacao. Dans le Centre-Sud, les courbes de production du café et du cacao sont opposées ; le café est considéré comme une plante de complément et sa récolte est conditionnée par celle du cacao. À l'évidence, les exploitations ne peuvent mener les deux spéculations de front.

Les paysans ne désirent pas, pour autant, se spécialiser dans la cacaoculture. La part du cacao dans les revenus monétaires n'a cessé de diminuer, lentement mais régulièrement, bien avant la chute des cours. Par contre, la vente des vivres prend une part de plus en plus importante (entre 15 et 25 % au lieu de 2 % en 1954) dans les revenus monétaires. L'accaparement des cultures arbustives, et de leurs revenus, par les hommes a poussé les femmes à rechercher leurs propres ressources monétaires. Le développement des centres urbains leur a ouvert un large marché. Des cultures peu exigeantes comme l'arachide et le manioc sont devenues leur « cacao », au détriment d'autres cultures traditionnelles comme l'igname, le *ngón*, le voandzou. Les femmes assurent souvent seules les besoins alimentaires familiaux, que les revenus du cacao, ou du café, ne permettent pas de couvrir intégralement. D'ailleurs, les hommes s'intéressent de plus en plus aux cultures vivrières, notamment aux cultures pures (plantain, maïs, igname...), même si cet intérêt est encore trop faible. Le marché des cultures vivrières est très mal organisé et dépend largement des intermédiaires traditionnels. L'acheminement des produits vers les marchés est problématique du fait de la déficience du réseau routier (problème commun avec le cacao). Enfin, sur le marché de Yaoundé, il faut compter avec la concurrence de producteurs extérieurs à la région (Bamiléké).

Pour le moment, il convient non pas d'attendre le retour de cours élevés des produits d'exportation mais d'entretenir et de soutenir la production des cultures de rente, tout en favorisant l'amélioration et le développement des cultures vivrières. Celles-ci devraient, à terme, fournir aux paysans une part importante de leurs revenus monétaires, leur permettant de mieux résister aux fluctuations des cours mondiaux. Mais le rééquilibrage du rapport cultures industrielles/cultures vivrières ne pourra se faire que progressivement, puisqu'il implique une transformation importante des relations économiques entre hommes et femmes, au sein de l'exploitation agricole.

Indications bibliographiques

Annuaires de statistiques agricoles. Yaoundé, ministère de l'Agriculture, Direction des études et projets.

Assoumou (J.), 1977.— *L'économie du cacao*. Paris, Delarge, 351 p.

Binet (J.), 1956.— « Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun ». *In : L'Homme d'Outre-Mer*, Paris, Orstom, 154 p.

Champaud (J.), 1965.— *Atlas régional Sud-Ouest 2. Cartes et commentaire*. Yaoundé, Orstom-Ircam, 83 p. *multigr.*

Champaud (J.), 1966— L'économie cacaoyère du Cameroun. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, vol. 3, n° 3 : 105-124.

Leplaideur (A.), 1977.— *Structures et premiers éléments des systèmes de production des exploitations agricoles du Centre-Sud*. Yaoundé, Sodecao, 203 p. *multigr.*

Leplaideur (A.), Longuepierre (G.), Waguela (A.), 1981.— *Simulation du comportement agro-économique des petits paysans de la zone forestière camerounaise quand ils choisissent leur système de culture*. Montpellier, Sodecao-Irat, 236 p.

Marticou (H.), 1963.— *Les structures agricoles du Centre-Cameroun*. Yaoundé, Secr. du Dév. rural, Chambre d'Agr., d'Élev. et des Forêts, 67 p.

Rapport annuel 1984-85. Yaoundé, Sodecao, Direction des opérations agricoles.

Rapports annuels. Yaoundé, ministère de l'Agriculture, délégation de l'Agriculture du Centre-Sud.

Weber (J.), 1977.— Structures agraires et évolution des milieux ruraux ; le cas de la région cacaoyère du Centre Sud-Cameroun. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, vol. 14, n° 2 : 118-140.

Zolty (A.), 1990.— Cameroun. Agriculture, élevage, pêche et forêt. *Afrique Agriculture*, 175, août-septembre, 106 p.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
MRST
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

CULTURES INDUSTRIELLES
CACAO, CAFÉ

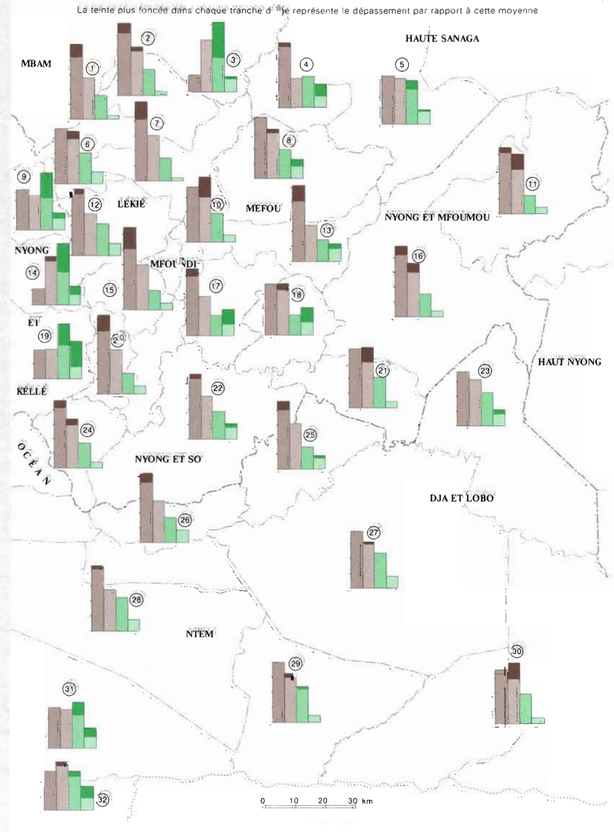
C. SANTOIR

CACAO ● 50 hectares
CAFÉ ● 25 hectares
● 5 hectares
forêt classée
limite forêt-savane

AGE DE LA CACAOYÈRE

(Source : SODÉCAO 1984-85)

L'histogramme d'une région quelconque correspond à la moyenne pour la zone cartographiée
La teinte plus foncée dans chaque tranche d'âge représente le dépassement par rapport à cette moyenne



% de la superficie de la cacaoyère par arrondissement et district
nombre d'années

1	MONATÉLÉ	9	BOT-MAKAK	17	MFOU	25	ZOÉTÉLÉ
2	SAA	10	SOA	18	DZENG	26	NGOULE-MAKONG
3	NTUI	11	AYOS	19	MAKAK	27	SANGMÉLIMA
4	MBANDJOK	12	OKOLA	20	AKONO, BIKOK NGOUMOU	28	EBOLOWA
5	NKOTENG	13	AWAE	21	ENDOM	29	MVANGAN
6	EVODOULA	14	MATOMB	22	MBALMAYO	30	DJOUM, OVENG
7	OBALA	15	MBANKOMO	23	BENGBIS	31	AMBAM
8	ESSE	16	AKONOLINGA	24	NGOMEDZAP	32	OLAMZÉ

Echelle 1 : 500 000
0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE : M. ARQUIER C. VALTON

© ORSTOM Éditions 1995

L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Christian SANTOIR

L'importance du Sud-Cameroun dans la production forestière nationale peut se traduire en quelques chiffres :

Tableau I
L'exploitation forestière dans les provinces du Centre et du Sud (années 1984-1985)

	Cameroun	Centre et Sud	%
Superficies exploitées (ha)	7 159 300	3 305 000	46
Production de grumes (m^3)	1 850 000	573 000	31
Nombre d'exploitants	125	45	36
Nombre d'usines	85	32	37

Mais la zone comprise dans le cadre de l'atlas, ne recouvrant ni le Mbam ni surtout les départements forestiers de l'Océan et du Nyong et Kéllé, ne représente que 40,5 % (1 340 000 ha) de la superficie exploitée et 30 %, environ, de la production de grumes des provinces du Centre et du Sud. Par contre, elle comprend un nombre d'unités de transformation (25) relativement élevé par rapport au nombre d'exploitants (19).

L'évolution de l'exploitation

Les forêts de l'intérieur du Sud-Cameroun commencèrent à être exploitées à une époque relativement tardive, bien après les zones côtières. Néanmoins, le début de l'exploitation remonte à une soixantaine d'années et correspond à la réalisation de la voie ferrée Douala-Yaoundé (1927) et de la bretelle Otélé-Mbalmayo. À cette époque, l'exploitation forestière était étroitement conditionnée par l'existence du chemin de fer. Elle s'étendait généralement sur une dizaine de kilomètres, de part et d'autre de la voie ferrée. Le Nyong, entre Akonolinga et Mbalmayo, offrait également des possibilités de flottage.

En 1934, 27 permis d'exploitation étaient tributaires de la ligne de chemin de fer Douala-Mbalmayo-Yaoundé et 5 du Nyong. La même année, on comptait dans le Nyong et Sanaga 27 exploitants, la plupart européens ou étrangers, mais aucun dans le Ntem. L'exploitation portait alors sur une dizaine d'essences, parmi les plus précieuses : l'*okoumé*, aujourd'hui disparu, l'*acajou* et l'*ébène*, mais aussi, l'*ayous* et l'*iroko*.

Les coupes furent réglementées par des décrets, en 1926 et 1931 ; furent ainsi créés des permis de différents types : permis de chantier, de coupe ordinaire, de coupe industrielle ; permis pour l'ébène ou le rotin. Un cahier des charges fixait les obligations de chaque exploitant.

En 1959, la superficie couverte par les permis d'exploitation couvrait 560 000 ha environ dans la zone étudiée. Ils se situaient principalement dans la Méfou (arr. d'Esse et Awaé), dans le Nyong et So et dans le Nyong et Mfoumou. Il convient d'ajouter la partie orientale des arrondissements de Makak et Matomb. On ne comptait alors qu'un seul permis dans le Ntem. Les exploitations forestières étaient donc relativement proches de Yaoundé, rarement à plus de 80 km ; elles étaient desservies par de grands axes de communication et circonscrites aux zones les moins habitées, mais néanmoins susceptibles de fournir une main-d'œuvre suffisante. En effet, l'exploitation se faisait dans des secteurs où les densités de population étaient encore assez fortes et où la forêt était soumise à une intense exploitation pour fournir bois de chauffage et matériaux de construction ; en outre, les défrichements pour les cultures vivrières avaient sensiblement modifié sa physionomie et amoindri sa richesse.

Après l'Indépendance, l'exploitation forestière progresse rapidement ; les zones d'exploitation s'étendent vers le nord-est, au nord de la route Yaoundé-Akonolinga et vers le sud-est, de part et d'autre de la route goudronnée Yaoundé-Sangmélima, et au-delà jusqu'à Djoum. La modernisation des moyens de production, l'amélioration du réseau routier, amorcées dès les années cinquante, permettent aux exploitants de combler les vides et de s'intéresser à de nouvelles zones. La concurrence entre sociétés joue également son rôle. Ainsi, en 1971, les permis couvrent 1 750 000 ha environ, soit trois fois plus qu'en 1960 ; la progression a surtout été spectaculaire dans le Dja et Lobo.

Depuis, l'exploitation marque le pas. La construction du premier tronçon du Transcamerounais (achevé en 1969) a permis d'ouvrir à l'exploitation les zones de Batouri, Abong-Mbang, Deng-Deng. En outre, dès 1970, l'extrême sud-est est l'objet de demandes de permis. En 1978-79, la province de l'Est, malgré une superficie d'exploitation inférieure (2 800 000 ha contre 3 500 000 ha), a une production de grumes supérieure (760 000 m^3 contre 592 000 m^3) à celles des provinces du Centre et du Sud.

Malgré le déplacement du centre de gravité vers les grandes forêts de l'Est, la région étudiée reste une zone de production importante. En 1985, les permis couvraient 1 588 212 ha, soit légèrement moins qu'en 1970 (tabl. II).

Cependant les superficies forestières octroyées aux sociétés ne sont pas toutes effectivement exploitées. Dans les départements les plus forestiers, Dja et Lobo et Ntem, des permis octroyés n'ont jamais été exploités (SCB : 250 000 ha, SOFARA : 128 800 ha). Situés dans des secteurs intéressants, mais difficiles d'accès (terrains accidentés ou marécageux), leur exploitation nécessiterait de très gros moyens financiers et techniques. D'autres sociétés abandonnent l'exploitation de leur licence, suite à l'épuisement de la forêt (comme dans le Nyong et So) ou pour diverses raisons : exploitation d'autres permis plus rentables, problèmes techniques. Entre 1980 et 1985, le nombre de licences s'est notablement réduit (tabl. III).

Tableau II
Superficies des licences d'exploitation par département

Départements	Superficies des licences en exploitation (ha)	Superficie des licences par rapport à celle du département (en %)
Dja et Lobo	523 159	26,2
Haute-Sanaga	260 145	22
Lékié	23 970	8
Méfou	118 630	28,5
Ntem	382 570	24
Nyong et Mfoumou	160 430	26
Nyong et So	119 368	33,3
Total	*1 588 272*	*24,6*

Tableau III
Évolution des licences entre 1980 et 1985

Département	1980-81	1984-85 *
Dja et Lobo	10	5
Haute-Sanaga	9	8
Lékié	2	2
Méfou	5	5
Ntem	8	3
Nyong et Mfoumou	2	4
Nyong et So	12	8
Total	*48*	*35*

* Licences en activité.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Le centre de la zone étudiée est exploité de façon intense depuis une trentaine d'années. Les licences les plus récentes concernent surtout la partie orientale de la Méfou et la Haute-Sanaga ; elles couvrent des zones de forêt semi-caducifoliée, plus ou moins dégradées, imbriquées dans des savanes périforestières.

Dans les zones forestières peu habitées du Sud, l'exploitation se heurte à des problèmes techniques. Les coûts de production y sont particulièrement élevés. Bien que les cahiers des charges imposent à l'exploitant d'ouvrir des pistes, cela ne saurait remplacer un véritable réseau routier permanent, seul capable d'assurer une évacuation rapide des grumes.

Enfin, bien que peu nombreuses, les sociétés exploitent des permis de taille réduite, qui n'offrent pas des conditions techniques favorables à une bonne rentabilité (tabl. IV).

Tableau IV
Superficies des licences actives (1985)

Superficie des licences (ha)	Nombre de licences « actives » (1985)
< 10 000	6
10 à 20 000	7
20 à 30 000	8
30 à 40 000	5
40 à 50 000	2
50 à 100 000	6
> 100 000	1

Quatorze entreprises exploitent 35 licences. La superficie moyenne (49 630 ha) des licences exprime mal le morcellement et la grande inégalité des exploitations entre elles. En fait, cinq entreprises monopolisent 70 % des superficies concédées (tabl. V).

Les expatriés sont largement dominants ; ils représentent 80 % des superficies (moy. 90 102 ha). Par contre, les Camerounais ne possèdent qu'une société d'économie mixte (la COCAM de Mbalmayo) et cinq petites exploitations (moy. 16 196 ha). L'existence de ces petites entreprises artisanales est d'ailleurs souvent éphémère, suite à un manque de crédits chronique.

En définitive, malgré une baisse de l'activité forestière, que traduit l'évolution des permis, on peut conclure que la zone étudiée reste très imparfaitement exploitée. L'extension vers le sud, engagée dans les années 1970, ne s'est pas poursuivie. De grandes zones de forêt dans le Ntem, dans le Dja et Lobo restent encore à exploiter. L'exploitation forestière est très dépendante du réseau routier existant et n'a pas réussi, sans aide extérieure, à s'éloigner des grands axes permanents.

En fait, le chemin de fer constitue la principale voie d'évacuation des grumes. Les gares de Mbalmayo (33 000 tonnes par an), de Batchenga (25 000 tonnes) et de Yaoundé-Mvolyé (36 000 t) assurent l'essentiel du trafic en provenance du nord (Mbam, Haute-Sanaga, province de l'Est) et du sud (Ntem, Dja et Lobo, Nyong et So). Sur ces axes, le transport routier ne supporte pas la concurrence du rail : Obala-Yaoundé, 8 200 t ; Mbalmayo-Yaoundé, 7 500 t. Par contre, il relaie le chemin de fer sur les axes Ebolowa-Mbalmayo (12 000 t), Sangmélima-Mbalmayo (10 200 t) et surtout sur l'axe Akonolinga-Yaoundé (75 000 t) qui draine la production de la partie orientale de la Méfou, du Nyong et Mfoumou et d'une partie de la province de l'Est. En outre, l'achèvement des routes goudronnées Douala-Yaoundé et Bafoussam-Yaoundé vient renforcer le trafic routier des grumes.

Tableau V
Répartition des exploitants selon les licences

Exploitant	Superficie totale exploitée (ha)
Khoury E.	152 440
SFDL	150 559
CIFOA	148 705
Khoury P	132 560
COCAM	119 800
SEFT	82 715
SAB	68 020
Coron (EGTF)	52 180
Ouambo V.	27 950
Durel M.	23 300
SOFONY	16 780
Kédi J.	16 160
Amougou P.	10 088
Nzogué F.	10 000
Total	*1 011 251*

État de la production

L'évaluation de la production forestière de la zone étudiée est assez difficile et on ne peut fournir que des estimations. Les exploitants communiquent rarement, ou irrégulièrement, les chiffres de leur production aux services concernés ; d'une année à l'autre, les statistiques restent ainsi incomplètes et approximatives.

Ainsi, en 1984-85, les principaux secteurs de production se situent dans d'anciennes zones de production (Méfou, Nyong et So) ou, au contraire, dans des zones d'exploitation relativement récente, comme le Ntem (mais le chiffre de 1980 semble sous-estimé). On remarque la progression de la production dans la Haute-Sanaga, alors que dans le Dja et Lobo, elle paraît, au contraire, décliner (production en 1979-80 : 73 800 m^3). Les exportations, principalement sous forme de grumes, sont au total de l'ordre de 130 000 m^3 (tabl. VI).

Tableau VI
Évolution de la production (en m^3)

Département	1980-81	1984-85
Méfou	46 300	53 000
Nyong et So	45 000	35 000
Dja et Lobo	39 000	35 000
Nyong et Mfoumou	18 800	20 000
Haute-Sanaga	15 000	33 000
Lékié	5 000	2 500
Ntem	800	54 500
Total	*169 900*	*233 000*

L'exploitation porte sur vingt à trente essences différentes. Les trois principales essences produites au Cameroun : l'*ayous*, l'*azobé* et le *sapelli* ne dominent pas partout, comme le montrent des sondages effectués dans la production de quatre départements (tabl. VII).

Les nombreuses autres espèces secondaires comme le *movingui*, l'*iroko*, le *moabi*, le *kosipo*, le *sipo* occupent donc une part importante de la production. Les conditions climatiques, pédologiques mais aussi l'ancienneté de l'exploitation expliquent cette répartition régionale.

L'*ayous* est un bois blanc dont la demande s'est accrue avec l'industrie du déroulage. Les autres essences (*azobé, sapelli, sipo, moabi*...) sont des bois rouges destinés à l'ébénisterie, comme à la fabrication des traverses de chemin de fer.

Tableau VII
Répartition de quelques essences selon le département (en % du volume extrait)

Département	Ayous	Azobé	Sapelli	Total
Haute-Sanaga (Nkoteng)	54	12	9	75
Lékié	29	0	2	31
Dja et Lobo	20	0	18	38
Ntem	22	0	8	30

L'industrie du bois

La région étudiée dispose d'un fort potentiel industriel, puisqu'elle concentre la majeure partie des usines à bois du Centre et du Sud (25 sur 32) et le tiers environ des entreprises nationales. Il s'agit principalement d'industries de première transformation (sciage, déroulage, tranchage). Yaoundé, Mbalmayo, Akonolinga, Mvoutessi et Sangmélima représentent les pôles de cette industrie.

Une partie de plus en plus importante de la production est transformée (57,7 % en 1980-81, pour le Centre et le Sud ; 65,6 % en 1985, pour le Centre). Depuis 1973, la réglementation fixe ce taux à 60 % de la production.

Tableau VIII
La transformation du bois (1985)

Département	Nombre d'unités de transformation		Volume transformé (en m^3)
	Sciage	Déroulage, placage	
Méfou	1	0	22 000
Mfoundi	4	1	650
Lékié	1	0	40 000
Nyong et Mfoumou	1	0	2 300
Nyong et So	7	2	33 000
Ntem	2	0	60 000
Haute-Sanaga	2	0	2 700
Dja et Lobo	2	2	10 000
Total	*20*	*5*	*170 650*

La transformation porte surtout sur le sciage (60 % du volume de la production) et il existe de nombreuses petites unités dispersées, à proximité des chantiers forestiers, ou prés des principales voies de communication. Cette industrie ancienne a été complétée, à la fin des années 1960, par la construction d'usines importantes spécialisées dans le déroulage et le tranchage (Cocam de Mbalmayo), le placage (ECAM-Placages, à Mbalmayo), les parquets et les moulures (SINTRABOIS à Yaoundé, SFDL et PMC à Mvoutéssi) (tabl. VIII).

Les usines de Yaoundé et Mbalmayo sont largement sous-utilisées alors que leurs équipements ont un potentiel de transformation de 170 000 m^3 par an. Neuf entreprises (Cocam, Ecam, Sintrabois, SFDL, EFC, EGTF, SAB, EFEK, CIFOA) réalisent 85 % de la transformation. Toutes sont aux mains d'expatriés, à l'exception de la Cocam, société d'économie mixte italo-camerounaise. Les Camerounais ne possèdent que huit petites scieries, la plupart à Mbalmayo.

Les industries de deuxième transformation, menuiseries, ébénisteries, sont beaucoup moins développées. On ne compte, à Yaoundé, que quelques menuiseries industrielles, dont l'entreprise Noussi, la plus ancienne. Quatre petites entreprises traitent les dérivés de la cellulose (SITRACEL) ou fabriquent des articles de papeterie (SAFCA, SCTP, FABUREAU). Mais leur matière première vient de l'étranger ; la région ne compte, en effet, aucune usine de pâte à papier. En outre, l'entreprise CELLUCAM d'Edéa, sur laquelle étaient fondés de grands espoirs (122 000 t de pâte à papier par an.), a dû cesser ses activités suite à de graves problèmes financiers.

En réalité, l'industrie de deuxième transformation est surtout représentée par une multitude de petites menuiseries artisanales situées à Yaoundé et dans les chefs-lieux de départements. À Yaoundé, en 1979, 613 petites entreprises appartenant au secteur « informel » ou « non structuré » employaient pas moins de 1 550 ouvriers, selon une enquête de l'OIT, soit autant que toutes les grandes entreprises de la ville travaillant le bois (1 543 employés). L'importance de cet artisanat s'est sans doute fortement accrue depuis, suite à l'extension rapide du périmètre urbain. Les menuisiers sont, en effet, les premiers artisans à s'installer dans les quartiers en construction.

Les perspectives de l'économie forestière dans le Sud-Cameroun

Bien qu'étant déjà une ancienne région de production, la zone étudiée dispose de bonnes perspectives industrielles. Les besoins du marché intérieur sont mal connus ; la consommation est estimée à environ 0,03 m^3 de bois par personne et par an. Encore faible, elle augmenterait de 10 % par an. Le développement de Yaoundé et des autres centres urbains (Sangmélima, Ebolowa) constitue un facteur important de dynamisme pour l'industrie du bois. Un Centre de promotion du bois a été créé à Yaoundé, avec l'aide de la FAO et du PNUD, pour promouvoir l'utilisation des essences secondaires et développer l'emploi du bois dans le bâtiment et le mobilier.

Au début des années 1980, les grandes entreprises estimaient que, vu leur nombre, le marché local était saturé et que les grandes difficultés d'évacuation de leurs produits par le rail, ou la route, limitaient fortement les possibilités de vente. Depuis la situation a changé. La mise en route de vastes chantiers de construction (Cité verte, lotissements de la MAETUR), le désenclavement de Yaoundé avec l'ouverture de l'axe lourd Douala-Yaoundé et le réaménagement de la voie du Transcamerounais sont autant d'atouts nouveaux pour une relance de l'activité, notamment dans le secteur de la menuiserie et de l'ébénisterie.

Les forêts de la région étudiée sont encore incomplètement exploitées. Si, dans les départements situés au nord du Nyong, il est difficile de concevoir une extension des permis, le Ntem, dans l'arrondissement d'Ambam, le Dja et Lobo dans l'arrondissement de Djoum, disposent de ressources appréciables. En outre, des superficies importantes concédées en licence n'ont jamais été exploitées suite à leur enclavement. Pour accéder aux zones éloignées des grands axes et faciliter l'évacuation des grumes, il conviendra d'améliorer le réseau des pistes, mais cette tâche devrait être du ressort des seuls pouvoirs publics.

Le développement de l'exploitation devrait également s'accompagner d'une aide accrue aux forestiers nationaux (octroi de crédits, encadrement technique) par l'intermédiaire du nouvel Office national du développement des forêts qui possède une exploitation pilote de 42 000 ha près d'Akonolinga. L'ONADEF, créé en février 1990, doit reprendre les activités du Centre national de développement des forêts, CENADEFOR, ainsi que celles de l'Office national de régénération forestière, ONAREF.

Des projets à plus ou moins long terme sont également susceptibles de développer la production forestière. Ils concernent surtout la construction de l'axe lourd Yokadouma-Sangmélima-Ebolowa-Rocher du Loup, où doit être construit un port en eau profonde. Destinée à fournir une voie d'évacuation rapide et économique aux exploitations forestières de l'Est, cette route favorisera l'industrie du bois dans le Ntem et le Dja et Lobo. À Sangmélima est prévue la création d'un complexe de traitement du bois d'une capacité de 40 500 m^3, dont 12 000 m^3 de contreplaqué... Mais tout développement de l'exploitation doit d'abord passer par une politique d'aménagement et de protection de la forêt.

La nécessité d'une exploitation mieux maîtrisée

La forêt constitue, dans la zone concernée par l'atlas, un capital déjà bien entamé. Dans les secteurs à forte densité humaine, les défrichements pour les cultures vivrières — notamment l'arachide — et les plantations ont fait reculer, peu à peu, la forêt dense. La forêt doit également fournir le bois de chauffe et de construction. Les coupes illégales se multiplient. Dans la Lékié, 2 000 tronçonneuses environ s'attaquent aux bois de qualité pour alimenter les petites menuiseries locales ou yaoundéennes. La part de cette exploitation, aussi « spontanée » que clandestine, qui constitue pour les villageois une ressource appréciable, est difficile à estimer. Dans la Méfou, les Eaux et Forêts ont saisi, en 1984, 1 843 m^3 de bois illégalement abattu, soit 3,5 % de la production annuelle du département le pourcentage réel est sans doute bien supérieur.

Planche 13

Une des principales tâches des agents forestiers est de contrôler l'exploitation des sociétés forestières, du moins quand ils en ont les moyens... En dehors de l'irrégularité du paiement des taxes forestières et du non-respect des délais de renouvellement des licences, les fautes les plus fréquentes concernent la non-observation des assiettes de coupe ainsi que des clauses du cahier des charges. L'exploitation irrégulière des petites sociétés entraîne également un certain gaspillage ; un volume de bois non négligeable, sous forme de billes, est abandonné chaque année sur les chantiers. Avant que le patrimoine forestier ne soit entièrement dilapidé, le service des Eaux et Forêts a entrepris diverses actions visant à la conservation, la régénération et l'aménagement des forêts.

Il est important de connaître le potentiel forestier actuel avec le plus d'exactitude possible. Un inventaire général a été commencé sous la responsabilité du Cenadefor. En 1983 et 1985, le Centre technique forestier tropical (CTFT) français a réalisé un premier inventaire des ressources forestières du Sud-Cameroun. Le Cenadefor a effectué également des inventaires d'aménagement pour des sociétés nationales.

Les réserves forestières sont peu nombreuses dans la zone étudiée : Otomo dans la Méfou, Mbalmayo et Zamakoé dans le Nyong et So, à proximité de l'École nationale de foresterie. Le domaine classé s'élève à 16 372 ha seulement. Situées dans des zones bien peuplées, ces réserves qui ont un but productif sont particulièrement menacées. Elles servent de pépinières pour l'enrichissement des forêts dégradées avec des essences de qualité : *sapelli, framiré, fraké, okoumé*. L'immense réserve du Dja (500 000 ha), qui déborde sur l'arrondissement de Bengbis, est une réserve de faune. Elle est, par conséquent, entièrement protégée et doit être érigée en parc national.

Les projets de reboisement n'intéressent pour l'instant que le nord de la zone étudiée, à la limite du contact forêt-savane, soit les départements de la Lékié, de la Haute-Sanaga et du Nyong et Mfoumou. En 1984, deux zones avaient été délimitées dans la Lékié (est de l'arrondissement de Saa) et la Haute-Sanaga en vue d'un éventuel classement, préalable nécessaire à toute opération de reboisement.

Beaucoup d'efforts restent donc à fournir dans la conservation et la régénération forestière, surtout quand on considère que des superficies relativement importantes (168 000 ha, soit 17 % environ des superficies octroyées en 1985) sont l'objet d'une exploitation légale depuis près de trente ans. Pour mener à bien une tâche vitale pour l'économie du Sud-Cameroun, le service des Eaux et Forêts a besoin de moyens plus importants, en hommes, en matériel et en argent. Le budget des Eaux et Forêts est inférieur à 1 % des revenus forestiers nationaux et 92 % de ce faible budget est consacré aux traitements du personnel... Beaucoup de postes forestiers restent à construire et à équiper.

Les potentialités de la forêt du Sud-Cameroun peuvent être développées à condition que celle-ci soit mieux gérée. Mais la prise de conscience de ce problème par les pouvoirs publics intervient à un moment défavorable. La crise économique et la stagnation consécutive des industries du bâtiment en Europe, principal client du Cameroun, ont entraîné dans ce secteur d'activité une certaine dépression, qui apparaît durable. Le marché national n'est pas encore assez développé pour pallier le marasme. Aussi le gouvernement a-t-il pris certaines mesures économiques, complémentaires des mesures techniques précitées, pour soutenir la production forestière ; elles visent notamment à diminuer les lourds frais d'évacuation supportés par les entreprises. Mais l'avenir de l'exploitation forestière, en tant que principale industrie locale, comme celui du patrimoine forestier, demande plus que des mesures conjoncturelles.

L'exploitation « minière » à laquelle est livrée la forêt du Cameroun méridional, la progression rapide des défrichements culturaux ont conduit les autorités à dresser un tableau alarmiste de la situation, prévoyant une disparition totale de la forêt sud-camerounaise dans 150 ans. Cette hypothèse mérite d'être nuancée. En fait, l'exploitation ne serait pas aussi grave. Les prélèvements effectués sont encore faibles (0,5 à 3 arbres par hectare) et ne mettent pas en danger la reconstitution du couvert arboré. Par contre, l'exploitation systématique de certaines espèces (l'ébène par exemple) provoque leur disparition. Le danger de déforestation est surtout important dans les zones de fortes densités humaines.

Ces craintes sont à l'origine de l'élaboration du Plan d'action forestier tropical (PAFT), préparé avec l'aide de nombreux organismes internationaux (FAO, PNUD, BAD, Banque mondiale) et de la communauté internationale. Son but est d'accélérer l'exploitation intensive des zones forestières et de faire du Cameroun un des premiers exportateurs de produits forestiers africains. Le PAFT doit concrétiser le projet d'un axe forestier ouest-est reliant le Haut-Nyong à la mer et mettre en œuvre un nouveau système d'« exploitation conservatoire » basé sur la sélection des espèces intéressantes et la destruction de celles jugées nuisibles. Les retombées écologiques et humaines de ce vaste programme (58 projets, 108 millions de dollars) sont actuellement difficilement prévisibles et le risque est grand de voir s'accélérer la déforestation. D'autre part, il tient très peu compte des populations autochtones (dont les Pygmées) qui n'ont pas été associées aux réunions préparatoires. Pourtant, la forêt n'est pas un espace vacant et « vierge » ; la participation de ses propriétaires légitimes peut apparaître indispensable pour la réussite du plan et la conservation d'une des principales richesses du pays.

Indications bibliographiques

FRANQUEVILLE (A.), 1974.— « L'exploitation forestière ». *In* : *Atlas du Cameroun*, Paris, Orstom, pl. XVI.

LETOUZEY (R.), 1985.— *Carte phytogéographique du Cameroun*. Yaoundé, IRA, Toulouse, ICIV, 5 fasc., 4 cartes à 1/500 000, 8 cartons.

MAINET (N.), 1981.— Mise au point sur l'exploitation forestière au Cameroun. *Rev. de Géo. du Cameroun*, vol. II, n °2 : 103-113.

Rapports annuels du ministère de l'Agriculture. Yaoundé, rapports des Sections départementales du service des Eaux et Forêts et des Chasses.

Situation des Licences d'exploitation forestière, arrêtée au 30-06-85. Yaoundé, Service exploitation des Eaux et Forêts.

VIVIEN (J.); FAURE (J.J.), 1985.— *Arbres des forêts denses d'Afrique centrale*. Paris, Ag. de Coop. cult. et techn., 565 p.

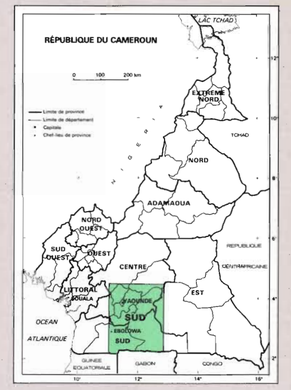
Revues

Afrique-Agriculture, 1990.— Cameroun : Agriculture, Élevage, Pêche, Forêt. N° 175, Août-septembre.

Marchés tropicaux et méditerranéens, 1985.— L'économie du Cameroun en 1983-84. Paris, 18 octobre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

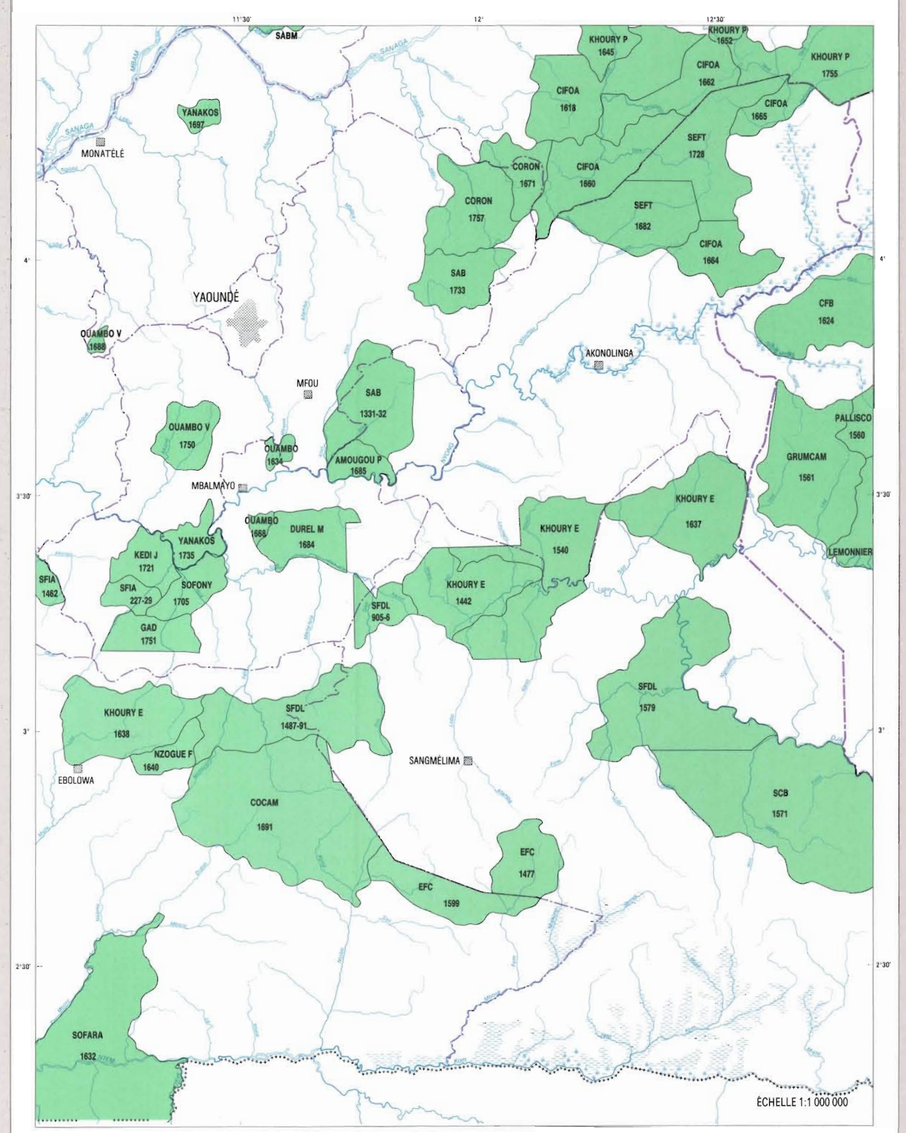


EXPLOITATION FORESTIÈRE

C. SANTOIR

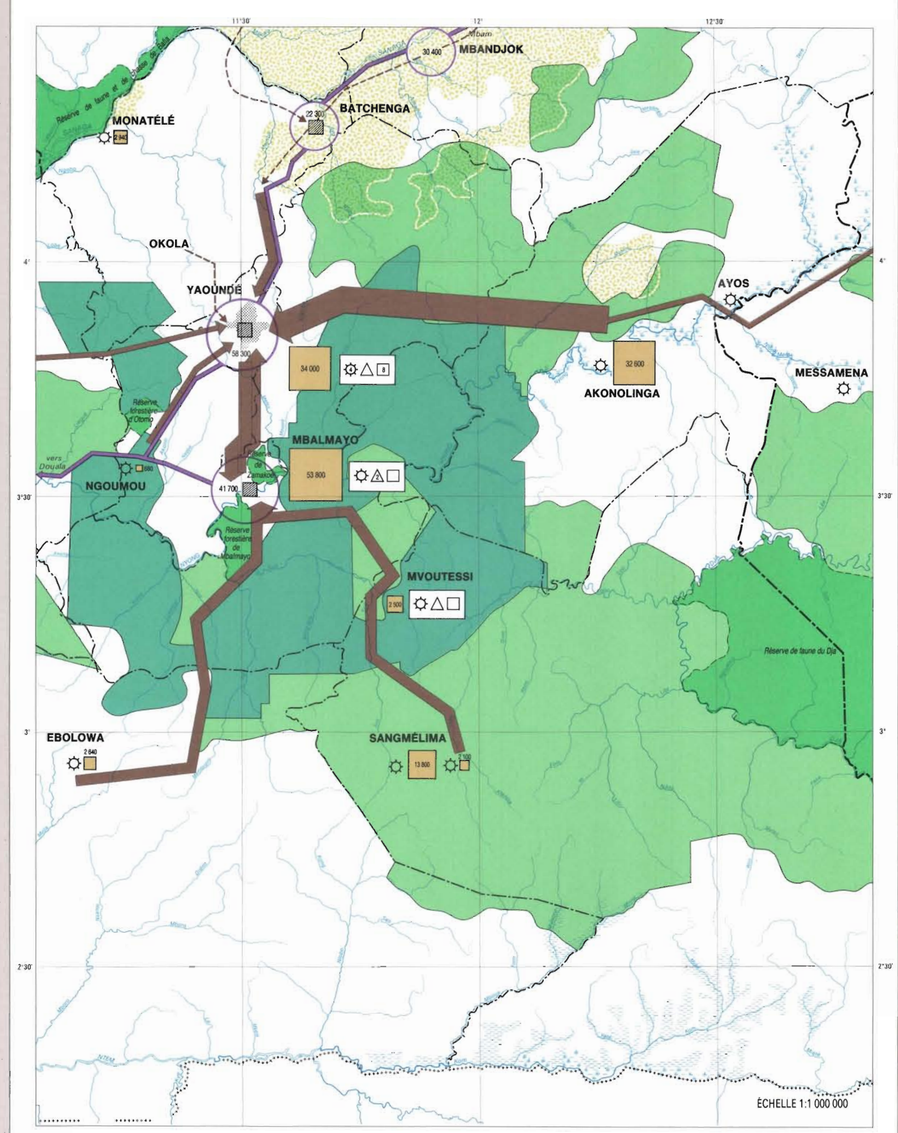
LICENCES D'EXPLOITATION

(situation au 30-6-1985)



INDUSTRIE DU BOIS

(en 1983)



© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE · C. VALTON

IMPACT GRAPHIC • 45.09.16.50 - FRANCE

LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

Christian SANTOIR

Cette planche traite principalement des équipements mis en place et gérés par l'État. Il en est ainsi des grands services (routes, chemin de fer, aéroports, réseaux de distribution d'eau, d'électricité, postes et télécommunications, installations sanitaires). Dans les équipements collectifs a également été incluse l'infrastructure agricole, dont le rôle est fondamental dans une région essentiellement vouée à l'agriculture et aux cultures d'exportation. L'agro-industrie, bien que ne pouvant être considérée à proprement parler comme un équipement collectif, a été ajoutée. Gérée par des sociétés à capitaux mixtes, elle tient une faible place dans la région mais fait néanmoins partie de l'infrastructure économique régionale. Il en est de même du tourisme, dont les équipements sont à usage collectif mais dont le faible développement ne justifiait pas un traitement séparé. Par contre, l'équipement scolaire, vu son importance, fait l'objet d'une planche à part, de même que l'infrastructure religieuse.

Les voies de communication

Le problème des communications conditionne en grande partie le niveau de développement de l'espace étudié. Plus qu'en toute autre zone, la route, ou la piste, est un des éléments essentiels de la vie en forêt.

Le réseau routier

La première ébauche de réseau routier date de l'époque allemande ; entre 1909 et 1912 est créée une route reliant Kribi à Yaoundé, utilisable par des véhicules légers. Cependant, dès cette époque, la forêt est parcourue par de nombreuses pistes, dont les principales sont aménagées pour faciliter le passage des colonnes commerciales ou militaires. Le tracé rayonnant à partir de Yaoundé sera repris et développé par les Français ; il constitue la base du réseau routier actuel.

Entre 1916 et 1945, des liaisons rapides sont établies entre Yaoundé et le sud : Ebolowa, Ambam, Sangmélima, Djoum ; l'est : Akonolinga, Abong-Mbang ; plus tardivement vers l'ouest : Makak, Douala. Les populations doivent assurer l'entretien de ces pistes le long desquelles l'administration s'est efforcée de les rassembler avec un succès certain (sauf, toutefois, en pays basaa).

Après la guerre, les premiers plans quinquennaux financés par le FIDES (Fonds d'investissement et de développement économique et social) permettent une amélioration des axes routiers selon des normes précises. Le bitumage des routes drainant les principales régions cacaoyères est entrepris entre Mbalmayo (terminus du chemin de fer) et Sangmélima (120 km), Yaoundé et Batchenga (62 km). Des routes en terre sont construites vers Abong-Mbang, Nanga-Eboko ; un pont est lancé sur le Nyong, à Ayos (celui de Mbalmayo, à voie unique, a été construit avant la dernière guerre).

La période suivant l'Indépendance apporte peu de changements : bitumage de la route Mbalmayo-Yaoundé en 1963-64, construction des routes Yaoundé-Evodoula, Ayos-Abong-Mbang, Djoum-Mintom. L'essentiel des liaisons intérieures est achevé au cours du IIIe plan. Lors du plan suivant (1976-1981) sont construites les routes bitumées Saa-Koro, Yaoundé-Soa ; un pont, dit « de l'Enfance » (il a été construit dans le cadre d'un projet soutenu par l'Union internationale de la protection de l'enfance), est lancé sur la Sanaga, à Koro, et permet d'éviter le bac de Nachtigal ; un autre est construit sur le Nyong, à Mbalmayo (avec l'aide de la Chine populaire). Enfin, le dernier plan (1981-1986) voit la réalisation de projets importants qui ont profondément modifié les liaisons routières du Sud-Cameroun : réalisation des axes lourds Douala-Yaoundé ; Yaoundé-Obala-Bafia-Bafoussam, avec construction d'un pont à deux voies sur la Sanaga, à Ebébda. Par ailleurs, l'amélioration des principaux axes existants a été entreprise : route goudronnée Mbalmayo-Sangmélima, routes en terre Yaoundé-Ayos, Mbalmayo-Ebolowa, Ebolowa-Kribi, Yaoundé-Ngoumou, route stratégique Sangmélima-Djoum-Mintom. Un nouveau pont a été construit sur le Nyong, à Olama, sur l'ancienne piste Yaoundé-Kribi. Un gros effort a donc été fourni pour améliorer les routes nationales destinées à désenclaver la capitale et à lui assurer des liaisons permanentes avec la côte, l'ouest du pays, mais aussi tout son arrière-pays, au sud et à l'ouest.

Une enquête du BCEOM (1983) effectuée en 1981, c'est-à-dire avant l'ouverture des grands axes bitumés vers Douala et Bafoussam, montrait que, dans le Centre-Sud, le trafic routier était surtout « introverti », la circulation interne (4 817 véhicules par jour) étant bien supérieure à la circulation inter-régionale (277 véhicules par jour). Les flux de passagers les plus importants concernaient les axes Yaoundé-Obala (9 725 passagers par jour), Yaoundé-Mbalmayo (7 703 passagers/jour), Yaoundé-Akonolinga (6 756 passagers/jour). Il en était de même pour les marchandises, avec, toutefois, un trafic assez important sur l'axe Douala-Yaoundé, suscité par les capacités de transport limitées du chemin de fer (Yaoundé-Obala : 1 603 tonnes par jour ; Yaoundé-Edéa : 743 tonnes ; Yaoundé-Mbalmayo : 626 tonnes ; Yaoundé-Akonolinga : 564 tonnes par jour). Nul doute que l'ouverture des axes lourds va renforcer la circulation inter-régionale avec l'Ouest et le Littoral.

Cependant, beaucoup reste à faire pour pallier la faiblesse d'ensemble du réseau routier intra-régional. Les routes nationales permanentes, utilisables en toutes saisons, bitumées ou en terre stabilisée, ne représentent que l'ossature d'un réseau composé surtout de routes provinciales, départementales et de pistes rurales, selon la classification officielle (décrets de mars 1979 et de mai 1984). Celle-ci n'est pas uniquement formelle, car elle détermine les organismes chargés de l'entretien (province, département ou commune) et, par conséquent, le budget dont dépend, à priori, la praticabilité des voies (tabl. I).

Le réseau routier permanent est donc peu important dans l'ensemble et se rapetisse au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la capitale. Cela est dû notamment à sa remarquable disposition en étoile au départ de Yaoundé. Cette organisation radiale, qui apparaît nettement sur la carte des temps de trajet, privilégie quatre grands axes cardinaux le long desquels l'espace-temps se dilate ; en dehors, au contraire, il se rétracte, dans des zones où la circulation se ralentit en devenant plus difficile (fig. 1).

TABLEAU I
Longueur des routes permanentes par département

Département	Longueur des routes permanentes goudronnées et en terre (en km)	Longueur pour 10 km² (en km)
Lékié	380	1,27
Méfou	430	1,03
Nyong et So	245	0,68
Nyong et Kéllé *	150	0,57
Nyong et Mfoumou	280	0,45
Dja et Lobo	840	0,42
Ntem	580	0,36
Haute-Sanaga **	200	0,25
Total	*3 105*	*0,49*

* 3 arr. : Bot-Makak, Maka, Matomb ; ** moins l'arr. de Minta.

La limite des 2 heures de trajet est intéressante dans la mesure où elle correspond au temps maximum que les citadins sont prêts à consacrer pour se rendre au village ; au-delà, les visites se font plus rares. Ces 2 heures constituent donc une sorte de seuil, marquant une des limites de la fonction « régionalisante » de la capitale. On constate qu'elle ne s'étend guère au nord de la Sanaga, mais qu'elle englobe l'ouest du pays basaa, les pays eton, ewondo et bënë ; par contre, elle ne comprend qu'une faible partie du Nyong et Mfoumou et des départements bulu, au sud.

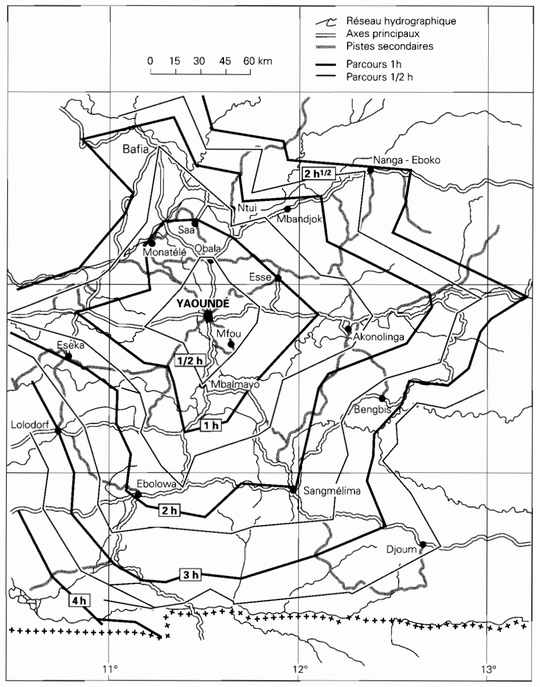


FIGURE 1
Temps de parcours, au départ de Yaoundé, en saison sèche.

Cependant, l'espace-temps varie au cours de l'année. Les temps calculés sur la carte sont des temps moyens, valables en saison sèche. Lors des pluies, c'est-à-dire le plus souvent, la circulation se ralentit fortement en dehors des axes goudronnés ; les temps de parcours doublent pratiquement, même sur les grandes routes en terre. Sur les pistes rurales, un drainage insuffisant, des ponts en bois peu praticables, l'absence de maîtrise de la végétation rendent la circulation encore plus aléatoire, voire impossible. Or, les pointes du trafic routier se situent justement en petite saison des pluies, selon l'enquête du BCEOM précitée (fig. 2).

Ainsi, en saison des pluies, de nombreuses zones sont isolées et voient leur enclavement s'accentuer. Il était intéressant de les délimiter sur la carte. En définissant l'enclavement, de façon étroite, comme une absence de desserte routière, a été considérée comme « enclavée » toute zone éloignée de plus de 5 km (soit 1 heure de marche) d'une route permanente (classée ou non). On remarque ainsi que, pour la région étudiée, une bonne part (près de 20 %) de la population occupant la moitié, environ, de la superficie totale considérée habite loin d'une route permanente lui permettant d'atteindre, en toute saison, un marché, un dispensaire, ou toute autre infrastructure généralement établie le long de ce type d'axe. Encore faut-il qu'une « occasion », car ou taxi-brousse, se présente (tabl. II).

L'enclavement ne concerne pas seulement des régions marginales, éloignées de tout centre économique, comme dans le Nyong et Mfoumou, le Dja et Lobo ou le Ntem. Des zones bien peuplées, situées à proximité de Yaoundé, sont également très mal desservies par la route. Près de la moitié (47,5 %) de la population enclavée totale se concentre dans la Lékié, la Méfou, le Nyong et So. Dans les départements du Sud, le regroupement de la population le long de quelques routes limite la part de l'enclavement, qui concerne alors des superficies vastes mais à peu près vides d'hommes.

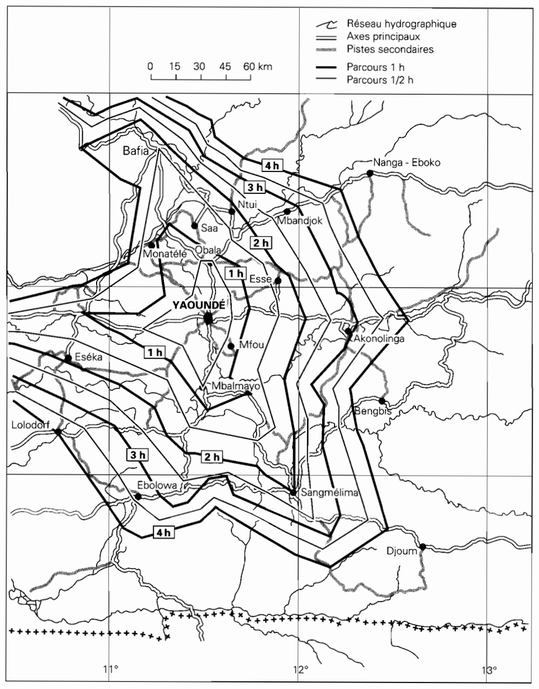


FIGURE 2
Temps de parcours, au départ de Yaoundé, en saison des pluies.

Ainsi, le Sud-Cameroun manque d'un réseau suffisamment dense de routes classées d'intérêt local et, plus encore, de bonnes pistes rurales. Or la part des crédits prévus par les plans quinquennaux successifs, pour la construction ou l'amélioration des pistes de collecte et de désenclavement, diminue progressivement : IIIe plan : 26,8 % ; IVe plan : 16,7 % ; Ve plan : 7,1 %... La construction et l'entretien de ces pistes est du ressort de plusieurs administrations : subdivisions départementales des routes du ministère de l'Équipement (MINEQ), provinces, préfectures, communes rurales, ministère de l'Agriculture, organisme de développement comme la Sodecao et même partenaires privés (les forestiers). La juxtaposition de ces diverses structures ne permet pas la réalisation de programmes cohérents. En outre, les communes rurales, les subdivisions départementales, faute de crédits et de moyens matériels suffisants, ne peuvent entretenir qu'une faible partie (entre 10 et 20 %) du réseau. En fait, c'est le département des pistes cacaoyères de la Sodecao qui accomplit l'essentiel du travail de réhabilitation et d'entretien des pistes rurales (1 400 km de pistes par an, en moyenne), y compris dans des zones frontières stratégiques comme le district d'Olamzé. Pourtant le problème des pistes rurales est fondamental car il conditionne fortement l'économie régionale. De l'état des pistes dépendent l'ouverture des marchés cacaoyers et vivriers, l'importance de l'offre sur les marchés urbains, la formation des prix des produits vivriers, à l'achat au producteur comme à la vente en ville.

En réalité, une véritable politique routière reste à définir. Les grands travaux dépendent en grande partie de financements extérieurs, notamment de la Banque mondiale, ce qui empêche la réalisation d'un programme d'équipement suivi. Par ailleurs, la longueur du réseau pose le problème de son entretien. Le 4e projet routier (BIRD) comprend, entre autres, la formation d'un personnel spécialisé dans ce domaine. L'entretien des axes goudronnés pour une période déterminée est désormais prévu dans les devis de construction.

TABLEAU II
Importance de l'enclavement par département

Département	Population enclavée			Superficie enclavée		
	habitants	% zone étudiée	% départ.	km²	% zone étudiée	% départ.
Lékié	26 900	17,5	13	805	2,8	26
Nyong et Mfoumou	25 600	16,7	35	4 043	14	65
Nyong et So	23 030	15	30	1 600	5,6	44,5
Méfou	22 900	15	17	1 590	5,6	33
Ntem *	19 400	12,6	19,7	4 090	14,5	41
Nyong et Kéllé **	14 100	9,2	31	1 122	4	42
Dja et Lobo	11 720	7,6	12	11 800	42	59
Haute-Sanaga	4 000	2,6	19	2 579	9	71
Arr. de Mvengué	3 900	2,5	32	420	1,5	25
Mbam ***	2 000	1,3	10	228	0,8	25,5
Total	*153 550*	*100*	*18*	*28 277*	*100*	*52,3*

* Moins l'arr. de Ma'an (hors atlas). ** Arr. Bot-Makak, Matomb, Makak.
*** Arr. Bokito, Ntui.

Les projets en cours concernent toujours les liaisons inter-régionales destinées, cette fois, à désenclaver l'Est en offrant à cette région un débouché direct sur la mer : route Yokadouma-Sangmélima-Ebolowa-Kribi ; route Ambam-Campo. Notons que ces axes traversant les zones les moins peuplées du pays favoriseront surtout l'exploitation forestière. Enfin, d'autres projets sont moins grandioses mais d'un intérêt plus immédiat : bitumage de la route Mbalmayo-Ebolowa et des bretelles reliant l'axe Yaoundé-Bafia à Monatélé et Saa.

En définitive, le Sud-Cameroun tend à rattraper son retard en équipement routier. Cette évolution est très nette depuis l'avènement du dernier gouvernement, en 1982. Beaucoup était à faire, la priorité a d'abord été donnée aux problèmes les plus urgents, c'est-à-dire les liaisons inter-régionales, centrées sur Yaoundé ; cette ville est située désormais à quelques heures de Douala et de Bafoussam. En ce qui concerne la réalisation des liaisons internes, l'attitude des pouvoirs publics est plus ambiguë ; cette tâche urgente et capitale est laissée, pour l'instant, à la charge des collectivités locales et de la Sodecao. La route est trop souvent considérée comme un facteur d'exode rural ; en fait, elle ne fait qu'accentuer le phénomène sans le créer. La route peut, au contraire, fixer les populations, à condition toutefois que les axes existants se ramifient au maximum et que l'on entretienne les pistes pour y assurer la circulation en toute saison. Pour cela, la participation directe de l'État est indispensable.

Le réseau ferroviaire

Dès 1908, la construction d'une voie ferrée partant de Douala en direction de l'est fut décidée par les Allemands. Ce chemin de fer du Centre (*Mittellandbahn*) devait atteindre Mbalmayo, tête d'un bief navigable du Nyong. Cette ligne aurait ensuite continué vers Sangmélima, Akoafem, Matuli et Moloundou. De Mbalmayo devait également partir une autre ligne, vers Yaoundé, d'où auraient divergé deux axes, l'un vers l'est : Doumé, Gaza et l'Oubangui ; l'autre vers le nord : Deng-Deng, Ngaoundéré et Léré. La Première Guerre mondiale interrompit ces vastes projets, les travaux n'étant alors achevés que jusqu'à Eséka. Les Français reprirent la construction de la voie, mais le gouverneur Carde proposa de poursuivre jusqu'à Yaoundé, par Makak et Otélé, tout en aménageant un embranchement, d'Otélé à Mbalmayo. Ces projets furent réalisés entre 1922 et 1927 et complétés en 1933.

En 1962 est créé l'Office du chemin de fer transcamerounais, en même temps qu'est décidée la prolongation de la ligne vers le nord. En 1974, le chemin de fer atteint Ngaoundéré (coût : 20 milliards de francs CFA). L'augmentation consécutive du trafic entre Douala et Yaoundé (Transcam I) fit apparaître la vétusté de l'ancienne voie et rendit nécessaire sa modernisation. Entrepris dès 1974, les travaux de réalignement s'achèvent en 1986 avec le dernier tronçon Eséka-Maloumé (coût global : 77 milliards de francs CFA). Le trajet entre la capitale et son port a été raccourci de 46 kilomètres, le nombre de courbes étant passé de 750 à 189. Le transport ferroviaire y gagna en sécurité (58 déraillements entre 1979 et 1982), en rapidité (4 heures de trajet, au lieu de 9 à 10) et en capacité d'emport (30 trains de 800 tonnes/jour, au lieu de 16 trains de 350 tonnes). Entre Yaoundé et Ngaoundéré (Transcam II), un autorail assure une liaison biquotidienne en une dizaine d'heures.

Conçu avant tout pour desservir le Nord-Cameroun, le Transcamerounais n'a pas eu un impact très important sur le Sud-Cameroun. Il sert principalement de débouché à l'industrie du bois de la région, à l'évacuation de la production cacaoyère, ainsi qu'à l'approvisionnement de la capitale. Son rôle économique local se limite à faciliter les échanges entre Yaoundé et les villages situés à proximité des gares. Déjà privé d'une part grandissante de ses passagers par la route et l'avion, le rail va désormais subir la concurrence directe de l'axe lourd Yaoundé-Douala qui permet, en toute saison, des liaisons plus souples, plus rapides, sinon plus sûres. Cependant la voie ferrée reste la principale voie de communication terrestre avec le nord du pays.

Le réseau aérien

L'histoire de l'aviation au Cameroun commence en 1934 par une première liaison avec la France, effectuée par l'inspecteur des Eaux et Forêts Rousseau. Dès 1935, un réseau est constitué ; un terrain de 950 m de long, accessible à tous les appareils long-courriers, est aménagé à Yaoundé, qui est relié à Fort-Lamy (N'Djamena) par Ngaoundéré, Garoua, Maroua, avec une antenne vers Dschang. Des terrains de secours sont prévus à Obala et Ntui. À la veille de l'Indépendance, le Sud-Cameroun compte, en plus de l'aéroport de Yaoundé, une dizaine de petits terrains en latérite aménagés à proximité des chefs-lieux ; ils servent surtout aux fonctionnaires et aux forestiers. Au départ de Yaoundé sont assurées deux liaisons quotidiennes avec Douala et une avec Garoua.

Après 1960, les travaux d'équipement concernent principalement Yaoundé : construction d'une nouvelle aérogare, allongement et bitumage de la piste, accessible aux jets moyen-courriers (type Boeing 737). En 1985, le Sud-Cameroun possède une piste de catégorie B (Yaoundé : 2 000 m bitumée) et 6 pistes en latérite de catégorie C (800 à 1 300 m de longueur). Cependant, à l'exception de celui de Mbandjok, ces petits terrains sont inutilisables (pistes envahies par des herbes hautes, ravinées par les pluies, hangars absents ou écroulés). Aussi l'activité aérienne se réduit-elle aux seules liaisons inter-régionales. Yaoundé est relié par des vols quotidiens ou hebdomadaires à une douzaine de villes de l'Ouest, de l'Est et du Nord.

Après avoir connu un rapide essor, surtout depuis 1971, date de la création des Cameroon Airlines (CAMAIR), le trafic de l'aéroport de Yaoundé a commencé de stagner en 1980, suite au contre-coup du deuxième choc pétrolier et au ralentissement consécutif des affaires (tabl. III).

TABLEAU III
Importance du trafic aérien à Yaoundé

	1960	1970	1980	1984
Passagers	29 400	112 000	445 700	447 600
Fret (tonnes)	1 630	2 250	12 300	10 000

Les axes routiers Yaoundé-Douala et Yaoundé-Bafoussam concurrencent désormais la voie aérienne qui jusque-là était le seul moyen rapide et sûr pour rallier la capitale et ses administrations. Le trafic avec Douala constituait auparavant 85 % des passagers et 88 % du fret transportés. Depuis1985, les vols sur Douala sont beaucoup moins surchargés. L'activité des petites compagnies d'avions-taxis (Air Afrique Affaires et Avia), déjà bien réduite depuis le putsch manqué d'avril 1984, va également être perturbée. Seule la ligne du nord vers Garoua et Maroua (10 % du trafic passager) conserve toute son importance.

Lors du Ve plan, certaines infrastructures ont été améliorées : renforcement de la piste de Yaoundé, informatisation du service de réservation de la Camair. La construction d'une piste bitumée, à usage présidentiel, a été entreprise à Mvomekaa. En outre, les travaux du nouvel aéroport international de Nsimalen ont démarré. Achevé depuis, cet aéroport permet de relier directement la capitale avec le monde extérieur. Mais l'aménagement des pistes d'Ebolowa et Sangmélima, en vue d'accueillir des appareils de type Fokker F-27, est toujours à l'étude.

Eau, électricité

La fourniture en eau potable est un des premiers besoins exprimés par les populations du Sud-Cameroun, tant en ville qu'à la campagne. Les plans quinquennaux successifs ont d'abord essayé d'améliorer l'approvisionnement des centres urbains.

Yaoundé est alimenté par le barrage de Mopfou, sur la Méfou, qui a une capacité de 6,5 millions de m³. À l'aval, une station de traitement peut fournir 52 000 m³ par jour. L'eau est ensuite stockée dans deux réservoirs, situés à Messa, qui alimentent directement le réseau bas. Le réseau haut est branché sur deux réservoirs à Etoa-Méki et Ngoa-Ekélé. Depuis l'Indépendance, la consommation n'a cessé d'augmenter (+ 7 à 8 % par an). Une proportion de plus en plus grande de la population est reliée au réseau de distribution de la Société nationale des eaux du Cameroun (SNEC). 1965 : 14 % des ménages ; 1976 : 23,4 ; 1981 : 43 %. Les branchements individuels ont été privilégiés au détriment des bornes fontaines, dont le nombre décroît (17,8 % des ménages s'y approvisionnaient en 1981, contre 75,5 % en 1965).

Cette évolution ne va pas sans créer de graves problèmes. Ils sont de deux ordres. D'une part, l'eau n'est plus disponible en quantité suffisante, surtout en saison sèche, pour faire face à une demande évaluée à 80 000 m³ par jour en 1986 ; d'autre part, les installations sont vétustes, saturées, et ne permettent plus la fourniture en eau simultanée dans toute l'étendue

du périmètre urbain. Depuis 1985, des délestages, se traduisant par des coupures d'eau de 24 à 48 heures, affectent tous les quartiers par roulement. Certaines mesures prises en 1981, comme la surélévation du barrage de la Méfou, la construction d'une nouvelle station, n'ont eu qu'un effet temporaire. Aussi le projet « Horizon 2005 », datant de 1975, et prévoyant une adduction d'eau provenant du Nyong, a-t-il été promptement réactivé. Fin 1986, l'essentiel des travaux était réalisé : pose de 45 km de conduites, construction d'une usine de pompage et de traitement sur le Nyong, à Akomnyada (capacité : 100 000 m³ par jour). Il s'agit d'un investissement global de 40 milliards. Dès avril 1987, le Nyong doit alimenter le réseau bas à partir d'un réservoir situé à Ekounou et résoudre pour une longue durée le problème urgent de l'approvisionnement ; restera celui de la distribution intra-urbaine.

Parallèlement à ces travaux, l'alimentation en eau des centres secondaires n'a pas été oubliée. Un programme conjoint belgo-camerounais a permis d'équiper, lors du Vᵉ plan, 6 petites villes : Akonolinga, Ambam, Ayos, Mfou, Monatélé et Saa, dont les installations ont été confiées à la SNEC. Cependant, l'alimentation des villes secondaires dépend le plus souvent des écoulements de surface, sources, rivières, ce qui entraîne des perturbations dans la distribution lors de saisons sèches marquées, comme en 1983.

Dans les campagnes, l'eau, bien que généralement abondante la majeure partie de l'année suivant le régime des pluies, n'est pas toujours facilement accessible (les villages sont construits au sommet des interfluves), ni de bonne qualité. L'objectif du gouvernement est de fournir un point d'eau potable pour 1 000 habitants, ce qui revient à équiper un village sur trois, en moyenne. De nombreux services s'occupent actuellement de l'hydraulique rurale : le Service d'hygiène du ministère de la Santé, le Génie rural, le Développement communautaire du MINAGRI (ministère de l'Agriculture), le service « Petit équipement rural » du ministère des Mines et de l'Énergie, les communautés rurales, les missions, les organismes caritatifs, comme le Centre de développement autocentré de Nden (Dja et Lobo), par exemple. Il faut également mentionner un projet patronné par l'Unicef pour l'équipement en pompes manuelles et, surtout, l'important projet danois Scanwater qui, à l'issue de sa troisième phase, aura installé dans la zone étudiée une cinquantaine de petites stations automatiques (avec forage, pompage, filtrage, chloration et stockage).

Bien qu'il soit difficile d'effectuer un bilan exact de toutes ces actions isolées, on peut néanmoins constater que l'équipement hydraulique est très variable selon les départements : en 1985, on comptait un point d'eau aménagé pour 1 900 habitants dans le Ntem, 1 800 dans le Nyong et Mfoumou, 1 100 dans la Haute-Sanaga, 700 dans le Dja et Lobo. Encore faut-il préciser que les installations hydrauliques fournies aux villageois par les divers programmes sont de types fort différents : source aménagée, puits à exhaure manuelle ou mécanique, station sophistiquée avec bornes-fontaines, avec ou sans traitement de l'eau. Les adductions d'eau potable (AEP, comprenant au moins une moto-pompe, un réservoir, plusieurs bornes-fontaines) effectuées par Scanwater, le Génie rural et le Développement communautaire sont les moins nombreuses en raison de leur coût (supérieur à 10 millions de francs CFA) ; le Ntem, le Dja et Lobo, la Lékié en comptent environ une trentaine chacun, la Méfou treize, le Nyong et Mfoumou six, la Haute-Sanaga trois seulement. Ces installations « lourdes » posent le problème de l'entretien qui ne peut être assuré que par un villageois ayant reçu une formation suffisante, ainsi que par une brigade mobile pour les réparations plus importantes. Mais dans tous les cas, la pérennité des points d'eau aménagés, quels qu'ils soient, implique avant tout une véritable prise en charge par les populations bénéficiaires, seule garantie d'une utilisation correcte.

Comme la fourniture en eau, la disposition de l'énergie électrique constitue un besoin élémentaire des populations urbaines. L'électricité est produite et distribuée dans toutes les villes du Sud-Cameroun par la Société nationale d'électricité (SONEL).

Yaoundé est actuellement alimenté par deux lignes à haute tension provenant du barrage d'Edéa. L'ancienne centrale thermique ne sert plus, depuis 1968, que comme source d'appoint. La consommation de courant est surtout le fait des ménages, qui sont de plus en plus nombreux à bénéficier de l'électricité : 1976, 39 % ; 1979, 47 % ; 1981, 65 %. En 1965, on comptait 5 500 abonnés, en 1980, 27 600, et il devrait y en avoir 80 000 en 1990. L'extension de la demande (+ 11 à 14 % par an) a nécessité le doublement de la ligne à haute tension d'Edéa en 1978 et la mise en service, en 1981, d'une nouvelle centrale hydro-électrique sur la Sanaga, à Song-Loulou ; sa production (2 870 GWh par an) est double de celle d'Edéa et permet d'alimenter, outre Yaoundé, les villes secondaires. La construction d'un nouveau barrage à Nachtigal (production : 200 MW) est également prévue. Ces nouvelles sources permettront d'éviter les coupures et les baisses fréquentes de tension, qui sont aussi à mettre au compte d'un réseau de distribution surchargé.

Commencé lors du IVᵉ plan, le raccordement des centres secondaires au réseau 30 kW se poursuit actuellement à partir des axes Yaoundé-Nanga-Eboko, Yaoundé-Ebolowa, Yaoundé-Sangmélima, Yaoundé-Ayos. Les centrales thermiques (moteur Diesel) n'équipent plus que les chefs-lieux d'arrondissement. Bien que ces installations aient une capacité assez faible, elles présentent l'avantage d'être facilement adaptables à la demande. Les habitants des villages situés sur le parcours des lignes à haute tension demandent à bénéficier de l'électricité, tout comme les gens de la ville. L'électrification des zones rurales est un problème plus difficile à résoudre. Le branchement électrique, de même que l'adduction d'eau, pose à la campagne le problème de la rentabilisation d'infrastructures onéreuses mises à la disposition d'une population disposant de faibles ressources monétaires. Ce problème existe également, quoique dans une moindre mesure, en zone urbaine.

Postes et télécommunications

La plupart des chefs-lieux des départements actuels possédaient un bureau de poste dès l'époque coloniale. À l'heure actuelle, chaque arrondissement en possède un, de 3ᵉ ou de 4ᵉ classe. Ainsi, dans la zone étudiée, un établissement postal dessert une superficie de 1 800 km² et 30 800 habitants environ. Pour atteindre les secteurs les plus éloignés, une « poste automobile rurale » a été créée dans sept départements (Dja et Lobo, Lékié, Mbam, Méfou, Mfoundi, Nyong et So, Nyong et Mfoumou).

Les progrès ont surtout été remarquables dans le domaine des télécommunications. Chaque arrondissement dispose d'une station radio-télégraphique. Quatre centraux téléphoniques automatiques à faisceau hertzien ont été installés à Yaoundé, Mbalmayo, Ebolowa et Sangmélima. Yaoundé dispose en outre d'un centre de transit international (INTELCAM) relié à la station de communication par satellite de Zamankoé et d'un centre de télex national et international.

Malgré les progrès réalisés, la demande dépasse largement l'offre et les infrastructures existantes seront vite saturées. À Yaoundé, l'accroissement rapide de la population ainsi que l'importance du secteur tertiaire, gros consommateur de télécommunications, rendent nécessaire l'extension des liaisons téléphoniques avec Douala et le Nord-Cameroun. Le réseau urbain, assez vétuste, doit également être entièrement revu.

La santé

L'objectif : « Santé pour tous en l'an 2000 » sous-tend l'action du gouvernement dans le domaine de la santé publique. Il ne reste donc plus que quelques années pour annuler les fortes disparités régionales de l'équipement sanitaire du Sud-Cameroun. L'accès aux soins y est, en effet, très inégal (tabl. IV).

Le premier déséquilibre apparaît au niveau des médecins : 76 % exercent dans la capitale, sans pour autant que le nombre soit suffisant si l'on estime la norme à un médecin pour mille habitants. La partie occidentale du Nyong et Kéllé, le Nyong et Mfoumou, le Nyong et So, mais aussi des départements proches de Yaoundé, comme la Lékié, la Méfou manquent de médecins. Les populations doivent donc se déplacer vers Yaoundé pour consulter. La concentration dans la capitale peut s'expliquer pour des praticiens privés, nationaux ou étrangers ; Yaoundé possède ainsi une douzaine de cliniques privées (polyclinique Fouda, cliniques Sainte-Marthe, la Source, Bon Secours, La Roseraie...) et de nombreux dispensaires et cabinets médicaux privés. Pour le secteur public, cette concentration est moins concevable ; les quatre hôpitaux de la ville accaparent l'essentiel du personnel médical, alors que certains hôpitaux d'arrondissement ne sont tenus que par des infirmiers.

Au niveau des infrastructures, le bilan apparaît positif : en dehors de Yaoundé, on compte en moyenne un dispensaire ou un centre de santé pour moins de 5 000 habitants, un

Tableau IV
L'encadrement sanitaire en 1985

Département	Secteur public			Secteur privé			Pop./Méd.	Nbre d'hab. par dispensaire	
	Méd.	Hôp.	C.S*	Méd.	Hôp.	Disp.		1965	1985
Mfoundi	151	4	15	42	1	14	3 160	?	20 700
Haute-Sanaga**	3	2	4	2	2	3	8 860	6 840	6 328
Dja et Lobo	6	4	20	5	1	15	8 874	3 655	2 789
Ntem	12	3	28	2	1	11	11 990	2 542	4 304
Nyong et So	3	3	18	1	1	3	22 937	3 746	3 705
Méfou	4	6	16	1	0	12	27 229	4 189	4 442
Nyong et Mfoumou	3	3	10	0	0	3	29 349	4 436	6 772
Lékié	5	5	21	3	1	14	32 846	5 949	5 804
Arrondissement Nguélémendouka, Abong-Mbang, Messaména	4	3	16	1	1	5	9 200	3 146	2 120
Mvengué	1	0	3	0	0	1	13 432	3 693	3 358
Bokito, Ntui	2	2	6	0	0	4	21 085	3 291	3 217
Bot-Makak, Makak, Matomb	1	3	4	0	0	10	45 700	2 965	3 264
Total	*195*	*38*	*161*	*57*	*9*	*95*			
Moyenne							*6 429*		*6 253*
Total sans le Mfoundi	*44*	*34*	*146*	*15*	*8*	*81*			
Moyenne sans le Mfoundi							*16 963*	*4 041*	*4 408*

* Centres de santé ; ** sans l'arr. de Minta.

hôpital pour moins de 24 000 habitants. La politique d'équipement sanitaire vise à doter systématiquement chaque arrondissement et département d'un hôpital avec, au chef-lieu, un centre de PMI, et une section de médecine préventive. Mais aucun compte n'est tenu de l'importance de la population à couvrir ; ainsi, dans la Lékié et le Ntem, un hôpital dessert plus de 42 000 personnes. Les centres de santé sont construits dans les villages les plus « importants ». Il en existe trois catégories : le centre de santé développé (CSD), possédant une maternité et des lits d'hospitalisation et susceptible d'évoluer en hôpital d'arrondissement ; le centre de santé élémentaire (CSE), disposant d'une petite maternité et de quelques lits ; enfin, le centre de santé communal (CSC) géré par un infirmier d'État et sans capacité d'accueil. Les CSE constituent 54 % des centres de santé contre 30 % pour les CSC, et 16 % pour les CSD. Ces centres sont très inégalement répartis à l'intérieur des départements et de vastes zones sont encore dépourvues de toute infrastructure. Enfin, les soins de santé primaire sont dispensés dans des « villages de santé » par des agents recrutés sur place ayant reçu une formation rapide sur le secourisme, l'hygiène, l'assainissement, etc.

L'approvisionnement de la population en médicaments n'est bien assuré qu'à Yaoundé, où des pharmacies commencent à s'installer dans les quartiers périphériques. En dehors, les départements ne disposent généralement que d'une seule pharmacie installée au chef-lieu. La création de pro-pharmacies dans les arrondissements est encouragée par le ministère de la Santé, mais leur organisation et leur approvisionnement dépend entièrement des communautés rurales ; la plupart souffrent d'un manque de médicaments chronique.

L'importance de la demande fait apparaître de nombreux problèmes. Les principaux hôpitaux de la région datent de l'époque coloniale ; leur taille, leurs équipements ne correspondent plus à la situation actuelle. Surchargés, parfois insalubres, souffrant le plus souvent d'une gestion chaotique, ils ne permettent pas aux médecins d'assumer correctement leur tâche. La dégradation des services offerts est particulièrement évidente à l'Hôpital Central et au Centre Jamot de Yaoundé, qui doivent hospitaliser, en plus des malades de la ville, ceux venant des villages et départements environnants. Le manque de lits d'hôpital est sensible à Yaoundé, où la norme de 1 lit pour 250 personnes, prévue par le Vᵉ plan, est largement dépassée. Ailleurs la situation peut paraître satisfaisante, mais elle s'est légèrement dégradée lors des dix dernières années, la population ayant augmenté plus vite que la création des lits (Centre-Sud, 1976 : 266 personnes par lit, 240 sans Yaoundé, contre respectivement 319 et 266, en 1985, tabl. V).

En ce qui concerne les centres de santé, le problème est différent ; beaucoup ont été construits entre 1965 et 1985, mais leur équipement laisse souvent à désirer. Ces unités manquent de médicaments, de petit matériel de soin. En outre, la formation d'infirmiers qualifiés n'a pas suivi le même rythme. Celle-ci est assurée par le CUSS, une école nationale à Yaoundé, formant également des sages-femmes, et 3 Centres de formation d'aides-soignants à Ebolowa, Ayos et Mbalmayo. Ces écoles ont une capacité d'accueil assez réduite : 150 à 200 élèves au total par an. Le CUSS forme chaque année 50 médecins environ, principalement des généralistes.

Les difficultés rencontrées par les services publics pour faire face à une demande sans cesse croissante provoquent un afflux de patients dans les établissements privés, surtout confessionnels. Les hôpitaux de Djoungolo (Yaoundé), Efok (Lékié), Obout (Nyong et So), Enongal (Ebolowa), comme les dispensaires des missions, reçoivent une grande partie des consultants « découragés » par la médecine officielle. La médecine privée offre des soins réputés efficaces et ne manque pas de médicaments ; le personnel, généralement qualifié, souvent dévoué, entretient des rapports plus personnalisés avec les patients.

Finalement, l'accès aux soins s'effectue à différents niveaux, selon la condition sociale du patient : les personnes les plus riches vont consulter directement à l'étranger (Europe), où sont traités de toute façon les cas cliniques graves qui ne peuvent l'être sur place ; les cliniques privées de Yaoundé, mais aussi le CUSS, qui dispose de services bien équipés, accueillent également les gens aisés ainsi que les fonctionnaires disposant de mutuelles ; les hôpitaux et les dispensaires, publics et privés, traitent l'immense majorité des patients, citadins et villageois, mais la qualité des soins dépend toujours de la fortune de chacun ; enfin, dernier (ou premier) recours, la médecine traditionnelle est accessible à tous. Elle est restée très vivante dans le Sud-Cameroun où chaque village dispose d'un ou plusieurs guérisseurs ; souvent payante, d'efficacité très inégale, elle a le grand avantage de mieux correspondre à l'environnement psycho-social du malade.

Devant l'énormité des investissements nécessités par une médecine de masse de type européen, le gouvernement a pris plusieurs options pour améliorer la couverture sanitaire de la population, compte tenu des contraintes budgétaires. Tout en maintenant et en développant une médecine de pointe (création de nouveaux services au CUSS, rénovation et extension de l'Hôpital Central, du Centre Jamot, construction de l'Hôpital Général de Ngousso, prévue depuis 1975), la politique sanitaire met désormais l'accent sur les soins de santé primaires, la prévention, la médecine rurale et la formation d'un important personnel paramédical. En outre, des études doivent être menées en vue d'intégrer la médecine traditionnelle dans la politique de santé. La participation des communautés rurales sera davantage sollicitée pour sensibiliser les populations aux problèmes sanitaires (hygiène, prophylaxie, nutrition...). Ces orientations sont d'autant plus urgentes que le budget de la Santé (hors Affaires sociales) ne représentait que 3,5 % du budget de l'État lors du Vᵉ plan (1981-1986), c'est-à-dire moins que lors du plan précédent (4,3 %). L'amélioration de la couverture sanitaire doit s'effectuer plus par l'éducation que par l'accroissement des infrastructures. La « Santé pour tous en l'an 2000 » devra donc être l'œuvre de tous.

Tableau V
Capacité d'accueil des hôpitaux

	Population 1985	Nbre de lits	Pop. par lit d'hôpital
Yaoundé	680 000	1 300	523
Province du Centre	650 000	3 400	210
Province du Sud (moins l'Océan)	260 000	1 100	236
Total	*1 590 000*	*5 800*	*274*

L'infrastructure agricole

Encadrement et structures de développement

Plusieurs organismes s'occupent de l'encadrement du paysan, mais aussi de la vulgarisation agricole, de l'amélioration des cultures vivrières et commerciales, ainsi que de la commercialisation de la production.

Le ministère de l'Agriculture (Minagri) dispose de la plus ancienne structure d'encadrement. Au niveau du département, chaque délégation départementale de l'Agriculture comprend plusieurs postes agricoles principaux, ou délégations d'arrondissement, dont dépendent des postes agricoles annexes. Chaque poste est divisé en un certain nombre de secteurs (de 2 à 5 généralement) à la charge d'un moniteur.

Une délégation départementale comprend six sections :
- la section de l'Agriculture, chargée d'assurer la vulgarisation agricole et les diverses actions spécifiques concourant au développement agricole du département ;
- la section des Statistiques agricoles ;
- la section des Coop./Mut., chargée de promouvoir le mouvement coopératif et mutualiste ; elle assure l'éducation et la formation des coopérateurs, aide à la création, à la gestion et au développement des sociétés coopératives et mutuelles ;
- la section des Forêts ;
- la section du Génie rural, chargée de l'exécution du programme de génie civil, des projets d'hydraulique rurale et du contrôle technique des travaux ;
- la section du Développement communautaire chargée de l'élaboration de la politique de l'investissement humain, de l'animation rurale, de l'exécution des petits projets ruraux impliquant la participation effective des populations et de la canalisation des aides liées au développement communautaire.

Enfin, la brigade phytosanitaire s'occupe des tests de contrôle des traitements effectués sur le cacao ainsi que sur les cultures maraîchères et fruitières, encadrée par les services de l'Agriculture.

D'autres organismes autonomes, présents dans chaque département s'occupent de l'encadrement et du développement rural :

La **Société coopérative de développement rural** (SOCOODER), placée sous la tutelle de la section Coop./Mut., est chargée de la commercialisation des produits de base. Pour l'instant, celle-ci ne concerne que le cacao et le café, la Socooder n'étant qu'un intermédiaire entre l'exportateur et le producteur dont elle est censée défendre les intérêts. Elle est également chargée de la distribution de petit matériel et du recouvrement des crédits accordés par le Fond national de développement rural (FONADER). La Socooder comprend plusieurs sections, divisées en centres coopératifs qui sont à la fois les centres de groupage et les marchés autorisés. Seule, la Lékié possède cinq organismes coopératifs, un par arrondissement, ce département ayant servi de zone pilote pour la réorganisation du mouvement coopératif, au début des années 1970 (tabl. VI).

Le **Centre national de développement des entreprises communautaires** (CENADEC) travaille en étroite collaboration avec la Socooder. Il est chargé de l'encadrement des agents des coopératives ainsi que des agriculteurs coopérateurs. Il organise des sessions de formation concernant la commercialisation. Créé en 1969, avec l'aide du Pnud, le Cenadec, d'abord installé dans la Lékié, a étendu ses activités, en 1981, aux autres départements du Sud.

Certains organismes spécialisés, bien que de dimension nationale, n'ont alors qu'une implantation limitée :

La **Mission de développement des cultures vivrières** (MIDEVIV), placée sous la tutelle du Minagri, concentre son activité sur la production des cultures vivrières, maraîchères et fruitières ainsi que sur leur commercialisation. Elle fut créée dans le cadre de l'opération « Ceinture verte » lancée en 1973 pour mener des actions ponctuelles visant à assurer l'approvisionnement des villes et à atténuer l'inflation des prix sur les marchés urbains. Cependant, la Mideviv n'arriva jamais à remplir sa mission vu le rythme de croissance de la capitale et de ses besoins vivriers. Elle révisa donc son approche en orientant son intervention vers l'amélioration de la production et la diffusion des semences à l'échelle nationale. Fut ainsi lancé le plan semencier national qui permit de rattraper le retard pris par la recherche agronomique limitée, jusqu'ici, aux seules cultures d'exportation.

Tableau VI
Les centres coopératifs

SOCOODER	Nbre sections par groupements	Nbre centres coopératifs
Haute-Sanaga	5	71
Ntem	12	245
Dja et Lobo	7	216
Nyong et So	5	111
Nyong et Mfoumou	8	199
Méfou et Mfoundi	10	200
Arr. de Mvengué	1	24
Nyong et Kéllé *	3	59
Mbam *	2	49
Haut-Nyong : (SOCOOPED Messaména, ZAPI Nguélémendouka)	3	124
Lékié :		
SOCOPSA	9	85
SOCOOPE	3	25
SOCOPOB	7	92
SOCOOPO	4	54
SOCOPAM	7	56
Total	*86*	*1 610*

* Arrondisements dans le cadre de l'atlas.

La Mideviv exploite à Nkoundoung, près de Ntui, un centre de production et d'application semencière, créé en 1974. En 1983, 120 hectares de cultures ont permis de diffuser 6,6 tonnes de semences de maïs, 83 000 rejets de plantains, 46 tonnes de semenceaux d'ignames et 728 000 rejets d'ananas. Ces derniers devaient alimenter un complexe agro-industriel, à Ntui (production attendue : 40 000 tonnes de jus et de conserves par an) ; ce « projet Ananas », prévu dès le IVᵉ plan, n'a toujours pas été réalisé. Dans la Méfou, à Mbankomo (53,5 ha en 1984), Zoatoupsi, Bilik-Bivouzok, la Mideviv produit des rejets d'arbres fruitiers et des bananes plantains commercialisées dans ses magasins de Yaoundé.

Parallèlement à cette action, la Mideviv s'occupe de l'encadrement rapproché des maraîchers auxquels elle fournit semences, engrais, produits de traitement, ainsi que des cours sur la culture des tomates, des poireaux et des aubergines. Ainsi, en 1984, elle encadrait régulièrement 850 producteurs (cultivant 320 ha) répartis entre la Lékié : Obala (579 personnes et 235 ha) Saa, Monatélé ; la Méfou : Esse, Soa (66 personnes, 25,5 ha) ; le Mfoundi (41 personnes, 6,2 ha) et l'arrondissement de Mbandjok. En 1986, on estimait à 3 500 le nombre de maraîchers de la région d'Obala.

Le **Service civique national de participation au développement** (SCNPD), institué en 1973, est mis en œuvre par l'Office national de participation au développement (ONPD). Son but premier était l'éducation civique et professionnelle des jeunes en vue de leur future insertion dans la vie économique et à la réalisation d'opérations d'intérêt général. Réorganisé en 1979, le Service civique dépend du Minagri ; il met désormais l'accent sur le travail en milieu rural et la formation des jeunes producteurs (hommes et femmes entre 17 et 35 ans). Deux centres fonctionnent dans le cadre de l'opération « Obala-Mbandjok » : Minkama et Ndjoré, où a été implanté un village de pionniers. La création de telles installations, prévues pour 200 familles, dans des zones peu habitées, a pour objectifs de favoriser la déconcentration des régions à fortes densités humaines, et d'aboutir, à terme, à une répartition optimale de la population sur le territoire national. À Ndjoré, les pionniers (64 dont 35 autochtones, en 1986) se consacrent tant aux cultures vivrières qu'aux cultures de rente (46 planteurs et 90 ha environ de plantations de cacao, jeunes et adultes, à Ndjoré en 1984). À Minkama, 26 pionniers avaient réalisé, en 1984, 17,5 ha de cultures vivrières et maraîchères ainsi qu'un élevage de volaille (2 400 poulets) et de porcs.

Des organismes de développement intégré interviennent dans certaines régions :

Les **Zones d'actions prioritaires intégrées** (ZAPI) sont des opérations de développement intégré particulièrement importantes. Il existe actuellement cinq Zapi dans la province de l'Est, dont la plus ancienne, celle de Nguélémendouka (1967) recouvrant l'arrondissement du même nom, est comprise en partie, dans le cadre de l'atlas. Cet organisme assure un nombre important de tâches, en plus de la formation des paysans : encadrement technique des plantations de cacao et de café, diversification des cultures vivrières, entretien des pistes, amélioration de l'habitat, création de groupes coopératifs, distribution de crédits, commercialisation de la production, approvisionnement en biens de consommation courante. Dans chaque zone est mise en place une Entreprise de progrès local (EPL) composée de « succursales » regroupant 900 à 1 200 planteurs. Ceux-ci forment des Comités de développement de village (CODEVI) et des Comités de développement de succursale (CODES) ; ces associations de base sont censées assurer la prise en charge du développement par les populations. Les Zapi, en maîtrisant le processus de commercialisation du cacao et du café, devaient dégager une plus-value permettant, à terme, l'autofinancement du projet.

En 1966, une Zapi avait été créée dans le Centre-Sud, avec 4 zones (Menguémé, Ngoumou, Zoétélé et Ngoulemakong) comprenant une population globale de 87 000 personnes environ. Dès 1973, une mission d'évaluation constatait que les comptes d'exploitation de la Zapi était largement déficitaires, que les crédits n'étaient remboursés qu'à 66 %, et que les actions autres que celles du cacao (cultures vivrières, petit élevage, animation féminine...) avaient été totalement négligées. En octobre 1975, un décret portait dissolution de la Zapi du Centre-Sud, au profit de la Sodecao. Devenues des organismes importants (500 employés en 1982), à la gestion délicate, les Zapi de l'Est subsistantes ont dû être « redynamisées » en 1982, grâce à l'octroi d'une aide importante de la Bird, qui ne résoudra peut-être pas tous les problèmes administratifs et financiers dont elles souffrent. En 1984, l'EPL de Nguélémendouka encadrait 5 200 planteurs dans 75 villages.

La **Mission de développement d'Ombessa** (MIDO) fut créée en 1974 avec l'aide de la Suisse, de l'Institut panafricain de développement et du Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (CENEEMA). Elle avait pour but de mener des actions de vulgarisation agricole sur les cultures vivrières (avec introduction de la culture attelée), en vue de la définition d'un projet de développement intégré. Après plusieurs phases d'exécution, l'action de la Mido s'orienta vers l'intensification des cultures vivrières (maïs, igname, arachide, riz) et le développement du petit élevage. Son action d'encadrement consiste à organiser les paysans en groupes villageois, composés d'équipes de travail. La Mido est maintenant implantée dans l'arrondissement de Bokito, dans six villages (231 paysans encadrés en 1984) situés à proximité de l'axe lourd Yaoundé-Bafoussam.

Un seul organisme étatique de développement sectoriel étend son emprise sur tout le Centre et le Sud :

La **Société de développement du cacao** (SODECAO) assiste le paysannat dans toutes les opérations de la production du cacao, mais aussi du café. Après son installation dans la Lékié, le Mbam et la Haute-Sanaga , elle est désormais installée dans toute la zone étudiée, à l'exception de la province de l'Est. L'action de la Sodecao porte essentiellement sur l'amélioration des plantations existantes (lutte anti-capsides, lutte contre la pourriture brune), la régénération cacaoyère, la création de nouvelles plantations, la formation et l'installation de jeunes planteurs, l'ouverture et l'entretien des pistes de collecte. En plus de ces opérations, elle s'intéresse également, depuis peu, à l'amélioration des cultures vivrières de base (plantain, igname, macabo, maïs, manioc). Chaque département constitue un secteur, divisé en zones, elles-mêmes découpées en plusieurs sous-secteurs. Des encadreurs résident dans les centres coopératifs. La Sodecao possède un personnel d'encadrement important. Mais en 1990, la société accusait un fort déficit de fonctionnement (10 milliards de francs CFA). Cette structure jugée trop lourde et coûteuse est en attente de restructuration (tabl. VII).

Beaucoup d'encadreurs de la Sodecao sont, en fait, d'anciens moniteurs de l'Agriculture : en 1984, ceux-ci constituaient 35 % des 241 encadreurs nouvellement admis ; au même moment, le Minagri détachait auprès de la société 36 ingénieurs et techniciens. La présence sur le même terrain des deux structures d'encadrement pose le problème de la redéfinition précise des tâches confiées aux postes agricoles. Dans le cadre de Projets ruraux de développement intégrés, la Sodecao étendait son action à tous les aspects de la vie agricole : cultures commerciales et vivrières, commercialisation, formation des jeunes planteurs (1984 : 2 327 jeunes formés dans 84 centres), santé, infrastructures routières. Pour ces diverses tâches, elle dispose d'importants moyens dont sont cruellement dépourvus les agents du Minagri.

Tableau VII
L'encadrement agricole

Département	Encadreurs SODECAO	Moniteurs MINAGRI
Lékié	92	52
Mbam (Bokito, Ntui)	12	26
Nyong et So	56	44
Nyong et Mfoumou	58	47
Nyong et Kéllé *	34	
Méfou et Mfoundi	98	82
Ntem	90	65
Dja et Lobo	68	52
Haut-Nyong *	0	32
Arr. de Mvengué	0	18
Haute-Sanaga	62	40
Total	*570*	*472*

* Arrondisements dans le cadre de l'atlas.

Un petit organisme de développement agricole sectoriel, à caractère caritatif, intervient dans la zone frontière du département du Ntem :

Le **Centre de promotion et d'assistance rurale** (CEPAR) d'Ambam assure l'encadrement agricole de 11 villages situés principalement dans les arrondissements d'Ambam. Ce petit organisme a été créé en 1971 par des jeunes de l'Église presbytérienne camerounaise avec l'aide du Canada. Son action porte principalement sur le petit élevage (3 élevages avicoles à Ambam) et le riz de bas-fonds ; la variété locale exploitée permet deux récoltes par an. Le décorticage et la commercialisation sont assurés par le Cepar, à Ambam. La culture du riz doit être un des principaux objectifs du Projet de développement intégré d'Ambam, à l'étude depuis le IVe plan et qui n'a toujours pas vu le jour.

L'agro-industrie

Trois opérations agro-industrielles sont toutes situées le long de la route Obala-Mbandjok, en zone de savane.

La **Société camerounaise des tabacs** (SCT), ancienne Seita fondée en 1945, exploite un domaine de 3 000 ha sur le territoire du village de Ballong, proche de Batchenga. Employant 400 personnes, la SCT est en fait une station expérimentale qui sélectionne et produit des semences devant approvisionner, en 1984, 6 430 planteurs dans la province de l'Est. Seuls, 40 ha sont régulièrement cultivés ; le reste est exploité de façon extensive, les champs de tabac étant, après la récolte, semés en arachide par les employés de l'entreprise.

La **Société sucrière camerounaise** (SOCUCAM) possède au sud de Mbandjok un domaine de 13 000 ha. Plus loin, à Nkoteng, la Cameroon Sugar Company Inc. (CAMSUCO), créée en 1975, dispose de 11 200 ha de terrain, ainsi que d'une réserve s'étendant jusqu'à Simbane, pour une extension éventuelle. Les deux sociétés peuvent traiter la totalité de leur production. Le plafonnement de la production de sucre raffiné de la Socucam montre qu'elle a atteint sa capacité de production maximale : 1976-77 : 29 500 tonnes ; 1983-84 : 28 358 (5 573 ha récoltés) ; 1985-86 : 29 700. La Camsuco a produit 30 388 tonnes en 1983-84 (6 526 ha) et 46 300 en 1985-86 ; sa capacité est estimée à 48 000 tonnes. Mais la production doit encore augmenter pour couvrir la consommation nationale estimée à 90 000 tonnes en 1985. Cet accroissement pourra être obtenu soit en étendant la Socucam, soit en créant un nouveau complexe sucrier dans le nord, près du barrage de Lagdo (d'une capacité de 50 000 tonnes). Mais le programme d'autosuffisance ne pourra être satisfait que si certains problèmes sont préalablement résolus, notamment celui de l'équilibre entre le prix de revient et le prix de vente fixé par l'administration ; ce problème grève lourdement les comptes d'exploitation et peut mettre en danger des opérations par ailleurs bien engagées.

La **Mission d'embouche bovine de Mbandjok** (MIDEBOM) est un programme dépendant de la Socucam. Il s'agit d'utiliser les mélasses produites par les sucreries pour engraisser, sur parcs, des bovins provenant de l'Adamawa. D'autres expérimentations sont conduites sur divers types de fourrage : tourteaux de coton, repousses de cannes, bagasse... Créée avec un financement français important (70 %), cette opération est entrée dans sa phase de production en 1980. Couvrant un domaine de 70 ha, elle peut accueillir 1 000 bovins environ.

Le tourisme

Le Sud-Cameroun est une région encore peu touchée par le tourisme, et l'on peut dire que ses vastes forêts sont restées vierges de toute infrastructure touristique... Pourtant, autant que le Littoral ou le Nord, le Sud recèle de nombreux attraits : des sites pittoresques (rapides, chutes, rives paisibles, grottes, pics montagneux...), une flore et une faune encore très riches (éléphants de forêt, antilopes, gorilles, panthères), des populations rurales accueillantes et ouvertes (parmi lesquelles les Pygmées) qui, dans certaines régions éloignées de la capitale, ont conservé de nombreux aspects de leur culture traditionnelle (danses, musique, artisanat, cuisine).

Tableau VIII
L'équipement hôtelier en 1985

Localités	Hôtels classés ****	***	**	*	Total	Chambres	Hôtels non classés Gîte I	Gîte II	Campt	Total	Chambres
Yaoundé	1	2	5	2	10	656	11	13	0	24	322
Sangmélima	0	0	1	0	1	20	0	5	0	5	65
Obala	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	35
Monatélé	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	12
Mbandjok	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	5
Nanga-Eboko	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	15
Akonolinga	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	10
Mbalmayo	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	17
Ebolowa	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5	90
Ambam	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	15
Mvangan	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	5
Oveng	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	3
Total	*1*	*2*	*6*	*2*	*11*	*676*	*11*	*37*	*1*	*49*	*594*

La région étudiée ne comporte, en 1986, que 11 hôtels classés et une cinquantaine de petits établissements, généralement appelés « auberges », intermédiaires entre l'hôtel et le gîte d'étape (tabl. VIII).

Yaoundé possède non seulement la quasi-totalité des établissements classés, mais également la moitié des hôtels non classés et 54 % des chambres. Le « sur-équipement » de la capitale est dû non au tourisme mais à sa fonction économique. Les hôtels classés (4 ou 3 étoiles) sont fréquentés d'abord par les hommes d'affaires étrangers envoyés par leurs sociétés. Leurs tarifs sont très élevés (de 25 000 à 50 000 francs CFA la nuit) et n'encouragent guère le tourisme individuel ou collectif. Les exigences d'une clientèle internationale, la recherche d'une meilleure rentabilité poussent les investisseurs (grandes chaînes internationales, sociétés d'État) à opter pour les hôtels de luxe. Les hôtels de rang inférieur sont laissés aux petits promoteurs locaux. Ainsi, en plus de la rénovation de l'hôtel Mont-Fébé, est prévue, à Yaoundé, la construction de deux hôtels 3 et 4 étoiles.

En dehors de Yaoundé, les « hôtels » non classés se situent aux chefs-lieux des départements et arrondissements. Leur fonction n'est pas plus touristique que pour ceux de la capitale ; ils accueillent surtout des personnes voyageant pour leur travail. Ces établissements, plus ou moins confortables, plus ou moins bien tenus, sont créés par des commerçants locaux qui, sans connaissances précises, se lancent, sinon dans l'hôtellerie, du moins dans l'hébergement.

La concentration de l'infrastructure à Yaoundé, loin de sites touristiques, explique en partie le faible développement du tourisme dans le Sud-Cameroun. On peut également ajouter le manque de routes, de communications aériennes, la faiblesse du réseau téléphonique et du télex. En outre la plupart des sites (comme les chutes de Mpoumé sur le Nyong, la réserve du Dja) sont très difficiles d'accès.

La quasi-inexistence d'infrastructures touristiques dans le Sud est aussi, et surtout, le reflet du manque de volonté des pouvoirs publics de développer le tourisme en dehors des régions touristiques traditionnelles : le littoral et les grands parcs du Nord. Crainte du contact destructeur entre étrangers occidentaux et sociétés villageoises ou, plus simplement, difficulté de percevoir le tourisme comme un facteur de développement ? Après cent ans d'évangélisation et de scolarisation et soixante ans d'émigration vers les villes, les populations du Sud-Cameroun apparaissent comme les moins sensibles à la « pollution » touristique et les mieux préparées au choc avec l'extérieur ; on voit mal ce que le contact avec les touristes pourrait aggraver. En fait, jusqu'ici, la présence de la capitale a favorisé, pour des raisons économiques, politiques et administratives, un « tourisme d'affaires » pourvoyeur de devises, aux dépens de toute autre forme d'activité. La politique officielle est d'ailleurs assez fluctuante à ce sujet : le IIIe plan quinquennal laissait entrevoir une démocratisation de la « consommation » touristique ; le IVe mettait, au contraire, l'accent sur le tourisme international ; enfin, le Ve optait plutôt pour le développement du tourisme social.

Différents projets concernant la région étudiée sont néanmoins à l'étude : création du parc national du Dja, construction de 2 hôtels internationaux à Yaoundé et de petits établissements à Sangmélima, Akonolinga, Saa, Mvangan. Ces derniers sont financés principalement par des particuliers et par les Communes rurales, et représentent un investissement de 160 millions de francs CFA environ, contre 11 milliards prévus sur le budget de l'État pour Yaoundé. La disproportion suffit à montrer qu'en fait les options ne sont pas passées dans les faits. Le développement du tourisme étranger en dehors de Yaoundé nécessiterait, d'abord, la construction de plusieurs petits hôtels de bon niveau (2 étoiles) gérés par du personnel qualifié. Quant au tourisme national, s'il est souhaitable et utile pour l'unification du pays, il est pour l'instant extrêmement réduit ; il ne peut s'adresser qu'à une clientèle aisée et avertie, ne craignant pas le dépaysement, ni le contact avec des cultures différentes !

En attendant, et pour mieux préparer les bases d'un développement correctement planifié, la Délégation générale au tourisme a été réorganisée et une société nationale de promotion du tourisme créée : SOCATOUR. La formation du personnel hôtelier, effectuée jusqu'ici entièrement à l'étranger, a nécessité la construction d'une école hôtelière (prévue à Ngaoundéré) devant fournir une formation respectant mieux les réalités locales. Enfin, la construction d'un aéroport international à proximité de Yaoundé constitue un atout majeur pour l'essor du tourisme dans le Sud-Cameroun.

Indications bibliographiques

Barbier (J. C.), Courade (G.), Tissandier (J.), 1980.— *Complexes agro-industriels au Cameroun*. Paris, Orstom, coll. Trav. et Doc. n° 118, 281 p.

Boutrais (J.), Courade (G.), Gubry (P.), 1979.— Population, Planification, et Développement rural : l'exemple du Cameroun. *Trav. et Doc. de l'ISH* n° 21, Yaoundé, Onarest, 163 p.

Carte des stations de traitement d'eau : Cameroun 1, 2, 3, 1985.— Yaoundé, Scanwater engineering.

Enquête Origine-Destination 1980-81, 1983.— BCEOM, ministère des Transports, 2 tomes.

Enquête par sondage sur le logement à Yaoundé, 1981.— Yaoundé, ISPEA, Minep, 85 p. *multigr.*

Franqueville (A.), 1984.— *Yaoundé, construire une capitale*. Paris, Orstom, coll. Mém. n° 104, 192 p.

Franqueville (A.), 1987.— *Une Afrique entre la ville et la campagne. Les migrations dans le sud du Cameroun*. Paris, Orstom, coll. Mém. n° 109, 646 p.

Labouret (H.), 1937.— *Le Cameroun*. Paris, Centre d'études de politique étrangère, 259 p.

Le Cameroun en chiffres 1984-85.— Yaoundé, Dir. de la Stat. et de la Compt. nat.

L'Économie du Cameroun en 1983-84, 1985.— Paris, *Marchés Tropicaux*, 1-10-1985.

Le Ve plan de développement économique, social et culturel, 1981-1986.— Yaoundé, ministère de l'Économie et du Plan.

L'hôtellerie au Cameroun en 1982.— Yaoundé, Délég. gén. au Tourisme.

Mouvements aériens, 1982.— Yaoundé, Direction de l'Aviation civile, Serv. stat.

Note de synthèse des rapports des Comités de Développement du Dja et Lobo, 1983.— Yaoundé, Minep, Délég. départ. du Dja et Lobo.

Rapport annuel 1984-85.— Yaoundé, Sodecao, Direction des Opérations agricoles.

Rapports annuels de la Délégation provinciale de l'Agriculture du Centre-Sud. Yaoundé, Minagri.

Rapports annuels des Délégations départementales de l'Agriculture du Centre et du Sud.

Rapports annuels du ministère de l'Agriculture.

Rapports annuels et semestriels des Délégations d'arrondissement de l'Agriculture.

Rapport du Bilan d'exécution du IVe plan quinquennal de Développement dans le département du Haut-Nyong, 1982.— Ag. prov. de Dévelop., Préfecture d'Abong-Mbang.

Rapport du Comité départemental de Développement de la Méfou 1984.

Rapports des Délégations départementales du ministère de la Santé.

Rapports du Service provincial des routes du Centre. Yaoundé, Mineq.

Rapport sur la situation économique, sociale et culturelle du Dja et Lobo 1982.— Yaoundé, Minep, Délég. départ. du Dja et Lobo, 37 p. ronéo.

Rapports de la sous-direction de l'Exploitation postale de la direction des Postes.

Rapports des Subdivisions départementales de Routes. Yaoundé, MINEQ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
MRST
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

EQUIPEMENTS COLLECTIFS

(Situation au 1-7-1985)

C. SANTOIR

LIMITES ADMINISTRATIVES

- Limite d'état
- Limite de province
- Limite de département
- Limite d'arrondissement
- Limite de district
- Chef-lieu de département
- Chef-lieu d'arrondissement
- Chef-lieu de district
- Village

VOIES DE COMMUNICATION

- Pont
- Bac
- Route nationale goudronnée
- Route nationale goudronnée (en construction)
- Route nationale en terre
- Route provinciale
- Route départementale
- Piste rurale
- Voie ferrée/gare

AÉRODROMES

- Aérodrome secondaire (cat. B)
- Piste d'atterrissage (cat. C)
- Aérodrome international (cat. A) (en projet)

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

- Bureau de poste
- Station radio
- Station faisceau hertzien Téléphone

SANTÉ

Public	Privé	
H	Ⓗ	Hôpital
⊞	⊕	Centre de santé développé/Dispensaire privé laïc ou confessionnel/Cabinet médical
⊞		Centre de santé élémentaire
⊞		Centre de santé communautaire
L	Ⓛ	Léproserie
	Ⓒ	Clinique
	Ⓟ	Pharmacie

AGRICULTURE

- Délégation départementale de l'agriculture
- Délégation d'arrondissement de l'agriculture/Poste agricole
- Moniteur agricole
- Secteur SODÉCAO
- Sous-secteur
- Encadreur
- Réserve forestière, Réserve de faune
- Centre du Service Civique National de Participation au Développement
- Périmètre de colonisation du S.C.N.P.D.
- Société Camerounaise des Tabacs
- Plantation de canne à sucre (SOSUCAM-CAMSUCO)
- Z.A.P.I. de l'Est

DIVERS

- Hôtel classé
- Hôtel non classé
- Poste d'essence
- Bureau de banque
- Ligne haute tension (réseau interconnecté)
- Ligne haute tension (en projet)
- Electricité
- Adduction d'eau potable
- Barrage
- Barrage en projet
- Conduite d'eau *Nyong → Yaoundé*
- Nombre d'établissements dans la localité

ZONES ENCLAVÉES

(situées à plus de 5 km d'une route permanente)

Densité de la population enclavée

- 20 hab/km² et +
- 10-19
- 5-9
- 1-4
- Zone inhabitée

Echelle 1 : 500 000

0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 500 000 (Institut Géographique National)

IMPACT GRAPHIC • 49.09.16.50 • FRANCE

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARQUIER C. VALTON

L'INFRASTRUCTURE SCOLAIRE

Christian SANTOIR

L'enseignement retient tout particulièrement l'attention du gouvernement, dans un pays où 56 % de la population a moins de 20 ans. Aussi, lors de l'année scolaire 1986-87, les crédits alloués à l'Éducation nationale et à l'Enseignement supérieur s'élevaient-ils à près de 80 milliards de francs CFA.

L'enseignement primaire

Il s'agit de l'une des branches les plus importantes de l'Éducation nationale, chargée de scolariser plusieurs centaines de milliers d'enfants à partir de 6 ans. Malgré l'importance des effectifs, le taux de scolarisation est très élevé dans le Sud-Cameroun : 91,8 % (taux de scolarisation formelle, 6-14 ans). La différence entre les sexes est peu importante (M = 93,1 ; F = 90,5), de même qu'entre la ville et la campagne (93,1 contre 91,2). La scolarisation a été, dès le début, presque aussi importante dans les zones rurales que dans les agglomérations.

On peut néanmoins observer quelques nuances régionales. Les zones les plus scolarisées sont situées à l'ouest des provinces du Centre et du Sud ; elles sont traversées par les anciennes voies de pénétration des missions chrétiennes : axe Douala-Yaoundé, axe Kribi-Ebolowa-Yaoundé. L'arrondissement d'Akono (Méfou), où est située une importante mission catholique, a le plus fort taux de scolarisation de la zone étudiée avec 97,2 %. Par contre, vers l'est, les taux diminuent dans la Haute-Sanaga, le Mbam (plus faible taux dans l'arrondissement de Ntui : 80,4 %).

L'analphabétisme est donc très faible : 20 % seulement des personnes de plus de 10 ans sont illettrées, encore ce taux descend-t-il à 4 % environ pour la tranche d'âge 20-24 ans. Autrefois très importante, la différence entre garçons et filles tend à disparaître totalement.

Ces résultats ont été obtenus d'une part, grâce à l'ancienneté de la scolarisation qui, dans le Sud-Cameroun (à Ebolowa notamment), a précédé l'administration allemande ; d'autre part, grace à l'effort initial des missions chrétiennes bien relayées par les services coloniaux, puis par l'État indépendant. En près de vingt ans, les progrès sont sensibles (tabl. I).

TABLEAU I
Évolution de l'enseignement primaire

Département	1965		1983		Évolution (%)	
	Effectif	Écoles	Effectif	Écoles	Effectif	Écoles
Dja et Lobo	17 644	196	27 161	189	+ 54	- 3,5
Haute-Sanaga	5 800	58	12 957	70	+ 123	+ 20
Lékié	36 764	128	55 335	145	+ 5	+ 13
Méfou + Mfoundi	51 419	183	116 687	227	+ 127	+ 24
Ntem	23 890	264	31 615	240	+ 32,3	- 9
Nyong et Mfoumou	13 418	122	19 028	145	+ 41,8	+ 19
Nyong et So	15 732	103	20 908	109	+ 33	+ 5
Ensemble	*164 667*	*1 054*	*283 691*	*1125*	*+ 72,3*	*+ 6,4*

Si l'on compte les arrondissements situés sur les marges de l'atlas, les effectifs exacts s'élevaient en 1983 à 331 065 élèves et 1 356 écoles (tabl. II).

TABLEAU II
L'enseignement primaire dans les arrondissements limitrophes en 1983

Arrondissement	Effectif	Écoles
Bokito, Ntui, Ombessa	16 496	52
Mvengué	2 342	16
Nguélémendouka, Abong-Mbang, Messaména	16 276	94
Bot-Makak, Matomb, Makak	12 260	69

L'évolution entre 1965 et 1983 montre néanmoins que la construction scolaire a du mal à suivre l'augmentation très rapide des effectifs scolarisés : + 3, 2 % par an, en moyenne, mais + 6 % à Yaoundé. Beaucoup d'écoles sont donc surchargées : 77 élèves par classe en moyenne, à Yaoundé, souvent plus de 100 dans la Lékié. L'encombrement est surtout important dans les centres urbains, où l'on doit avoir recours au mi-temps pour faire face à l'embouteillage des classes. À la campagne, les parents doivent parfois construire eux-mêmes des locaux ; aussi la qualité des constructions est-elle très inégale : seules 43 % des classes sont construites en ciment, les autres sont en banco ou en matériaux temporaires. L'enseignement privé apporte une indispensable contribution à l'effort scolaire : il possède 17 % des écoles (dont 35 % seulement en « dur ») et accueille 27 % des effectifs du primaire. Mais un processus de transfert progressif au secteur public est en cours.

L'évolution rapide de l'enseignement primaire pose, autant que celui des locaux, le problème des enseignants dont le rythme de formation et la qualification sont encore insuffisants : seuls 44 % ont reçu une formation adéquate. Ceux-ci enseignent généralement en milieu urbain. Les autres, particulièrement nombreux dans l'enseignement privé, ont un niveau très inégal ; dans les villages, ce sont parfois de simples bénévoles.

Effectifs pléthoriques, enseignants peu qualifiés, écoles à cycle incomplet dans les zones rurales ne favorisent pas un bon rendement. On pourrait également ajouter que l'enseignement dispensé correspond très mal à l'environnement social de l'élève, ce qui augmente ses possibilités d'échec. Le taux de redoublement est assez fort (31 % des effectifs dans la zone étudiée contre 28 % au niveau national), surtout lors de la première et de la dernière année des études. Si les abandons en cours d'études sont peu importants (13 %), 60 % environ des élèves quittent l'enseignement à la fin du cycle.

La politique de l'éducation primaire consistant à scolariser le plus possible d'élèves en apportant l'école dans le moindre village semble atteindre ses limites. Selon la région, la population est soit démographiquement trop dynamique, soit trop faible et trop dispersée. Dans tous les cas, les jeunes écoliers doivent faire, matin et soir, de longues marches entre l'école et leur maison ; une école primaire « couvre » un rayon théorique de 2, 5 km dans la Lékié, de 6 km dans le Dja et Lobo, et de 7 km dans la Haute-Sanaga.

L'enseignement dispensé à l'école maternelle est un secteur de l'éducation encore peu développé mais en progression rapide. En 1984-85, les provinces du Centre et du Sud comptaient, respectivement, 159 et 33 établissements accueillant 26 309 et 2 845 élèves. Yaoundé et les centres urbains concentrent l'essentiel des écoles. Les programmes d'enseignement comme la formation du personnel restent encore à mettre au point.

L'enseignement secondaire

L'enseignement secondaire général s'est surtout développé depuis l'Indépendance. Les effectifs scolarisés s'accroissent au rythme moyen de 7,7 % par an, soit un doublement en moins de dix ans (tabl. III).

TABLEAU III
Évolution de l'enseignement secondaire

Département	1965		1983	
	Effectif	Établissements	Effectif	Établissements
Ntem	2 210	6	5 751	12
Dja et Lobo	1 360	5	6 159	13
Haute-Sanaga	189	1	1833	4
Lékié	1 648	4	27 463	31
Nyong et Mfoumou	181	1	2 480	6
Nyong et So	842	4	5 345	11
Total	*14 531*	*32*	*55 427*	*86*
			+ 28 %	*+ 168 %*

L'État a consenti un effort important pour équiper systématiquement chaque département d'un lycée, établi au chef-lieu, et chaque arrondissement d'un collège d'enseignement secondaire. Cette politique a eu pour effet immédiat de développer l'enseignement secondaire dans les départements sous-équipés comme le Nyong et Mfoumou, la Haute-Sanaga et de retenir une partie importante des élèves autrefois obligés d'aller « fréquenter » à Yaoundé pour poursuivre leurs études. En 1968, Yaoundé recevait des élèves de 31 départements répartis sur l'ensemble du territoire national. Depuis, des villes comme Mbalmayo, Sangmélima ont acquis une bonne infrastructure secondaire qui attire de nombreux élèves des départements limitrophes. Cependant, le pouvoir d'attraction de la capitale reste fort, grâce au nombre et à la qualité de ses établissements, mais aussi grâce aux possibilités de rattrapage (cours du soir) qu'elle offre aux « déscolarisés ».

En 1983, la zone couverte par l'atlas comprenait 96 lycées et CES, accueillant près de 62 000 élèves, en incluant les arrondissements limitrophes de l'atlas (tabl. IV).

L'enseignement secondaire général accueillait 16 % des jeunes de 15 à 24 ans dans le Centre-Sud, lors du recensement national de 1976. En 1983, le taux de scolarisation du secondaire est légèrement supérieur à 19 %. Contrairement au primaire, le sex-ratio est nettement défavorable aux filles qui sont deux fois moins nombreuses que les garçons à fréquenter les établissements du secondaire.

TABLEAU IV
L'enseignement secondaire dans les arrondissements limitrophes

Arrondissement	Effectif	Écoles
Bokito, Ntui	1 267	2
Mvengué	128	1
Nguélémendouka, Abong-Mbang, Messaména	2 439	4
Bot-Makak, Matomb, Makak	2 700	4

Le secteur privé est particulièrement important : 55 % des établissements et 43 % des élèves ; à Yaoundé, la part du privé atteint même 75 % des écoles et 62 % des élèves (tabl. V).

L'enseignement confessionnel, catholique notamment, est prédominant, sauf à Yaoundé, où prolifèrent les établissements privés laïcs : collèges le Sillon, Montesquieu, Madeleine, Mongo Béti, de la Méfou... Ceux-ci accueillent généralement les élèves refusés par l'enseignement public, faute de places, ou ayant échoué à l'entrée en 6e.

L'importance du secteur privé traduit les difficultés de l'État à répondre à la demande, malgré des réalisations importantes (rénovation du lycée Leclerc de Yaoundé, construction d'un troisième lycée, de 1 200 places, dans le quartier Nkol-Éton). La majorité des établissements existants manquent de salles de travaux pratiques, d'équipements spécialisés, de sanitaires ; les bâtiments ne sont pas entretenus et sont, pour les plus anciens, dans un état déplorable, peu conforme à l'hygiène et la sécurité. En outre, le personnel enseignant ne possède pas toujours les qualifications requises : 50 % ont un niveau égal ou inférieur au baccalauréat. Ces maux atteignent tout particulièrement l'enseignement privé laïc, dont nombre d'établissements sont incapables de faire face à leur mission ; classes surchargées, professeurs peu compétents, mal ou irrégulièrement rétribués, mauvaise gestion, amateurisme des « fondateurs » expliquent les très mauvais résultats de ce secteur d'enseignement. Beaucoup d'établissements privés sont surtout l'occasion de faire des affaires lucratives aux dépens d'une masse sans cesse croissante d'élèves anxieux de posséder le diplôme salvateur.

Dans l'ensemble, le rendement de l'enseignement secondaire général est faible : 31 % de réussites au BEPC, 34,5 % au baccalauréat probatoire et 35,6 % au baccalauréat. Le taux de redoublement dans les classes terminales dépasse 30 %.

L'enseignement technique, industriel et commercial

L'enseignement technique comprend, comme l'enseignement général, deux cycles : le premier, dispensé dans les collèges (collèges d'enseignement technique et industriel de garçons, CETIG, ou de filles, CETIF ; centre d'enseignement technique commercial, CETIC), conduit en 4 ans au certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ; le second, dispensé dans les lycées techniques, mène en 3 ans au baccalauréat technique (séries F, séries G).

Le secteur privé contrôle ainsi 76 % des établissements et 67,6 % des effectifs. L'enseignement privé laïc domine largement, surtout par le nombre des élèves (50 % des effectifs pour 38 % des écoles). Bien que l'infrastructure soit relativement dispersée, les établissements de Yaoundé accueillent la majorité des élèves de l'enseignement technique et commercial. Les sections industrielles les mieux représentées concernent principalement le bâtiment, la métallurgie, la mécanique. Mais beaucoup d'institutions privées dispensent un enseignement ménager ou commercial (dactylographie, secrétariat, comptabilité...), ce qui explique le fort taux de féminisation de l'enseignement technique (environ 40 % des effectifs totaux (tabl. VI et VII).

L'évolution de l'enseignement technique entre 1973 et 1983 montre la forte progression du secteur public tant en écoles qu'en personnel ; dans le secteur privé confessionnel, le recrutement des professeurs semble avoir du mal à suivre le gonflement des effectifs ; l'enseignement laïc a, au contraire, une progression plus harmonieuse (tabl. VIII).

Cependant cette évolution rapide pose de sérieux problèmes. Enseignement onéreux, nécessitant des moyens pédagogiques importants, l'enseignement technique souffre de maux graves : manque d'équipements, de laboratoires, d'enseignants qualifiés (73 % ont un niveau égal ou inférieur au baccalauréat). Continuellement confronté à des problèmes de trésorerie, le secteur privé est le plus touché par cette pénurie. Dans de telles conditions, les résultats aux examens sont faibles : 15 % d'admis en moyenne au CAP ; 21, 5 % au baccalauréat.

TABLEAU V
L'enseignement secondaire public et privé

Département	Public		Privé					
			Catholique		Protestant		Laïc	
	Établ.	Effectif	Établ.	Effectif	Établ.	Effectif	Établ.	Effectif
Dja et Lobo	4	2 904	3	1 951	2	241	4	1 001
Haute-Sanaga	3	1 609	-	-	1	224	-	-
Lékié	5	4 927	4	1 469	-	-	-	-
Méfou	7	3 479	3	1 645	-	-	1	102
Mfoundi	5	7 587	4	2 305	1	1 304	10	8 668
Ntem	5	3 029	3	1 286	3	1 135	1	301
Nyong et Mfoumou	2	1 633	1	246	2	284	1	337
Nyong et So	3	2 302	4	904	2	716	2	1 524
Arr. Mvengué	1	128	-	-	-	-	-	-
Bot-Makak	2	925	-	-	-	-	-	-
Makak	1	1 492	-	-	-	-	-	-
Matomb	1	261	-	-	-	-	-	-
Ntui	1	648	-	-	-	-	-	-
Bokito	1	666	-	-	-	-	-	-
Nguélémendouka	1	376	-	-	-	-	-	-
Abong-Mbang	1	1 196	-	-	1	425	1	239
Messaména	1	442	-	-	-	-	-	-
Total	*44*	*34 604*	*22*	*9 806*	*12*	*4 329*	*20*	*12 172*

TABLEAU VI
Les établissements d'enseignement technique public et privé

Département	Public			Privé			Total
	LET	CETIF(G)	CETIC	LET	CETIF(G)	CETIC	
Dja et Lobo	0	1	1	0	1 P*	1 L*	4
Haute-Sanaga	0	1	0	0	1 C*	0	2
Lékié	0	1	0	0	1 C	1 L	3
Méfou	0	0	0	0	2 C	0	2
Mfoundi	1	2	1	0	3 C,1 L	1 C, 9 L	18
Ntem	0	0	0	0	1 L, 1 C	0	3
Nyong et Mfoumou	0	0	0	0	2 C	0	2
Nyong et So	0	0	0	0	1 C	1 L	2
Arr. Mvengué	0	0	0	0	0	0	0
Bot-Makak	0	0	0	0	0	0	0
Makak	0	0	0	0	2 C	0	2
Matomb	0	0	0	0	0	0	0
Ntui	0	0	0	0	0	0	0
Bokito	0	0	0	0	2 L	0	2
Nguélémendouka-	0	0	0	0	1 C	0	1
Abong-Mbang	0	1	0	0	1 C	0	2
Messaména	0	0	0	0	0	0	0
Total	*1*	*6*	*3*	*0*	*20*	*13*	*43*
					15 C, 1 P, 4 L		

*C = catholique ; P = protestant ; L = laïc.

TABLEAU VII
Les effectifs de l'enseignement technique public et privé

Département	Public	Privé			Total
		Catholique	Protestant	Laïc	
Dja et Lobo	630	89	46	119	884
Haute-Sanaga	0	161	0	0	161
Lékié	423	202	0	0	625
Méfou	0	176	0	0	176
Mfoundi	2 527	979	0	6 886	10 392
Ntem	816	311	0	90	1 217
Nyong et Mfoumou	0	158	0	0	158
Nyong et So	0	149	0	421	570
Arr. Mvengué	0	0	0	0	0
Bot-Makak	0	0	0	0	0
Makak	0	90	0	0	90
Matomb	0	0	0	0	0
Ntui	0	0	0	0	0
Bokito	0	0	0	80	80
Nguélémendouka	0	120	0	0	120
Abong-Mbang	500	134	0	0	634
Messaména	0	0	0	0	0
Total	*4 896*	*2 569*	*46*	*7 596*	*15 107*
	32,4	*17*	*0,3*	*50,3*	*100*

TABLEAU VIII
Évolution de l'enseignement technique (1973-1983)*

	Public		Privé			
			Confessionnel		Laïc	
	1973	1983	1973	1983	1973	1983
Établissements	5	9	10	13	8	14
		+ 6 %/ an		+ 2,6 %/ an		+ 5,7%/ an
Effectifs	1 255	4 396	1 437	6 980	3 520	7 426
		+ 13,3 %/an		+ 17%/an		+ 7,7 %/an
Enseignants permanents	110	277	126	176	78	135
		+ 9,6 %/an		+ 3,4 %/an		+ 5,6%/an

* Provinces du Centre et du Sud, moins le Mbam, le Nyong et Kéllé, et l'Océan.

L'école normale

Ce type d'enseignement revêt d'autant plus d'importance que le manque d'enseignants qualifiés se fait sentir à tous les niveaux. La région étudiée ne comporte que cinq établissements assurant la formation des instituteurs du primaire (écoles normales d'instituteurs et d'instituteurs adjoints : ENI, ENIA) et de l'enseignement technique (écoles normales d'instituteurs de l'enseignement technique de garçons ou de filles : ENIETG, ENIETF) (tabl. IX).

Si l'encadrement des futurs instituteurs peut être jugé suffisant sur le plan quantitatif, il n'en est pas de même sur le plan qualitatif. Bien que les professeurs soient issus de l'enseignement supérieur, les programmes enseignés ne correspondent pas toujours à ceux du primaire, ni aux réalités auxquelles sont confrontés les instituteurs sur le « terrain ». D'autre part, la production des écoles normales ne satisfait pas la demande ; elle couvre 50 % des besoins seulement.

Chaque année, pour faire face au manque d'instituteurs, le MINEDUC (ministère de l'Éducation nationale) doit recruter des instituteurs adjoints auxiliaires et des instituteurs contractuels qui n'ont reçu aucune formation spécifique. Aussi la formation d'une bonne part des enseignants se fait-elle sur le tas. Elle est assurée par les inspecteurs départementaux, les sous-inspecteurs et par les directeurs d'écoles eux-mêmes.

TABLEAU IX
L'école normale

Localités	Effectifs	Nbre d'écoles	Nbre de professeurs
Yaoundé	344	3	47
Ngoumou	171	1	17
Ebolowa	51	1	8
Total	*566*	*5*	*72*

L'enseignement supérieur

Yaoundé concentre la majorité des établissements d'enseignement supérieur du pays. L'université de Yaoundé, fondée en 1961, comptait alors 213 étudiants et 10 professeurs (dont 6 étrangers). Depuis, le gonflement des effectifs a été spectaculaire (tabl. X).

L'université de Yaoundé englobe également plusieurs grandes écoles et instituts : l'École normale supérieure (ENS : 600 étudiants environ), le Centre universitaire des sciences de la santé (CUSS : 350 étudiants), l'École supérieure polytechnique (ENSP : 500 étudiants), l'École supérieure des sciences et techniques de l'information (ESSTI : 100 étudiants), l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC : 50 étudiants). Plusieurs écoles supérieures dépendent d'autres ministères que le Mineduc : l'École normale d'administration et de magistrature (ENAM), l'École militaire interarmes (EMIA), l'Institut national des sports (INS), l'École supérieure des Postes et Télécommunications (ESPT), l'École nationale de technologie (ENT), l'Institut de statistiques, planification et économie appliquée (ISPEA). On pourrait ajouter les facultés, catholique et protestante, de théologie.

Toutes ces écoles spécialisées accueillent de nombreux étudiants étrangers, provenant de l'Afrique francophone et anglophone. Mais leur vocation première est de satisfaire les besoins nationaux en cadres qualifiés. Elles traduisent le souci de l'État de disposer d'un enseignement technologique le plus large possible, indispensable au développement du pays. La construction d'un Institut universitaire de technologie va dans ce sens. Seuls, les étudiants dans les disciplines de pointe, ou très spécialisées, sont envoyés à l'étranger (principalement la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne) pour achever leur formation.

Annoncée en 1976, amorcée en 1982, la décentralisation de l'enseignement supérieur est effective avec la création de campus universitaires spécialisés dans d'autres villes : Douala : commerce et économie ; Buéa : langues étrangères ; Dschang : agriculture et agronomie ; Ngaoundéré : élevage, industries chimiques et alimentaires. Ainsi, en 1978, l'École supérieure agronomique de Nkolbisson a été transférée à Dschang pour devenir l'Institut supérieur agronomique (ISA) ; l'Institut commercial est installé désormais à Douala, sous le nom d'École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC). Cette décentralisation contribue à décongestionner quelque peu le campus universitaire de Yaoundé, mais beaucoup reste à faire pour y améliorer les conditions de travail des étudiants.

TABLEAU X
Évolution des effectifs de l'université de Yaoundé de 1975 à 1985

Facultés	1975	1978	1985	Évolution par an
Droit et sciences économiques	2 160	5 500	10 200	+ 17 %
Lettres et sciences humaines	1 200	1 850	4 300	+ 14 %
Sciences	1 400	1 320	2 900	+ 7, 5 %
Total	*4 700*	*8 670*	*17 400*	*+ 14 %*

Malgré un accroissement régulier du nombre d'enseignants camerounais, certains établissements, comme la faculté de droit et le CUSS, manquent de professeurs. D'autre part, les équipements ne correspondent plus à la population estudiantine actuelle. En droit et sciences économiques, pour pallier le manque de places, les cours se poursuivent le soir, parfois jusqu'à minuit. La rénovation du campus a commencé avec la construction de plusieurs amphithéâtres de 700 à 1 500 places, d'un restaurant universitaire et l'agrandissement des faculté des lettres, de droit, de l'École polytechnique. Le manque de chambres en cité universitaire fait également cruellement défaut et livre les étudiants à l'exploitation de « logeurs » peu scrupuleux. Aussi envisage-t-on la construction d'une cité de 3 000 places, ainsi que d'un centre médico-social de 50 lits.

Enfin, le nombre de bourses allouées chaque année est encore insuffisant. Pour dégager de nouveaux crédits, le renouvellement et le taux des bourses devraient, désormais, dépendre plus étroitement de la réussite aux examens.

Conclusion

Grâce à une évolution socio-historique favorable, à une volonté gouvernementale déterminée et à un effort financier considérable, le bilan de l'enseignement dans le Sud-Cameroun apparaît « globalement » positif. Mais la quantité prime la qualité. La création d'écoles, le recrutement et la formation d'enseignants, course épuisante derrière des effectifs scolarisables toujours plus nombreux, ne sauraient résoudre seuls les problèmes que pose l'éducation. Plus qu'en termes de moyens humains et matériels, se pose la question de la finalité et du contenu de l'enseignement.

Le système éducatif actuel fournit plus de savoir que de savoir-faire. Le pays manque cruellement de techniciens de niveau supérieur et moyen, alors que l'université produit surtout des diplômés en droit, en économie et en lettres, seules disciplines valorisées aux yeux des étudiants. Certes, l'administration et le secteur des services sont, dans le Sud-Cameroun, à cause de la présence de la capitale, des branches d'activité importantes, mais elles ne sont pas les seules ; on oublie trop facilement les secteurs agricole et agro-alimentaire dont les potentialités sont encore inexploitées.

En outre, le nombre de diplômés dépasse largement les possibilités du marché du travail du pays : 143 000 nouveaux emplois dans le secteur moderne entre 1981 et 1986, pour 1 400 000 demandeurs potentiels, parmi lesquels 760 000 élèves sortis du primaire et du secondaire sans aucun diplôme. Mais combien de licenciés en droit et sciences économiques (875 en 1984-85) trouveront-ils du travail ? Les recrutements massifs dans l'administration ne sauraient constituer qu'une solution d'urgence face au « chômage intellectuel ». La plupart des nouveaux diplômés n'ont pas été formés pour les tâches qu'ils sont censés remplir dans la fonction publique. Mais le problème du contenu du savoir transmis se pose de façon plus aiguë au niveau inférieur de l'enseignement.

Dans le primaire, les valeurs, les connaissances, les méthodes pédagogiques sont encore, dans une large mesure, celles des anciennes métropoles. L'enseignement transmet un savoir abstrait, inadapté aux réalités quotidiennes (essentiellement rurales pour 70 % des élèves), formulé de plus dans une langue étrangère. L'alphabétisation en langues nationales est rarement évoquée, alors que l'enseignement religieux et la célébration des cultes les utilisent régulièrement (en 1934, 47 % des classes de l'enseignement privé confessionnel utilisaient une langue « indigène »). Sans sous-estimer les énormes difficultés que pose l'alphabétisation en langues nationales, on peut penser que celle-ci a été mal comprise et trop vite sacrifiée à la nécessaire unification nationale. En attendant (quoi ?), les langues nationales restent de simples sujets de recherches.

Dans de telles conditions, l'école, si elle ne saurait être accusée d'être la cause première de l'émigration rurale, contribue néanmoins à la favoriser ; les zones les plus anciennement scolarisées (pays basaa, ewondo) sont les plus gros foyers de départ, pour les garçons et, de plus en plus, pour les filles. Il en sera ainsi tant que l'enseignement apparaîtra comme l'unique moyen de promotion économique et sociale et tant que celle-ci ne se concevra qu'en milieu urbain. L'« écolage » est pour les paysans une dépense prioritaire, et on peut dire que la scolarisation est aussi le fruit de la culture cacaoyère...

Faire évoluer le contenu trop formel et trop théorique de l'enseignement est difficile ; l'adaptation au monde rural est délicate. L'enseignement « postprimaire », avec les Sections artisanales et rurales (SAR), les Sections ménagères (SM) implantées dans chaque arrondissement et district, ne représente qu'un pis-aller pour la majorité des parents, voire un chemin détourné vers le CET (2 215 élèves seulement pour 35 établissements, en 1982, dans le Centre-Sud).

Maîtriser les effectifs, les structures d'accueil, les équipements est un problème toujours actuel et un souci permanent. Mais cette lourde tâche ne doit plus faire perdre de vue les objectifs à long terme et la vraie finalité du système éducatif qui est de fournir une formation utile débouchant sur un emploi en ville ou sur une activité productrice à la campagne. Le décalage entre l'enseignement dispensé et les besoins du pays devient flagrant. Il convient d'adapter l'enseignement primaire aux réalités nationales et régionales, sans le déclasser, tout en préservant les possibilités de promotion qui doivent rester ouvertes à tous, ruraux comme urbains. En effet, l'évolution ne doit pas aboutir à créer une école à « vocation rurale », destinée aux masses, côtoyant une école de style européen, destinée à l'élite.

Indications bibliographiques

MARGUERAT (Y.), 1969.— *Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun*. Yaoundé, Orstom, 82 p. *multigr.*

MARTIN (J.Y.), 1977.— *Appareil scolaire et reproduction des milieux ruraux*. Paris, Orstom, coll. Trav. et Doc. n° 64 : 55-67.

MARTIN (J.Y.), 1978.— *Différenciation sociale et disparités régionales. Le développement de l'éducation au Cameroun*. IIPE, 106 p. *multigr.*

Rapports annuels des Délégations départementales du Mineduc

Rapports de la Délégation Provinciale du Centre-Sud du Mineduc.

Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976, 1978.— Minep, Dir. de la Stat. et de la Compt. nat., Bureau central du Recensement, vol. I, t. 2.

V^e plan quinquennal de développement économique et social (1981-1986), 1981.— Yaoundé, ministère de l'Économie et du Plan, 399 p.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

INFRASTRUCTURE SCOLAIRE

EN 1982

C. SANTOIR

11°04' 11°30' 12° 12°30' 12°50'

4°30 4° 3°30' 3° 2°30' 2°10'

Yangben Balamba NTUI MBANDJOK SAA Mkolvé MONATÉLÉ Elok OBALA EVODOULA Mvaa OKOLA Hegba SOA ESSE Minguéme Nlamvoudou Ndélé AWAÉ AYOS Mefomo YAOUNDÉ MATOMB MBANKOMO Mandoumba Oveng Nsimalen MFOU DZENG AKONOLINGA MESSAMENA Nkilzok BIKOK NGOUMOU MBALMAYO Bikop AKONO Obout Metet Olama ENDOM BENGBIS NGOMEDZAP Mengueme ZOÉTÉLÉ BIWONG-BANÉ Kama NGOULEMAKONG Oveng Mvomekaa Foulassi Melo MENGONG SANGMELIMA DJOUM MVANGAN OVENG

Echelle 1 : 500 000
0 25 50 km

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

PUBLIC	PRIVÉ	
■	●	École primaire
⌓	◡	Section Artisanale et Rurale (SAR) / Section Ménagère (SM)

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

C	©	Collège d'Enseignement Secondaire
L		Lycée
T	Ⓣ	Collège et Lycée Technique
◫		École Normale

Nombre d'établissements par localité

NOMBRE D'ÉLÈVES / CLASSES PRIMAIRES par ARRONDISSEMENT et DISTRICT

moyenne ---- 100 élèves / 70 / 50 / 40

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

U	Université
N	École Normale Supérieure
T	École Polytechnique
P	École Supérieure des P et T
S	C.U.S.S.

YAOUNDÉ

ÉTOUDI YAOUNDÉ I YAOUNDÉ II NLONGKAK TSINGA BRIQUETERIE MOKOLO ESSOS MELEN MVOG-ADA YAOUNDÉ III NKONDONGO KONDENGUI EKOUNOU YAOUNDÉ IV MVOLYÉ

11°30' 11°55' 3°30' 3°55'
0 1 2 km

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - C. VALTON

IMPACT GRAPHIC • 45.09.16.50 • FRANCE

L'ENCADREMENT RELIGIEUX

ATHANASE BOPDA

L'importance de l'élément religieux au Sud-Cameroun mérite une attention particulière. En quelques décennies, les Églises chrétiennes ont activement contribué à l'introduction des populations dans l'ère moderne actuelle de la vie nationale et internationale. Mais c'est surtout à l'encadrement religieux autochtone que les populations bëti, bulu, fañ, basaa et autres doivent leurs fonds culturels spécifiques. Toutefois, ces fondements endogènes ont subi, depuis l'arrivée des religions revélées, au début du vingtième siècle, un bouleversement ou une « fossilisation » qui les maquillent ou les désintègrent au fil des générations.

« L'action missionnaire s'est trouvée incluse dans un processus d'ensemble qui est l'entrée en contact des populations d'Afrique avec l'influence européenne directe » (LABURTHE-TOLRA, 1985). Plus globalement, elle se situe dans l'entreprise occidentale de « civilisation » du reste du monde.

Au début des années trente, moins de 1 % des habitants du Sud-Cameroun étaient christianisé. Aujourd'hui, Églises catholiques et protestantes se partagent inégalement une population désormais baptisée à plus de 90 %. Dans l'ensemble, on assiste à une conversion massive des indigènes, notamment à la religion catholique. Le changement de religion a été d'autant plus spectaculaire qu'il fut tardif.

Selon l'annuaire de l'archidiocèse de Yaoundé en 1987, 698 917 de ses 766 000 habitants sont catholiques ; 124 316 des 307 000 du diocèse de Sangmélima sont protestants et 103 760, catholiques. Les musulmans ne sont que quelques centaines dans le diocèse de Mbalmayo, 3 056 à Sangmélima, 28 000 dans le diocèse de Bafia. Il n'y a que 75 000 « animistes » dans ce diocèse et 43 000 seulement dans celui de Sangmélima.

Ébranlées, systématiquement attaquées puis méthodiquement occultées, démantelées et interdites par les puissantes structures d'encadrement des Églises chrétiennes assistées par l'administration coloniale, les formes religieuses endogènes ainsi que la vision du monde des peuples du Cameroun ont connu une mutation accélérée. En un demi-siècle, christianisme catholique et protestant ont engagé toutes les populations indigènes dans un remaniement social, économique et culturel généralisé. On le retrouve avec plus ou moins de vigueur ailleurs dans le Cameroun et en Afrique.

La dynamique spatiale de l'encadrement religieux au centre et au sud du Cameroun détermine une géographie complexe, évolutive et empreinte de dualité. Sur un fond de religiosité autochtone persistant, la rencontre socio-culturelle coloniale a engendré une restructuration qui, à travers l'évolution historique locale du catholicisme, du protestantisme et de l'islam devient une constante de premier ordre dans l'espace et le fonctionnement de la société.

Des structures précoloniales devenues « traditionnelles »

Uniquement perçu ou généralement évoqué aujourd'hui comme « survivances rituelles » ou « croyances » têtues, le fond religieux précolonial est globalement combattu et géré avec malaise dans un environnement très influencé par le christianisme et l'occidentalisation. P. LABURTHE-TOLRA (1985) affirme que « l'on peut se faire une idée suffisante de la société ancienne, de son dynamisme interne et de ses croyances, pour s'apercevoir que certains aspects du catholicisme constituaient pour elle un apport vital, un apport inespéré, une tentation ». L'inverse est tout autant vrai, car l'adoption du christianisme ici fut le résultat d'une recherche mutuelle.

Globalement rejetées dans la sphère dévaluée du paganisme par les religions revélées, bien de fois assimilées à de la sorcellerie, regroupées sans ménagement sous le concept confus d'animisme ou considérées simplement comme de la superstition, les pratiques de la religiosité autochtone qualifiées avec ambiguité de « traditionnelles » perdurent dans une sorte de puissant et omniprésent « secteur informel » de la foi. Les raisons en sont multiples.

P. LABURTHE-TOLRA remarque opportunément que « il n'y a pas de mot traditionnel pour " religion " en langue bëti, ni de concept y correspondant au sens strict ». Pourtant « ce peuple peut être dit très profondément " religieux " si l'on considère l'intensité et la fréquence de ses relations avec l'invisible » ; cela est tout aussi vrai pour tous les autres groupes socio-culturels.

L'Être suprême

Fondement essentiel de la pensée religieuse autochtone, l'identification même de l'Être suprême a été doublement annihilée par une sous-estimation et une mauvaise transcription dans les traductions et les équivalences linguistiques.

Dans le cas par exemple des populations bëti et bulu, les missionnaires européens ont, par méprise, imposé l'usage du terme *Zamba* au détriment d'*Otong Obë*. Or, à l'analyse, le premier est plutôt une reférence usuelle ; autour de lui se cristallisent les besoins immédiats de félicité. La quiétude (*muvoé* en Ewondo) était et reste, dans la langue ewondo, un bien inestimable et vital. Mais c'est en fait à *Otong Obë* que se rattache la conception autochtone bëti de l'Être suprême. Assez bien rendu par « soutien de l'Univers », *Otong Obë* exprime toute l'importance de l'équilibre du monde qui en est la base essentielle. Cet équilibre est prioritairement valorisé par la religion autochtone. Une conception tout à fait identique se retrouve par exemple avec *Skambha* (pilier cosmique qui était le ciel) dans la pensée religieuse hindoue.

Pour P. LABURTHE-TOLRA (1985), *Otong Obë* « qui évoque une création continue, offre en tout cas l'avantage d'éviter l'ambiguïté idolâtrique que présentaient les autres appellations anciennes du Dieu suprême, comme *Yobo* le ciel ou *Nlo' dzob*, le soleil ; si nous l'avons convenablement compris, il correspond en outre conceptuellement au nom de *Mebeghe* que les Fañ donnent à Dieu ou de *Mebe'e* chez les Bulu qui se plaignent que les missionnaires leur aient imposé *Zamba* ».

Particulièrement prégnante sur l'existence quotidienne des autochtones, la pensée religieuse de chaque groupe avait secrété ses règles et ses interdits. Subséquemment, la possibilité de briser des interdits (*nsem* chez les Bëti), volontairement ou sous l'effet d'une force à l'insatiabilité funeste (*évû*), s'y est retrouvée au cœur d'une confrontation permanente dans laquelle l'homme lutte toujours pour sa survie et celle des siens. Cette lutte est perçue comme particulièrement âpre, plus efficace au-delà du monde vulgairement perceptible.

L'au-delà du commun

Le monde perçu au-delà de la connaissance commune est tant celui des personnes à naître, des personnes décédées (dont la mort n'arrête pas l'existence) que celui de présences sensibles et agissantes liées à des êtres immatériels.

Décrit aussi comme un commerce constant avec des forces invisibles, la vie religieuse chez les Bëti, les Bulu, les Fañ et les autres peuples du Sud-Cameroun comporte des rites et des pratiques exceptionnelles, occasionnelles, périodiques ou fréquentes. La connaissance ou l'exploitation de ceux-ci devrait assurer le bien-être, ou la quiétude (*muvoé*) individuelle et collective ; cela tant dans la famille (*nda-bot)*, le lignage (*mvog*) que dans la tribu (*ayong*). Des rites comme le *sô*, le *tso*, le *ndongo*, le *ngi*, le *mélan*, l'*essana* sont restés encore très présents dans l'esprit. Malgré leur délaissement apparent, le *tso* et l'*essana* continuent d'être appliqués comme rites purificatoires même dans certaines familles christianisées.

Aujourd'hui encore, le recours à des pouvoirs protecteurs ou promoteurs présents ou supposés tels dans certains supports matériels (*mebiang*) reste courant même dans une population baptisée à plus de 90 %. La pratique religieuse des convertis aux religions revélées reste fortement syncrétique à cause d'une inertie puissante de la religiosité indigène. Les risques qu'ils impliquent quant à l'authenticité des comportements religieux affichés par rapport aux croyances réellement ressenties soulèvent un débat chrétien à propos du choix entre l'évangélisation des indigènes et l'indigénisation de l'Évangile.

Les structures spatiales endogènes de l'encadrement religieux autochtone

Au Sud-Cameroun comme partout ailleurs dans le pays, c'est la famille, le lignage, puis la communauté ethnique ou socio-linguistique qui constituent pratiquement les éléments majeurs de la structure sociale et spatiale de l'encadrement religieux (fig. 1). Même le découpage spatial des unités d'encadrement des nouvelles religions, pourtant à vocation universelle, doit encore obéir à cette pesanteur héritée de l'encadrement religieux autochtone.

La matérialisation la plus géographique des structures autochtones de l'encadrement religieux reste la configuration spatiale des ensembles sociologiques majeurs.

En effet, les pratiques religieuses sont homogènes et particulièrement impératives à l'intérieur des différents groupes sociaux nettement individualisés en unités socio-culturelles. Chez les Bëti par exemple, la géographie des *mevog*, des *meyong* (lignage) et des chefferies traditionnelles correspond bien à celle du maillage spatial des ensembles religieux ou des religions « traditionnelles ». Chez les Basaa, les *lon* correspondent aux grandes familles regroupant les descendants d'un même ancêtre.

À la persistance des ancêtres comme unités de repérage sociologique correspond en définitive celle des unités ou des structures territoriales des religions autochtones telles qu'elles ont été héritées de la période précoloniale. Au niveau le plus élevé, des univers religieux se dégagent nettement. Ils se subdivisent très souvent en domaines occupés par divers ensembles socio-religieux du même univers. Ceux-ci comprennent généralement une multitude de groupes socio-religieux de taille et de disposition géographique variables selon les migrations ou les mouvements de peuplement ayant permis leur mise en place.

La figure des structures d'encadrement des religions autochtones de la zone de l'atlas présente six grands univers socio-religieux. À l'ouest, c'est l'univers basaa-mpô ; au nord-ouest, celui des Yambasa et des Bafia. Du centre au nord et au nord-est s'étend l'univers socio-religieux des Bëti. À l'est, celui des Djem recouvre les pays maka, bajwee, dzimu et apparentés. Au sud se déploient en lanières d'orientation est-ouest les univers religieux des Bulu, Mvae, Fañ-Ntumu. Ces derniers se situent à la frontière du Cameroun qu'ils débordent pour s'étendre au Gabon, au Congo et en Guinée équatoriale.

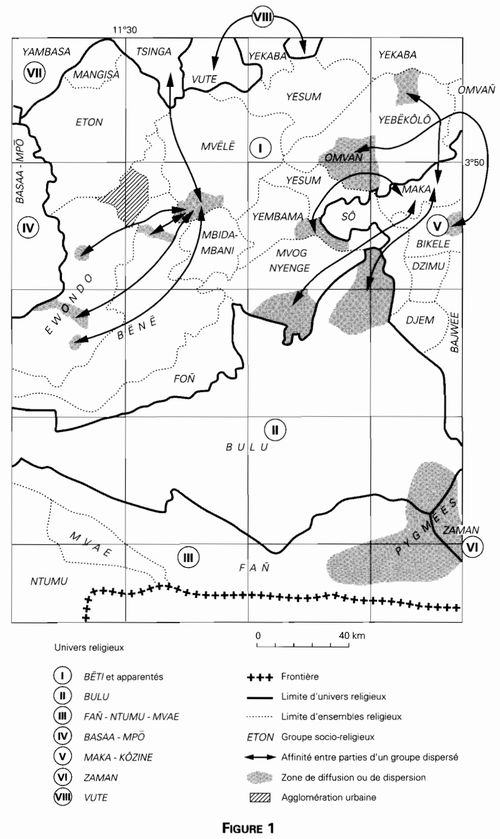


FIGURE 1
L'encadrement religieux autochtone.

Les univers religieux principaux

Les univers socio-religieux ont la particularité de coller quelque peu à la carte des groupes socio-linguistiques majeurs. L'antériorité des groupes pygmées et basaa-mpô dans le Centre et le Sud aisse penser qu'ils ont apporté aux groupes arrivés au terme des migrations postérieures, notamment celles des Ati venues du nord, de nombreux éléments de leurs fonds culturels et religieux. Tel n'est pas le cas pour les Maka, Sô, Dzimu, Bajwee venu de l'est où ils situent leur origine au pays dakota. Des univers religieux principaux, le plus important par le nombre de ses adeptes et son extension spatiale est celui des Bëti. Aussi mérite-t-il une description particulière. Par ordre d'importance suivent les univers socio-religieux bulu, basaa, maka-kôzime, fañ-ntumu et yambasa.

L'univers socio-religieux basaa tient son originalité, entre autres, de l'attachement de ses populations au repère mystico-religieux et sociologique du rocher Ngoklituba. Cette pointe de roches métamorphiques qui s'élève au-dessus de la quasi-platitude de la zone située à l'est de la confluence entre le Mbam et la Sanaga est considérée par les populations basaa et mpô comme lieu de leur origine. En pays bulu et fañ, le rite *ngi* était le plus pratiqué.

L'univers socio-religieux bëti recouvre en gros un ensemble de populations ayant en commun le mythe de la traversée commune du Yom (appelation autochtone du fleuve Sanaga) sous la pression des Foulbés descendant du nord. Cette traversée est située par les historiens dans une période allant de la fin du XVII[e] siècle au XVIII[e]. En outre, au pays bëti correspond l'ancien domaine privilégié de la pratique du rituel *so*. « Tout garçon bëti était tôt ou tard admis par sa famille à devenir un homme complet en subissant le grand rituel d'initiation connu sous le nom de *so* ; celui-ci ne se déroulait pas en une seule fois, mais se composait de plusieurs phases ou cérémonies spécifiques exécutées après des intervalles plus ou moins longs ; selon un programme souple susceptible de changement. » (P. LABURTHE-TOLRA, 1985).

« Cette longue suite de fêtes, d'épreuves secrètes et de cérémonies a attiré l'attention des étrangers dès leur arrivée dans le pays " yaoundé " et était vécue consciemment comme le centre de leur vie religieuse et sociale, comme leur culte spécifique (NEKES, 1912) ». Sous la pression des missionnaires chrétiens, les Allemands interdisent pourtant le *so* à Yaoundé, dès 1907.

Les ensembles et groupes socio-religieux

Les ensembles socio-culturels rassemblent des groupes ayant en général des affinités ethniques fortes. Si on s'en tient à la classification fournie par la carte des groupes socio-culturels de la zone de l'atlas, celle-ci en compte au moins une bonne trentaine. Singulièrement plus marqué par cette sous-segmentation, l'univers religieux bëti offre sur ce plan la plus grande diversité. S'y distinguent de prime abord les communautés religieuses mangisa, eton, ewondo, bënë, mvëlë, foñ, yengono, yezum, yebëkôlô. Bajwee, Omvañ, Mbida-Mbani, Mvog Nyenge, Baaba et Mvog Belôa sont rattachés à cet univers religieux où la communauté des fonds culturels et linguistiques n'exclut pas des variations remarquables sur le plan de l'échelle de valeur des rites ou la combinaison des éléments formels de leur pratique.

Mais c'est surtout au niveau des groupes socio-religieux que se multiplient les unités d'encadrement. En effet, en s'arrêtant uniquement aux principaux groupes socio-culturels et religieux, on ne peut que difficilement dégager la diversité secondaire des ensembles socio-religieux. Pour les Bëti par exemple, les grandes et petites familles étendues y constituent des ramifications dans un univers religieux où la réalité communautaire de la pratique des rites est surtout lignagère.

La formation de réseaux de villages, de hameaux et, dans une certaine mesure, des chefferies traditionnelles est sous-tendue toujours par une dimension religieuse indigène. La carte par signes des groupes socio-culturels (planche 6-I) donne une image actuelle assez fidèle de la configuration spatiale de ces réseaux.

Pénétration tardive des Églises chrétiennes et de l'islam

La présence des Églises chrétiennes s'est amorcée longtemps avant l'arrivée des Allemands. Dès 1792, l'English Baptist Missionary Society a songé à envoyer des missionnaires au Cameroun. À l'origine leur présence a été surtout côtière et protestante. Le missionnaire Joseph Merrick fonde la première mission protestante de Douala en 1813. En 1845, Alfred Saker en crée une deuxième.

Presque parallèlement à l'implantation de l'administration coloniale allemande, l'effort d'évangélisation s'est déployé à l'intérieur des terres. Appuyé par endroit par l'administration coloniale, le christianisme — et surtout le catholicisme — allait progressivement s'étendre en organisant son expansion à partir de ce nouveau cœur géopolitique du pays bëti et du Sud forestier. Parfois en concurrence, les Églises protestantes et catholiques ont organisé et développé leur domaine d'action religieuse en même temps que l'Allemagne constituait l'ébauche spatiale de ce qui est devenu aujourd'hui le Cameroun. Actuellement, les structures d'encadrement des religions révélées sont quelque peu adaptées à l'organisation administrative ou politique des États ainsi créés. Les grands centres religieux modernes se sont installés dans ou à côté des centres administratifs ou politiques créés par l'État. Les territoires de leurs unités spatiales d'encadrement sont de plus en plus les mêmes que ceux du découpage administratif étatique : transformé en chef-lieu de province, Bertoua est érigé en chef-lieu de diocèse ; le diocèse d'Obala recouvre exactement le département de la Lékié ; celui de Mbalmayo est découpé en arrondissements.

Cependant, en dehors du besoin de rapprocher leur administration de leurs adeptes, les unités structurelles de l'encadrement religieux autochtone ont influencé la diffusion des nouvelles croyances importées de l'Occident au point d'en marquer remarquablement la géographie des structures d'encadrement. « Le catholicisme global inconditionnel paraîtra moins étrange si l'on réussit à contredistinguer historiquement les Bëti des Bulu (protestants) et les fañ du Gabon partiellement réfractaires à la christianisation ; car on comprendra qu'à une différenciation ethno-historique puisse correspondre une différence de réaction vis-à-vis des apports extérieurs » (P. LABURTHE-TOLRA, 1985).

Situés hors de la mouvance directe de l'islamisation qui prenait corps dans l'Adamawa et organisés suivant un modèle de leadership à polarisation et à centralisation très limitées, les peuples du Centre et du Sud ont offert un terrain particulièrement favorable à l'effort missionnaire de conversion au christianisme. Avantagé par sa fonction de capitale administrative, Yaoundé est devenu le centre majeur de l'organisation religieuse missionnaire tant de sa zone d'influence que de tout le pays. Cela est particulièrement vrai pour l'Église catholique.

Expansion et centralisation de l'Église catholique

Dès 1890, l'Église catholique romaine créait la préfecture apostolique du Cameroun. En 1905, elle est rebaptisée Vicariat apostolique de Yaoundé. Elle a connu ensuite un morcellement géographique continu et un renforcement de son rang dans la hiérarchie mondiale. Parallèlement, la structure interne de son encadrement social et spatial s'est enrichie et se raffermit d'année en année autour de Yaoundé (fig. 2).

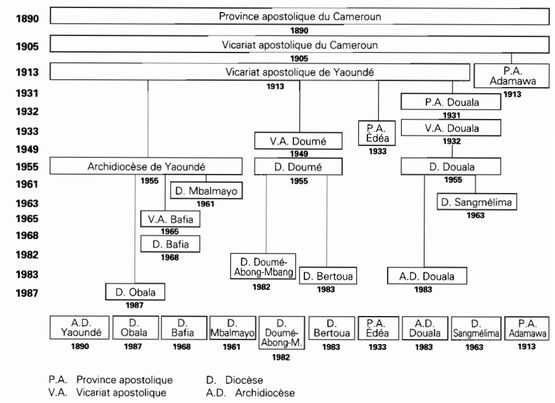


FIGURE 2
La hiérarchie supérieure de l'Église catholique au Cameroun depuis 1890.

Le réajustement continu des unités d'encadrement

Par subdivisions successives, les préfectures apostoliques de l'Adamawa, de Douala et de Buéa sont créées respectivement vers 1913, en 1931 et 1933. Ensuite, le Cameroun est rattaché à la délégation apostolique de Dakar, en 1948. Un vicariat apostolique mis en place à Doumé en 1949 devient diocèse dès 1955. Dans la même année, Douala est transformé également en chef-lieu diocésin et Yaoundé élevé au rang d'archidiocèse.

Peu de temps après le rattachement du Cameroun à la délégation apostolique de Lagos pour l'Afrique centre-occidentale (en 1960), les diocèses de Sangmélima et de Mbalmayo sont respectivement créés en 1961 et 1963. Le premier découle d'un morcellement du diocèse de Douala et le second d'une partition de l'archidiocèse de Yaoundé. Au rattachement de ce dernier à la délégation apostolique des États de l'Afrique centrale en 1965 correspond la création en son sein du vicariat apostolique de Bafia. Celui-ci est transformé en diocèse en 1968, deux ans après la création de la nonciature apostolique du Cameroun dont Yaoundé hérite du siège en 1966. Depuis, l'évolution enregistrée dans la zone de l'atlas et ses confins a abouti d'une part au morcellement du diocèse de Doumé en deux diocèses : Doumé-Abong-Mbang et Bertoua, d'autre part à la création d'un diocèse à Obala en 1987.

Derrière tous ces réajustements administratifs et spatiaux il y a un souci permanent d'occuper au mieux le terrain en centrant les pôles d'encadrement et en cadrant le plus efficacement possible les unités géographiques de l'œuvre de conversion ou d'animation sur les populations indigènes. À cette tâche s'ajoute un travail permanent de recherche terminologique pour la désignation et la hiérarchisation des unités d'encadrement mises en place.

La création successive de la province puis du vicariat apostolique du Cameroun est la conséquence d'une adaptation de la carte de l'encadrement mondial de l'Église à la nouvelle carte de l'Afrique issue de la conquête coloniale européenne. Après le cadrage préliminaire de 1890 à 1905 sur le territoire de la colonie allemande du « Kamerun » encore en gestation, l'Église catholique opère un centrage judicieux sur Yaoundé qui deviendra par la suite la capitale du pays (en 1916). La création dès 1913 de la province apostolique de l'Adamawa permet un ajustement sur la composition particulière du territoire qui présente en gros un Nord sous la mouvance islamique et un Sud fortement « animiste ». La création de la province apostolique de Buéa en 1923 est un réajustement par recadrage de l'encadrement religieux sur les territoire issus du partage du Kamerun allemand en une zone sous tutelle française à l'est et une zone sous tutelle anglaise à l'ouest.

En somme, la loi générale des réajustements serait de veiller qu'à tout ensemble socio-culturel, administratif ou politique particulier corresponde une unité d'encadrement religieux propre. C'est ce principe non édicté qui a commandé depuis lors tous les morcellements et recentrages successifs de l'organisation spatiale de l'encadrement religieux catholique : détachement des régions de Douala, Doumé, Mbalmayo, Sangmélima, Bafia, Bertoua, Obala (fig. 2).

Pour la hiérarchie des pôles ou des secteurs ainsi dégagés, les unités anciennes montent en rang quand elles engendrent de nouvelles unités de moindre rang. Mais au-delà de ces principes, le poids des populations, leurs différences ethniques et culturelles, la rapidité de leur conversion, la force sociopolitique de leur élite n'est pas moins agissante. Ainsi au fil des réajustements, on est arrivé aujourd'hui à une situation où les grandes unités d'encadrement de l'Église reprennent, à peu de chose près, l'organisation précoloniale des populations en univers, ensembles et groupes socio-religieux. En 1949, pays bëti et pays maka-kôzime sont cadrés. Un centrage sur les groupes bënë et ewondo intervient en 1961 suivi d'un autre sur le groupe bulu en 1963. Le cadrage de l'univers bafia-yambasa survient en 1965. En 1986, c'est le pays eton-mangisa qui est cadré et centré.

La multiplication des missions

Aiguillonnée et stimulée par la dynamique des structures du sommet de son organisation, la base même de l'encadrement religieux catholique s'est élargie et renforcée très rapidement dans le Sud-Cameroun.

En s'installant en 1901 à Mvolyé, les pères pallotins ouvraient chez les Ewondo, en pays bëti et pour le sud du Cameroun, une ère de christianisation catholique accélérée. Le choix des lieux dans cette phase exploratoire fut particulièrement favorisé par l'administration coloniale allemande. Pourtant, au départ des Allemands en 1916, cette zone ne compte que deux missions catholiques : Mvolyé en pays ewondo et Minlabaa implantée en 1912 en pays bënë. C'est pendant la tutelle et le mandat français sur le Cameroun oriental que s'est engagée véritablement la multiplication accélérée des paroisses.

Entre 1922 et 1929 la phase exploratoire continue ; il y en a en moyenne création d'une nouvelle paroisse par an. C'est la période héroïque des missions d'Akono, de Ndeng, d'Efok, de Somo, d'Obout ou de Nlong. De 1930 à 1940, il s'en crée environ quatre par an. En 1930 en particulier, sept missions nouvelles sont implantées. À l'observation, la géographie de ces premières missions montre bien une volonté d'occuper le terrain dans un contexte où les moyens matériels et humains font défaut.

C'est l'écho socio-culturel des missions qui expliquera plus tard le succès de cette stratégie de jalonnage. C'est ainsi qu'après les pays bëti et bënë, c'est le pays bulu qui est atteint

avec la création de la mission de Nden du côté de Sangmélima. Celle de Somo implantée en 1925 et celle de Bafia (1931) ouvrent une ère de rayonnement sur les pays des Banen, puis des Yambasa et des Bafia. La mission d'Efok près d'Obala est une antenne chez les Eton et les Mangisa. L'importance numérique de la population à convertir dans cette partie du pays bëti justifie qu'on y crée en 1930 une autre mission à Mva'a du côté d'Okola. Avec celle de Doumé, les Maka et les populations de l'Est sont touchés dès 1930. Le tour des Mvëlë survient en 1931 avec la mission d'Essé. Les Bëti Be Nanga de la région de Nanga-Eboko reçoivent leur mission en 1934.

La Deuxième Guerre mondiale correspond à une période de ralentissement. La concurrence entre missions catholiques et protestantes est peut-être plus forte au-dela des fleuves Nyong et Sanaga. Il y a même une période de répit sensible dès 1940. Celle-ci a duré jusqu'à la création de la mission catholique de Djoum en 1946 ; une seule paroisse nouvelle apparaît en moyenne chaque année.

C'est après la Deuxième Guerre mondiale que la prolifération des missions connaît sa période la plus faste. De 1948 à la création de la paroisse de Ngoro en 1965, deux centres missionnaires sont mis en place en moyenne tous les douze mois (fig. 3). De la création près de Yaoundé de la mission de Nkong (1967) à celle de la paroisse de Nkolbisson en 1974, près de 22 nouvelles paroisses sont enregistrées dans le secteur couvert par l'atlas. Une pointe de neuf nouvelles missions survient en 1969. C'est déjà la phase de consolidation des acquis.

Depuis 1972, le régime s'est ralenti. On a compté en moyenne un peu plus de trois nouvelles paroisses chaque année jusqu'en 1984. Mais en réalité, le poids statistique des structures d'encadrement et des fidèles n'a en rien diminué. Toutefois, le changement de génération semble engendrer une baisse relative dans la ferveur et les vocations.

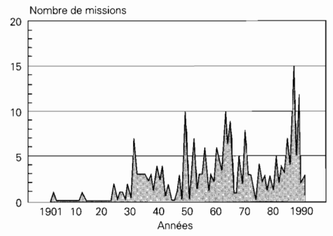


FIGURE 3
Création des missions catholiques dans la zone de l'atlas depuis le début du siècle.

Multipolarité des Églises protestantes Une diffusion en structures décentralisées

Avant 1970, les Églises protestantes avaient littéralement des « champs de missions », c'est-à-dire des zones d'influence. Ainsi, le Centre et l'Est furent longtemps le fief des missions protestantes américaines, le littoral doualais et la basse Sanaga, celui des Églises évangélique (Missions de Paris) et baptiste (Native Church). Ces Églises mères ont gardé des liens étroits avec les communautés de leur obédience.

Contrairement à l'Église catholique centralisée et monolithique, l'occupation de l'espace et la gestion des hommes dans l'encadrement protestant sont multipolaires. Les missions d'obédiences diverses sont indépendantes entre elles malgré une certaine solidarité. Cela rend difficile la collecte des informations ainsi que leur mise en cohérence. L'action missionnaire protestante s'est organisée à travers les initiatives d'une multitude d'Églises à la fois solidaires, jalouses de leur spécificité et soucieuses de leur autonomie. Églises baptiste, presbytérienne, adventiste, évangélique, protestante africaine, avec de multiples groupes aux nuances et distinctions variées, composent la trame de l'encadrement religieux protestant.

La première mission créée dans le Sud-Cameroun est une mission protestante américaine implantée à Elat près d'Ebolowa avant 1900. Tout au début de la pénétration des Églises chrétiennes dans cette région, une sorte d'accord tacite allait amener l'action des catholiques à se cantonner sensiblement au nord du Nyong ; celle des protestants s'amplifiait alors au sud en pays bulu, fañ et ntumu. Aujourd'hui, malgré la disparition de cette frontière tacite, la diffusion des Églises protestantes dans le nord des provinces du Centre et du Sud est restée très faible en comparaison avec la présence des missions catholiques. Par contre, au sud, l'organisation méthodique des structures et de l'encadrement catholique s'est infiltrée et se raffermit à côté de celle plus ancienne des Églises protestantes.

Diversité de configuration des unités spatiales de l'encadrement religieux protestant

Il existe presque autant de configurations d'unités spatiales dans l'encadrement religieux qu'il y a d'Églises protestantes au Sud-Cameroun. Les cartes de l'encadrement religieux le montrent. Moins centralisée que dans l'Église catholique, l'organisation des Églises garantit une plus grande autonomie des pasteurs. Aucune structure centrale ne s'impose absolument à l'ensemble, d'où une plus grande difficulté à obtenir une information détaillée au niveau des chapelles et même des paroisses. Mais cela donne à la vie des communautés une forte capacité d'autogestion.

L'Église presbytérienne du Cameroun (EPC)

L'organisation de l'EPC distingue plusieurs niveaux de regroupements hiérarchisés ayant à leur base les chapelles. Les chapelles sont regroupées en paroisses, elles-mêmes regroupées en consistoires. Les consistoires sont regroupés en synodes. Il y en a quatre dans la zone d'étude : MUNICAM pour le département du Ntem, le synode du Centre pour les pays bëti, bafia et bulu et enfin Basaa, pour le pays basaa du Centre. En reprenant les départements administratifs, les consistoires se cadrent en quelque sorte aussi sur les principaux ensembles socio-religieux autochtones (pays ewondo pour le Mfoundi et la Méfou, eton pour la Lékié, par exemple). L'EPC est entrée par Akom II dans le pays bulu (hors atlas). Les missions de Elate, Bibia, Metet, Mfoulassi et Yaoundé ont été créées successivement jusqu'en 1922.

L'Église évangélique du Cameroun (EEC)

L'organisation de l'EEC comprend à la base des « annexes » : groupes de chrétiens encadrés par des évangélistes. Viennent ensuite les paroisses avec chacune un pasteur et un conseil des anciens qui, élargi, comprend à la fois les anciens et les conseillers locaux. Les paroisses sont regroupées en consistoires. À chaque consistoire correspond une province placée sous la coordination d'un pasteur. Les pays bëti, yambasa et bafia sont de la région synodale du Centre. Les provinces sont regroupées en régions synodales. L'ensemble des provinces est coiffé par la direction de l'EEC à Douala. Les pays bulu, fañ et ntumu dépendent de la région synodale du Sud. Les pays maka-kôzime et bajwee relèvent de celle de l'Est. À l'intérieur de ces consistoires, les paroisses sont centrées sur les divers ensembles socio-culturels autochtones (Obala pour le pays eton, Bafia pour le Mbam, par exemple).

L'union des Églises baptistes du Cameroun (UEBC)

Très peu développé et récent (1969) dans le Sud-Cameroun, l'encadrement religieux de l'UEBC a pour base les Églises. Celles-ci sont encore appelées « communautés ». Elles se regroupent en districts eux-mêmes regroupés en conventions. Une conférence de l'Église réunit toutes les conventions au début de chaque année. Les provinces du Centre et du Sud du Cameroun relèvent d'un seul et même district : le district du Centre et du Sud. Yaoundé, Mbalmayo et Ebolowa en constituent les communautés.

L'union des Églises adventistes du Cameroun (UEAC)

À la base de l'organisation de l'UEAC, on retrouve des Églises dirigées par des pasteurs. Celles-ci sont réunies en groupes coiffés chacun par un chef de groupe. Les groupes sont eux-mêmes rassemblés en districts dirigés par des chefs de district. Des associations rassemblent plusieurs districts. Elles sont elles-mêmes coiffées par les unions régionales. Yaoundé est le siège de l'Union de l'Afrique centrale. À la bordure nord-est et est, les pays vute, yekaba, yezum, omvañ, maka-kôzime relèvent de l'association de l'Est. Les pays bëti, bulu, fañ et ntumu font partie de l'association du Centre.

De façon globale, les encadrements religieux protestants les plus denses sont ceux de l'EPC et de l'UEAC. Il s'agit en fait des Églises les plus anciennement installées. Yaoundé, en particulier, a la plus forte concentration des Églises protestantes à cause de sa fonction de capitale et d'une population à la fois dense, importante et cosmopolite. Toutefois, la population des chrétiens protestants est loin de se concentrer dans les grandes villes ou les centres urbains. Il n'en est pas de même pour l'encadrement religieux musulman.

Citadinité et diffusion de l'islam

Dans le Sud-Cameroun, les communautés musulmanes se rencontrent surtout en milieu urbain. C'est dans les principales villes que l'on trouve des mosquées. Elles sont peu nombreuses en rapport avec la population musulmane (30 000 à 80 000 âmes environ). En dehors du Mbam, ces dernières se composent essentiellement de populations allogènes souvent regroupées dans des quartiers dits « haoussa ». En effet, arrivés avec la création des centres administratifs coloniaux, les tout premiers musulmans dans le centre et le sud du Cameroun furent des commerçants haoussa. Depuis toujours, leur présence fut étroitement liée au commerce des bœufs venus du Nord. La forte présence des Peuls dans les communautés musulmanes des villes explique la prédominance de Tidjanes parmi les croyants.

Dans chaque agglomération où les Haoussa s'installèrent, les autres allogènes musulmans (Peuls, Bamoun, Bafia, Sénégalais) s'agglutinèrent autour d'eux. Il existe aujourd'hui une association culturelle islamique du Cameroun. Tous les grands centres urbains du Sud-Cameroun ont leur « quartier Haoussa ». C'est au sein de ces quartiers que sont édifiées les rares mosquées des villes comme Yaoundé, Obala, Mbalmayo, Monatélé, Akonolinga. C'est là aussi que sont apparues les premières écoles coraniques. En effet, parmi les multiples moyens par lesquels s'étend l'emprise spatiale et sociale des Églises et confréries religieuses, l'encadrement scolaire est un des plus efficaces.

Un encadrement religieux associé à l'enseignement, aux soins de santé et à la promotion du développement

L'encadrement religieux et théologique

Sous sa forme scolaire, l'encadrement des populations par les structures religieuses revêt à la fois un aspect profane et une dimension proprement religieuse ou théologique. Bien que les chiffres avancés par les différentes sources n'aient qu'une valeur indicative, on estime à 1 150 000 le nombre de catholiques dans la zone étudiée. Une dizaine de milliers de catéchumènes environ devaient être baptisés en 1985. Cela pour un encadrement assuré par près de 300 prêtres et 5 000 catéchistes. Pour les catholiques, l'enseignement religieux et théologique est assuré dans un peu plus d'une dizaine d'établissements spécialisés dont un grand séminaire (Nkolbisson à Yaoundé), les séminaires des diocèses et un bon nombre de couvents ou de noviciats. Une université catholique pour l'Afrique centrale vient d'être implantée à Yaoundé.

L'encadrement religieux protestant dispose aussi d'une faculté de théologie à Yaoundé. C'est là que sont formés les pasteurs. La formation religieuse des jeunes issus de familles musulmanes s'effectue dans les écoles franco-coraniques généralement associées aux mosquées. Mais c'est surtout dans le cadre des familles que l'éducation religieuse, quelle qu'elle soit, se transmet.

L'encadrement scolaire non théologique

C'est plus particulièrement par l'ampleur de leur contribution à la formation scolaire non religieuse que se revèle le poids social des structures religieuses. Au milieu des années 1970, le Sud-Cameroun abritait près de 29 % de l'ensemble de la population scolaire du pays, soit près de 370 000 élèves ou étudiants. Le tiers de cet effectif était encadré par les établissements confessionnels chrétiens et, pour une faible minorité, par les écoles musulmanes, appelées « franco-coraniques » quand elle enseignent simultanément la lecture du coran en arabe et le français.

L'organisation de l'encadrement scolaire ainsi assumée s'arrête au niveau du second cycle du secondaire pour les Églises chrétiennes et au niveau du primaire pour les écoles franco-coraniques aujourd'hui suventionnées par l'État. Par rapport à l'ensemble de la région, l'Église catholique est de loin la plus engagée ; 28 % des effectifs globaux du primaire contre 9 % aux protestants et 0,1 % aux musulmans en 1976 ; 21 % contre 9 % aux protestants dans le secondaire d'enseignement général ; 22 % contre 2,4 % dans l'enseignement technique.

Les populations bénéficient particulièrement de la contribution des Églises chrétiennes au fonctionnement du système scolaire. On y retrouve 55 % des effectifs de l'enseignement catholique post-primaire au Cameroun, 44 % de ceux du secondaire et 45 % du technique général. En dehors de l'influence des milieux familiaux déjà christianisés, cette forte contribution a toujours servi d'attrait ou de base de conversion au catholicisme.

Moins importante, la population des écoles primaires protestantes ne représentait que 15,7 % de l'ensemble des effectifs de l'enseignement primaire au Cameroun en 1976, contre un taux de 43 % au niveau du post-primaire, 34 % dans le secondaire général et 16 % des effectifs dans l'enseignement technique assumé par les Églises protestantes. Depuis le début des années 1980, la contribution dans le primaire a fortement diminué suite à la cession des écoles au secteur public. Ce processus est souvent la conséquence de difficultés financières elles-mêmes suscitées par des problèmes de gestion.

Les écoles franco-arabes du Sud-Cameroun ne regroupaient que 13 % environ de l'ensemble des effectifs des écoles primaires de cette catégorie dans tout le pays en 1976. Aujourd'hui cette proportion devrait baisser à cause de la reprise sensible de la scolarisation dans le Nord. Une certaine volonté de conquête du savoir moderne se substitue à la défiance initiale vis-à-vis des enseignements non coraniques.

D'une façon générale, il existe une crise ou un malaise dans l'encadrement scolaire confessionnel. Le nombre des élèves des établissements a subi, depuis le début des années 1970, soit une croissance inter-annuelle de plus en plus lente, soit une baisse globale. Cela est sensible dès l'année scolaire 1975-1976 :

— écoles primaires protestantes : - 1,7 % ;
— écoles franco-arabes : - 13,6 % ;
— écoles primaires catholique : + 0,7 % seulement.

En dehors des raisons financières déjà évoquées, cette situation traduit aussi un dysfonctionnement lié tout autant au recul des vocations et de l'adhésion aux pratiques religieuses qu'à la concurrence grandissante des secteurs scolaires publics, confessionnels et laïcs et à la réduction du pouvoir d'achat suite à la crise économique. Le tableau I présente le nombre de salles de classes primaires pour 1 000 enfants de 5 à 14 ans, selon les statistiques du ministère de l'Éducation nationale de 1987-88.

Les départements du nord de Yaoundé disposent globalement de la couverture totale la plus faible : moins de 16,5 salles pour 1 000 enfants de 5 à 14 ans. Au sud, le minimum est alors de 20 salles. La contribution du secteur privé à la scolarisation de niveau primaire est essentiellement le fait des Églises chrétiennes.

Dans la Lékié relativement moins équipée sur ce plan, la part du privé n'est pas loin d'atteindre celle du secteur public, juste 1,21 fois plus grande. Dans le Mfoundi nettement sous-équipé, mais département de la ville de Yaoundé, elle dépasse la moitié de celle de l'État ; ce qui est très important. Toutefois, d'une façon générale, elle est au moins trois fois inférieure à celle du secteur public ; les départements les moins desservis par le secteur privé sont ceux où l'influence du protestantisme est la plus grande.

TABLEAU I
Nombre de salles de classes dans le primaire pour 1 000 enfants

Département	A Secteur public	B Secteur privé	A + B	A/B
Lékié	8,5	7,0	15,5	1,21
Nyong et So	15,3	4,7	20,0	3,25
Méfou	13,8	4,4	18,2	3,14
Mbam	12,0	3,8	15,8	3,15
Nyong et Kéllé	19,5	3,4	22,9	5,73
Haute-Sanaga	12,9	3,3	16,2	3,90
Nyong et Mfoumou	19,6	3,1	22,7	6,32
Océan	20,2	3,0	23,2	6,73
Haut-Nyong	17,8	2,8	20,6	6,36
Mfoundi	4,2	2,5	6,7	1,68
Ntem	17,6	2,4	20,0	7,33
Dja et Lobo	21,8	1,9	23,7	11,47

Malgré les difficultés financières, les Églises confessionnelles obtiennent encore aujourd'hui des résultats scolaires comparables à ceux des infrastructures d'État très souvent mieux fournies en moyens matériels, financiers et humains. Plusieurs membres de l'élite locale en sont sortis. L'encadrement catholique déployé en priorité dans les zones les plus peuplées et surtout les moins équipées est d'un intérêt primordial pour la fixation des populations en zone rurale (Lékié) et leur épanouissement en zone urbaine (Mfoundi). Il participe bien souvent d'une autopromotion du développement. Départements de populations bulu protestantes, Dja et Lobo, Ntem, Océan bénéficient d'un enseignement primaire plus poussé mais essentiellement dispensé par l'État. Toutefois cela est aussi vrai pour les départements à densité moyenne ou faible comme le Nyong et Mfoumou, le Nyong et Kéllé ou le Haut-Nyong.

Avec plus de 98 000 et 31 000 élèves respectivement en 1976, les établissements scolaires des Églises catholiques et protestantes connaissaient déjà de sérieuses contraintes de gestion. Aujourd'hui, la crise de fond qui frappe les systèmes d'encadrement confessionnels du Sud-Cameroun se repercute aussi sur le fonctionnement des établissements scolaires qu'ils gèrent. D'où la nécessité d'une réforme judicieuse, d'une réadaptation dont la recherche est devenue un souci majeur tant de l'État que des structures d'encadrement religieux depuis le milieu des années 1980. Dans cette nouvelle dynamique, les structures « traditionnelles » n'ont pas retrouvé une cohérence et un dynamisme propres et conformes à leur emprise réelle sur les consciences autrement que dans les actions de développement communautaires où se confondent le profane et le religieux.

Les soins de santé

L'œuvre des missionnaires catholiques ou protestants dans la protection sanitaire des populations est très importante. Présents depuis longtemps dans les zones rurales, les dispensaires, les maternités, les hôpitaux confessionnels plus ou moins spécialisés s'attachent à mettre à la disposition de populations de plus en plus nombreuses des structures d'accueil et des soins de santé aussi efficaces que possible.

En 1985, les missions catholiques avaient mis en place près de 100 dispensaires dont 15 maternités. Plutôt éloignés des villes et réputés pour la qualité relativement meilleure de leurs services, les cinq hôpitaux catholiques du Centre et du Sud ont toujours eu un rayonnement géographique dépassant largement les limites de leurs provinces ecclésiastiques.

Avec presque autant d'hôpitaux que les catholiques, mais avec beaucoup moins de dispensaires (près d'une quinzaine seulement), l'importante contribution des diverses Églises protestantes aux soins de santé contraste quelque peu avec le faible nombre global de leurs fidèles.

La renommée et le rayonnement géographique des infrastructures de l'encadrement sanitaire protestant et catholique sont une conséquence tout autant de l'esprit de vocation et de responsabilité qui anime ceux qui les tiennent que de l'ancienneté de leur implantation et leur aptitude au service social. Les hôpitaux protestants d'Enongal, de Metet, de Nkolvolan ou de Djoungolo, les hôpitaux catholiques d'Efok, de Nkongoa, de Nden ont longtemps offert des soins de santé en tout point comparables à ceux des hôpitaux et des centres de santé publics.

L'animation sociale

L'animation sociale et la formation communautaire sont des volets très discrets de l'encadrement social offert par les structures religieuses. Pourtant, les missions, regroupées ou individuellement, servent de cadre à une animation sociale et à des circuits de formation non scolaires. Si, pour la religion protestante, les centres de formation socio-professionnelle se trouvent surtout dans les provinces du littoral, on peut noter toutefois l'existence de centres ou de projets de formation agricole de l'EPC articulés sur le fonctionnement de fermes-écoles. C'est le cas du CEPAR (Centre de promotion agricole et rurale) autour d'Ambam et du CEPAG (Centre de promotion agricole) à Ebolowa.

C'est également dans le Sud, à l'intérieur du diocèse de Sangmélima, que l'on retrouve l'un des principaux projets locaux de développement communautaire de l'Église catholique : le CEDAC (Centre de développement auto-centré). L'action de promotion du développement villageois est fondée ici sur la mobilisation des forces locales autour de projets d'équipements collectifs : puits, encadrement agricole, introduction de savoir-faire divers. Les couvents de religieuses servent presque toujours de cadre de formation des femmes tant aux tâches ménagères exigeant un peu plus de technicité qu'aux soins préventifs de santé ou à la gestion familiale.

Les tendances nouvelles

Après la phase de compétition ouverte qui a marqué les débuts de la pénétration missionnaire des Églises chrétienne, on assiste aujourd'hui au développement d'un œcuménisme sensible mais laborieux. Les Églises s'unissent ainsi dans leurs efforts pour une bonne perception des différences qui existent tant entre elles qu'entre elles et les courants religieux traditionnels. De plus en plus, le mouvement œcuménique trouve dans la lutte des Églises contre le syncrétisme et les sectes un terrain commun de combat et d'entente.

Si le syncrétisme local trouve des racines solides dans l'attachement des populations à leurs visions religieuses ancestrales, il n'a pas encore pu se cristalliser dans des mouvements religieux puissants et bien individualisés comme ceux que l'on rencontre au Congo ou au Zaïre voisins (kimbanguisme, par exemple). L'adoption des appellations locales pour la désignation de l'Être suprême ne contribue pas particulièrement à clarifier les différences de perception du monde. Les motifs de conversion aux nouvelles religions exogènes n'étant pas toujours très religieux, la fréquentation des églises n'est plus une preuve absolue de conversion au christianisme.

Avec l'émergence des nouvelles générations on assiste à un flottement. Certains défendent les religions dites traditionnelles alors qu'ils sont bien loin d'en connaître les fondements auxquels ils n'ont pas été initiés. D'autres défendent les religions importées alors que leurs comportements quotidiens s'inspirent fortement de la vision religieuse ancestrale. C'est dans ce contexte chrétien d'indigénisation problématique de l'Évangile que se développent les sectes. Celles-ci recrutent leurs adeptes tant parmi les croyants aux religions importées que parmi les pratiquants des religions ancestrales pris dans la mouvance du remaniement culturel engendré par la colonisation. Particulièrement décrié, le phénomène est très mal défini. Certaines écoles religieuses considérées comme sectes ne se reconnaissent pas comme telles ; d'autres se déclarant telles sont plutôt considérées comme des écoles de philosophie. Les désignations : Assemblée de Dieu, La Véritable Église de Dieu, Franc-maçonnerie, Témoins de Jéhovah, Rose-Croix, Patriciens, Église du Septième Jour, Vraie Église Chrétienne recouvrent des réalités diverses.

Conclusion

L'univers religieux du Sud-Cameroun est celui d'un monde dense, diversifié et en pleine mutation. Encore vivaces mais largement dominées par l'action des religions chrétiennes, les structures complexes d'un encadrement religieux indigène multiforme y connaissent aujourd'hui une réorganisation engendrée tant de l'intérieur que de l'extérieur. La géographie des structures d'encadrement exogènes comme les Églises catholiques et protestantes se moule sur les unités socio-religieuses traditionnelles notamment bëti, bulu, fañ, basaa et maka, au moment où celles-ci enregistrent elles-mêmes des transformations tant dans leur nature que dans leur forme.

Pour l'instant, les structures d'encadrement modernes sont nettement distinctes dans un contexte où le comportement général est, consciemment ou inconsciemment, syncrétique. Les éléments des cultures locales et ceux des religions nouvellement adoptées sont encore en cours d'intégration. Sur le plan de la forme, les populations sont pratiquement toutes baptisées. Mais sur le fond, seule une certaine élite réagit selon la logique chrétienne reconnue authentique par les autorités religieuses.

Dans la pratique quotidienne de leur religion, une bonne partie de la population pense pour l'instant en Africain moderne, agit en indigène et s'affiche comme chrétienne. Cela est l'aboutissement de cent ans d'une transformation socio-culturelle encore en cours. Cent ans d'une ouverture des consciences à l'échelle d'un horizon pluri-ethnique surtout dans les villes, dans les instances, les infrastructures et les structures modernes d'une convivialité récente. Les églises et les temples sont devenus aujourd'hui des pôles de rassemblement et des foyers religieux importants dans les villages et dans les villes. La messe, comme les réunions familiales, sert aussi de lieu de reconstitution et d'entretien des solidarités communautaires limitées ou étendues. Il s'agit d'une évolution très importante sans la connaissance de laquelle il serait impossible de bien comprendre la dynamique des regroupements ou des ségrégations sociales et spatiales qui parfois lient ou séparent les hommes en communautés de base solidaires, indifférentes les unes aux autres ou antagonistes dans leur lutte pour la survie et le bien-être.

Indications bibliographiques

LABURTHE-TOLRA (P.), 1981.— *Les seigneurs de la forêt. Essai sur le passé historique, l'organisation sociale et les normes éthiques des anciens Béti du Cameroun*. Paris, Publication de la Sorbonne, 496 p.

LABURTHE-TOLRA (P.), 1985.— *Initiation et sociétés secrètes au Cameroun. La religion, les coutumes d'initiation, les connaissances médicales de la société bëti*. Paris, Karthala, 304 p.

NEKES (H.), 1912.— « Jaunde und seine Bewohner ». *In* : Berlin, *Koloniale Rundschau*, Heft 8 : 468-484.

NGONGO (L.), 1982.— *Histoire des forces religieuses au Cameroun, de la Première Guerre mondiale à l'Indépendance*. Paris, Karthala, 420 p.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

ENCADREMENT RELIGIEUX

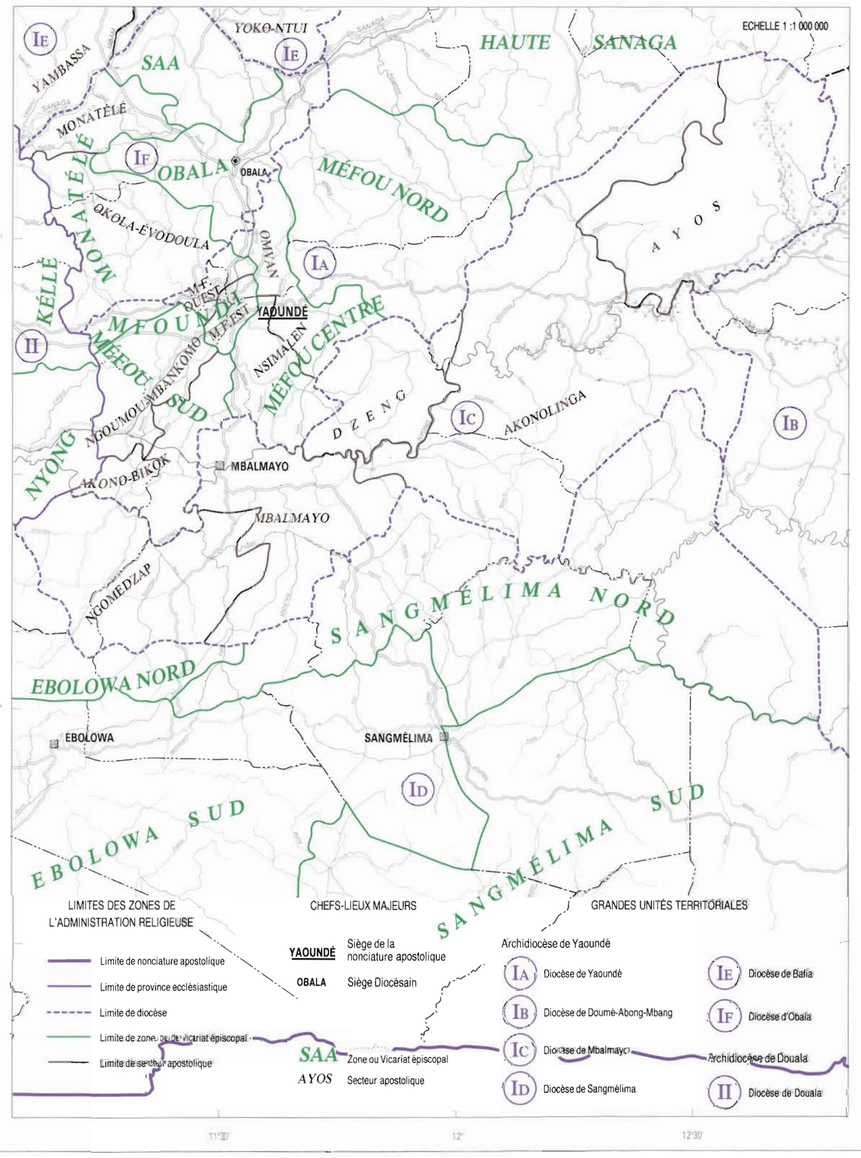
(en1988)

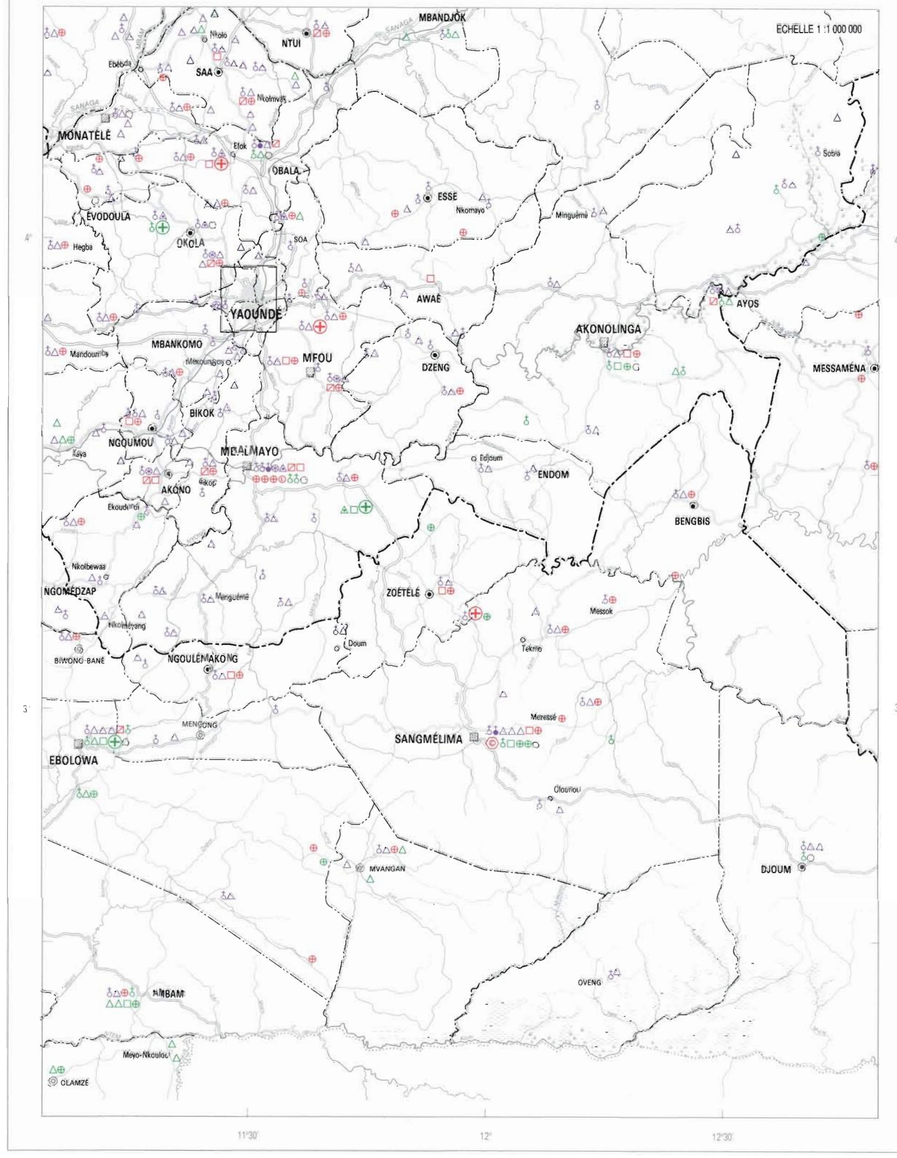
A. BOPDA

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

ADMINISTRATION RELIGIEUSE

ÉGLISE CATHOLIQUE





ÉQUIPEMENTS

ÉGLISE CATHOLIQUE ROMAINE

Hauts-lieux religieux
- Paroisse
- Évêché
- Archevêché
- Nonciature
- Grand séminaire
- Petit séminaire et noviciat

Encadrement scolaire
- 1 école primaire ou maternelle
- 1 à 4 écoles primaires
- Collège d'enseignement général
- Collège d'enseignement technique
- Autres centres de formation

Soins de santé
- Dispensaire
- Hopital
- Léproserie

Autres
- Projet de développement communautaire

ÉGLISE ORTHODOXE
- Église

ÉGLISES PROTESTANTES

Hauts-lieux religieux
- Temple
- Grand séminaire

Encadrement scolaire
- 1 école primaire ou maternelle
- 1 à 4 écoles primaires
- Collège d'enseignement général
- Autres centres de formation

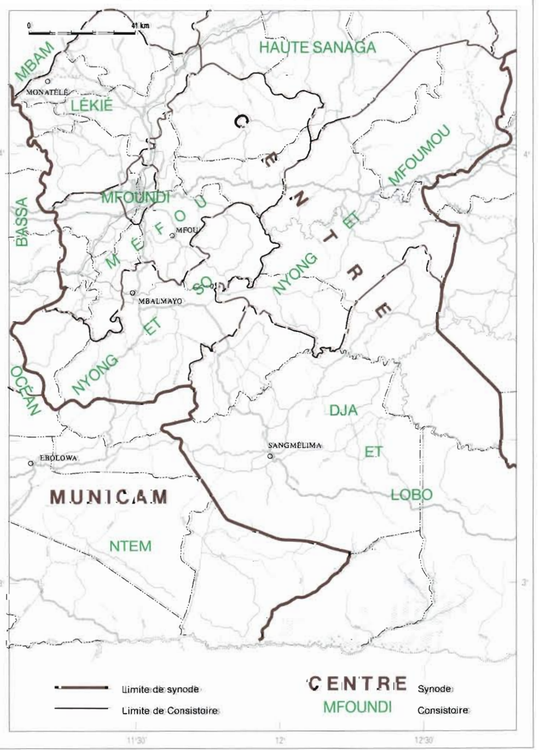
Soins de santé
- Dispensaire
- Hopital

CULTE MUSULMAN
- Mosquée

YAOUNDÉ

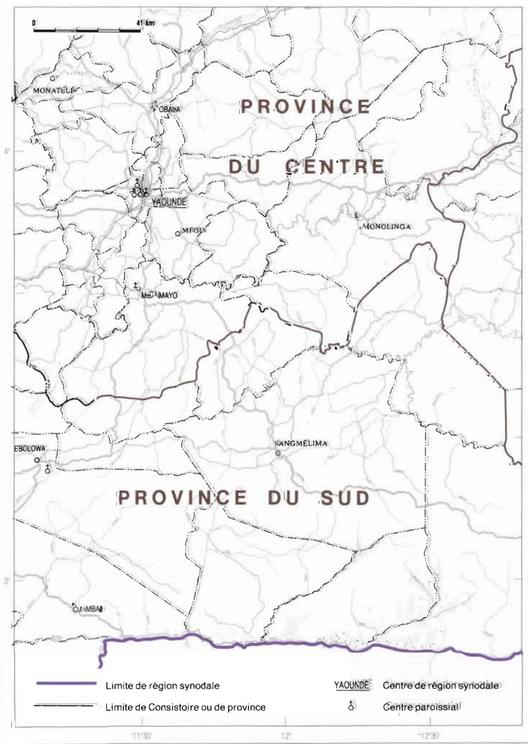
ADMINISTRATION RELIGIEUSE

ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE



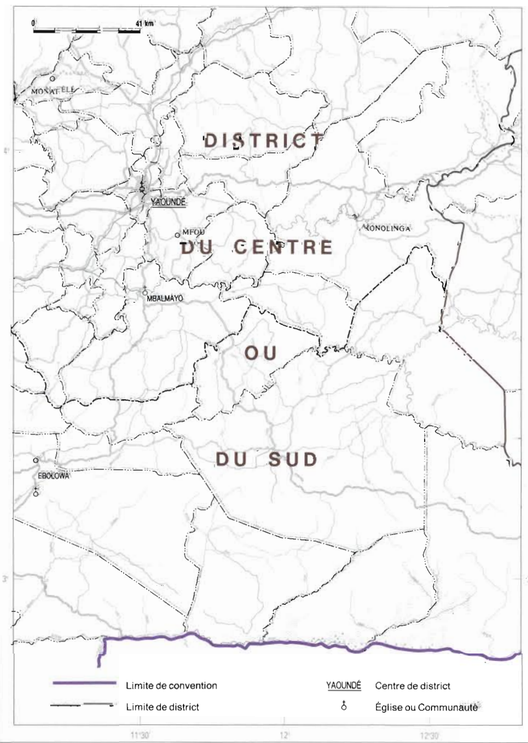
ADMINISTRATION RELIGIEUSE

ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE



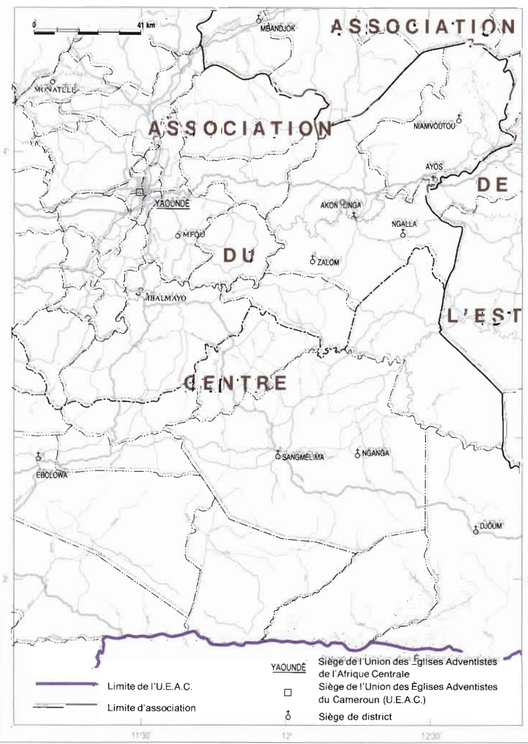
ADMINISTRATION RELIGIEUSE

ÉGLISE BAPTISTE



ADMINISTRATION RELIGIEUSE

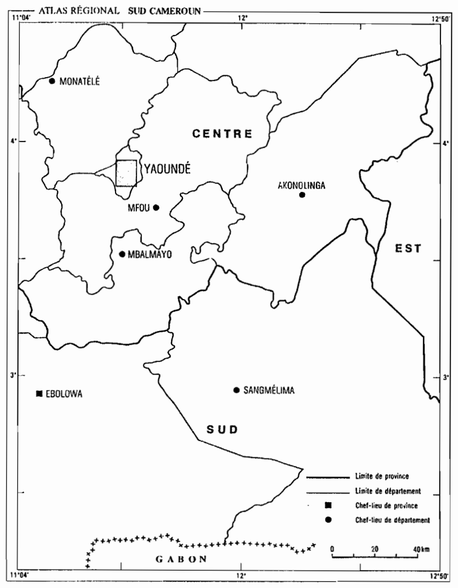
UNION DES ÉGLISES ADVENTISTES



© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARQUIER C. VALTON

IMPACT GRAPHIC • 45 09 16 50 • FRANCE



YAOUNDÉ

ORGANISATION DE L'ESPACE URBAIN

Athanase BOPDA

L'agglomération urbaine de Yaoundé offre une image saisissante des conséquences juxtaposées de plusieurs phases de croissance et d'histoire.

Les facteurs du paysage urbain

L'histoire

Avant l'Indépendance, un urbanisme fondé sur la ségrégation entre les hommes, ou entre les fonctions urbaines, avait créé une ville coloniale classique. En effet, au début des années vingt, un décret instituait la séparation des résidences européennes de celles des indigènes. Cette réglementation mettait fin au mélange résidentiel de la phase originelle de la station militaire allemande.

La ville double souhaitée par les autorités coloniales comprenait, dès lors, un centre urbain européen duquel toute population indigène était rigoureusement exclue. C'est ce seul centre qui fut, jusqu'à la fin des années 1940, identifié comme la « ville », par opposition aux « quartiers » indigènes. Cette « ville » se subdivisait en un centre administratif et un centre commercial qui en sont restés les composantes majeures.

C'est autour de ces deux quartiers centraux, séparés dès 1927 par une gare ferroviaire, que les premiers quartiers indigènes se sont développés. Mvog-Ada et Mokolo furent initialement des « réserves » où l'administration coloniale maintint, à bonne distance, une population africaine attirée de plus en plus par la ville naissante. C'est pourtant l'accroissement numérique de celle-ci qui est devenu le ressort majeur de l'organisation actuelle de l'espace urbain de la capitale.

La croissance démographique

À sa création en 1889, la Sono-Station des officiers allemands Kund et Tappenbeck ne comptait que quelques dizaines de tirailleurs indigènes et deux Européens. Au recensement de 1957, on y dénombre 58 099 habitants. Dix-neuf années plus tard il y en a 313 706. Le taux de croissance démographique de la capitale du Cameroun est constamment resté au-dessus de 7 % par an depuis la fin de la période coloniale (fig. 1).

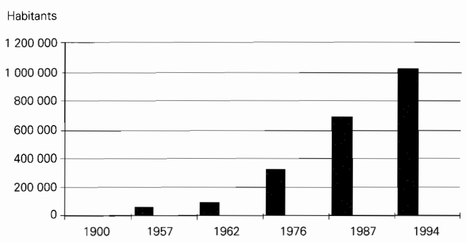


FIGURE 1
Évolution de la population de Yaoundé de 1900 à 1994 (estimations).

À l'accroissement rapide du nombre des nationaux venus s'implanter dans la ville correspond un gonflement quasi généralisé de la population des différents quartiers de Yaoundé. Malgré une croissance naturelle non négligeable, il s'agit essentiellement d'immigrants partis des zones rurales plus ou moins proches.

Jusqu'à la fin des années 1960, ils étaient essentiellement accueillis dans les quartiers péri-centraux : Briqueterie, Messa, Mvog-Bi, Mvog-Ada ou Nlongkak. Ces quartiers se sont transformés ensuite en base de départ ou en relais migratoires vers les plus proches zones de la périphérie rurale de Yaoundé, engendrant une occupation toujours plus étendue du site.

Influence du site

La ville de Yaoundé s'est développée sur un site en cuvette. Le bassin du Mfoundi est situé à la limite de partage des eaux entre les bassins de la Sanaga et du Nyong. Yaoundé se trouve également à la lisière de la savane et de la forêt sud-camerounaise. L'organisation digitale du réseau hydrographique urbain rayonne à partir d'un carrefour situé au centre de la ville vers lequel convergent les cours d'eau.

Évitant les vallées et leurs fonds inondables, les routes principales suivent le sommet des interfluves et se rejoignent au centre de la ville dans la vallée de l'ancienne gare. Collées très souvent aux courbes de niveau, les routes secondaires s'organisent en trames géométriques conformes à la configuration du relief. Les passages naturels d'un interfluve à l'autre sont rares et les vallées nombreuses imposent la construction de multiples ponts et remblais. Ceux-ci sont parfois source de dangereuses inondations quand ils entravent la circulation des cours d'eaux gonflés par les pluies torrentielles et fréquentes qui tombent sur la ville.

Les inondations surviennent d'autant plus fréquemment que les pentes des versants sont souvent prononcées et celles des talwegs très faibles à l'intérieur de la zone urbanisée. Si le substratum gneissique de la ville ne facilite pas l'enfoncement ou le creusement des fonds de vallées, la présence d'épaisses couches d'altérites sur les versants très inclinés est favorable à des glissements de terrain catastrophiques en période de pluies.

Toutefois, ces sols rouges, presque partout présents, servent de matériau de construction principal pour les habitations de la ville. C'est en 1925 qu'un décret français impose l'utilisation de la boue de terre crue dans la construction des cases indigènes. Aujourd'hui adoptée et généralisée dans tout le pays bëti, l'utilisation de terre crue sur armature végétale est entrée dans les traditions architecturales tant en ville qu'à la campagne. Exigeant une moindre qualification, offrant un coût de revient bas, et particulièrement adaptable à l'entraide communautaire traditionnelle en matière de construction des habitations, la technique du « poto-poto » a facilité, dès 1945, un déploiement rapide des quartiers indigènes.

Parfaitement contrôlée et encouragée, la mise en place de 1 686 constructions en « poto-poto » entre 1949 et 1959 a marqué un tournant dans l'installation initiale des populations indigènes à Yaoundé : 283 autorisations en 1949, puis 370 en 1951 et 1 033 en 1959. Cette pratique est présente aujourd'hui sur tous les fronts de l'expansion urbaine. L'occupation des maisons rapidement élevées s'effectue, généralement, dans le courant de l'année de leur mise en chantier. Les constructeurs se sont parfois installés dans les premières pièces achevées pour continuer les travaux sur les compartiments restants. Cette méthode permet d'éviter la location coûteuse d'une résidence sans renoncer à s'installer en ville. Elle autorise aussi une amélioration progressive du logement au gré des moyens ou des opportunités.

Entre 1949 et 1951, les quartiers Messa, Briqueterie et Nlongkak abritaient 64,30 % des cases en « poto-poto ». Désormais considérées comme « maisons traditionnelles », celles-ci se sont multipliées, occupant systématiquement tous les espaces accessibles du pourtour du centre-ville. Même les zones hydromorphes (*elobi* en ewondo) sont couvertes au milieu des années 1970. En 1978, on en dénombrait plus d'une trentaine de milliers, essentiellement concentrées dans les plus anciens quartiers indigènes. Ceux-ci regroupent près de 67 % des habitations et abritent 68 % environ de l'ensemble de la population urbaine. Mais la proportion des habitations est encore plus importante parmi les nouvelles cases que les citadins multiplient dans les nouveaux quartiers de la périphérie urbaine.

L'expansion spatiale spontanée

Jusqu'à la fin des années 1950, les quartiers périphériques se sont formés par une agglutination des indigènes autour de la « ville » européenne. Fortes concentrations de populations regroupées par ethnie ou par religion, les quartiers ainsi créés ont longtemps gardé une très forte identité socio-culturelle : ambiance musulmane, presque soudano-sahélienne, pour la Briqueterie et les quartiers haoussa et bamoun ; animation à la manière bamiléké dans le secteur de Mokolo et de Madagascar ; animation à forte coloration bëti à Mvog-Ada, Mvog-Bi, Mélen. Malgré la persistance des héritages de la ville coloniale, une inversion des tendances se précise au début des années 1960. Désormais saturés, les quartiers indigènes se transforment en zones de transit. C'est de là que partent les nouvelles vagues de néocitadins qui animent les fronts d'urbanisation. Ils ont relancé l'expansion périphérique de Yaoundé avec une vigueur sous-estimée ou mal appréciée par la planification urbanistique.

Depuis lors, deux types majeurs de mobilité sont à la base de la colonisation urbaine des zones rurales périphériques de Yaoundé. Il y a le départ spontané, c'est-à-dire sur initiative personnelle, et les déplacements forcés.

La multiplication des départs spontanés est surtout due à la saturation des logements et des espaces constructibles autour du centre-ville. Ainsi, les secteurs de Mokolo, de Mvog-Bi, de Mvog-Ada, de Nlongkak fournissent la majorité des constructeurs de maisons des nouveaux quartiers actuels. Sans cesse repoussées vers l'extérieur, les limites de la zone bâtie intègrent aujourd'hui des générations de nouveaux quartiers. Messa, Madagascar, Mélen, Elig-Edzoa, Nkol-Bikog, Mfandéna ont largement bénéficié de ce processus pour naître, s'étendre et se densifier. Les itinéraires suivis par les « pionniers » urbains venus s'y installer sont variables. En 1964 par exemple, la plupart des habitants des nouveaux quartiers périphériques qui occupent leur logement en propriétaires ont résidé plus ou moins longtemps à Mokolo, Mvog-Bi, Mvog-Ada ou à Nlongkak. C'est pendant cette étape transitoire qu'ils se sont initiés à la pratique de la ville. C'est aussi grâce à elle qu'ils ont pu rassembler les moyens nécessaires à leur insertion dans la ville. Ces moyens ne sont pas seulement financiers. Ils sont très souvent humains, symboliques ou sociologiques.

Encore très puissants jusqu'à la fin des années 1960, des réseaux agissants et une logique liée à la solidarité familiale et ethnique permettaient aux différents immigrants d'être hébergés, aidés jusqu'à leur installation dans leur domicile propre. Celle-ci intervient plus ou moins vite suivant l'âge, le niveau scolaire ou les origines ethniques et culturelles des néocitadins. A. FRANQUEVILLE (1969) a constaté qu'elle était plus rapide chez les ressortissants bamiléké que chez les populations de la forêt sud-camerounaise.

Aujourd'hui, l'éloignement de l'univers solidaire du monde rural se combine aux transformations de comportements engendrées par la vie en milieu urbain pour rompre ou amoindrir les réflexes traditionnels de solidarité ou d'assistance communautaires. Cela se vérifie tant dans les aspects courants de la vie quotidienne que dans l'effort de construction des habitations.

L'importance des constructions mises en place est très variable. Elles vont par exemple des classiques maisons en « poto-poto » de Messa aux villas de très haut standing de Bastos. Toutefois, les premières sont les plus nombreuses. En 1981, plus de 88 % des nouvelles constructions entreprises dans Yaoundé sont faites de boue sur armature végétale. Elle sont généralement habitées par leurs propriétaires. Ceux-ci ont très souvent effectué eux-mêmes une partie ou la totalité des travaux. L'expansion périphérique rime alors avec autoconstruction.

Les seuils de contrainte à la construction acceptés par les « pionniers » urbains sont très différents de ceux des planificateurs urbanistes. Même dans des quartiers de résidences aisées comme Bastos, bon nombre d'habitations sont implantées sur des pentes fortes ou des secteurs théoriquement interdits à toute construction. Cependant, les logements précaires, de construction relativement aisée, ne coexistent que difficilement avec les habitations de haut standing. Dans la capitale, l'exclusion des premiers par les seconds survient presque partout où ils sont mis en compétition.

Les constructions en dur implantées sur initiative personnelle se concentrent dans quelques secteurs privilégiés des espaces péri-urbains. Ce sont généralement des lotissements privés dont les parcelles ont une superficie supérieure à 500 m^2. Elles sont souvent le fruit d'une forte spéculation foncière et immobilière. L'autoconstruction y est moins courante, car les propriétaires ont les moyens nécessaires pour recourir aux entreprises spécialisées. Souvent issus de prêts bancaires, les investissements engagés sont très importants. De 1971 à 1982, à Bastos, plus de la moitié des autorisations de construire en matériaux définitifs étaient le fait de constructeurs bénéficiant de crédits bancaires. Les banques les plus sollicitées et les plus présentes étaient la BCD (Banque camerounaise de développement), la SCB (Société camerounaise des banques) et la BICIC (Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Cameroun). 41 % des constructions étaient estimées à des coûts allant de 10 à 20 millions de francs CFA et 25 % entre 5 et 10 millions.

Dès le début de la mise en exécution des SDAU (Schéma directeur d'aménagement urbain) en 1981, la décision de démolir systématiquement les constructions en matériaux précaires envahissant les vallées du quartier Bastos fut prise et mise à exécution. Une différenciation socio-économique se substituait à la ségrégation ethnique et raciale de la période coloniale. Elle se confirme plus nettement dans l'organisation volontaire de la mise en place des nouveaux quartiers de la capitale.

L'incitation à l'implantation dans la périphérie

Longtemps confinée au seul périmètre d'action de la Société immobilière du Cameroun (SIC), la promotion immobilière de l'État a connu une relance spectaculaire depuis la création de la MAETUR (Mission d'aménagement des terrains urbains et ruraux) en 1977.

Dès la fin de période coloniale, la nécessité d'une assistance à la construction est clairement perçue. La SIC est créée en 1952 pour favoriser le logement de la nouvelle classe de fonctionnaires indigènes jusque-là casée dans des « camps ». Ceux-ci aspirent à tout le confort qu'offrent à leurs yeux les habitations modernes, jusque-là exclusivement bâties pour les Européens ou quelques notables indigènes. Mais leurs moyens sont limités et leurs habitudes résidentielles ou domestiques différentes.

Conçus par des Européens pour des Africains, les premiers logements de la SIC ont montré aujourd'hui toute leur inadaptation. L'évolution très rapide vers une obsolescence surprenante du lotissement « Les Sources » à Messa en est l'expression la plus éloquente. Les 278 logements qui y avaient été créés ont vite montré leurs défauts. Surpeuplement, promiscuité, entretien défectueux des équipements sanitaires de surcroît collectifs, voisinage mal organisé ou mal géré, insuffisance des infrastructures et des équipements collectifs viables s'allient pour rendre cette zone de résidences répulsive. Cela est valable tant sur le plan du cadre de vie que de celui du travail.

Réorientée officiellement après l'Indépendance vers le logement des moins nantis, l'action de la SIC n'a jamais bénéficié des véritables moyens financiers qui lui auraient permis de pallier l'insolvabilité relative de sa véritable clientèle potentielle. C'est plutôt la couche supérieure de la classe moyenne des ménages yaoundéens qui en a bénéficié le plus. L'efficacité de la SIC est restée négligeable, eu égard aux énormes et croissants besoins en logements de la population urbaine. Les quelque 1 500 logements qu'elle a offerts aux citadins depuis sa création sont bien inférieurs à la demande globale engendrée par la croissance de la ville. Les principaux avantages recherchés et trouvés à la SIC sont la sécurité dans la propriété foncière et l'aide à l'acquisition immobilière par les paiements fractionnés ou différés.

Pour débloquer l'action de la SIC et favoriser les initiatives personnelles dans la construction des logements privés, le CFC (Crédit foncier du Cameroun) est créé en 1972. Mais l'influence de cet organisme n'est devenue sensible dans la capitale que depuis l'apparition de la Maetur sur la scène des transactions immobilières.

À la différence de la SIC et du CFC, la Maetur a bénéficié d'une grande latitude de manœuvre et de moyens fonciers d'intervention substantiels. Une série d'expropriations réalisées dans la périphérie rurale lui créait d'importantes réserves foncières au sud et au nord de Yaoundé à la fin des années 1970. Depuis 1980, la Maetur aménage et lotit une vaste zone de 147 ha au sud-ouest de la ville. Au nord, 60 ha du village Mbala devraient être lotis. Selon le cinquième plan national de développement, la Maetur devrait aménager un total de 14 165 parcelles à Yaoundé.

Entre 1979 et 1983, l'aménagement de près de 186 ha dans les secteurs de la Cité Verte, de Biyemassi, de Mendong et de Nsimeyong permettait en même temps à la SIC d'offrir 500 logements nouveaux à sa clientèle. La Maetur vendait pendant la même période près de 1 250 lots. Toutefois, considérant la population potentielle des postulants au logement, moins de 2 % de la demande était satisfaite. Les objectifs fixés sont donc loin d'être atteints. Par contre, sur le plan de la « consommation » de l'espace rural périphérique, la Maetur n'a eu d'égale que la Commune urbaine de Yaoundé, engagée dans un vaste programme de « déguerpissement » et de « recasement ». On lui doit la rapide création de nouveaux quartiers à l'est de la capitale.

Sans que leurs extensions spatiales soient globalement importantes, ces expulsions ont toujours eu un retentissement puissant. En 1985, la liste des quartiers touchés comprend : Nlongkak IB, Mokolo, Mfoundassi, Ntougou, Djoungolo I et II, Nkol-Bikog, Mfandéna, Mvog-Ada. Le relogement des populations déplacées à ces différentes occasions s'est effectué dans les villages d'Essos, de Mimboman, de Nkondengui, de Nkomkana, de Tsinga, de Mfandéna ou de Ngousso.

Le SDAU de 1981 prévoyait de nouveaux déguerpissements à Mokolo, Ngoa-Ekélé, Mvolyé, Obobogo, Ekounou, Nkomo, Mvog-Ada, Ekoudou et Ntougou. Les zones de recasement prévues se trouvaient dans les villages de Mendong, d'Efoulan (Mvolyé), de Mimboman et de Ngousso. Le problème de fond des expulsions reste le dédommagement préalable des personnes déplacées tant dans la ville que dans sa périphérie rurale. En outre, ils nécessitent beaucoup d'espaces de relogement.

Avant 1982, seuls quelques « heureux déguerpis » tels ceux du secteur de Mfoudassi avaient obtenu un dédommagement pour leurs constructions détruites. Avant cette date, les personnes déplacées, tant à la ville qu'à la campagne, n'ont pu prétendre qu'à une parcelle à bâtir parfois laborieusement acquise. Chaque parcelle est attribuée à titre provisoire tant que la construction en matériaux définitifs n'y est pas sont érigée par ses bénéficiaires. Souvent effectuée dans des conditions dramatiques, la réinstallation des personnes « déguerpies » donne lieu à la mise en place de constructions en matériaux précaires. À l'opposé, les zones dégagées par les opérations de déguerpissement sont réoccupées par des constructions en dur. Une compétition spatiale s'est ainsi instaurée entre l'habitat en matériaux durables, habitat de riches, et l'habitat en matériaux précaires, habitat des moins nantis. Elle rend la typologie des quartiers urbains beaucoup plus complexe et mouvante aujourd'hui qu'elle ne l'était avant les années 1970.

La typologie des espaces urbains

Yaoundé offre aujourd'hui un aspect nettement différencié. Au cœur de l'agglomération, les maisons de plain-pied sans étage dans les quartiers péricentraux contrastent avec l'amorce du verticalisme futuriste du centre-ville. Dans la périphérie urbaine autrefois rurale et forestière, une étonnante infiltration des habitations citadines apporte un élément nouveau au paysage de petite cité-jardin qui, jusqu'en 1970, caractérisait la capitale du Cameroun.

Avec une structure globale quelque peu radio-centrique, les quartiers de Yaoundé présentent de nombreux contrastes. Des lotissements publics géométriquement quadrillés par un réseau de rues rectilignes se distinguent des quartiers où le tracé de la voirie reste tourmenté, même quand il est dense et de bonne qualité. C'est le cas de quartiers chics comme Bastos ou le quartier du Lac. À côté de ceux-ci, l'inexistence parfois totale de ruelles décentes dans les larges portions des quartiers péricentraux traduit une évolution nettement différente.

La terminologie officielle distingue des « quartiers structurés » des « quartiers spontanés » encore appelés « bidonvilles ». L'analyse du fait urbain révèle l'existence de quartiers récents post-coloniaux, situés en dehors du périmètre urbain colonial.

Qualité des équipements, importance des constructions et sécurité du statut foncier permettent de dégager une typologie des quartiers sur laquelle viennent se superposer des espaces privilégiés, concentrant diverses activités : services, commerces, industries ou artisanat. Une très forte concentration des activités tertiaires au cœur de la ville, la prépondérance de la fonction résidentielle dans le reste de l'agglomération contribuent à créer de puissants courants de déplacements quotidiens entre les centres administratif et commercial et leur périphérie.

À Yaoundé, quartiers centraux de travail et quartiers-dortoirs périphériques forment les termes majeurs de l'ensemble de la circulation. Tout le réseau de la desserte urbaine converge vers l'ancienne ville européenne devenue centre-ville. Les problèmes principaux liés à cette organisation se sont précisés, puis aggravés, avec l'accélération de la croissance démographique.

Du fait de l'expansion urbaine, les quartiers périphériques de la période coloniale font désormais partie de la zone urbaine centrale. Déjà, les « nouveaux quartiers » des années 1970 sont de plus en plus éloignés des « fronts » d'urbanisation sans cesse multipliés et repoussés aux quatre coins de Yaoundé. Mais les quartiers centraux hérités de la période coloniale demeurent les principales zones de concentration démographique dans l'agglomération.

Les quartiers du centre

Lieux de résidence privilégiés des plus riches, les quartiers du centre et les quartiers chics de Yaoundé présentent un habitat en dur où on retrouve à la fois les constructions les plus coûteuses et les plus rentables de la capitale. Ce sont les quartiers les mieux équipés et les mieux desservis.

Complètement métamorphosé par une rénovation poussée et suivie, le Centre Commercial de Yaoundé présente la plus grande concentration de maisons à étages de toute la ville. Presque toutes les constructions donnent sur une rue goudronnée servant elle-même de ligne d'appui au réseau de desserte en eau, en électricité ou en téléphone. L'éclairage public y est généralisé et les rues y portent des noms.

Dans sa partie la plus densément bâtie, la multiplication des étages correspond à une différenciation verticale des fonctions. Rez-de-chaussée et façades donnant sur les rues sont utilisés avant tout pour les activités commerciales. Les étages intermédiaires reçoivent surtout des bureaux, tandis que les étages les plus élevés sont occupés par les logements. Les contraintes architecturales ont imposé et généralisé l'aménagement de parkings proportionnels aux usages et à la grandeur de chaque bâtiment.

Plus transformé encore par la rénovation, le Centre Administratif a connu un fort amoindrissement de sa fonction résidentielle depuis la fin des années 1970. La concentration des bureaux administratifs, que les nouveaux immeubles ministériels empilent systématiquement sur plus de 10 étages, a également nécessité sons extension. Complètement réaffectée, la vallée de l'ancienne gare de 1927 est aujourd'hui transformée en centre administratif et financier par le projet du « Nouveau Centre-Ville ».

Centre commercial et centre administratif partagent un même rythme d'activités. Particulièrement animés et envahis pendant les heures ouvrables, ils sont relativement déserts en dehors de celles-ci. Seules les rues marchandes du centre commercial gardent une fréquentation remarquable à cause de l'animation nocturne de ses divers pôles de loisirs : salles de cinéma, night-clubs, terrasses de café, restaurants de différentes classes. On y retrouve l'essentiel des emplois commerciaux et hôteliers ainsi qu'une part notable des emplois des secteurs industriel et informel.

Avec le tiers de l'ensemble des emplois de toute la ville, le centre-ville n'abrite qu'une très petite partie de la population. La densité y est très inférieure à 80 habitants par hectare. Conséquence de cette forte concentration d'emplois associée à une très faible densité résidentielle, de puissants mouvements alternatifs charrient quotidiennement la population urbaine vers le centre en début de journée, et vers la périphérie urbaine en fin d'après-midi. Les contraintes de la topographie et la configuration initiale du réseau routier intra-urbain font du rond-point de la poste centrale le nœud vital de toute la circulation.

En l'absence d'une ligne périphérique, toutes les lignes de transport en commun se croisent au centre-ville. C'est là également que les citadins effectuent le plus grand nombre de changements de lignes de bus. L'incapacité du réseau routier à y assurer une circulation fluide aux heures de pointe y génère quotidiennement d'énormes embouteillages.

Les quartiers « chics »

Zones de constructions en dur comme les quartiers du centre-ville avec lesquels ils détiennent les plus faibles densités résidentielles, les quartiers « chics » de Yaoundé sont avant tout des zones d'habitation. La présence d'emplois y est soit très faible, soit très localisée. Le quartier chic géographiquement le plus proche du centre-ville est le quartier du Lac. Construites initialement pour recevoir les hauts fonctionnaires de l'administration européenne, les premières habitations d'architecture coloniale ont été soit restaurées, soit améliorées, soit rasées et remplacées par de nouvelles résidences de très haut standing.

Dès la fin des années 1950, la croissance de la population européenne aboutit à l'apparition du quartier Bastos au nord du centre urbain colonial. Désigné par le nom de l'usine autour de laquelle les premières habitations urbaines furent construites, le quartier s'est rapidement développé après l'Indépendance. Sous l'action conjuguée des ruraux autochtones reconvertis en vendeurs de terrains et de la nouvelle élite composée de hauts fonctionnaires et de commerçants nationaux, l'espace foncier a acquis rapidement une très grande valeur marchande.

Déjà sensible lors des acquisitions de terrains, l'appui des banques de la capitale aura été le ressort essentiel de la floraison de la spéculation immobilière à Bastos depuis la fin de la période coloniale. Quartier du plus grand luxe dans l'imagination populaire, Bastos était encore en pleine expansion au milieu des années 1980. Pourtant, depuis la fin des années 1970, d'autres parties de la périphérie rurale du Yaoundé colonial se muent à leur tour en quartiers chics. Grâce à un concours de circonstances analogues à celles ayant présidé à la genèse de Bastos, des quartiers « snobs » finissent aujourd'hui par s'établir à Nkol-Ebogo (Mfandéna), au quartier Fouda, Mvolyé ou encore Essos-centre. Les quartiers chics sont lotis de villas entourées généralement d'espaces verts, disposant d'eau courante, d'électricité, du téléphone, ainsi que d'un parking pour un ou plusieurs véhicules.

Comme au centre-ville, toutes les habitations donnent sur une route très souvent bitumée et même éclairée. La construction en hauteur est très limitée. Elle ne touche que quelques immeubles à appartements multiples. Construits par les plus riches pour loger les plus nantis à qui les villas sont louées à haut prix, les quartiers « chics » contrastent fortement avec les quartiers « populaires » tout proches.

Les quartiers « populaires » anciens

Ce sont les plus connus et les plus denses de la ville. Mokolo, Briqueterie, Mvog-Bi, Mvog-Ada offrent des densités supérieures à 200 habitants par hectare. L'obsolescence du bâti y est partout favorable à des opérations de déguerpissements. Les quartiers populaires anciens présentent les plus fortes concentrations de locataires en logements sous-équipés. L'assainissement et l'évacuation des eaux usées y posent de nombreux problèmes.

Pour les urbanistes, ce sont des quartiers en « sursis ». Ils seraient déjà détruits si le recasement ou l'expulsion de leurs habitants ne posaient pas de nombreux problèmes. Encore sans effet, des programmes de réhabilitation y sont en cours.

Les quartiers « populaires » les plus anciens sont aussi les plus animés. Les artères principales qui les traversent sont le lieu d'intenses activités commerciales et artisanales. C'est là que se concentre l'animation urbaine à la tombée de la nuit.

Les quartiers « populaires » récents

On peut distinguer, en gros, les quartiers de formation contrôlée et ceux qui sont nés grâce à l'action spontanée des habitants.

Un des cas les plus typiques de formation non contrôlée est Messa-Carrière. On retrouve également le même processus à la base des quartiers Mélen, Ngoa-Ekélé ou de Mfandéna autour du stade omnisport.

L'occupation non réglementaire de l'espace va de pair avec la mise en place rapide de constructions en matériaux précaires. L'insécurité foncière est alors très grande. Elle se traduit par un parcellaire fortement atomisé et particulièrement embrouillé.

On trouve dans ces quartiers de nombreux chefs de ménage aux revenus modestes ou très précaires. Mais il y règne une surprenante ambiance d'espoir et de jeunesse. Les locataires sont peu nombreux, les couples plus récemment mariés.

En l'absence de réseaux de routes, d'électricité, d'eau et de téléphone, les habitants des quartiers populaires récents font preuve d'étonnantes capacités d'accommodation et d'autogestion. C'est par celles-ci qu'ils arrivent, petit à petit, à améliorer leurs conditions de logement et à créer une ambiance de plus en plus animée au fils des ans. Mais l'éloignement du centre-ville reste le problème le plus ressenti dans ces quartiers-dortoirs où les citadins ne reviennent le plus souvent que le soir.

Les villages autochtones

Dès le milieu des années 1940, la proximité de la capitale engendrait dans les villages autochtones un début de spéculation foncière. Par-delà une façade rurale apparemment immobile, des mutations profondes s'amorçaient. Elles ont depuis transformé l'espace, les hommes et leurs activités faisant des villages autochtones incorporés dans la ville des reliques pittoresques mais souvent misérueuses d'une époque brutalement révolue.

Les cas les plus frappants sont ceux d'Essos, de Mendong, d'Efoulan, de Nsam et de Nkondongo. On les identifie à l'aspect encore campagnard des alignements de cases rurales de part et d'autre d'une rue principale. Par endroits, un plan de cacaoyer rappelle les plantations qui avant l'arrivée de la ville entouraient harmonieusement les cases.

Envahis par des citadins qu'ils attirent et auxquels ils vendent ou par qui ils se font extorquer des parcelles de leurs terroirs, les autochtones ayant échappé aux expropriations provoqués par les grands projets d'urbanisme se sont enrichis plus souvent en argent qu'en propriété immobilière.

L'onde de choc de la croissance urbaine est d'abord foncière. Elle touche aujourd'hui des villages situés à plus de 10 km du centre de la capitale. Ce n'est parfois que plusieurs années après que sont entreprises les premières constructions. Limitée encore à Elig-Effa, à Mélen, à Etoa-Méki, à Nkomkana ou à Nlongkak pendant la période coloniale, l'emprise urbaine atteint aujourd'hui Etoug-Ebé, Emana, Nkolbisson, Nsimeyong, Nkomo et Ngousso (cf. la carte des quartiers de la notice 20, p. 50).

Les « camps », les « cités » et les lotissements publics

Tous ont en commun la mainmise de l'État ou des collectivités publiques sur la gestion immobilière ou foncière d'une partie de la ville. Les « camps » et les « cités » partagent en plus le fait d'abriter une classe moyenne ou aisée de la population urbaine. Fruit d'opérations programmées, ils se distinguent par la géométrie de leur organisation spatiale qui s'individualise dans le paysage.

On distingue bien sûr les camps militaires des « camps » de fonctionnaires, les seconds étant appelés ainsi par les populations à cause de la ressemblance avec les premiers par leur plan ou du fait de leur origine.

Quant aux lotissements publics, ils offrent également un aspect géométriquement ordonné mais sont plus étendus. La densité des constructions y est, en outre, moins forte que dans les camps. Les lotissements publics les plus récents de Yaoundé présentent des constructions à l'architecture beaucoup plus élaborée. Mais des problèmes de confort ou d'adaptation s'y posent aussi. Cela est valable tant pour les lotissements de la Maetur à Biyemassi et Nsimeyong que pour ceux de la commune urbaine à Mimboman.

Indications bibliographiques

Cellule d'urbanisme, 1982.— *Élaboration du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Yaoundé*. Travaux du groupe de travail permanent (25 novembre 1980-30 juin 1981), Yaoundé, Minuh, 286 p.

Franqueville (A.), 1969.— Le paysage urbain de Yaoundé. Bordeaux, Ceget, *Les Cahiers d'Outre-Mer* n° 82 : 113-154.

Franqueville (A.), 1984.— *Yaoundé, construire une capitale*. Paris, Orstom, coll. Mém. n° 104, 192 p.

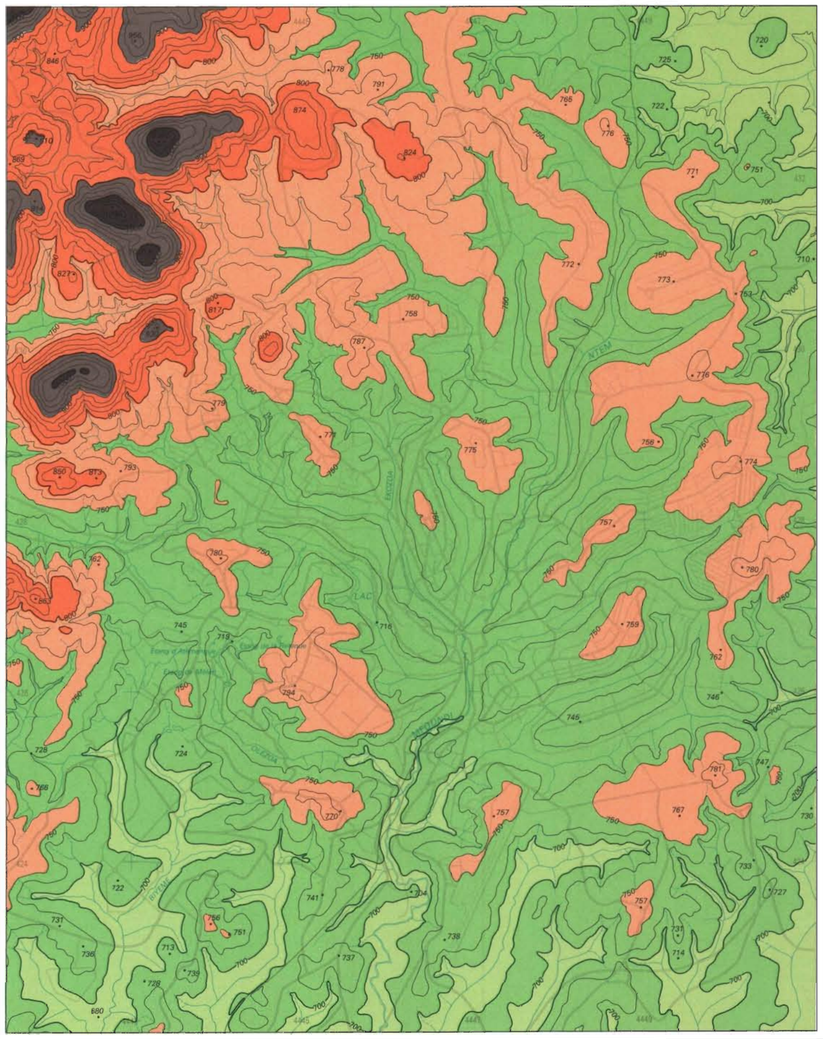
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

YAOUNDÉ

ORGANISATION DE L'ESPACE URBAIN

A. BOPDA

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL



SITE

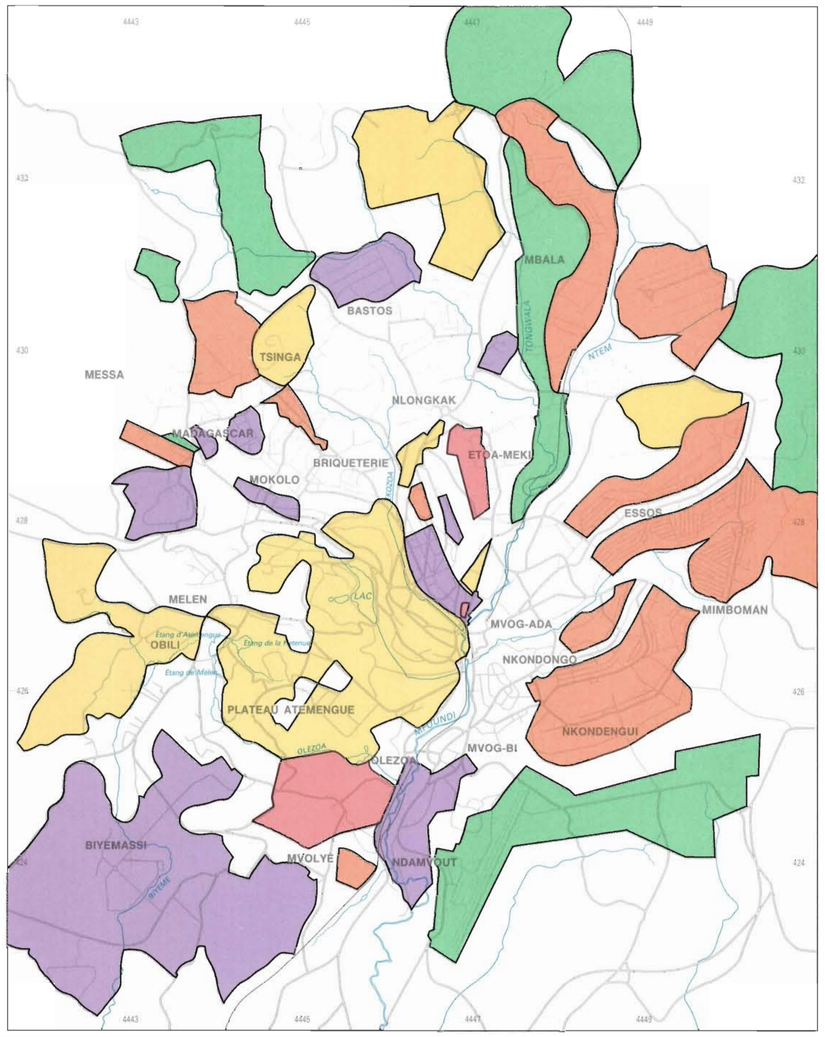
ECHELLE 1:50 000

0 1 2 km

1 000 mètres
900
800
750
700

• 727 Point coté

Équidistance des courbes : 25 mètres



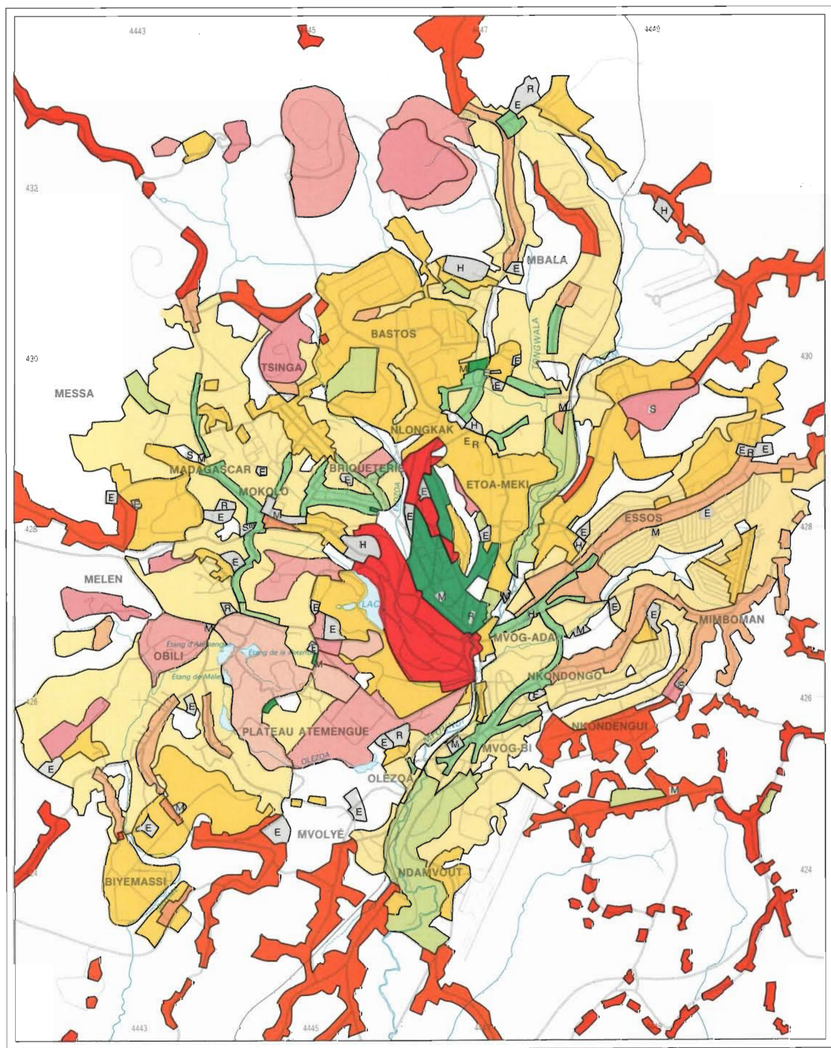
EMPRISE FONCIÈRE

(Terrains de plus de 5 hectares en 1980)

ECHELLE 1:50 000

0 1 2 km

Domaine administratif
Domaine religieux
Lotissement administratif
Lotissement ou terrains communaux
Réserves foncières



OCCUPATION DU SITE

0 1 2 km

ADMINISTRATION ET CULTURE
- Centre administratif
- Terrains administratifs
- Terrains militaires ou zones assimilées
- Domaines universitaires

COMMERCES ET INDUSTRIES
- Centre du grand commerce et des affaires
- Concentration d'artisants et de "petits commerces"
- Artisants et "petits commerces" en habitat précaire
- Artisants et "petits commerces" dans les villages résiduels
- Zones industrielles

FONCTION RÉSIDENTIELLE

– quartiers urbains
- Quartier de résidences aisées
- Habitat précaire

– habitat rural
- Villages autochtones périphériques
- Villages pris dans la ville
- Villages résiduels des quartiers en dur
- Habitat précaire des villages résiduels

GRANDES INFRASTRUCTURES
- R Institution religieuse
- E Établissement scolaire
- H Établissement hospitalier
- M Marché
- S Infrastructures sportives

PRINCIPAUX QUARTIERS

ÉCHELLE 1:50 000

0 1 2 km

Limite de département
Limites d'arrondissements
Limites des principaux quartiers

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARQUIER C. VALTON

YAOUNDÉ

DENSITÉ DE LA POPULATION EN 1976

Athanase BOPDA

Contrairement au macrocéphalisme des systèmes urbains de nombreux pays d'Afrique au sud du Sahara, le réseau des villes du Cameroun est dominé par deux grandes villes : Yaoundé et Douala. Au recensement général de la population en 1976, on comptait à Douala près de 458 000 habitants contre 314 000, environ, à Yaoundé. Douala est le port le plus important du pays, Yaoundé est une ville de l'hinterland située à plus de 200 km de la côte.

Depuis 1916, Douala a perdu sa fonction de capitale au profit de Yaoundé. La ville de l'intérieur a acquis une fonction qui, dans beaucoup de pays africains, était détenue par une ville portuaire. Cette situation est d'autant plus remarquable qu'elle date de la période coloniale. Par ailleurs, en 1916, Douala et Yaoundé n'étaient pas reliés par des voies de communications performantes.

Seules l'histoire et la recherche, par les Européens, des meilleures conditions de séjour ont motivé le transfert et le maintien de la capitale sur le site de Yaoundé. La Première Guerre mondiale avait révélé la vulnérabilité stratégique du site portuaire de Douala. Le climat, plus doux (moyenne annuelle des températures : 21 °C) et moins humide, de l'ancienne station militaire allemande apporta l'argument décisif. Ce n'est qu'en 1927 qu'une voie ferrée relia Yaoundé à Douala. Cette jonction marqua le début de l'expansion démographique de la ville. Estimée à 5 865 habitants en 1926, la population de la capitale du Cameroun compte plus d'un demi-million d'habitants en 1987. Suscitées par l'urbanisation de plus en plus intense, la convergence et la concentration des hommes ont créé, au fil des ans, une communauté nouvelle. C'est elle qui façonne, construit ou transforme l'espace urbain.

La dynamique de la population globale

Au moment de la fondation de Yaoundé, en 1889, la station militaire compte en tout 62 personnes : deux Européens et soixante tirailleurs africains non autochtones. Jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, le poste militaire et administratif est resté l'élément principal de la dynamique de la ville naissante. Progressivement, une augmentation démographique continue s'est amorcée. En 1922, on comptait déjà 4 168 habitants.

Entre 1926 et 1939, Yaoundé atteint 9 080 habitants. La Deuxième Guerre mondiale renforce l'essor démographique commencé dès la fin de la Première. On assiste à un véritable décollage entre 1939 et 1945 ; la population de la capitale du Cameroun a presque doublé, elle est estimée à 17 311 habitants à la fin de la Deuxième Guerre. Désormais lancée, sa croissance spectaculaire la porte à 36 736 habitants en 1953. À l'augmentation des investissements, engendrée par l'exécution du plan d'urbanisme des années 1950, va correspondre une accélération de la croissance.

Au recensement de 1957, Yaoundé compte déjà 58 099 habitants. Depuis lors, son taux de croissance annuelle est resté constamment au-dessus de 7 %. Placée au centre et au terme de remarquables courants migratoires, la capitale du Cameroun est restée, depuis sa création, un vaste terrain d'accueil de populations venues d'horizons divers.

L'immigration des étrangers

C'est autour d'un noyau de population constitué d'expatriés que la vie urbaine s'est organisée pendant toute la période coloniale. Malgré son évolution fluctuante (tabl. I), le nombre des étrangers s'est globalement accru de 1922 à 1976. Dans le réseau urbain camerounais, Douala et Yaoundé ont constamment retenu plus de la moitié des expatriés présents dans tout le pays. Oscillant constamment entre 1/4 et 1/5 de l'ensemble des étrangers du pays, le nombre des expatriés résidant à Yaoundé a connu deux périodes de forte croissance avant 1960.

TABLEAU I
Nombre des expatriés résidant à Yaoundé de 1922 à 1976

Année	1922	1927	1931	1936	1941	1946	1951	1957	1962	1976
Nombre d'expatriés	168	325	423	880	670	920	2 311	2 750	3 098	6 254

La reprise par l'administration française de la partie orientale du Cameroun allemand coïncide avec un doublement de la population blanche entre 1922 et 1927. Une rediffusion de celle-ci dans les autres localités de l'intérieur ainsi qu'une accélération des efforts de « mise en valeur » du pays ont favorisé une relative stagnation du nombre des expatriés concentrés à Yaoundé entre 1927 et 1931. Toutefois, les opérations d'urbanisme entreprises à la même époque dans la capitale allaient y relancer une augmentation de ceux-ci juste avant le début de la Deuxième Guerre mondiale. De 1931 à 1946, ils devenaient trois fois plus nombreux. Ensuite, l'effectif des Européens et des expatriés assimilés allait plus que doubler entre 1946 et 1951.

Une nouvelle période de sensible ralentissement suivit la fin des « années fastes » de l'après-guerre à Yaoundé. Elle fut tributaire de l'ambiance générale des mouvements sociaux, politiques et économiques liés à la décolonisation. De 1951 à 1957, le nombre des expatriés résidant à Yaoundé a été multiplié que par 1,6. Au moment de la substitution de l'administration (centrale) nationale à celle de la métropole française, lors de l'Indépendance (1er janvier 1960), la population blanche de la capitale diminua de quelques centaines. À la fin des années 1950, les troubles et l'insécurité relative qui en résulta avaient entraîné d'autres départs. De 1957 à 1962, le nombre des expatriés de Yaoundé passe de 3 750 à 3 098.

La composition de cette population par nationalité d'origine peut expliquer l'ampleur spectaculaire de cette régression de la fin des années 1950. Comme le montre le tableau II, la population européenne de la capitale du Cameroun au recensement de 1957 est composée presque exclusivement de ressortissants français (88,24 %). Ce sont essentiellement eux qui assument l'administration centrale, locale et militaire du territoire. On les retrouve également dans le secteur des entreprises du bâtiment, dans l'industrie et le commerce où se concentrent les autres composantes de la population des expatriés de la capitale.

TABLEAU II
Population des expatriés de Yaoundé selon leur nationalité (1957)

Nationalité	Nombre
Français	3 309
Grecs	160
Libanais	65
Espagnols	42
Italiens	41
Suisses	32
Hollandais	8
Autres	90
Indéterminés	3
Ensemble	*3 750*

Les Grecs, les Libanais et les Hollandais, surtout, ont marqué d'une empreinte particulière le paysage et l'ambiance du centre commercial de Yaoundé. Des noms comme Mavromatis, Despotakis, Stamatiades, Pantelides, Adjal Massal, Hollando, Paterson & Zochonis, R.W. King, Torrés sont restés célèbres. Les expatriés détiennent encore aujourd'hui l'essentiel du foncier dans le centre commercial malgré une puissante opération de rénovation engagée par les autorités camerounaises dès le début des années 1960. On retrouve également leur emprise dans la partie du quartier Bastos construite entre la fin des années 1950 et le début des années 1960.

Après l'Indépendance, la stabilisation politique et le redémarrage économique ont relancé la tendance à l'augmentation de la composante étrangère de la population de Yaoundé. Le nombre des expatriés de la capitale double entre 1962 et 1976. Cette évolution, pour aussi sensible qu'elle soit, n'a plus qu'un impact limité sur l'animation de la dynamique sociale et démographique de l'agglomération. En revanche, c'est dans la composition de la population que s'opère la mutation la plus significative.

Comme le montre le tableau III, les ressortissants des pays non européens deviennent majoritaires, comparés aux nationalités présentes à Yaoundé. À partir de l'Indépendance, les pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie font une remarquable percée numérique. Passant de plus de 98 % à 87 % entre 1957 et 1962, la part des anciens expatriés habitant le centre urbain colonial chute à 39 % environ en 1976.

TABLEAU III
Évolution de la population étrangère à Yaoundé entre 1962 et 1976

Pays d'origine	1962	1976	Évol. 1962-1976
France	2 318		
Grèce-Chypre	199		
Liban	55		
Espagne	22	3 803	+1 104
Italie	57		
Allemagne	22		
Grande-Bretagne	14		
Benelux, Suisse	12		
Total Europe	*2 699*	*3 803*	*+ 1 104*
Afrique	203	5 449	+ 5 246
Amériques	77	266	+ 189
Asie	0	2	+ 2
Autres pays	35	4	- 31
Divers	74	2	- 72
	389	5 723	+ 5 334
Total	*3 088*	*9 526*	*+ 6 488*

En 1962, les pays africains ne fournissaient que 6,6 % des ressortissants étrangers résidant à Yaoundé. En 1976, les originaires des autres pays d'Afrique constituent plus de 56 %, des étrangers. Leur nombre s'est multiplié par 26 en moins de 15 ans.

Autrefois porteurs et tirailleurs dahoméens, commerçants haoussa ou sénégalais, les étrangers africains sont à présent des Nigériens, des Nigérians, des Congolais, des Zaïrois, des Burkinabés, des Maliens, des Égyptiens. Pour l'essentiel ils sont originaires de l'Afrique sud-saharienne. En dehors des activités diplomatiques, on les retrouve parmi les artisans et les commerçants. Certains, comme les Tchadiens, sont des réfugiés politiques chassés par la guerre et l'insécurité régnant dans leur pays. Disséminés surtout dans les quartiers populeux de la capitale, ils s'intègrent de leur mieux dans une population de néocitadins nationaux, eux-mêmes originaires de toutes les provinces du Cameroun.

L'immigration des nationaux

Remarquable dès la fin des années 1920, la prise en charge indigène du peuplement de Yaoundé était déjà amorcée au départ des Allemands. Depuis, c'est par une augmentation continue et accélérée de sa composante camerounaise que la population de Yaoundé s'est accrue. En 1926, la population indigène dépassait 5 000 habitants. Initialement, la zone d'attraction démographique du centre urbain s'est limitée aux plus proches environs de la capitale.

Un peuplement principalement bëti avant 1960

La convergence des populations indigènes vers Yaoundé a commencé dès la création de la station militaire allemande. L'implantation et le développement du poste à l'intérieur du pays bëti ont eu pour effet de remanier progressivement l'organisation des courants d'échanges commerciaux entre les peuples de la forêt et ceux de la côte sud-camerounaise. Les poussées vers la cité se sont progressivement transformées en mouvements vers Yaoundé où les premières factoreries et le premier marché urbain apparaissaient au début des années 1920. Yaoundé est devenue rapidement le point d'aboutissement des pistes de portage du centre, du sud et de l'est du Cameroun longtemps avant l'arrivée de la voie ferrée la reliant à la côte. Tandis que dans l'arrière-pays lointain les villages indigènes se construisaient des pistes, puis des routes principales, certaines fractions des populations s'installaient directement autour de l'agglomération naissante. C'est le cas des Baaba de Djoungolo, des Ndong de Ngoa-Ekélé et Mélen, des Tsinga de Mélen, des Mvog Belinga du sud et de l'est de la ville actuelle, ou encore des Eton d'Oyom-Abang.

La population ewondo des environs de la station allemande s'est ainsi enrichie de plusieurs autres composantes bëti dès 1900. La présence des Blancs sur son territoire lui donnait un poids socio-économique qui se mua en rayonnement culturel et en emprise politique. Au recensement de 1957, les Ewondo, les Bënë, les Eton et les autres rameaux apparentés formaient le gros des habitants de la capitale. La moitié des néocitadins y résidant à cette époque sont classés dans le groupe « pahouin-bëti ». Celui-ci représente un total de 29 655 personnes dont 45 % sont des Ewondo, 22 % des Eton, 11 % des Mvëlë, 3,5 % des Bulu. Les ressortissants des hauts plateaux bamiléké ne sont que 17 % de la population en 1957, ceux du Nord 10 % et ceux du Littoral 8 %. Leur présence matérialise l'amorce d'une attraction, de plus en plus étendue et lointaine, exercée par Yaoundé sur le pays tout entier.

Une attraction postcoloniale plus étendue

L'importance numérique des autochtones dans la population yaoundéenne décroît depuis la fin de la période coloniale. Au recensement de 1962, près de 52 % des citadins de la capitale sont originaires des régions autres que le pays bëti environnant. La catégorie des Fañ-Bëti ne forme plus alors que 47 % de l'ensemble des habitants de la ville, où on compte 19 % d'Ewondo et 21 % de ressortissants des hauts plateaux bamiléké. Numériquement importants, ces derniers arrivent soit par migration directe de la campagne vers la ville, soit par migration indirecte avec étapes dans d'autres villes ou zones rurales.

Une polarisation toujours plus forte à proximité de la ville

L'attraction de Yaoundé est restée très forte sur les populations bëti, bulu et basaa des actuelles provinces du Centre et du Sud. Aucun des départements de ces secteurs ne lui envoie moins de 10 % de ses émigrants. Au recensement de 1976, plus de la moitié des habitants de Yaoundé étaient nés hors du département urbain du Mfoundi. Dans l'émigration des natifs des autres départements du Cameroun vers la capitale, la Méfou détenait alors le record absolu : 34 % de ses émigrants se dirigeaient vers Yaoundé ; 29 % de ceux de la Lékié, 23 % de ceux du Mbam et 21 % de ceux du Nyong et So en faisaient de même.

Une capitalisation démographique remarquable

Au bilan des échanges interdépartementaux et même provinciaux, en 1976, le solde migratoire net était tout à l'avantage de Yaoundé. Avec 170 735 immigrés contre 132 317 émigrés, la ville bénéficiait globalement d'un solde positif de 29 124 personnes. Les échanges entre le Mfoundi et l'ensemble des actuelles provinces du Centre et du Sud aboutissaient à un bilan pratiquement équilibré : + 117 personnes. A. FRANQUEVILLE a montré que les ressortissants de ces provinces fréquentaient plus la capitale qu'ils ne s'y installaient à demeure. Le solde n'était essentiellement négatif que pour la province de l'Est : - 4 643 personnes. C'est avec la Mifi et le Mungo que le solde migratoire fut le plus avantageux pour Yaoundé en 1976 : + 7 381 pour le premier et + 4 157 pour le second. En effet, les départements de l'Ouest et du Littoral sont les principaux secteurs où la capitale prélève les excédents de sa balance migratoire.

La ville de Yaoundé reçoit des autres localités du pays plus de personnes qu'elle ne leur en envoie. Sa croissance démographique globale est surtout le fait d'une forte capacité à capitaliser ses acquis migratoires. De 50 564 en 1962, les immigrants sont passés à 164 593 en 1976. Comme le montre le tableau IV, près de la moitié des immigrés relevés par les dénombrements démographiques de 1962 et de 1976 résidaient dans la ville depuis au moins 5 ans.

TABLEAU IV
Répartition de la population immigrée de Yaoundé selon la durée de résidence

Date du dénombrement	Durée de Résidence			
	< 1 an	1 à 4 ans	Plus de 5 ans	Total
1962	11 965	13 286	25 313	50 564
1976	22 906	64 862	76 825	164 593

Sources : E. NGWE, d'après les données de l'enquête 1976 du Bureau central du recensement.

Passant de 27 % à 14 %, la part des immigrants de moins d'une année d'ancienneté décroissait entre 1962 et 1976. Par contre, celle des immigrants ayant d'une à quatre années d'ancienneté passait de 26 % à 39 % dans la même période. Les immigrants ayant au moins 5 ans d'ancienneté ont presque la même importance relative dans la population yaoundéenne. Ils étaient 50 % en 1962 et 47 % en 1976, alors que le nombre total des immigrants triplait dans la même période.

Les immigrants issus de chaque province du pays présentent une répartition par durée de résidence qui leur est propre. Plus anciennement engagés dans le peuplement massif de la capitale, ceux du Centre et du Sud, de l'Est et de l'Ouest présentaient respectivement 56 %, 29,5 % et 24 % de ressortissants de plus de 14 ans parmi les résidents ayant passé plus de 11 ans à Yaoundé en 1969.

Bien que sensibles, les séquences d'intensification et de ralentissement dans la fixation de l'afflux migratoire ne sont que des phénomènes secondaires. Le peuplement de Yaoundé est surtout influencé par la nette importance continue de l'immigration de longue durée. Cependant, la croissance démographique naturelle n'est pas négligeable.

Une croissance naturelle réelle, mais encore secondaire

Sans être particulièrement « prolifiques », à l'échelle du pays, les habitants de la capitale du Cameroun participent à l'augmentation de sa population. Entre 1957 et 1976, la natalité y a suivi une progression quasi continue. De 35,4 ‰ en 1957, elle aurait atteint 52,6 ‰ en 1976.

Relativement peu élevé, le taux de mortalité connaît une évolution très variable. Situé à 9,6 ‰ en 1962, il passe à 10,9 ‰ en 1964 et aurait atteint 17,8 ‰ lors du dénombrement de 1969. Au recensement de 1976, des calculs l'estimaient à 10,2 ‰.

Contrasté suivant les provinces d'origine des femmes, ou selon l'âge, le taux de fécondité générale à Yaoundé a connu une importante amélioration avec le temps. Globalement, il serait passé de 151,4 ‰ à 168 ‰ entre 1962 et 1978.

Estimé à 32,3 ‰ pour toute la ville en 1962, le taux de stérilité serait en réalité plus élevé. Combiné à une augmentation continue de la part des célibataires dans la population âgée de plus de 15 ans, l'ensemble de tous les paramètres ci-dessus explique, en bonne partie, l'importance secondaire de la croissance naturelle qui ne représente que le tiers de l'augmentation globale de la population urbaine.

Évolution de la distribution des hommes dans la ville

Mobilité forcée et petite migration spontanée font et défont en permanence la géographie de la population dans la capitale du Cameroun.

La mobilité forcée de la période coloniale

la mobilité de la population est aussi ancienne que l'histoire de la ville elle-même. En effet, l'apparition et la croissance initiale du germe urbain se sont traduites par une expulsion systématique des autochtones. À la création de leur poste militaire sur l'actuel site du Centre Administratif, les Allemands occuperont la place du village du chef ewondo Essono, et son installation sur l'actuel site de Mvog-Ada fut à l'origine des secteurs du quartier Djoungolo, aujourd'hui identifiés par cette appellation (cf. planche 17). Plus tard, l'expulsion ségrégative des Noirs des zones réservées aux Blancs se généralisa à tous les Africains, faisant du centre urbain le domaine exclusif des Européens et expatriés assimilés.

Du site de l'actuel Centre Commercial, les commençants haoussa et les tout premiers indigènes en cours de citadinisation, notamment les bamiléké, furent expulsés dès 1923. Rejetés à Messa, ils baptisèrent leur nouveau site d'accueil Mokolo, par analogie avec un centre pénitencier colonial du nord du pays considéré alors comme une sorte de bout du monde. Avec une population initialement classée et divisée en quartiers eton, yebëkôlô, yambasa, bamiléké, basaa, babute, maka, bamvele, sénégalais et « fonctionnaires », Mokolo est resté le principal récepteur de l'immigration des indigènes non autochtones jusqu'à la fin des années 1940. Grâce à une croissance rapide, Mokolo atteignit et dépassa 6 000 habitants dès le recensement de 1957. Au terme de la période coloniale, il doublait pratiquement sa population, passant à 11 465 habitants en 1962.

Les déguerpissements de la phase postcoloniale

Avec l'Indépendance et la création de la municipalité de Yaoundé apparaissait une nouvelle forme de déplacements forcés de population à l'intérieur de l'agglomération urbaine : le « déguerpissement communal ». Frappant spectaculairement les anciens quartiers indigènes apparus pendant la période coloniale, les « déguerpissements communaux » les plus notables ont déplacé de nombreux ménages de Mokolo, Nlongkak et Mfoundassi pendant les années 1960 et 1970. Ces expulsions ont sensiblement affecté, de façon négative, l'évolution numérique des populations dans les quartiers touchés. Suite à deux séries d'entre elles, particulièrement traumatisantes, la population de Mokolo est passée de 11 466 à 10 624 habitants entre 1962 et 1964, puis de 15 170 à 12 034 habitants entre 1969 et 1976. Pour avoir accueilli une partie des personnes délogées, le quartier Messa, autour de Mokolo, enregistrait par contre une expansion et une densification significatives dans les mêmes périodes. De 5 139 habitants en 1957, il dépassait 27 000 habitants en 1976.

Les déguerpissements ont par contre engendré l'apparition et le peuplement des quartiers de « recasement » créés dans la périphérie urbaine. En 1957, Nkondengui, par exemple, ne comptait que 559 citadins. Dix ans plus tard, on en dénombrait 3 885 environ. Dans la même période, Essos passait de 763 à 16 824 résidents. Situé complètement en dehors de la périphérie urbaine proprement dite en 1957, Mimboman compte en 1976 plus de 8 000 citadins, amenés sur place par le recasement communal.

Les relogements ont aussi favorisé de puissantes vagues de constructions entreprises spontanément par les citadins à la périphérie orientale de Yaoundé, ou ailleurs dans ses environs.

La mobilité résidentielle spontanée

La mobilité est importante et particulièrement déterminante dans le poids démographique des quartiers : l'évolution de la population des quartiers de la capitale s'explique surtout par leur capacité différentielle à capter et à fixer des habitants. À la concentration maximale des locataires au centre et au péricentre s'oppose celle des constructeurs propriétaires à la périphérie urbaine.

Dans la dynamique spontanée de la redistribution démographique dans Yaoundé, le quartier Mokolo fut le seul grand centre d'accueil des immigrants de la capitale avant 1945. Ce n'est que dans les années 1950 que d'autres nouveaux points d'accueil ont pris corps. Ils sont alors situés au-delà d'une zone non constructible qui a été instituée dès 1923 entre la « ville » et les « quartiers des indigènes » volontairement marginalisés.

Au nord-ouest de Yaoundé et à l'est de Mokolo, l'occupation accélérée des environs d'une briqueterie, créée au milieu de jachères villageoises (*ekudu*), est à l'origine du quartier de même nom. Quartier d'exil du sultan Bamun Njoya de 1931 à 1936, la Briqueterie s'est développée originellement dans la mouvance des commerçants haoussa et sénégalais. L'existence en son site des seules mosquées de la ville coloniale y a longtemps favorisé la convergence et la concentration quasi exclusive des populations musulmanes originaires du nord et de l'ouest du pays. C'est à leur position à l'entrée nord de la ville que les secteurs de Nkol-Eton et Nkol-Mangisa, dans Nlongkak, doivent leur occupation spontanée par les originaires des pays eton et mangisa. Déjà sensible à la fin des années 1940, cette occupation s'est renforcée pendant les années 1950 avant d'être aujourd'hui noyée dans l'occupation généralisée de la périphérie septentrionale de la capitale.

Parmi les peuplements constitués par la mobilité résidentielle spontanée à Yaoundé, les plus spectaculaires sont ceux de Messa-Carrière, de Mélen, de Ngoa- Ekélé et d'Etoug-Ebé. Ces trois derniers quartiers ont bénéficié de fonctions militaires, universitaires ou secondaires pour se densifier. Messa-Carrière s'est déployé surtout sous l'influence du surpeuplement du secteur de Mokolo et de l'immigration croissante des originaires des hauts plateaux bamiléké.

La mobilité résidentielle semi-dirigée

La mobilité résidentielle spontanée étant devenue la cause principale d'une construction anarchique, les pouvoirs publics se sont efforcés d'aider, de contrôler et de diriger les constructeurs. Cela a abouti à la mise en place de quartiers entiers à la périphérie urbaine. Après les années 1950, les premières opérations de la SIC (Société immobilière du Cameroun) aboutissaient par exemple à l'urbanisation du secteur « Les Sources » (à Messa) et de Nlongkak. Les actions combinées de la SIC et de la Maetur (Mission d'aménagement et d'équipement des terrains urbains) ont entraîné la transformation accélérée des villages Biyemassi, Mendong et Nsimeyong en quartiers urbains à part entière. La Maetur se charge d'abord de la viabilisation des terrains, de la mise en place de la voirie et des équipements sommaires des lotissements. Elle organise et contrôle ensuite la vente des lots et leur mise en construction avec l'appui financier du Crédit foncier du Cameroun. De nombreux ménages ont ainsi pu quitter les plus anciens quartiers de la capitale pour s'installer à sa périphérie. Il s'agit d'une

installation doublée d'une acquisition foncière et immobilière. Seules les constructions de la SIC accueillent de simples locataires dans ce type de lotissement.

Relativement moyennes, au début de l'occupation des lieux, les densités humaines dans les lotissements publics de la SIC et de la Maetur s'accroissent au fil des années. Cette densification est devenue l'une des causes de la saturation actuelle des habitations dans le quartier Les Sources. Il est fort possible que la Cité Verte évolue vers une concentration similaire. Après la phase de mise en place des ménages, la croissance des familles et l'accueil de jeunes migrants pourraient aboutir à de très fortes densités.

Les hommes dans l'espace urbain

À Yaoundé, la population est très inégalement répartie dans l'espace. Différents quartiers de la capitale s'opposent tant par le volume et la densité de leur population que par les mécanismes ou les processus majeurs de leur peuplement. Autour du centre-ville se concentrent les anciens quartiers indigènes créés pendant la période coloniale. Ils sont eux-mêmes entourés par une couronne de plus en plus étendue de quartiers périphériques postcoloniaux. La forte densité humaine des premiers contraste avec la dispersion quasi générale des fronts d'urbanisation récents.

La répartition de la population

Au recensement démographique de 1976, la notion technique de « zone de dénombrement » avait été préférée à celle de quartier. Il s'en est suivi une mauvaise saisie de la distribution de la population par quartier causée par une certaine incohérence des découpages. Toutefois, au prix de quelques ajustements et regroupements laborieux, ou prudents, les grandes unités de l'implantation résidentielle urbaine peuvent être reconstituées approximativement.

Quatre grands secteurs se dégagent nettement par l'importance numérique de leur population. En effet, les quartiers Djoungolo, Ekoudou (Briqueterie), Nkondongo-Awaé (Mvog-Bi), Messa avaient environ 30 000 résidents en 1976. Ils détenaient 43 % environ de la population totale de la capitale. Avec 10 000 à 17 000 personnes par unité, Essos, Mélen, Nlongkak, Mokolo, Madagascar et Ngoa-Ekélé formaient le second groupe des quartiers de résidences urbaines. Essos, comme Mélen, détenait 6 % environ des citadins de Yaoundé, contre 4 à 5 % pour les autres quartiers.

Disposant de moins de 4 % de la population yaoundéenne, les autres quartiers de la ville présentaient des charges humaines individuelles relativement faibles. La route d'Okola, par Messa, est restée le secteur le moins peuplé. On y trouvait près de 205 habitants seulement en 1976. À la même date, au centre-ville, à Tsinga, à Mfoundassi ou sur l'ancienne route de Douala, résidaient plus de 7 000 personnes.

Des densités résidentielles contrastées

Les densités résidentielles de Yaoundé vont de moins de 5 habitants à l'hectare à plus de 270, encore que ces maxima ne se rencontrent que dans quelques îlots ou chefferies de quartiers. En 1976 encore, il s'agissait essentiellement de secteurs situés dans les anciens quartiers indigènes créés pendant la période coloniale : Briqueterie, Ekoudou, Tsinga, Mokolo, Madagascar, Nkondongo, Awaé et Elig-Effa. Certains de ces noyaux de fortes densités résidentielles se retrouvaient également à Messa, Ngoa-Ekélé, Nlongkak, Etoa-Méki, Mélen ou encore tout près du « Camp SIC » de Nlongkak.

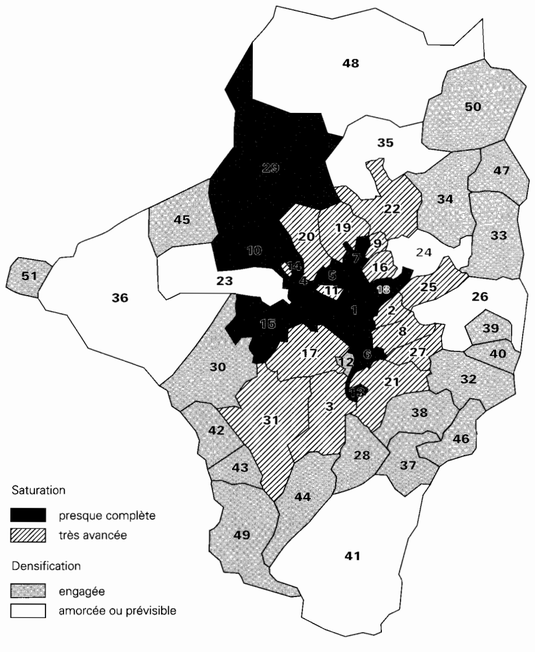


FIGURE 1
Bilan de l'occupation de l'espace par quartier à Yaoundé
(cf. la liste des quartiers de la notice 20 en page 50).

En fait, l'homogénéité absolue et généralisée de densités supérieures à 270 habitants par hectare n'existe pratiquement dans aucun quartier de Yaoundé. En ramenant les espaces de référence aux zones réellement habitées, trois quartiers se distinguent par leur très forte densité en 1976 ; Mokolo, Madagascar et Ekoudou n'avaient pas moins de 190 habitants par hectare. Des densités minimales supérieures à 130 habitants se retrouvaient dans les quartiers Nkomkana, Briqueterie, Awaé (Mvog-Bi) et Mvog-Ada (Djoungolo).

En 1976 toujours, Elig-Effa, Nkol-Bikok et Tsinga offraient des densités minimales de plus de 80 habitants par hectare. Ils devançaient Mélen, Nkondongo, Mfoundassi, Nkondengui, Dakar, Olézoa, Nlongkak aux densités minimales comprises entre 30 et 79 habitants par hectare. À moins de 1 habitant de densité résidentielle minimale, on retrouvait tout autant le centre-ville que Bastos, les quartiers et les villages de la périphérie de l'agglomération urbaine.

Conclusion
Perspective schématique d'une évolution amorcée

Globalement, les premiers quartiers périphériques de la période coloniale perdent de plus en plus leur poids démographique. Dans la répartition de la population de Yaoundé, les nouveaux quartiers créés depuis 1960 reçoivent et recevront encore de nouveaux habitants alors que Mokolo, Messa, Mvog-Bi et Djoungolo ont atteint leur niveau de saturation (fig. 1).

Les opérations de reconstruction ou de réhabilitation envisagées dans les plus anciens quartiers y provoquent une diminution des densités. L'insécurité résidentielle contribue, en partie, au départ des plus anciennes vagues d'immigrants alors que les nouveaux locataires qui les remplacent n'envisagent que très rarement d'y prendre racine. Revalorisées par leur proximité relative avec le centre-ville, les zones « déguerpies » et mieux reconstruites dans les quartiers péricentraux sont réoccupées principalement par des populations plus aisées. Après 100 ans environ de convergence privilégiée vers les anciens quartiers indigènes d'avant 1960, une nouvelle phase de redistribution est en train de créer une couronne de forte concentration humaine qui enserrera le Yaoundé du siècle prochain.

L'importance de cette ceinture dépendra non seulement du rythme de croissance de la population mais aussi de la qualité des transports collectifs. En effet, l'organisation actuelle de la circulation des bus de la Société des transports urbains du Cameroun (SOTUC) est l'un de principaux moteurs de la distribution des hommes et de leurs logements à Yaoundé. Si elle venait à se dégrader, elle deviendrait inévitablement le facteur majeur de l'apparition de la prochaine couronne de concentration démographique de la ville.

Indications bibliographiques

Bureau central du recensement, 1978.— *Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976*. Yaoundé, Minplan, Dir. de la Stat. et de la Compt. nat., vol. I, tome 2, 314 p.

FRANQUEVILLE (A.), 1979.— Croissance et immigration à Yaoundé. Bordeaux, Ceget, *Cahiers d'Outre-Mer* n° 128 oct.-déc. : 321-354.

FRANQUEVILLE (A.), 1984.— *Yaoundé, construire une capitale*. Paris, Orstom, coll. Mém. n° 104, 192 p.

NGWE (E.), 1984.— Essai d'analyse démographique et l'immigration à Yaoundé. Yaoundé, *Sciences et technique, Série Sciences humaines*, n° 1-2, 1983 : 39-59.

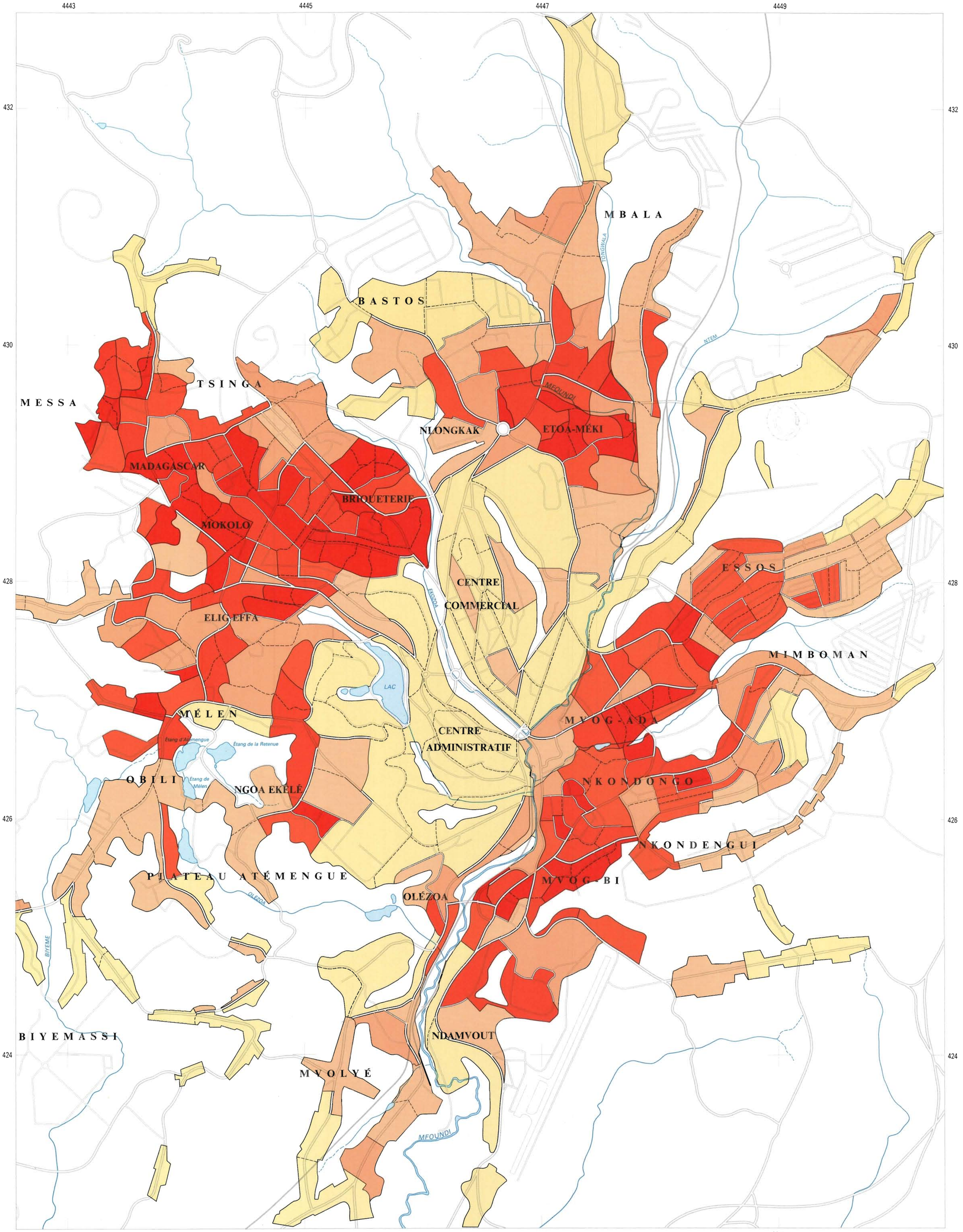
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

YAOUNDÉ

DENSITÉ DE LA POPULATION EN 1976

C. SANTOIR



DENSITÉ BRUTE PAR ZONE DE DÉNOMBREMENT
(Espace habité)

- 270 hab./ha et +
- 190-269
- 130-189
- 80-129
- 30-79
- 1-29

Espace habité en 1976

Limite de Zone de Dénombrement

MOKOLO Nom de quartier

Source : B.C.R. Recensement par Zone de Dénombrement – 1976

Echelle 1 : 20 000

0 1 2 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 10 000 (Institut Géographique National)

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARQUIER C. VALTON

IMPACT GRAPHIC • 4.5.09.15.93 • FRANCE

YAOUNDÉ

COMMERCES, INDUSTRIES, ARTISANAT (1983-1984)

Athanase BOPDA

Dès son amorce pendant la période coloniale, le développement urbain de la capitale actuelle du Cameroun fut étroitement lié à l'essor de sa fonction commerciale et, secondairement, à ses implantations industrielles. Centre régional créé dans l'élan de la pénétration allemande vers l'intérieur, Yaoundé est devenu aujourd'hui le principal pôle commercial, industriel et financier du Sud-Cameroun. La croissance urbaine y a provoqué une multiplication remarquable des activités commerciales induites par les seuls besoins de ses habitants.

Il faudrait une enquête minutieuse et longue pour cerner en détail la nature de tous les mécanismes et processus locaux qui animent la répartition et l'organisation géographiques des lieux de commerce dans Yaoundé. Les observations émises ici sont, pour l'essentiel, basées sur une enquête de dénombrement des points d'activité « vus de la rue » en 1984. Elles sont donc de portée limitée et ne peuvent que servir de jalons à la réflexion. Le recours à des travaux antérieurs a permis néanmoins de dégager quelques aspects des évolutions enregistrées depuis les années 1970 dans la géographie des commerces, des activités artisanales et des industries. Toutes les évaluations quantitatives décrivant la situation en 1978 sont tirées des résultats d'enquêtes ou de projections réalisées à la demande du ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (MINUH), par le Bureau international du travail (BIT) ou la Société d'études pour le développement économique et social (SEDES).

Globalement, les commerces dans la ville de Yaoundé présentent une configuration simple. L'essentiel des activités de ce type (86 %) se concentre dans les marchés. De nombreux points de vente (près de 3 600) disséminés jusqu'aux confins les plus reculés de la zone urbanisée prolongent la fonction commerciale jusque sur les fronts d'urbanisation les plus récents. À l'intérieur de l'agglomération, les points de vente se sont multipliés, densifiés et diversifiés pour desservir des citadins aux besoins, aux goûts et au pouvoir d'achat variables.

Un puissant « centre commercial »

Situé au cœur de l'agglomération et étroitement lié à la genèse de la ville, le Centre Commercial de Yaoundé a constitué depuis toujours un des atouts majeurs du rayonnement de la capitale sur les régions centrales et méridionales de la zone forestière du Cameroun. Amorcé au début des années vingt, son développement est allé de pair avec celui de la ville entière. Sa position centrale en garantit la fréquentation et une accessibilité relativement meilleure que celles des autres marchés.

Mise en place et évolution

Jusqu'au départ des Allemands, les tout premiers établissements de commerce se sont installés sur le plateau administratif, tout au contact de la station militaire implantée pour les protéger. Seules quelques habitations d'indigènes haoussa étaient construites sur le site de l'actuel Centre Commercial. C'est avec l'arrivée des Français après la Première Guerre mondiale que celui-ci a pris son essor. Les indigènes sont expulsés du centre-ville dès 1923. Le Centre Commercial est loti et redistribué. L'arrivée du chemin de fer a joué un rôle déterminant dans son développement.

Dès 1927, la capitale politique du Cameroun est reliée par voie ferrée au port de Douala où ses commerçants se ravitaillent. Les premières grandes factoreries coloniales se sont installées, à partir de 1930, à la périphérie de l'ancienne gare située dans la vallée de l'Ekozoa. Quelques maisons commerciales polyvalentes sont apparues sur la rive gauche de ce cours d'eau (Monoprix, Printania). L'implantation de la Banque centrale et de banques de commerce comme le Crédit Lyonnais finit d'engager le processus initial de la formation du Centre Commercial bien avant le début de la Deuxième Guerre mondiale.

Grâce aux plans FIDES et au plan d'urbanisme de 1952, la croissance du Centre Commercial de Yaoundé s'est poursuivie de façon ordonnée pendant toute la période de la tutelle française. Attirées et implantées sur un lotissement à grandes mailles, les constructions abritant les activités de négociants français, grecs, libanais, syriens et autres assimilés Européens ont connu une nette augmentation jusqu'à la veille de l'Indépendance en 1960.

Au milieu des années 1960, le Centre Commercial de la capitale du Cameroun dispose déjà de ses artères principales : avenue du 27-août-1940, rue de Narwick, rue Marie-Gocker, avenue Monseigneur-Vogt, avenue J. F.-Kennedy. De part et d'autre de ces voies bitumées, des maisons commerciales desservent une clientèle occidentale et surtout camerounaise, venant tant de la capitale elle-même que des zones rurales environnantes. Les populations y apportent leur cacao, leurs palmistes, des vivres et autres denrées de production locale. Elles achètent en rentrant chez elles des produits manufacturés sur place ou, le plus souvent, importés. Aujourd'hui encore, en dehors de l'arrivée des Indiens et des Pakistanais, les choses n'ont guère changé.

Le Marché Central

C'est au milieu de ce Centre Commercial fréquenté par tous, mais exclusivement habité par les Européens, des Arabes ou des Asiatiques pendant la période coloniale, que s'est maintenu un marché spécial pour les Africains. Baptisé « Marché Central », cet important lieu de transaction reçoit une clientèle essentiellement composée d'indigènes autochtones et d'allogènes de plus en plus nombreux qui peuplent la capitale. Dédoublé par la création d'un « Marché des Femmes » puis détruit, renforcé et reconstruit en rotonde, le Marché Central s'est étendu au fil des années. Il a connu une affluence de plus en plus grande avec l'accroissement rapide de la population et des espaces urbanisés. Pour la plupart, ses points de vente sont surtout spécialisés dans le commerce des vivres locaux. C'est là que les paysans ewondo ou bëti écoulent leurs surplus de vivres. C'est aussi là que les commerçants africains s'exercent à la revente au détail de produits manufacturés, achetés en demi-gros dans les factoreries des commerçants européens. Parmi ceux-ci, on note la présence d'une forte participation des Camerounais venus des hautes terres de l'Ouest, des Foulbé spécialisés dans la vente du bétail et de la viande de bœuf qu'ils convoient depuis le nord du pays. Ces derniers se sont substitués aux colporteurs et commerçants haoussa de la période coloniale, auxquels les populations les assimilent.

Malgré l'expansion spatiale urbaine postcoloniale, le Marché Central a gardé une très grande attraction commerciale. Le nombre de ses points de commerce s'est accru de façon remarquable depuis les années 1980.

De deux mille points de vente en 1979, il est passé à plus de quatre mille en 1984. Desservant en fait toute la ville, ce puissant pôle commercial représente par rapport aux autres marchés de la ville 45 % des commerces mixtes, 31 % des marchands de vêtements et de produits textiles, 24 % des points de vente de quincaillerie.

Le marché central n'est pas le plus fourni des marchés en produits alimentaires. Pourtant, on y trouve en plein air un nombre assez important de vendeurs de vivres aux côtés d'une multitude de petits vendeurs de vêtements. La concentration de ceux-ci déborde sur les trottoirs des rues adjacentes.

Les commerçants du trottoir

Activité pittoresque et source d'une forte animation, le commerce sur les trottoirs des artères du Centre Commercial s'est développé surtout après l'Indépendance. Activité illégale et d'ailleurs combattue par les autorités municipales, la vente de biens ou de services sur les trottoirs ou sur les espaces réservés aux parkings a fini par s'imposer, venant troubler les calculs urbanistiques et l'organisation de la circulation. Ces activités atténuent néanmoins les effets redoutables d'un chômage largement répandu en milieu citadin.

Véritables « vendeurs à la sauvette », prompts à détaler à chaque descente des forces de l'ordre envoyées pour les contrôler, les commerçants du trottoir exposent et vendent des produits manufacturés identiques à ceux que l'on trouve dans les boutiques devant lesquelles ils sont installés. Près de 80 % d'entre eux vendent des vêtements, des chaussures, des livres ou des produits de beauté. Ils opèrent dans un secteur où le contact avec la clientèle potentielle de passants est un atout précieux. Leurs relations avec les commerçants patentés du marché et des maisons de commerce tiennent tantôt de la concurrence, tantôt de la complémentarité complice. Les produits écoulés sont d'origine et de qualité diverses : du livre d'occasion aux chaussures de luxe importés d'Europe ou vendus en recel. Les tentatives de regroupement des commerçants du trottoir dans un seul marché spécial n'ont pas réussi malgré l'évolution remarquable de la structure et de tout le quartier.

Une rénovation spectaculaire transforme tout le Centre Commercial depuis 1970. Simultanément à cette mutation, la croissance urbaine a favorisé l'émergence des autres marchés « secondaires ». Ceux-ci se sont particulièrement développés là où la concentration des citadins était renforcée ou en voie de l'être : zones de Mokolo, de Messa, d'Awaé (Mvog-Bi), de Nkondongo, de Djoungolo, de Mfandéna, d'Essos, de Mbala ou d'Emana. L'éloignement de plus en plus grand des nouvelles zones de résidence urbaine y a largement contribué.

Dans les autres quartiers de la ville

Répondant à l'insuffisance du réseau des centres commerciaux urbains de Yaoundé, l'apparition de nouveaux marchés en dehors du centre-ville est l'une des caractéristiques de l'essaimage de la fonction commerciale dans des tissus urbains en extension continue.

Une enquête du Minuh en 1979 avait dénombré près de 5 600 points de vente ; en 1984, on pouvait en identifier plus de 18 000 dans les marchés « secondaires ». En 1962, un rapport de la municipalité ne notait que trois marchés : Mokolo, Mvog-Atangana-Mbala (Mvog-Bi) et Nkol-Eton. Le Minuh en identifiait quatorze en 1979. En 1984, on en comptait quatre autres nouveaux en développement rapide : Essos, Biyemassi, Etoudi, Nkomo (dans les quartiers de l'est).

Pour l'essentiel, les marchés secondaires sont d'abord des concentrations de vendeurs de produits vivriers qui constituent deux tiers des points de vente en 1984. L'analyse de cet aspect majeur se rattache à celle du ravitaillement global de la capitale en vivres d'origine locale et nationale. Au niveau de la typologie, on peut classer les marchés secondaires selon la spécificité de leurs points de vente.

Les marchés les plus diversifiés sont ceux de Mokolo, d'Etoa-Méki, et le marché des Tissus situé derrière le siège de la SCB. On y trouve des produits alimentaires, des vêtements, des combustibles, de la quincaillerie et des « denrées diverses » (livres d'occasion, montres, objets d'art...).

La plupart des produits classés dans cette dernière catégorie de denrées sont moins bien représentés sur les autres marchés comme Etoudi, Nkol-Eton, Elig-Edzoa, Nkondongo, Madagascar, Mvog-Bi et Essos. Plus spécialisés en vivriers sont les marchés de Ngoa-Ekélé et de Biyemassi.

Les marchés secondaires de Yaoundé sont de tailles inégales. D'une période à l'autre, leur position particulière dans une hiérarchie changeante traduit l'importance de leur dynamisme individuel, tandis que l'évolution globale de leurs points de vente permet d'entrevoir leur dynamique d'ensemble. Pour ce dernier aspect, on peut noter le passage de 5 572 à 18 112 du nombre de leurs points de vente entre 1979 et 1984. Ainsi, leur part dans l'ensemble des points de vente de marché est passée de 73,5 % à 81,5 % en cinq ans. Inversement, avec le développement des quartiers périphériques, le rôle du Marché Central dans la desserte commerciale urbaine serait donc en train de s'amoindrir au fil des ans.

Le classement des marchés secondaires de la capitale entre 1957 et 1984 montre un bouleversement remarquable dans les positions occupées par les autres marchés. Un seul marché aurait disparu : le marché de Mvolyé. L'enquête du Minuh lui donnait encore 93 points de vente en 1979, soit une douzième place qui ne laissait pas entrevoir sa disparition. En réalité, il s'est déporté vers la brasserie voisine. Le record de développement est détenu par les marchés d'Essos et de Mvog-Bi qui ont progressé de quatre places ; suivent les marchés d'Elig-Edzoa et d'Etoudi avec trois places puis ceux de Madagascar et de Mvog-Ada avec deux.

L'analyse comparée de la part des points de vente de chaque marché par rapport à l'ensemble diversifie davantage ces différents centres intra-urbains des activités commerciales de la capitale. De 1957 à 1984, les plus gros marchés ont perdu le plus grand nombre de points de vente en valeur relative : - 7,4 % pour le Marché Central et - 12,8 % pour le marché de Mokolo. L'action de la municipalité a favorisé l'essor de « petits » marchés : le marché de Mvog-Bi (+ 10 %) et le marché d'Essos (+ 7 %) en sont les plus grands bénéficiaires. Suivent dans la même situation les marchés d'Elig-Edzoa (+ 4,5 %), de Madagascar (+ 3 %) et d'Etoudi (+ 3 %). Cette action communale a été directe dans le cas du marché de Mvog-Bi ; la commune urbaine de Yaoundé y a entrepris des travaux de terrassement et de planification des installations abritant les points de vente. En effet, c'est à la multiplication rapide des citadins entraînés par la mairie dans les zones de recasement communal voisines que les marchés concernés doivent leur regain de dynamisme. En gros, les marchés actuellement les plus dynamiques se retrouvent dans les fronts d'urbanisation des années 1960.

Dans les vieilles zones péri-urbaines, c'est la stagnation ou une forte tendance à la régression. Placés dans les anciens quartiers indigènes, rejetés aux portes de la capitale durant les premières décennies de la période coloniale, les marchés de Mvog-Ada (+ 0,05 %), du centre Jamot (- 0,4 %), de Ngoa-Ekélé (- 0,9 %) et d'Etoa-Méki (- 0,1 %) n'ont guère évolué de façon sensible depuis la fin de la période coloniale. Avec - 1,2 %, - 1,6 % et - 2,2 % respectivement, ceux de Mvolyé (déplacé vers la Brasserie du Cameroun), de Nkol-Eton (en fait marché de Nlongkak) et d'Obili (en fait marché de Mélen) ont relativement régressé en importance dans le nombre de leurs points de vente.

L'étude même sommaire de ces différentes catégories de marchés secondaires éclaire mieux encore la compréhension de l'organisation spatiale des activités de type commercial dans l'espace intra-urbain.

Le marché de Mokolo

Avec 3 304 points de vente en 1979 et 6 848 en 1984, le marché de Mokolo est demeuré invariablement le premier marché « secondaire » de la capitale. Ce puissant centre d'activités commerciales a supplanté le Marché Central à la tête de l'ensemble des marchés de la capitale depuis la fin des années 1960. Les transformations entreprises lors de cette même période lui assuraient un développement et un destin similaire à celui du Marché Central jusqu'au milieu des années 1980.

Le marché de Mokolo fut créé pour desservir les gros quartier de néocitadins allogènes surgis à l'ouest de Yaoundé suite à l'expulsion des Africains du centre urbain colonial. En 1984, le marché de Mokolo représentait encore 54 % environ de l'ensemble des points de vente des marchés « secondaires ».

Les causes de sa croissance sont multiples. Le marché de Mokolo est situé dans la plus ancienne et l'une des plus importantes zones de concentration humaine de la ville. Quartier de forte densité mais de superficie relativement réduite, Mokolo abritait 4,14 % de la population yaoundéenne au recensement de 1976. Les quartiers voisins du marché présentaient des concentrations humaines tout aussi considérables. En 1976, 8 % des Yaoundéens résidaient à Ekounou, 3,7 % dans le secteur de Madagascar et environ le même nombre à Elig-Effa (cf. carte des quartiers, planche 17). C'est près de 100 000 personnes qui se sont ainsi trouvées dans les environs immédiats du marché dans les années 1970.

La croissance du marché de Mokolo est aussi due à sa situation au croisement des pistes puis des routes de l'ouest du pays et du département de la Lékié. Ce département en particulier fournit une très grande part des vivres consommés dans la capitale. Jusqu'au début des années 1980, les gares routières desservant les directions de Douala et de Bafoussam faisaient partie des atouts du marché.

De façon directe ou indirecte, la politique volontaire d'aménagement urbain a également contribué à la multiplication de points de vente sur le marché. L'intervention directe s'est manifestée dans un premier temps par la construction des hangars qui abritèrent les activités des vendeurs durant la période coloniale. Devant leur insuffisance, un complexe commercial — lui aussi rapidement dépassé — fut mis en place pendant les années 1970. Au même moment, la destruction des blocs de cases situées dans le prolongement occidental du marché libérait de vastes étendues très vite occupées par le commerce des vivres. Cette opération devait en réalité préparer la construction d'un autre complexe majeur qui n'a été entrepris qu'en 1986.

La création du réseau de transport de la Société des transports urbains du Cameroun (Sotuc) au début des années 1970 a garanti au marché une zone d'influence très élargie. Desservi par cinq lignes, le marché de Mokolo jouit d'un large rayonnement. Même logée dans les périphéries urbaines les plus éloignées, sa clientèle s'efforce d'y accéder en utilisant tant bien que mal ce moyen de transport, pas toujours confortable mais particulièrement bon marché.

Le marché de Mokolo détient environ 48 % des points de vente de tous les marchés consacrés aux produits textiles et aux vêtements, 46 % de ceux de la quincaillerie, 31 % de ceux des combustibles, 33 % des points de vente exposant des produits divers. Jusqu'à leur transfert provisoire en 1987 à Tsinga, les revendeuses (*buy'em sell'em*) y trouvaient les conditions les plus favorables à leurs commerces de vivres. Le marché de Mokolo détient aussi la plus grande concentration de vendeurs d'huile de palme de la capitale.

Le marché de Mvog-Atangana-Mbala

De plus en plus appelé « marché de Mvog-Bi », ce marché se trouve en réalité à Awaé. Son importance actuelle est la manifestation d'un développement prodigieux. En 1979 encore, il ne comptait que 158 points de vente. Cinq ans plus tard ce chiffre était multiplié par plus de 16. En dehors de l'intervention municipale, ce marché a bénéficié d'autres facteurs de développement. Situé initialement à l'entrée sud de l'agglomération, il s'est longtemps limité à la commercialisation des surplus agricoles des autochtones ewondo en leur donnant la possibilité de s'approvisionner en denrées manufacturées de première nécessité ; longtemps, le puissant attrait du Marché Central en a limité l'expansion. En outre, les quartiers voisins ont eu un peuplement moins rapide. C'est surtout entre 1969 et 1976 que se sont précisées les transformations principales qui en expliquent l'extension actuelle.

De 11 787 habitants en 1963, la population de la zone de Mvog-Bi passe à près de 28 500 en 1976.

Déjà sensible dès 1964, l'infiltration des citadins allogènes crée une forte demande de denrées que les commerçants du marché s'efforcent de satisfaire. Ils se multiplient et on les retrouve jusque sur les voies d'accès au marché.

Au début des années 1980, un intense trafic de petits véhicules permet l'approvisionnement constant du marché en vivres et l'acheminement des clients ruraux. L'occupation du lotissement de Nkondongo a permis une diversification et un accroissement de la clientèle citadine. De 158 points de vente en 1979, le marché est passé à 2 573 en 1984 : un essor particulier dû au renforcement de sa capacité d'approvisionnement en vivres locaux dont il détient près de 14 % des points de vente de toute la capitale. Le commerce de l'huile et du pétrole y est presque aussi important.

Le marché d'Essos

Longtemps appelé « Petit marché d'Essos » à cause de sa taille réduite, ce marché autrefois situé hors de la ville dessert aujourd'hui un des fronts d'urbanisation les plus dynamiques de Yaoundé. En 1979, il ne comptait que 54 points de vente contre les 472 du marché de Mvog-Ada situé dans le quartier Nkondongo tout proche. C'est d'ailleurs dans ce dernier que vont se ravitailler les nouveaux citadins de l'est de Yaoundé.

Le recasement « massif » à Essos d'une bonne partie des populations déguerpies des quartiers Nlongkak, Mokolo, Mfoundassi fait passer la population de la zone d'Essos de 1 857 habitants en 1968 à près de 16 800 en 1976. Dans la même période, celle de Mimboman et Nkolmesseng passe de 480 à 3 300 environ. Population d'allogènes essentiellement citadins, les résidents des environs du marché d'Essos représentent une clientèle importante pour ses denrées diverses. Par ailleurs, un bon nombre des relogés qu'on retrouve parmi eux sont d'anciens vendeurs bamiléké autrefois actifs sur les marchés de Mokolo ou de Madagascar. Après une phase transitoire caractérisée par le délaissement relatif du « petit marché d'Essos » pour le marché de Mokolo ou le Marché Central, où elles se rendent par bus, les populations de la zone d'Essos ont pris en charge leur marché. Depuis, son site initial étant devenu trop étroit, ils l'ont étendu spontanément aux principales voie d'accès qui y mènent.

En 1984, le marché d'Essos comptait déjà quelque 1 600 points de vente. Il reste certes modeste quand on le compare au marché de Mokolo et au Marché Central. Mais les tendances de son évolution promettent une croissance que seul le manque d'espace freine déjà aujourd'hui.

Le marché du centre Jamot

Situé dans le quartier Mbala, le marché du centre Jamot est l'exemple type d'un petit marché développé à proximité d'une importante infrastructure de service. Né en pleine zone rurale, il s'est formé dans la mouvance du centre hospitalier dont il porte le nom. La ville croissante l'a aujourd'hui dépassé. La citadinisation et la densification de la population dans le quartier Mbala et les zones voisines lui assurent une clientèle assez constante. De 1957 à 1976, la population citadine du quartier Mbala est passée de 339 à 6 172 habitants. Mais, entre 1979 et 1984, le marché est passé de 69 à 100 points de vente seulement. En réalité, il est resté tributaire de l'évolution d'un centre hospitalier qui ne s'est pas particulièrement développé.

Le marché d'Etoudi

Petit pôle commercial rural, le marché d'Etoudi ne comptait que 99 points de vente en 1969. Il s'est développé dans la mouvance de l'important pôle religieux que constitue la mission catholique d'Etoudi. Très éloigné de la ville jusqu'au début des années 1970, il n'a subi les effets directs de l'expansion urbaine que quinze ans après l'Indépendance.

À partir de 1970, l'expropriation et le lotissement des secteurs entiers du village Mbala tout proche lui créaient un environnement nouveau. Le transfert vers ce nouveau front d'urbanisation de « déguerpis » expulsés des quartiers Messa-Carrière, Mokolo et Nlongkak accélérait la relance urbaine du marché. La construction et la mise en service de la nouvelle présidence de la République (palais de l'Unité), le transfert à Etoudi (en fait Mbala) des gares routières menant vers le nord et l'ouest du Cameroun garantissaient une envergure plus grande au marché d'Etoudi. En 1984, il présentait 832 points de vente. Une tête de ligne du réseau de transport urbain le plaçait en situation de relais entre la circulation vers le monde rural et la ville. Pourtant ce centre d'activités commerciales est encore modeste. Mais l'existence d'espaces réservés à l'extension spatiale urbaine et les grandes possibilités de densification résidentielle des quartiers environnants laissent augurer un développement plus grand dans les années à venir.

Marché du front d'urbanisation, le marché d'Etoudi représente 29 % des points de vente de marché de Yaoundé spécialisés dans la vente de matériaux de menuiserie. Il arrive ainsi après celui de Nkol-Eton qui en détient 50 % .

Le marché des Brasseries

Véritable survivance du système commercial de la zone rurale, le marché des Brasseries de Yaoundé ne se tient en réalité que les vendredis. Jadis particulièrement favorisé par la proximité du premier abattoir municipal de la capitale, il permettait aux autochtones d'acheter presque tous les jours de la viande de bœuf. Le transfert de l'abattoir au nord de la ville a enlevé aux lieux un atout commercial précieux, mais les habitudes de la rencontre hebdomadaire ont survécu. Et tous les vendredis, on y retrouve les plus fidèles de l'ancien marché de Mvolyé, exposant surtout des vivres d'origine locale. Le marché regroupait près de 150 points de vente en 1984 contre 91 en 1979. Les marchands et les vendeuses installent leurs denrées à même le sol sur un support quelconque (vieux sacs, récipients ayant servi au transport). La persistance de ce marché informel prouve combien le monde rural, brutalement encerclé ou assimilé par la ville, peut continuer à vivre sur un élan propre, avec ses rites et ses rythmes conservés en marge de l'univers nouveau apporté par la ville et ses activités envahissantes.

Le marché des Tissus

Situé derrière la Société camerounaise de banque, ce marché est original à plus d'un titre. Par définition, c'est l'un des tout premiers marchés à vocation non alimentaire. Les produits alimentaires (essentiellement des plats cuisinés) n'y occupent que le quart des points de vente, contre plus de 40 % pour les textiles et les vêtements. En outre, la majorité (plus de 75 %) des points de vente de livres d'occasion de la ville y avait des bases de stockage en 1984.

Créé dans le cadre de l'urbanisme postcolonial, ce marché devrait consacrer une évolution vers des marchés de plus en plus spécialisés dans le commerce d'une catégorie de produits. Il a pris corps avant le marché des légumes prévu sur un site situé non loin, et dont la construction a débuté en 1986.

Le commerce urbain hors des marchés

Yaoundé compte un bon nombre de « foyers » commerciaux remarquables en dehors des marchés. Ceux-ci se localisent surtout au cœur des quartiers les plus peuplés où ils se concentrent aux carrefours principaux ou le long de quelques artères principales. Les points de vente y offrent un rythme d'activités à la fois particulier et comparable à celui des marchés.

Ils sont ouverts pendant les heures de travail et un bon nombre des boutiques, des échoppes et des ateliers qui les composent ferment le soir comme les marchés. Par contre, à la tombée de la nuit, un petit commerce de plein air se substitue au commerce diurne des boutiques. Presque partout, le commerce nocturne est essentiellement alimentaire. Les points de vente proposent surtout des mets cuisinés.

Comme les marchés attitrés, chaque foyer commercial a une zone d'influence. L'ampleur de son emprise est déterminée par une combinaison de facteurs, parmi lesquels la proximité géographique, l'accessibilité, l'ancienneté et les habitudes socio-culturelles sont les plus importantes. Les endroits les plus fréquentés servent de pôles de regroupement majeur aux points de vente du quartier. La ville compte ainsi plusieurs rues commerciales réputées.

Rues et foyers commerciaux dans les quartiers de résidence

Les quartiers péricentraux tels que Mvog-Ada et Elig-Essono (Djoungolo I) sont traversés par des rues principales où se prolongent des activités commerciales comme dans celles du centre-ville. Dans les quartiers dortoirs comme Messa, Nlongkak, Mfandéna (Elig-Edzoa), Essos ou Mélen, les commerces en bordure des artères principales forment un des aspects majeurs de la vie citadine. Ils desservent et animent les plus grosses concentrations humaines. Relativement éloignées du Centre Commercial, les populations environnantes y trouvent une bonne partie des services et des biens dont elles ont immédiatement besoin.

Le processus de formation, de fonctionnement, de renforcement ou d'obsolescence des rues commerciales de Yaoundé est sensiblement identique partout. Les difficultés de déplacement des habitants, l'importance de leur nombre ou l'ancienneté de leur coexistence sont des conditions d'émergence particulièrement favorables. L'exposition des denrées ou l'offre des services ont été concentrées spontanément à proximité immédiate des clients potentiels. Ceux-ci peuvent appartenir à des classes sociales de niveaux très différents. Toutefois, dans l'ensemble, il s'agit surtout d'une offre et d'une demande très proches du commerce de détail, voire de microdétail.

Les catégories officielles cernent difficilement ces activités que l'on retrouve d'ailleurs sur les marchés attitrés. Le qualificatif « informel » qu'on leur attache traduit plus l'embarras des classificateurs que la nature authentique de ces activités qui ont une logique, une structuration, une organisation et une dynamique propres.

Les origines géographiques et le sexe des vendeurs ou des artisans varient. Toutefois, selon les quartiers ou les denrées, des prédominances se dégagent. Le commerce des aliments cuisinés, comme celui des vivres dans les marchés, reste l'affaire des femmes. Les hommes sont plus nombreux en revanche dans les épiceries et les boutiques. Dans l'ensemble, on trouve davantage de personnes originaires des hauts plateaux bamiléké. Certaines activités sont difficiles à cerner dans des quartiers populeux où la concentration des petits commerces et des petits services masque certaines formes de chômage et de désœuvrement.

Les vendeurs, fixés apparemment aux abords d'une rue commerciale ou d'un carrefour, peuvent changer rapidement sur un même site. Derrière les comptoirs des boutiques ou derrière les denrées exposées en plein air se trouve soit le gérant soit une autre personne que le propriétaire de la marchandise. Un même individu peut disposer de plusieurs points de vente où il écoule ses marchandises. L'exposition de quelques échantillons ne garantit ni l'importance exacte de certains stocks, ni leur localisation. Dans ces conditions, les problèmes de nomenclature, de quantification ou de localisation deviennent très complexes.

La dissémination à l'intérieur des quartiers

En semis à l'intérieur des zones de résidence, des boutiques et des épiceries plus ou moins isolées servent de points de ravitaillement adaptés à un voisinage plus ou moins rapproché. L'activité commerciale n'est quelquefois qu'une occupation d'appoint pour une ménagère. Mais très souvent l'artisan ou le petit commerçant exercent leur activité à plein temps dans un local qui leur sert à la fois de lieu de travail et d'habitation. Il n'en sont pas nécessairement les propriétaires.

La dissémination de points de vente à l'intérieur des quartiers et en dehors des routes constitue le dernier réseau d'activités commerciales et artisanales dans le tissu urbain. Certaines d'entre elles sont difficiles à discerner, tant s'y mêlent une apparence domestique et une production avec une vente réelle de biens ou de services. Entrent dans cette catégorie les restaurants africains, notamment les multiples « chantiers ». Tout aussi omniprésents que discrets, ils survivent ou prospèrent en faisant appel à une main-d'œuvre domestique. Leur épanouissement dépend aussi des besoins de relations sociales dans l'univers citadin. Inspiré par une excuse qu'utilisaient certains cadres administratifs désertant leurs bureaux en laissant entendre qu'ils se rendaient sur des chantiers publics, l'emploi du terme « chantier » s'est répandu dès la fin des années 1960 pour désigner des lieux de restauration discrets, parfois très selects, voire semi-clandestins...

D'un autre niveau mais tout aussi discret, le commerce au détail du pétrole, du charbon de bois, de l'huile de palme, du savon, du sel de cuisine ne suppose pas toujours la présence d'un étal ou d'un équipement qui en permet une identification aisée à partir de la rue. Dans les cas les plus courants, les habitants du quartier savent, par expérience, où trouver ce dont ils ont besoin.

Cependant, un commerce échappe à cette dissimulation d'« idendité » dans les sous-quartiers : le bar. Appelé « vente à emporter » parce que la réglementation n'y permet aucune consommation de boisson, il sert aussi de point de vente de tabac et engendre généralement une très forte animation nocturne. Celle-ci est aussi le fait de nombreux points de vente d'aliments cuisinés qui apparaissent dans les quartiers dès la tombée de la nuit. Les femmes sont les principales animatrices de ce commerce de quartier. Il est étroitement lié au rythme de vie de citadins très souvent célibataires. Les propriétaires des bars quant à eux sont surtout des hommes.

Maillons importants dans la genèse de l'esprit de groupe en milieu urbain, les rues commerciales sont les véritables « centres culturels » des quartiers comme Mokolo, Mvog-Ada, Mvog-Bi ou Obili. C'est dans leur fréquentation quotidienne que se modèle un esprit de quartier qui donne un ton particulier au interrelations entre des voisins d'origines de plus en plus différentes. C'est autour des activités commerciales ou artisanales qu'elles recèlent, que se noue une partie des liens spécifiquement citadins qui lient parfois les enfants des premières générations de ruraux absorbés depuis par la ville.

La composition des biens et des services offre par endroits quelques concentrations remarquables. Tout un secteur de la Briqueterie occupé surtout par des vendeurs de viande grillée est ainsi identifié dans la ville comme « ministère de soya » ; le soya étant l'appellation courante donnée à une grillade. Dans le même quartier, la composition des points de vente selon l'origine géographique ou culturelle des denrées ou des services proposés dans les rues commerciales montre bien à quel point le fond de la population est marqué par les ressortissants du nord et de l'extrême-nord du Cameroun. Nombreux sont les tailleurs et les savetiers qui exposent des boubous et des modèles inspirés de leur région d'origine.

Toutefois, pour aussi frappants qu'ils soient, les points de vente situés en dehors des marchés ne représentent que 14 % environ de ceux de l'ensemble de la ville. Les rues et les carrefours commerciaux en dénombrent 8 % environ. 5 % sont dédiés au commerce des boissons, contre 3 % environ au petit commerce en bordure des voies de communication. En somme, c'est dans les marchés que se passe l'essentiel des transactions citadines. Il n'en est pas de même pour les industries et les activités artisanales.

Les industries dans la ville

Peu nombreuses mais très importantes pour la ville, les industries fournissaient plus de 12 % des emplois à Yaoundé en 1978. Les zones industrielles se concentrent surtout au sud de l'agglomération, dans un périmètre recouvrant les quartiers Ndamvout et Mvan. Au milieu des années 1950, ces quartiers ont attiré et fixé le seul regroupement remarquable d'industries.

Favorisés par un relief de fond de vallée drainé par le Mfoundi, le secteur de Ndamvout et Mvan bénéficie, en 1927, de l'arrivée de la voie ferrée reliant la capitale au port de Douala. Un lotissement en parcelles de plus de 1 000 m^2 y a permis une implantation ordonnée des usines.

En 1984, Ndamvout et Mvan conservaient encore près de 25 % des activités industrielles de Yaoundé. Ce sont essentiellement des industries alimentaires ou de transformation. Les brasseries, une usine de fabrication de beurre de cacao, par exemple, y côtoient des unités de montage d'appareils électro-ménagers, des ateliers de travaux mécaniques divers ou d'imprimerie. En 1978, on dénombre un total de 1 627 emplois industriels, soit 1 165 dans les industries alimentaires et 462 dans les industries de transformation. Dans l'ensemble, près de 73 % des emplois de Ndamvout et Mvan sont liés aux activités industrielles. 52 % de ceux-ci relèvent du secteur de l'alimentation, 15,7 % du textile, 2,7 % de la chimie et plus de 1 % de la métallurgie, enfin on en compte 10 % environ dans les industries de transformation.

Implantée initialement hors de la ville, la zone industrielle est aujourd'hui entourée de constructions. Son intégration dans la ville pose désormais des problèmes de pollution alors que de nouvelles zones sont en cours d'émergence.

Une certaine concentration s'est amorcée à Nkomo dans le sud-est dès les années 1970 grâce à la mise en place d'un petit lotissement industriel. Très modeste, celui-ci ne comptait que trois unités en 1984, soit un peu moins de 2 % de l'ensemble des implantations de la ville. Nkomo regroupe essentiellement des industries de transformation. On n'y dénombrait que 28 emplois industriels en 1978. À Nsam par contre, il y en avait 198.

Implanté en dehors des zones exclusives ou attribuées, le gros de l'activité industrielle (près de 60 % des emplois) est disséminé dans des unités isolées. D'importance très inégale, ces activités se situent parfois à la frontière floue qui sépare les entreprises artisanales des industries.

En dehors de la zone industrielle du sud de Yaoundé, le centre-ville concentrait à lui seul 1874 emplois industriels en 1978, dont 77 % concernaient l'industrie alimentaire. Les unités sont cependant modestes, parfois fort anciennes.

Quartier chic, mais aussi quartier industriel, Bastos comptait 1 376 emplois industriels en 1978, dont 419 dans la manufacture de tabac et 905 dans des unités beaucoup plus modestes relevant de l'imprimerie, des industries chimiques et des ateliers mécaniques.

Parmi les unités industrielles isolées, les carrières de Messa sont restées les plus typiques jusqu'à l'arrêt de leur fonctionnement au milieu des années 1980. Leur prospérité était liée aux gneiss subaffleurant et aux multiples travaux de bâtiments. Comme la plupart des industries disséminées, elles étaient les seules unités importantes de leur secteur.

À la limite des activités industrielles, toute une gamme d'unités, comme les boulangeries industrielles, les gros ateliers de couture, les concessionnaires automobiles, les ateliers de réparation mécanique couvrent la ville en un semis plus ou moins régulier.

Les activités artisanales

Contrairement aux industries, les activités artisanales sont au moins dix fois plus nombreuses et nettement plus dispersées. Elles présentent une configuration géographique proche de celle des activités commerciales auxquelles elles sont très associées. Il est parfois difficile de les distinguer les unes des autres dans un contexte où la polyvalence semble de rigueur.

Classé par les autorités dans un secteur dit « informel », l'artisanat n'en demeure pas moins une des composantes importantes de la vie du citadin de la capitale. Les plus fortes concentrations de ces activités sont situées dans les rues ou les carrefours des quartiers périphériques qui constituent les foyers d'animation commerciale des zones de résidence. Toutefois, aucun quartier de Yaoundé ne dispose de plus de 10 % des unités artisanales de toute l'agglomération.

Venant largement en tête, le quartier Ekoudou détenait 9,5 % de l'ensemble des unités artisanales de Yaoundé en 1984. Celles-ci s'y concentrent dans le secteur de Briqueterie et autour de la rue Sébastien-Essomba joignant le carrefour Warda à l'entrée de Tsinga. On dénombrait 1 498 emplois liés à la production et au service « informel » en 1978, soit 44 % des emplois de tout le quartier. Les artisans sont surtout des tailleurs, des fabricants de meubles, d'outils ou d'ustensiles domestiques divers. Beaucoup d'entre eux utilisent du bois ou des métaux comme produits de base. En 1978, 43 % des emplois artisanaux du quartier relèvent du domaine textile ou du cuir. Ce qui s'explique par les traditions artisanales des populations locales originaires surtout des provinces du nord et de l'extrême-nord du pays.

Avec 7,5 % de l'ensemble des unités artisanales de Yaoundé en 1984, le secteur de Mvog-Ada arrive en deuxième position après celui de Briqueterie. En 1978, on y dénombrait 171 emplois industriels contre 711 dans l'artisanat. 35 % des emplois classés dans le secteur secondaire sont dédiés au travail du bois. Il y en juste un peu moins dans la production vestimentaire.

Sans être un véritable centre de production artisanale par vocation, le Centre Commercial de la capitale abrite une bonne partie des unités de production ou de services artisanaux. En 1978, on y identifiait quelque 134 emplois .

En dehors des secteurs de Briqueterie et de Mvog-Ada, l'artisanat se retrouve le long des routes et des rues principales qui relient le centre de la ville à sa périphérie. Même si elles n'offrent pas le même degré de concentration, les principales artères des quartiers Mélen, Etoa-Méki, Awaé (Mvog-Bi), Messa et Nlongkak sont devenus depuis quelques années des axes remarquables regroupant ces activités. Il en est de même dans les quartiers récents de la périphérie yaoundéenne : Essos, Nkondongo, Nkondengui, Mimboman, Mbala (Etoudi). Mais ici la faiblesse des densités résidentielles entraîne un semis beaucoup plus discontinu des ateliers.

Conclusion

Activités de production et de distribution vitales pour Yaoundé, les commerces, les industries, l'artisanat, le secteur « informel » constituent des constantes de la vie citadine, éléments indispensables à la dynamique urbaine.

Sans être suffisamment puissantes ou nombreuses pour faire de Yaoundé une ville commerçante, les activités commerciales sont néanmoins présentes partout dans l'espace urbanisé. Elle répondent à la demande de vivres, de biens, de services, ainsi qu'à la demande d'emplois, besoins dont la croissance urbaine actuelle (plus de 8 % par an) prévoit à coup sûr une augmentation interrompue et l'émergence de problèmes futurs.

La capitale du Cameroun n'est pas non plus une ville favorable aux artisans. Laissées quelque peu pour compte et mal cernées par les politiques urbanistiques, les activités artisanales souffrent des effets d'une législation insuffisante et totalement inadaptée. Malgré leur faible capacité unitaire d'emplois, elles ont pourtant la faculté de satisfaire une bonne partie des besoins urbains tout en s'adaptant très vite aux caractéristiques locales de la demande.

Enfin, Yaoundé est loin d'être également une ville industrielle. Bien qu'il y ait toujours une forte volonté d'y favoriser l'implantation des industries, celles-ci se multiplient moins vite que la demande des emplois urbains, à cause, peut-être, des limites même du marché potentiel offert par la seule ville et sa région d'influence. Mais grâce au dynamisme, à la volonté d'adaptation et à la débrouillardise des citadins, la production et la distribution urbaines se sont beaucoup développées dans des directions ou des domaines inattendus et qualifiés d'« informels ». Un secteur qui, paradoxalement, pourrait détenir la clé de plus d'un problème.

En 1978, le secteur informel fournissait déjà 21 749 emplois dont 60,5 % dans le commerce et 39,5 % dans la production et les services. Les marchés, seuls, étaient la source de 42 % de ces emplois. Admettant une croissance similaire à celle de la population (9 % par an), la Sedes calculait pour ce secteur un total de 28 925 emplois en 1980 soit, comme en 1978, plus que la moitié de ceux fournis par le secteur dit « moderne ». La majorité de ces emplois sont occupés par une population citadine exclue des circuits de ce secteur privilégié. Le secteur informel s'avère finalement indispensable. Il faudrait en tenir en compte au moment où l'administration, principal employeur de la capitale, fournit de moins en moins d'emplois alors que le chômage augmente dans des proportions alarmantes.

Indications bibliographiques

DEMOL (E.), 1978.— *Analyse des résultats du recensement du secteur non structuré de la ville de Yaoundé (République-Unie du Cameroun)*. Yaoundé, BIT, 67 p. *multigr.*

CU/MINUH, 1981.— *Les emplois dans l'espace urbain de Yaoundé et de Douala. Situations et perpectives*. Paris, Sedes, Rapport annexe, 169 p. *multigr.*

Direction de l'urbanisme et de l'habitat, 1978.— *Les activités à Yaoundé en 1978*. Yaoundé, Minuh, 12 p. *multigr.*

FOUDA (A.), 1962.— *Ville de Yaoundé 1957-1962*. Yaoundé, impr. Saint-Paul, 56 p.

FOUDA (A.), 1962.— *Commune de plein exercice de Yaoundé*. Yaoundé, impr. Saint-Paul, 56 p.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

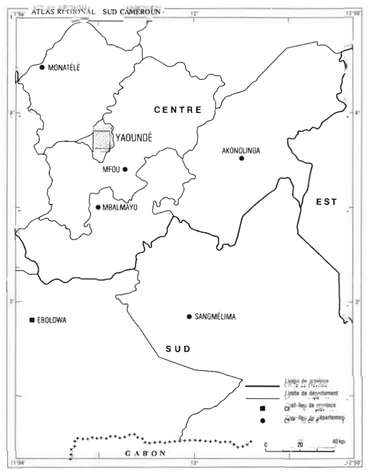
RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

YAOUNDÉ

COMMERCES INDUSTRIES ARTISANAT

1983-1984

C. SANTOIR



COMMERCES

- Commerce de gros non alimentaire
- Commerce de gros ou grand magasin alimentaire
- Grande surface
- Petit commerce de détail non alimentaire et spécifique
- Petit commerce de détail alimentaire (boutique, vendeur...)

Nombre de commerces		
1-2	△	○
3-5	△	○
6-10	△	○

INDUSTRIES

- Industrie du bois
- Industrie de la chaussure ou du vêtement
- Industrie diverse : extraction, chimie, tabac
- Entreprise du bâtiment ou de travaux publics
- Industrie alimentaire
- Atelier de réparation, garage
- Industrie du papier, imprimerie
- Dépôt industriel

ARTISANAT

- Cordonnier, tailleur, brodeur
- Boulanger, moulin
- Menuisier, matelassier
- Autre artisanat (plombier, électricien, ferronnier...)

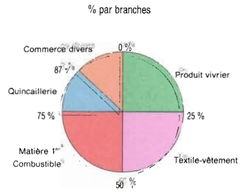
Nombre d'ateliers			
1-2	□	▽	○
3-5	□	▽	○
6-10	□	▽	○

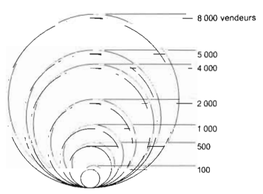
CORON Principale entreprise industrielle et commerciale

MARCHÉS

Emplacement — OBILI Nom de marché

% par branches





Echelle 1 : 20 000

0 1 2 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 10 000 (Institut Géographique National)

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - C. VALTON

YAOUNDÉ

VOIRIE, BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS, SERVICES (1983)

Athanase BOPDA

Yaoundé, capitale du Cameroun depuis 1916, présente une concentration de près de un demi-million d'habitants et dispose d'une gamme de fonctions et de services variés. En dehors des commerces, les services administratifs y sont, pour l'essentiel, liés à sa place au sommet de la hiérarchie administrative et politique du pays. Point de convergence majeur de la circulation sur tout le réseau routier du centre, du sud et de l'est du Cameroun, elle est aussi un important nœud de communication. Deuxième centre financier et bancaire du pays après Douala, la capitale est devenue un point de concentration pour les sièges sociaux des entreprises économiques et des compagnies d'assurances opérant au Cameroun. Yaoundé est une ville du tertiaire. C'est ce secteur qui y fournit l'essentiel des emplois les plus stables.

Pour illustrer la situation des services à Yaoundé, deux types de cartes ont été utilisées. Une première planche (20-I) fournit les principaux éléments du plan urbain, avec les bâtiments administratifs et la voirie complète. Une deuxième planche (20-II) offre une localisation ponctuelle détaillée des divers services.

Nous avons distingué les services administratifs publics, parapublics, privés, qu'ils soient nationaux ou internationaux :
— administration centrale et locale,
— administrations spécifiques,
— organisations internationales,
— ambassades,
— équipements de soins (hôpitaux, dispensaires),
— équipements culturels,
— lieux de culte,
— équipements éducatifs ;

les activités de services liées aux professions libérales, au secteur financier, aux assurances et aux emplois indépendants :
— bureaux d'étude,
— bureaux d'assurances,
— études de notaire ou d'avocat,
— agences de voyage,
— agences publicitaires,
— banques ;

les activités liées au transport, au tourisme et aux loisirs :
— gares routières,
— hôtels classés ou non, restaurants,
— bars et clubs,
— salles de spectacle et cinémas,
— autres équipements ludiques.

Pour mieux comprendre et illustrer leur répartition, un fond de carte commun a été conçu (fig. 1). Il est le fruit d'un compromis entre la géométrie effective des quartiers officiels et celle des zones de dénombrement des différentes sources d'informations exploitées. Les noms utilisés ont été choisis pour leur forte capacité d'évocation quant aux domaines qu'ils couvrent.

Les points d'activités par quartier

Comme le montre le tableau I, une typologie des quartiers se dégage. Dans l'ensemble, la répartition des points d'activités présente une nette prédominance de restaurants, de bars, de clubs, de salles de spectacle et de cinéma. Vient ensuite le groupe des salons de coiffure, des pressings, des bureaux d'étude, des agences de publicité ou de voyage, des cabinets d'avocat, des études de notaires. Les administrations présentent par endroit de remarquables concentrations.

Il y a au moins trois fois plus de services administratifs au centre de la ville que dans les autres zones. Avec un tiers environ des points d'activités de ce centre, Nlongkak et surtout Bastos disposent d'une quantité considérable de services administratifs. C'est également au centre de l'agglomération que l'on retrouve le plus grand nombre de gares routières :
— gare de Mbalmayo, devenue aussi celle de Douala ;
— gares d'Obala et des centres urbains de la Lékié.

Des 26 bureaux de banque ou d'assurances identifiés, 18 sont au centre-ville, soit plus de 69 %. Avec 17 des points d'activité liés aux soins de santé de toute l'agglomération, le centre-ville en détient trois fois plus que Grand-Messa, qui prend la seconde place.

En dehors du centre, les secteurs de Grand-Messa, Elig-Essono, Mokolo et Mvog-bi sont les seuls à présenter une palette assez complète de services : bars, cinémas, hôtels, salons de coiffure, gare routière, banques, dispensaires et bureaux administratifs. Il s'agit généralement de quartiers d'habitat aisé abritant les ménages de la classe moyenne locale : fonctionnaires en début de carrière et autres agents de l'État des catégories intermédiaires de la fonction publique y trouvent un cadre de résidence situé à bonne distance des quartiers péricentraux d'accueil et du centre où ils travaillent. Ce sont eux que desservent tous ces services qui, en même temps, recrutent dans les concentrations humaines des anciens quartiers indigènes une bonne partie de leur clientèle.

Genèse et mécanisme de la distribution spatiale des services

L'importante contribution de l'histoire

Successivement station militaire, chef-lieu de région, chef-lieu d'inspection fédérale, chef-lieu d'un département urbain de quatre arrondissements et depuis peu de quatre communes, Yaoundé a acquis, concentré et conservé en moins d'un siècle l'essentiel des plus importants services publics relevant de l'administration locale.

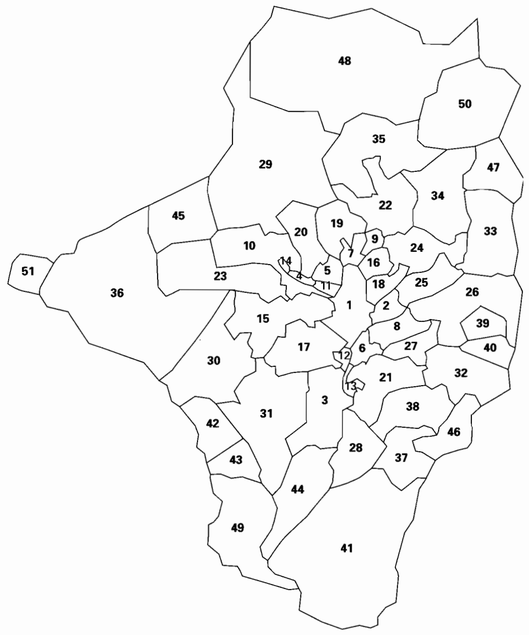


FIGURE 1
Les quartiers de Yaoundé.

1	Centre-ville	26	Mimboman
2	Djoungolo III (Mvog-Ada)	27	Nkondengui
3	Mvolyé	28	Mvan
4	Mokolo	29	Fébé (route d'Okola)
5	Briqueterie	30	Etoug-Ebé
6	Awaé	31	Nsimeyong (Biyemassi)
7	Nlongkak	32	Nkomo
8	Nkondongo	33	Nkolmesseng
9	Djoungolo II	34	Ngousso
10	Messa	35	Emana
11	Grand-Messa	36	Nkolbisson
12	Olézoa'	37	Ekoumdoum
13	Ndamvout	38	Ekié
14	Madagascar	39	Nkolo
15	Mélen	40	Biteng
16	Etoa-Méki	41	Odza
17	Ngoa-Ekélé	42	Mendong
18	Djoungolo I (Elig-Essono)	43	Simbok
19	Bastos	44	Ahala
20	Ntougou (Tsinga)	45	Nkolaféme
21	Ekounou	46	Awaé Mvog-Manga
22	Mbala	47	Ngoulmakong
23	Oyomabang (ancienne route de Douala)	48	Nkol-Ondom
24	Mfandéna	49	Etoa
25	Essos	50	Nkolbon
		51	Nkolkoumou

Tout commence en 1889 quand, de retour d'une infructueuse tentative d'incursion coloniale vers le nord, les officiers allemands Kund et Tappenbeck décident de créer une station militaire avancée en pays ewondo. Baptisée « Sono-Station » (du nom du chef Essono qui les accueillit sur le site), ce poste stratégique n'est constitué à l'origine que d'une palissade de bois entourant quelques logements militaires perchés entre deux ruisseaux : la Mingoa et l'Abiergue (quartier actuel des ministères).

De 1890 à 1892, le botaniste G. Zenker en assume tout seul la direction. Par la suite, la pratique indigène des porteurs côtiers habitués à désigner la station par référence aux Ewondo entraîne la substitution de « Jaunde-Station » au toponyme « Sono-Station ». En 1909, le major Dominik remplace la palissade de bois initiale par une solide enceinte en briques de terre cuite. La station porte alors la dénomination autochtone d'« Ongola » (enclos). Jusqu'en 1903, elle sert de base à la conquête coloniale de l'intérieur du pays.

La fin de la phase de pénétration coloniale marque celle de l'ère de sa fonction militaire exclusive. Désormais appelé simplement « Jaunde », le poste militaire est transformé en chef-lieu d'une vaste région administrative (*Bezirk*) recouvrant les bassins du Nyong et de la Sanaga.

Fait du hasard, la débâcle allemande pendant la Première Guerre mondiale provoque le transfert de la capitale de Duala à Jaunde. Une fin indécise des hostilités après 1916 rehausse l'avantage stratégique de cette dernière ville ; Jaunde est situé loin de la côte donc difficilement attaquable à partir de la mer. À la fin de la guerre, la douceur de son climat (24 °C de température moyenne annuelle à 760 m d'altitude) et la pression de ses autochtones, attachés à lui conserver cette distinction, l'ont préservé de la perte de son rôle de capitale.

Pour accueillir cette fonction, les activités non administratives sont évacuées du berceau de la ville. Dès 1916, le petit marché haoussa installé au pied du poste allemand est transféré au nord, sur la colline du Marché Central actuel qui lui fait directement face. La construction du palais du commissaire de la République en 1921 matérialise la nouvelle spécialisation de fonction du plateau de Nkol-Atom (nom autochtone du site du village d'Essono). En 1934, la fonction militaire initiale est transférée plus au sud, au-delà de l'exutoire du lac (la vallée de la Mort). C'est la fin d'une période de polyvalence fonctionnelle étendue à Yaoundé.

TABLEAU I
Répartition des points d'activités de service à Yaoundé

Quartiers ou zones	Types de points d'activité (1984) (1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	Total
1 Centre-ville	159	3	18	17	3	90	290
5 Briqueterie	122	0	0	2	5	0	129
15 Mélen	82	1	0	2	1	13	99
2 Mvog-Ada	95	0	0	1	1	0	97
20 Tsinga	83	0	0	3	1	7	94
10 Messa	88	0	0	4	2	0	94
8 Nkondongo	72	0	0	4	2	2	80
6 Nvog-Bi	61	1	2	2	3	1	70
7 Nlongkak	42	0	1	2	1	20	66
4 Mokolo	51	1	1	4	1	4	62
19 Bastos	19	0	0	0	2	33	54
16 Etoa-Méki	44	0	0	4	0	6	54
18 Elig-Essono	32	1	2	4	3	10	52
22 Mbala	44	1	0	1	3	3	52
17 Ngoa-Ekélé	36	0	0	3	2	3	44
14 Madagascar	43	0	0	1	0	0	44
21 Ekounou	25	0	0	1	1	11	38
26 Mimboman	28	0	0	3	1	5	34
3 Mvolyé	24	1	0	3	2	3	33
9 Djoungolo II	29	0	0	1	1	0	31
11 Grand-Messa	8	1	2	5	5	8	29
12 Olézoa	21	0	0	0	1	1	23
23 Oyom-Abang	18	0	0	0	1	2	21
31 Nsimeyong	15	0	0	0	1	2	18
27 Nkondengui	5	0	0	1	1	5	12
30 Etoug-Ebé	7	0	0	1	0	1	9
29 Fébé	3	0	0	0	1	4	8
24 Mfandéna	0	1	0	1	1	1	4
35 Emana	2	0	0	0	1	1	4
13 Ndamvout	3	0	0	0	0	1	4
34 Ngousso	0	0	0	1	1	1	3
33 Nkolmesseng	0	0	0	1	0	0	1
39 Nkolo	1	0	0	0	0	0	1

(1) Restaurant, bar, club, salle de spectacle, cinéma, hôtel (classé et non classé), salon de coiffure, pressing, bureau d'étude, agence publicitaire, avocat, notaire, agence de voyage.
(2) Gare routière.
(3) Banque et assurances.
(4) Hôpital, dispensaire ou autre établissement de soins.
(5) Lieu de culte.
(6) Administration et autre organisme national ou international.

Le renforcement exclusif de la fonction administrative

Devenu zone exclusivement administrative, le plateau de l'ancien poste militaire allemand reçoit pratiquement tous les services de l'administration centrale du Territoire du Cameroun sous mandat français. La poste centrale, l'hôpital central, la trésorerie centrale, le tribunal sont les survivances actuelles de cette phase où ie Centre Administratif naissant accueillait à la fois les fonctions de l'administration centrale coloniale et les résidences des fonctionnaires.

Le passage du statut de territoire sous mandat à celui de territoire sous tutelle n'altérera en rien ce phénomène nouveau de concentration exclusive que l'Indépendance a d'ailleurs renforcé. C'est sur le Centre Administratif de Yaoundé que la structuration de l'administration nationale prend corps dès la fin de la période coloniale. En 1947, et plus tard en 1952, l'Assemblée représentative du Cameroun (ARCAM), puis l'Assemblée territoriale du Cameroun (ATCAM), entre 1957 et 1962, ont siégé sur ce site chargé d'histoire. Les gouvernements du Cameroun oriental et de la République fédérale du Cameroun y héritent des locaux légués par les administrations allemande et française. Le palais du commissaire de la République devient palais présidentiel dès 1960 tandis que l'élite locale de fonctionnaires indigènes remplace systématiquement les agents de l'administration française dans les logements de fonction.

Renforcé dans sa fonction par l'instauration de la République unie du Cameroun en 1972, le site originel de Yaoundé a reçu dès le milieu des années 1960 l'essentiel des nouvelles constructions abritant les différents organismes et les multiples ministères de l'administration centrale nationale.

Capitale nationale unique de l'État camerounais, Yaoundé abrite les organes gouvernementaux qui assurent les services supérieurs de l'administration du pays. Jusqu'en 1982, la présidence de la République est restée dans les locaux de l'ancien palais du commissaire de la République française. C'est là que se sont modelés l'ancien conseil du chef de l'État, ainsi que les structures d'animation, de coordination ou de contrôle de l'action gouvernementale et des conseils ministériels. C'est là également que le Secrétariat général de la présidence a pris corps.

La congestion et la redistribution spatiale des fonctions

Le Centre Administratif abrite aujourd'hui plus de vingt ministères. Entre autres ceux dont les compétences portent sur :
— l'administration territoriale,
— l'éducation nationale,
— le plan et l'aménagement du territoire,
— la justice,
— les finances,
— la fonction publique,
— la jeunesse et les sports,
— les relations avec les assemblées,
— l'élevage et les industries animales,
— l'urbanisme et l'habitat,
— les transports,
— l'information et la culture,
— la santé publique,
— les mines et l'énergie,
— les affaires sociales et la condition féminine,
— les postes et télécommunications,
— le commerce et l'industrie.

Certains, comme le ministère de la Condition féminine, sont tout récents. Quelques-uns sont le résultat d'un morcellement de structures autrefois regroupées ; urbanisme, habitat et équipement, par exemple, sont longtemps restés à l'intérieur d'un même ministère.

Après l'Indépendance, le développement rapide des services supérieurs a abouti à une congestion dans les bâtiments coloniaux de la ville. Le passage des effectifs du secteur public de 3 721, en 1957, à 7 433, en 1962, traduit bien la fulgurante accélération qui a été à la base des toutes premières réflexions sur la reconstruction du Centre Administratif de Yaoundé. Pour l'essentiel, celles-ci ont abouti à l'élaboration du plan d'urbanisme (PDU) de 1963 et à la conception d'ambitieux projets de construction d'immeubles ministériels.

Avec la mise en application de ces projets, les services administratifs jusque-là concentrés sur le seul site originel de la ville ont été déplacés plus ou moins loin dans le centre-ville ou au-delà, dans les quartiers de résidence et en périphérie. Comme le montre la figure 2, cette redistribution a engagé une reconfiguration spatiale dès le début des années 1970.

Pour de nombreux ministères, il y a eu uniquement un déplacement à l'intérieur du Centre Administratif, autour de la présidence et à la faveur d'un vaste programme de reconstruction immobilière. Le ministère de l'Éducation nationale (MINEDUC) est parti de la pointe

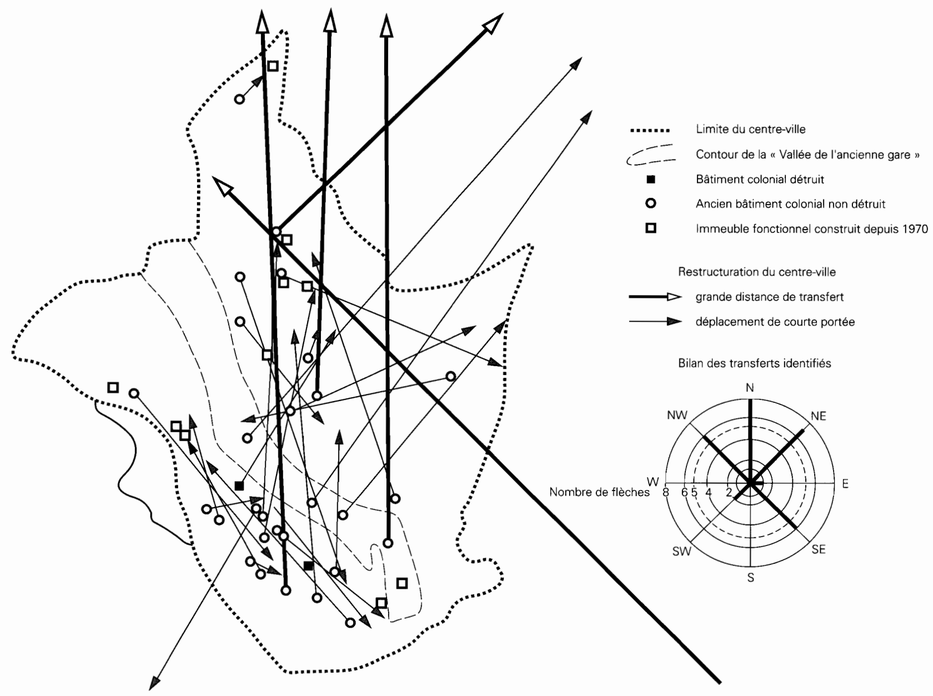


FIGURE 2
Redistribution spatiale des fonctions et des services du centre-ville de Yaoundé depuis 1970.

orientale du Centre Administratif pour se réimplanter dans de nouveaux immeubles plus modernes, situés non loin de l'hôpital central. Ce qui a permis au ministère de la Jeunesse et des Sports de s'installer dans les locaux ainsi abandonnés. Pris dans des mouvements identiques, les ministères de la Fonction publique, des Transports, et des Postes et Télécommunications ont été relocalisés à l'intérieur même du quartier.

Pour d'autres, et surtout pour de nombreux services et organismes de l'administration supérieure, un changement complet de localisation s'opère aujourd'hui bien au-delà du centre. Il s'est effectué globalement vers le nord, le nord-est et le nord-ouest de l'agglomération. Initialement situé sur le plateau originel de la capitale, le ministère des Affaires étrangères a été transféré dans les locaux abandonnés au nord du Centre Commercial par l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM). C'est sur le même axe, mais plus au sud, que se trouve désormais l'ancien ministère des Affaires sociales (MINAS). Le ministère de la Défense s'est installé, quant à lui, sur le sommet de Mfoundassi situé au sud.

Sur la lancée de l'Assemblée nationale, c'est également au sud, plus précisément sur le Plateau d'Atémengue, que s'est construit le Centre national de l'éducation (CNE). Par la suite, à côté de celui-ci, s'est installé l'Office national de la recherche scientifique et technique (ONAREST), transformé successivement en Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), puis en ministère de la Recherche scientifique et technique (MRST), par la suite en ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRES), puis en ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Informatique et de la Recherche scientifique (MESIRES) et, tout récemment, en ministère de la Recherche scientifique et technique (MINREST).

Toutefois, le déplacement le plus remarquable reste celui du palais présidentiel vers la périphérie nord de l'agglomération. Il fut programmé dès le lendemain de l'Indépendance et entamé au début des années 1970. Achevé pendant les années 1980, ce vaste projet a permis aux services rattachés à la fonction présidentielle de s'implanter sur une immense réserve foncière de 320 ha en dehors de la ville. Il a surtout fini de libérer le site originel de la capitale des derniers éléments militaires qu'exigeait encore la protection du palais présidentiel.

L'implantation de la nouvelle présidence à Mbala a suscité et entraîne depuis 1982 la formation d'un nouveau et puissant pôle de concentration de services administratifs supérieurs ou stratégiques en dehors du Centre Administratif historique. On peut citer particulièrement la Cameroon Television (CTV), les bureaux des services centraux de la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Les locaux délaissés au cœur de l'agglomération par les services présidentiels ont permis d'y installer des services centraux récents ou d'en étendre de plus anciens : ministère de la Condition féminine, ministère des Affaires sociales, ensuite fondus en un seul ministère des Affaires sociales et de la Condition féminine (MINASCOF), ministère de l'Information et des Marchés publics.

Devant le développement croissant des services administratifs supérieurs et pour satisfaire aussi des besoins de prestige, un important programme de construction d'immeubles ministériels a été engagé entre le Centre Administratif et le Centre Commercial. La partie de la vallée de l'Abiergue occupée autrefois par l'ancienne gare ferroviaire de 1927 est devenue le théâtre d'un énorme programme de reconstruction visant la création du « Nouveau Centre de Yaoundé ». Celui-ci s'intègre dans un plan de rénovation globale du centre-ville. Envisagée dès 1963, cette opération devrait aboutir à la substitution d'immeubles modernes et de tours de plus de dix étages aux anciennes constructions administratives ou commerciales héritées de l'époque coloniale.

Le coût des opérations est considérable. À lui tout seul, l'immeuble ministériel n° 2 (au rond-point de l'ancienne BEAC) dans le « Nouveau Centre-Ville » devrait coûter au minimum 8 milliards 600 millions de francs CFA. En contrepartie, l'importance négligeable attachée à la préservation des monuments historiques si nombreux et uniques dans le site initial de la ville apparaît comme une lourde rançon à payer pour une solennité architecturale et une esthétique peu inspirées des modèles autochtones.

L'essentiel des investissements immobiliers consentis par l'État entre 1972 et 1982, hormis le nouveau palais présidentiel, s'est donc concentré au centre-ville. Plusieurs immeubles de grande envergure sont également prévus dans le cadre du Nouveau Centre de Yaoundé. Leur érection renforce et pérennise le poids écrasant des activités du tertiaire dans la capitale.

L'inégale répartition des infrastructures et des emplois

Élaborée grâce à une enquête directe de localisation réalisée pendant l'année 1983, la carte des services donne une idée de leur poids réel dans la ville. Les données d'une autre enquête sur l'emploi ont permis de la commenter et de l'expliquer. Faite en 1978 par le BIT et à la demande du Minuh, puis reprise et retraitée par la Sedes en vue de l'élaboration du SDAU, cette enquête complète bien la connaissance des aspects insuffisamment dégagés par la seule observation de la carte de localisation.

Une forte concentration au cœur de l'agglomération

Comme le montre la figure 3, la répartition géographique des services (commerces exclus) dans toute la ville de Yaoundé présente une concentration au centre-ville.

En 1983, le Centre Commercial était le seul quartier à disposer de 15 % des points de services de toute la ville, soit 254. Deux quartiers seulement en disposaient de 4 à 7 % : Briqueterie et Djoungolo (dans le secteur de Mvog-Ada). Le reste des services se répartissait entre 10 quartiers avec de 2,5 à 4 % et 18 quartiers avec de 1 à 2,4 %. Il y en avait 27 en dessous de 1 %. Le Centre Administratif n'avait que 2 % des points d'activités de la ville. Ajoutés à la part du Centre Commercial, on obtenait un total de 17 % pour le seul centre-ville.

Mais si au Centre Commercial les administrations publiques sont de dimensions plus modestes, au Centre Administratif il s'agit surtout d'imposants immeubles ministériels superposant sur plusieurs étages une multitude de bureaux et d'emplois relevant des services centraux. En 1983, le centre-ville présente près de 38 % des points d'activité administrative de Yaoundé. Le tableau II montre, par ailleurs, une forte concentration d'emplois non commerciaux. En 1978 déjà, ses 14 169 emplois tertiaires représentaient plus de 54 % de ceux de toute la ville. Dans l'ensemble du Centre Administratif, on comptait plus de 10 000 emplois tertiaires, soit 72 % environ de ceux du centre-ville. En 1983, la seule zone comprise entre l'ancienne présidence et l'hôpital central regroupe près du tiers des emplois du tertiaire et plus de la moitié des emplois de l'administration publique. Ces derniers se répartissent entre les services centraux d'une quinzaine de ministères.

Autour du centre-ville, les services sont également présents. On les retrouve le long des artères ou des routes principales de Mélen, d'Etoa-Méki, du secteur de l'hippodrome. En effet, ce sont ces quartiers qui ont accueilli très tôt l'essentiel des services administratifs déplacés du centre urbain originel dès le milieu des années 1930.

Une autre auréole se dégage après les quartiers péricentraux. Elle est constituée par les secteurs de Mvolyé, de l'Aviation (aérogare), de Nkondongo, de Nlongkak et de Bastos. La

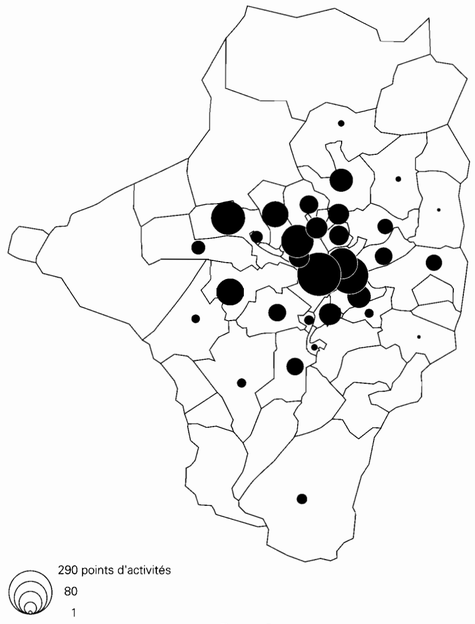


FIGURE 3
Nombre de points d'activités de service en 1983.

concentration y est moindre car la fonction résidentielle est plus grande. Par endroits, on constate une spécialisation : services religieux à Mvolyé, concentration des ambassades et des organismes internationaux à Bastos ou dans le secteur de l'Aviation.

Les anciens quartiers indigènes de la période coloniales comme Mokolo, la Briqueterie, ou le secteur de Mvog-Ada disposaient chacun de 300 à 600 emplois relevant du tertiaire, l'administration n'en constituant que 8 %.

En 1978, en dessous de 200 emplois, on ne retrouvait que les secteurs de Nkokana, Elig-Effa, Tsinga, soit les quartiers récemment intégrés à la ville au moment de l'Indépendance. Il y avait aussi les quartiers périphériques actuels tels que Etoudi et Messa-Carrière. Parmi les quartiers périphériques plus récents, la situation d'Etoudi a profondément changé depuis la fin des années 1970. Dès 1982, le transfert de la présidence et des services qui s'y rattachent y a multiplié les emplois administratifs, faisant de cette partie du nord de la ville le second pôle majeur de concentration d'activités du tertiaire.

TABLEAU II
Répartition des emplois du tertiaire de la capitale

Quartiers ou secteurs	Tertiaire non commercial	Administration publique	Banques et assurances
Centre-ville	12 747	9 661	1 666
Mélen	3 021	1 279	79
Etoa-Méki	2 483	639	606
Hippodrome	1 467	955	451
Mvolyé	926	405	216
Aviation	828	131	291
Nkondongo	825	20	337
Nlongkak	622	60	260
Bastos	605	422	68
Mokolo	521	40	179
Briqueterie	492	20	126
Ndamvout-Mvan	488	90	75
Nkondengui	432	311	54
Mvog-Ada	398	30	250
Essos	331	40	54
Tsinga	198	121	25
Nkomkana	177	33	61
Elig-Effa	40	10	-
Etoudi	8	-	-

Sources : Enquêtes du Sedes-1981.

Le poids de l'administration

Mais au-delà du nombre absolu des emplois ou des points d'activités, les différents secteurs s'individualisent d'abord par l'importance que l'administration publique y met. De ce point de vue, le centre-ville, Bastos, Tsinga, Ekounou se dégagent comme des secteurs fortement administratifs. En 1978, l'administration publique y fournissait au moins 60 % des emplois non commerciaux. Avec de 25 à 50 % d'emplois du même type, Mélen, Etoa-Méki, Mvolyé et Elig-Effa constituaient un groupe de seconde importance. Il s'agissait généralement d'emplois liés à l'administration locale : sous-préfecture, mairie, services de diverses délégations départementales ou provinciales des différents ministères.

Yaoundé compte quatre sous-préfectures, auxquelles correspondent quatre communes de même nom : Yaoundé I, II, III, IV.

À chacune d'entre elles se rattachent un certain nombre de services ou d'équipements collectifs nécessaires à l'éducation, à la santé, à la culture, au sport, aux loisirs et à la sécurité des populations résidentes.

La concentration de certains services administratifs dans des secteurs précis donne par endroits un cachet particulier aux quartiers et à l'ambiance qui y règne (fig. 4).

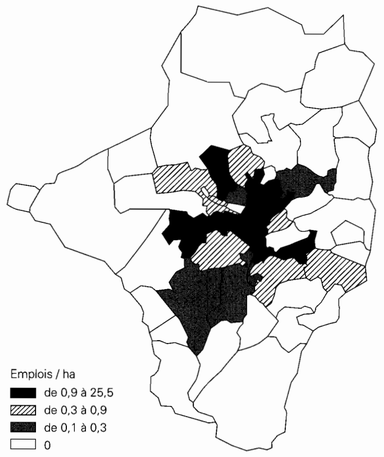


FIGURE 4
Les emplois administratifs à Yaoundé en 1980 (densité par hectare).

Les secteurs remarquables en dehors du centre-ville

Englobant Ngoa-Ekélé, le secteur de Mélen abrite l'essentiel des infrastructures de l'enseignement supérieur de la ville et du pays. C'est le Quartier latin local. On y retrouve côte à côte les différentes composantes majeures de l'Université du Cameroun :
— Faculté des lettres et sciences humaines,
— Faculté des sciences,
— Faculté de droit et des sciences économiques,
— Grandes écoles et autres établissements d'enseignement supérieur :
— École normale supérieure (ENS),
— École nationale supérieure polytechnique (ENSP),
— École nationale des postes (ENP),
— École nationale de l'administration et de la magistrature (ENAM) devenu depuis Centre national d'administration et de magistrature (CENAM),
— École militaire interarmes (EMIA),
— Institut internationale des assurances (IIA),
— Centre universitaire des sciences de la santé (CUSS),
— Centre régional de l'administration du travail (CRADAT),
— Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC),
— École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY),
— Institut de la jeunesse et des sports (INJS),
— École nationale des instituteurs de l'enseignement technique (ENIET).

La présence du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et du Centre national de l'éducation (CNE) complète et coiffe cette forte concentration d'infrastructures de formation intellectuelle et professionnelle. La présence d'organismes de recherche comme l'Orstom, le CHU (Centre hospitalier universitaire) en renforce l'ambiance intellectuelle.

Le secteur Elig-Essono - Etoa-Méki présente également une concentration remarquable de centres de prestation de services :
— la police judiciaire,
— le CES,
— le Centre d'édition et de production pour l'enseignement et la recherche (CEPER),
— l'Office national de la recherche forestière (ONAREF),
— la Faculté de théologie protestante.

Nlongkak constitue à lui tout seul un puisant pôle de services administratifs départementaux, provinciaux, nationaux et même internationaux :
— la délégation à la Sûreté nationale,
— la préfecture du Mfoundi,
— les services du gouverneur de la province du Centre,
— la sous-préfecture de Yaoundé-I,
— l'OAPI (Organisation africaine pour la protection de la propriété intellectuelle).

Au nord-ouest de la ville, le secteur de Tsinga s'individualise de plus en plus comme une zone privilégiée de concentration de services. On y retrouve des services publics spécialisés comme les bureaux des collectivités ou des services administratifs locaux :
— Institut des sciences humaines,
— sous-préfecture de Yaoundé II,
— commune d'arrondissement de Yaoundé-II,
— Service national de participation au développement.

Nkondengui reste aujourd'hui encore la zone de concentration de services la plus périphérique de Yaoundé. Situé discrètement dans le prolongement du secteur Mvog-Bi, Nkondengui est bien connu pour sa prison centrale qui lui donne une triste réputation. Sur l'axe principal traversant ce secteur et non loin de là se sont installés la sous-préfecture et les bureaux de la commune d'arrondissement de Yaoundé-IV.

De sa fonction de capitale politique et économique, Yaoundé tire l'avantage de concentrer l'essentiel des structures de l'administration centrale et internationale au Cameroun. Toutefois, bien qu'à l'origine d'une forte concentration locale d'activités et d'emplois tertiaires, la place disproportionnée des services aux dépens des autres secteurs compromet l'avenir économique de la ville. En effet, avec la diminution des emplois administratifs, il faudra bien songer à développer les autres secteurs, notamment industriel et artisanal, et à diversifier les activités.

Indications bibliographiques

BOPDA (A.), 1980.— *La transformation du centre-ville de Yaoundé.* Univ. de Yaoundé, mémoire de maîtrise, 142 p. *multigr.*

BOPDA (A.), 1986.— *La dynamique de l'espace urbain à Yaoundé. Reconstruction et expansion post-coloniale du bâti.* Univ. de Yaoundé, thèse de doct. 3e cycle, 326 p. *multigr.*

Bureau central du recensement, s.d.— *Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976.* Yaoundé, Minep, Direct. de la Stat. et de la Compt. nat., vol. 2., t. 2.

FRANQUEVILLE (A.), 1984.— *Yaoundé, construire une capitale.* Paris, Orstom, coll. Mém. n° 104, 192 p.

FOUDA (A.), 1962.— *Ville de Yaoundé 1957-1962.* Yaoundé, impr. Saint-Paul, 36 p.

FOUDA (A.), 1962.— *Commune de plein exercice de Yaoundé.* Yaoundé, impr. Saint-Paul, 56 p.

MINUH, 1981.— *Élaboration du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Yaoundé.* Travaux du groupe de travail permanent (25 nov.-30 juin 1981), Yaoundé, Impr. nationale, 286 p.

Sedes/Cellule d'Urbanisme, 1980.— *Les emplois dans l'espace urbain de Yaoundé et de Douala. Situation et perspectives.* Yaoundé, DUA/Minuh, Rapport d'avancement des études, 2 vol. + annexes et cartes.

Sedes/Direction de la Statistique générale, s.d.— *Résultats du recensement de la ville de Yaoundé (1957). Population autochtone.* Yaoundé, ministère des Affaires économiques, 151 p. *multigr.* + plan.

Service de la Statistique, 1963.— *La population de Yaoundé en 1962.* Yaoundé, ministère de l'Économie nationale, 137 p. *multigr.* + annexes.

Service de la Statistique, 1970.— *La population de Yaoundé en 1969. Résultats principaux.* Yaoundé, SSCN, 116 p. *multigr.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

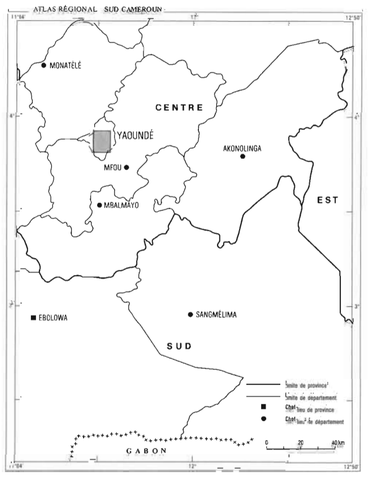
YAOUNDÉ

1983

VOIRIE

BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

A. BOPDA



BATIMENTS OFFICIELS MINISTÈRES

Présidence de la République

ORGANISMES et SERVICES ADMINISTRATIFS

Poste Centrale

EQUIPEMENTS SANITAIRES

Hôpital Central

ENSEIGNEMENT FORMATION-RECHERCHE

Université
École

SERVICES TECHNIQUES-TRANSPORTS

Gare des Voyageurs

CULTES

Mission Catholique de MOKOLO

DIVERS

Hôtel Mont Fébé
Marché

VOIRIE

Voies à grande circulation (4,6 voies)
Voies principales
Voies secondaires
MOKOLO Noms de quartiers communs

Echelle
0 1 2 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 10 000 (Institut Géographique National)

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE - M. ARQUIER C. VALTON

IMPACT GRAPHIC - 45.09.16.50 - FRANCE

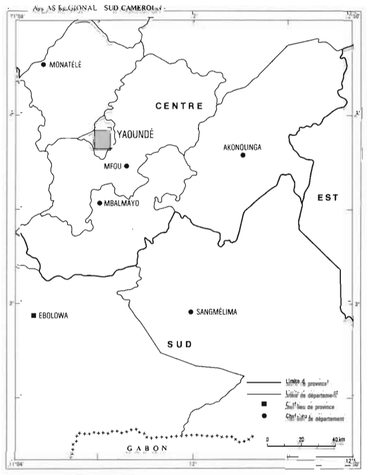
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

YAOUNDÉ

SERVICES 1983

C. SANTOIR



SERVICES PUBLICS

- Administration centrale
- Administration spécifique – Service para-public
- Ambassade – Organisation internationale
- Hôpital
- Santé (clinique, dispensaire, pharmacie)
- Lieu de culte
- S — Stade
- S.N.I. — Grands équipements et services publics

SERVICES PRIVÉS

- Nombre de points d'activités 1-2 3-5 6-10 — Salon de coiffure – Blanchisserie – Photographe – Avocat – Notaire – Agence de voyages – Agence publicitaire – Bureau d'Études
- Banque – Bureau d'assurance
- Gare routière – Stationnement
- H — Hôtel
- Ⓗ — Hôtel classé
- Nombre de points d'activités 1-2 3-5 6-10 — Restaurant – Bar – Club – Salle de spectacle – Cinéma

OLÉZOA — Nom de quartier

Echelle 1 : 20 000

0 1 2 km

Fond topographique extrait des cartes à 1 : 10 000 (Institut Géographique National)

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE : C. VALTON

IMPACT GRAPHIC • 45.09.16.50 - FRANCE

YAOUNDÉ

L'APPROVISIONNEMENT EN VIVRES

Christian SANTOIR

L'élaboration de la carte

La carte de l'approvisionnement vivrier de Yaoundé porte essentiellement sur les produits locaux, consommées habituellement par les habitants. Les produits alimentaires importés (produits laitiers, viande, boissons et alcools divers...) sont destinés à une fraction très faible de la population urbaine du fait de leurs prix élevés.

On dispose de peu de données récentes suffisamment fiables et accessibles sur l'approvisionnement et la consommation en vivres à Yaoundé. Au moment de l'élaboration de la carte, nous n'avions à notre disposition que les résultats de quatre enquêtes menées à différentes dates, dans des secteurs divers. L'enquête « Origine-Destination » (1980-81), effectuée par le BCEOM pour le ministère des Transports (parution : mars 1983), évalue l'importance des flux routiers sur les principaux axes rayonnants de la capitale, sans distinguer toutefois parmi les produits vivriers locaux. L'étude réalisée par P. BARIS et J. ZASLAVSKY, pour le compte de la Sodecao sur La Demande et le marché des vivres dans les villes du Centre et du Sud, *s'attache plus particulièrement à l'étude de l'approvisionnement de Yaoundé (parution : octobre 1984). L'enquête pilote « Budget-Consommation » du ministère du Commerce et de l'Industrie (sept. 1983 à sept. 1984) fournit des données sur les dépenses en vivres des ménages. Enfin, une enquête de la SCET-Cameroun (avril 1984), porte sur la commercialisation du riz au Cameroun, en fournissant quelques informations sur la consommation de cette céréale.*

La carte est surtout redevable de l'enquête du BCEOM pour l'estimation des flux dirigés vers la capitale et de celle de la Sodecao pour ce qui concerne la commercialisation et l'origine régionale des principaux produits vivriers vendus sur les marchés de Yaoundé. Cependant l'utilisation de cette enquête n'est possible que si on en connaît les limites qui sont de plusieurs ordres. L'enquête s'est déroulée pendant une période de sécheresse profonde, la plus importante depuis 1977 ; la ville connut alors une baisse importante de son approvisionnement, notamment en plantain et en igname ; cette dernière plante ne put, d'ailleurs, être prise en compte par les relevés. Les flux hors marchés et « hors routes » (par chemin de fer, « pousse » ou portage) ont été exclus ; ce ravitaillement diffus, difficilement enregistrable, revêt plusieurs formes. Il peut s'agir des vivres achetés directement dans les villages, le week-end, par les citadins disposant d'un véhicule (personnel ou administratif). Sans doute plus considérable est l'approvisionnement fourni par les champs cultivés soit au village d'origine des citadins, soit dans le périmètre urbain (parcelles de maïs et d'arachide dans les terrains vagues, au bord des rues). En 1963, on estimait que le ravitaillement hors marché fournissait 50 % de la consommation totale de Yaoundé... Cependant, bien qu'on ne dispose pas de données nouvelles sur la question, on peut penser que cette énorme proportion a diminué depuis, du fait de la diversification croissante de l'origine des migrants. L'approvisionnement au village ne peut se faire valablement que dans un rayon de 100 à 150 km autour de la capitale ; au-delà, les allers et retours nécessités par l'entretien des champs deviennent problématiques. Enfin, l'enquête de la Sodecao, qui s'est déroulée sur une courte période (7 jours), au mois d'août, n'a pu tenir compte de la « saisonnalité » de certains produits. Malgré ces imperfections reconnues, ce travail a pu être utilisé dans la mesure où notre but était avant tout de déterminer l'aire d'approvisionnement de la ville, sans tenir compte des tonnages, mais plutôt des proportions, afin de déterminer les spécialisations régionales de l'approvisionnement.

Les autres informations proviennent de sources diverses. Celles concernant les flux du bétail et l'approvisionnement en viande ont été relevées dans les rapports du Service de l'élevage. Les données sur les marchés ont été recueillies par enquête directe, en 1984.

Consommation et demande urbaines

La demande vivrière globale de Yaoundé était estimée en 1983 à 224 800 tonnes par an, pour 570 000 habitants (BARIS et ZASLAVSKY, 1983). Quatre produits : plantain, macabo, manioc et blé constituaient les deux tiers de la consommation en vivres. Celle-ci se répartissait comme indiqué dans le tableau I.

Les enquêtes révèlent que la structure de la consommation varie assez peu avec les caractéristiques socio-culturelles des ménages (profession, niveau de revenus). Les grandes différences sont surtout déterminées par les habitudes alimentaires, d'où l'importance des féculents, base de l'alimentation des populations du Sud-Cameroun. Mais, proportionnellement, l'étudiant consommera plus de riz et de haricot, le fonctionnaire plus de plantain, l'ouvrier plus de manioc. Les quantités consommées augmentent selon les revenus. Les plus bas diminuent la consommation des produits les plus chers, sans les remplacer par d'autres produits, comme le riz, par exemple.

Le **manioc** est consommé sous différentes formes : en farine, en bâton (*bibobolo*), en tubercules, en bouillies, en beignets. Son conditionnement facile en fait un produit disponible tout au long de l'année. Les autres féculents, **macabo-taro, plantain, igname** se conservent moins bien et ne font pas l'objet de préparations culinaires aussi variées ; ils ne sont consommés que bouillis ou frits (plantain). Leur consommation est relativement stable au cours de l'année, grâce à deux récoltes annuelles. Celle du **maïs**, grillé au feu ou bouilli, est plus saisonnière (juin-août, novembre-janvier). L'**arachide** est un mets très estimé, traditionnel chez les Ewondo et les Bëtë. Les consommateurs ont une préférence marquée pour les espèces locales. L'arachide se consomme crue, grillée, bouillie, entière ou en pâte, incorporée à un grand nombre de plats et de sauces. L'approvisionnement est régulier grâce à l'arrivée sur le marché de l'arachide du Nord, en contre-saison.

Les **légumes**, surtout européens, et les **fruits** ne sont pas de consommation courante pour la majorité des citadins. Cependant, la banane douce est de plus en plus consommée, tendance soutenue par des prix faibles et par l'importance de la population scolaire, grande consommatrice ; elle est, en outre, parfois substituée au plantain. Les cultures maraîchères se sont développées pour répondre à la demande de la population européenne, importante dans la capitale (5 000 personnes environ), à laquelle il convient d'ajouter la demande d'une petite minorité de Camerounais aisés ayant pris goût aux habitudes alimentaires occidentales.

Le **riz** et le **blé** méritent une mention à part. Ces deux céréales, cultivées en dehors de la région étudiée, prennent une importance de plus en plus grande dans le régime alimentaire de la population urbaine. La consommation du blé, principalement sous forme de pain, double tous les sept ans. La ration individuelle annuelle est estimée entre 25 et 30 kg. Yaoundé compte une cinquantaine de boulangeries dont certaines sont d'assez grosses entreprises (boulangeries Acropole, CAMPain, du Centre-Sud, Française, Socabo, Calafatas...). La consommation individuelle du riz est légèrement moins importante : 25 kg par an. Les restaurants populaires, les cantines des établissements scolaires ont largement contribué à répandre la consommation de ces deux produits. Leurs avantages sont nombreux : apport calorifique élevé, facilité de la consommation, préparation simple, temps de cuisson limité, « propreté » et prix tout à fait concurrentiel. La consommation du riz et du blé est également un signe d'intégration à la ville, dans un milieu où une part croissante des familles ne sont plus en contact avec leurs villages d'origine.

TABLEAU I
Répartition de la consommation alimentaire à Yaoundé

Féculents	Tonnage	*Céréales*	Tonnage	*Légumineuses*	Tonnage	*Autres*	Tonnage
Plantain	49 900	Blé	18 350	Arachide	6 300	Bananes	14 900
Manioc	46 450	Riz	17 200	Haricot	3 400	Fruits, lég.	14 350
Macabo	37 300	Maïs	6 300				
Ignames	4 600						
Pom. de terre	4 000						
Patates douces	1 720						
Total	*143 970*		*41 850*		*9 700*		*29 250*

Les produits ci-dessus n'assurent qu'une ration de 2 050 calories, pour une consommation estimée à 2 582 calories en 1985 (besoin théorique : 2400). La différence est fournie par d'autres aliments d'origine locale ou extérieure dont les enquêtes ne peuvent saisir la grande variété. On pourrait citer : les graines de courges (*ngon* ; 7 kg consommés par an et par personne), aliment traditionnel du pays bëti, très apprécié mais nécessitant un travail de préparation considérable ; l'huile de palme (17 kg par an et par personne), unique corps gras local avec l'huile d'*ajap* (*Baillonnella toxisperma*), beaucoup plus rare. Enfin, le vin de palme est une boisson régionale, consommée par toutes les classes de la société et qui supporte bien la concurrence des breuvages occidentaux, bière et vin rouge.

Les **produits d'origine animale** tiennent une place secondaire, mais non négligeable, dans la consommation urbaine. Les ménages consacrent 61 % de leurs dépenses alimentaires à l'achat de viande, de poisson, de laitages (enquête pilote Budget-Consommation, 1984). Ce sont là des produits chers, consommés surtout par les classes les plus aisées et de façon épisodique (fêtes, cérémonies). Notons toutefois que la viande se consomme plus couramment grillée sous forme de brochettes (*soya*), ou de morceaux, achetés aux nombreuses « dibiteries » au bord des trottoirs ou à proximité des débits de boissons. Mais le centre de ce commerce se situe dans le quartier « haoussa », à la Briqueterie. Près de 43 000 bovins (soit 8 500 tonnes de viande environ) sont abattus à Yaoundé en une année. Un nouvel abattoir, installé depuis 1984 à proximité du parc à bétail d'Etoudi, fonctionne déjà à la limite de ses possibilités ; il reçoit chaque jour entre 200 et 300 bêtes, traitées par 330 bouchers. La viande de porc et de mouton est beaucoup moins consommée, mais le niveau de la consommation est difficile à déterminer (130 et 20 tonnes par an, respectivement ?) vu l'importance des abattages clandestins.

La consommation de **poisson** est encore moins courante, surtout chez les originaires du Sud-Cameroun. Le poisson de rivière se consomme frais, fumé ou séché, celui de mer, le plus souvent congelé. La consommation individuelle à Yaoundé s'élèverait à 25 kg par an, dont 21 kg congelés (Sogreah, 1982), soit 15 000 tonnes environ en 1985 ; mais 6 122 tonnes de poissons frais auraient été vendues, à la même date, à Yaoundé (FODOUOP KENGUÉ, 1985). Notons que le poisson « braisé » (bar, dorade ou maquereau) est un mets couramment proposé, dans les quartiers, dans les « chantiers » ou par des vendeuses installées, le soir, sur le trottoir, comme à Tsinga. Le poisson fumé *bifaga* (ethmalose), provenant de la côte entre Douala et la frontière nigériane, est consommé fréquemment dans les sauces. Il en est de même du *bilolo* (*Sardinella camerounensis*), plus petit. Enfin, le stock-fish importé est un mets toujours très estimé.

La **viande de brousse**, « biche », « lièvre », pangolin, civette, « taupe »..., est un mets très recherché, mais dont la consommation est infime, limitée par l'irrégularité et le caractère semi-clandestin de l'approvisionnement et encore plus par ses prix. Un petit marché spécialisé existe près du pont de chemin de fer, en face du bâtiment des Colis postaux.

La consommation de **volaille** est également difficile à chiffrer (1 100 tonnes par an ?). Les poulets servent d'abord comme objets d'échanges et de cadeaux et sont surtout consommés par les Européens et les classes aisées. Le poulet « braisé » figure systématiquement au menu des « chantiers » et autres « circuits ». Les œufs n'entrent pas non plus dans les habitudes alimentaires locales et font même l'objet d'interdits pour les femmes ; cependant, en dehors de la clientèle étrangère, la consommation tend à se répandre progressivement, grâce notamment aux petits restaurants populaires servant omelettes et œufs durs.

Les sources d'approvisionnement

L'approvisionnement de Yaoundé en produits de base (manioc, plantain, arachide, macabo, maïs) dépasse largement les possibilités des départements limitrophes de la capitale, Lékié et Méfou, en raison des techniques agricoles employées. Les insuffisances de l'agriculture « locale » doivent être compensées par l'apport de départements, voire de régions, plus éloignés.

Le plantain provient principalement des environs de la capitale, de la Méfou (arr. d'Essé) et de la Lékié (arr. d'Obala et d'Okola). En dehors de ces secteurs l'offre est plus diversifiée : 31 % des flux proviennent du Mbam, du Dja et Lobo, du Haut-Nyong et de la province de l'Ouest (18 %).

Le manioc est produit essentiellement (95 % des flux) dans les zones avoisinantes : Méfou (arr. de Mfou, Esse), Lékié (arr. d'Obala), Nyong et So (arr. de Dzeng). Mais l'Ouest fournit d'importantes quantités de farine.

Le macabo local constitue les deux tiers des flux routiers, en provenance de la Méfou (arr. d'Awaé), de la Lékié (arr. d'Okola et Obala). Le Nyong et Kéllé a vu sa part réduite (7 %), suite à la maladie qui ravage les plantations depuis 1976. Le Mfoundi a, au contraire, une part non négligeable (5 % des flux), de même que l'arrondissement de Sangmélima, le long de la route goudronnée. L'Ouest apparaît comme une région productrice importante avec 25 % des arrivages à Yaoundé.

Le maïs fait l'objet de flux courts provenant des environs immédiats de la capitale : 50 % sont issus des arrondissements de Mfou et Okola. Mais 90 % du maïs en grain provient de l'Ouest (dépt de la Mifi).

Tout le riz consommé à Yaoundé provient soit de la province du Nord soit de Douala. La demande urbaine est largement couverte par la production des casiers rizicoles de la Semry à Yagoua, Maga et Kousséri (production 1984 : 90 000 tonnes environ). Mais ce n'est que depuis le début de 1984 que la Semry commercialise son riz à Yaoundé, à un prix très compétitif. En 1983, plus de 19 000 tonnes de riz importé ont été acheminées de Douala par la voie ferrée. Une enquête chez les détaillants (SCET, 1984) montrait que 28 % seulement des quantités vendues étaient de production nationale.

Le blé sert avant tout à alimenter les boulangeries, qui bénéficient de sources d'approvisionnement particulières, hors marché. Il s'agit presque uniquement de blé importé, le projet de la Sodeblé, dans l'Adamawa, n'ayant pu atteindre ses objectifs.

L'arachide en coque provient à 90 % de la province du Centre : Méfou (arr. de Mfou), Lékié (arr. d'Obala et Okola), Nyong et So. Le Nord fournit 71 % des approvisionnements en graines, soit la moitié de l'arachide consommée. Mais l'apport de l'Ouest (20 % de l'arachide en graines) est important.

Les haricots sont produits dans l'Ouest, notamment dans le département de la Mifi. Il en est de même des pommes de terre, mais avec une provenance secondaire du Nord-Ouest.

La banane douce vient principalement des secteurs proches de Yaoundé et même de la ville elle-même (1 %). L'offre est très « atomisée » : Mfoundi (7 %), Lékié (arr. d'Okola et Obala), Méfou (arr. de Mfou).

La tomate consommée à Yaoundé est produite dans l'Ouest (75 % des flux routiers), secondairement dans la Lékié (16 %, arr. d'Obala). La production de maraîchers locaux est donc fortement concurrencée par l'Ouest, de par ses prix compétitifs et l'importance de ses surplus.

L'oignon ne fait l'objet que d'une très petite production urbaine (1 % des flux) ; il vient du Nord (81 %) et de Douala. L'ail, produit cher et peu consommé, vient également du Nord.

Les autres fruits et légumes, comprenant également diverses feuilles légumières, les graines de courges, les prunes (*saa*) sont produites dans le Centre (42 % des flux ; 4 % pour le Mfoundi), mais l'Ouest fournit la majorité (55 %) des choux, poireaux, avocats, légumes divers que les maraîchers de Yaoundé n'arrivent pas à produire en quantités suffisantes. Il n'existe pas à proprement parler de « ceinture maraîchère » autour de Yaoundé. Il s'agit d'une culture urbaine et péri-urbaine. En ville, de petits jardins, souvent inférieurs à 1 are, portent des cultures à cycle court : salades, haricots verts, persil, épinards, radis, cresson, aubergines... Ils sont installés dans les bas-fonds, les marécages ou les pentes proches d'un ruisseau. On en rencontre à Nlongkak, cultivés par les femmes eton, à Nkolbogo, Mokolo à l'ouest, Ndamvout, Nsam, Mélen, Ngoa-Ekélé au sud, Mvog-Bi et Nkondengui à l'est. Mais cette culture tend à disparaître ; les jardins potagers servent plus à la consommation familiale qu'à la commercialisation. La pression foncière, les déguerpissements, les opérations d'assainissement des bas-fonds font reculer les superficies cultivées dans la ville. En dehors, le maraîchage se concentre le long de l'axe nord-sud : Obala-Yaoundé-Mbalmayo. Il s'agit alors d'exploitations plus grandes (moyenne : 7 ares) cultivant des espèces à cycle long. Suivant les conditions du milieu, une certaine spécialisation existe. Dans la zone d'Obala, on cultive surtout les tomates, les concombres, les aubergines, les poireaux. Les villages plus proches de Yaoundé produisent salades, haricots verts. Les radis, le céleri, le basilic sont surtout cultivés vers Mbalmayo.

En définitive, les produits d'origine végétale proviennent de trois régions principales : le Centre, l'Ouest et le Nord. On remarque d'abord le faible rôle de Yaoundé et du Mfoundi (entre 2 et 3 % des flux totaux), où les exploitations agricoles consacrent encore largement leur production à l'autoconsommation, quand elles ne sont pas menacées directement par l'extension rapide de la ville. La province du Centre, avec 53 % des flux dirigés vers Yaoundé, apparaît comme la première zone de ravitaillement de la ville en produits vivriers « traditionnels ». L'apport de certains départements est sans doute supérieur à ce qui a été observé en 1983 par l'enquête Sodecao. Le Mbam est un gros producteur d'ignames et de patates douces. Le Nyong et So exporte vraisemblablement plus d'arachide. Dans le Nyong et Kéllé, principal producteur d'huile de palme, l'arrondissement de Makak est drainé par la voie ferrée, utilisée par les producteurs pour acheminer leurs produits vers la ville. À Mom (CHAMPAUD, 1973), les paysans tiraient, en 1973, plus de 50 % de leurs revenus monétaires de la vente de l'huile. Ailleurs, comme à Bot-Makak, l'état du réseau routier ne permet pas l'évacuation des surplus vers la ville. Il en est de même pour le Nyong et Mfoumou et la Haute-Sanaga, la production vivrière de ce dernier département étant accaparée par l'approvisionnement de deux importants complexes sucriers.

Un tiers des flux routiers provient des arrondissements voisins de Yaoundé, dans un rayon inférieur à 60 km : Okola, Obala, Esse, Mfou. Il s'agit de secteurs bien peuplés, disposant d'un réseau de pistes denses les faisant communiquer rapidement avec la capitale. La route goudronnée Yaoundé-Obala-Bafia est également un axe de drainage majeur.

L'Ouest et le Nord-Ouest, avec 41 % des flux, se trouvent être la deuxième grande zone de ravitaillement de la capitale. Leur rôle est fondamental en ce qui concerne les haricots, le maïs, les pommes de terre, la farine de manioc, les fruits et légumes. Les départements de la Mifi et du Noun produisent le quart des flux issus de cette région. NSANGOU (1977) trouvait même, en 1977, que l'Ouest était le principal lieu de ravitaillement de la capitale, majoritaire dans presque tous les flux, devant le Centre-Sud : ignames : 66 %, plantain : 37 % (Centre-Sud : 38 %), maïs : 79 %, macabo : 56 %, patate : 83 %.

Le Nord ne représente que 3 % du total des flux. Ses productions sont très spécifiques (arachide, oignon, ail) et secondaires, sauf pour le riz.

La province du Sud produit en grande quantité plantain, macabo et arachide. La sécheresse de 1983 a sans doute fortement diminué sa part (2 % des flux totaux) dans l'approvisionnement de la ville. La route goudronnée Yaoundé-Sangmélima draine les arrondissements de Zoétélé et de Sangmélima, qui sont les plus peuplés du département. Par contre, les flux provenant du Ntem ne semblent pas dépasser le nord du département (Ngoulemakong). En dehors de tout biais d'enquête, les surplus vivriers du Ntem sont, en fait, sollicités par le ravitaillement des plantations industrielles de Kribi (Hévécam) et par les collecteurs travaillant pour le compte d'exportateurs dont l'activité est orientée vers le Gabon. Leur zone de collecte est centrée sur Mvangan et englobe Ambam, Ebolowa, Sangmélima, Oveng. Mais ces flux centrifuges, estimés entre 400 et 1 000 tonnes, ne permettent pas d'expliquer la faible part du Ntem dans le ravitaillement de la capitale. L'éloignement, accentué par une mauvaise liaison avec Yaoundé, un réseau de pistes secondaires insuffisant, une faible densité rurale entraînant l'atomisation de l'offre sont autant de contraintes sérieuses limitant les flux originaires de cette province.

Enfin, l'Est a également une part modeste (2 % des flux). Ses productions, ignames et plantain, doivent parcourir un long trajet avant d'être débarquées à Yaoundé ; en outre, le drainage des produits ne peut se faire que le long de l'axe principal qu'est la route Yaoundé-Ayos-Abong-Mbang.

Les produits animaux proviennent en grande partie de régions éloignées de Yaoundé. Les bovins vendus à Yaoundé sont issus des provinces de l'Adamawa (47 % des arrivages), du Lom et Djérem (31 %) et de la Kadéi (22 %), notamment des régions de Meïganga (32 %), Garoua-Boulaï et Batouri. Ces deux dernières origines, situées au débouché de deux grands axes routiers venant de la République centrafricaine, laissent penser qu'une part non négligeable du cheptel provient de ce pays ; il en est de même des troupeaux venant de Kentzou, Kamba-Laka, Kétté. Ainsi plus de 40 % des bovins arrivés à Yaoundé proviennent des troupeaux peul transhumant de part et d'autre de la frontière Cameroun-Centrafrique, entre Garoua-Boulaï et Kentzou.

Jadis acheminés à pied, la plupart des bovins sont désormais transportés par camion (42 %) et par train (31 %), ce qui améliore notablement leur état d'embonpoint à l'issue du voyage, à Yaoundé. Le bétail emprunte deux voies convergeant vers Yaoundé ; l'une suit la route de Ngaoundéré par Garoua-Boulaï, Bertoua, d'où bifurque une branche vers Batouri ; l'autre relie Ngaoundéré à Yaoundé, via Tibati, Yoko et Nachtigal. Cette dernière voie, inutilisable par les camions, n'est plus guère fréquentée (1,4 % des bovins en 1982) qu'en cas d'épidémies dans les régions traversées par les autres itinéraires.

L'approvisionnement varie tout au long de l'année. Les arrivages à Yaoundé sont importants de novembre à avril (maximum en avril), plus faibles entre mai et octobre (minimum en septembre). Les variations correspondent aux conditions climatiques prévalant dans le Nord ; l'offre est faible pendant la saison des cultures et augmente pendant la saison sèche. Dans le Sud, la demande suit à peu près le même rythme ; elle est surtout forte lors des fêtes de fin d'année et pendant la traite du cacao.

Le petit bétail (moutons, chèvres) alimente des flux beaucoup moins importants et, par conséquent, plus difficilement saisissables par les contrôles effectués par le Service de l'élevage (il y aurait eu 2 000 ovins et 7 000 caprins officiellement vendus à Yaoundé en 1982). Le Nord fournit l'essentiel des arrivages, bien que l'Ouest produise également des moutons et des chèvres. Néanmoins, cette province exporte surtout des porcs. La station de Kounden est spécialisée, entre autres, dans la production (1 500 porcs par an) et la vulgarisation de l'élevage porcin. Il existe également dans le Mfoundi, la Lékié et la Méfou de petits élevages privés, dont certains sont encadrés par le Service de l'élevage (une douzaine avec 600 têtes), mais ils ne couvrent qu'une faible partie de la demande urbaine (2 500 porcs abattus en 1982).

L'élevage du porc va parfois de pair avec l'élevage des poulets, qui constitue une spéculation très répandue. La station de Mvog-Betsi fournit aux éleveurs des poussins de un jour. Ces petits élevages sont nombreux dans la ville elle-même (des femmes de fonctionnaires en installent dans le jardin de leurs villas) ainsi que dans la zone péri-urbaine. Ils produisent en moyenne entre 500 et 1 000 poulets de chair par an, 5 000 pour les plus grosses exploitations. La demande doit être complétée par des importations de volailles venant du Nord, de l'Est (37 600 poulets en 1982, selon le Service de l'élevage) mais aussi et surtout d'Europe (environ 130 000 poulets importés, en 1982). L'existence de ces élevages, en grande partie artisanaux, est souvent éphémère : l'élevage des poulets, comme celui des porcs, est sujet à des épizooties dévastatrices (peste porcine en 1982).

Le poisson consommé à Yaoundé provient de diverses sources. Le poisson de mer frais et congelé vient de Douala, par le train ou la route, de même que le stock-fish, importé de Norvège (300 tonnes en 1983). Le congelé, généralement importé, formerait plus de 80 % de la consommation. Le poisson de rivière (4 kg par an et par personne ; silures, principalement) vient des bords de la Sanaga ou du Nyong ; mais il circule surtout séché ou fumé (75 % des mises à terre, en 1982, dans le Centre-Sud, selon le Service de l'élevage).

Enfin, le gibier provient surtout de la province de l'Est et de l'outre-Sanaga (Yoko), le Centre et le Sud n'ayant plus une faune suffisamment riche pour satisfaire la demande.

Les lieux d'approvisionnement

Les marchés urbains

Yaoundé compte une quinzaine de marchés de quelque importance, sans compter une demi-douzaine de petits marchés épisodiques, comme celui se tenant le vendredi près des brasseries. Ils sont consacrés, pour la plupart, à l'approvisionnement vivrier, bien qu'on puisse y trouver une grande variété d'autres produits : épicerie, quincaillerie, vêtements, combustible. La quasi-totalité (entre 89 et 100 % d'après Kengné Fodouop, 1985) des denrées vivrières vendues en ville passent par les marchés.

Chaque quartier a son marché quotidien où l'on trouve tout l'éventail des produits alimentaires, fruits, légumes, tubercules, viande, poisson, dans des proportions variables selon l'endroit. À l'exception de Mokolo, les marchés ouvrent à 6 heures pour fermer vers 14 heures. Dès 8 heures, les deux tiers de l'approvisionnement sont déjà arrivés ; la période d'affluence se situe entre 10 heures et midi. La plupart de ces marchés ne comptent que quelques hangars et échoppes, bien insuffisants pour le nombre des vendeurs ; aussi la majorité des transactions se font-elles à ciel ouvert. Les marchandises sont alors offertes sur des tables en bois, couvertes ou non, sur des étals posés sur le sol ou, plus simplement, exposées par terre. Le volume des transactions varie au cours de l'année ; elles sont importantes pendant la saison sèche et en fin d'année, pendant la récolte du cacao. Ces périodes sont celles aussi où la circulation est la plus facile. Dans la semaine, le samedi est le jour de plus grande animation, clients et producteurs attendant la fin de la semaine pour faire leurs achats.

Le marché le plus important est Mokolo. Il reçoit 55 % des flux routiers totaux (40 % des flux routiers venant du Centre et 75 % de ceux venant de l'Ouest). Son importance s'explique non seulement par l'espace dont il dispose, mais aussi par la densité de la population environnante et par la proximité de quartiers où réside une forte proportion de commerçants bamiléké (Madagascar) et « haoussa » (Briqueterie). Mokolo est surtout alimenté par des flux longs : maïs, haricots, pommes de terre de l'Ouest, oignons du Nord et de Douala, huile de palme du Nyong et Kéllé... Le marché de Mokolo a vu ses points de vente doubler entre 1979 et 1984 et son rôle s'amplifier grâce à ses fonctions de gros et de redistribution vers les autres marchés urbains.

Deuxième plus gros marché de la ville et aussi le plus ancien, le Marché Central se compose en fait de trois ensembles : le marché moderne, composé d'un bâtiment hélicoïdal en béton, consacré surtout aux vêtements, à la quincaillerie, secondairement aux fruits et légumes et à la viande ; le marché aux légumes et produits maraîchers, installé en face, de l'autre côté de la rue de Narvick ; enfin le « Marché des Femmes » (créé en 1957), entre la rue de Narvick et l'avenue de l'Indépendance, qui offre surtout des produits maraîchers mais aussi poisson, volailles, moutons, chèvres, huile de palme, charbon de bois. Le Marché Central reçoit 13 % seulement des flux routiers, mais joue un rôle majeur pour la tomate (48 % des flux). L'approvisionnement se partage à part égale (49 %) entre le Centre et l'Ouest. Comme Mokolo, c'est un des principaux marchés de redistribution de la ville (notamment sur Nkol-Eton) de par l'importance et la diversité de ses approvisionnements. La majorité (83 %) des vendeurs sont bamiléké, haoussa ou foulbé. Au Marché des Femmes, la part des vendeuses et des intermédiaires s'équilibre à peu près. Les premières sont des cultivatrices venant des villages situés au nord-ouest de la ville, entre 20 et 80 km de Yaoundé, notamment de part et d'autre de l'axe routier Yaoundé-Obala-Saa. La zone d'approvisionnement du marché se prolonge jusqu'à Monatélé ; mais à l'est de Yaoundé, elle ne s'étend sur guère plus de 50 kilomètres. Le Marché des Femmes comme le Marché Central sont des marchés chers, fréquentés par les classes aisées de la population, habitant le centre-ville, contrairement à Mokolo qui reste le grand marché populaire.

Le marché de Mvog-Bi est le troisième marché par son importance (2 573 points de vente). Il a, comme les précédents, un rôle important de redistribution sur les marchés de Mélen et Mokolo. Son approvisionnement provient essentiellement du Centre ; il reçoit la majorité des flux du manioc (29,5 %). Parmi les vendeuses, on compte une forte proportion de productrices (67,3 %).

Les marchés d'Essos et de Mvog-Ada connaissent un développement très rapide en rapport avec le développement des quartiers au milieu desquels ils sont installés. Ils se caractérisent par une certaine autonomie d'approvisionnement, venant principalement du Centre, secondairement du Nord et de l'Ouest, ainsi que par une très faible proportion d'intermédiaires.

Mélen et Nkol-Eton (ou Nlongkak) sont encore de gros marchés, qui bénéficient de flux directs, mais moins importants que les marchés précédents. Ces deux marchés sont approvisionnés par le Marché Central et Mokolo. À Mélen, 38,3 % des vendeurs se ravitaillent à Mokolo, 26,3 % au Marché Central, 3,5 % à Mvog-Bi et 14 % sur place ; 44 % des vendeurs viennent de l'Ouest, 41 % du Centre et 7 % du Littoral. Le rayon d'attraction de Mélen est assez faible, tout au plus un kilomètre, il s'agit donc d'un marché de quartier (70 % des clients sont de Mélen et d'Obili).

Les autres marchés : Madagascar, Elig-Edzoa, Ngoa-Ekélé, Biyemassi sont moins importants. Leur rôle principal est d'assurer l'approvisionnement en vivres d'un quartier à partir de flux provenant en majorité des autres marchés urbains.

Les marchés ruraux

L'approvisionnement de Yaoundé est aussi le fait des marchés ruraux situés sur les grands axes sortant de la ville vers Obala : marchés de Ekombitié, Soa, Nkometou II ou vers Mbalmayo : marché de Nsimalen. Ils sont fréquentés, lors des week-ends, par les citadins attirés par le faible niveau des prix et, plus encore, par les revendeurs. Cependant leur importance ne semble pas s'être développée ces dernières années. Dans la Méfou et la Lékié, les productrices commercialisent leurs produits directement à Yaoundé (23 %), puis au bord de la route, mode privilégié par 46,2 % des productrices dans le Nyong et So (Leplaideur, 1985). Les marchés ruraux ne sont fréquentés que par 19 % des paysannes ; ils n'auraient une fonction de relais que dans le Nyong et Kéllé et le Mbam. L'amélioration récente du réseau routier, plus particulièrement des pistes principales, n'a pas toujours joué en faveur des marchés situés au débouché des secteurs autrefois enclavés. Les producteurs trouvent plus avantageux de se rendre eux-mêmes en ville mais les revendeurs peuvent aussi les joindre plus facilement dans leurs villages.

Les magasins

Une faible partie de la population s'approvisionne à la fois sur les marchés et dans les magasins du centre-ville. Ces magasins, de style européen, à rayons multiples, offrent, au prix fort (en moyenne le double du prix pratiqué en Europe), des produits importés : viande, poisson, légumes, conserves, produits laitiers, alcools et boissons diverses. Une partie de ces produits (légumes, viande) pourrait être remplacée par des produits locaux de qualité égale, mais ce type de commerce exige des garanties certaines quant à la quantité et aux dates de livraison de la marchandise, ce que ne peuvent assurer les petits producteurs locaux. En 1985, ces grands magasins auraient vendu 10 % de la viande et du poisson consommés à Yaoundé (Fodouop Kengué, 1985).

La ville dispose ainsi de trois supermarchés : Score, T. Bella et A. B. C. et de plusieurs superettes dont les plus anciennes sont Guerpillon, Despotakis et Ngankeu plus spécialisé dans les vins et spiritueux. Mais d'autres apparaissent chaque année dans le Centre Commercial et dans le quartier Bastos. Ces magasins sont fréquentés d'abord par les Européens, qui y retrouvent un cadre de vie familier, par des Camerounais aisés et, épisodiquement, lors des fêtes, par des gens du quartier qui viennent y faire quelque achat exceptionnel ou y profiter du dépaysement (escalator, musique d'ambiance, air climatisé, décoration, produits « exotiques »...).

Vendeurs et commerçants

L'approvisionnement de Yaoundé est assuré par toute une chaîne de vendeurs, allant du producteur au petit détaillant. La grande majorité (95 %) des agents viennent du Centre, de la Méfou et de la Lékié, mais ils n'assurent qu'un peu plus de la moitié des flux (53 %) ; l'Ouest fournit le reste avec 4 % des agents seulement. L'approvisionnement issu de la périphérie de la capitale se distingue donc par une multitude de micro-flux, suivant des circuits complexes. Pour simplifier, on peut distinguer trois circuits principaux d'approvisionnement :

— Les producteurs qui vendent leurs produits directement sur le marché urbain. Ils forment, quoi qu'on en dise, un groupe non négligeable (58 % des agents et 29 % des flux). Il s'agit surtout de femmes mariées, d'âge mûr (45 ans en moyenne), qui se rendent à Yaoundé une fois par semaine.

— Les producteurs qui vendent tout en achetant des produits à d'autres producteurs (13 % des agents et 12 % des flux). Ils forment un groupe intermédiaire entre les paysans et les commerçants ; leur apparition témoigne d'une certaine dynamique du milieu paysan visant à s'insérer dans les circuits urbains.

— Les commerçants qui achètent aux producteurs et revendent au marché (29 % des agents et 59 % des flux). Il en existe plusieurs catégories allant du grossiste au détaillant en passant par 2 ou 3 intermédiaires. Le faible volume moyen des transactions vient toutefois limiter la notion de « grossiste ». Les vrais grossistes, commerçants disposant de collecteurs locaux, achetant et regroupant la production locale, sont encore rares dans le Centre et restent l'apanage de l'Ouest. Les revendeurs s'intéressent, en priorité, aux produits stockables et facilement transportables (arachide, maïs en graine, farine de manioc) ou aux produits peu cultivés dans le Centre et le Sud (pommes de terre, tomates, haricots, fruits et légumes, oignons).

Ces revendeurs, appelés communément « *buy'em-sell'em* » (mot pidgin tiré de l'anglais : *buy them-sell them*), ne sont pas uniquement des femmes. Les hommes représentent 79 % des « grossistes » et 37 % des détaillants sur les marchés. Grâce à l'argent du cacao, ces revendeurs achètent principalement des fruits et des légumes européens ou des vivres non produits sur place : huile de palme, noix de coco, poisson. Pour de nombreux jeunes gens, la revente des produits alimentaires est une échappatoire au chômage en attendant un emploi stable. Les femmes sont pour la plupart des femmes mariées, responsables d'un ménage (enfants et parfois... mari). Leurs activités varient sensiblement selon l'âge : les plus jeunes font un commerce de micro-détail : salade, persil, oignon, poireau, condiments... ; celles de 25 à 40 ans vendent toutes sortes de produits, avec une préférence pour les grains ; certaines gèrent une boutique d'alimentation ; enfin, les plus âgées font du commerce de grains (arachide, maïs, haricots...) ou de poisson fumé, de tabac...

La plupart des *buy'em-sell'em* ont une faible assise financière et ils doivent souvent se mettre à plusieurs pour affréter un véhicule. L'essentiel des transactions s'opère directement entre producteurs et revendeurs, soit au champ (ou à la rivière quand il s'agit de poisson), soit au village, soit dans les marchés ruraux ou urbains. Certaines femmes, dont beaucoup sont bamiléké, achètent les produits sur les marchés de la ville et les revendent après les avoir transformés : farine de manioc ou de maïs, arachides grillées, bière de maïs... Mais l'approvisionnement direct chez le producteur tend à se développer et à court-circuiter ainsi les marchés ruraux et urbains. Les revendeurs tiennent à s'assurer un approvisionnement sûr et régulier, en organisant de petits réseaux privilégiés selon différentes méthodes : achat sur pied (surtout plantain et macabo), promesses d'achat, avances... 43 % des revendeurs disposaient de tels réseaux en 1983. La formation de ces associations peut être favorisée par une certaine proximité sociale, ethnique, familiale ou résidentielle, mais sans que celle-ci soit exclusive de rapports purement commerciaux. Ceux-ci sont d'autant plus solides que les revendeurs apportent au village les produits manufacturés dont il a besoin. La condition majeure de la formation des réseaux et de la collecte en porte à porte est surtout l'existence d'un bon réseau de pistes permanentes.

L'État intervient très peu directement dans l'approvisionnement de Yaoundé, si ce n'est par l'intermédiaire de la Mission de développement des cultures vivrières. Celle-ci dispose d'entrepôts de stockage et de huit points de vente à Yaoundé. Elle s'approvisionne auprès de certains marchés ruraux ou « points de collecte », localisés principalement dans le Dja et Lobo (18), le Nyong et Mfoumou (9), le Mbam et le Haut-Nyong (5). Début 1980, la Mideviv collectait 1 800 tonnes de vivres, soit 3 % environ du marché, alors que son objectif était de contrôler 20 % du marché vivrier de Yaoundé. Son action est donc encore marginale en ce qui concerne l'approvisionnement urbain.

Contraintes et problèmes

L'approvisionnement vivrier de Yaoundé, de par la structure de l'offre, l'inorganisation des circuits qui dépendent en grande partie du secteur « informel » et l'état des infrastructures, ne correspond pas à celui d'une ville de 680 000 habitants, mais plutôt à celui d'une grosse bourgade. Cette situation est due principalement à des contraintes structurelles qui sont autant de blocages face à une évolution nécessaire.

Un système agricole extensif, une production inextensible

L'offre vient en grande partie de la province du Centre et, plus encore, de la périphérie proche de la capitale. Dans ces régions, le système agricole est extensif, basé sur une longue jachère ; la production vivrière est avant tout destinée à l'autoconsommation (59 ares de cultures annuelles par exploitation dont 14 pour la vente, en moyenne) et dépend encore, dans une large mesure, des femmes, qui travaillent avec un faible outillage et selon des méthodes « traditionnelles ».

Les deux départements de la Lékié et de la Méfou n'assurent que la moitié environ de la demande urbaine globale ; ils fournissent une partie plus ou moins importante des produits alimentaires essentiels : la moitié du macabo consommé en ville, les 2/3 du plantain, les 4/5 du manioc, 1/5 de l'arachide ; ces plantes constituent pourtant la base du système agricole local. En tenant compte des rendements moyens, le dégagement de surplus commercialisables correspondant à ces chiffres nécessite la mise en culture de 35 200 ha (dont 8 800 ha sont consacrés à la vente), cultivés par 105 000 femmes. Ainsi, en 1983, une paysanne de la Lékié ou de la Méfou nourrit plus de deux citadins (2,4), en plus de sa famille.

Ces quelques chiffres, sans doute grossiers, montrent néanmoins que l'offre ne peut être extensible dans ces conditions ; 105 000 femmes représentent près de 90 % des effectifs féminins adultes des deux départements, en 1983. Malgré une large implication des productrices dans l'approvisionnement de la capitale, les surplus commercialisés ne paraissent pas suffisants. Ils le sont encore moins dans les départements plus éloignés de Yaoundé.

Un réseau routier déficient

L'insuffisance de l'offre a également pour cause la médiocrité du réseau routier, même à proximité de la capitale. De nombreuses zones de production sont mal drainées : Mbam, Nyong et Mfoumou, Nyong et Kéllé, les départements du Sud. L'offre provient généralement toujours des mêmes villages, les mieux desservis. Autour, les récoltes pourrissent parfois sur pied. Le problème est vaste ; un bon drainage suppose que l'on améliore non seulement les liaisons entre les villages et les grands axes interdépartementaux, mais aussi les liaisons intervillageoises, sans oublier le transport entre les champs et le village qui se fait encore par portage.

Cependant, la route ne fera pas augmenter la production ; son évolution dépend d'autres facteurs : force de travail, disponibilité en terre, contraintes financières. La route améliorera l'écoulement des produits, en augmentant les aires de drainage et l'importance des flux. Mais la route, seule, peut entraîner certains dangers déjà observés dans quelques villages : commercialisation excessive se faisant aux dépens du niveau nutritionnel des familles, émigration accrue vers une ville plus facilement accessible. L'amélioration de la desserte des villages doit aller de pair avec l'amélioration des systèmes agricoles, l'organisation des transports et de la commercialisation.

Le faible rôle des marchés ruraux

L'inorganisation du marché vivrier s'observe aussi bien à la campagne qu'à la ville. Contrairement aux marchés cacaoyers, les marchés vivriers ruraux ne font pas l'objet d'une attention particulière de la part des autorités préfectorales. Il est vrai qu'en milieu bëti ou bulu, le marché (appelé « *makit* », mot pidgin tiré de l'anglais *market*) est une réalité relativement moderne, importée et, parfois, imposée par le colonisateur.

Beaucoup de marchés créés avant l'Indépendance survivent péniblement depuis, quand ils n'ont pas été abandonnés. Aujourd'hui, les marchés ruraux de quelque importance se situent généralement dans les plus gros villages situés à des carrefours routiers. Les marchés quotidiens des chefs-lieux administratifs servent avant tout à approvisionner, parfois difficilement, les petits centres locaux.

Les *buy'em-sell'em* : un « mal » nécessaire...

La faiblesse du réseau des marchés ruraux est en rapport direct avec l'importance prise par les intermédiaires, les *buy'em-sell'em*, en majorité des femmes, qui constituent une réponse normale au manque de structure commerciale, dans un contexte de forte demande. Il convient tout d'abord de préciser qu'il y a assez peu d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur (deux en moyenne ; Mideviv, 1976) ; le circuit de distribution est donc court. L'organisation de la commercialisation mise au point par les revendeuses présente autant d'avantages que d'inconvénients.

Intermédiaires obligées pour une grande partie des producteurs, les *buy'em-sell'em* profitent de la formation des prix en milieu rural qui dépend non pas du travail fourni ou des coûts de production mais uniquement de besoins précis (achats d'objets manufacturés, de vivres importés, cérémonies).

Ces prix sont en outre très variables selon les lieux. Par des passages irréguliers sur les lieux de production, elles peuvent « manipuler » l'offre à leur avantage. Cependant, elles doivent assurer de nombreuses charges : transport, carburant, taxes diverses, frais de gardiennage, de collecte, d'emballage, de magasinage, frais salariaux, sans compter la couverture des risques que constituent le crédit, les pertes dues au stockage et au transport sur de mauvaises pistes. Accusées de faire des bénéfices exagérés approchant les 100 %, les revendeuses ont une marge réelle bien inférieure que les enquêtes établissent à 54 % pour la marge brute et entre 15 et 35 % selon le produit pour la marge nette, tous frais payés. C'est beaucoup, mais inférieur à ce que prennent les commerçants dans les pays africains voisins.

Qu'on le veuille ou non, les *buy'em-sell'em* tiennent une place importante dans le secteur commercial du Sud-Cameroun. Leurs activités génèrent des flux monétaires élevés, bien que difficilement chiffrables, car en grande partie occultes. En 1976, 16 000 personnes environ étaient employées à un titre ou un autre par les revendeuses (Nsangou, 1977). D'autre part, les relations établies entre paysans et revendeuses permettent une certaine régularisation de l'offre et contribuent à ouvrir, économiquement parlant, des zones enclavées qu'elles sont les seules à parcourir.

En dehors de toute passion, on constate que les revendeuses de vivres assurent malgré tout l'approvisionnement régulier de la ville, dans des conditions difficiles, en y consacrant de nombreuses heures de travail, le jour et la nuit. D'autre part, elles fournissent à leurs employés, comme aux producteurs, des revenus, sans doute faibles, mais réguliers et permanents, tout en pratiquant en ville des prix de vente qui restent, quoi qu'en disent les autorités et les journaux, dans des limites encore acceptables, sinon toujours « raisonnables ».

L'inflation des prix

Les prix des denrées vivrières souffrent d'une indéniable inflation. Ils augmentent plus vite que le rythme de l'inflation générale (tabl. II).

Le mécanisme de l'inflation des prix alimentaires est très complexe et ne dépend pas uniquement de la marge prise par les revendeuses. En simplifiant, on peut distinguer plusieurs autres facteurs élémentaires, plus déterminants. L'inflation reflète d'abord un déséquilibre fondamental entre l'offre et la demande pour la plupart des produits de base. Quand l'offre chute trop fortement, comme en 1983, suite à la sécheresse, les prix s'envolent ; la crise passée, ils se stabilisent sans diminuer.

L'inflation importée, c'est-à-dire provoquée par l'augmentation du prix des produits importés (riz, blé, produits manufacturés) s'avère être égale ou inférieure à celle des produits locaux. Son effet a donc été relativement faible sur les prix pratiqués par les producteurs.

Par contre, le coût du transport des personnes et des marchandises a fortement augmenté, alors qu'il s'agit d'un facteur clé de l'approvisionnement urbain. Le transport représente entre 23 et 46 % des frais de commercialisation, selon le produit, l'état de la route, les amendes... Les transporteurs clandestins, « clandos » et autres « opep », jouent un rôle décisif en suppléant aux insuffisances des transporteurs « en règle » ; mais ils imposent leur propre loi en matière de tarif.

Enfin, l'inflation du prix des vivres correspond également à l'évolution des revenus (+ 46 % entre 1976 et 1979 et + 53 % entre 1981 et 1985 pour les bas salaires) et du pouvoir d'achat de la clientèle de la capitale. Mais l'évolution dans ce domaine reste lente. En 1978, 40 % des ménages ne pouvaient « théoriquement » faire face à leurs besoins alimentaires, vu les prix pratiqués (Maetur, 1978).

Conscient de ces contraintes et problèmes, l'État a essayé de créer, dans les années 1970, une « Ceinture Verte » devant assurer le ravitaillement de la ville. La Mideviv devait se charger des cultures, de la collecte et de la commercialisation de la production dans des magasins ouverts en ville. Lancée sans préparation et sans études préalables, l'opération peut être considérée aujourd'hui comme un échec. La Mideviv s'est heurtée rapidement à la concurrence du secteur privé. Compte tenu de ses charges (camions, salaires, constructions de hangars...), de la lourdeur et de l'inertie inhérentes à toute structure étatique, elle n'a pu offrir aux producteurs que des prix inférieurs à ceux des revendeuses, pour un prix à la clientèle équivalent. La Mideviv s'est trouvée contrainte d'exploiter les zones délaissées par le secteur privé, c'est-à-dire les plus difficiles d'accès et les moins productives, donc les moins rentables. Entre 1974 et 1981, cet organisme aurait coûté à l'État 360 millions de francs CFA environ.

Son échec vient confirmer, *a contrario*, l'utilité des revendeuses ; la souplesse de leur organisation s'accommode fort bien, jusqu'ici, des contraintes qui ont contribué à la marginalisation de la Mideviv. Aussi cette dernière se réoriente-t-elle actuellement vers l'amélioration de la production, en délaissant le problème trop délicat de la commercialisation.

Tableau II
Indice des prix de quelques produits (base 1968 = 100)

Produits	1981/82
Plantain	482
Macabo	488
Arachides décortiquées	261
Manioc	489
Riz	249
Articles de magasin	276
Transports	370
Indice général	*323*

Des infrastructures « dépassées »

Au niveau de la municipalité, les marchés ne semblent pas avoir retenu toute l'attention qu'ils méritaient. Les marchés de la ville, à l'exception du Marché Moderne dont le bâtiment apparaît néanmoins totalement inadapté au commerce des vivres, n'ont pas beaucoup évolué depuis leur création. La plupart sont engorgés, resserrés sur des sites devenus exigus, les vendeurs étant parfois obligés de se répandre dans les rues adjacentes. Il n'existe pratiquement aucune aire de débarquement digne de ce nom. Les marchandises sont déchargées dans des « gares routières » improvisées, à proximité immédiate. L'absence d'aires cimentées, de surfaces couvertes suffisantes transforme les marchés en cloaques dès la moindre pluie. Les conditions d'hygiène minimales ne sont pas respectées : pas de sanitaires, de points d'eau, enlèvement des ordures irrégulier... Les moyens de stockage des marchandises se réduisent le plus souvent à des caisses recouvertes de bâches. Il en résulte donc un accroissement des pertes, dont le coût est répercuté sur le niveau global des prix de vente. Il est normal que, dans ces conditions, un programme d'urgence ait été lancé en 1986 pour rénover les marchés vivriers, celui de Mokolo notamment.

Un nouveau marché, le Marché du Mfoundi, a été construit près de la gare, entre une rue et la voie ferrée. Mais ses dimensions apparaissent bien réduites et ses possibilités d'agrandissement pratiquement nulles. Il n'était toujours pas ouvert à la fin de 1986.

L'approvisionnement vivrier de Yaoundé : la sécurité en question

Compte tenu de ce qui a été exposé plus haut, on peut se demander si la ville de Yaoundé dispose d'une véritable « sécurité alimentaire ». La capitale, située au centre d'une région essentiellement agricole, dépend de plus en plus d'un ravitaillement provenant d'une région éloignée (300 km), qui, en outre, dispose et alimente d'autres marchés importants : Douala, le Nord, les pays importateurs, marchés susceptibles de devenir un jour plus intéressants que la capitale... Schématiquement, 95 % des agents, originaires de la province du Centre, ne fournissent que 53 % de l'approvisionnement, alors que 4 % des agents, originaires de l'Ouest et du Nord-Ouest, en assurent 46 %. L'Ouest est devenu, autant que la Lékié, le « grenier » de la ville et concurrence directement la production locale, notamment pour les fruits et légumes, le maïs, les pommes de terre et même les produits alimentaires de base (plantain, manioc, macabo) en période de sécheresse. Le poids de cette province est appelé à se développer encore, avec l'axe goudronné Yaoundé-Bafoussam. Possédant des réseaux commerciaux bien structurés et disposant de capitaux importants, les Bamiléké sont également bien insérés dans les filières commerciales urbaines, à tous les niveaux. Face à des commerçants-transporteurs peu nombreux, professionnels dominants des circuits spécialisés, le Sud ne dispose que d'une multitude de petits vendeurs et revendeurs, peu organisés, pour lesquels la vente de vivres ne constitue, bien souvent, qu'une nécessaire activité temporaire, en attendant des jours meilleurs.

Il est donc urgent de redynamiser la production du Sud-Cameroun, en commençant par l'amélioration du drainage, en entretenant les pistes de desserte, pistes « vivrières » qui sont les véritables artères de la ville. Il sera temps, ensuite, de s'occuper de la réorganisation de la commercialisation. En l'an 2000, les 1 700 000 habitants de Yaoundé auront besoin de 710 000 tonnes de vivres. Il faudra aussi compter avec l'approvisionnement des centres secondaires (480 000 habitants dans le cadre de l'atlas), soit 170 400 tonnes de plus...

Indications bibliographiques

Baris (P), Zaslavsky (J.), 1983.— *La demande et le marché des vivres dans les villes du Centre et Sud.* Yaoundé, Sodecao.

BCEOM, 1983.— *Enquête Origine-Destination 1980-81.* Yaoundé, Min. des Transp., 2 tomes.

Champaud (J.), 1973.— *Mom, terroir bassa (Cameroun).* Atlas des Structures agraires au sud du Sahara, 9, Paris, Mouton, 56 p.

Duault (Y.), Dufly (C.), Gergely (N.), Unguran (N.), 1984.— *L'organisation de la commercialisation du riz au Cameroun.* Yaoundé, SCET-Cameroun, BDPA, 124 p.

Enquête pilote Budget-Consommation, 1984.— Yaoundé, Direct. de la Stat. et de la Compt. nat.

Franqueville (A.), 1972.— Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé. *Cah. Orstiom, sér. Sc. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 337-387.

Franqueville (A.), 1976.— « L'évolution du marché Central de Yaoundé. Comparaison de deux enquêtes. » *In : Recherches sur l'approvisionnement des villes*, Bordeaux, Mémoires Ceget : 117-125.

Franqueville (A.), 1984.— *Yaoundé, construire une capitale.* Paris, Orstom, coll. Mém. n° 104, 192 p.

Franqueville (A.), 1985.— « L'offre paysanne en produits vivriers dans le Sud-Cameroun. » *In : Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, Paris, L'Harmattan : 122-136.

Kengné Fodouop (F.), 1985.— Le système des marchés du Sud-Cameroun à l'est de la plaine côtière. Yaoundé, *Rev. de Géogr. du Cameroun*, vol. V, n° 2 : 124-138.

Kengné Fodouop (F.), 1987.— Les marchés face au commerce sédentaire de détail dans le Sud-Cameroun. Yaoundé, *Rev. de Géogr. du Cameroun*, vol. VII, n° 1 : 42-54.

Leplaideur (A.), 1985.— *Les systèmes agricoles en zone forestière : Les paysans du Centre et du Sud-Cameroun.* Paris, Cirad/Irat, 615 p. *multigr.*

Maetur, 1978.— *Enquête sur les caractéristiques socio-économiques des ménages et les conditions actuelles d'habitat à Yaoundé.* 3 vol.

Morinière (J-L.), 1972.— « La région maraîchère intra- et péri-urbaine de Yaoundé.» *In : Dix études sur l'approvisionnement des villes*, Bordeaux, Trav. et Doc. du Ceget n° 47 : 47-81.

Nsangou (A.), 1977.— *Offre et demande de produits vivriers dans la région de Yaoundé.* CESS, ISH, Onarest, Trav. et Doc. n° 8, 77 p. *multigr.*

Nsangou (A.), 1985.— « La contribution des *buy'em-sell'em* au développement. » *In : Femmes du Cameroun*, Paris, Orstom/Karthala : 385-393.

Sonedic, 1963.— *Étude de l'approvisionnement de la ville de Yaoundé en produits vivriers et maraîchers.* Yaoundé.

Sogreah, 1982.— *Étude de l'aquaculture et de la pêche continentale.* Grenoble, t. 1, 220 p.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
M R S T
INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
CENTRE GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

YAOUNDÉ
APPROVISIONNEMENT EN VIVRES

C. SANTOIR

POISSON SEC (Nord)

PATATE DOUCE
IGNAME
BOKITO
(Arrondissement)
SAA
MONATÉLÉ
VIN DE PALME
OBALA
EVODOULA
OKOLA
ESSE
SOA
Abattoir
AWAÉ
YAOUNDÉ
MBANKOMO
DZENG
MFOU
AKONOLINGA
MAKAK
NGOUMOU
BIKOK
HUILE DE PALME
AKONO
MBALMAYO
NGOMEDZAP
ZOÉTÉLÉ
BIWONG BANE
NGOULEMAKONG
NGONGO
EBOLOWA
SANGMÉLIMA
MVANGAN
vers DJOUM
MIDEVIV
VIANDE SÉCHÉE (Yoko)
IGNAME
MIDEBOM
CAMSUCO
SOSUCAM
MBANDJOK
NKOTENG
NTUI
AYOS
(Province de l'Est)
ENDOM
BENGBIS

Echelle 1 : 500 000
0 25 50 km

Fond topographique extrait des cartes à 1/ 500 000 (Institut Géographique National)

LES MARCHÉS DE YAOUNDÉ

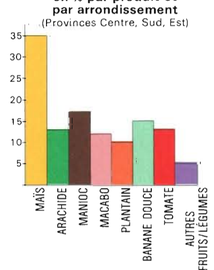
Abattoir
Parc à bœufs
ETOUDI
CENTRE JAMOT
NKOL-ETON
ELIG-EDZOA
ETOA-MEKI
MADAGASCAR
MOKOLO
MARCHÉ DES FEMMES
ESSOS
CENTRAL
Marché du Mfoundi
Station avicole de Mvog-Betsi
MVOG-ATA
MELEN
NGOA EKÉLÉ
MVOG-MBI
BIYEM ASSI

MARCHÉS
7000 vendeurs
2000
1000
500
100

LÉGENDE
- Emplacement des marchés
- Produits agricoles vivriers
- Viande
- Poisson
- Divers
- Epicerie
- Vente volaille et petit bétail
- Elevage avicole
- Cultures maraîchères
- Gare routière
- Espace urbanisé

% des vendeurs par type de produits
0
25 %
50 %

APPROVISIONNEMENT DE YAOUNDÉ
en % par produit et par arrondissement
(Provinces Centre, Sud, Est)



FLUX DES PRODUITS AGRICOLES VIVRIERS vers YAOUNDÉ (par la route)

MARCHÉS
- QUOTIDIEN
- PÉRIODIQUE

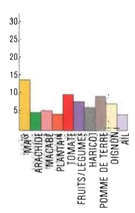
ELEVAGE
- Elevage avicole
- Elevage porcin
- Embouche bovine
- Voie d'acheminement du bétail provenant du Nord
- Pêche

CULTURES MARAÎCHÈRES
Villages encadrés par la MIDEVIV
- > 5 ha de cultures
- < 5 ha de cultures
- Autres villages maraîchers
- Centre MIDEVIV de Ntui (Mbam)
- Plantation de canne à sucre
- Zone de forte production de vin de palme

APPROVISIONNEMENT EN VIVRES PROVENANT D'AUTRES PROVINCES
que le Centre, le Sud et l'Est

0 50 100 150 km

% d'approvisionnement de YAOUNDÉ par produits
(Toutes régions confondues)



NIGERIA
EXTRÊME-NORD
MAROUA
Garoua
TCHAD
NORD
NORD-OUEST
OUEST
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
DOUALA
YAOUNDÉ
FERNANDO POO
GUINÉE ÉQUATORIALE
GABON
CONGO

L'APPROVISIONNEMENT EN VIANDE BOVINE ET PORCINE

0 50 100 150 km

FLUX DU BÉTAIL BOVIN (1982)

14 000 têtes
5000
2000
1000

Acheminement du bétail
par rail
à pied
par camion

Voie ferrée
Route principale
Route secondaire
Principale voie d'acheminement des porcs

NIGERIA
MAROUA
Garoua
TCHAD
NGAOUNDÉRÉ
MEIGANGA
KAMBA LAKA
TIBATI
NGAOUNDA
Kounden
PAYS BAMILEKÉ
BÉTARÉ OYA
GAROUA-BOULAÏ
KÉTTÉ
BER TOUA
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
KENTZOU
BATOURI
DOUALA
YAOUNDÉ
FERNANDO POO
GUINÉE EQUATORIALE
GABON
CONGO

© ORSTOM Éditions 1995

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE M. ARQUIER C. VALTON

IMPACT GRAPHIC + 43.09.16.52 FRANCE

Photogravure
Cartes : PHOPRELEC, 92110 Clichy-la-Garenne
Couverture : ALAIN DARRAS, 34000 Montpellier

Impression
Cartes : IMPACT GRAPHIC, 93220 Gagny
Couverture : PUBLICEP, 34000 Montpellier

Reliure
RELIURE DEVEL, 24400 Mussidan

Achevé d'imprimer par l'imprimerie IMPACT GRAPHIC
Juillet 1995
Dépôt légal : 3e trimestre 1995

ORSTOM éditions, 213, rue La Fayette, 75480 Paris Cedex 10, France
MINREST-INC, BP 157, Yaoundé, Cameroun

Diffusion : Orstom, 32, avenue Henri Varagnat, 93143 Bondy, France